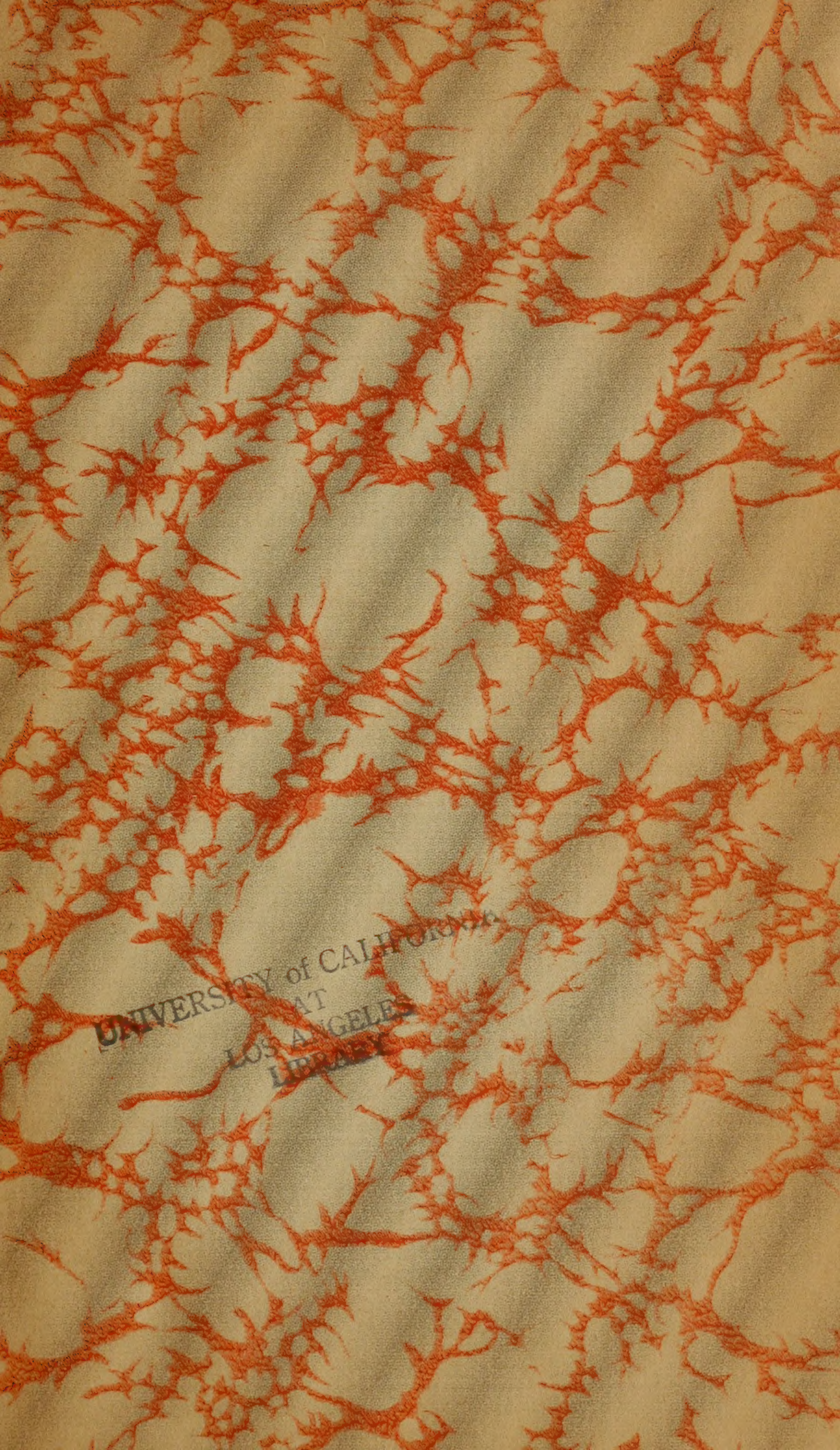






GUERRES

DE LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE

ET DU PREMIER EMPIRE

PARIS. — IMPRIMERIE Vve P. LAROUSSE ET Cie
49, RUE NOTRE-DAME-DES-CHAMPS, 49

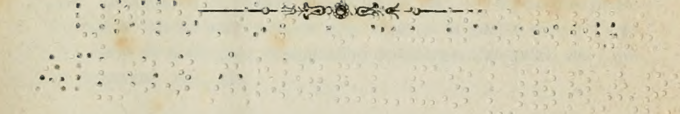
GUERRES
DE LA
RÉVOLUTION
FRANÇAISE

ET DU PREMIER EMPIRE

PAR UNE
SOCIETÉ D'ÉCRIVAINS MILITAIRES ET CIVILS

Ouvrage accompagné de 166 Cartes, Plans de villes et de batailles et d'un Atlas in-folio contenant 72 planches

TOME VIII



PARIS
ABEL PILON, ÉDITEUR
33, RUE DE FLEURUS, 33

1876

GUERRES
DE LA
RÉVOLUTION
FRANÇAISE
ET DU PREMIER EMPIRE

LIVRE TROISIÈME.

TROISIÈME COALITION.

CHAPITRE PREMIER.

ANNÉES 1803 ET 1804.

Rupture du traité d'Amiens; la France déclare la guerre à l'Angleterre; invasion de l'électorat de Hanovre; fuite du duc de Cambridge; convention de Sulingen; capitulation de l'armée hanovrienne, etc. — Dispositions prises par le premier consul pour pousser avec vigueur la guerre contre l'Angleterre; camp de Boulogne; conspiration de Georges Cadoudal, etc.; Bonaparte empereur, etc., etc.

L'Europe commençait à jouir des bienfaits de la paix générale; les peuples réconciliés étaient loin de soupçonner que le traité d'Amiens ne fût qu'une trêve concertée, en quelque sorte, entre les souverains ennemis de la France, afin d'avoir le temps de préparer de nouveaux et de plus redoutables moyens pour tenter encore une fois la fortune des armes. La nation française, cédant à l'enthousiasme que lui avait inspiré son premier magistrat, ne voyait dans lui que l'homme appelé par la destinée

à mettre un terme aux malheurs de la révolution, à cicatriser les plaies de la patrie, à y ramener la prospérité et l'abondance. Bonaparte s'était emparé successivement et sans efforts de presque tous les attributs de la puissance souveraine, et les Français avaient fait d'autant plus volontiers ces concessions au chef de la république, qu'ils étaient persuadés que, fidèle à ses promesses, à ses serments, il n'abuserait jamais de la confiance générale, et se consacrerait tout entier au soin de maintenir et de consolider le grand œuvre auquel il avait si puissamment contribué par l'ascendant de son génie.

1803 — an XI 4 juillet (16 messid.). Allemagne. *Rupture du traité d'Amiens; la France déclare la guerre à l'Angleterre; invasion de l'électorat de Hanovre; fuite du duc de Cambridge; convention de Sulingen; capitulation de l'armée hanovrienne, etc.* — En consentant à terminer sa longue lutte avec la France républicaine, le cabinet de Saint-James avait eu moins en vue de réparer, à l'exemple des autres États du continent qui venaient de faire la paix, les pertes en hommes que l'Angleterre avait éprouvées, dans une proportion bien inférieure à celle des autres puissances, que « de maintenir l'intégrité de l'empire britannique, d'obtenir pour ses alliés les meilleures conditions possibles, d'assurer la conservation des conquêtes les plus précieuses faites par les armées anglaises pendant la guerre...[1] »

Mais si le traité d'Amiens procurait ces derniers avantages à l'Angleterre, il ne lui garantissait point la constante prépondérance de son commerce. La paix venait d'établir une concurrence dont les négociants anglais commençaient déjà à ressentir les fâcheux résultats, et le gouvernement britannique ne pouvait pas voir sans jalousie et sans alarme l'industrie française, ranimée par la paix, encouragée par le premier consul, prendre un essor qui allait justifier toutes les récriminations des orateurs de l'opposition dans le parlement.

Bientôt des cris de guerre se firent entendre dans les trois royaumes pour arrêter les progrès toujours croissants de cette industrie, et pour provoquer le retour du monopole, qui faisait

[1] Discours du ministre lord Hawkesbury à la chambre des communes, dans la discussion de l'adresse au roi.

naguère la prospérité du commerce de la Grande-Bretagne. Le ministère céda sans peine à une pareille impulsion de l'opinion publique. On lui avait reproché d'avoir négligé de renouveler les anciens traités, et particulièrement celui de 1783, dont les clauses étaient très-favorables à ce même commerce anglais, que le traité d'Amiens semblait exclure du continent; et les événements justifiaient en quelque sorte ce reproche. Les ministres se virent donc, avec une secrète joie, dans l'obligation de recommencer promptement une guerre qui leur offrait les moyens de réparer leur erreur. Ils jugèrent l'occasion favorable pour achever d'anéantir la marine de la France et de ses alliés. Ce but atteint, l'Angleterre restait souveraine exclusive des mers; elle dictait des lois commerciales à toute l'Europe, et n'avait plus à craindre aucune concurrence pour le débouché de ses marchandises et de ses produits coloniaux.

1803 — an XI
Allemagne.

Il fallait toutefois trouver un prétexte qui pût motiver la rupture d'une transaction aussi solennelle que le traité d'Amiens. Le premier consul ayant mis jusqu'alors trop d'empressement et de bonne foi à exécuter les clauses de ce traité pour qu'il fût facile de lui imputer des torts, le cabinet de Saint-James ne trouva point d'autre expédient que de faire naître des obstacles de son côté. L'île de Malte, dont le sort avait été si difficile à régler, et qui avait été l'objet de tant de discussions au congrès d'Amiens, devint une nouvelle pomme de discorde et le fatal brandon avec lequel l'Angleterre allait rallumer le feu à peine éteint de la guerre maritime et continentale.

D'après l'article 10 du traité d'Amiens, l'île de Malte, occupée par les Anglais, devait être remise aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem trois mois après la ratification dudit traité. En conséquence, à l'époque convenue, le bailli de Buzi, ministre plénipotentiaire et lieutenant du grand maître de l'Ordre Tomasi, qui avait succédé au baron de Hompesch, se présenta à Malte et requit le gouverneur anglais Ball de remettre en ses mains l'île et toutes ses dépendances; mais ce gouverneur, qui avait des instructions secrètes du cabinet de Saint-James, répondit qu'il n'était point suffisamment autorisé pour faire cette remise, et intima à l'envoyé du grand maître l'ordre de retourner auprès de ce dernier, alors en Sicile. Le bailli de Buzi ayant in-

1803 – an XI
Allemagne.

sisté pour qu'on lui fît connaître les motifs d'une détermination aussi étrange, le gouverneur Ball et le général anglais Villeret, commandant des troupes, firent de concert une réponse évasive, et se refusèrent d'ailleurs à toute explication ultérieure.

L'envoyé du grand maître crut alors devoir s'adresser au ministre plénipotentiaire de la république française auprès de l'Ordre et du gouvernement provisoire de l'île, et réclama son intervention pour l'exécution de l'article précité. Le ministre français écrivit en conséquence au gouverneur Ball, et instruisit en même temps le premier consul de ce qui venait de se passer. Alors s'établit entre les deux cabinets des Tuileries et de Saint-James une correspondance qui fît connaître la répugnance que le gouvernement britannique avait à se dessaisir de Malte et les nouvelles prétentions par lesquelles il cherchait à provoquer nécessairement le retour des hostilités.

Le ministère anglais motiva d'abord son refus de remettre l'île de Malte entre les mains du grand maître Tomasi sur ce que le roi de Naples n'avait point encore envoyé les 1,000 hommes de troupes destinés à garder les forts. Il lui fut répondu que cette garnison était prête et se trouvait à Messine auprès du grand maître, qu'elle devait accompagner à Malte. Lord Hawkesbury, n'ayant rien à répliquer sur ce point, allégua ensuite que les puissances qui devaient garantir les articles du traité relatifs au rétablissement de l'Ordre ne s'étaient point encore formellement expliquées à cet égard, et que le gouvernement britannique ne pouvait point opérer la remise demandée avant que cette garantie fût connue positivement. En réponse à cette nouvelle objection, le ministre des relations extérieures, Talleyrand, envoya au noble lord l'adhésion formelle des empereurs de Russie et d'Allemagne, que les ambassadeurs de ces deux puissances venaient de lui remettre.

Ainsi, toutes les difficultés étaient levées; il fallait que l'Angleterre rendît Malte, ou qu'elle déclarât la guerre à la France pour conserver la possession de cette île; mais le cabinet de Londres n'avait point encore terminé ses préparatifs hostiles. Ses forces navales étaient renfermées dans les ports de la Grande-Bretagne, et il convenait de les disséminer sur les mers afin de commencer la guerre avec avantage. Lord Withworth,

ambassadeur et ministre plénipotentiaire à Paris, reçut l'ordre d'entretenir la négociation entamée et de la traîner en longueur. Toutefois, poussé à bout par le gouvernement français, le ministère britannique se vit dans l'obligation de mettre un terme à ses tergiversations et d'articuler une résolution positive. Lord Withworth remit alors une longue note diplomatique, dans laquelle le ministère anglais se plaignait ouvertement de l'ambition du premier consul, de l'influence que la France exerçait sur le continent et surtout de la suprématie qu'elle s'était arrogée en Italie, en Suisse et en Hollande. Dans le même temps, l'ambassadeur français à Londres, le général Andréossi, se plaignait, au nom de son gouvernement, des armements immenses qui avaient lieu dans les ports d'Angleterre et des déclamations virulentes contre la France et son premier magistrat qui remplissaient les journaux à la dévotion du ministère.

1803 — an XI
Allemagne.

Les relations officielles prenaient de jour en jour un caractère plus acrimonieux, lorsque, le 2 mai 1803, lord Withworth présenta une dernière note ou *ultimatum*, par laquelle S. M. Britannique demandait : 1° la faculté de conserver une garnison dans Malte pendant dix ans ; 2° la cession pleine et entière de la petite île de Lampedouse[1] ; 3° l'évacuation totale de la Hollande par les troupes françaises. L'ambassadeur anglais avait ordre de demander ses passe-ports si, dans le délai de six jours, le gouvernement français n'avait point accepté ces propositions.

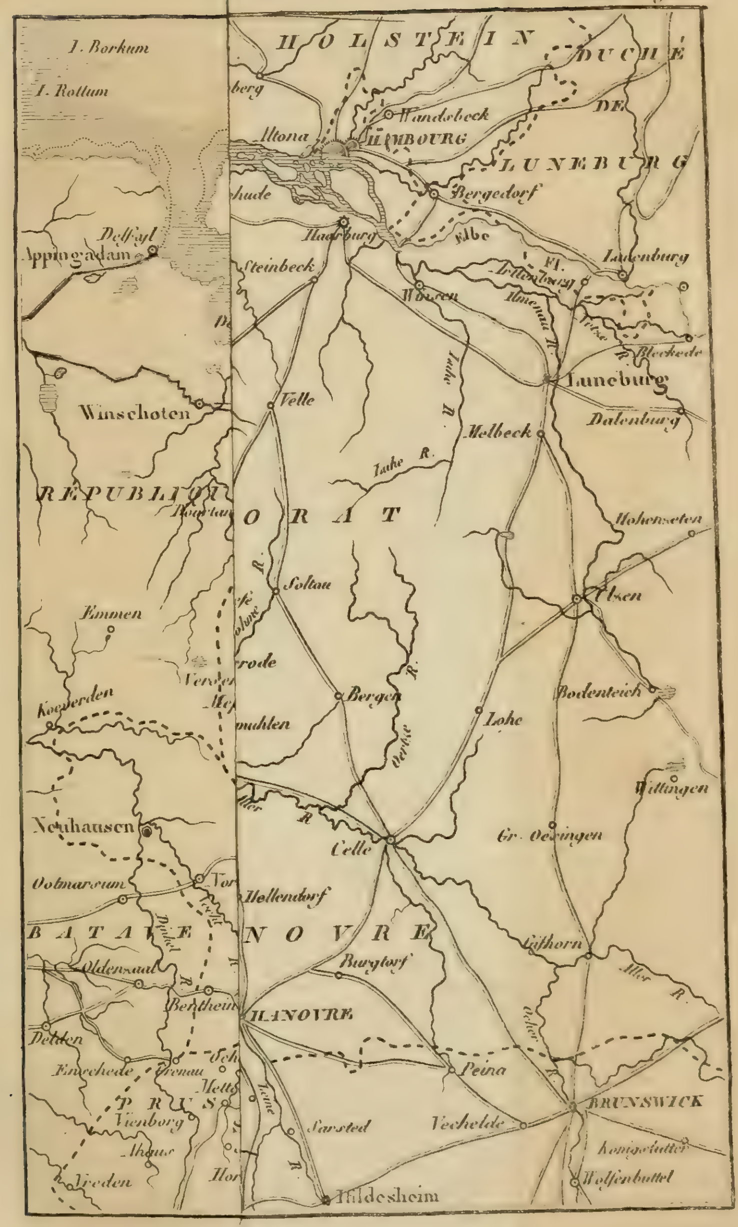
Les demandes du cabinet de Saint-James étaient d'autant plus étranges, que, rien n'étant changé dans les dispositions de la France depuis la conclusion du traité d'Amiens, l'Angleterre n'avait aucun motif plausible pour se montrer plus exigeante qu'elle ne l'avait été alors. Cependant, quelque impérieuse que fût la conduite du gouvernement anglais, le premier consul, dans la crainte d'être pris au dépourvu, ne voulut pas laisser éclater encore toute l'indignation que provoquaient en

[1] Lampedouse, *Lampedusa*, est une petite île de la Méditerranée sur la côte d'Afrique. Elle a cinq lieues de circuit et se trouve à trente-trois lieues de Malte.

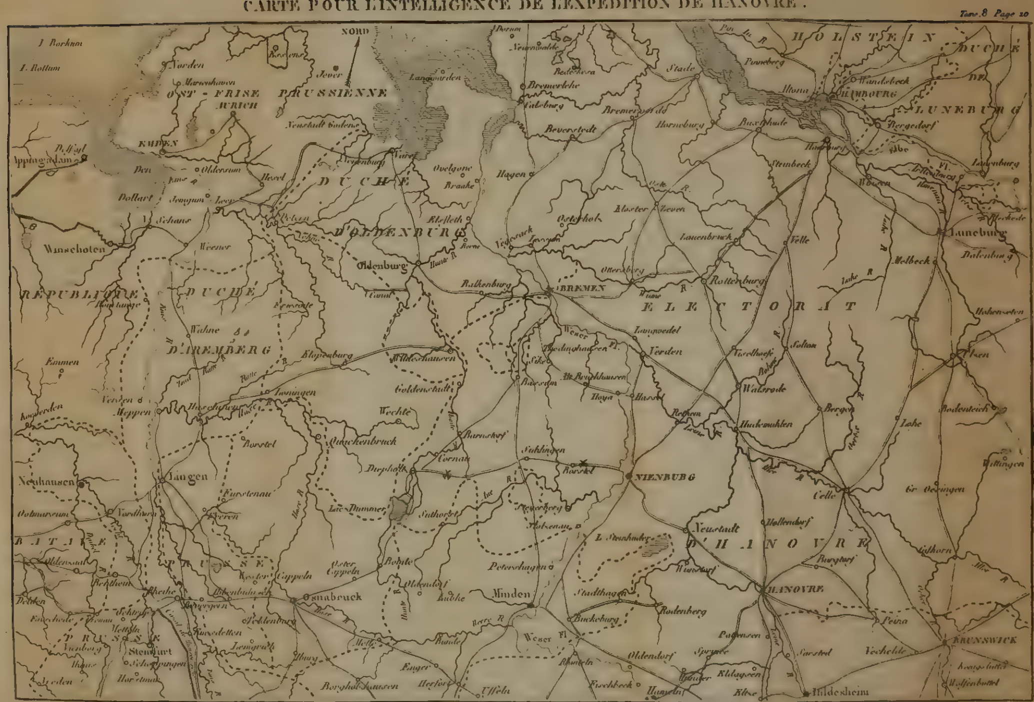
1803 – an XI Allemagne. lui les insolentes prétentions émises par lord Withworth. Il se borna à faire répondre, par son ministre Talleyrand, que, la demande faite par S. M. Britannique au sujet de l'île de Malte changeant une disposition formelle du traité d'Amiens, le premier consul ne pouvait rien consentir à cet égard avant d'avoir instruit le roi d'Espagne et la république batave, parties contractantes dudit traité, et les empereurs d'Allemagne, de Russie, qui s'étaient portés garants, ainsi que le roi de Prusse, de l'article relatif à la restitution de Malte; que l'île de Lampedouse n'étant point une propriété de la république française, le premier consul ne pouvait accéder ni se refuser au désir que S. M. Britannique témoignait d'avoir cette île en sa possession; que, quant à l'évacuation de la Hollande par les troupes françaises, le premier consul renouvelait la promesse qu'elle aurait lieu aussitôt que les stipulations du traité d'Amiens, pour chacune des parties contractantes, seraient fidèlement exécutées.

Cette modération de Bonaparte parut, aux yeux de quelques hommes qui conservaient encore l'exaltation de la fierté républicaine, en contradiction avec son caractère impétueux et si prompt à prendre une détermination vigoureuse; mais ceux qui étaient dans le secret des intentions du consul insinuèrent adroitement que la France était assez puissante pour être généreuse, et que dix ans de victoires lui avaient acquis le droit de faire à la paix tous les sacrifices, hormis celui de la dignité nationale.

Au surplus, le premier consul espérait que la contre-note de son ministre des relations extérieures amènerait le cabinet de Londres à des termes plus modérés; mais lord Withworth persista dans son *ultimatum*. M. de Talleyrand, d'après l'ordre de Bonaparte, présenta alors une modification à l'article du traité concernant la restitution de Malte; et comme le ministère anglais avait paru insinuer que la garnison napolitaine qui devait être établie dans l'île ne présenterait pas une force suffisante pour assurer véritablement l'indépendance de Malte, il proposa de remettre la garde des forts de l'île aux trois principales puissances, la Russie, l'Autriche et la Prusse. Cette condescendance du gouvernement français n'obtint aucun succès. Lord Withworth, bien loin d'accueillir la proposition, ajouta


I. Borkum
I. Rottum
HOLSTEIN
DUCHE
DE
LUNEBURG
Wandsbeck
HAMBOURG
Altona
Bergedorf
Haarburg
Elbe
Steinbeck
Lauenburg
Delfzyl
Appingadam
Winschoten
Velle
Luneburg
Dalenburg
Melbeck
Bleckede
REPUBLIQU
Bourtan
ORAT
Hohenseten
Soltau
Ulzen
Emmen
rode
Bergen
Bodenteich
Lohe
Koeverden
muhlen
Wittingen
Neuhausen
Celle
Gr. Oesingen
Ootmarsum
Hellendorf
BATAVE
NOVRE
Gifhorn
Burgtorf
Oldenzaal
Bentheim
HANOVRE
Aller R.
Delden
Enschede
Peina
PRUS
BRUNSWICK
Vienborg
Sarsted
Vechelde
Konigslutter
Vreden
Hildesheim
Wolfenbuttel

CARTE POUR L'INTELLIGENCE DE L'EXPÉDITION DE HANOVRE.



aux demandes déjà faites celles de l'évacuation du territoire helvétique par les troupes françaises, et d'un dédommagement, pour le roi de Sardaigne, des pertes que ce monarque avait éprouvées pendant la guerre. Ce nouvel *ultimatum* fut présenté le 10 mai, huit jours après le premier, et il était également accompagné d'une demande de passe-ports après trente-six heures de délai. Les intentions du cabinet de Saint-James étaient trop évidentes pour que le premier consul pût conserver plus longtemps l'espoir d'entrer en accommodement : l'ambassadeur britannique reçut ses passe-ports, et le général Andréossi eut ordre de quitter Londres dans les vingt-quatre heures après la réception de sa lettre de rappel. 1803 — an XI Allemagne.

Le 17 mai, le roi d'Angleterre ordonna un embargo général sur tous les bâtiments français et bataves. C'était un premier acte d'hostilité, et le gouvernement français crut devoir sur-le-champ user de représailles. Six jours après, c'est-à-dire le 23 mai, le premier consul fit donner au tribunat assemblé communication de toutes les pièces relatives à la discussion qui venait d'avoir lieu entre les deux cabinets de France et d'Angleterre. Le même jour, le tribunat, sur le rapport de l'un de ses membres, M. Daru, arrêta la déclaration suivante :

« Le tribunat, en vertu du droit que lui donne l'article 29 du titre III de la Constitution, après avoir pris connaissance de la négociation qui a eu lieu entre la république et l'Angleterre ;

« Convaincu que le gouvernement a fait, pour conserver la paix, tout ce que l'honneur français pouvait souffrir;

« Que cependant le cabinet britannique s'est permis, dans cette négociation, des formes insolites, des allégations fausses, des demandes injustes et même des actes hostiles; que la paix qu'on laisse à la France doit être achetée par l'infraction d'un traité solennel, par une injure envers ses alliés :

« Arrête que le vœu suivant sera porté au gouvernement par le tribunat en corps :

« Le tribunat émet le vœu qu'il soit pris à l'instant les mesures les plus énergiques afin de faire respecter la foi des traités et la dignité du peuple français.

« Le présent vœu sera communiqué au sénat et au corps législatif par un message. »

1803 — an XI
Allemagne.

Le corps législatif et le sénat adoptèrent à l'unanimité le vœu émis par le tribunat, et, le 25 mai, les trois chambres législatives se rendirent, par députations, au palais des Tuileries, pour communiquer au chef du gouvernement l'assentiment de tous les Français aux mesures qu'il allait prendre pour pousser avec vigueur la guerre suscitée par le machiavélisme britannique. Dans la réponse que Bonaparte fit aux députations, il s'attacha à prouver qu'il avait fait tout ce qui dépendait de lui pour maintenir la paix : « Nous sommes forcés à faire la guerre pour repousser une injuste agression, dit-il, nous la ferons avec gloire.... Les sentiments qui animent les grands corps de l'État, et le mouvement spontané qui les porte auprès du gouvernement dans cette importante circonstance, sont d'un heureux présage...... La justice de notre cause est avouée même par nos ennemis, puisqu'ils se sont refusés à accepter la médiation offerte par l'empereur de Russie et le roi de Prusse, deux princes dont l'esprit de justice est connu de toute l'Europe. Quelles que puissent être les circonstances, nous laisserons toujours à l'Angleterre l'initiative des procédés violents contre la paix et l'indépendance des nations, et elle recevra de nous l'exemple de la modération, qui seule peut maintenir l'ordre social.... »

La médiation offerte par l'empereur de Russie et dont Bonaparte parlait dans son discours était un fait réel. L'issue de la dernière négociation avec lord Withworth n'avait pas été plus tôt connue que le ministre de Russie en France s'était empressé de proposer aux parties dissidentes la médiation de son souverain : le consul l'avait acceptée; mais elle avait été rejetée, avec une espèce de dédain, par le gouvernement anglais [1].

[1] Dans les débats qui eurent lieu à ce sujet dans la chambre des communes, l'illustre Fox vota pour que cette médiation fût agréée. « On ne peut pas se dissimuler, dit-il, combien cette médiation, déjà acceptée par la France, serait avantageuse à l'Angleterre. En effet, qui serait plus propre à servir de médiateur que la Russie, déjà garante de l'île de Malte, point principal de la contestation? Cette médiation irait beaucoup plus loin. D'après son pouvoir, son caractère et d'autres circonstances, l'empereur de Russie est le souverain qui convient le mieux à un rôle de cette nature. La cour de Pétersbourg a prouvé son ardent désir de conserver la tranquillité de l'Europe, celle de la France, de l'Angleterre et des autres puissances inférieures. D'après la déclaration de notre roi, cette cour aurait même

L'invasion de l'électorat de Hanovre fut la première opération que le premier consul crut devoir entreprendre pour punir le roi d'Angleterre de la rupture forcée du traité d'Amiens. Il y destina le corps d'armée française qui se trouvait alors en Hollande, et des renforts tirés de la Belgique et des anciennes frontières du nord reçurent l'ordre d'aller joindre ces premières troupes à Nimègue. Le général Mortier, placé à la tête de la nouvelle armée, n'attendit point qu'elle fût entièrement rassemblée pour se mettre en mouvement, et, dès le 15 avril 1803, il quitta Nimègue, traversa le Waal, prit sa marche à travers la province d'Arnheim par Zutphen et Deventer, et arriva à Coevorden, où il établit son quartier général. 1803 — an XI Allemagne.

Le corps d'armée du lieutenant-général Mortier était composé de deux divisions d'infanterie, chacune de quatre régiments, sous les ordres des généraux Montrichard et Schinner; d'une division de cavalerie commandée par le général Nansouty. Le général Drouet était à la tête de l'avant-garde, et le général Dulauloy commandait l'artillerie. L'effectif total était de 11,400 hommes d'infanterie, 1,500 chevaux, 400 hommes d'artillerie avec vingt-cinq bouches à feu.

Ayant appris que les troupes hanovriennes se concentraient dans les comtés de Diepholtz et de Hoya, le général Mortier reconnut la nécessité de commencer ses opérations, pour ne pas laisser à l'ennemi le temps de se fortifier sur la rivière de Hunte, dans la position de Diepholtz. Il quitta donc Coevor-

hautement désapprouvé la conduite de la France en plusieurs occasions. Maintenant, si nous considérons ce que c'est qu'une médiation, nous trouverons qu'elle exige deux qualités extrêmement essentielles, qui se trouvent ici réunies. D'abord, nous rencontrons dans la Russie un sincère désir de la paix ; en second lieu, une désapprobation de la conduite du gouvernement français, désapprobation qui pèse principalement sur les sujets qui ont donné lieu à la guerre actuelle. Une telle médiation est donc ce que nous pouvions trouver de plus heureux, et j'avoue que je fonde sur elle un grand espoir; car elle peut conduire à un vaste système, et avoir une utile influence sur l'État général de l'Europe. »

On ne pouvait sans doute mieux déduire les avantages de la médiation proposée; mais les Anglais voulaient le monopole du commerce, et il leur fallait la guerre pour l'exercer : les sages conseils de Fox ne furent point écoutés.

1803 — an XI Allemagne. den le 26 mai, passa l'Ems à Meppen, et marcha dans la direction de Diepholtz par Haselunne et Quackenbruck.

Cependant le roi d'Angleterre, électeur de Hanovre, avait fait répandre avec profusion, parmi ses sujets du continent, un manifeste dans lequel, après avoir présenté l'armée française comme une troupe de brigands et de spoliateurs, il appelait aux armes tous ceux qui étaient en état de les porter, pour repousser la plus inique des agressions. Le général Mortier, arrivé sur la frontière du Hanovre, s'empressa de répondre à cette insultante provocation par la proclamation suivante :

« Hanovriens !

« Une armée française entre sur votre territoire : elle y vient, non pour répandre la consternation dans vos campagnes, mais pour soustraire la portion du continent que vous habitez à un gouvernement ennemi du repos de l'Europe, et qui se fait gloire de fouler aux pieds tous les principes du droit des gens et des nations civilisées.

« Le premier consul, fidèle aux sentiments de modération et d'humanité qui le distinguent aussi éminemment que ses vertus politiques et guerrières ; le premier consul a vainement épuisé tous les moyens de conciliation pour prévenir une rupture.

« Le roi d'Angleterre, parjure à ses engagements les plus sacrés, a faussé sa signature en refusant d'évacuer Malte, ainsi qu'il s'y était solennellement obligé par le traité d'Amiens ; il a donné le signal des hostilités, et dès lors il demeure seul responsable devant Dieu et devant les hommes des calamités que le fléau de la guerre pourrait attirer sur les États soumis à sa domination.

« Je suis instruit que des proclamations dictées par la plus aveugle fureur vous ont été faites pour vous engager dans une lutte qui doit vous être étrangère ; gardez-vous d'une agression aussi insensée qu'inutile et dont vous seuls seriez les victimes.

« Hanovriens ! je vous promets sûreté et protection, si, consultant vos véritables intérêts, vous séparez votre cause de celle d'un souverain qui, en brisant tous les liens de la bonne

foi, vous a par là même affranchis de l'attachement que vous 1803— an XI Allemagne.
auriez cru devoir lui porter. La discipline la plus sévère régnera parmi les troupes que je commande : vos personnes, vos propriétés seront respectées; mais, en retour, j'exige de vous des procédés tels qu'on a droit d'en exiger d'un peuple paisible. »

L'armée française prit position, le 31 mai, en avant de Vechta. Les troupes hanovriennes, au nombre de 12,000 hommes d'infanterie, de 4,000 de cavalerie et de 800 artilleurs ou sapeurs, étaient rassemblées dans les lignes de la Hunte.

A la première nouvelle de l'approche des Français, le duc de Cambridge, général en chef de l'armée hanovrienne, avait donné sa démission et avait pris la poste pour s'embarquer, dans la crainte sans doute de partager la honte que son frère, le duc d'York, avait recueillie de son expédition de Hollande. Cette fuite du troisième fils du roi George III était d'autant plus étrange, que, quelques jours auparavant, il avait juré de mourir les armes à la main plutôt que de permettre aux Français de s'emparer du Hanovre. Le feld-maréchal Walmoden avait pris le commandement en chef après le départ du duc.

L'avant-garde hanovrienne, sous les ordres du général Hammerstein, occupait Diepholtz ; et le général Mortier, ayant lui-même reconnu la force de cette troupe, fit, dans la soirée du 31 mai, les dispositions nécessaires, non-seulement pour s'emparer de Diepholtz, mais encore pour attaquer la ligne de la Hunte. La brigade d'infanterie du général Schinner et celle de cavalerie du général Nansouty eurent ordre de se diriger sur Goldenstadt, de forcer le passage de la Hunte, et de marcher aussitôt sur Sulingen, pour couper tout ce qui pourrait se trouver entre cette ville et Diepholtz, que la division Montrichard devait enlever de vive force. Mais l'ennemi n'attendit point l'effet de ce mouvement sagement combiné ; il évacua Diepholtz et toute la ligne de la Hunte, et se retira, pendant la nuit du 31 mai au 1er juin, sur Borstel.

L'armée française se réunit, le 2 juin, en avant de Sulingen. L'avant-garde, aux ordres du général Drouet, qui avait eu la veille un engagement assez vif avec l'arrière-garde ennemie, se porta sur Borstel, où se trouvait une partie des forces hanovriennes. Malgré la supériorité numérique de ses adversaires et

1803 — an XI Allemagne. l'extrême fatigue de sa troupe, qui venait de faire un trajet de douze lieues, Drouet n'hésita point à attaquer. L'action s'engagea d'abord par une canonnade, après laquelle le deuxième régiment de hussards français chargea avec vigueur un régiment de dragons légers hanovriens, le mit en déroute et fit 200 prisonniers. Le reste des troupes ennemies continua sa retraite sur le Weser.

Le général Mortier, instruit que la tête de pont de Nienburg sur le Weser était réparée, et que l'ennemi avait réuni sa nombreuse artillerie sur la rive droite du fleuve, précipita son mouvement, fit avancer sa réserve d'artillerie, et prit toutes ses mesures pour achever de pousser et de culbuter tout ce qu'il avait encore devant lui sur la rive gauche. Son intention était ensuite, si l'ennemi opposait trop de résistance à l'attaque de la tête de pont de Nienburg, de remonter le Weser jusqu'à Stolzenau, de passer le fleuve sur ce point, et d'intercepter toute communication de l'armée ennemie avec la capitale de l'électorat.

Le feld-maréchal Walmoden, qui avait fait la guerre avec quelque distinction dans les campagnes précédentes, était disposé à combattre. Il avait l'avantage du nombre, surtout en cavalerie, et de la position sur une rivière, derrière laquelle il était en mesure de se retirer avec facilité en cas d'échec ; mais, sur les représentations qui lui furent adressées par les états de Hanovre, et pour éviter à ce pays les suites inévitables d'une occupation forcée, il crut devoir entrer en pourparlers avec le général français. Quelques escarmouches sans résultat précédèrent les négociations ; celles-ci amenèrent une suspension d'armes. Après une discussion assez prolongée, les délégués du feld-maréchal hanovrien signèrent, le 3 juin, au quartier général de Sulingen, une convention qui rendait les Français maîtres de tout l'électorat, particulièrement des embouchures du Weser et de l'Elbe ; elle était ainsi conçue :

Art. 1er. Le Hanovre sera occupé par l'armée française, ainsi que les places qui en dépendent.

2. Les troupes hanovriennes se retireront derrière l'Elbe et s'engageront, sur parole d'honneur, à ne commettre aucune hostilité et à ne porter les armes contre la France et ses alliés

aussi longtemps que durera la guerre entre la France et l'Angleterre ; elles ne seront relevées de ce serment qu'après avoir été échangées contre autant d'officiers généraux, officiers, sous-officiers, soldats ou matelots français que pourrait avoir à sa disposition l'Angleterre.

3. Aucun individu des troupes hanovriennes ne pourra quitter l'emplacement qui lui est désigné, sans que le général en chef en soit prévenu.

4. L'armée hanovrienne se retirera avec les honneurs de la guerre ; les régiments emmèneront avec eux leurs pièces de campagne.

5. L'artillerie, les poudres, les armes et munitions de toute espèce seront mises à la disposition de l'armée française.

6. Tous les effets quelconques appartenant au roi d'Angleterre seront mis à la disposition de l'armée française.

7. Le séquestre sera mis sur toutes les caisses ; celle de l'université conservera sa destination.

8. Tout militaire anglais ou agent quelconque à la solde de l'Angleterre sera arrêté par les ordres du général commandant en chef et envoyé en France.

9. Le général commandant en chef se réserve de faire dans le gouvernement et les autorités constituées par l'électeur tel changement qu'il jugera convenable.

10. Toute la cavalerie française sera remontée aux frais du Hanovre ; l'électorat pourvoira également à la solde, à l'habillement et à la nourriture de l'armée française.

11. Le culte des différentes religions sera maintenu sur le pied actuellement établi.

12. Toutes les personnes, toutes les propriétés et les familles des officiers hanovriens seront sous la sauvegarde de la loyauté française.

13. Tous les revenus du pays, tant des domaines électoraux que des contributions publiques, seront à la disposition du gouvernement français. Les engagements pris jusqu'ici seront respectés.

14. Le gouvernement actuel de l'électorat s'abstiendra de toute espèce d'autorité dans tout le pays occupé par les troupes françaises.

1803 — an XI
Allemagne.

15. Le général commandant en chef prélèvera sur l'électorat de Hanovre telle contribution qu'il croira nécessaire aux besoins de l'armée.

16. Tout article sur lequel il pourrait s'élever des doutes sera interprété favorablement aux habitants de l'électorat.

17. Les articles précédents ne porteront point préjudice aux stipulations qui pourraient être arrêtées en faveur de l'électorat, entre le premier consul et quelque puissance médiatrice.

Un article particulier stipulait le désarmement de toutes les milices qu'on avait levées et organisées dans le pays.

Ensuite de cette convention, le général Mortier, après avoir mis garnison dans la place de Nienburg, où il trouva quatorze mille fusils et beaucoup d'artillerie et de munitions, se porta sur la ville de Hanovre, capitale de l'électorat, et y établit son quartier général le 5 juin. L'armée fut cantonnée sur divers points assez rapprochés, en attendant les renforts qui étaient en marche pour la rejoindre et la ratification que le premier consul devait donner aux arrangements conclus entre le général Mortier et le feld-maréchal Walmoden [1]. Le chef de l'état-major général, Léopold Berthier [2], s'occupa sur-le-champ du soin de remonter la cavalerie de l'armée, et confia cette opération au général Nansouty.

Le général Frère, dont les troupes occupèrent d'abord les places de Stade et de Haarburg, se mit en mouvement, le 7 juin, pour se rendre à Cuxhaven, à l'effet d'intercepter le passage à tous les vaisseaux anglais qui se trouvaient encore sur l'Elbe. Le général Rivaud, dont la brigade occupait Verden sur l'Aller, reçut la même mission pour les bâtiments qui se trouvaient sur le Weser et à son embouchure. Le général Du-

[1] On trouva dans la ville de Hanovre quinze mille fusils, cinq mille paires de pistolets, soixante fourgons neufs attelés de bons chevaux, cent pièces d'artillerie de différents calibres, un équipage de pont, des magasins à poudre bien approvisionnés, une fonderie dans le meilleur État.

La forteresse de Hameln, également occupée par les Français, renfermait plus de cinq cents pièces de canon ; on s'empara de quatre cents milliers de poudre, trois millions de cartouches, et quarante mille fusils, dans les autres places de l'électorat.

[2] Frère du général Alexandre Berthier, alors ministre de la guerre.

lauloy, commandant l'artillerie de l'armée, prit possession à Celle de tout le parc d'artillerie hanovrienne. On lui remit quarante bouches à feu de campagne et deux cents caissons bien attelés. 1803 — an XI Allemagne.

Le premier consul, sentant l'inconvénient qui pouvait résulter de la réunion d'un corps d'armée ennemi au delà de l'Elbe, à portée de troubler au premier moment, et malgré la foi jurée, la paisible possession de l'électorat; éclairé d'ailleurs par l'expérience de la convention de Kloster-Zeven [1], le premier consul ne jugea point à propos de ratifier celle qu'on avait conclue à Sulingen, avant que le roi d'Angleterre y eût donné son adhésion. Le ministre Talleyrand fut chargé en conséquence de transmettre cette dernière au lord Hawkesbury, avec l'invitation de la faire approuver par Sa Majesté Britannique, et en déclarant que l'expresse intention du premier consul était que l'armée hanovrienne fût échangée d'abord contre tous les matelots ou soldats qui pouvaient être ou devenir par la suite prisonniers des Anglais.

Cette proposition paraissait si naturelle et si juste, que M. Talleyrand, en la transmettant au ministre anglais, ne doutait point qu'elle ne fût agréée. Toutefois, au grand étonnement du premier consul, lord Hawkesbury répondit que le souverain de la Grande-Bretagne refusait de sanctionner la convention de Sulingen, donnant pour raison que le Hanovre appartenant à un prince de la maison de Brunswick, membre de l'empire germanique, et non au roi des Anglais, celui-ci n'avait point à se mêler de ce qui se passait dans l'électorat. Le ministre terminait sa lettre en disant que, comme électeur de Hanovre, le roi son maître s'abstiendrait cependant de tout acte qui pourrait porter atteinte à la convention mentionnée. Ainsi, par cette séparation artificieuse des titres d'électeur de Hanovre et de roi d'Angleterre, George III (ou plutôt son ministère machiavélique) éludait une proposition contre laquelle il ne pouvait avoir d'ailleurs aucune objection fondée à présenter.

Cette subtilité diplomatique, à laquelle le ministère anglais sacrifiait ainsi l'honneur des troupes hanovriennes et l'intérêt

[1] Conclue, le 8 septembre 1757, entre le maréchal duc de Richelieu, commandant l'armée française, et le duc de Cumberland, commandant l'armée anglo-hanovrienne.

1803 — an XI Allemagne. de l'électorat, fit presser l'arrivée des troupes destinées à renforcer le corps du général Mortier, qui reçut l'ordre de passer l'Elbe et d'attaquer sans délai l'armée du feld-maréchal Walmoden, postée sur la rive droite de ce fleuve.

Bien que la totalité des renforts annoncés par le ministre de la guerre Berthier fût nécessaire pour une opération aussi importante, Mortier ne balança point à marcher par Zell et Luneburg, avec les seules troupes qu'il eût alors à sa disposition, après l'occupation des principales places de l'électorat, pour venir prendre position sur l'Elbe vis-à-vis de Lauenburg, étendant sa droite jusqu'à Hitzacker, à l'embouchure de l'Ietze, et prolongeant sa gauche jusqu'à Winsen, vers l'embouchure de la Luhe. Il fallait réunir des moyens de passage considérables pour traverser l'Elbe en présence d'un ennemi auquel sa situation critique pouvait inspirer le courage du désespoir, et qui occupait d'ailleurs une belle et avantageuse position. Le général Walmoden avait fait retirer sur la rive droite, à l'exception d'un seul pont volant, tous les bacs et bateaux qui se trouvaient dans cette partie du fleuve; cependant, comme Haarburg était occupé par les troupes françaises, le général Mortier y trouva un certain nombre d'embarcations, qui, réunies à quelques bateaux qu'on ramassa sur la Luhe à Winsen, et sur l'Ietze à Hitzacker et Dannenberg, parurent suffisantes pour opérer le débarquement des troupes sur la rive droite de l'Elbe.

Le général Mortier venait de faire toutes les dispositions qu'on pouvait attendre de son activité et de sa prudence, et il avait été secondé avec beaucoup de zèle par tous les chefs employés sous ses ordres. Les troupes françaises montaient à peine à 14,000 combattants; mais comme les instructions du premier consul étaient précises, l'attaque fut résolue sans attendre la jonction des renforts qui étaient en marche. Les différents corps de l'armée se rendirent, dans la nuit du 2 au 3 juillet, sur les différents points indiqués pour l'embarquement. Le général Mortier envoya en même temps le capitaine Lapointe[1], un de ses aides de camp, pour notifier au feld-ma-

[1] Depuis lieutenant général, etc.

réchal Walmoden le refus fait par le premier consul de ratifier la convention de Sulingen, et l'injonction à l'armée hanovrienne de mettre bas les armes, comme *ultimatum* de toute proposition. Le feld-maréchal, à l'arrivée du parlementaire français, convoqua de suite à Lauenburg tous les généraux et chefs de corps de son armée : il leur communiqua le contenu de la dépêche du général français, en leur annonçant qu'il ne leur était accordé que quelques heures pour délibérer sur un sujet aussi grave. La discussion fut très-vive, et il convient de dire, à la louange de ces braves chefs des vieilles bandes hanovriennes, que le plus grand nombre voulait combattre et mourir les armes à la main plutôt que de consentir à une capitulation qui allait les couvrir d'une honte ineffaçable. Toutefois, quelques vieillards dont l'âge avait paralysé l'énergie représentèrent que l'armée, en cas d'échec, n'avait d'autre point de retraite que chez un peuple étranger (les Prussiens) dont le souverain était ami de la France et sur les dispositions duquel on ne pouvait pas compter raisonnablement; qu'en cédant à une impérieuse nécessité, les fidèles Hanovriens pouvaient conserver l'espoir de se rendre partiellement en Angleterre pour y servir plus utilement et plus sûrement la cause de leur souverain légitime dans les rangs formidables de l'armée anglaise. Ces considérations prévalurent sur la généreuse résolution des jeunes chefs de l'armée; il fut arrêté que l'on capitulerait, en laissant au feld-maréchal Walmoden le soin de régler les conditions les plus avantageuses.

1803 — an XI
Allemagne.

Le général en chef hanovrien répondit en conséquence à la sommation du général Mortier, et fit demander une entrevue à ce dernier, pour dresser ensemble les articles de la capitulation proposée. L'intention du feld-maréchal était de se rendre lui-même au quartier général français à Artlenburg; mais le général Mortier crut devoir, à cette occasion, user de prévenance et d'égards envers un adversaire respectable par son âge et la position pénible dans laquelle il se trouvait. Monté à bord d'une barque qui était devant Artlenburg et accompagné des généraux Éblé, commandant l'artillerie de l'armée, de Léopold Berthier, du colonel du génie Morio, et d'une grande partie de l'état-major général, Mortier s'avança au-devant de

1803 — an XI Allemagne. Walmoden. La barque était parvenue au milieu du fleuve, lorsqu'un accident imprévu faillit amener la rupture de toute négociation. Le commandant d'une batterie élevée sur un plateau de la rive droite en face d'Artlenburg avait l'ordre de faire tirer sur les embarcations de la rive gauche qui tenteraient de dépasser le tiers de la largeur du fleuve : cet officier, qu'on avait oublié de prévenir, fit tirer sur le bateau qui portait le général Mortier et sa suite : deux boulets atteignirent le bord; mais, fort heureusement, personne ne fut blessé. Un aide de camp du feld-maréchal, qui se trouvait à proximité de la batterie, accourut en toute hâte et fit cesser un feu auquel les batteries françaises allaient riposter.

Cependant le général français, obligé par cette imprudente agression de regagner la rive gauche de l'Elbe, allait mettre pied à terre, quand le feld-maréchal, accompagné de deux généraux et de quelques officiers, parut dans une barque qui prenait la direction d'Artlenburg. L'erreur fut bientôt expliquée : les deux commandants en chef se rendirent au quartier général français, et signèrent, le 4 juillet, la capitulation suivante :

Art. 1er. L'armée hanovrienne posera les armes ; elles seront remises, avec toute son artillerie, à l'armée française.

2. Tous les chevaux de troupe de la cavalerie hanovrienne et ceux de son artillerie seront remis à l'armée française par l'un des membres des états. Il sera envoyé de suite, à cet effet, une commission nommée par le général en chef, pour en prendre l'état et le signalement.

3. L'armée hanovrienne sera dissoute, les troupes repasseront l'Elbe et se retireront dans leurs foyers ; elles s'engageront, sur parole d'honneur, de ne porter les armes contre la France ni contre ses alliés qu'après avoir été échangées à grade égal contre autant de militaires français qui pourraient être pris par les Anglais dans le courant de cette guerre.

4. MM. les généraux et officiers hanovriens se retireront, sur parole, dans les lieux qu'ils choisiront pour leur domicile, pourvu qu'ils ne sortent point du continent ; ils conserveront leurs épées, et emmèneront avec eux leurs chevaux, effets et bagages.

5. Il sera remis, dans le plus bref délai, au général com-

mandant l'armée française un contrôle nominatif de tous les individus formant l'armée hanovrienne.

6. Les soldats hanovriens renvoyés dans leur foyers ne pourront porter l'uniforme.

7. Il sera accordé des subsistances aux troupes hanovriennes jusqu'à leur entrée dans leurs foyers. Il sera également accordé des fourrages pour le même objet aux chevaux des officiers.

8. Les art. 16 et 17 de la convention de Sulingen seront applicables à l'armée hanovrienne.

9. Les troupes françaises occuperont de suite la partie de l'électorat du pays de Hanovre située dans le pays de Lauenburg.

L'armée hanovrienne était composée de treize régiments d'infanterie, dont un des gardes, onze régiments de cavalerie, parmi lesquels se trouvait également le corps des gardes à cheval, un régiment d'artillerie légère et à pied, un corps de mineurs et de pontonniers, le tout présentant un effectif de 18,000 combattants.

Dans la situation politique où se trouvait la France, la possession du Hanovre lui était du plus grand avantage comme point de position au nord de l'Allemagne et pour donner une plus grande étendue au système de blocus continental que le premier consul avait arrêté. Ce beau pays lui fournissait abondamment tous les moyens d'y entretenir une armée de 25,000 hommes, bien montée, bien équipée, à quoi il faut ajouter les ressources qu'offraient encore le Mecklenburg et le duché de Brunswick, pour l'achat facile et à bon compte des chevaux nécessaires à la remonte de la cavalerie et du train d'artillerie de l'armée française, au commencement d'une nouvelle guerre, dont on pouvait déjà prévoir le grand développement sur le continent.

Toutefois, Bonaparte ne mit pas assez à profit les ressources dont nous venons de parler, et ce fut une faute qu'il reconnut trop tard. Dès le commencement de 1804, l'Autriche, qui méditait sourdement sa rupture avec la France, envoya des agents secrets dans le Mecklenburg, le duché de Brunswick, la Hesse, et jusque dans l'électorat de Hanovre, pour y acheter tous les chevaux propres aux différentes armes, et lorsque le premier consul voulut mettre sa cavalerie au complet et augmenter son

1803 — an XI Allemagne. train d'artillerie, il ne trouva plus les moyens dont il aurait pu faire usage par la position de son armée en Hanovre.

1804 — an XIII France. *Dispositions prises par le premier consul pour pousser avec vigueur la guerre contre l'Angleterre ; camp de Boulogne ; conspiration de Georges Cadoudal, etc. ; Bonaparte empereur, etc.* — L'occupation du Hanovre par les troupes françaises ne produisit point en Angleterre l'effet que le premier consul en attendait. Loin de paraître effrayée de ce premier résultat de la rupture du traité d'Amiens, la nation britannique se livra avec plus d'ardeur à l'espoir de reconquérir, en consolidant son empire usurpé sur les mers, le monopole du commerce du monde. Des armateurs en course, avertis et préparés longtemps d'avance, s'étaient déjà rendus maîtres, même alors que la guerre n'était point encore déclarée, d'un grand nombre de bâtiments de commerce français, qui, sur la foi des traités, naviguaient paisiblement dans les mers des Indes. Pour grossir encore cette proie et satisfaire l'avidité de ces nombreux forbans, le cabinet de Saint-James s'empressa d'agir hostilement par les mêmes voies envers l'Espagne et la Hollande. En moins d'un mois, le commerce maritime de la France et de ses deux alliés était presque entièrement ruiné, et des profits immenses avaient justifié l'opinion de ceux qui regardaient le renouvellement de la guerre comme le retour de la prospérité dans les trois royaumes unis de la Grande-Bretagne. Fiers de ces succès faciles, les Anglais se promettaient la possession prochaine des colonies françaises et bataves, qu'un intérêt du moment leur avait fait rendre par le traité d'Amiens. Le ministère se flattait, par la vigueur et l'ensemble des mesures qu'il allait prendre, de contraindre bientôt le premier consul à signer un nouveau traité, dont les conditions seraient bien plus avantageuses à la Grande-Bretagne que celles qu'on avait stipulées dans le premier. La supériorité colossale de la marine anglaise, dont la force était à cette époque de cent vingt-sept vaisseaux de ligne et de cent quarante-quatre frégates, semblait en effet justifier de pareilles prétentions.

Toutefois, les chances de la guerre maritime cessèrent assez promptement d'être toutes à l'avantage des agresseurs, et le commerce anglais commença à éprouver de fâcheuses atteintes.

Les Français, maîtres du Hanovre et par conséquent des embouchures du Weser et de l'Elbe, interdisaient aux navires britanniques la navigation des deux fleuves et le débouché de leurs marchandises sur ce point, en même temps que les ports de la France et ceux de ses alliés, la Hollande et l'Espagne, restaient strictement fermés. Du moment où les Français et les Hollandais cessèrent d'aventurer des fonds sur mer, le compte de leurs pertes se trouva réglé et arrêté; s'il en devait résulter des faillites, elles furent à l'instant décidées. Or, la fortune des Anglais se trouva, sous ce rapport, en sens inverse de celle de leurs ennemis. Si, dans les trois premiers mois qui suivirent la déclaration de guerre, des banqueroutes nombreuses se manifestèrent en France et en Hollande, il faut remarquer que ce fléau commercial diminua peu à peu et finit par cesser; mais il passa en Angleterre, et s'y étendit d'une manière alarmante. L'époque des pertes était passée pour les Français et pour les Bataves. Les corsaires de ces deux nations, échappant aux croiseurs anglais et parcourant les mers des deux hémisphères, reprirent bientôt sur le commerce britannique une partie de ce qui avait été enlevé au commerce des trois puissances alliées, au commencement des hostilités. 1804—an XIII France.

On a vu que le gouvernement français n'avait point perdu de temps pour se mettre en mesure de soutenir avec avantage la nouvelle lutte où il se trouvait engagé. Des ordres avaient été envoyés dans tous les ports pour réparer les anciennes batteries ou en établir de nouvelles sur tous les points où l'ennemi pourrait tenter des descentes furtives ou diriger ses bombardements. Pour servir ce grand développement de positions défensives, le premier consul ordonna la formation de cent compagnies de canonniers volontaires et de vingt-huit autres compagnies gardes-côtes soldées, sédentaires, et composées, autant que possible, de tous les hommes qui avaient appris, dans la dernière guerre, le service de l'artillerie et qui se trouvaient alors retirés dans leurs foyers. Ces compagnies, créées par un arrêté du 28 mai 1803, furent organisées en moins d'un mois et en état de rendre les services qu'on attendait d'elles [1].

[1] Les cent compagnies de canonniers volontaires furent réparties ainsi

1804 — an XIII France. Le projet de descente en Angleterre fut de nouveau mis sur le tapis. Dans son impatience de se venger de la duplicité britannique, le premier consul fit un appel, encore plus énergique que celui de 1801, au patriotisme français. Le *delenda Carthago* devint l'expression favorite de tous ceux qui voulaient faire leur cour au chef du gouvernement consulaire. Des milliers d'adresses furent envoyées de toutes les parties de la France; leurs nombreux signataires protestaient tous d'un dévouement sans bornes et faisaient des vœux exaltés pour la réussite des desseins de Bonaparte. Cet élan de haine contre l'Angleterre devint promptement universel, et la nation parut prête à s'élancer tout entière sur le sol de la Grande-Bretagne pour en punir les perfides habitants.

D'après le nouveau plan adopté par le premier consul, on devait se servir, pour la descente, de canonnières, de bateaux plats et de péniches, qui, offrant peu de prise aux boulets de l'ennemi et manœuvrant principalement à la rame, pouvaient échapper d'ailleurs avec plus de facilité à la surveillance des croisières à cette époque de l'année où les brouillards couvrent le canal de la Manche et où les gros temps forcent les bâtiments de haut bord à chercher un abri sur les rades ou dans les ports de la côte. 160,000 soldats, portés sur ces frêles esquifs, devaient débarquer sur les côtes britanniques, et si ce débarquement réussissait, on regardait comme certaine la conquête de l'Angleterre. Cet espoir semblait avoir tourné toutes les têtes en France, et chaque citoyen voulut contribuer en quelque chose à cette opération gigantesque.

La construction des diverses espèces de bateaux une fois à l'ordre du jour, tous les ports et toutes les rivières navigables furent couverts de chantiers et de cales, où les travaux étaient

qu'il suit : à Bruges, 1 ; à Lille, 2 ; à Saint-Omer, 4 ; au Havre, 8 ; à Cherbourg, 12 ; à Nantes, 14 ; à la Rochelle, 13 ; à Bayonne, 1 ; à Perpignan, 2 ; à Montpellier, 3 ; à Toulon, 19 ; en Corse, 3. Les compagnies de canonniers gardes-côtes sédentaires furent placées, savoir : à Belle-Ile, à Ouessant, 1 ; à l'île de Groix, 2 ; à l'île de Brebat, 2 ; à l'île de Baz, 1 ; aux Sept-Iles, 1 ; à l'île d'Elbe, 4. Ces compagnies, pendant toute la durée de la guerre, devaient jouir des mêmes avantages et du même traitement que la troupe de ligne.

poussés avec une incroyable activité; et, comme l'état des finances ne permettait pas au gouvernement de faire les frais de cette dépense extraordinaire, on vit se renouveler les dons patriotiques qui avaient signalé le commencement de la guerre de la révolution. Les grands corps de l'État, le sénat, le corps législatif et le tribunat, prirent l'initiative dans cette espèce de souscription nationale et votèrent des sommes assez considérables destinées à la construction des vaisseaux de haut rang. Paris et les principales villes de la république imitèrent cet exemple; les départements s'imposèrent pour le même but. Toutes les classes de la société partagèrent ce généreux enthousiasme, en souscrivant partiellement ou collectivement pour la construction d'un ou plusieurs bateaux. Les femmes, les enfants, les plus pauvres citoyens montrèrent le même empressement, et les hommes de la classe indigente qui ne pouvaient point fournir leur quote-part dans ce tribut volontaire offrirent les seules ressources qu'ils eussent à leur disposition, leurs bras et leur temps.

Tous les corps de l'ancienne armée, de cette armée victorieuse de l'Europe, et qui commençait à être impatiente de son inaction, reçurent l'ordre de se tenir prêts à marcher sur les divers points de la côte de l'Océan où devaient se rassembler les divisions de la grande flottille. Les guerriers français n'avaient point été les derniers à souscrire pour la construction des bateaux qui devaient les transporter sur le rivage ennemi. Les officiers avaient offert une partie de leur traitement, les soldats avaient abandonné plusieurs mois de leur paye. C'était peu pour ces généreux défenseurs de la patrie de se montrer prêts à verser leur sang pour elle, ils furent encore jaloux de partager les sacrifices pécuniaires des autres citoyens.

Au milieu de toutes ces dispositions offensives, Bonaparte voulut aller reconnaître le nouveau théâtre où il se préparait à mettre à l'épreuve le courage et la constance des Français. Parti de Paris le 24 juin 1803, après avoir passé par Amiens, Abbeville et Montreuil-sur-Mer, le consul arriva à Boulogne le 1er juillet; il visita ensuite Bergues, Cassel, Bailleul, Armentières et Lille, où il était le 7 juillet. Dirigeant ensuite son exploration vers la Belgique, il passa successivement à Ypres,

1804—an XIII France. Nieuport, Ostende, Bruges, Gand et Anvers, et employa quatorze jours à faire cette tournée. Il ordonna à Anvers les travaux d'un grand canal de navigation, destiné à faire communiquer entre eux les trois fleuves du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut. C'était la première pensée du beau projet qui fut exécuté depuis et qui devait faire de la ville d'Anvers l'entrepôt général de tout le commerce du nord de l'Europe. Bonaparte se rendit ensuite à Bruxelles. Partout sa présence excita l'enthousiasme des Belges, plus satisfaits que jamais de leur réunion avec la France, en voyant le premier consul de la grande république s'occuper, d'une manière aussi active, de la prospérité de leur pays. Il reçut de nombreuses preuves de la gratitude de ces nouveaux Français, dans la ville de Bruxelles, par les démonstrations non équivoques d'amour et de confiance que lui prodiguèrent les habitants. Louvain, Maestricht, Liége, Namur, Aix-la-Chapelle, qu'il visita ensuite, lui rendirent le même hommage, et le convainquirent que, dans cette belle contrée, l'esprit public n'était pas moins bien disposé que dans l'ancienne France, où il rentra ensuite par la place de Mézières, traversant une partie de la Champagne par Charleville, Sedan et Reims; il était de retour à Paris le 12 août, six semaines après en être sorti. Ce voyage du premier consul dans le nord de la république fit grand bruit en Angleterre, et les politiques de ce pays cherchèrent à rassurer le peuple alarmé, en lui disant que Bonaparte n'avait ainsi visité les côtes de la Manche que pour se faire rendre, *par ses sujets*, de vains honneurs, dont il était, disaient-ils, extrêmement avide.

Deux mois après, le premier consul se rendit de nouveau à Boulogne dans le but de passer en revue les différents corps de l'armée qui se rassemblait sur la côte et les divisions de la grande flottille déjà réunies dans ce port. Le général Soult commandait les forces de terre et le vice-amiral Bruix celles de mer. Bonaparte put s'assurer que les soldats et les marins partageaient vivement sa haine pour l'Angleterre et n'attendaient que le signal pour s'élancer sur le rivage des modernes Carthaginois. Il assista plusieurs fois aux manœuvres de la flottille, et, par les encouragements et les récompenses qu'il savait si bien distribuer à propos, il augmenta encore l'énergie de toutes

les troupes de terre et de mer. En quittant Boulogne le 17 novembre, Bonaparte fit mettre à l'ordre qu'il était satisfait de tout ce qu'il avait vu, et chargea spécialement l'amiral et le général en chef de faire connaître aux soldats et matelots que leur conduite et leurs bonnes dispositions justifiaient l'opinion qu'il avait toujours eue d'eux. 1804—an XIII France.

Le premier consul ne visita point, dans ce voyage, les côtes de la Belgique et de la Hollande; mais il savait qu'il régnait sur ces points une activité non moins grande que sur les autres. Les Hollandais avaient apporté un zèle égal dans la construction des bâtiments destinés à transporter les soldats français, et Bonaparte trouvait dans la marine et dans les matelots de cette nation de puissantes ressources pour l'exécution de son projet de descente. La république batave était d'autant plus animée contre les Anglais, que ceux-ci lui avaient fait éprouver des pertes immenses lors de la rupture du traité d'Amiens.

L'attention particulière donnée par Bonaparte aux préparatifs de la guerre ne l'avait point distrait des soins de l'administration intérieure de la république. Nous avons déjà dit, et nous devons le répéter encore, que l'étonnante activité de son génie permettait à cet homme extraordinaire de se livrer en même temps aux opérations les plus disparates et les plus compliquées. Fort de la confiance dont on ne cessait point de lui donner des preuves, il jugea, avec raison, que le peuple, occupé presque exclusivement des moyens de satisfaire la haine nationale contre l'Angleterre, ferait moins d'attention aux empiétements que son premier magistrat allait faire sur le terrain des libertés publiques. La plupart des institutions qui eurent lieu pendant la période de temps qui s'écoula depuis la rupture du traité d'Amiens jusqu'à l'établissement du régime impérial furent autant d'essais tentés dans le but de dégoûter la nation des formes républicaines conservées par la constitution de l'an VIII, et de la préparer au retour de la monarchie. L'occasion ne pouvait être plus favorable. Le cabinet britannique, ému des apprêts d'une descente, se mettait en défense avec une activité qui suffisait pour démontrer la possibilité de cette entreprise. Il fit un dernier appel à l'Europe absolutiste, et chercha à réveiller à l'intérieur les passions politiques que l'administration

1804—an XIII France. nouvelle semblait avoir assoupies. La France a son tour prit l'alarme ; diverses tentatives avaient menacé le premier consul. Elle sentit que le coup qui trancherait ses jours la livrerait encore à des agitations ; elle réclama des garanties pour la tranquillité de l'avenir. Bonaparte profita de ces dispositions que partageaient le peuple et l'armée pour prendre le titre d'empereur sous le nom de NAPOLÉON.

Cette dernière transformation de la force révolutionnaire était la conséquence inévitable des crises précédentes. On entrait dans une période de guerre sans fin, et l'on était entraîné à se livrer, non plus à la dictature désordonnée des comités, des représentants en mission, des clubs, des tribunaux institués pour condamner, mais à la dictature qui promettait sécurité à l'intérieur et victoire au dehors. Le sentiment public avait reconnu dans le premier consul l'homme éminent en qui la révolution devait se confier et qui devait la finir. Celui-ci, par une administration habile, avait donné au commerce et à la prospérité intérieure un développement depuis longtemps inconnu. Jamais gloire ne fut plus pure et plus belle ; et ses éclats rejaillissent encore aujourd'hui sur la nation et sur le génie puissant produit et exalté par elle.

C'est ainsi du sein des orages politiques, grossis encore par les dernières violences du cabinet britannique, que Bonaparte s'élança sur le trône dont l'opinion publique lui avait frayé le chemin. Fatiguée d'illusions, calmée enfin, sans doute, par l'exercice jusqu'alors modéré d'un pouvoir absolu, assoupie et non consolée de la perte de ses libertés, la France tout entière n'espérait de repos et ne voyait d'avenir et de réalité que dans le rétablissement de la monarchie. Le premier consul jugea donc, avec raison, que l'agitation des esprits et la tendance constante de l'opinion ayant achevé d'user la dictature consulaire, forme de gouvernement provisoire et incohérente, aucun obstacle intérieur ne s'opposait à l'accomplissement de ses desseins. Quant à ceux du dehors, il n'en tenait pas compte, bien certain qu'il saurait les vaincre plus tard et forcer les puissances continentales à lui reconnaître le titre d'empereur des Français.

Le grand changement qui s'opéra à cette époque dans les institutions françaises était pressenti depuis longtemps ; il n'é-

tonna personne [1]; mais les partisans de la maison de Bourbon qui voyaient passer en d'autres mains le sceptre de saint Louis, et les vrais amis de la liberté qui ne pouvaient plus lui rendre qu'un culte secret, furent également consternés. Sans entrer à cet égard dans un développement qui nous écarterait de notre sujet principal, et sans rechercher quelles furent les mesures arrêtées dans le cabinet du premier consul pour amener ce dénoûment, nous ne pouvons cependant passer sous silence des faits qui, caractérisant une ère nouvelle, renferment le germe des événements ultérieurs. Tout en accélérant sa marche vers le pouvoir absolu, Bonaparte s'entourait de tous les prestiges qui pouvaient flatter la multitude et étouffer toutes les désapprobations. Du milieu des ruines révolutionnaires jaillirent, par ses soins, des sources de gloire et de prospérité. Il voulut consacrer la pierre, le marbre et l'airain aux monuments que, dans leur existence éphémère, les gouvernements précédents n'avaient élevés qu'avec du plâtre, des planches, des toiles et des oripeaux. Il avait remarqué que Louis XIV devait une grande partie de sa renommée aux travaux exécutés sous son règne, à la protection éclatante qu'il avait accordée aux sciences, aux lettres et aux arts, au grand développement donné à toutes les branches de l'industrie nationale, et il se proposa d'autant mieux ce prince pour modèle, que, comme lui, il se disposait à dire bientôt aux Français : *L'État, c'est moi.*

1804—an XIII
France.

D'immenses travaux furent ordonnés à Paris et dans toute

[1] Jamais Bonaparte ne put admettre qu'il fût possible de gouverner un pays avec la liberté de la presse établie comme loi fondamentale, ni avec celle des discussions publiques. Aussi, à son avénement au consulat, les auteurs, les imprimeurs et les libraires furent soumis, d'abord indirectement, puis ensuite d'une manière plus positive, à la surveillance et à la censure d'une police perfectionnée par un ministre habile. Il ne fut plus permis aux journaux d'écrire dans un sens opposé aux vues du gouvernement. La constitution de l'an VIII avait établi dans le sein du sénat conservateur des droits de la nation une commission pour le maintien de la liberté de la presse; cette commission perdit sa force et son utilité. Un décret modifia tellement ses attributions, que les sénateurs qui en étaient membres n'eurent plus qu'à garder le silence. Trouvant que le corps législatif, déjà privé de la parole, avait conservé trop de pouvoir, le premier consul fit réduire ses attributions à celle d'approuver les lois présentées par le gouvernement.

1804—an XIII France. la France; des canaux, des routes superbes, tracés à l'intérieur et à l'extérieur, devaient offrir de nouvelles communications aux diverses parties du vaste territoire de l'empire futur, et fournir de nouveaux moyens à la circulation des produits de l'agriculture et de l'industrie; les manufactures reçurent de grands et nobles encouragements. Un ministre distingué par l'étendue et la variété de ses connaissances, un nouveau Colbert, M. Chaptal, vint seconder puissamment la volonté et les efforts du premier consul. Il devint pour les agriculteurs et les manufacturiers un protecteur aussi zélé qu'éclairé; aussi, sous son administration, l'industrie ne tarda-t-elle point à faire des pas de géant, et c'est à l'impulsion donnée par ce savant ministre qu'il faut attribuer l'état brillant dans lequel on a vu depuis cette même industrie française.

Les lettres, et surtout les beaux-arts, trouvèrent auprès de Bonaparte une protection non moins spéciale. On avait vu le conquérant de l'Italie et de l'Égypte digne d'apprécier les travaux des illustres enfants des muses, et l'histoire lui avait appris que ce sont eux qui apposent aux héros le sceau de l'immortalité. Devenu chef du gouvernement, il s'empressa d'attirer à lui les savants, les littérateurs, les peintres, les statuaires, les artistes de tous les genres, et tous ceux qui se présentèrent reçurent de lui des marques de sa constante bienveillance: leurs productions furent accueillies avec cette libéralité qui élève au plus haut degré les conceptions du génie.

Une administration aussi vivifiante imposait silence aux agitateurs et établissait une confiance jusqu'alors inconnue. Aux approches d'une nouvelle guerre dont on ne pouvait cependant pas encore prévoir l'issue, jamais la France n'avait été aussi paisible : les impositions se payaient, sur tous les points de la république agrandie, avec une rigoureuse exactitude; les recettes couvraient les dépenses et au delà. Un cadastre général fut ordonné afin de rendre invariable la répartition des impôts fonciers. D'après le budget de 1802, les dépenses publiques s'étaient élevées à cinq cent cinquante millions, et, en annonçant que la recette avait dépassé la dépense, le ministre des finances fit espérer le même résultat pour les années suivantes. Enfin, pour compléter son système d'amélioration, Bonaparte

entreprit de réunir en un seul code les lois civiles qui devaient régir la France et diminuer les causes des procès; il ordonna également la confection d'un code criminel et d'un code de commerce. 1804—an XIII France.

L'Institut national des sciences et des arts, créé au sein des orages révolutionnaires, avait conservé jusqu'alors l'empreinte d'un système qui n'était plus en harmonie avec le nouvel ordre de choses que le premier consul introduisait par degrés en France. Il convenait à Bonaparte de se constituer le nouveau fondateur d'une association dont la liberté ne devait plus être le premier privilége. L'Institut perdit le droit d'élire librement ses membres, et, pour siéger dans le sénat de la république des lettres, il fallut désormais avoir l'approbation de l'autorité, innovation fatale, qui devait un jour introduire parmi les académiciens des hommes n'ayant que peu ou point de droits à ce titre.

L'École polytechnique, qui devait en grande partie sa création à l'illustre Monge, dont le nom s'est déjà associé dans ces annales à celui de nos dignes guerriers, reçut des améliorations qui ne furent point désavouées par son fondateur.

C'est dans le temps même que Bonaparte s'occupait le plus activement des préparatifs de la guerre contre l'Angleterre et des changements à introduire dans le système de l'administration intérieure, qu'éclata cette conspiration où se trouvèrent compromis deux noms que leur illustration militaire avait fait connaître à toute l'Europe et dans les autres parties du globe. Nous voulons parler du complot découvert au commencement de l'année 1804, et qui était dirigé par un des chefs de l'insurrection vendéenne, Georges Cadoudal, que nous avons déjà signalé. Deux généraux célèbres, Pichegru et Moreau, eurent la honte de se voir accolés à d'anciens sicaires, aux artisans d'une guerre impie. C'est en vain que quelques écrivains à gage se sont efforcés de faire croire à la non-existence de cette conspiration; c'est en vain qu'une partie de la nation s'est longtemps refusée à la pensée qu'un guerrier tel que Moreau ait pu prêter les mains à une trame ourdie pour assassiner le chef d'un gouvernement qu'il avait reconnu et servi; c'est en vain que les nombreux amis du vainqueur de Hohenlinden ont avancé que Bonaparte n'avait imaginé cette conspiration que pour se

débarrasser d'un rival dont il était jaloux : l'inflexible histoire a recueilli les faits, étudié le caractère et la conduite postérieure des acteurs qui échappèrent au dénoûment de ce drame politique ; elle doit écarter toutes les suppositions de l'esprit de parti et montrer la vérité dans tout son jour.

Parmi les moyens que la politique anglaise crut devoir mettre en usage pour faire à la France une guerre d'extermination (*internecivum bellum*), il faut placer au premier rang l'envoi sur le continent d'une foule d'agents et de missionnaires secrets, chargés de ranimer la fureur des factions et de faire revivre le parti royal, presque entièrement abattu. A l'époque dont nous parlons, plusieurs de ces agents furent découverts et saisis par la police de Bonaparte, et l'instruction des faits démontra qu'ils étaient bien réellement envoyés et soudoyés par le ministère britannique. Un nommé Drake, revêtu d'un caractère diplomatique à Munich, capitale de la Bavière, avait la direction de ces agents, qui s'introduisaient en France par la frontière du Rhin, d'où ils se répandaient ensuite dans les départements où l'on supposait qu'il restait encore de nombreux partisans de la cause des Bourbons. Dès 1803, le gouvernement britannique avait attiré à lui et repris à sa solde tous ceux des émigrés français que les traités de Lunéville et d'Amiens avaient laissés sans asile et sans protection dans les diverses contrées de l'Europe. Enfin, les princes de la maison de Bourbon, dont les intérêts n'avaient pas même été mis en avant lors de la discussion du traité d'Amiens, devinrent tout à coup l'objet d'égards empressés ; l'espérance put rentrer dans leurs cœurs, et ils se flattèrent que l'Angleterre, en se montrant de nouveau aussi favorable à leur cause, avait l'intention bien expresse de les remettre en possession du trône de France. Le comte d'Artois, relégué jusqu'alors dans la cité d'Édimbourg, eut la permission de revenir à Londres et reçut des ministres un accueil digne de son rang et de ses malheurs. Ce n'est pas que le gouvernement anglais, menacé jusque dans son île par un ennemi audacieux et entreprenant, osât se flatter d'être victorieux et d'être bientôt à même de tenir la promesse tant de fois prodiguée de rétablir les Bourbons dans le patrimoine de leurs ancêtres ; mais l'appel d'un prince de cette famille

pouvait seul réunir une autre fois ces mêmes émigrés, dont on voulait encore se servir après avoir méconnu leurs services passés. Cet artifice britannique eut, au reste, un plein succès : les émigrés affluèrent à Londres ; il en fut formé des régiments, destinés à appuyer les prétentions de la Grande-Bretagne, et, le 24 janvier 1804, il parut à Londres une proclamation du roi George III, dans laquelle ce monarque promettait de n'abandonner jamais la cause des Bourbons. Une telle assurance était bien propre à enflammer d'une nouvelle ardeur les constants défenseurs de l'antique monarchie française et à redoubler leur zèle.

Tandis qu'un grand nombre d'émigrés se disposaient à grossir les rangs de l'armée anglaise, quelques-uns d'entre eux, réunis en comité, discutaient à Londres sur les moyens d'accroître l'opposition qu'on leur disait exister d'une manière prononcée sur le sol de la république. Une triste expérience avait démontré que tous les efforts pour rallumer la guerre civile dans les départements de l'Ouest n'avaient eu d'autre résultat que la honte d'avoir été tentés. Enfin, parmi des projets plus impraticables les uns que les autres, conçus pour seconder les dispositions favorables du gouvernement anglais, on s'arrêta à celui dont Georges Cadoudal, ancien chef de chouans, peut être considéré comme le véritable auteur. Cet homme, pour parler le langage de ceux qui le mirent en œuvre, sorti d'une basse classe de la société, avait reçu de la nature une audace extraordinaire, et nul n'était plus propre que lui à diriger l'exécution d'un pareil complot. Il offrit donc de se rendre à Paris avec un certain nombre d'hommes déterminés, de s'emparer de la personne du premier consul ou de l'assassiner, tandis que d'autres conspirateurs d'un rang plus élevé se chargeraient du soin d'insurger le peuple et de proclamer le rétablissement de la famille royale sur le trône.

Ce projet fut embrassé avec d'autant plus d'ardeur, qu'un personnage auquel on supposait encore un grand crédit en France se présenta pour contribuer à sa réussite. Le général Pichegru, proscrit au 18 fructidor, s'était échappé des déserts de la Guyane, et était venu chercher un asile en Angleterre. Le motif de son exil, les efforts qu'il avait faits pour servir la cause royale pendant qu'il était général en chef de l'armée du

1804—an XIII France.

Rhin, tous les gages qu'il avait donnés de ses principes, ne permirent pas de douter de son ardeur à se venger d'un gouvernement qui devait le tenir dans un exil irrévocable. Toutefois, Pichegru eut la bonne foi d'avouer qu'il ne croyait pas son influence assez forte à Paris pour contre-balancer celle des partisans de la révolution; il donna le conseil de faire sonder les dispositions d'un homme qui offrait à cet égard une garantie plus puissante, et il indiqua le général Moreau.

Moreau avait d'abord paru, dans le mouvement du 18 brumaire, s'attacher au char de Bonaparte, et la victoire de Hohenlinden avait été le gage de cette résolution; mais depuis il s'était rangé parmi les mécontents du régime consulaire. Bonaparte, désespérant sans doute de fléchir la roideur du caractère de son rival de gloire par les moyens qui avaient subjugué le plus grand nombre des autres généraux de la république, ne fit aucune démarche pour faire sortir Moreau de l'espèce de nullité à laquelle celui-ci s'était volontairement condamné depuis la cessation de la guerre. Le modeste coopérateur de la paix de Lunéville, l'illustre chef de l'armée victorieuse du Danube, coulait des jours paisibles et presque ignorés à Paris et dans sa terre de Grosbois, tandis que ses anciens lieutenants, poussés aux premiers rangs, recevaient du consul des honneurs et des dignités. Quand la déclaration de guerre avec l'Angleterre eut rendu à l'armée française son état d'activité, Moreau fut oublié dans les nominations, et son amour-propre dut souffrir de cet oubli marqué. Ses discours, ses conversations avec ses amis décelaient l'amertume de son cœur; il était dans une situation d'esprit telle que les royalistes pouvaient la désirer pour hasarder des propositions qu'en toute autre circonstance ils n'auraient point osé faire au dénonciateur de Pichegru [1].

Celui-ci n'était point encore réconcilié avec Moreau lorsqu'il le désignait comme propre à servir les desseins des conspirateurs. Sacrifiant ses anciens griefs à l'espoir de fixer l'irrésolution de cet antagoniste de Bonaparte, Pichegru se détermina à tenter toutes les démarches qui pouvaient amener un rappro-

[1] Voyez la lettre de Moreau au Directoire, tome IV, page 416.

chement nécessaire au succès du plan médité. Il tenait d'ailleurs compte à Moreau de la position où ce général s'était trouvé au 18 fructidor, obligé de dénoncer son ami pour se justifier lui-même; et en effet, comme on l'a déjà vu, Moreau était resté dix-huit mois sans informer le Directoire des menées de Pichegru, preuve convaincante qu'il ne désapprouvait point, dans le for intérieur de sa conscience, le projet du général de l'armée du Rhin.

Un prêtre nommé David, qui avait connu Pichegru à l'armée, et dont nous avons une histoire de la campagne de ce général en 1794, fut chargé d'entamer le raccommodement; mais, soit que cet agent fût suspect à Moreau, soit qu'il ne mît point assez d'adresse dans cette négociation, la démarche de David n'eut aucun résultat. Le général Frédéric Lajolais, ancien ami de Pichegru et compromis dans les intrigues de celui-ci à l'armée du Rhin, fut ensuite employé pour le même objet et obtint plus de succès. Plusieurs voyages qu'il fit secrètement de Londres à Paris le mirent à même de pouvoir annoncer à Pichegru que le général Moreau était prêt à faire sa paix avec lui et qu'il n'était pas éloigné de se montrer favorable aux projets des conspirateurs. Pichegru fit part de cet état de choses au comité royaliste, et le départ des conjurés fut promptement résolu.

Partis d'Angleterre dans les premiers jours de janvier 1804, Pichegru, Georges Cadoudal, Lajolais, les deux frères Polignac, le marquis de Rivière, Bouvet de l'Hozier, Armand Gaillard et plusieurs autres, au nombre de trente-cinq, débarquèrent, le 16 du même mois, au pied de la falaise de Béville, sur les côtes de l'ancienne province de Normandie, entre Dieppe et Tréport, et arrivèrent séparément à Paris le 25, et par des chemins différents. Le premier soin des conjurés fut de chercher à s'assurer de la participation de Moreau. Il y eut d'abord quelques communications par le canal d'un nommé Fresnières, secrétaire de ce général. Pichegru eut ensuite avec Moreau deux conférences, dans lesquelles il paraîtrait que le secret de la conspiration fut révélé à ce dernier. Ceci n'est au surplus qu'une supposition; car l'entrevue se fit, chaque fois, sans témoins, et les deux généraux se sont bien gardés de faire des aveux qui pouvaient les compromettre.

1804—an XIII
France.

Cependant Georges Cadoudal, chargé du coup de main de la conspiration, s'occupait à la hâte des moyens de l'exécuter. Son projet était de faire endosser à ses satellites l'uniforme de la garde consulaire, de s'embusquer avec eux dans un lieu favorable, de fondre ensuite sur l'escorte du premier consul, de la dissiper, de s'emparer de Bonaparte, et de le conduire vivant en Angleterre ; il ne devait être mis à mort qu'autant qu'il deviendrait impossible d'exécuter la dernière partie du plan.

Le complot allait éclater, tous les préparatifs étaient terminés, lorsqu'au moment où l'on y pensait le moins, Paris et la France entière apprirent, avec l'existence de la conspiration, l'arrestation des principaux conjurés. Le 17 février un rapport du grand-juge, ministre de la justice, au premier consul, dévoila l'entreprise, et annonça à l'Europe qu'elle avait échoué. La police, instruite à temps de tout ce qui se tramait, avait mis ses agents à la piste des conspirateurs. Pichegru fut découvert et saisi le 28 février dans la maison d'un nommé Leblanc, qui lui avait offert un asile pour le remettre entre les mains des hommes de la police. Moreau avait déjà été arrêté chez lui dès le 15 février ; mais son secrétaire Fresnières avait pris la fuite, et il réussit à se soustraire à toutes les recherches qui furent dirigées contre lui, nouvelle preuve que le général était fortement compromis dans la conspiration. Georges, après avoir longtemps échappé à toutes les investigations de l'autorité, fut enfin reconnu et arrêté le 9 mars à sept heures du soir au moment où il traversait une rue étant en cabriolet. Surpris à l'improviste, Georges eut cependant le temps de faire usage de deux pistolets dont il était armé, et tua l'un des hommes qui l'arrêtaient. Les mesures les plus rigoureuses avaient, au surplus, été prises pour empêcher les conjurés de prendre la fuite. Pendant plusieurs jours toutes les barrières de la capitale furent fermées, et aucun individu ne pouvait sortir sans avoir des papiers qui le fissent connaître. Des sentinelles, placées le long des murs d'enceinte de Paris, empêchaient qu'on pût franchir cette clôture : des bateaux furent placés sur la Seine aux deux extrémités de la ville. Au moyen de ces précautions extraordinaires, presque tous les conspirateurs venus d'Angleterre furent arrêtés.

La grande majorité de la nation ne reçut pas sans indignation l'annonce d'un nouveau complot ourdi contre la personne de son premier magistrat. Il semblait que plus l'étranger s'attachait à menacer cette tête sur laquelle reposait encore le destin de la république, plus elle devenait chère aux citoyens. Ces sentiments se manifestèrent d'une manière touchante par la quantité d'adresses qui furent envoyées de toutes les parties de la France pour féliciter Bonaparte d'avoir échappé au nouveau danger qui le menaçait. Georges, interrogé d'abord par le préfet de police et ensuite par ses juges, ne dissimula rien et dit qu'il était venu à Paris pour attaquer le premier consul de vive force quand il y aurait un prince français à Paris ; qu'il avait depuis longtemps des fonds à sa disposition pour se procurer des armes ; mais on ne put lui arracher aucun aveu qui compromît ses complices. Il nia qu'il eût trempé dans l'affaire de la machine infernale, qu'il eût jamais connu le général Moreau, ni vu le général Pichegru ailleurs qu'à Londres.

Le général Pichegru se renferma dans un système de dénégation complet, malgré les déclarations de plusieurs des coaccusés ; il n'en voulut reconnaître aucun et nia qu'il eût rencontré le général Moreau depuis son arrivée à Paris. « Il y a « dix ans, dit-il, que je suis sorti de France par l'effet des « démarches de Bonaparte, dont la haine date du 13 vendé- « miaire pour m'être expliqué sur cette journée en véritable « Français, et qui, me regardant probablement comme un obs- « tacle à son ambition, concourut spécialement aux événements « de fructidor, en m'éloignant ainsi de la France. Depuis cette « époque, j'ai parcouru divers pays étrangers, et en dernier « lieu je me suis retiré en Angleterre. Fatigué d'un éloigne- « ment aussi prolongé de mon pays, fatigué des calomnies que « les journaux français multiplièrent sur mon compte, disant « tantôt que j'étais à la tête des armées étrangères, tantôt à la « tête des conseils, j'ai cru ne pouvoir mieux faire que de « rentrer en France. »

Quant au général Moreau, on ne put lui opposer aucune preuve écrite ou testimoniale ; il n'y eut d'autres indices que les déclarations de Lajolais, Rolland et Couchery, qui révélèrent le secret de ses relations et de ses entrevues avec Piche-

1804—an XIII France. gru. Le 8 mars, 21 jours après son arrestation, Moreau adressa au premier consul une lettre confidentielle [1] dans laquelle il justifie ses relations par des moyens généreux, et s'accuse seulement d'imprudence.

[1] *Le général Moreau au général Bonaparte, premier consul de la république française.*

Au Temple, le 17 *ventôse an* XII (8 mars 1804).

« Voilà bientôt un mois que je suis détenu comme complice de Georges et de « Pichegru, et je suis peut-être destiné à venir me disculper devant les tribu« naux du crime d'attentat à la sûreté de l'État et du chef du gouvernement.

« J'étais loin de m'attendre, après avoir traversé la révolution et la guerre, « exempt du moindre reproche d'incivisme et d'ambition, et surtout quand, « à la tête de grandes armées victorieuses où j'aurais eu les moyens de les « satisfaire, que ce serait au moment où, vivant en simple particulier, occupé « de ma famille, et voyant un très-petit nombre d'amis, qu'on puisse m'ac« cuser d'une pareille folie. Nul doute que mes anciennes liaisons avec le « général Pichegru ne soient les motifs de cette accusation.

« Avant de parler de justification, permettez, général, que je remonte à « la source de cette liaison ; et je ne doute pas de vous convaincre que les « rapports qu'on peut conserver avec un ancien chef et un ancien ami, quoi« que divisés d'opinion et ayant servi des partis différents, sont loin d'être « criminels.

(Ici Moreau fait connaître au premier consul ses rapports avec Pichegru, à l'armée du Nord et à celle du Rhin, jusqu'à l'époque du 18 fructidor.)

« Quant à la conspiration actuelle, je puis vous affirmer également que « je suis loin d'y avoir eu la moindre part. Je vous avoue même que je « suis à concevoir comment une poignée d'hommes épars peut espérer de « changer la face de l'État, et de remettre sur le trône une famille que les « efforts de toute l'Europe et la guerre civile réunis n'ont pu parvenir à y « placer, et que, surtout, je fusse assez déraisonnable, en y concourant, « pour y perdre le fruit de tous mes travaux, qui devraient m'attirer de sa « part des reproches continuels.

« Je vous le répète, général, quelque proposition qui m'ait été faite, je « l'ai repoussée par opinion et regardée comme la plus insigne de toutes « les folies. . . . .

« De pareilles ouvertures faites à moi, particulier isolé, n'ayant voulu con« server nulle relation, ni dans l'armée, dont les neuf dixièmes ont servi « sous mes ordres, ni avec aucune autorité constituée, ne pouvaient exiger de « ma part qu'un refus. Une délation répugnait trop à mon caractère : pres« que toujours jugée avec sévérité, elle devient odieuse et imprime un « sceau de réprobation sur celui qui s'en est rendu coupable vis-à-vis des « personnes à qui on doit de la reconnaissance et avec qui on a eu d'an« ciennes liaisons d'amitié : le devoir même peut quelquefois céder au cri « de l'opinion publique.

Cependant Bonaparte avait commandé qu'on donnât au procès des conspirateurs toute la publicité et l'éclat dont il était susceptible. Comme son but était de remplacer prochainement le laurier consulaire par la couronne impériale, il trouvait dans les événements qui venaient d'avoir lieu une occasion favorable de prouver au peuple la nécessité de fortifier le pouvoir dont celui-ci l'avait investi, et par conséquent de changer encore une fois la forme du gouvernement. C'est sans doute en raison du développement donné à l'ambition du consul par cette conspiration de 1804 que s'est propagée l'opinion qu'un pareil projet n'avait jamais été conçu, quoiqu'on ne puisse plus en douter, d'après les révélations qui suivirent le rétablissement de la dynastie des Bourbons. 1804—an XIII France.

Tandis que l'instruction du procès des conjurés se poursuivait dans les formes les plus légales, un mauvais génie inspirait à Bonaparte l'acte le plus propre à détruire l'effet qu'il voulait produire sur l'esprit de la multitude, et à accréditer le bruit que la conspiration de Georges et de Pichegru n'avait été imaginée que dans le dessein de hâter l'usurpation du trône. L'histoire dévoilera un jour qui conduisit Bonaparte à se défaire d'un jeune prince que son caractère et les indices d'un talent militaire distingué signalaient comme un compétiteur dangereux. Seul parmi les émigrés français, le duc d'Enghien avait acquis quelque gloire dans les campagnes précédentes. Depuis que le corps d'armée aux ordres de son grand-père, le prince de Condé, avait été licencié, il s'était retiré d'abord en Angleterre; mais le ministère anglais ayant dirigé un grand nombre d'émigrés sur les frontières du Rhin, ce fut peut-être ce motif qui porta le prince à se rapprocher des frontières de France, et il était venu fixer

« Voilà, général, ce que j'avais à vous dire sur mes relations avec Pichegru; elles vous convaincront sûrement qu'on a tiré des inductions bien fausses et bien hasardées de démarches et d'actions qui, peut-être imprudentes, étaient loin d'être criminelles. . . . .

« Si j'obtiens, général, toute votre attention, alors je ne doute plus de toute votre justice.

« J'attendrai votre décision sur mon sort avec le calme de l'innocence, mais non sans inquiétude de voir triompher les ennemis qu'attire toujours la célébrité.

« Je suis avec respect, etc. Le général MOREAU. »



1804—an XII: France.

sa résidence à quelque distance du Rhin, dans la petite ville d'Ettenheim, où le margrave de Bade lui avait offert un asile. Bonaparte, alarmé de ce dangereux voisinage, n'osa point, d'abord, agir contre le duc avant que la conspiration de Georges lui eût fourni un prétexte plausible; mais, s'abandonnant alors aux conseils de certains hommes plus profonds que lui dans la science du machiavélisme, il résolut de faire enlever le jeune guerrier qu'il regardait comme un obstacle à ses projets.

Le 17 mars au soir, un nombreux détachement de gendarmerie sortit de Strasbourg, et se porta par le pont de Kehl sur la rive droite du Rhin. Sans craindre de violer le territoire d'un prince ami, l'aide de camp du premier consul, Caulincourt, fit investir pendant la nuit le château d'Ettenheim, où se trouvait le duc d'Enghien avec la princesse de Rohan-Rochefort, jeune dame qui l'avait accompagné. Un officier se présenta devant le prince, lui communiqua les ordres dont il était porteur, et lui signifia qu'il était prisonnier. Le duc n'avait à ce moment auprès de lui qu'un petit nombre de domestiques; la résistance était inutile, et les gendarmes le conduisirent à Strasbourg. Un autre détachement de gendarmerie qui l'attendait dans cette ville l'escorta avec une diligence extrême jusqu'au château de Vincennes près de Paris. Immédiatement après son arrivée, le prince parut devant une commission militaire spéciale, nommée d'avance et déjà réunie dans une des salles de cette prison d'État; car Bonaparte ne voulait point donner à cet acte arbitraire et odieux l'éclat qu'il réservait pour le jugement des conspirateurs. C'est le 20 mars, au milieu de la nuit, et dans le plus sombre appareil, que la victime fut amenée en présence de ses juges. L'acte d'accusation dressé contre le duc portait qu'il avait offert ses services au gouvernement anglais, qu'il avait procuré aux agents de ce gouvernement les moyens de pratiquer des intelligences en France; qu'il était le chef d'un rassemblement d'émigrés formé sur les frontières dans les pays de Bade et de Fribourg; et qu'enfin il était complice de la conspiration tramée par les Anglais contre la vie du premier consul. Ce fut en vain que le prince demanda le temps nécessaire pour répondre à ces différents chefs d'accusation: condamné sur-le-champ et à l'unanimité, il fut fusillé, en sortant de la

commission, dans les fossés du château. Il avait alors trente-deux ans, étant né à Chantilly le 2 août 1772. 1804—an XIII France.

Le même jour apprit aux Français l'arrestation et la mort du duc d'Enghien. Cet acte de cruauté, froidement réfléchi, excita une indignation générale en Europe ; elle se peignit en France sur tous les visages, et s'exprima par le silence éloquent des grandes douleurs. La nation se trouvait offensée dans sa générosité, dans sa justice ; et, comme on l'a fait dire à Napoléon lui-même dans l'écrit de Sainte-Hélène, c'était plus qu'un crime, c'était une grande faute politique, dont ses plus zélés partisans n'ont jamais pu le justifier.

L'empereur de Russie fut le premier à témoigner sa surprise d'une violation de territoire inconciliable avec les principes sacrés de justice et de propriété qui assurent les relations mutuelles des nations civilisées, et il demanda que le premier consul mît fin à un ordre de choses trop dangereux pour le salut des autres gouvernements et pour leur indépendance à venir. Ce dernier fit répondre à la note de l'empereur Alexandre que l'empereur d'Allemagne et le roi de Prusse avaient senti que le gouvernement français était suffisamment autorisé à faire arrêter, à deux lieues de sa frontière, des Français rebelles qui conspiraient contre leur patrie, et qui, par la nature de leurs complots, s'étaient mis eux-mêmes hors de la loi des nations ; que, les princes allemands étant satisfaits, il n'avait rien à dire à l'empereur de Russie sur un objet qui ne le concernait en aucune manière ; enfin, que la France, qui ne se mêlait pas des affaires de la Russie, ne souffrirait pas qu'elle s'immisçât dans les siennes. Une nouvelle note du cabinet russe, présentée le 1er juillet 1804, était terminée par un *ultimatum,* véritable manifeste de la nouvelle coalition dont il fut l'origine, et auquel le cabinet français ne répondit que d'une manière évasive qui provoqua la cessation de toute relation entre la France et la Russie. Quels que soient d'ailleurs les motifs qui ont déterminé le jugement du duc d'Enghien, convenait-il bien au fils, au successeur de Paul Ier, au protecteur des assassins de son père, de s'émouvoir de ce jugement, de prendre fait et cause pour les Bourbons et d'ordonner un deuil public à sa cour ?

1804 – an XIII France. La procédure instruite à Paris devant le tribunal criminel de la Seine était sur le point de se terminer, lorsqu'un des principaux conjurés, Pichegru, fut trouvé mort dans la prison du Temple, où il était détenu. Quoique les précautions les plus grandes eussent été prises pour constater que cette mort inattendue était volontaire ; malgré un procès-verbal signé par les membres du tribunal et par six médecins ou chirurgiens assermentés, attestant que le général s'était soustrait lui-même au sort qui lui était réservé, en s'étranglant avec sa cravate : tel fut cependant l'effet produit sur l'opinion par la mort du duc d'Enghien, que l'on s'obstina à repousser ces preuves légales, et qu'on attribua ce nouveau crime à celui qui avait laissé commettre le premier. Le bruit se répandit que Pichegru avait été étranglé, d'après les formes orientales, par quatre mameloucks de la garde consulaire, immolés ensuite eux-mêmes pour assurer leur silence. Mais cette rumeur populaire, accréditée par les nombreux ennemis du premier consul, doit paraître sans fondement aux yeux de toute homme impartial. Comment était-il possible, en effet, d'assurer également le silence du concierge et des guichetiers de la prison, des factionnaires qui se trouvaient dans les cours et jusque dans les corridors de la tour où Pichegru était renfermé ? Or, aucun de ces individus n'a fait de révélation qui puisse, nous ne disons pas garantir, mais même faire soupçonner un fait pareil.

Quoi qu'il en soit, la mort de Pichegru ne ralentit point le cours de la procédure entamée. Les principaux prévenus confessaient leur culpabilité ; et Moreau lui-même, tout en niant d'avoir trempé dans la conspiration, avouait cependant qu'il avait eu avec Pichegru des rapports, qu'on ne pouvait considérer que comme suspects. Le procureur général, portant la parole dans cette affaire, s'exprima en ces termes : « Vous avez devant les yeux le rapport du grand-juge ministre de la justice ; des Français ont été vomis sur notre territoire par le gouvernement anglais. Quel est le but de la conspiration ? les accusés vous en ont instruits : c'était le rétablissement de la maison des Bourbons sur le trône, et la mort du premier consul. On peut diviser les accusés en six classes : les hommes envoyés par l'Angleterre : Georges Cadoudal est à leur tête ; les

individus réunis à Paris pour renverser le gouvernement : Pichegru, Moreau, Lajolais, sont de ce nombre; les complices venus d'Angleterre; d'autres complices venus des départements; les agents chargés de nourrir et de loger les conspirateurs dans les routes; enfin, leurs logeurs ou recéleurs à Paris...... » 1804—an XIII France.

D'après la marche qu'avait prise la procédure, les six classes indiquées par le procureur général se trouvaient réduites à quatre : les individus armés par l'Angleterre, qui, tels que Georges, etc., étaient chargés d'attenter à la vie de Bonaparte; ceux qui, comme Pichegru, encouragés par les princes français, étaient venus pour rétablir la monarchie sur ses anciennes bases; ceux qui, comme Moreau, étaient accusés d'avoir eu connaissance des desseins de Cadoudal et de Pichegru et de ne les avoir pas dénoncés au gouvernement; enfin ceux qu'on pouvait considérer comme complices de la conspiration, pour avoir donné asile aux conjurés.

Le jugement qui intervint, le 10 juin 1804, après quatre mois d'attente, fut, en effet, basé sur cette distinction. Les accusés compris dans les deux premières classes furent tous condamnés à la peine capitale; ceux de la troisième, à une détention de deux années; les accusés faisant partie de la quatrième furent acquittés et mis en liberté. Bonaparte, voulant racheter par un acte d'indulgence le crime du supplice du duc d'Enghien, commua en quatre années d'emprisonnement, suivies de la déportation, la peine de mort encourue par huit des condamnés, savoir : Bouvet de l'Hozier, Armand Gaillard, Frédéric Lajolais, Russilion, d'Hozier, Rochelle, de Rivière, et Armand de Polignac [1]. Georges Cadoudal et dix de ses coaccusés subirent le dernier supplice le 25 juin 1804.

[1] Les lettres de grâce adressées, à ce sujet, par Bonaparte, alors empereur, à la cour de justice criminelle, portaient en protocole : « Notre cœur a été d'autant plus affecté des nouveaux complots tramés contre l'État par les ennemis de la France, que deux hommes qui avaient rendu de grands services à la patrie y ont pris part. » Cependant, malgré la peine qu'il disait avoir ressentie en trouvant Moreau au nombre des coupables, il ne crut pas devoir lui faire grâce de sa condamnation; seulement, sur les instances de la famille de ce général, il consentit à commuer les deux années de détention, après lesquelles Moreau eût joui de ses droits politiques en France, en un bannissement qui l'éloignait pour toujours de sa patrie, et

1804—an XIII France. Nous avons dit que cette conspiration devait aplanir la route par laquelle Bonaparte s'acheminait vers le trône : en effet, le 3 avril, pendant l'instruction même du procès, un membre du tribunat, Curée, déposa sur le bureau de cette chambre législative une proposition tendant à investir Napoléon Bonaparte de la dignité impériale et à déclarer l'empire français héréditaire dans sa famille. Une commission chargée de l'examen de cette proposition fit son rapport quelques jours après, et conclut à son adoption. Les esprits étaient préparés à ce changement dans la forme du gouvernement, et il ne paraissait point extraordinaire, après tout ce qui avait été fait déjà pour rompre les habitudes républicaines. Aussi le plus grand nombre des tribuns se firent-ils un devoir de parler tour à tour dans le sens de leur collègue Curée. Un seul parmi ces hommes séduits ou intimidés ou sans énergie osa faire entendre encore les accents d'une mâle liberté, et s'opposa à un vœu qui semblait être unanime dans la chambre. Cet homme courageux était l'ancien directeur Carnot, qui avait déjà manifesté son inflexibilité républicaine en refusant de voter pour le consulat à vie. Le discours qu'il prononça dans cette circonstance solennelle appartient à l'histoire, et nous en citerons les passages les plus remarquables :

« Parmi les orateurs qui m'ont précédé, dit l'honorable tribun, et qui tous ont appuyé la motion d'ordre de notre collègue Curée, plusieurs ont été au-devant des objections qu'on pouvait faire contre elle...... Ils ont donné l'exemple d'une modération que je tâcherai d'imiter en proposant d'autres observations qui m'ont paru leur avoir échappé ; et quant à ceux qui, parce que je combattrai leur avis, pourraient m'attribuer des motifs personnels indignes du caractère d'un homme entièrement dévoué à sa patrie, je leur livre pour toute réponse l'examen scrupuleux de ma conduite politique depuis le commencement de la révolution, et celui de ma vie privée.

« Je suis loin de vouloir atténuer les louanges données au

qui devait un jour le conduire à prendre les armes contre elle. Moreau choisit pour son exil la terre libre des États-Unis d'Amérique, où il est resté jusqu'en 1813, pour venir ensuite recevoir la mort dans les rangs des souverains coalisés contre Napoléon.

premier consul : ne dussions-nous à Bonaparte que le code civil, 1804—an XIII France.
son nom mériterait de passer à la postérité ; mais, quelque service qu'un citoyen ait pu rendre à sa patrie, il est des bornes que l'honneur autant que la raison imposent à la reconnaissance nationale. Si ce citoyen a restauré la liberté publique, s'il a opéré le salut de son pays, sera-ce une récompense à lui offrir que le sacrifice de cette même liberté ? Ne serait-ce pas anéantir son propre ouvrage que de faire de ce pays son patrimoine particulier ?

« Du moment qu'il fut proposé au peuple français de voter sur la question du consulat à vie, chacun put aisément préjuger une arrière-pensée et prévoir un but ultérieur. En effet, on vit se succéder rapidement une foule d'institutions monarchiques ; mais, à chacune d'elles, on s'empressa de rassurer les esprits inquiets sur le sort de la liberté, en leur protestant que ces institutions n'étaient imaginées qu'afin de lui procurer la plus haute protection qu'on pût désirer pour elle.

« Aujourd'hui se découvre enfin d'une manière positive le terme de tant de mesures préliminaires; nous sommes appelés à nous prononcer sur la proposition formelle de rétablir le système monarchique et de conférer la dignité impériale et héréditaire au premier consul.

« Je votai dans le temps contre le consulat à vie, je voterai de même contre le rétablissement de la monarchie, comme je pense que ma qualité de tribun m'oblige à le faire....

« Je ne me jetterai pas dans la discussion de la préférence que peut mériter en général tel ou tel système de gouvernement sur tel ou tel autre..... Je me bornerai à examiner le cas particulier où les circonstances nous ont placés.

« Tous les arguments faits jusqu'à ce jour sur le rétablissement de la monarchie en France se réduisent à dire que sans elle il ne peut exister aucun moyen d'assurer la stabilité du gouvernement et la tranquillité publique, d'échapper aux discordes intestines, de se réunir contre les ennemis du dehors ; qu'on a vainement essayé le système républicain de toutes les manières possibles ; qu'il n'est résulté de tant d'efforts que l'anarchie, une révolution prolongée ou sans cesse renaissante, la crainte perpétuelle de nouveaux désordres, et par suite un

1804—an XIII France. désir universel et profond de voir rétablir l'antique gouvernement héréditaire, en changeant seulement la dynastie : c'est à cela qu'il faut répondre.

« J'observerai d'abord que le gouvernement d'un seul n'est rien moins qu'un gage assuré de stabilité et de tranquillité. La durée de l'empire romain ne fut pas plus longue que ne l'avait été celle de la république ; les troubles intérieurs y furent encore plus grands, les ruines plus multipliées : la fierté républicaine, l'héroïsme, les vertus mâles, y furent remplacées par l'orgueil le plus ridicule, la plus vile adulation, la cupidité la plus effrénée, l'insouciance la plus absolue sur la prospérité nationale. A quoi eût remédié l'hérédité du trône ? Ne fut-il pas regardé, par le fait, comme l'héritage légitime de la maison d'Auguste ? Un Domitien ne fut-il pas le fils d'un Vespasien, un Caligula le fils de Germanicus, un Commode le fils de Marc-Aurèle ?

« En France, à la vérité, la dernière dynastie s'est soutenue pendant huit cents ans ; mais le peuple fut-il moins tourmenté ? Que de dissensions intestines, que de guerres entreprises au dehors pour des prétentions, des droits de succession que faisaient naître les alliances de cette dynastie avec les puissances étrangères ! Du moment qu'une nation entière épouse les intérêts d'une famille, elle est obligée d'intervenir dans une multitude d'événements qui, sans cela, lui seraient de la plus parfaite indifférence.

« Nous n'avons pu établir parmi nous le régime républicain, quoique nous l'ayons essayé sous diverses formes plus ou moins démocratiques ; mais il faut observer que de toutes les constitutions qui ont été successivement éprouvées sans succès, il n'en est aucune qui ne fût née au milieu des factions et qui ne fût l'ouvrage de circonstances aussi impérieuses que fugitives : voilà pourquoi toutes ont été vicieuses. Mais, depuis le 18 brumaire, il s'est trouvé une époque, unique peut-être dans les annales du monde, pour méditer à l'abri des orages, pour fonder la liberté sur des bases solides avouées par l'expérience et la raison. Après la paix d'Amiens, Bonaparte a pu choisir entre le système républicain et le système monarchique : il eût fait tout ce qu'il eût voulu, il n'eût pas rencontré la plus légère opposition.

« Le dépôt de la liberté lui était confié, il avait juré de la défendre : en tenant sa promesse, il eût rempli l'attente de la nation, qui l'avait jugé seul capable de résoudre le grand problème de la liberté publique dans les vastes États ; il se fût couvert d'une gloire incomparable.... Au lieu de cela, que fait-on aujourd'hui ? On propose de lui faire une propriété absolue et héréditaire d'un pouvoir dont il n'a reçu que l'administration. Est-ce l'intérêt bien entendu du premier consul lui-même ? Je ne le crois pas.

« Il est très-vrai qu'avant le 18 brumaire l'État tombait en dissolution, et que le pouvoir absolu l'a tiré des bords de l'abîme ; mais que conclure de là ? Ce que tout le monde sait : que les corps politiques sont sujets à des maladies qu'on ne saurait guérir que par des remèdes violents ; qu'une dictature momentanée est quelquefois nécessaire pour sauver la liberté. Les Romains, qui en étaient si jaloux, avaient pourtant reconnu la nécessité de ce pouvoir suprême par intervalles. Mais parce qu'un remède violent a sauvé un malade, doit-on lui administrer chaque jour un remède pareil ? Les Fabius, les Cincinnatus, les Camille, sauvèrent la liberté romaine par le pouvoir absolu ; mais c'est parce qu'ils se dessaisirent de ce pouvoir aussitôt qu'ils le purent : ils l'auraient tuée par le fait même s'ils l'eussent gardé. Jules César fut le premier qui voulut le conserver, il en fut la victime ; mais la liberté fut anéantie pour jamais. Ainsi, tout ce qui a été dit jusqu'à ce jour sur le pouvoir absolu prouve seulement la nécessité d'une dictature momentanée dans les crises de l'État, mais non celle d'un pouvoir permanent et inamovible.

« Ce n'est point par la nature de leur gouvernement que les grandes républiques manquent de stabilité, c'est parce qu'elles sont improvisées au milieu des tempêtes : c'est toujours l'exaltation qui préside à leur établissement. Une seule fut l'ouvrage de la philosophie. Organisée dans le calme, cette république subsiste pleine de sagesse et de vigueur ; ce sont les États-Unis de l'Amérique septentrionale qui offrent ce phénomène, et chaque jour leur prospérité reçoit des accroissements qui étonnent les autres nations. Ainsi il était réservé au nouveau monde d'apprendre à l'ancien qu'on peut subsister paisible-

1804—an XIII
France.

ment sous le régime de la liberté et de l'égalité civile. Oui, j'ose poser en principe que lorsqu'on peut établir un nouvel ordre de choses sans avoir à redouter l'influence des factions, comme a pu le faire le premier consul, principalement après la paix d'Amiens, comme il pourrait le faire encore, il est moins difficile de former une république sans anarchie qu'une monarchie sans despotisme ; car, comment concevoir une législation qui ne soit point illusoire, dans un gouvernement dont le chef a toute la force exécutive entre les mains et toutes les places à donner? On a parlé d'institutions que l'on dit propres à produire cet effet; mais, avant de proposer l'établissement du monarque, n'aurait-on pas dû l'assurer préalablement, et montrer à ceux qui doivent voter sur la question que de pareilles institutions sont dans l'ordre des choses possibles, que ce ne sont pas de ces abstractions métaphysiques qu'on reproche sans cesse au système contraire? Jusqu'ici on n'a rien inventé pour tempérer le pouvoir suprême, que ce qu'on nomme des corps intermédiaires ou privilégiés. Serait-ce d'une nouvelle noblesse qu'on voudrait parler par ce mot d'*institutions?* le remède n'est-il pas pire que le mal? car le pouvoir absolu n'ôte que la liberté, au lieu que l'institution des corps privilégiés ôte tout à la fois et la liberté et l'égalité; et quand même, dans les premiers temps, les grandes dignités ne seraient que personnelles, on sait assez qu'elles finiraient toujours, comme les grands fiefs d'autrefois, par devenir héréditaires....

« A ces principes généraux j'ajouterai quelques observations particulières. Je suppose que tous les Français donnent leur assentiment à la mesure proposée; mais sera-ce bien le vœu libre des Français que celui qui résultera du registre où chacun est obligé de signer individuellement son vote? Qui ne sait quelle est en pareil cas l'influence de l'autorité qui préside? De toutes les parties de la France éclate, dit-on, le désir des citoyens pour le rétablissement d'une monarchie héréditaire; mais n'est-on pas fondé à regarder comme factice une opinion concentrée presque exclusivement jusqu'ici parmi les fonctionnaires publics, lorsqu'on sait les inconvénients qu'il y aurait à manifester une opinion contraire, lorsqu'on sait *que la liberté de la presse est tellement anéantie qu'il n'est pas pos-*

sible de faire insérer dans un journal quelconque la réclamation la plus respectueuse et la plus modérée?.... 1804—an XIII France.

« Espère-t-on, en élevant une nouvelle dynastie, hâter l'heureuse époque de la paix générale? Ne sera-ce pas plutôt un nouvel obstacle? A-t-on commencé par s'assurer que les autres grandes puissances de l'Europe adhéreront à ce nouveau titre? et si elles n'y adhèrent pas, prendra-t-on les armes pour les y contraindre? ou, après avoir rabaissé le titre de consul au-dessous de celui d'empereur, se contentera-t-on d'être consul pour les puissances étrangères, tandis qu'on sera empereur pour les Français; et compromettra-t-on, pour un vain titre, la sécurité et la prospérité de la nation entière?

« Il paraît donc infiniment douteux que le nouvel ordre de choses puisse offrir plus de stabilité que l'état présent. Il n'est pour le gouvernement qu'une seule manière de se consolider, c'est d'être juste; c'est que la faveur ne l'emporte pas auprès de lui sur les services; qu'il y ait une garantie contre les dépravations et l'imposture.....

« La liberté fut-elle donc montrée à l'homme pour qu'il ne pût jamais en jouir? Fut-elle sans cesse offerte à ses vœux comme un fruit auquel il ne peut porter la main sans être frappé de mort? Ainsi la nature, qui nous a fait de cette liberté un besoin si pressant, aurait voulu nous traiter en marâtre? Non, je ne puis consentir à regarder ce bien si universellement préféré à tous les autres, sans lequel tous les autres ne sont rien, comme une simple illusion; mon cœur me dit que la liberté est possible, que le régime en est facile et plus stable qu'aucun gouvernement arbitraire, qu'aucune oligarchie.

« Cependant.... toujours prêt à sacrifier mes plus chères affections aux intérêts de la commune patrie, je me contenterai d'avoir fait entendre encore cette fois l'accent d'une âme libre, et mon respect pour la loi sera d'autant plus assuré, qu'il est le fruit de longs malheurs et de cette raison qui nous commande impérieusement aujourd'hui de nous réunir en faisceau contre l'ennemi implacable des uns comme des autres, contre cet ennemi toujours prêt à fomenter des discordes, et pour qui tous les moyens sont légitimes, pourvu qu'il parvienne à son but d'oppression universelle et de domination sur toute l'étendue des mers.

1804—an XIII
France.

« Je vote contre la proposition. »

Le discours de Carnot, prophétisant le despotisme qui allait être le résultat infaillible de la mesure proposée, ne servit qu'à rendre plus fougueux encore l'enthousiasme dont le plus grand nombre des tribuns paraissait animé pour le rétablissement du pouvoir monarchique. Dans la séance où le tribun Jard-Panvilliers, orateur de la commission nommée pour examiner la proposition de Curée, fit son rapport, le tribunat émit, par acclamation, le vœu suivant :

« Considérant qu'à l'époque de la révolution, où la volonté nationale put se manifester avec le plus de liberté, le vœu général se prononça pour l'unité individuelle dans le pouvoir suprême et pour l'hérédité de ce pouvoir ;

« Que la famille des Bourbons ayant, par sa conduite, rendu le gouvernement héréditaire odieux au peuple, en fit oublier les avantages, et força la nation à chercher une destinée plus heureuse dans le gouvernement démocratique ;

« Que la France, ayant éprouvé les divers modes de ce gouvernement, ne recueillit de ces essais que le fléau de l'anarchie ;

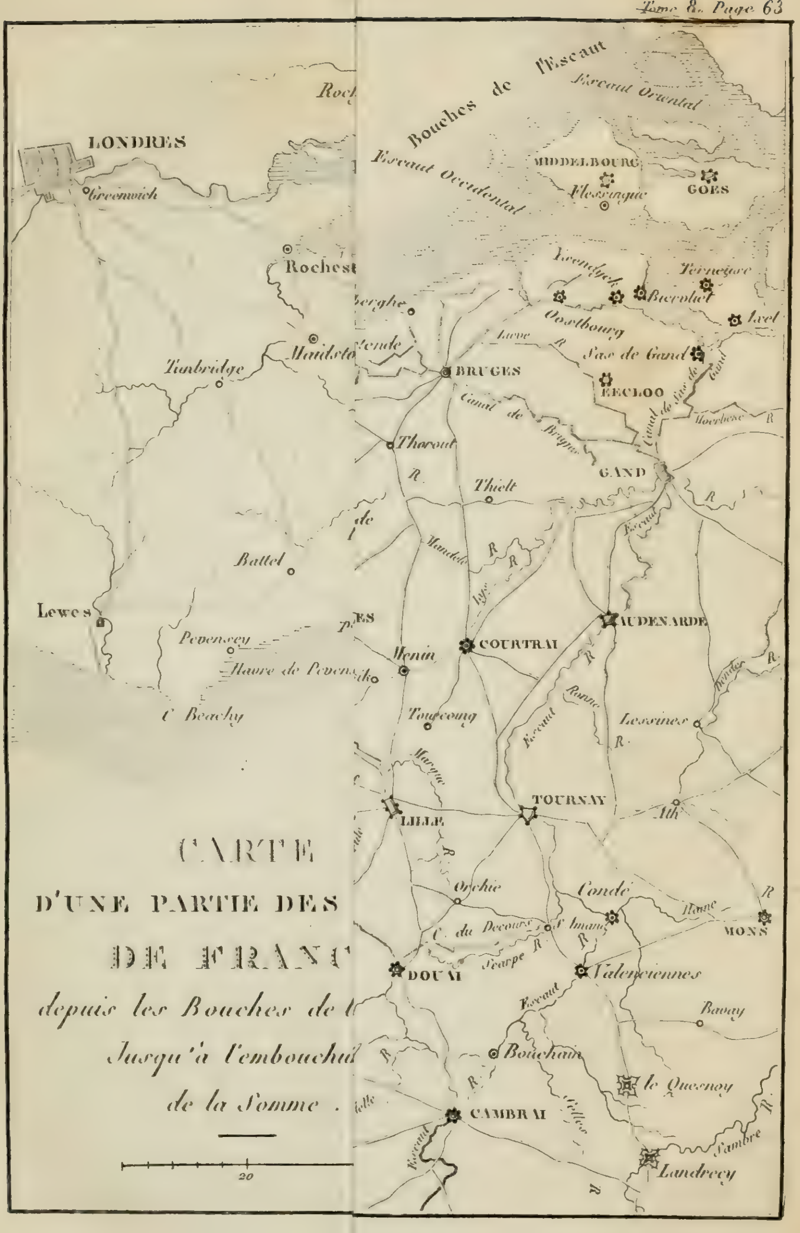
« Que l'Etat était dans le plus grand péril lorsque Bonaparte, ramené par la Providence, parut tout à coup pour le sauver ;

« Que, sous le gouvernement d'un seul, la France a recouvré au dedans la tranquillité et acquis au dehors le plus haut degré de considération et de gloire ;

« Que les complots formés par la maison de Bourbon, de concert avec un ministère implacable ennemi de la France, l'ont avertie du danger qui la menace, si, venant à perdre Bonaparte, elle restait exposée aux agitations inséparables d'une élection ;

« Que le consulat à vie, et le droit accordé au premier consul de désigner son successeur, ne sont pas suffisants pour prévenir les intrigues intérieures et étrangères qui ne manqueraient pas de se former lors de la vacance de la magistrature suprême ;

« Qu'en déclarant l'hérédité de cette magistrature, on se conforme à la fois à l'exemple des grands États anciens et modernes et au premier vœu que la nation exprima en 1789 ;



CARTE

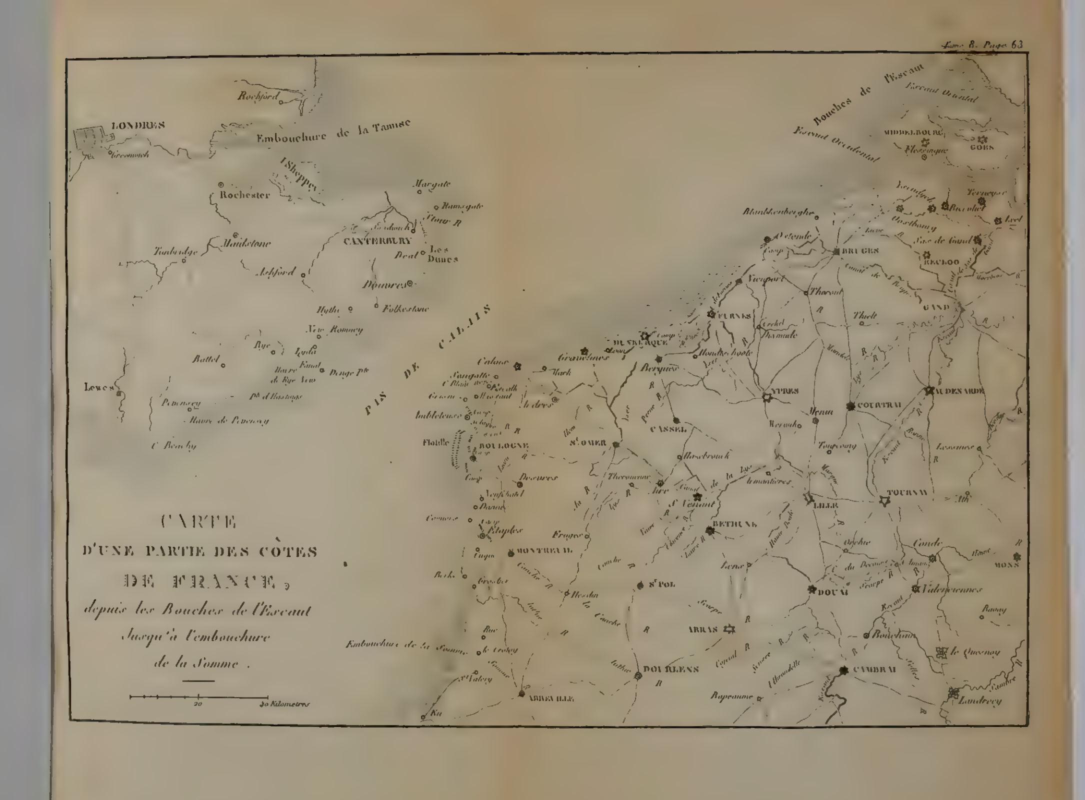
D'UNE PARTIE DES

DE FRANC

depuis les Bouches de l

Jusqu'à l'embouchu

de la Somme.


CARTE
D'UNE PARTIE DES CÔTES
DE FRANCE,
depuis les Bouches de l'Escaut
jusqu'à l'embouchure
de la Somme.
20
30 Kilometres
LONDRES
Embouchure de la Tamise
Rochester
Margate
Ramsgate
CANTERBURY
Deal
Les Dunes
Douvres
Folkestone
Hythe
New Romney
Rye
Lewes
Bouches de l'Escaut
MIDDELBOURG
GOES
Flessingue
PAS DE CALAIS
Calais
Gravelines
DUNKERQUE
Bergues
Nieuport
Ostende
BRUGES
GAND
YPRES
COURTRAI
AUDENARDE
Ambleteuse
BOULOGNE
S.t OMER
CASSEL
Ardres
Flotille
Etaples
MONTREUIL
Aire
S.t Venant
BETHUNE
LILLE
TOURNAY
Ath
MONS
Condé
Valenciennes
DOUAI
S.t POL
ARRAS
DOULLENS
ABBEVILLE
CAMBRAI
Bouchain
Landrecy
Le Quesnoy
Bapaume
Embouchure de la Somme
S.t Valery
Eu

Qu'éclairée par l'expérience, elle revient à ce vœu plus fortement que jamais, et le fait éclater de toutes parts; 1804 — an XIII France.

« Qu'on a toujours vu, dans toutes les révolutions politiques, les peuples placer le pouvoir suprême dans la famille de ceux auxquels ils devaient leur salut;

« Que quand la France réclame, pour sa sûreté, un chef héréditaire, sa reconnaissance et son affection appellent Bonaparte;

« Que la France conservera tous les avantages de la révolution par le choix d'une dynastie aussi intéressée à la maintenir que l'ancienne le serait à la détruire;

« Que la France doit attendre de la famille Bonaparte, plus que d'aucune autre, le maintien des droits et de la liberté du peuple qui la choisit, et toutes les institutions propres à les garantir;

« Qu'enfin il n'est point de titre plus convenable à la gloire de Bonaparte et à la dignité du chef suprême de la nation française que le titre d'EMPEREUR;

« Le tribunat, exerçant le droit qui lui est attribué par l'article 29 de la constitution, émet le vœu :

« 1° Que Napoléon Bonaparte, premier consul, soit proclamé empereur des Français, et, en cette qualité, chargé du gouvernement de la république française;

« 2° Que le titre d'empereur et le pouvoir impérial soient héréditaires dans sa famille, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture;

« 3° Qu'en faisant dans l'organisation des autorités constituées les modifications que pourra exiger l'établissement du pouvoir héréditaire, l'égalité, la liberté, les droits du peuple soient conservés dans leur intégrité.

« Le présent vœu sera présenté au sénat par six orateurs, qui demeurent chargés d'exposer le vœu du tribunat. »

Mais ce vœu du tribunat avait déjà été prévenu et comme préparé par un souhait dans le même sens formé par le sénat, et consigné dans une adresse, qui fut présentée au consul le 27 mars, à l'occasion de la conspiration de Georges, et qui ne fut publiée qu'un mois après, lorsque la discussion du tribunat fut connue. L'adresse du sénat offrait ce passage remarquable : « Vous fondez une ère nouvelle, disait-il à Bonaparte, vous devez

1804—an XIII France. l'éterniser; l'éclat n'est rien sans la durée...... Vous êtes pressé par le temps, par les événements, par les conspirateurs, *par les ambitieux;* vous l'êtes dans un autre sens par une inquiétude qui tourmente tous les Français; vous pouvez enchaîner le temps, maîtriser les événements, mettre un frein aux conspirateurs, désarmer les ambitieux, tranquilliser la France entière, en lui donnant des institutions qui cimentent votre édifice et prolongent pour les enfants ce que vous fîtes pour les pères. *Citoyen* premier consul, soyez bien persuadé que le sénat vous parle ici au nom de *tous les citoyens.* Tous vous admirent et vous aiment; mais il n'en est aucun qui ne songe souvent avec anxiété à ce que deviendrait le vaisseau de la république s'il avait le malheur de perdre son pilote avant d'avoir été fixé sur des ancres inébranlables. Dans les villes, dans les campagnes, si vous pouviez interroger tous les Français l'un après l'autre, il n'y en a aucun qui ne vous dît ainsi que nous : *Grand homme! achevez votre ouvrage, en le rendant immortel comme votre gloire. Vous nous avez tirés du chaos du passé, vous nous faites bénir les bienfaits du présent, garantissez-nous de l'avenir.....* »

Bonaparte ne crut devoir répondre ostensiblement à cette adresse que lorsque la discussion élevée dans le sein du tribunat aurait déjà préparé la France au nouvel ordre de choses. Dans sa réponse, qui parut en même temps que l'adresse, Bonaparte donnait assez à entendre qu'il ne s'était point mépris sur les phrases ambiguës du sénat conservateur. « Vous avez jugé, disait-il, l'hérédité de la suprême magistrature nécessaire pour mettre le peuple français à l'abri des complots de ses ennemis et des agitations qui naîtraient d'ambitions rivales... N'oublions pas cette grande vérité qui nous a toujours guidés : que la souveraineté réside dans le peuple français, en ce sens que tout, tout sans exception, doit être fait pour son intérêt, pour son bonheur et pour sa gloire. » Après avoir assuré que le peuple français n'avait rien à ajouter aux honneurs et à la gloire dont il l'avait environné, Bonaparte rappelait au sénat qu'il n'avait jamais rien entrepris sans s'être éclairé de ses conseils, et finissait par dire qu'avant de prendre une détermination définitive, il voulait encore connaître la *pensée du sénat tout entière.*

1804—an XIII
France.

Le sénat ne tarda point à manifester cette pensée : le 4 mai, il adopta, à l'unanimité des suffrages, une nouvelle adresse en réponse au message du premier consul, dans laquelle il affirmait que le bonheur de la France et le besoin de donner de la stabilité aux institutions qu'elle devait à la révolution exigeaient l'établissement de la dignité impériale héréditaire dans la personne et la famille de Bonaparte, et qu'il était du devoir de celui-ci d'accepter un titre qui, s'il n'ajoutait rien à sa gloire, au moins lui donnerait les moyens de se rendre plus utile encore à sa patrie.

Lorsque le sénat et le tribunat préparaient ainsi l'établissement du pouvoir impérial, le corps législatif n'était pas encore assemblé. Toutefois, la plupart des membres qui le composaient et qui se trouvaient à Paris ne restèrent point spectateurs passifs dans cette mémorable circonstance. Cette chambre avait alors pour président un homme qui s'est acquis depuis une réputation méritée dans l'art d'encenser la puissance et de la seconder dans tous ses envahissements. Le poëte Fontanes, connu avant le consulat par quelques productions qui décelaient moins un homme d'État qu'un littérateur assez distingué, avait été choisi par Bonaparte comme celui qui convenait le mieux à la tête d'un conseil de muets, tel qu'était le corps législatif de France. Jaloux sans doute de se voir prévenu par les autres chambres, *l'orateur*[1] de ce corps convoqua tous les membres présents dans la capitale, les réunit dans la salle des séances de la questure, et leur fit signer, le 10 mai, une adresse, dans laquelle ils déclaraient qu'en une occasion aussi importante, et lorsqu'il s'agissait des plus grands intérêts du peuple français, ils croyaient devoir à l'honorable mission qu'ils avaient reçue de leurs concitoyens la manifestation solennelle de leurs principes et de leurs sentiments ; que, regrettant de ne pouvoir les proclamer à la tribune de la chambre, ils désiraient au moins en consigner l'expression individuelle dans un acte authentique ; qu'ils exprimaient en conséquence le vœu formel que Napoléon Bonaparte, premier consul, fût proclamé empereur, etc.

[1] On sait qu'en Angleterre cette dénomination, dans le parlement, équivaut à celle de président.

1804—an XIII
France.

Les nombreux discours des membres du tribunat, imprimés et distribués avec profusion, les messages au sénat et les réponses de celui-ci, l'adresse du corps législatif, ayant ainsi préparé les voies, on songea à procéder au dénoûment du grand drame de la revolution. La proposition du tribunat, solennellement communiquée au sénat, fut adoptée à l'unanimité dans une séance extraordinaire, tenue sous la présidence du second consul Cambacérès, et le même jour on décréta un sénatus-consulte organique, destiné à fixer les formes du nouveau gouvernement qu'on venait de proclamer [1].

L'acte constitutionnel que venait de dresser le sénat fut présenté le même jour à Bonaparte, dans le château de Saint-Cloud, par le sénat en corps. Le consul Cambacérès, portant la parole

[1] Il renfermait seize titres : le premier déférait le titre d'empereur des Français à Bonaparte premier consul, et ordonnait que la justice se rendrait en son nom par des officiers institués par lui ; le deuxième traitait de l'hérédité de l'empire dans la descendance de l'empereur, à l'exception des filles ; le troisième, des prérogatives de la famille impériale ; le quatrième, des régences ; le cinquième, des grandes dignités de l'empire : elles étaient au nombre de six, savoir : le grand électeur, l'archichancelier de l'empire, l'archichancelier d'État, l'architrésorier, le connétable et le grand amiral ; le sixième titre traitait des grands officiers, tels que les maréchaux, dont le nombre ne pouvait être que de seize (mais les sénateurs maréchaux n'y étaient point compris), huit inspecteurs et colonels généraux de l'artillerie, du génie, des troupes à cheval, de la marine ; le septième, des serments à prêter par l'empereur, par le régent, par les grands dignitaires, etc. Le serment de l'empereur était ainsi conçu : « Je jure de maintenir l'intégrité du territoire de la république ; de respecter et faire respecter les lois du concordat et la liberté des cultes ; de respecter et faire respecter l'égalité des droits, la liberté politique ou civile, l'irrévocabilité des ventes des biens nationaux ; de ne lever aucun impôt, de n'établir aucune taxe qu'en vertu de la loi ; de maintenir l'institution de la Légion d'honneur ; de gouverner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français. » Les autres titres de ce sénatus-consulte déterminaient les attributions du sénat, du conseil d'État, du corps législatif, du tribunat, des colléges électoraux, de la haute cour impériale, de l'ordre judiciaire et de la promulgation des lois. Un titre additionnel statuait qu'on soumettrait à l'acceptation du peuple la proposition suivante : « Le peuple veut l'hérédité de la dignité impériale dans la descendance directe, naturelle, légitime et adoptive de Napoléon Bonaparte, et dans la descendance directe, naturelle et légitime de Joseph Bonaparte et de Louis Bonaparte, ainsi qu'il est réglé par le sénatus-consulte de ce jour. »

comme président, fut le premier qui salua son collègue du titre *d'empereur des Français*. 1804—an XIII France.

Le soir même de ce jour mémorable (le 18 mai), Napoléon nomma plusieurs des grands dignitaires, et, le lendemain, les maréchaux de l'empire. Joseph Bonaparte fut grand électeur; Louis Bonaparte, connétable; le consul Cambacérès, archichancelier; le consul Lebrun, architrésorier. Les maréchaux nommés étaient Berthier, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augereau, Bernadotte, Soult, Brune, Lannes, Mortier, Ney, Davoust et Bessières. Quatre sénateurs furent honorés du même titre : Kellermann, Lefebvre, Pérignon et Serrurier.

Napoléon, sans attendre le résultat des votes sur l'hérédité, se fit reconnaître comme empereur dans toute l'étendue de la république, et reçut en cette qualité le serment de tous les fonctionnaires publics. L'éclat des fêtes qui furent célébrées à cette occasion en imposa à la multitude, à laquelle on ne cessait de répéter que le nouvel ordre de choses mettait désormais la France à l'abri de tout bouleversement; que la révolution était enfin terminée, et que tous les genres de prospérité allaient renaître.

Cependant le légitime prétendant à la couronne, le frère de l'infortuné roi Louis XVI, Louis XVIII, vivait alors retiré à Varsovie. Aussitôt qu'il eut connaissance de ce qui se passait en France, il fit paraître, le 6 juin, une protestation ainsi conçue :

« En prenant le titre d'empereur, en voulant le rendre héréditaire dans sa famille, Bonaparte met le sceau à son usurpation. Ce nouvel acte d'une révolution où tout, dès l'origine, a été nul, ne saurait sans doute infirmer mes droits; mais, comptable de ma conduite à tous les souverains, dont les droits ne sont pas moins lésés que les miens et dont les trônes sont tous ébranlés par les principes dangereux que le sénat de Paris a osé mettre en avant; comptable à la France, à ma famille, à mon propre honneur, je croirais trahir la cause commune en gardant le silence dans cette occasion. Je déclare donc, en présence de tous les souverains, que, loin de reconnaître le titre impérial que Bonaparte vient de se faire déférer par un corps qui n'a pas même d'existence légitime en France, je proteste contre ce titre et contre tous les actes subséquents auxquels il pourrait donner

1804 - an XIII France. lieu. » Cette protestation, qui fut à peine connue en France n'y produisit aucun effet.

Le résultat des votes sur la question présentée au peuple français fut proclamé par un sénatus-consulte, le 6 novembre 1804. Il était tel qu'on devait s'y attendre, c'est-à-dire approbatif. D'après le relevé publié à cette époque, trois millons cinq cent soixante-douze mille trois cent vingt-neuf citoyens avaient voté pour que la dignité impériale fût héréditaire, et deux mille cinq cent soixante-neuf pour l'avis contraire. En conséquence, le sénat reconnut le principe de l'hérédité comme base fondamentale de l'État.

Le nouvel empereur connaissait, par l'expérience des temps passés, l'appui que prête au trône une religion dominante. Il chercha donc à faire sanctionner par la religion romaine, dont il était le restaurateur en France, les droits qu'il tenait de la nation, et il résolut de reproduire aux yeux du peuple cette cérémonie du sacre, pratiquée pour les rois ses prédécesseurs, et qu'il croyait propre à exercer une haute influence sur l'esprit du vulgaire; mais ce fut à la manière du souverain qui, comme lui, avait porté le titre d'empereur, du fils de Pépin, de Charlemagne, en un mot, qu'il voulut recevoir l'onction sacrée des mains du suprême pontife du culte catholique. Avec plus de philosophie, et surtout plus de connaissance de l'état actuel des lumières, Napoléon se fût convaincu que cette cérémonie était illusoire pour lui; il eût reconnu le danger de ressusciter les prétentions toujours exagérées des ministres de la religion; il eût ambitionné la gloire d'affranchir la France et les souverains de la dépendance ultramontaine, source de tant de troubles et de malheurs en Europe, dans les siècles précédents. Puisqu'il était l'élu de la nation, Napoléon, au commencement du dix-neuvième siècle, eût dû démontrer au monde que l'intervention d'un pontife n'ajoute rien aux droits des princes ni aux obligations des peuples. La raison publique, l'intérêt général réclamaient cette innovation : Napoléon, en relevant le trône, s'en fût montré peut-être plus digne, s'il eût eu le courage de le rendre à sa destination véritable, imprescriptible, celle de protéger les peuples contre les invasions des ambitieux et des méchants. Il devait s'écarter du sentier suivi par le com-

mun des princes, et chercher son appui dans l'amour de la 1804—an XIII France.
nation, dans l'estime des contemporains, dans le respect des peuples voisins, et surtout dans cette confiance généreuse qu'obtient la supériorité, toutes les fois qu'elle ne veut être que défensive pour elle-même et protectrice pour les autres. Puisque Napoléon empereur se dirigeait sur des errements anciens, que n'essayait-il, à l'imitation de Henri VIII, de créer dans l'État une religion nationale, indépendante de toute influence étrangère? Il n'eût peut-être pas rencontré, depuis, les obstacles qui ont embarrassé sa carrière; il n'eût pas vu se déclarer contre lui ceux qui ne lui avaient prêté leur appui que dans l'espoir d'être protégés à leur tour : le chef de l'Église romaine n'eût pas donné le premier à l'Europe l'exemple de la résistance au joug de l'oppression impériale.

D'après les antiques usages de la cour de Rome, le seul souverain auquel le pape dût conférer l'onction royale était l'empereur d'Allemagne, en sa qualité de roi des Romains, de représentant des Césars, de successeur de Charlemagne. Les princes revêtus de ce titre s'étaient toujours soumis à venir recevoir dans la basilique de Saint-Pierre ce témoignage de la bienveillance du serviteur des serviteurs de Dieu. Quelles raisons purent donc déterminer Pie VII à s'écarter d'une règle jusqu'alors invariable et à entreprendre un voyage de cinq cents lieues, dans la saison la plus rigoureuse, pour légitimer les droits d'un soldat qui venait de placer sur sa tête le diadème impérial? On a dit qu'il existait d'étroites liaisons entre le pontife et le guerrier avant que l'un portât la tiare et que l'autre s'emparât du sceptre. On a ajouté que le modeste évêque d'Imola devait à ces liaisons la remise des clefs de saint Pierre entre ses mains : s'il faut ajouter foi à ces récits, ce serait donc la reconnaissance qui aurait entraîné Pie VII dans cette singulière démarche. Selon d'autres versions, Bonaparte, consul, aurait imposé cette condition expresse au successeur de Pie VI en le mettant en possession des États laissés à l'Église romaine par le traité de Tolentino.

Quoi qu'il en soit, le pape partit de Rome le 3 novembre, accompagné de quatre cardinaux, de deux archevêques et d'une suite nombreuse. La marche du souverain pontife en

1804 - an XIII France. Italie et en France fut signalée par les hommages des fidèles au chef de la religion apostolique : Napoléon avait donné des ordres pour que, sur tout son passage, on rendît à Pie VII les honneurs dus à sa dignité et au ministère dont il allait s'acquitter à Paris. Le pape, parvenu à Fontainebleau le 25 novembre, rencontra, au lieu dit *la Croix de Saint-Hérens,* l'empereur des Français qui s'était porté au-devant de lui avec un brillant cortége, et il arriva le 29 à Paris, où l'empereur lui avait fait préparer un appartement dans le palais des Tuileries.

Napoléon avait convoqué dans la capitale des députations de toutes les autorités administratives et judiciaires, de toutes les gardes nationales de l'empire, de tous les corps militaires, les présidents des arrondissements de chaque préfecture, les maires des principales villes, etc. Indépendamment de ce surcroît de population, Paris vit accourir dans ses murs une multitude de curieux, empressés d'assister à une solennité dont la renommée exagérait encore la splendeur; les étrangers eux-mêmes vinrent pour admirer le complément de la fortune la plus extraordinaire du siècle. La cérémonie du sacre eut lieu le 2 décembre, et les fêtes données à cette occasion furent au-dessus de ce que l'imagination avait pu se figurer. Le ciel, qui parut tant de fois si favorable aux desseins du souverain de la France, contribua à l'éclat de cette journée. La neige était tombée, la veille, sans interruption ; mais, le 2 décembre, le soleil se leva radieux pour éclairer cette imposante solennité.

C'est à travers un concours immense de spectateurs de tout âge, au milieu du cortége le plus imposant, que le pape, Napoléon, et Joséphine son épouse, se rendirent à l'église métropolitaine de Notre-Dame, où devait s'effectuer la double cérémonie du sacre et du couronnement. Pie VII officia pontificalement et avec toute la pompe de l'Église romaine. Le nouvel empereur avait fait présent à la cathédrale de vases sacrés en vermeil et enrichis de diamants, d'ornements magnifiques, et généralement de tous les objets nécessaires au service divin [1]. Napoléon et Joséphine furent oints de l'huile sainte sur le front

[1] Tous ces objets précieux forment encore aujourd'hui le trésor du chapitre de Notre-Dame.

et sur les deux mains. En attendant que les prières du sacre fussent achevées, l'empereur et l'impératrice furent s'asseoir sur leur trône, d'où ils s'avancèrent une seconde fois vers l'autel pour la cérémonie du couronnement. Immédiatement après que le pape eut béni les deux couronnes, Napoléon saisit brusquement celle qui lui était destinée, et se la plaça lui-même sur la tête, comme pour donner à entendre qu'il ne la tenait que de Dieu et de son épée : Charlemagne, moins hardi, avait reçu la sienne des mains du pape ; mais Napoléon ne se piqua point d'imiter en cela la conduite de son modèle. Il prit ensuite l'autre couronne et la posa sur le front de l'impératrice, qui était restée à genoux au pied de l'autel.

1804—an XIII
France.

Quand l'office divin fut achevé, l'empereur, assis, la couronne sur la tête, et la main sur le livre de l'Evangile, que tenait le grand maître des cérémonies de Ségur, prononça, devant les trois présidents du sénat, du corps législatif et du tribunat, le serment dont nous avons rapporté la formule en parlant de l'acte constitutionnel de l'empire. Après quoi, le chef des hérauts d'armes s'écria d'une voix forte et élevée : « Le très-glorieux et très-auguste empereur Napoléon, empereur des Français, est couronné et intronisé : vive l'empereur ! » Les voûtes de la basilique de Notre-Dame retentirent au même instant des cris répétés de *vive l'empereur ! vive l'impératrice !* Les deux époux sortirent ensuite de l'église, au bruit des mêmes acclamations, dans le même ordre et avec le même cérémonial qu'ils y étaient entrés.

La journée du 5 décembre fut consacrée à la distribution des nouvelles enseignes qui devaient conduire les guerriers de l'empire à la victoire. Cette céremonie eut lieu dans le Champ de Mars, vaste enceinte, dont le souvenir se rattache aux époques les plus mémorables de la révolution. Dans une immense tribune élevée à la hauteur des appartements du palais de l'Ecole militaire, était placé le trône de l'empereur, et, à droite et à gauche, des banquettes pour les trois corps de l'État et les personnages les plus distingués de l'empire. Des députations des différents corps de l'armée, de la marine et de la garde nationale occupaient l'intérieur du Champ de Mars, et une foule prodigieuse de spectateurs garnissait l'immense amphithéâtre qui borde ce

1804. an XIII. France. même intérieur. Au signal donné, toutes les colonnes de l'armée se mirent en mouvement et s'approchèrent du trône, au pied duquel se trouvaient les divers drapeaux et étendards surmontés d'un aigle et portés par des officiers et les présidents des colléges électoraux des départements. L'empereur, se levant alors, prononça avec énergie les paroles suivantes : « Soldats ! voilà vos drapeaux ; ces aigles vous serviront toujours de point de ralliement, et ils seront partout où votre empereur les jugera nécessaires pour la défense de son trône et de son peuple !

« Vous jurez de sacrifier vos vies pour les défendre, et de les maintenir constamment, par votre courage, sur le chemin de la victoire : vous le jurez ? — Nous le jurons ! » répétèrent, à la fois et par un cri unanime, les présidents des colléges et les officiers, en élevant en l'air les aigles qu'ils allaient remettre aux mains des braves. Après ce mouvement, qui se fit au milieu des applaudissements de la multitude environnant le Champ de Mars, il fut procédé à la distribution des nouvelles enseignes, et les guerriers français, en les recevant dans les différents groupes, les saluèrent par des acclamations redoublées. Pendant neuf années la victoire suivit constamment ces aigles impériales et ne les abandonna que lorsque les coalitions sans cesse formées avec l'or de l'Angleterre eurent enfin épuisé les ressources de la France, au moment où elle fut attaquée à la fois par toutes les armées de l'Europe réunies.

CHAPITRE II.

ANNÉE 1805.

Suite des préparatifs de descente en Angleterre; Napoléon au camp de Boulogne; il propose la paix au roi de la Grande-Bretagne, etc. — Napoléon se fait proclamer roi d'Italie. — Troisième coalition contre la France; l'Autriche ouvre la campagne par l'envahissement de la Bavière; l'armée française entre en Allemagne; combats de Wertingen, de Güntzburg, d'Elchingen, etc.; le général Mack capitule dans Ulm, etc. — Ouverture de la campagne en Italie; passage de l'Adige par l'armée française; combat de San-Michele; cinq mille Autrichiens mettent bas les armes sur les hauteurs de San-Leonardo; passages de la Piave, du Tagliamento, etc. — Suite des opérations militaires en Allemagne; combats de Lambach, d'Amstetten, de Diernstein, etc.; entrée de l'armée française à Vienne.

1805—an XIII février (ventôse). France.

Suite des préparatifs de descente en Angleterre; Napoléon au camp de Boulogne; il propose la paix au roi de la Grande-Bretagne, etc. — L'ivresse de l'ambition satisfaite, l'éclat de la pourpre impériale, l'encens des hommages serviles, les soins mêmes donnés aux affaires de l'intérieur, ne pouvaient point distraire Napoléon du grand but qui devait justifier en quelque sorte toutes les démarches personnelles auxquelles il s'était livré, et confondre l'intérêt de l'empereur dans ceux de la nation, dont il se proposait de venger encore une fois les injures et de rehausser la gloire. Du point élevé où il venait de se placer, ses regards embrassaient l'Europe entière; il observait l'effet produit par des événements qu'il avait préparés avec autant de bonheur que d'habileté; il comptait le nombre de ses amis et de ses ennemis; et, ramenant toutes ses pensées sur la puissance qui seule paraissait alors vouloir combattre à outrance pour lui disputer la domination européenne, il s'occupait plus que jamais d'une invasion destinée à terminer une longue rivalité, à renverser une usurpation maritime qui contre-balançait trop fortement celle que lui-même méditait sur le continent.

1803—an XIII
France.

Dès les premiers mois de l'année 1804, les côtes de France et particulièrement celles de la Manche étaient couvertes de soldats; les ports étaient encombrés de bâtiments destinés à la descente de ces troupes nombreuses sur le rivage de la Grande-Bretagne. La plus belle armée que l'Europe eût encore vue rassemblée était prête à entrer en campagne; tous les corps qui la composaient, partageant les vœux de leur empereur, attendaient impatiemment le signal de traverser l'étroit canal qui les séparait d'un sol dont ils regardaient la conquête comme assurée. Mais plus Napoléon désirait sortir vainqueur de la lutte où il allait s'engager, moins il se dissimulait la difficulté de l'entreprise : il reconnaissait la nécessité d'attendre que tous les apprêts en fussent terminés. Les diverses divisions de la flottille, rassemblées dans les ports, offraient, il est vrai, une apparence formidable; mais le nombre des bâtiments n'était pas encore assez considérable pour lancer d'un seul jet la masse de soldats destinée à opérer la descente. Ainsi donc, pendant que l'on activait la construction de nouveaux bateaux, Napoléon trompait l'impatience de ses troupes en les occupant à ces grandes évolutions qui tiennent le soldat en haleine, développent l'instruction des officiers et fortifient toutes les habitudes de la guerre.

Lorsque les premiers bateaux construits dans l'intérieur parurent à l'embouchure des rivières, les Anglais avaient d'abord méprisé ce nouveau moyen d'attaque; des caricatures, après avoir rassuré les oisifs de Londres, avaient passé le détroit pour venir égayer ceux des rives de la Seine. Mais bientôt la flottille de Boulogne inspira d'autres pensées, et les alarmes succédèrent à la sécurité : on craignit que les Français ne profitassent d'un moment favorable pour aborder la côte d'Angleterre. Une flotte britannique ayant paru dans la rade de Torbay dans un moment où elle n'était point attendue, et n'ayant point répondu d'abord aux signaux de la côte, la terreur et la consternation s'emparèrent des habitants sur ce point : le bruit de l'effrayante apparition des Français se propagea avec une extrême rapidité; les maisons furent abandonnées jusqu'à plus de vingt lieues dans les terres et les fiers Bretons se crurent à l'instant de passer sous le joug de la France victorieuse. Bien que l'erreur

fût promptement dissipée, les mesures les plus outrées, ordonnées à la hâte par les agents du gouvernement, furent adoptées avec un empressement qui démontrait d'une manière évidente l'idée que le peuple anglais se formait de ses agresseurs et le degré d'énergie patriotique dont il était lui-même susceptible. Le drapeau rouge devait être déployé sur toute l'étendue des côtes du Royaume-Uni, avec ordre de ne faire aucun quartier aux Français, attendu, disait-on, que le nombre des prisonniers venant à s'augmenter, ces *barbares*, quoique désarmés, pourraient compromettre la sûreté de l'État. On établit dans toutes les directions des signaux, au moyen desquels 50,000 hommes armés pussent être réunis en peu de temps sur le même point. Tous les chevaux, les voitures furent mis à la disposition du gouvernement. La levée en masse fut ordonnée, et, comme on manquait de fusils pour armer cette immense milice, on eut recours au moyen employé en France en 1793 : on distribua des piques et d'autres instruments offensifs; on décréta aussi une levée extraordinaire de 100,000 matelots; et la presse, cette odieuse mesure de recrutement, fut exercée avec une rigueur qui n'avait pas encore eu d'exemple; les côtes les plus menacées furent garnies d'une artillerie formidable; on construisit même, à grands frais, des écluses pour inonder tout le comté d'Essex; enfin, le gouvernement fit des dispositions pour qu'à la première nouvelle du débarquement des Français, on incendiât les forêts, les villages, les moyens de transport, on détruisît les chemins, les canaux, on démantelât les villes, on égorgeât tous les bestiaux qui ne pourraient pas être emmenés dans l'intérieur du pays. Les plus riches habitants de Douvres se réfugièrent à Cantorbéry, et des travaux de fortifications furent commencés autour de Londres. 1805—an XIII France.

Les dispositions connues de la population catholique de l'Irlande contribuaient encore à augmenter cette terreur panique des Anglais. Plusieurs tentatives venaient d'être renouvelées dans ce malheureux pays pour secouer le joug intolérable de la métropole, et l'on avait lieu de croire que les Irlandais n'attendaient que le moment de l'arrivée des Français pour se soulever en masse et offrir à ceux-ci des auxiliaires animés par la haine et le désir ardent de se venger de leurs oppresseurs. La

1805 – an XIII
France.
condition déjà si fâcheuse des catholiques d'Irlande fut encore aggravée, et les agents britanniques cherchèrent à se venger sur cette espèce d'*ilotes* de la peur que leur causait la France.

La Grande-Bretagne offrit, à cette époque, un spectacle extraordinaire aux yeux de l'Europe. Ce pays, naguère si confiant dans ses moyens de défense extérieure, n'était plus qu'un vaste camp, où tous les citoyens, devenus soldats par la crainte, s'effrayaient encore les uns les autres en se communiquant leurs appréhensions toujours croissantes : l'agriculture était négligée, les ateliers déserts ; les magasins encombrés ne s'ouvraient plus pour inonder le monde des produits de l'industrie nationale et de ceux arrachés aux deux Indes par l'injustice, la violence et le dol ; les spéculateurs, découragés, n'osaient point exposer leurs fonds pour exporter des marchandises qui n'avaient presque plus de débouchés ; la bourse de Londres, ce grand bazar des deux hémisphères, était l'écho où venaient se répéter les calamités publiques ; car chaque jour amenait l'annonce d'un nouveau désastre, et les corsaires des trois puissances alliées, la France, la Batavie et l'Espagne, ne s'étaient pas moins rendus redoutables aux Anglais en réalité que la flottille de Boulogne ne l'était en imagination. Les banqueroutes se multipliaient dans une progression qui suivait la marche du temps, d'autant plus fréquentes qu'on s'éloignait davantage de l'époque où la paix avait été rompue. Quelle occasion pour l'Europe, si elle avait voulu la mettre à profit ! La circonstance présente découvrait le côté faible de l'Angleterre et devait apprendre le secret de contraindre cette puissance usurpatrice à ne plus se jouer des droits des nations. Nul doute que la connaissance de l'état de malaise où se trouvait alors l'Angleterre, ainsi menacée par la France, l'Espagne et la Hollande, et des pertes que la fermeture des ports lui faisait éprouver, n'ait affermi Napoléon dans son projet de blocus continental qu'il suivit par la suite avec tant de constance, dans ce plan gigantesque, qui, beaucoup trop blâmé par les contemporains, doit être cependant considéré par tous les sages politiques comme le seul moyen de forcer l'Angleterre à l'abdication de la souveraineté absolue des mers. Au point où les choses sont parvenues, ce n'est pas par le déploiement de grandes forces actives, par de grandes armées

mises sur pied, par l'armement des flottes les plus nombreuses, qu'il est possible d'obtenir ce résultat. L'inertie commerciale, l'absence de toute communication, voilà la puissance qui doit vaincre l'Angleterre : tel est le levier qui soulèvera ce colosse maritime et le renversera de sa base. 1805—an XIII France.

Au reste Napoléon, en 1804, ne pouvait point songer encore à fermer tous les ports de l'Europe à l'Angleterre : un tel projet était au-dessus de la puissance qu'il exerçait alors. Tout entier à son dessein de porter la guerre au sein même de la Grande-Bretagne, il pressait ses préparatifs et dirigeait vers cet objet toutes les ressources de son génie. Quand la grande affaire de sa nomination à l'empire fut terminée, il résolut de faire un nouveau voyage sur les côtes de la Manche et d'activer par sa présence tous les travaux de la grande entreprise qu'il méditait. Il quitta Paris le 18 juillet; dans la soirée du lendemain 19, il passait déjà en revue toutes les troupes qui étaient rassemblées sous Boulogne, et faisait manœuvrer sous ses yeux les différentes divisions de la flottille. Les jours suivants, il parcourut la ligne des côtes; accueilli sur tous les lieux, dans tous les camps, par les acclamations des citoyens, des soldats et des matelots, sa marche était un triomphe continuel.

Les différents camps tracés depuis plus de deux ans, et occupés alors par l'élite de l'armée française réorganisée, offraient un spectacle singulièrement remarquable par les développements de l'industrie qui avait surtout présidé à leur formation. Chacun d'eux ressemblait à une cité où les commodités et les agréments de la vie civile se trouvaient réunis avec la discipline et le goût austères qui signalent le soldat français dans les camps appelés *de plaisance*. A Ostende, par exemple, un terrain qui n'offrait naguère que des plaines arides, des eaux stagnantes et une longue chaîne de dunes stériles, présentait alors aux yeux du voyageur étonné de longues avenues de baraques dont la construction était à la fois élégante et solide; des bancs de verdure, des colonnes, des obélisques, des pyramides surmontées du buste du nouvel empereur, reposaient agréablement la vue, et pour la première fois on apercevait des jardins charmants, des parterres délicieux, un gazon toujours vert, créés comme par magie sur les sables du canal de la Manche. On remarquait dans la demeure

1805—an XIII
France.

des officiers et des chefs, avec l'austérité qui doit régner dans un camp, l'élégance qui fait l'ornement des villes. Des saignées pratiquées avec art dans les digues préservaient de l'humidité les baraques des soldats; de vastes et belles chaussées assuraient les communications avec les villages voisins, et des sources d'une eau limpide, en procurant une boisson salubre, servaient à l'arrosage et à l'embellissement des jardins.

Des colonnes de stuc ou de verdure, des faisceaux d'armes élevés avec autant de goût que de régularité, des inscriptions presque toutes à la louange du vainqueur de l'Italie et de l'Orient, donnaient au front de bandière de chaque camp l'aspect le plus héroïque. Des rues tracées au cordeau et portant toutes le nom d'un guerrier illustre mort les armes à la main pour défendre la patrie rappelaient des actions récentes, des souvenirs chers au cœur des braves; des statues qu'un ciseau exercé n'eût point désavouées, des groupes allégoriques, représentaient l'heureuse alliance de la sagesse, des arts et de la victoire.

Chaque régiment avait son jardin, chaque compagnie son parterre, son potager, et un puits couvert de verdure pour arroser les plantes et les fleurs que le soldat cultivait. Celui-ci se nourrissait des légumes qu'il avait plantés; chaque jour il voyait croître l'ouvrage de ses mains, et ce n'était pas seulement la discipline qui le rendait fidèle à ses drapeaux, mais encore cet esprit de propriété qui attache tous les hommes au sol sur lequel ils vivent. Un travail agréable, volontaire, excluait partout l'oisiveté, fléau des hommes réunis en société, entretenait la vigueur de la santé et maintenait le charme de la vie domestique.

La plus grande union régnait entre les divers corps de l'armée, mais en même temps la plus généreuse émulation semblait les animer à l'envi. Les régiments cherchaient à se surpasser entre eux dans la création d'un nouvel établissement utile ou agréable, rivalité noble dans son principe et heureuse dans ses résultats!

Dans ces beaux camps, dont l'esquisse ne nous a point paru étrangère au sujet national que nous traitons, le soldat français avait tout créé, tout animé; des dunes immenses avaient disparu, les terrains les plus raboteux avaient été aplanis; enfin

tous les obstacles que la nature semble avoir multipliés sur ces plages inhospitalières avaient cédé à l'active industrie de nos dignes guerriers. Le coup d'œil des différentes divisions de la flottille achevait d'animer sur plusieurs points ce tableau vraiment extraordinaire. 1805—an XIII France.

Napoléon, en quittant la capitale de l'empire et en se dérobant aussi vite aux hommages et aux soins empressés de ses nombreux courtisans, avait voulu se montrer à ses soldats dans tout l'appareil de sa puissance et dans tout l'éclat de son nouveau rang : il s'était fait suivre par Joseph et Louis Bonaparte, ses frères, par les grands dignitaires et les grands officiers de l'empire; les ministres eux-mêmes avaient eu ordre de venir joindre l'empereur au camp de Boulogne.

Depuis un an la France et l'Europe avaient les yeux fixés sur cette imposante masse de forces réunies vis-à-vis des côtes d'Albion; la présence de Napoléon au milieu de ses vaillantes légions éveilla encore plus fortement l'attention publique, et le continent était dans l'attente du résultat qu'obtiendraient les efforts d'une grande nation contre sa rivale. A la suite des personnages désignés par l'empereur pour l'accompagner, on vit accourir un grand nombre de citoyens distingués, et les étrangers eux-mêmes s'empressèrent de venir contempler l'étonnant spectacle que présentaient alors des plages naguère désertes. Napoléon y tenait sa cour avec autant de solennité qu'au palais des Tuileries ou au château de Saint-Cloud; les arts, le luxe, les plaisirs, affluaient au quartier impérial et formaient un contraste remarquable avec l'ordre et la discipline sévère qui régnaient dans les camps. Aux manœuvres militaires qui avaient occupé toute la matinée, on voyait succéder, le soir, les danses, les fêtes et les jeux scéniques; des acteurs choisis dans les divers théâtres de Paris, après avoir reproduit aux yeux de nos guerriers quelques-uns des chefs-d'œuvre de la scène française, jouaient ensuite des pièces allégoriques propres à augmenter l'enthousiasme des spectateurs et à porter leur patriotisme et leur dévouement au plus haut degré d'énergie, par les allusions ingénieuses et les traits piquants qu'elles renfermaient.

C'est au milieu de cet étonnant mélange de fêtes et d'appareils de guerre que Napoléon passa près d'un mois sur la côte de

1805—an XIII France. Boulogne, imprimant l'activité à tous les travaux, électrisant tous les cœurs par sa présence. Il avait indiqué le 15 août, jour de sa naissance, pour une solennité qui devait compléter et surpasser même par son éclat toutes celles qui avaient précédé. Il s'agissait de faire une grande distribution de croix de la Légion d'honneur, non-seulement à l'armée, mais encore à un grand nombre de fonctionnaires civils qui avaient été invités à se rendre à Boulogne pour cet objet. Napoléon, considérant la Légion d'honneur comme une des institutions qui devaient consolider le trône impérial, voulut donner à cette cérémonie tout l'appareil et le *grandiose* dont les lieux, le temps et la circonstance étaient susceptibles. L'armée, à qui la fête était spécialement consacrée, s'était chargée d'en préparer l'exécution.

Avant de décrire cette grande inauguration dont le souvenir a survécu aux dernières révolutions qui ont eu lieu depuis, il est nécessaire de donner une esquisse du théâtre sur lequel elle se passa.

Le port de Boulogne est formé par l'embouchure d'une petite rivière appelée la *Liane,* qui s'est conservé un passage à travers les dunes ou collines de sable que les vagues et le vent ont amoncelées à l'ouverture d'une vallée bornée de chaque côté par de hautes falaises formées de couches de marbre et de terre calcaire. On a élevé sur ces dunes et ces falaises des batteries formidables pour empêcher l'approche des bâtiments ennemis. Au fond du port, sur la rive droite de la Liane, s'élève la ville, bâtie en amphithéâtre et couronnée par des remparts et un ancien château fort. Ce brillant point de vue est agrandi du côté de la mer, à gauche, par les forts du Musoir et de l'Heurt; à droite, par le fort en bois et celui de la Crèche : ces trois derniers, situés à 350, 500 et 200 toises de la côte, sont entourés d'eau à pleine mer, et l'on ne peut y arriver à pied sec qu'à marée basse.

L'armée était réunie dans plusieurs camps placés sur les hauteurs qui se trouvent derrière, à droite et à gauche de Boulogne, formés de baraques, et portant les noms d'*Outreau,* de *Boulogne*, de *Wimille* et d'*Ambleteuse*. Le palais, ou plutôt la baraque de l'empereur (car on pouvait lui donner ce nom, puisqu'elle était construite en bois, de même que les autres ba-

bitations des camps), était en avant du camp de droite, et c'est non loin de cette baraque qu'on avait dû choisir naturellement le local de la fête; la nature, d'ailleurs, semblait l'avoir indiqué, en présentant la forme d'un sinus propre à rapprocher la vue de 100,000 hommes, qui devaient à la fois former ce spectacle extraordinaire et en jouir.

1805—an XIII
France.

Le plan général était celui d'un théâtre antique, dont les gradins demi-circulaires étaient figurés par les mouvements naturels du terrain. Vingt colonnes d'infanterie de soixante hommes de front, sur une hauteur indéterminée, devaient figurer les spectateurs; les intervalles des colonnes représenter les vomitoires ou issues, et la totalité, couronnée par la cavalerie, les loges des théâtres anciens. La platée, ou espace conservé vide pour la cérémonie, ne devait contenir que les états-majors généraux, les drapeaux des corps placés en avant des légionnaires qui devaient prêter le serment. Un rayon de cinquante toises donnait à ce théâtre une scène de cent pieds; au centre était élevé le trône de l'empereur; à ses côtés étaient placées la garde impériale et sa musique.

Le trône était formé d'un tertre dans le goût antique, tel que dans les camps romains on en élevait aux Césars lorsque ceux-ci voulaient haranguer l'armée, et tel que les médailles nous les ont transmis sous la dénomination d'*allocutions*.

Cette plate-forme carrée, de seize pieds sur huit de hauteur, était entourée d'étendards et de drapeaux surmontés d'aigles d'or; au centre était posé, sur deux gradins, le siége antique du roi Dagobert; au-dessus, en forme de baldaquin, on avait placé un trophée d'armes composé des drapeaux, étendards et guidons pris dans les batailles de Montenotte, de Lodi, d'Arcole, de Rivoli, de Castiglione, des Pyramides, du mont Thabor, d'Aboukir, de Marengo. Au milieu de ce groupe était l'armure en pied des électeurs de Hanovre, et le tout était surmonté d'une immense couronne de laurier en or, sur laquelle s'agitaient les queues pourprées des guidons des beys d'Égypte.

Les décorations qui devaient être distribuées aux légionnaires avaient été placées dans le casque de du Guesclin et dans le bouclier de Bayard, portés par des adjudants généraux ou colonels d'état-major.

1805—an XIII
France.

Le 15 août, le soleil, que d'épais nuages avaient tenu caché la veille, parut dans tout son éclat sur l'horizon, et fut salué par les cris de joie de l'armée, heureuse de voir que la journée allait être en harmonie avec la plus imposante des fêtes. A neuf heures, la générale se fit entendre dans tous les camps, et les troupes, s'avançant majestueusement en colonnes, vinrent occuper l'espace qui leur était destiné. Ce mouvement fut exécuté avec une admirable précision. A midi, l'empereur sortit de sa baraque : une salve générale des batteries de la côte annonça son arrivée au lieu de la cérémonie.

Lorsque Napoléon parut, 2,000 tambours battirent aux champs et ne purent couvrir les bruyantes acclamations de la masse des soldats et des citoyens qui exprimaient l'enthousiasme excité par la présence du monarque ; mais un roulement ayant annoncé que la solennité allait commencer, un silence respectueux régna de toutes parts. L'empereur prit place sur son trône ; à ses côtés vinrent se ranger ses deux frères Joseph et Louis et le grand amiral Murat, les ministres, les maréchaux de l'empire, les grands officiers de la couronne, les colonels-généraux, les sénateurs présents à Boulogne ; derrière, un capitaine de chaque corps de l'armée tenait un drapeau déployé ; les aides de camp de Napoléon, disposés sur les seize marches du trône, étaient là pour recevoir et transmettre les ordres de ce prince ; et, plus bas, on remarquait des légionnaires déjà décorés, et dont les têtes étaient ombragées par deux trophées formés, ainsi que celui qui surmontait le fauteuil du roi Dagobert, de drapeaux et d'étendards conquis sur l'ennemi.

Les colonels d'état-major, qui portaient les décorations que l'empereur allait décerner, s'étaient déjà rendus à la place qui leur était assignée ; et l'on avait vu, à leur passage, des officiers et des soldats s'incliner respectueusement et baiser avec une émotion religieuse le cimier du casque du héros breton et le pavois du chevalier sans peur et sans reproche. Le grand chancelier de la Légion d'honneur, ayant pris les ordres de l'empereur, prononça un discours dans lequel il s'attacha principalement à relever le mérite de cette institution toute nationale et à faire connaître l'étendue des devoirs qu'elle imposait aux légionnaires. Après que le grand chancelier eut cessé de

parler, un second roulement de tambours appela de nouveau l'attention générale, et Napoléon, se levant alors de dessus son siége royal, prononça la formule du serment que devaient prêter les membres de la Légion; ceux-ci s'écrièrent unanimement : Nous le jurons, et, par un mouvement spontané, toute l'armée répéta ce serment de fidélité et de dévouement. Les cris de *vive l'empereur Napoléon !* retentirent dans tous les rangs ; les soldats élevèrent leurs armes en l'air. 1803—an XIII France.

Les grands officiers, les commandants, les officiers et les simples légionnaires s'approchèrent successivement du trône et reçurent individuellement, des mains de l'empereur, la décoration de la Légion.

L'aspect de cette brillante armée, des camps, des forts, des falaises retentissant du bruit des vagues et du canon; des côtes blanchâtres de l'Angleterre; la vue du soleil, vainqueur des nuages, éclairant de ses rayons cette scène auguste; la vue de la mer sillonnée au loin par les vaisseaux britanniques; du vainqueur de l'Italie et de l'Égypte distribuant ainsi des marques d'honneur à ses anciens compagnons d'armes, aux fonctionnaires publics, aux hommes distingués par leur savoir et par leurs talents, et montrant à ses guerriers le champ où d'autres lauriers restaient encore à cueillir : tant d'objets réunis étaient bien propres à donner aux sentiments et aux pensées des spectateurs de cette scène magique une grandeur et un charme aussi sublimes que difficiles à exprimer. Toutefois, il manquait encore un dernier trait à ce magnifique tableau.

Au moment où les colonnes d'infanterie se déployaient en se prolongeant sur les coteaux, pour venir ensuite défiler par pelotons devant le trône, une division de cinquante voiles, avant-garde de la flottille du Havre, parut à la hauteur du cap d'Alpreck. Tous les regards se portèrent alors sur la mer, et l'enthousiasme fut au dernier degré d'exaltation lorsque l'on vit l'Océan payer ainsi son tribut à l'empereur, par l'arrivée, au milieu d'une solennité aussi remarquable, d'un convoi si impatiemment attendu depuis plusieurs mois.

A quatre heures du soir, Napoléon se retira au bruit des mêmes acclamations et des mêmes salves qui avaient signalé sa présence au milieu des troupes. De somptueux banquets, donnés

1805 – an XIII France. par Joseph Bonaparte, par les ministres et les principaux chefs de l'armée de terre et de mer, à tous les légionnaires; des danses, des exercices de corps, un magnifique feu d'artifice, terminèrent la journée.

Napoléon resta encore quelque temps sur les côtes; dirigeant ensuite sa marche par la Belgique, il alla visiter les nouveaux départements sur la ligne du Rhin, et se rendit à Mayence, où il avait donné l'ordre à l'impératrice Joséphine de venir le joindre. Dans cette ville, comme dans toutes celles qu'il avait déjà parcourues, on le vit appliquer son coup d'œil créateur à tous les besoins des peuples, examiner avec une sagacité toujours égale les divers projets d'utilité publique, d'amélioration ou d'embellissement qui lui étaient présentés [1]. Il quitta Mayence pour retourner à Paris, où il arriva le 12 octobre.

Le voyage dont nous venons de rendre compte avait précédé, comme on peut le remarquer, le couronnement et le sacre de l'empereur dans la capitale ; mais nous n'avons pas cru devoir en intercaler le récit dans la dernière section du chapitre précédent, pour ne point interrompre brusquement ce que nous avions à dire sur l'élévation de Napoléon au trône impérial.

La situation des choses en Angleterre, à la fin de l'année 1804 ; la terreur que paraissaient imprimer les préparatifs formidables d'une descente sur le sol même de la Grande-Bretagne, firent juger à Napoléon qu'une nouvelle démarche auprès du roi George III rendrait peut-être ce monarque plus accessible à des propositions de paix qu'il avait écoutées dans des circonstances moins défavorables pour lui. La même politique qui avait guidé le chef du gouvernement français dans sa première tentative de 1800 le dirigeait encore en cette occasion où il voulait prouver à la nation et aux autres puissances de l'Europe qu'il avait accepté l'exercice du pouvoir souverain,

[1] Il est juste d'observer que les voyages faits par Napoléon dans l'intérieur de l'empire eurent presque toujours pour but la prospérité nationale ; loin de les redouter, le peuple les regardait comme un bienfait. La présence de ce monarque guerrier dans un département, sans être à charge comme celle d'un prince oisif, tournait toujours au profit des administrés ; elle devenait la source de nouvelles créations, de nouveaux travaux favorables au développement de l'industrie, aux progrès de l'agriculture et du commerce.

moins pour agrandir la carrière de son ambition que pour assurer plus sûrement et plus promptement la paix générale. Il écrivit donc, le 2 janvier 1805, la lettre suivante au monarque anglais : 1805—an XIII France.

« Monsieur mon frère, appelé au trône par la Providence et par le suffrage du sénat, du peuple et de l'armée, mon premier sentiment est un vœu de paix. La France et l'Angleterre usent leur prospérité, elles peuvent lutter pendant des siècles ; mais leurs gouvernements remplissent-ils bien le plus sacré de leurs devoirs ? et tant de sang versé inutilement et sans la perspective d'aucun but ne les accuse-t-il pas dans leur propre conscience ? Je n'attache point de déshonneur à faire le premier pas ; j'ai assez, je pense, prouvé au monde que je ne redoute aucune des chances de guerre ; elle ne m'offre d'ailleurs rien que je doive redouter : la paix est le vœu de mon cœur ; mais la guerre n'a jamais été contraire à ma gloire. Je conjure donc Votre Majesté de ne pas se refuser au bonheur de donner elle-même la paix au monde ; qu'elle ne laisse pas cette douce satisfaction à ses enfants ; car enfin il n'y eut jamais de circonstance ni de moment plus favorables pour faire taire toutes les passions et écouter uniquement le sentiment de l'humanité et de la raison. Ce moment une fois perdu, quel terme assigner à une guerre que tous mes efforts n'auraient pu terminer ? V. M. a plus gagné, depuis dix ans, en territoire et en richesses, que l'Europe n'a d'étendue : sa nation est au plus haut point de prospérité : que peut-elle espérer de la guerre ? Coaliser quelques puissances du continent ? Le continent restera tranquille : une coalition ne ferait qu'accroître la prépondérance et la grandeur continentales de la France. Renouveler les troubles intérieurs ? Les temps ne sont plus les mêmes. Détruire nos finances ? Des finances fondées sur une bonne agriculture ne se détruisent jamais. Enlever à la France ses colonies ? Les colonies sont pour la France un objet secondaire, et V. M. n'en possède-t-elle pas déjà plus qu'elle n'en peut garder ? Si V. M. veut elle-même y songer, elle verra que la guerre est sans but, sans aucun résultat présumable pour elle. Eh ! quelle triste perspective de faire battre les peuples seulement pour qu'ils se battent ! Le monde est assez grand pour que nos deux nations puissent y

1805—an XIII France. vivre ; et la raison a assez de puissance pour qu'on trouve moyen de tout concilier, si, de part et d'autre, on en a la volonté. J'ai toutefois rempli un devoir saint et précieux à mon cœur. Que V. M. croie à la sincérité des sentiments que je viens de lui exprimer et à mon désir de lui en donner des preuves. »

Le ministère anglais, au moment même où la lettre qu'on vient de lire parvint à sa destination, avait préparé les contre-batteries de l'expédition de Boulogne, et employé toutes les ressources de sa politique pour renouer les fils d'une troisième coalition contre la France. Déjà les dépêches des agents diplomatiques annonçaient que les cours de Russie, de Vienne et de Berlin même étaient prêtes à entrer dans les desseins du gouvernement britannique, pourvu que celui-ci payât de son or la plus grande partie des frais de cette nouvelle guerre. Ces nouvelles étaient bien propres à atténuer l'imminence du danger que pouvaient faire craindre les apprêts de la descente d'une armée française sur les côtes d'Angleterre, en donnant l'espoir d'une diversion puissante et prochaine. Aussi lord Mulgrave, ministre des affaires étrangères, dans la dépêche qu'il adressait le 14 janvier au ministre Talleyrand, en réponse à la lettre écrite par l'empereur Napoléon, semblait-il annoncer que le ministère anglais comptait beaucoup sur le résultat de ses propres démarches auprès des autres cabinets du continent. Voici la note envoyée à M. Talleyrand :

« S. M. B. a reçu la lettre qui lui a été adressée par le chef du gouvernement français, datée du 2 de ce mois.

« Il n'y a aucun objet que S. M. ait plus à cœur que de saisir la première occasion de procurer de nouveau à ses sujets les avantages d'une paix fondée sur des bases qui ne soient pas incompatibles avec la sûreté permanente et les intérêts essentiels de ses États. S. M. est persuadée que ce but ne peut être atteint que par des arrangements qui puissent en même temps pourvoir à la sûreté et à la tranquillité à venir de l'Europe, et prévenir le renouvellement des dangers et des malheurs dans lesquels elle s'est trouvée enveloppée. Conformément à ce sentiment, S. M. sent qu'il lui est impossible de répondre plus particulièrement à l'ouverture qui lui a été faite, jusqu'à ce qu'elle ait eu le temps de communiquer avec les puissances du

continent avec lesquelles elle se trouve engagée par des liaisons et des rapports confidentiels, et particulièrement avec l'empereur de Russie, qui a donné les preuves les plus fortes de la sagesse et de l'élévation des sentiments dont il est animé et du vif intérêt qu'il prend à la sûreté et à l'indépendance de l'Europe [1]. »

La réponse du ministère anglais, communiquée aux deux chambres du parlement, y excita de vifs débats. Le parti de l'opposition, composé alors de tous les hommes qui préféraient la simple et glorieuse liberté de leurs ancêtres au fastueux et imposant despotisme que le ministère actuel tentait d'y faire succéder, ne laissa point échapper cette occasion de prouver que c'était contre son vœu qu'on cherchait à éterniser la guerre. « Pourquoi, disait l'éloquent Fox, l'un des hommes qui ont fait le plus d'honneur à la vieille Angleterre, pourquoi faire à l'ennemi qui nous offre la paix une réponse évasive, indigne d'un

[1] Le changement de dispositions de la Russie envers la France avait commencé à se manifester vers le mois d'avril 1804, pendant le procès de Georges et de Pichegru, et le général Hédouville, ambassadeur français à Pétersbourg, avait reçu ses lettres de rappel au commencement de juin. L'ambassadeur russe avait également quitté Paris, et il n'était resté auprès du gouvernement impérial qu'un chargé d'affaires, M. d'Oubril, qui présenta, le 21 juillet, une note renfermant des demandes qui pouvaient équivaloir à une rupture déclarée. Ces demandes, concertées sans doute avec l'Angleterre, étaient calquées sur celles du cabinet de Londres lorsque celui-ci avait voulu rompre avec la France. L'empereur Alexandre exigeait qu'on le laissât s'immiscer en maître dans les affaires d'Italie et surtout dans les discussions avec le roi de Naples; il demandait des indemnités pour le roi de Sardaigne, en compensation de la perte du Piémont, et l'évacuation de l'électorat de Hanovre : propositions d'autant plus déplacées, que, dans le moment même où le cabinet de Saint-Pétersbourg prétendait aussi arrogamment se mêler des affaires de la France, et, selon ses propres expressions, « la forcer à la modération, » lui-même s'emparait, sans aucun droit, sans prétexte même, d'une partie de l'Arménie; préparait l'envahissement de quelques provinces persanes limitrophes de ses États d'Asie; envoyait un corps de dix mille hommes dans la république des Sept-Iles (dans la mer Ionienne), en dépit des traités conclus entre les grandes puissances de l'Europe, traités qui déclaraient cette république État libre et indépendant. M. d'Oubril avait encore échangé quelques autres notes, pour la forme, avec le ministère français, et avait ensuite demandé ses passe-ports, qu'il obtint à la fin d'août. M. de Rayneval, chargé d'affaires à Pétersbourg après le départ de l'ambassadeur Hédouville, quitta la Russie le 26 septembre.

1805—an XIII France. gouvernement qui doit avoir le sentiment de sa force ou de son honneur ? Quelle est la question ? Nous voulons la paix ou nous voulons la guerre. Je n'examinerai point ici si la raison de notre commerce, la solitude qui règne dans nos manufactures et l'esprit d'inquiétude qui plane sur toute la population anglaise, ne sont pas des motifs assez importants pour justifier l'opinion de ceux qui pensent qu'il serait temps enfin de mettre un terme à une guerre suspendue un moment pour recommencer avec plus de fureur que jamais. J'admets que la guerre, qui nous accable de maux, est préférable à la paix qui nous rendrait tous heureux et l'Europe avec nous; mais alors pourquoi ne pas le dire franchement? Pourquoi s'obstiner à mentir à la nation, en cherchant à lui faire croire que c'est l'ennemi qui veut la guerre lorsqu'il vient encore de nous offrir la paix ? Pourquoi enfin parler de *rapports confidentiels avec l'Europe* lorsque aucune communication à cet égard ne nous est faite, lorsque rien ne prouve que ces rapports existent, et que, par conséquent, l'Angleterre doive être secourue dans la nouvelle guerre où nous a embarqués un orgueil national mal entendu et une avidité de domination que nous devrions mieux dissimuler ? »

Plusieurs autres orateurs parlèrent dans le même sens ; mais les ministres, assurés de la majorité, gardèrent le secret de leurs relations avec les puissances du continent, et la paix présentée par la France fut encore une fois repoussée. M. Pitt, qui, à la fin de la session de 1804, avait remplacé M. Addington, annonçait clairement son retour au principe qu'il n'avait jamais abandonné; il pensait qu'il n'y aurait jamais de paix solide pour l'Angleterre que lorsque, par des efforts réunis et dans l'intérêt commun, on aurait usé les ressources de la France; qu'il fallait, quelles qu'en dussent être les chances, continuer la guerre jusqu'à ce que, affranchis de l'influence de la révolution française, quelque forme de gouvernement qu'elle eût produite, les souverains, assemblés en congrès, pussent stipuler librement les garanties mutuelles de leurs droits et de leur indépendance.

On n'eut connaissance à Paris de la démarche faite par Napoléon auprès du roi d'Angleterre que le 4 février; elle était restée secrète entre l'empereur et son ministre Talleyrand; mais

le silence prolongé du ministère anglais ayant persuadé que la question de la paix serait résolue par la négative, Napoléon ordonna au ministre des relations extérieures de communiquer aux trois chambres de la législature la lettre écrite au roi de la Grande-Bretagne et la réponse évasive de lord Mulgrave à cette dépêche. 1805—an XIII France.

Le but de cette communication était de prouver au peuple que l'empereur avait tenté les derniers moyens d'éloigner les fléaux de la guerre en s'adressant à la puissance contre laquelle il avait les récriminations les plus légitimes à exercer, en lui proposant la paix lorsqu'il était en mesure de la faire repentir de sa perfidie et de son arrogance. On admira la générosité de la démarche qu'il avait faite; toute la France retentit des éloges donnés à sa modération, et l'indignation qu'inspira cet orgueilleux refus rendit unanime le désir d'en tirer une prompte vengeance.

Napoléon se fait proclamer roi d'Italie. — Le nouvel orage que l'Angleterre rassemblait sur le continent contre la France commençait à grossir. Le 11 avril, la Russie conclut avec la Grande-Bretagne un traité par lequel elle s'engageait, moyennant des subsides, à mettre sur pied une armée de 180,000 combattants, et à former une coalition dans le but d'arracher le Hanovre à la France, de soustraire à l'influence de cette dernière puissance la Suisse et la Hollande, de faire donner ce qu'on appelait *une frontière* à l'Autriche, de faire évacuer le royaume de Naples par les troupes françaises, de rétablir le roi de Sardaigne en possession du Piémont. 26 mai (6 prairial). Italie.

Quoique l'Autriche eût fait complimenter officiellement Napoléon sur la nouvelle dignité dont il venait d'être revêtu, cette puissance ne paraissait pas être dans des dispositions plus favorables, et prêtait déjà l'oreille aux agents envoyés près d'elle pour l'entraîner dans la nouvelle ligue qu'on méditait. Une grande activité régnait dans toutes les dépendances du conseil de la guerre à Vienne; des mouvements continuels de troupes avaient lieu dans l'Empire, et, sous le prétexte d'établir un cordon pour s'opposer aux progrès d'une maladie contagieuse qui régnait à Livourne, une armée autrichienne se rassemblait sur l'Adige. Les explications demandées à cet égard et don-

1805 — an XIII Italie. nées avec tout l'empressement de la bonne foi avaient paru rassurer le cabinet de Saint-Cloud ; mais l'inquiétude se manifestait en France, et déjà l'on s'attendait à voir la paix bientôt troublée sur le continent.

Napoléon ne pouvait pas être dupe des vaines protestations du gouvernement autrichien : alors même qu'il eût moins été sur ses gardes, les journaux anglais s'expliquaient trop clairement pour qu'il pût douter des dispositions réelles de cette puissance ; mais, ne voulant pas mettre les apparences contre lui, il résolut d'attendre les événements et de laisser à l'empereur d'Allemagne l'odieux de la rupture d'une paix que celui-ci avait, en quelque sorte, reçue comme une grâce. Il continua donc ses relations amicales avec l'Autriche et reçut avec complaisance toutes les explications qui lui furent données ; mais il se mit en mesure de repousser avec avantage l'agression dont on le menaçait sourdement.

La réunion d'une forte masse de troupes dans la partie de l'Italie qui restait encore à l'Autriche devait naturellement faire soupçonner que les premières hostilités auraient lieu sur l'Adige, dès l'instant que cette puissance consentirait définitivement à faire partie de la coalition. Ce fut donc sur ce point que Napoléon porta ses regards. Les corps français cantonnés en Italie reçurent l'ordre de se tenir sur le *qui vive ;* et, voulant profiter de l'exaltation que la menace d'une prochaine invasion devait communiquer à l'esprit des Italiens qui avaient secoué le joug de l'Autriche, l'empereur des Français ne balança point à mettre sur sa tête la couronne de fer des rois lombards.

En effet, ayant rétabli la monarchie en France, Napoléon ne pouvait plus laisser subsister la constitution républicaine qu'il avait donnée aux peuples du nord de l'Italie ; et, de même que, sous son consulat, il avait préparé les Français au régime impérial, il avait également placé la république italienne dans l'impossibilité de conserver son indépendance. Depuis le commencement de son existence, cette république avait été tenue, par son créateur, comme à la lisière, et nous avons fait voir comment celui-ci s'était fait appeler à la présidence de l'État par la consulte extraordinairement réunie dans la ville de Lyon. Mais le titre de président n'était plus en harmonie avec celui d'empe-

reur, et d'ailleurs Napoléon voulait attacher l'Italie à la France d'une manière plus directe qu'elle ne l'avait été jusqu'alors. Du moment où il s'était fait proclamer empereur des Français, on avait dû s'attendre au changement qu'allait subir la constitution italienne. 1803—an XII. Italie.

Afin d'être plus sûr de l'assentiment des Italiens, Napoléon, usant du même moyen dont il s'était servi en 1802, convoqua à Paris la consulte d'État de la république italienne et lui ordonna d'apporter à la constitution de cet État les modifications et les changements que le temps et les circonstances rendaient nécessaires : la délibération de la consulte d'État ne se fit point attendre. Le 17 mars, M. de Melzi, vice-président de la république, vint, à la tête de la députation italienne, apporter à l'empereur le vœu suivant : « Que le gouvernement de la république fût monarchique et héréditaire; que Napoléon fût proclamé roi d'Italie, etc., etc. [1]. » Ce vœu fut accueilli, comme on devait s'y attendre, avec beaucoup de bienveillance par Napoléon et ne tarda point à être exaucé.

Le lendemain 18, Napoléon se rendit en grand cortége au sénat conservateur, et M. de Talleyrand fut chargé par lui de rendre compte aux sénateurs de l'événement qui plaçait sur la tête de l'empereur des Français la couronne d'Italie. Le ministre des relations extérieures du nouveau royaume, Marescalchi, lut ensuite l'acte constitutionnel arrêté par la consulte d'État.

Dans la même séance, Napoléon fit prêter serment de fidélité aux membres de la consulte d'État et aux députés des colléges électoraux de la république italienne. Après quoi, il prononça le discours qu'on va lire :

« Sénateurs, nous avons voulu, dans cette circonstance, nous rendre au milieu de vous pour vous faire connaître, sur un des objets les plus importants de l'État, notre pensée tout entière.

« La force et la puissance de l'empire français sont surpas-

[1] Dans l'adresse renfermant l'expression de leur vœu, les Italiens insistaient particulièrement pour l'indépendance de leur pays après la mort de Napoléon, et pour que celui-ci ne laissât point l'année s'écouler sans venir se faire sacrer et couronner à Milan.

1805—an XIII Italie. sées par la modération qui préside à toutes nos transactions politiques.

« Nous avions conquis la Hollande, les trois quarts de l'Allemagne, la Suisse, l'Italie tout entière : nous avons été modérés au milieu de la plus grande prospérité. De tant de provinces, nous n'avons gardé que ce qui était nécessaire pour nous maintenir au même point de considération et de puissance où a toujours été la France. Le partage de la Pologne, les provinces soustraites à la Turquie, la conquête des Indes et de presque toutes les colonies, avaient rompu, à notre détriment, l'équilibre général.

« Tout ce que nous avons jugé inutile pour le rétablir, nous l'avons rendu, et par là nous avons agi conformément au principe qui nous a constamment dirigé de ne jamais prendre les armes pour de vains projets de grandeur ni par l'appât des conquêtes.

« L'Allemagne a été évacuée, ses provinces ont été restituées aux descendants de tant d'illustres maisons, qui étaient perdues pour toujours si nous ne leur eussions pas accordé une généreuse protection. Nous les avons relevées et raffermies, et les princes d'Allemagne ont aujourd'hui plus d'éclat et de splendeur que n'en ont jamais eu leurs ancêtres.

« L'Autriche elle-même, après deux guerres malheureuses, a obtenu l'État de Venise. Dans tous les temps, elle eût changé, de gré à gré, Venise contre les provinces qu'elle a perdues.

« A peine conquise, la Hollande a été déclarée indépendante. Sa réunion à notre empire eût été le complément de notre système commercial, puisque les grandes rivières de la moitié de notre territoire débouchent en Hollande : cependant la Hollande est indépendante, et ses douanes, son commerce et son administration se régissent au gré de son gouvernement.

« La Suisse était occupée par nos armées, nous l'avions défendue contre les forces combinées de l'Europe : sa réunion eût complété notre frontière militaire. Toutefois la Suisse se gouverne, par l'acte de médiation, au gré de ses dix-neuf cantons, indépendante et libre.

« La réunion du territoire de la république italienne à l'empire français eût été utile au développement de notre agriculture :

cependant, après la seconde conquête, nous avons à Lyon confirmé son indépendance; nous faisons plus aujourd'hui, nous proclamons le principe de la séparation des couronnes de France et d'Italie, en assignant pour l'époque de cette séparation l'instant où elle deviendra possible et sans danger pour nos peuples d'Italie. 1805—an XIII Italie.

« Nous avons accepté et nous placerons sur notre tête cette couronne de fer des anciens Lombards, pour la retremper, pour la raffermir et pour qu'elle ne soit point brisée au milieu des tempêtes qui la menaceront, tant que la Méditerranée ne sera point rentrée dans son état habituel.

« Mais nous n'hésitons pas à déclarer que nous transmettrons cette couronne à un de nos enfants légitimes, soit naturel, soit adoptif, le jour où nous serons sans alarmes sur l'indépendance que nous avons garantie des autres États de la Méditerranée.

« Le génie du mal cherchera en vain des prétextes pour remettre le continent en guerre : ce qui a été réuni à notre empire par les lois constitutionnelles de l'État y restera réuni; aucune nouvelle province n'y sera incorporée; mais les lois de la république batave, l'acte de médiation des dix-neuf cantons suisses et ce premier statut du royaume d'Italie seront constamment sous la protection de notre couronne, et nous ne souffrirons jamais qu'il y soit porté atteinte.

« Dans toutes les circonstances et dans toutes les transactions, nous montrerons la même modération, et nous espérons que notre peuple n'aura plus besoin de déployer ce courage et cette énergie qu'il a toujours montrées pour défendre ses légitimes droits. »

Ce discours fut couvert des applaudissements de l'assemblée et des tribunes, malgré l'étiquette qui défendait ces signes d'approbation.

Afin de se rendre au vœu exprimé par la consulte d'État, que l'année ne se passât point sans que le nouveau roi vînt se faire couronner à Milan, Napoléon quitta Paris le 1er avril, visita les départements du midi de la France, parcourut le Piémont, réuni à la France depuis 1802, et fit son entrée dans la capitale du nouveau royaume d'Italie le 8 mai. La crainte que l'Autriche inspirait encore à un peuple à peine émancipé était

1805—an XIII Italie. si vive, que Napoléon fut reçu à Milan comme un génie protecteur. Une immense population s'était portée à sa rencontre; des arcs de tromphe, ornés d'emblèmes ingénieux en l'honneur du nouveau souverain et de l'impératrice Joséphine qui l'accompagnait, attestaient que les Italiens n'étaient pas moins bien disposés que les Français à recevoir le joug que leur imposait le vainqueur des Autrichiens.

La cérémonie du couronnement et du sacre de Napoléon et de Joséphine, comme roi et reine d'Italie, eut lieu dans la basilique de Milan à peu près de la même manière et avec le même appareil que dans celle de Paris. La couronne de fer que portaient autrefois les rois lombards était conservée précieusement dans le monastère de Monza, et n'était point sortie de ce dépôt depuis le couronnement de Charles-Quint [1]; mais on fut la chercher avec pompe pour servir en cette circonstance. Napoléon, en la prenant sur l'autel pour la placer lui-même sur sa tête, prononça ces paroles qui ont servi de devise à l'ordre qu'il institua à cette occasion : « Dieu me la donne, gare à qui la touche; » paroles chevaleresques, qui convenaient peut-être mieux au huitième siècle qu'au dix-neuvième. Après la cérémonie, le nouveau roi se rendit à l'antique église de Saint-Ambroise, pour y entendre le *Te Deum*. Il suivait en cela le cérémonial usité à l'intronisation des rois lombards. Les jours suivants furent employés à opérer dans l'administration publique les changements que nécessitait la nouvelle forme de gouvernement. L'acte constitutionnel du royaume fut publié le 5 juin. Établi sur des bases à peu près semblables à celles de l'empire français, cet acte était divisé en neuf titres.

Le même jour, Napoléon ouvrit la session du corps législatif et nomma pour gouverner le royaume, pendant son absence, son fils adoptif, le prince Eugène Beauharnais, qui prêta sur-le-champ le serment de fidélité prescrit par l'acte constitutionnel. Napoléon, en annonçant le choix qu'il faisait du fils de Joséphine pour vice-roi d'Italie, dit aux membres de l'as-

[1] Cette couronne est d'or pur, à pointes, à la manière antique. Un petit cercle de fer, placé dans sa partie intérieure, l'a fait appeler *couronne de fer*, nom sous lequel on a pris l'habitude de la désigner.

semblée législative : « Je laisse pour dépositaire de mon autorité ce jeune prince que j'ai élevé dès son enfance, qui sera animé de mon esprit et se montrera digne de moi. » 1805—an XIII Italie.

L'empereur, après avoir parcouru les principales villes du royaume, se rendit ensuite à Gênes, le 30 juin, pour fixer, d'une manière définitive, le sort de cette ancienne république. Les Génois, excités par des agents secrets, s'étaient déterminés à solliciter la réunion de leur territoire à celui de l'empire français. Ils sentaient que l'isolement où ils se trouvaient et les dangers dont leur marine et leur commerce étaient menacés par l'Angleterre, maîtresse de la Méditerranée, ne leur permettaient point de réclamer une indépendance illusoire. Napoléon nomma l'architrésorier de l'empire, Lebrun, gouverneur général des nouveaux départements qui divisaient le territoire ligurien.

Piombino, petite principauté enclavée dans le royaume d'Étrurie, avait déjà été donné par l'empereur des Français à sa sœur Élisa, épouse d'un officier corse nommé Bacciocchi, qui fut créé prince à cette occasion. Pendant son séjour en Italie, Napoléon joignit à cet apanage le territoire de la république de Lucques, tout en respectant les formes aristocratiques qui régissaient ce petit pays depuis plusieurs siècles. La princesse Élisa et son époux furent seulement placés à la tête de ce gouvernement, qui conserva son ancien sénat. Après ces arrangements, Napoléon revint à Paris, où des soins bien autrement importants réclamaient sa présence.

Troisième coalition contre la France; l'Autriche ouvre la campagne par l'envahissement de la Bavière; l'armée française entre en Allemagne; combats de Wertingen, de Güntzburg, d'Albeck, d'Elchingen de Langenau, de Neresheim, etc., etc.; le général Mack capitule dans Ulm, etc. — Le célèbre Pitt, dont l'activité et les grands talents ne se développèrent jamais mieux qu'à l'époque que nous décrivons, eut véritablement la gloire de tirer l'Angleterre de la situation la plus critique où elle se soit trouvée depuis l'invasion des Normands sous la conduite du duc Guillaume. Le danger commun avait réuni tous les partis qui divisaient l'opinion publique en Angleterre. Les whigs et les torys, également alarmés sur les résultats de l'expédition projetée par le chef du gouvernement 1805—an XIV 19 novemb. (27 vend.). Allemagne.

1805—an XIV Allemagne. français, n'envisageaient plus que l'indépendance britannique menacée, et si quelque dissidence se faisait encore remarquer, ce n'était plus que dans le choix des moyens, qui tendaient tous au même but. Les Anglais, en un mot, après avoir ressenti les premiers effets d'une terreur fondée et s'y être livrés avec une exagération qui avait dû paraître extraordinaire aux yeux des autres peuples, présentaient alors le spectacle d'une nation à laquelle l'union de ses citoyens, l'habileté et la vigueur de son gouvernement donnent la conscience de sa force.

Il fut donc facile au ministre Pitt d'obtenir de cette nation toute la latitude de pouvoir qui était nécessaire à l'exécution du plan qu'il avait conçu pour sauver sa patrie. Dès le mois de février 1804, cent millions avaient été mis à la disposition du gouvernement britannique, et, le jour même de la clôture du parlement, 12 juillet, on ajouta à ce premier crédit celui de soixante-quinze millions pour le même objet. Quoique l'habile ministre eût gardé le silence sur l'emploi spécial des sommes demandées et que les membres de l'opposition eussent fait tous leurs efforts pour lui arracher cette révélation, ces crédits furent votés à l'unanimité, et jamais l'éloquence du fils de Chatam n'avait obtenu un triomphe aussi complet.

La réserve observée en cette circonstance par le chancelier de l'échiquier avait un motif plausible; il s'agissait de dérober à la France la connaissance des moyens qui allaient être mis en usage contre elle; mais ce secret n'existait point pour un grand nombre d'Anglais que Pitt avait mis dans la confidence de l'emploi des sommes votées. L'espérance de voir bientôt les puissances continentales opérer la diversion la plus sérieuse, et débloquer, pour ainsi dire, la Grande-Bretagne, amena un changement remarquable dans la situation des esprits. Au découragement succéda la confiance; le commerce osa méditer des spéculations nouvelles; les bras destinés à repousser l'invasion furent rendus à l'agriculture et à l'industrie. On attendit sans impatience les résultats des négociations entamées sur le continent.

Nous avons dit que la Russie était la puissance auprès de laquelle les agents du gouvernement anglais avaient d'abord trouvé l'accès le plus facile. Au moment même où l'empereur

Alexandre signait le traité dont nous avons parlé dans l'article précédent, il envoyait, avec beaucoup d'appareil, un plénipotentiaire à Berlin, sous prétexte d'entamer de nouvelles négociations avec la France, et, plus secrètement encore, un autre négociateur à Vienne, pour appuyer les démarches de l'agent britannique qui se trouvait dans cette ville, afin d'entraîner l'Autriche dans la coalition. L'ambition de Napoléon fut peinte aux yeux de l'empereur d'Allemagne sous les couleurs les plus propres à alarmer ce monarque. On lui représenta le chef du gouvernement français, le front ceint de la couronne de Charlemagne, à la tête d'une armée nombreuse et exercée, prêt à se faire proclamer empereur d'Occident et à exiger, par la force des armes, foi et hommage-lige des autres souverains de l'Europe. Cette considération, jointe à l'offre de subsides de la part de l'Angleterre, détermina la résolution de l'empereur François II, et tandis que l'ambassadeur de la cour de Vienne à Paris déclarait officiellement à Napoléon, le 5 août, que son maître *était dans les intentions les plus pacifiques*, *qu'il souhaitait vivement la reprise des négociations tendant à rétablir la paix maritime*, l'ambassadeur de cette même cour à Saint-Pétersbourg accédait, au nom de son souverain, à la coalition formée entre l'Angleterre, la Suède [1] et la Russie, pour attaquer la France.

1805—an XIV
Allemagne.

Ainsi donc, par l'effet des intrigues actives de l'Angleterre, on travaillait dans le silence, en Russie, en Allemagne et sur les frontières de l'Italie, aux préparatifs d'une guerre dont le succès paraissait dépendre de la promptitude avec laquelle on espérait surprendre Napoléon. Un mouvement général extraordinaire fut imprimé à toutes les forces de la monarchie autrichienne; des troupes se portèrent avec rapidité sur les rives de l'Inn, dans le Tyrol et sur les bords de l'Adige; tous les corps furent mis au complet; on forma des magasins; on activa les travaux des manufactures d'armes; des achats considérables de

[1] Le roi de Suède Gustave IV, prince d'un caractère bizarre et chevaleresque, avait été un des premiers à céder aux insinuations de l'Angleterre et s'était flatté de devenir le chef de cette nouvelle coalition; il ne se promettait rien moins que d'égaler le grand Gustave-Adolphe et de surpasser Charles XII en triomphant du vainqueur de l'Europe.

1805—an XIV Allemagne. chevaux se firent en Poméranie, dans le Holstein, le Mecklembourg, en Westphalie, et jusque dans le Hanovre occupé par les troupes françaises; on fortifia les gorges du Tyrol; Venise fut mise en état de défense; toutes les places furent réparées et approvisionnées.

Toutes ces dispositions ne pouvaient point échapper à Napoléon. Nous avons déjà dit qu'il s'était plaint des armements et des mouvements de troupes faits en Italie, et que le cabinet autrichien avait cherché, soit par des explications plausibles, soit par des dénégations formelles, à dissiper l'inquiétude que ces mesures devaient faire naître. Occupé presque exclusivement de son plan contre l'Angleterre, l'empereur des Français pressentait avec regret qu'une nouvelle coalition continentale allait le forcer d'y renoncer : toutefois, espérant toujours que les vrais intérêts du monarque autrichien le détourneraient du dessein de servir encore une fois une cause pour laquelle il avait déjà combattu sans succès, Napoléon continua à mettre dans ses représentations la douceur et les égards qui pouvaient prolonger la bonne intelligence entre les deux États. Cette extrême condescendance, de la part d'un homme naturellement altier dans ses communications, servit un moment les coalisés, et ils engagèrent le cabinet de Vienne à y répondre en cherchant à maintenir le chef du gouvernement français dans l'illusion où il paraissait être; mais celui-ci était trop habile politique pour prendre le change, et, tout en feignant de croire à la sincérité des déclarations pacifiques de l'Autriche, il songea sérieusement à parer le coup qu'on voulait lui porter à l'improviste. On va voir bientôt que, malgré l'astuce du cabinet de Vienne, Napoléon, par la rapidité de ses manœuvres, ne laissa point à son nouvel ennemi le temps de violer les frontières de l'empire.

Le premier soin de l'empereur des Français, à son retour d'Italie, avait été de faire sonder, pour la dernière fois, les intentions secrètes du souverain de l'Autriche; c'était alors surtout qu'on s'était empressé de lui donner les assurances les plus formelles que le cabinet de Vienne ne désirait pas moins que celui de Saint-Cloud le maintien de la paix continentale, et, pour preuve des dispositions où se trouvait à cet égard l'em-

pereur François II, on faisait observer que ce monarque n'avait 1805 — an XIV
apporté aucun obstacle à l'érection de la république italienne Allemagne.
en royaume, quoique naturellement cette augmentation de puissance dans la personne du souverain de la France dût exciter la jalousie et donner des craintes aux autres potentats de l'Europe. Cette réponse, en apparence pleine de modération, bien qu'elle fût un reproche indirect, avait été dictée par l'Angleterre, qui dirigeait alors entièrement le cabinet autrichien. Napoléon ne fut point dupe d'un tel langage; mais, connaissant la situation des préparatifs faits par l'Autriche pour entrer en campagne, il crut avoir assez de temps pour essayer de renouveler les alarmes du peuple anglais.

On touchait à l'époque de l'année la plus favorable pour tenter la descente. L'expédition de Boulogne était en mesure, tous les bâtiments réunis, et les matelots et les soldats impatients demandaient à grands cris qu'on les conduisît enfin sur le sol d'Albion. Napoléon, feignant de céder aux vœux de ses guerriers, partit de Paris le 2 août pour se rendre au camp de Boulogne.

Son apparition sur les côtes de la Manche produisit l'effet qu'il en attendait. Mais le ministère britannique, plus que jamais effrayé de la situation des esprits, ordonna à ses agents près de la cour de Vienne de signifier à ce gouvernement qu'il eût à commencer sur-le-champ les hostilités ou à renoncer aux subsides convenus. Les ministres de l'empereur objectèrent vainement que leur maître n'était point encore en mesure; qu'il fallait attendre l'arrivée des troupes russes en marche pour se réunir à l'armée autrichienne, et qu'il était de l'intérêt de la coalition que ses forces agissent de concert : l'Angleterre mit tant d'instance dans sa demande que le monarque autrichien fut forcé d'y obtempérer, en ouvrant une campagne qui, trop précipitée, n'offrait plus que des chances désastreuses.

Ne pouvant nier les armements de sa cour, le ministre autrichien, comte de Cobentzel, avait assuré que la France ne devait les regarder que comme une mesure de précaution commandée par l'accroissement des forces françaises en Italie ; vain prétexte ! puisque la plus grande partie des troupes disponibles était réunie sur les côtes de l'Océan, et qu'il n'y en avait en

1805—an XIV Allemagne. Italie que ce qui avait été jugé nécessaire pour former la garnison des places et pour la sûreté intérieure du pays. Il faut rendre au ministre autrichien la justice de dire qu'il fit pour servir les desseins de l'Angleterre tout ce qu'on pouvait attendre de son adresse diplomatique.

Cependant le rassemblement de tout le matériel nécessaire à l'entrée en campagne s'effectuait avec une activité qui dénotait bien l'impatience du gouvernement britannique et l'abondance des subsides que celui-ci versait dans les coffres de l'Autriche. Le recrutement se poussait avec la dernière rigueur dans les États héréditaires ; les officiers généraux faisaient leurs équipages ; on formait les états-majors ; les régiments qui tenaient garnison en Bohême, en Hongrie, en Transylvanie, dans le Bannat de Temeswar, étaient en mouvement, ainsi qu'une nombreuse artillerie. Trois armées autrichiennes se rassemblaient dans les États héréditaires, en Italie et dans le Tyrol. La première, forte de 80,000 hommes, était depuis le commencement du mois d'août au camp de Wels et sur la Traun, à trois ou quatre marches seulement de la rive droite de l'Inn. Elle était commandée par l'archiduc Ferdinand, ayant sous lui les généraux Mack et Kienmayer, le premier en qualité de quartier-maître général et chargé de régler les mouvements stratégiques. Celui-ci, muni des pleins pouvoirs de l'empereur et ayant la liberté d'agir sans que personne pût entraver ses plans, était seul le vrai chef de cette armée qui avait ordre d'entrer en Bavière et de prendre position près d'Ulm pour attendre l'arrivée de la première armée russe.

La seconde armée, sous les ordres immédiats de l'archiduc Charles, se composait de 45,000 hommes rassemblés à Bassano sur la Brenta, commandés par le général Bellegarde, et de 55,000 hommes à Laybach, commandés par le prince en personne ; quartier-maître général le baron de Zach.

La troisième armée, commandée par le jeune archiduc Jean, ayant sous lui le général Auffenberg, se composait de 20,000 hommes déjà établis dans le Tyrol et de 10,000 hommes, aux ordres du général Jellachich, qui étaient au camp de Bregenz dans le Vorarlberg. L'archiduc Jean devait se ménager des communications avec les armées d'Allemagne et d'Italie pour ren-

forcer au besoin celle qui aurait besoin de son secours, et ses troupes formaient ainsi le corps intermédiaire entre les deux grandes armées, dont la première devait se porter sur Ulm, et, dans le cas d'un succès décidé, pénétrer en France par la Suisse et la Franche-Comté; et la seconde s'avancer sur le royaume d'Italie.

1805 – an XIV
Allemagne.

En outre, quarante bataillons de dépôt s'organisaient dans leurs garnisons et se disposaient à marcher pour se porter où le besoin les appellerait.

Les Russes, de leur côté, rassemblaient trois armées. La première, de 50,000 hommes, à Radzivilof en Gallicie, sous le commandement du général Kutusoff, devait opérer immédiatement sa jonction avec les Autrichiens et agir en Bavière.

La seconde, aussi de 50,000 hommes, réunie à Brest-Litovski en Bohême, était commandée par le général Buxhœwden et le général Essen.

La troisième, de 40,000 hommes, sous les ordres du général Benningsen, s'assemblait sur les frontières de la Prusse.

Le général Michelson avait le commandement en chef de ces deux dernières armées, auxquelles était réunie la garde impériale russe, forte de 12,000 hommes, aux ordres du grand-duc Constantin. On espérait que les 90,000 hommes composant ces deux armées obtiendraient de gré ou de force leur passage à travers les provinces prussiennes.

L'armée autrichienne d'Allemagne devant s'avancer directement sur les frontières de France, c'était surtout à assurer sa formation et son complément que l'Angleterre s'employait plus particulièrement; et quoiqu'il eût été beaucoup plus avantageux à l'Autriche d'ouvrir la campagne en Italie, où les renforts tirés de l'intérieur et des côtes de France auraient été plus lents à parvenir, il fallut que le cabinet de Vienne se soumît aux vues du ministère anglais et négligeât ses propres intérêts. Il fut donc décidé que tous les corps disponibles, et surtout ceux qui avaient déjà fait les campagnes sur le Rhin, seraient dirigés sur l'Inn et le Danube.

Dans cet état de choses, Napoléon pensa que le moment était venu de prendre vis-à-vis de l'Autriche l'attitude convenable, pour montrer à cette puissance qu'il ne pouvait plus

1805—an XIV Allemagne. s'en laisser imposer par toutes les protestations et les astuces diplomatiques du comte de Cobentzel. En demandant au cabinet de Vienne une explication catégorique sur ses intentions, il lui fit notifier qu'il regarderait comme une déclaration de guerre la violation du territoire de l'électeur de Bavière, qui, effrayé de l'orage qu'il voyait se former et grossir sur sa frontière, s'occupait déjà à faire refluer vers la Franconie ses arsenaux, ses magasins et les caisses publiques.

L'empereur d'Allemagne, qui ne voyait point de troupes françaises sur la ligne du Rhin, et qui ne doutait point que ses nombreux alliés ne pussent être sur le champ de bataille aussitôt que l'armée de son adversaire, encore baraquée à trois cents lieues des frontières de la Bavière, n'hésita plus à lever le masque et à jeter le gant. Il fit répondre à la note du ministre des relations extérieures, Talleyrand, par une autre note, dans laquelle le cabinet autrichien avouait hautement ce qu'il avait fait soupçonner par ses préparatifs ; il y reproduisait les récriminations insérées dans ses notes précédentes et annonçait que l'empereur de Russie entrait entièrement dans les vues de son allié. « Pour achever, était-il dit dans cette note curieuse, que Napoléon ne dédaigna point de réfuter lui-même, sous le voile de l'anonyme, dans le journal officiel (le *Moniteur*) ; pour achever de prouver la rectitude des intentions des deux cours impériales d'Autriche et de Russie, on déclare ici solennellement, et au nom de l'une et de l'autre, qu'elles sont prêtes à négocier avec la cour de France pour le maintien de la paix du continent, aux termes les plus modérés, compatibles avec le repos et la sûreté générale ; que, quelle que soit l'issue de la négociation et dût l'éclat de la guerre être inévitable, elles se sont mutuellement engagées à s'abstenir de toute entreprise qui tendrait soit à s'immiscer dans les affaires intérieures de la France, soit à altérer l'état de possession et des rapports qui se trouvent actuellement établis légalement dans l'empire germanique, soit à blesser le moins du monde les droits et les intérêts de la Porte Ottomane, dont elles sont au contraire prêtes à défendre, autant qu'il dépendra d'elles, les possessions et l'intégrité ; enfin, que la Grande-Bretagne leur a fait connaître des sentiments parfaitement analogues aux leurs, et des disposi-

tions également modérées pour le rétablissement de la paix avec la France. » Ainsi, comme le faisait observer fort bien l'auteur de la réfutation insérée dans le *Moniteur*, on devait juger des sentiments de la cour de Vienne par ceux de l'Angleterre, de sa politique *impartiale et juste* par la conduite constante de l'Angleterre, de sa bienveillance pour les faibles, de sa justice pour les neutres par la modération de l'Angleterre.

Cependant les troupes autrichiennes passèrent l'Inn, la Bavière fut envahie, et la guerre par conséquent déclarée.

Mais, avant de commencer le récit de cette campagne, nous devons faire connaître par quelques détails le plan et les espérances de la coalition.

La restitution du duché de Milan et des autres possessions autrichiennes en Italie était le leurre principal que les Anglais avaient présenté au cabinet de Vienne. Le grand faiseur Mack avait assuré à l'empereur François II qu'il opposerait une digue suffisante aux efforts de Napoléon pour pénétrer dans le cœur de l'Allemagne et surtout pour envahir les États héréditaires, tandis que les troupes aux ordres de l'archiduc Charles agiraient vigoureusement en Italie, et en Helvétie par le Tyrol. La reine de Naples, qui négociait en même temps, le même jour, un traité de neutralité avec la France et son adhésion à la troisième coalition contre cette puissance, devait, avec une armée de 35,000 hommes, appuyer l'archiduc Charles de tous ses moyens, en faisant une diversion sur les derrières de l'armée de Masséna par l'État romain, la Toscane, et se glissant, s'il était possible, par le Piémont et la rivière de Gênes, jusque dans le midi de la France, secondée par un corps de 6,000 Anglais qui étaient à Malte et par un corps russe, attendus de jour en jour dans le port de Naples. 12,000 Russes, rassemblés à Corfou sous les ordres du général Aurep, devaient en outre débarquer à Venise, soit pour garder cette ville, soit pour inquiéter, selon les circonstances, les flancs de l'armée française.

Le Hanovre, occupé par les Français, devait être attaqué d'abord et ensuite la Hollande, par le roi de Suède, sortant de la Poméranie, avec 16,000 Suédois, un corps russe de 16,000 hommes que devait amener de Reval le général Tolstoy, et une armée formée de troupes anglaises et des anciennes troupes

1805—an XIV Allemagne.

hanovriennes, conduites et organisées par le prudent duc de Cambridge; enfin par le roi de Prusse, qui laissait espérer son appui et eût fini par l'accorder sans doute, si le gouvernement britannique eût offert de plus forts subsides, et si les commencements de la campagne eussent été moins décisifs.

Entre ces deux points d'opérations, l'armée autrichienne qui envahissait la Bavière paraissait destinée, après cette conquête et l'occupation des débouchés de la forêt Noire, à faire la guerre défensivement, jusqu'à ce qu'elle eût été jointe par la grande armée russe, conduite par l'empereur Alexandre en personne. Les deux armées reprenaient alors l'offensive, et l'on espérait le concours de la Prusse et des autres grands princes de l'empire germanique, qu'on se flattait d'entraîner aisément de gré ou de force.

Telles étaient les forces avec lesquelles la coalition entrait en lice; en outre, l'Angleterre mettait en ligne de compte ses menées sourdes, ses intrigues avec les mécontents de l'intérieur de la France, ses machines infernales et ses brûlots.

Dès le 3 septembre, l'empereur François II, dans une espèce de manifeste ou de proclamation, fit part à ses peuples des motifs qui le décidaient à recommencer la guerre, et, sans doute afin d'exciter davantage le courage de ses troupes, il leur promit de marcher lui-même à leur tête. Le vœu général des Autrichiens était que l'archiduc Charles fût à la tête de l'armée destinée à s'avancer vers le Rhin : ce prince seul paraissait digne d'être opposé à Napoléon, qu'on s'attendait à voir guider lui-même ses valeureux soldats. La conduite sage et savante de l'archiduc dans les deux campagnes de 1796 et 1799, l'expérience qu'il avait acquise à ces deux époques, justifiaient l'opinion qu'on avait de lui; mais le général Mack, si désavantageusement connu par sa ridicule campagne de Naples, fut appelé à diriger, sous les ordres de l'archiduc Ferdinand, les opérations de l'armée d'Allemagne, et l'archiduc Charles fut placé à la tête des troupes en Italie. On a dit que les Anglais avaient beaucoup contribué à faire éloigner ce prince du théâtre principal des opérations, parce qu'il avait mal auguré de la guerre qu'on entreprenait, et parce que le général Mack leur

paraissait, ainsi qu'au ministère autrichien, devoir servir avec plus de vigueur et de dévouement [1]. 1805—an XIV Allemagne.

Le 7 septembre, l'avant-garde de l'armée autrichienne, forte de 14,000 hommes d'infanterie et 4,000 chevaux aux ordres du comte de Klenau, passa la Salza à Burghausen. Une forte colonne prit de suite la route de Mühldorf, où elle passa l'Inn le 8, et se porta ensuite sur Landshut, qu'elle occupa le 10. Une autre colonne se dirigea par Wasserburg sur Munich, dont elle avait ordre de s'emparer, afin d'aller sans délai occuper les positions de Landsberg et de Friedberg sur le Lech.

L'électeur de Bavière avait vainement tenté de prévenir cette violation de son territoire. Sommé par le cabinet de Vienne de s'unir aux puissances coalisées contre la France, ce prince avait répondu que son intention était de garder une neutralité absolue dans la nouvelle lutte qui allait s'engager; qu'il n'avait à former aucune plainte contre l'empereur Napoléon; que, devant à l'influence de ce dernier les indemnités qu'il avait obtenues pour les pertes essuyées dans la dernière guerre, il ne pouvait sans ingratitude se déclarer contre lui.

Le prince de Schwartzenberg, envoyé par l'empereur François II auprès de l'électeur pour déterminer celui-ci, demanda alors impérieusement que l'armée bavaroise fût remise aux généraux autrichiens pour être incorporée dans celle d'Autriche; il lui échappa la menace que, en cas de refus, on la désarmerait. Il requit également qu'on lui fournît un état exact de l'armée, et n'accorda qu'un seul jour pour délibérer sur ces propositions.

L'électeur Maximilien Joseph, n'étant point en mesure, crut pouvoir encore se fier à la générosité qu'il supposait à la cour de Vienne. Il dépêcha donc le comte de Nogarolla vers l'empereur d'Allemagne, et, dans une lettre écrite de sa main, il lui représentait d'une manière aussi forte que franche les circonstances dans lesquelles il se trouvait, et la nécessité de con-

[1] On a également prétendu que la cour de Russie avait partagé l'opinion des Anglais, par suite du ressentiment qu'elle avait encore de la perte de la bataille de Zurich. On doit se rappeler en effet que le maréchal Souwarof avait attribué au prince Charles la plus grande part dans cette défaite mémorable.

1805 – an XIV Allemagne. server son système de neutralité. M. de Nogarolla était à peine parti de Munich, qu'on apprenait dans cette capitale les préparatifs que faisait l'armée autrichienne pour passer l'Inn.

Les ordres pour la retraite des troupes bavaroises furent donnés seulement dans la nuit du 8 au 9 septembre ; l'électeur et son ministère quittèrent la capitale de la Bavière pour se retirer dans les provinces de la Franconie. Le général de Wrede, commandant l'armée bavaroise, trop faible pour résister aux forces nombreuses de l'Autriche, se retira au delà du Lech.

L'armée autrichienne, qui avait suivi le corps du général Klenau, entra dans Munich le 11 septembre, et cette victoire facile fut déshonorée par des excès qui ne firent qu'irriter davantage les Bavarois en leur inspirant le désir de la vengeance. L'empereur François II se rendit lui-même le 21 septembre dans la capitale des États bavarois, où il fit une espèce d'entrée triomphale ; il se rendit le lendemain à Landsberg où il assembla le 25 un conseil de guerre, dans lequel il fut arrêté que l'armée conserverait sa position avancée entre le Danube et les Alpes tyroliennes, jusqu'à l'arrivée de l'armée russe en Bavière. Après avoir donné des ordres en conséquence de cette décision, l'empereur repartit pour Vienne, dans l'intention de revenir prendre le commandement de l'armée combinée aussitôt que la jonction avec l'armée russe serait effectuée.

A la première nouvelle des mouvements hostiles commencés par les troupes autrichiennes, Napoléon avait quitté Boulogne pour se rendre à Paris, où il arriva le 4 septembre. A cette époque, il n'avait point encore connaissance de la proclamation de l'empereur d'Allemagne à son armée. Les rapports diplomatiques lui apprenaient seulement le mouvement extraordinaire qui régnait dans les États héréditaires, la marche des troupes sur l'Inn, dans le Tyrol, et sur les rives de l'Adige. Le comte de Cobentzel était encore à Paris, lorsqu'on apprit tout à coup l'invasion de la Bavière par l'armée du général Mack. Napoléon fit aussitôt remettre, par le ministre Talleyrand, à M. de Cobentzel une note portant qu'aucune négociation ne pourrait avoir lieu, et qu'aucune proposition ne serait entendue, avant que les troupes autrichiennes eussent évacué

la Bavière et fussent rentrées sur leur territoire; mais l'ambassadeur autrichien avait ordre de ne plus dissimuler. Il répondit que la ferme intention de l'empereur, son maître, était de se maintenir en Bavière et d'étendre son armée sur le Lech. C'était, disait-il, un faible dédommagement des usurpations que le souverain des Français avait faites en Italie; il ajoutait que trois corps d'armée russes étaient sur le point d'entrer en Allemagne pour soutenir les justes prétentions de l'Autriche, et que, si la France voulait conserver la paix, il fallait qu'elle acceptât les propositions qui lui avaient été faites précédemment. 1805 - an XIV Allemagne.

Cette dernière note fut remise le 17 septembre : elle équivalait à une déclaration de guerre en règle; Napoléon la considéra comme telle : l'ordre avait été donné à tous les corps de la grande armée réunie sur les côtes de quitter leurs camps et de s'avancer à marches forcées sur le Rhin. L'empereur annonça l'intention où il était de se mettre à la tête de ses légions; mais, avant de quitter Paris, il voulut prouver à la France qu'il n'était point l'agresseur dans cette nouvelle lutte continentale, et il chargea son ministre des relations extérieures de rendre compte de toutes les démarches qu'il avait faites pour conserver la paix. Cette communication eut lieu dans une séance extraordinaire du sénat, tenue le 23 septembre et dont Napoléon fit l'ouverture par le discours suivant :

« Sénateurs,

« Dans les circonstances présentes de l'Europe, j'éprouve le besoin de me trouver au milieu de vous et de vous faire connaître mes sentiments.

« Je vais quitter ma capitale pour me mettre à la tête de l'armée, porter un prompt secours à mes alliés et défendre les intérêts les plus chers de mes peuples.

« Les vœux des éternels ennemis du continent sont accomplis : la guerre a commencé au milieu de l'Allemagne; l'Autriche et la Russie se sont réunies à l'Angleterre, et notre génération est entraînée de nouveau dans toutes les calamités de la guerre. Il y a peu de jours, j'espérais encore que la paix ne serait point troublée; les menaces et les outrages m'avaient

1805—an XIV
Allemagne.

trouvé impassible; mais l'armée autrichienne a passé l'Inn, Munich est envahie, l'électeur de Bavière est chassé de sa capitale ; toutes mes espérances se sont évanouies.

« C'est dans cet instant que s'est dévoilée la méchanceté des ennemis du continent. Ils craignaient encore la manifestation de mon profond amour pour la paix ; ils craignaient que l'Autriche, à l'aspect du gouffre qu'ils avaient creusé sous ses pas, ne revînt à des sentiments de justice et de modération ; ils l'ont précipitée dans la guerre. Je gémis encore du sang qu'il va en coûter à l'Europe, mais le nom français en obtiendra un nouveau lustre.

« Sénateurs, quand, à votre vœu, à la voix du peuple français tout entier, j'ai placé sur ma tête la couronne impériale, j'ai reçu de vous, de tous les citoyens, l'engagement de la maintenir pure et sans tache. Mon peuple m'a donné dans toutes les circonstances des preuves de sa confiance et de son amour : il volera sous les drapeaux de son empereur et de son armée, qui, dans peu de jours, auront dépassé les frontières.

« Magistrats, soldats, citoyens, tous veulent maintenir la patrie hors de l'influence de l'Angleterre, qui, si elle prévalait, ne nous accorderait qu'une paix environnée d'ignominie et de honte, et dont les principales conditions seraient la perte de nos flottes, le comblement de nos ports, et l'anéantissement de notre industrie.

« Toutes les promesses que j'ai faites au peuple français, je les ai tenues ; le peuple français, à son tour, n'a pris aucun engagement avec moi qu'il n'ait surpassé. Dans cette circonstance si importante pour sa gloire et pour la mienne, il continuera à mériter le nom de *grand peuple*, dont je le saluai au milieu des champs de bataille.

« Français, votre empereur fera son devoir, mes soldats feront le leur, vous ferez le vôtre. »

Dans cette même séance, où M. de Talleyrand fit l'exposé de la conduite tenue par le gouvernement français avec l'Autriche, les conseillers d'État Regnault (de Saint-Jean d'Angely) et de Ségur firent au sénat deux rapports, l'un contenant les motifs d'une levée de 80,000 hommes sur la conscription de 1806, et l'autre les motifs d'une autorisation demandée par

le gouvernement pour donner une organisation susceptible d'être utilisée à la garde nationale de l'empire. Le sénat s'empressa de condescendre au vœu du gouvernement en décrétant presque aussitôt la levée qui était demandée. C'était le premier exemple de cette facilité avec laquelle, sans opposition et presque sans discussion, le sénat devait, par la suite, prodiguer le sang le plus précieux de la nation, en le mettant à la disposition du chef de l'État.

Toutefois, il est juste de faire observer qu'à cette époque une pareille condescendance était véritablement commandée par les événements, et jamais appel fait au dévouement des fils de la patrie n'avait été plus légitime. La France, attaquée pour ainsi dire à l'improviste par les deux plus fortes puissances du continent, était obligée de dégarnir entièrement ses côtes pour repousser cette injuste agression. Pendant que les guerriers réunis à Boulogne allaient combattre pour la patrie dans les champs de l'Allemagne, l'Angleterre, si longtemps menacée, ne pouvait-elle pas tenter elle-même une descente, ravager les côtes françaises et brûler les armements restés sans défense dans les ports? Il était donc nécessaire de remplacer les corps destinés à agir au delà du Rhin et en Italie. Tel fut le motif de la levée extraordinaire de la conscription de 1806, et il fut parfaitement apprécié par tous les Français amis de leur pays. Les jeunes citoyens s'empressèrent de répondre à l'appel fait à leur patriotisme. Tel fut encore le motif de deux autres sénatus-consultes, dont le premier mettait en activité les conscrits des années 9, 10, 11, 12 et 13 (1801, 1802, 1803, 1804 et 1805); et le second donnait à tous les officiers, sous-officiers et soldats retirés la faculté de reprendre du service pour cette campagne, mais seulement avec les mêmes grades qu'ils avaient avant leur retraite. L'empressement avec lequel ces militaires vétérans coururent reprendre leur rang dans l'armée active prouve que, à cette époque, on ne séparait point encore l'empereur de la patrie, et que l'un et l'autre pouvaient également compter sur le dévouement des citoyens. Pour compléter le système de défense de l'empire et conformément aux dispositions d'un autre sénatus-consulte, Napoléon arrêta l'organisation des gardes nationales des départements de la Somme, du

1805—an XIV
Allemagne.

Pas-de-Calais, du Nord, de la Lys, de la Roër, de Rhin-et-Moselle, du Mont-Tonnerre, du Haut et du Bas-Rhin, du Doubs, du Jura et du Léman, en cohortes et légions dites sédentaires, et spécialement chargées de la défense des places et du territoire de ces départements. Ces corps ne pouvaient, sous aucun prétexte, être appelés au delà des frontières. Le général sénateur Rampon fut chargé de l'organisation et du commandement dans les départements de la Somme, du Pas-de-Calais, du Nord et de la Lys; le maréchal Lefebvre eut sous sa direction les cohortes de la Roër, de Rhin-et-Moselle et du Mont-Tonnerre; le maréchal Kellermann celles du Haut et Bas-Rhin; et le général sénateur Aboville celles du Doubs, du Jura et du Léman[1].

L'empereur quitta le château de Saint-Cloud le 24 septembre, et arriva à Strasbourg le 27. C'est dans cette ville qu'il attendit l'arrivée et la concentration des troupes qui devaient former la grande armée qu'il allait conduire en Allemagne.

Dès que l'armée autrichienne eut passé l'Inn, le général Michelson eut ordre de partir de Brest-Litovski avec le corps de Buxhœwden pour aller s'établir sur les bords de la Pilitza, petite rivière qui sépare la Gallicie de la Prusse. Le corps d'Essen suivit celui de Buxhœwden et forma la réserve. Benningsen eut l'ordre de concentrer ses forces près de Grodno, et le comte Tolstoy de se tenir prêt à faire voile pour Stralsund.

Indépendamment des forces actives qu'elle destinait pour cette guerre, la Russie fit une levée de 4 hommes sur 500, qui devait produire environ 60,000 hommes destinés à recruter les armées et à remplir les vides.

Le 9 août le général Kutusoff reçut de l'empereur François l'ordre de se diriger par Brünn, Krems et Braunau sur la Ba-

[1] C'est également à la même époque (17 septembre) qu'il faut placer la formation d'un corps de huit cents vélites à cheval, dont Napoléon paraît avoir eu, dans le temps, l'idée de faire sa garde particulière (gardes du corps). Ces vélites devaient être choisis parmi les conscrits de la réserve des années 11, 12 et 13, qui s'offriraient volontairement. Chaque département pouvait en fournir six. Ils devaient justifier d'un revenu de trois cents francs au moins, et étaient divisés en huit compagnies, chacune de cent hommes, etc.

vière et de se mettre sous le commandement de l'archiduc Ferdinand. En conséquence de cet ordre Kutusof se mit en marche le 13 août avec son armée forte d'environ 46,000 combattants et formée en 6 colonnes commandées par les généraux prince Bagration, Essen II, Doctoroff, Chépélef, baron Maltitz et baron Rosen. La première colonne, formant l'avant-garde, n'arriva à Lemberg que le 1er septembre. La distance de ce point à Braunau est de 122 milles d'Allemagne, et ne pouvait être franchie en moins de 40 marches. Les autres colonnes suivaient, à une journée de distance l'une de l'autre, la seule route ouverte pour traverser la Gallicie et la Moravie, et ne pouvaient se trouver réunies sur la frontière orientale des États heréditaires d'Autriche que vers la fin d'octobre. 1805—an XIV Allemagne.

Cependant le général Mack, après l'occupation de Munich, avait dirigé un corps d'armée vers le haut Palatinat, où devait s'opérer la jonction avec les Russes, qui s'avançaient à marches forcées; et lui-même, avec le reste des troupes, avait suivi le plan arrêté dans le conseil tenu à Landsberg et était venu se déployer faisant face au Rhin, depuis la pointe méridionale du Würtemberg jusqu'au lac de Constance. Dans cette position, l'aile gauche de la grande armée autrichienne s'appuyait à la droite du corps que le général Auffenberg achevait d'organiser dans le Tyrol; ses communications étaient assurées sur tous les points; maîtresse de tous les débouchés de la Forêt-Noire et des places qui bordaient la vaste ligne qu'elle occupait, elle pouvait encore tirer un grand parti des autres obstacles qu'opposerait à la marche des Français un terrain coupé par des bois, des montagnes et des rivières. Avec de pareils avantages et au moyen des savantes manœuvres qu'il méditait, le général Mack se flattait de donner à l'armée russe le temps de venir se mettre en ligne.

Déjà le maréchal Berthier avait quitté le ministère de la guerre pour exercer aupès de l'empereur Napoléon les fonctions de major général. Il avait reçu l'ordre de former les divisions de l'armée réunie sur les côtes, de tracer l'itinéraire des colonnes sur Strasbourg, d'organiser les différents parcs d'artillerie, de presser la remonte de la cavalerie et du train, de diriger vers les frontières du Rhin les détachements et dépôts des corps qui

1805 — an XIV Allemagne.

étaient dans les places de l'intérieur, afin de porter, autant que possible, tous les régiments au complet. Ceux de ces derniers qui n'avaient point été désignés pour l'expédition d'Angleterre reçurent une destination, soit pour la grande armée d'Allemagne, soit pour l'Italie, où le prince vice-roi avait l'ordre d'organiser les divisions de son commandement. Dès les premiers jours de septembre, le maréchal Bernadotte, qui avait remplacé le maréchal Mortier dans le commandement de l'armée de Hanovre, avait dû se tenir prêt à marcher pour venir se lier à la gauche de la grande armée quand celle-ci pénétrerait en Allemagne. Le général Marmont, commandant les troupes françaises réunies dans le camp de Zeist en Hollande, devait former un corps dont on lui désigna la force, et qui était destiné à remonter le Rhin, afin de se joindre à la masse qu'on disposait pour écraser l'Autriche. Un corps qui se formait sur le Rhin sous les ordres du maréchal Augereau était également destiné à se réunir à la grande armée d'Allemagne.

Malgré l'enthousiasme qu'avaient montré les troupes rassemblées sur les côtes pour la vaste et périlleuse entreprise d'une descente en Angleterre, on put remarquer un élan encore plus prononcé lorsqu'elles apprirent, par une proclamation d'ordre du jour, qu'une puissance qu'elles avaient vaincue naguère venait de jeter de nouveau le gant, espérant profiter de leur éloignement pour insulter avec quelque impunité les frontières de la France, et que cette circonstance appelait les guerriers de la patrie à combattre sur le même terrain et dans les champs déjà témoins de leurs glorieux exploits. A cette nouvelle, l'armée ne put se défendre d'un mouvement de surprise, causée par la téméraire déloyauté de l'Autriche; mais, dans le cœur des vieux soldats, ce sentiment fit bientôt place à l'indignation et au désir ardent de punir une agression aussi intempestive. Ils sentirent tout l'avantage qu'ils allaient avoir en déployant leur valeur accoutumée dans des contrées qui leur étaient déjà connues, et ils renoncèrent sans peine aux chances que pouvait leur faire courir un élément avec lequel ils n'étaient point encore parfaitement familiarisés, contre lequel ils auraient eu peut-être à lutter désastreusement avant de pouvoir atteindre le rivage de la fière Albion.

Tandis que les colonnes de l'armée des côtes de l'Océan commençaient leur mouvement vers Strasbourg, le maréchal Bernadotte recevait l'ordre de faire occuper les forteresses de Hameln et de Nienburg par le 19e régiment de ligne sous les ordres du général de division Bastoul, nommé commandant supérieur du pays de Hanovre, et de réunir ses troupes sur la frontière de l'électorat de Hesse-Cassel, pour se porter ensuite sur Francfort. Le général Marmont recevait en même temps l'ordre de lever son camp de Zeist, de quitter la Hollande, de remonter le Rhin, afin d'arriver, avec son corps d'armée, sur le Mayn, pour prendre part aux opérations ultérieures. 1805 — an XIV Allemagne.

Le maréchal Bernadotte avait, en quittant l'électorat de Hanovre, une première difficulté à vaincre, qui demandait toute la sagacité, la prudence et la fermeté de ce chef. Il s'agissait de ménager la susceptibilité d'un prince dont les intentions paraissaient déjà douteuses et qui avait de grands moyens de résistance. Il importait à la France d'éviter une seconde lutte sur le territoire allemand et de ne point déterminer la Prusse, ainsi que les Hessois, ses alliés, à s'unir de suite à la coalition. L'armée de Hanovre, déjà désignée comme le premier corps de la grande armée française, fut concentrée à Munden sur le Weser, le 15 septembre, et le lendemain les divisions bivouaquèrent à la lisière de la forêt de Munden, à deux lieues de Cassel. L'envoyé de France à la cour de Hesse-Cassel, d'après les instructions de son gouvernement, avait, autant que possible, disposé le ministre de l'électeur à ne pas considérer comme une agression le passage qu'il demandait impérieusement pour les troupes françaises du Hanovre à travers la Hesse. Cet envoyé était M. Bignon[1], et personne n'était plus propre que lui à remplir avec succès la mission dont on l'avait chargé. Il jouissait auprès de l'électeur d'un crédit que la loyauté de ses principes, la franchise de son caractère et son habileté diplomatique lui avaient assuré dans ses relations précédentes. Toutefois, il n'était pas sans quelque inquiétude sur les dispositions des troupes de l'électeur, excitées par la noblesse du pays, en-

[1] Depuis membre de la chambre des députés, et auteur d'une *histoire de France depuis le 18 brumaire jusqu'en 1815.*

1805—an XIV Allemagne. nemie déclarée de la France et qui leur faisait envisager le passage de l'armée de Hanovre à travers le territoire hessois comme une tache imprimée à leur honneur.

Bernadotte avait envoyé un de ses officiers auprès de l'électeur, afin de presser la décision qu'il attendait. Tout était prêt pour traverser militairement et de vive force, s'il était nécessaire, le pays de Hesse-Cassel, en remontant la rive droite de la Fulde par Lichtenau, pour gagner la ville de Fulde et la grande route de Würtzburg. L'intention du maréchal était, par ce mouvement, d'éviter un engagement sérieux avec les troupes électorales, qui étaient depuis plusieurs jours rassemblées en partie à Cassel et dans ses environs, et sur la rive gauche du Weser, au-dessous de Munden. L'électeur, quoique initié dans les intrigues secrètes de l'Angleterre avec la cour de Berlin, n'avait point encore reçu de cette dernière des instructions conformes à sa manière de voir; et, dans la situation présente de la Prusse, qui mettait alors en balance les avantages qu'elle pouvait tirer de sa neutralité dans la nouvelle guerre, le souverain de la Hesse sentit qu'il serait au moins imprudent d'attirer d'abord sur lui seul un orage prêt à éclater et qui pouvait ravager son pays en peu d'instants. Il prit donc la résolution de répondre au maréchal Bernadotte qu'il était disposé à souscrire aux arrangements nécessaires pour le passage des troupes françaises à travers ses États, s'en rapportant à la loyauté bien connue de leur chef pour faire les dispositions convenables au maintien de l'ordre et de l'harmonie entre les soldats français et les sujets hessois; que, de son côté, il prendrait toutes les précautions requises par les circonstances; que, comme la marche de l'armée française ne paraissait pas devoir souffrir de retard, le maréchal pouvait, dès le moment, envoyer à Cassel un officier muni de ses ordres pour les arrangements à prendre dans la journée même, et que, le lendemain, après la convention arrêtée, il lui serait loisible de commencer son mouvement.

Cette réponse satisfaisante était due, en grande partie, aux démarches actives du ministre de France Bignon. Le maréchal Bernadotte s'empressa d'envoyer son chef d'état-major, le général Léopold Berthier, auprès de l'électeur, qui se trou-

vait alors à son château de Wilhelmshohe. Après une première entrevue avec S. A., le général Berthier régla et arrêta, dans une conférence avec les ministres, la marche de l'armée française par Marburg et Giessen, en s'étendant autant que les localités le permettraient, pour ne laisser par gîte qu'une brigade de 3,000 hommes au plus, l'armée entière devant, au surplus, traverser Cassel dans la journée du 17 septembre. Il fut arrêté que les vivres et les moyens de transport dont les troupes pourraient avoir besoin seraient payés comptant, ce qui fut ponctuellement exécuté par la commission de subsistances que les États du Hanovre avaient placée à la suite de l'armée, en vertu d'arrangements faits avec le maréchal Bernadotte et par lesquels ces mêmes États s'étaient obligés a nourrir les troupes jusqu'à leur arrivée sur les bords du Mayn.

Le mouvement de l'armée française à travers l'électorat de la Hesse se fit avec tout l'ordre et la discipline qu'on pouvait attendre de soldats amis. Les deux divisions d'infanterie commandées par les généraux Rivaud et Drouet, la division de cavalerie sous les ordres du général Kellermann, et l'artillerie sous ceux du général Éblé, traversèrent Cassel en passant devant les rangs de la garde et d'une partie des troupes de l'électeur, qui étaient sous les armes. Les Hessois admirèrent la belle tenue des guerriers français, qui paraissaient marcher à une victoire assurée.

Le 21 septembre, les trois divisions prirent position à Butzbach dans le pays de Darmstadt; le parc d'artillerie et l'arrière-garde restèrent à une marche en arrière. Le 30, tout le corps d'armée se trouva réuni devant Würtzburg.

Le général Marmont, ayant remonté la rive gauche du Rhin, arriva à Mayence à peu près à la même époque, avec le corps d'armée jusqu'alors stationné en Hollande, pour se diriger ensuite sur Würtzburg, où il devait se joindre au corps du maréchal Bernadotte et à l'armée bavaroise, comme nous le dirons plus tard.

Les diverses colonnes des autres corps de la grande armée, formés des troupes qui avaient campé sur les côtes de l'Océan, et qui étaient précédemment destinées à l'expédition d'Angleterre, arrivèrent successivement sur le Rhin du 20 au 26 septembre.

1805—an XIV Allemagne.

Voici quelle était, à l'époque de la levée des camps de l'Océan, la composition et la force des sept premiers corps d'armée qui devaient agir en Allemagne :

		Hommes.
Etat-major général		356
1er corps.	Maréchal Bernadotte. Divisions Drouet, Rivaud, Kellermann, artillerie et génie	17,737
2e —	Général Marmont. Divisions Boudet, Grouchy, Dumonceau, Lacoste, art. et génie	20,758
3e —	Maréchal Davoust. Divisions Bisson, Friant, Gudin, cavalerie légère du général Vialannes, artillerie et génie	27,452
4e —	Maréchal Soult. Divisions Saint-Hilaire, Vandamme, Legrand, Suchet, cavalerie du général Margaron, artillerie et génie	41,358
5e —	Maréchal Lannes. Divisions Oudinot, Gazan, cavalerie légère du général Treilhard, artillerie et génie	17,788
6e —	Maréchal Ney. Div. Dupont, Loison, Malher, caval. légère du général Tilly, art. et génie	21,407
7e —	Maréchal Augereau. Divisions Desjardins, Maurice Matthieu, artillerie et génie	14,450
Ce dernier corps, qui était en formation, n'entra pas d'abord en action et ne reçut que le 23 octobre l'ordre de marcher à Kempten sur l'Iller.		
Réserve de cavalerie : Prince Murat. 2 divisions de grosse cavalerie : généraux Nansouty et d'Hautpoul. 4 divisions de dragons : généraux Klein, Walther, Beaumont et Bourcier. Division de dragons à pied : général Baraguay d'Hilliers, artillerie et génie		22,015
Grands parcs généraux		3,885
Garde impériale		6,265
	Armée française d'Allemagne	196,471

Troupes électorales	Bavarois, généraux de Wrede et Deroi	23,220	31,190
	Wurtembergeois, baron Seeger	5,649	
	Badois, général de Harranth	2,321	
	Total de l'effectif général		227,661

Toutes les troupes françaises, avant de passer le fleuve, occupèrent une ligne dont l'extrémité droite était à Strasbourg, le centre à Spire et la gauche à Mayence. 1805—an XIV Allemagne.

Le prince Murat, avec les trois divisions de dragons, commandées par les généraux Klein, Beaumont et Walther, passa le Rhin le 25 septembre à Kehl, et resta quelques jours en position devant les débouchés de la forêt Noire, annonçant, par les fréquents mouvements de ses patrouilles sur la ligne des postes ennemis, que l'intention de l'empereur Napoléon était de pénétrer par ces débouchés. Ces démonstrations avaient pour but d'attirer principalement l'attention du général Mack sur ce point.

Le corps du maréchal Lannes, composé de la belle division de grenadiers aux ordres du général Oudinot[1], et d'une division d'infanterie commandée par le général Suchet, passa également le Rhin à Kehl le même jour (25 septembre), fit halte pendant la nuit aux environs de Rastadt, et s'avança le lendemain sur Ludwigsburg.

Le corps du maréchal Ney, formé des divisions d'infanterie aux ordres des généraux Dupont, Loison et Malher; de la division de dragons à pied, commandée par le général Baraguay d'Hilliers, traversa le fleuve, le 26, sur un pont jeté vis-à-vis de Durlach, et se porta sur Stuttgard.

Le corps du maréchal Soult, composé des divisions Vandamme, Legrand et Saint-Hilaire, effectua son passage le même jour à Spire, et marcha sur Heilbronn.

Enfin, le corps du maréchal Davoust, formé des divisions Friant, Gudin et Bisson, passa le Rhin à Mannheim le 25, et se porta, par Heidelberg et Neckar-Eltz, sur le Neckar. Ce corps fut précédé par la division de grosse cavalerie du général Nansouty.

Nous avons dit plus haut que le corps venant de Hollande, sous les ordres du général Marmont, était arrivé à Mayence. Il y passa le Rhin vis-à-vis de Cassel, traversa Francfort et le pont du Mayn, et se dirigea sur Würtzburg par Offenbach et Seligenstadt, avec sa belle artillerie.

Napoléon avait demandé à la cour de Bavière de mettre à sa

[1] Cette division avait été formée, sur les côtes de la Manche, de compagnies de grenadiers de différents régiments.

1805 — an XIV Allemagne. disposition l'armée bavaroise, que l'invasion des Autrichiens avait forcée de se retirer dans les principautés de Bamberg et de Würtzburg, derrière la Regnitz et le Mayn. Les négociations entamées à ce sujet ayant eu, comme on peut le croire, un prompt succès, le maréchal Bernadotte, qui établit son quartier général à Würtzburg le 28 septembre, reçut du ministre bavarois la notification officielle que les troupes électorales aux ordres des lieutenants généraux Deroi et de Wrede allaient être mises sous son commandement. Dans le même temps, un aide de camp du maréchal Berthier, major général de la grande armée, apporta à Bernadotte l'ordre de réunir les divisions bavaroises à l'armée de Hanovre, sous la dénomination commune de premier corps de la grande armée. A cet effet, le maréchal dut marcher sur Weissenburg pour opérer cette réunion, en faisant remonter la Regnitz aux troupes bavaroises qui se trouvaient sur cette rivière, par Forcheim et Nuremberg, tandis que les divisions françaises qui étaient stationnées aux environs de Würtzburg prendraient leur direction par Offenheim, Anspach et Gunzenhausen. Le corps du général Marmont, ayant fait sa jonction avec celui du maréchal Bernadotte, devait suivre la même direction.

Pendant que ces différents mouvements s'opéraient, Napoléon, arrivé le 27 septembre à Strasbourg, y séjourna jusqu'au 1er octobre. Sa pensée avait suffi jusqu'alors pour diriger toutes ces masses sur un territoire ami; mais le moment était venu de les faire agir et de combiner leur marche ultérieure d'après les mouvements de l'ennemi. Il fit traverser le Rhin au grand parc d'artillerie, qu'il dirigea sur Heilbronn (à peu près au centre de la ligne d'opérations), et passa lui-même le fleuve, le 1er octobre, à Kehl. Il vint coucher le même jour à Ettlingen, où il fut reçu par l'électeur et les princes de Bade, empressés de venir faire leur cour à celui qu'ils appelaient leur libérateur. Le lendemain, il se rendit à Ludwigsburg, résidence de l'électeur duc de Würtemberg, qui lui prodigua les mêmes honneurs et les mêmes expressions de reconnaissance qu'il avait reçus à Ettlingen.

Avant de passer le Rhin, Napoléon avait fait mettre à l'ordre de l'armée la proclamation suivante :

« Soldats 1805—an XIV Allemagne.

« La guerre de la troisième coalition est commencée : l'armée autrichienne a passé l'Inn, violé les traités, attaqué et chassé de sa capitale notre allié.... Vous-mêmes, vous avez dû accourir à marches forcées à la défense de nos frontières ; mais déjà vous avez passé le Rhin.... Nous ne nous arrêterons plus que nous n'ayons assuré l'indépendance du corps germanique, secouru nos alliés, et confondu l'orgueil de nos injustes agresseurs. Nous ne ferons plus de paix sans garantie, notre générosité ne trompera plus notre politique.

« Soldats ! votre empereur est au milieu de vous, vous n'êtes que l'avant-garde du grand peuple ; s'il est nécessaire, il se lèvera tout entier à ma voix pour confondre et dissoudre cette nouvelle ligue qu'ont tissue la haine et l'or de l'Angleterre.

« Mais, soldats, nous aurons des marches forcées à faire, des fatigues, des privations de toute espèce à endurer. Quelques obstacles qu'on nous oppose, nous les vaincrons, et nous ne prendrons pas de repos que nous n'ayons planté nos aigles sur le territoire de nos ennemis. »

En même temps l'empereur des Français, afin d'exciter dans l'armée bavaroise les mêmes sentiments qui régnaient dans la sienne, adressa aux soldats de l'electeur cette autre proclamation :

« Soldats bavarois !

« Je viens me mettre à la tête de mon armée pour délivrer votre patrie de la plus injuste agression.

« La maison d'Autriche vient détruire votre indépendance et vous incorporer à ses vastes États. Vous serez fidèles à la mémoire de vos ancêtres, qui, quelquefois opprimés, ne furent jamais abattus et conservèrent toujours cette indépendance, cette existence politique qui sont les premiers biens des nations, comme la fidélité à la maison palatine est le premier de vos devoirs.

« En bon allié de votre souverain, j'ai été touché des marques d'amour que vous lui avez données dans cette circonstance importante. Je connais votre bravoure ; je me flatte qu'après

1805—an XIV Allemagne. la première bataille je pourrai dire à votre prince et à mon peuple que vous êtes dignes de combattre dans les rangs de la grande armée. »

Le général Mack, après avoir pris pendant deux ou trois jours le change sur la direction que Napoléon donnait aux différents corps de son armée, ne fut pas plus longtemps dupe des démonstrations faites par la cavalerie du maréchal Murat vis-à-vis des débouchés de la forêt Noire. Après quelques mouvements ordonnés en conséquence de son erreur première, le général autrichien, ne pouvant plus douter que l'intention de l'empereur des Français ne fût de se porter sur le Danube, en évitant les montagnes Noires et la ligne de rivières parallèles qui se jettent dans la vallée de ce fleuve, opéra un changement de front dans sa ligne. Toutefois, ne pouvant pas saisir l'ensemble des vastes combinaisons de son adversaire et incertain sur le point où celui-ci se proposait de commencer son attaque, il donna des ordres pour que ses troupes se concentrassent dans les environs d'Ulm, de Stockach et de Memmingen, et il résolut de prendre ces mêmes positions où cinq ans auparavant les deux armées française et autrichienne avaient fait une guerre de manœuvres si intéressante. Il passa lui-même le Danube, après avoir renforcé le corps d'armée établi sur la rive gauche de ce fleuve, sous les ordres du général Kienmayer.

Cependant l'armée française continuait son grand mouvement. La gauche, qui, comme nous l'avons dit, se composait des corps du maréchal Bernadotte, du général Marmont et de l'armée bavaroise, s'était mise en marche, les 1er et 2 octobre, pour se réunir à Weissenburg.

Le maréchal Davoust, parti de Neckar-Eltz, suivait la route de Meckmühl, Ingelfingen, Creilsheim, Dinkelsbühl, Frembdingen, OEttingen et Haarburg.

Le maréchal Soult s'était mis en marche de Heilbronn et s'avançait sur le Danube par OEhringen, Hall, Gaildorf, Abst-Gmundt, Aalen et Nördlingen.

Le maréchal Ney, parti de Stuttgard, suivait la route d'Esslingen, Göppingen, Weissenstein, Heidenheim et Nattheim.

Le maréchal Lannes, en quittant Ludwigsburg, avait pris la

route de Beutelsbach, Pludershausen, Gemund, Aalen et Nördlingen. 1805 — an XIV. Allemagne.

Ainsi, l'armée, qui avait commencé son changement de direction au passage du Rhin, le continuait par un mouvement circulaire de conversion dont la droite était le pivot. Chaque partie de la ligne parcourait son rayon, et, par cette seule manœuvre, elle venait faire face au Danube, après avoir traversé une grande partie de la Souabe et de la Franconie; elle se trouvait portée en Bavière par une marche de quelques jours. Elle retirait tous les avantages que les grandes plaines de cette contrée peuvent fournir, et, ayant évité les montagnes et les obstacles de la forêt Noire, elle se trouvait sur les derrières de l'ennemi, qui, tourné et pris à revers, n'avait pas un moment à perdre pour sortir de cette position fâcheuse.

Par suite de ce grand mouvement, l'armée française tenait au 6 octobre la ligne suivante :

Le corps du maréchal Bernadotte et l'armée bavaroise réunis étaient en position à Weissenburg; celui du maréchal Davoust à OEttingen, à cheval sur la Wernitz. Le maréchal Soult, maître du pont de Münster, était aux portes de Donauwörth; le maréchal Ney, à Kössingen; le maréchal Lannes, à Neresheim; enfin la cavalerie du prince Murat bordait le Danube.

En venant se placer ainsi sur les derrières de l'armée ennemie, Napoléon avait évité d'avoir en flanc les débouchés du Tyrol, inconvénient qui eût résulté du système d'opérations que lui avait supposé le général Mack.

Le corps autrichien du feld-maréchal lieutenant comte Giulay s'était réuni à Ulm dans les premiers jours d'octobre. Le comte de Klenau arriva dans cette ville pendant la nuit du 4 au 5, avec plusieurs régiments du corps d'avant-garde que le général Mack faisait revenir en toute hâte des gorges de la forêt Noire : plus de 6,000 hommes accourant des bords de l'Iller se rendirent également sur ce même point.

Le général autrichien, déconcerté par la marche rapide et la présence de l'armée française sur ses derrières, perdit en cette circonstance le moment précieux qui lui restait encore pour faire faire sur toute l'étendue de sa ligne un mouvement qui aurait facilité le développement de ses troupes et par lequel

1805 — an XIV Allemagne.

il se serait trouvé en bataille devant l'armée française, en même temps qu'il y aurait trouvé la facilité de faire sa jonction avec les troupes russes en marche vers le Danube, et celle de conserver ses communications avec le Tyrol.

La deuxième division du corps d'armée du maréchal Soult, commandée par le général Vandamme, étant arrivée, le 6, à huit heures du soir, à Donauwörth, eut l'honneur de porter les premiers coups à l'armée autrichienne. Elle culbuta le régiment de Colloredo, qui défendait le pont de la ville, lui tua une soixantaine d'hommes et fit 150 prisonniers. Le maréchal Soult, après avoir fait réparer le pont, le passa pour se porter sur Augsburg avec les divisions Vandamme et Legrand, tandis que la division du général Saint-Hilaire remontait le Danube par la rive gauche, pour observer le mouvement des troupes ennemies réunies autour d'Ulm, et se rabattre ensuite dans la même direction que les deux autres divisions.

Le prince Murat, arrivé à Donauwörth le 7 au matin avec la division de dragons commandée par le général Walther, y traversa le fleuve pour se porter rapidement sur le Lech. Le colonel Wathier, à la tête de 200 dragons du 4e régiment, traversa cette rivière à la nage pour s'emparer du pont situé sur la route de Rain. Un régiment de cuirassiers autrichiens voulut faire quelque résistance; il fut chargé avec impétuosité par Wathier et ses 200 braves, et le pont resta au pouvoir de la colonne française[1].

Le lendemain 8, Murat, qui avait couché la veille à Rain, se mit en marche avec les divisions de dragons des généraux

[1] Cet engagement de la cavalerie française au pont du Lech donna lieu à un trait que nous ne devons point passer sous silence dans ce répertoire de l'héroïsme français. Marente, brigadier au quatrième régiment de dragons, venait d'être cassé par son capitaine pour une légère faute contre la discipline. Ce même capitaine, en combattant, tomba dans la rivière; il était en danger de se noyer, lorsque Marente se précipite et le ramène sain et sauf sur la rive. L'empereur, instruit de cette action généreuse, se fit présenter le dragon et lui témoigna sa satisfaction. « Je n'ai fait que mon devoir, dit Marente : mon capitaine m'a puni parce que j'avais manqué à la discipline; mais en m'enlevant mon grade de brigadier il n'a pas pu oublier que j'avais toujours été bon soldat. » L'empereur fit le brigadier déchu maréchal des logis et lui donna l'étoile de la Légion d'honneur.

Klein et Beaumont et celle du général Nansouty, formée de la brigade des carabiniers et d'une brigade de cuirassiers, pour couper la route d'Ulm à Augsburg. Arrivé à Wertingen, sur la rive gauche de la Zusam, Murat ayant eu connaissance d'une forte division d'infanterie ennemie, composée de douze bataillons de grenadiers et soutenue par quatre escadrons du régiment d'Albert (cuirassiers), manœuvra sur-le-champ pour envelopper ces troupes. Par un habile mouvement qu'exécuta la division du général Nansouty, toute l'infanterie autrichienne se trouva enveloppée; mais le général Auffenberg, qui commandait cette colonne arrivant à marches forcées du Tyrol pour renforcer l'armée de Bavière, ne se déconcerta point à la vue du danger qui le menaçait, et fit former ses bataillons en un vaste carré, flanqué à droite et à gauche par deux escadrons des cuirassiers d'Albert. Le combat s'engagea bientôt : pendant longtemps la vigueur de la résistance fut égale à celle de l'attaque; les régiments de dragons se signalèrent à l'envi. Le colonel Maupetit, chargeant à la tête du 9e régiment, qu'il commandait, reçut une blessure qui fit longtemps craindre pour sa vie. Le premier régiment fondit sur les cuirassiers d'Albert avec la plus grande impétuosité. Le colonel Arrighi eut deux chevaux tués sous lui, et serait tombé au pouvoir de l'ennemi sans le dévouement et la brillante valeur de ses dragons. Le colonel du 10e régiment de hussards, Beaumont, en chargeant également les cuirassiers autrichiens, fit prisonnier de sa main un capitaine de ce corps, après avoir tué plusieurs cavaliers. Enfin, après deux heures du plus vif engagement, les cuirassiers d'Albert étant culbutés et dispersés, le carré ennemi fut enfoncé, sabré et mis en déroute.

1805—an XIV
Allemagne.

Le corps de Lannes, après avoir passé le Danube à Donauwörth, avait suivi le mouvement des divisions de cavalerie du prince Murat. Le général, marchant avec la division des grenadiers d'Oudinot, qui faisait tête de colonne, ne put envoyer qu'une seule brigade pour prendre part à l'affaire de Wertingen; mais la vue de ce renfort imposant n'avait pas peu contribué à accélerer la retraite de l'ennemi. Poursuivi avec chaleur, le corps autrichien abandonna dans sa fuite son artillerie; la plus grande partie de ses drapeaux tomba au pouvoir des

1805—an XIV Allemagne. Français, qui firent prisonniers deux lieutenants-colonels, six majors, 60 officiers et près de 4,000 soldats. Tout ce qui n'avait pas été tué ou pris ne dut son salut qu'à un marais qui arrêta la marche de la seconde brigade des grenadiers d'Oudinot, que ce général avait fait avancer au pas de charge pour tourner la colonne des fuyards.

Immédiatement après le combat de Wertingen, Murat continua son mouvement et se porta au village de Zusmarshausen, situé sur la route d'Ulm à Augsburg. La division Suchet ayant rejoint celle d'Oudinot, le maréchal Lannes suivit la réserve de cavalerie et vint prendre position, le 9 au soir, au même village.

Napoléon, qui marchait avec ce corps d'armée, établit son quartier général à Zusmarshausen, et y passa en revue la cavalerie de Murat, ainsi que les deux divisions Oudinot et Suchet. C'est dans cette revue que le dragon Marente fut présenté à l'empereur. Napoléon se fit présenter par chaque régiment un dragon, auquel il donna également la décoration d'honneur, en témoignant à tous les dragons sa satisfaction de leur conduite[1]. Les grenadiers d'Oudinot participèrent aussi à ces ré-

[1] La division de dragons du général Klein avait bivouaqué, le soir du combat, au village de Wertingen. Le chef d'escadron Vuillemey commandait la grand' garde du vingt-sixième régiment : à minuit, un coup de pistolet tiré par une des vedettes lui fait soupçonner la présence de l'ennemi. Il monte sur-le-champ à cheval, interroge le dragon factionnaire, et, se portant de sa personne à l'endroit qui lui est signalé, il reconnaît en effet un détachement ennemi, qui, s'étant égaré, cherchait à surprendre le poste pour pouvoir se frayer un passage. Aussitôt, sans faire attention qu'il n'a dans ce moment avec lui qu'un de ses dragons, le brave Vuillemey s'avance au milieu de la troupe ennemie, saisit un drapeau que portait un officier, et, criant d'une voix forte : *Escadrons, en avant!* il annonce à ses adversaires qu'ils vont tous être sabrés s'ils ne mettent bas les armes; le détachement, composé d'une compagnie entière avec plusieurs officiers, obéit à l'injonction. La grand' garde française arrive sur les pas de son commandant et ramène au bivouac une centaine d'Autrichiens, ainsi faits prisonniers par un seul homme. Le général Belliard, chef de l'état-major du corps de cavalerie, envoya le chef d'escadron Vuillemey à l'empereur pour lui présenter lui-même le drapeau et la compagnie qu'il avait pris. Cet officier reçut l'accueil auquel il devait s'attendre : Napoléon le fit entrer sur-le-champ dans sa garde.

compenses, et l'empereur loua leur courage et leur belle tenue. 1805 – an XIV Allemagne.

Le maréchal Soult, après avoir manœuvré, les 7 et 8 octobre, avec la division Legrand, rejoignit celle de Vandamme, pour se rendre avec elle à Augsburg par la rive droite du Lech, tandis que le général Saint-Hilaire s'y portait par la rive gauche. Le maréchal rencontra à Aichach les débris de la colonne autrichienne battue et dispersée à Wertingen, les chassa de ce village, et entra le 9 à Augsburg.

Le maréchal Davoust, arrêté dans sa marche par les difficultés du terrain, n'avait pu arriver que le 8 octobre à Neuburg; dans la soirée du lendemain, les trois divisions de ce corps remplacèrent les troupes du maréchal Soult à Aichach. Le général Marmont, après avoir passé le Danube, se porta sur le même point avec les divisions Grouchy et Boudet et la division batave du général Dumonceau, et prit position entre Aichach et Augsburg. Le corps d'armée du maréchal Bernadotte et les divisions bavaroises Deroi et de Wrede arrivèrent le 10 à Eichstädt, et vinrent ensuite prendre position à Ingolstadt. La garde impériale, sous les ordres du maréchal Bessières, se rendit à Augsburg ainsi que la division de cuirassiers du général d'Hautpoul. L'ensemble de ces mouvements préparait habilement l'entière défaite de l'armée autrichienne en Souabe.

L'empereur avait appris que douze régiments détachés de l'armée autrichienne d'Italie étaient en marche pour renforcer celle d'Allemagne, et on l'avait également informé de l'entrée du premier corps d'armée russe en Moravie. Ces dernières troupes avaient été obligées de faire un long détour, parce que le gouvernement prussien, n'osant point encore lever entièrement le masque, n'avait point permis qu'elles passassent sur son territoire. Ces avis ne pouvaient plus causer d'inquiétude, et les manœuvres ordonnées par Napoléon avaient été si bien exécutées, que l'armée du général Mack était presque entièrement cernée, et que l'on pouvait prévoir que son sort serait décidé avant l'arrivée des renforts annoncés.

L'empereur des Français donnait à tous les siens l'exemple d'une infatigable activité. Jour et nuit à cheval, il était sans cesse au milieu des troupes et partout où il croyait sa présence

1805—an XIV Allemagne. nécessaire pour donner l'impulsion. Napoléon n'avait point oublié qu'il devait à une pareille conduite ses succès en Italie, et qu'il lui importait de persuader aux officiers et aux soldats que, témoin continuel de leurs actions, il saurait les apprécier et les récompenser avec libéralité[1].

Cependant le général Mack, justement alarmé des progrès de la grande armée française, avait rassemblé à la hâte, dans la nuit du 6 au 7 octobre, une masse assez considérable de troupes à Güntzburg, et, l'ayant encore augmentée pendant la journée du 7, il s'y rendit de sa personne, pour essayer si les chances d'un combat lui seraient plus favorables que les manœuvres qu'il avait faites jusqu'alors. Le 8, de très-grand matin, il expédia aux généraux des différents corps qui se trouvaient au-dessus d'Ulm l'ordre de se mettre en marche sur-le-champ et de venir le joindre. Le même jour, dans la matinée, le principal corps de l'armée autrichienne partit de Buchau et de Riedlingen, et descendit le Danube par les deux rives. En même temps, une partie du corps d'armée jusqu'alors posté sur le lac de Constance eut ordre de se rapprocher à marches forcées du Danube et de venir occuper Ulm et ses environs.

Le projet du général Mack était, comme nous l'avons dit plus haut en annonçant les mouvements qu'on vient de voir, d'attaquer le corps français le plus à sa portée, de rejeter sur la rive gauche du Danube tout ce qui avait déjà passé ce fleuve et de rétablir ses communications avec la Bavière; mais, ainsi qu'on a pu le remarquer, ces dispositions étaient déjà trop tardives: l'issue du combat de Wertingen avait dû faire évanouir une partie de l'espoir du général autrichien.

La concentration d'une grande partie des forces ennemies sur Güntzburg devait rendre l'attaque sur ce point extrêmement sérieuse: car, dans la direction donnée aux différents corps de l'armée française, celui que commandait le maréchal Ney, chargé par Napoléon de marcher sur Ulm, se trouvait inférieur en

[1] Dans la journée du 9 octobre, Napoléon avait fait quatorze lieues sans s'arrêter, par des chemins et un temps affreux, et il était venu coucher, avec une faible escorte de chasseurs de sa garde, sans suite et sans bagages, dans un mauvais village, tandis que l'évêque d'Augsburg, qui l'attendait, avait fait de grands préparatifs dans son palais pour le recevoir.

nombre à la masse qui lui était opposée ; mais cette considération ne pouvait pas intimider l'intrépide maréchal, et il attaqua le général Mack au moment même où celui-ci se disposait à marcher sur lui.

1805—an XIV Allemagne.

Nous avons dit que le corps du maréchal Ney, composé des divisions Dupont, Malher, Loison et de la division de dragons à pied sous les ordres du général Baraguay d'Hilliers, se trouvait, le 6 octobre, à Kössingen et aux environs. Le maréchal avait ensuite remonté le Danube, et tandis qu'avec le gros de ses troupes il attaquait directement la position de Grünberg, le général Loison se portait sur Langenau, et le général Malher sur Güntzburg. Les Autrichiens s'opposèrent vigoureusement à ce mouvement offensif, mais ils furent culbutés sur tous les points. L'archiduc Ferdinand accourut en personne pour défendre Güntzburg, que le général Malher faisait attaquer par le 59e régiment, qui perdit dans cette action son colonel, Gérard Lacuée, aide de camp de Napoléon et officier de la plus haute espérance. Le pont fut emporté par les Français, après une forte résistance ; les pièces de canon qui le défendaient furent enlevées, et Güntzburg resta au pouvoir des vainqueurs. Sur ces entrefaites, la cavalerie du prince Murat s'avançait sur Burgau et manœuvrait déjà pour couper la retraite à l'ennemi.

L'archiduc Ferdinand rentra dans Ulm pendant la nuit du 9 au 10 ; il était accompagné d'un grand nombre d'officiers généraux et fut bientôt suivi par le général Mack, qui ramenait de Burgau le quartier général autrichien, forcé d'évacuer cette petite ville à l'approche de la cavalerie française. Les Autrichiens venaient de perdre plus de 2,500 hommes tués ou faits prisonniers, et six pièces de canon, dans le combat de Güntzburg ; les Français n'avaient eu que 600 hommes tués ou blessés.

Les succès obtenus depuis le passage du Danube avaient déjà coupé à l'armée ennemie une partie de ses communications, et l'empereur Napoléon, arrivé le 10 au soir à Augsburg, fit des dispositions pour lui enlever celles qui lui restaient encore. A cet effet, il ordonna au maréchal Soult de se porter sur Landsberg. Parvenue à cette destination, l'avant-garde française rencontra le régiment de cuirassiers de l'archiduc Ferdinand, qui se rendait à marches forcées à Ulm, avec six pièces de ca-

1805 — an XIV Allemagne. non. Le maréchal Soult le fit attaquer sur-le-champ par le 26e régiment de chasseurs à cheval, qui chargea avec tant d'impétuosité les cuirassiers ennemis, que ceux-ci se dispersèrent en laissant un lieutenant-colonel, deux capitaines, 120 cavaliers et deux pièces de canon au pouvoir des assaillants[1]. Le maréchal, pensant que les débris de ce régiment ennemi se dirigeraient sur Memmingen, détacha de son avant-garde quelques escadrons pour les couper ; mais les cuirassiers avaient gagné les bois où ils se rallierent pour se retirer ensuite vers le Tyrol.

Le maréchal apprit, à Landsberg, que vingt pièces d'artillerie et un grand équipage de pont avaient passé la veille par cette petite ville, et envoya le général Sébastiani, avec sa brigade de dragons, à la poursuite de ce convoi ; il se dirigea le lendemain, 12 octobre, avec ses trois divisions, sur Memmingen, dont il forma de suite l'investissement. Cette place, que le général Mack avait fait fortifier autant que les circonstances le lui avaient permis, était défendue par dix bouches à feu et neuf bataillons. Toutefois, les Autrichiens étaient déjà si découragés par les premiers revers de leur armée qu'après vingt-quatre heures d'investissement ils consentirent à capituler. Cette capitulation fut arrêtée et signée, le 14 octobre, entre le général Saligny, chef de l'état-major général du quatrième corps de la grande armée (corps du maréchal Soult), et le général-major comte de Spangen, commandant de Memmingen.

La garnison resta prisonnière de guerre; les officiers, conservant leurs armes, leurs chevaux et leurs équipages, eurent

[1] Le maréchal Soult fut rejoint à Memmingen par le capitaine au onzième régiment de chasseurs Menziau (depuis maréchal de camp).

Après le combat de Landsberg, cet officier, détaché avec un escadron de son régiment pour poursuivre l'ennemi, se laissa emporter par trop d'ardeur, et se trouva cerné dans Wurtzach. S'étant fait jour le sabre à la main, il n'échappa à ce danger que pour retomber dans d'autres ; enveloppé de nouveau par l'ennemi, poursuivi dans toutes les directions, il réussit cependant, après quelques jours d'absence, à rejoindre son corps, ayant à peine perdu quelques hommes et fait mordre la poussière à un grand nombre d'Autrichiens. Le maréchal Soult témoigna sa satisfaction au capitaine Menziau, à la tête du onzième de chasseurs, lorsqu'il passa ce régiment en revue.

la permission de se retirer dans leurs foyers, sous parole de 1805—an XIV
ne servir qu'après échange grade pour grade. La place de Mem- Allemagne.
mingen, sur la défense de laquelle Mack comptait beaucoup pour ses opérations ultérieures, renfermait, outre dix pièces de canon, un grand nombre de bagages et de munitions de guerre. La prise de cette ville était un heureux présage du sort qu'allait éprouver le gros de l'armée autrichienne.

Immédiatement après avoir fait capituler la place de Memmingen, le maréchal Soult se dirigea par Ochsenhausen sur Biberach, afin de couper la retraite à tout ce qui tenterait de s'échapper par ce point.

Suivons maintenant les mouvements des autres corps d'armée.

Le maréchal Bernadotte avait eu ordre de laisser une division de 6,000 hommes à Ingolstadt, et de se porter avec les autres sur Munich. Ce mouvement avait le double but d'éloigner du principal théâtre des événements les forces qui pourraient tenter de s'avancer entre l'Inn et le Danube pour dégager l'armée du général Mack, et de donner une action nouvelle au moral des Bavarois, par la rentrée triomphante de leurs troupes dans la capitale. Le 10 octobre, le premier corps de la grande armée était à Pfaffenhofen, son avant-garde occupant Reichertshofen. Ignorant encore les avantages remportés par les autres corps d'armée du côté d'Ulm, le maréchal Bernadotte ne pouvait pas croire que le général Kienmayer, commandant à Munich, éloigné de son armée avec une seule division, dans un pays qu'il devait justement considérer comme ennemi, n'eût pris aucune précaution pour être informé des forces qui le menaçaient. Cette négligence du général autrichien, assez difficile à expliquer, paraissait un piége, qui n'empêcha point le maréchal de continuer sa marche sur Munich et de porter son avant-garde, avec la division bavaroise du général de Wrede, en avant de Gross-Schleisheim, à quatre lieues de Munich, tandis qu'avec le gros de ses troupes il prenait position à Meeshette.

Dans la nuit du 11 au 12, on fut informé que les Autrichiens faisaient quelques dispositions de retraite vers l'Inn : alors le maréchal Bernadotte, ne doutant plus que Napoléon n'eût

8.

coupé les communications de l'armée ennemie avec les troupes laissées en Bavière, se mit en marche à la pointe du jour pour arriver devant Munich avec toutes ses forces. A l'approche des premières troupes françaises, le général Kienmayer évacua la ville, et prit position derrière l'Isar, à l'embranchement des routes de Braunau et de Wasserburg. La division bavaroise de Wrede, suivie de près par la division de cavalerie du général Kellermann, traversa rapidement la ville aux acclamations de tous les habitants qui revoyaient avec enthousiasme leurs libérateurs, afin d'atteindre l'ennemi avec lequel elle avait hâte d'en venir aux mains. Le maréchal Bernadotte fit environ huit cents prisonniers dans Munich.

Les deux divisions de Wrede et Kellermann joignirent le général Kienmayer dans la position qu'il venait de prendre, et le forcèrent à se retirer précipitamment, après un combat dans lequel il perdit cinq cents hommes et trois bouches à feu. Le général de Wrede prit position à Riem sur la route de Wasserburg; le général Kellermann s'arrêta à une lieue en arrière, couvrant la route de Braunau; et les autres divisions du maréchal Bernadotte s'établirent sur l'Isar, occupant Munich et couvrant les routes d'Innsbrück et de Kufstein.

Pendant ce temps, le maréchal Davoust s'était avancé sur Dachau, et avait poussé son avant-garde jusqu'à Mosach. Plusieurs engagements avaient eu lieu dans cette marche, mais toujours à l'avantage des Français. Les hussards de Blankenstein éprouvèrent notamment une perte de quatre-vingts chevaux.

La réserve de cavalerie et les corps des maréchaux Ney et Lannes s'étaient placés vis-à-vis de l'armée ennemie, dont la gauche occupait la ville d'Ulm, et la droite s'étendait vers Memmingen. Le maréchal Ney avait ses troupes sur les deux rives du Danube, vis-à-vis d'Ulm. Le maréchal Lannes, posté à Weissenhorn, sa gauche appuyée à l'Iller, se liait par sa droite aux troupes de Ney. Le général Marmont avait reçu l'ordre de s'avancer, à marches forcées, sur les hauteurs d'Illertissen, pour y prendre position. Le maréchal Soult s'avançait, comme nous l'avons dit, sur Biberach, pour déborder la droite des Autrichiens. Enfin, la garde impériale, partie d'Augsburg le 11

octobre, était le 12 à Burgau, où l'empereur arriva pendant la nuit. 1805—an XIV Allemagne.

Napoléon avait rencontré le corps d'armée du général Marmont au pont du Lech, à l'instant de son passage. Faisant alors former le cercle aux régiments, il les harangua à la manière des empereurs romains. Il leur parla de la situation de l'ennemi, de l'imminence d'une grande bataille et de la confiance qu'il avait en leur valeur et en leur dévouement. Cette harangue avait lieu pendant un temps affreux : la neige tombait à gros flocons, le froid était assez vif, et le soldat avait les pieds dans la boue; mais l'empereur n'en fut pas moins écouté avec un religieux silence, qui ne fut rompu que lorsqu'il eut cessé de parler, par des acclamations unanimes et des cris belliqueux.

Après la prise de Güntzburg, le maréchal Ney, qui avait laissé à Albeck sa première division, commandée par le général Dupont, en face de forces très-supérieures, entreprit, comme il en avait reçu l'ordre, de resserrer de plus en plus l'ennemi dans Ulm. On pensait ainsi engager les généraux autrichiens à évacuer cette place et à se retirer vers le Tyrol. Quoique le gros de son corps d'armée fût encore éloigné de plus de deux lieues de sa division de droite, restée isolée à Albeck et forte au plus de 6,000 hommes, le maréchal ordonna au général Dupont de marcher sur Ulm et d'attaquer tout ce qui se trouverait devant lui, pendant qu'avec ses deux autres divisions et les dragons à pied du général Baraguay d'Hilliers, il attaquerait lui-même sur l'une et l'autre rive du Danube.

Le 11 octobre, le général Dupont partit le matin de son camp d'Albeck et marcha droit sur Ulm. Arrivé au village de Haslach, il aperçut sur le Michelsberg, une des principales hauteurs qui bordent la rive gauche du Danube, une grande partie de l'armée autrichienne. C'était toute l'aile droite qui avait traversé la ville, déjà encombrée de troupes, et qui se déployait sur cette belle position. Il n'y avait pas moins de 25,000 hommes formés sur deux lignes d'infanterie soutenues par une nombreuse cavalerie. La division française se composait du 9e régiment d'infanterie légère, des 32e et 96e régiments d'infanterie de ligne, du 1er régiment de hussards et des 15e et 17e régiments de dragons, en tout 6,000 combattants. Le général Dupont jugea que

1805 – an XIV Allemagne. s'il se retirait, il serait bientôt enveloppé par la cavalerie ennemie ; que si, au contraire, il continuait d'avancer, l'archiduc Ferdinand, qui commandait cette aile droite, le prendrait pour l'avant-garde du corps d'armée du maréchal Ney. Le général français n'hésita donc pas à se disposer au combat. Il plaça au village de Haslach, pour couvrir la grande route d'Albeck, le 32ᵉ avec une partie de son artillerie, fit déployer dans la plaine, à sa droite, le 9ᵉ léger et le 96ᵉ de ligne, et occupa par des détachements le village de Jungingen, en avant de sa droite, et quelques bouquets de bois sur son front et son flanc droit, mettant en réserve sur ses ailes le 1ᵉʳ de hussards et les 15ᵉ et 17ᵉ de dragons.

L'ennemi, voyant les Français s'arrêter et prendre poste à Haslach, s'ébranla pour les attaquer, et plusieurs régiments d'infanterie de la première ligne se portèrent en avant ; mais le général Dupont, sans leur donner le temps de se déployer et de développer leur feu, les fit charger à la baïonnette par le 9ᵉ léger et le 96ᵉ de ligne qui les culbutèrent, les mirent en désordre et leur enlevèrent 1,500 prisonniers. De nouvelles colonnes ennemies venant remplacer les premières sont également chargées à la baïonnette et culbutées. Le village de Haslach, où sont les prisonniers, est abordé par l'ennemi qui est repoussé avec perte par le 32ᵉ et le 1ᵉʳ de hussards. Enfin l'archiduc, renonçant à une attaque de front, manœuvre par sa gauche et s'empare du village de Jungingen que les mêmes régiments, combattant toujours à la baïonnette, lui reprennent sans toutefois pouvoir s'y maintenir. Ce village fut pris et repris cinq fois. L'ennemi, revenant avec de nouvelles troupes, se formait dans la plaine. On marchait sur lui à la baïonnette. Pendant ce temps, d'autres troupes revenaient dans le village ; il fallait de nouveau le reprendre ; les lignes ennemies se reformaient, et il fallait encore les enfoncer à la baïonnette. Ces braves soldats en chargeant l'ennemi étaient eux-mêmes chargés en flanc et par derrière. A peine une attaque était-elle terminée, qu'il fallait opérer une conversion pour soutenir une attaque nouvelle. Comme le village de Jungingen était fort étendu, l'ennemi perdait beaucoup de prisonniers chaque fois qu'il en était chassé. A la fin de la journée le nombre des prisonniers s'éleva à plus de 4,000. Mais pendant que l'infanterie française paralysait les

efforts de l'infanterie autrichienne, la nombreuse cavalerie de l'archiduc, qui avait débordé la droite du général Dupont, chargea et accabla le 17e régiment de dragons qui gardait l'intervalle entre les villages de Jungingen et de Haslach, et lui tua son colonel [1]. Cette cavalerie, continuant son mouvement dans la direction d'Albeck, tomba sur le parc et les bagages de la division, les enleva et, satisfaite de ce mince trophée, elle le conduisit en triomphe dans Ulm. La nuit étant survenue, le général Dupont conserva son champ de bataille et se retira ensuite sur sa première position, emmenant ses prisonniers, presque aussi nombreux que ses troupes qui venaient d'être attaquées en plaine et dans une position découverte par des forces plus que quadruples, et étaient sorties victorieuses de cette lutte extraordinaire. Le général Dupont dut le salut de sa division à sa belle résolution ainsi qu'à l'intrépidité admirable de ses soldats. Nous avons rapporté cette affaire avec quelques détails parce que c'est un des plus remarquables combats d'infanterie; elle fit le plus grand honneur au général Dupont, aux généraux de brigade Rouger et Marchand, ainsi qu'aux colonels Meunier, Darricau et Barrois qui commandaient le 9e léger et les 32e et 96e de ligne.

Napoléon vint, le 13, au quartier général du maréchal Ney, et ordonna de resserrer encore plus l'armée ennemie, en s'emparant du pont et de la position d'Elchingen.

[1] Le 17e régiment de dragons (ci-devant régiment de Schomberg), qui s'était toujours vaillamment comporté dans les guerres précédentes, fut presque entièrement détruit parce que le général Dupont eut la malheureuse idée de le faire mettre à pied. Chargée par les dragons de Latour, cette troupe fut enfoncée et son chef, le brave colonel Saint-Dizier, fut haché à coups de sabre. Le chef d'escadron Dautrecourt, homme d'une force athlétique et monté sur un cheval vigoureux, jaloux de venger la mort de son colonel et beau-frère, se précipite au milieu des rangs ennemis, sabre tout ce qui l'entoure et d'un seul coup abat la tête d'un officier, exemple rare d'une décollation à l'orientale. Les hommes restés à cheval, qui tenaient en main les montures de ceux qui combattaient à pied, furent facilement culbutés, et, le plus grand désordre succédant aux charges réitérées des dragons de Latour, la plupart des chevaux furent abandonnés. Ce fatal événement a dû prouver alors l'inconvénient et le danger de mettre les dragons à pied en plaine et en présence d'une nombreuse cavalerie.

1805 — an XIV Allemagne. Le 14, à la pointe du jour, le maréchal Ney attaqua le pont d'Elchingen avec la division Loison. L'ennemi occupait la position au nombre de 15 à 16,000 combattants sous les ordres du feld-maréchal lieutenant Laudon; le pont fut enlevé et traversé par les Français au pas de course. Le 69[e] régiment de ligne, qui le premier avait forcé le passage, s'étant déployé sous le feu même des Autrichiens avec un ordre et un sang-froid admirables, commença l'attaque, et fut soutenu par le 76[e] d'infanterie, le 18[e] de dragons et le 10[e] de chasseurs, dont le colonel, Auguste Colbert, eut son cheval tué sous lui. Ces quatre régiments rivalisèrent d'intrépidité et de dévouement. Repoussés dans deux charges successives, ils recommencèrent une troisième attaque avec encore plus de fureur. Enfin, après quatre heures d'un combat meurtrier, l'ennemi, culbuté à la troisième charge, abandonna la position d'Elchingen, et fut poursuivi jusque dans les retranchements établis en avant d'Ulm. Un général-major, 3,000 hommes faits prisonniers et quelques pièces d'artillerie furent le résultat matériel de cette brillante journée, qui valut au maréchal Ney, quelque temps après la campagne, le titre de duc d'Elchingen [1].

Pendant cette attaque de la position d'Elchingen, le maréchal Lannes avait fait occuper les hauteurs qui dominent la plaine au-dessus du village de Pfuhl. Ses tirailleurs attaquèrent et enlevèrent la tête de pont de la ville d'Ulm, et semèrent la confusion parmi les troupes qui étaient dans la place. Au même moment, le prince Murat manœuvrait avec les divisions de dragons des généraux Klein et Beaumont, et culbutait tous les partis de cavalerie ennemie qu'il rencontrait.

Le même jour, le général Marmont occupa les ponts d'Unter et d'Oberkirchberg, à l'embouchure de l'Iller dans le Danube,

[1] Le chef d'escadron Domont (depuis lieutenant-général), du troisième régiment de hussards, se distingua particulièrement au combat d'Elchingen. A la tête de trois cents hussards, il chargea deux bataillons autrichiens qui avaient avec eux cinq pièces de canon. Frappé d'une balle au cou, le brave Domont tomba de cheval dans la mêlée : sa chute fut le signal de la victoire. Les hussards renouvelèrent la charge avec tant de vigueur et de précision, que les deux bataillons mirent bas les armes, et furent pris, ainsi [illegible]e les cinq pièces d'artillerie. Domont fut relevé et ramené en triomphe [illegible] ses hussards.


ENVIRONS
D'ULM.
Kilomètres.
1
2
4 Kil.
Treffensbuch
Tomerlingen
Baumerstetten
Horfelsingen
ALBECK
Witthau
Stuttgard
Gœttingen
Unt. Elchingen
Buhlenhausen
Bermaringen
Bettingen
Dornstadt
Morisen
Route de
Bollingen
Weidach
Kesselbrunn
Jungingen
CL. ELCHINGEN
Lech
Mohringen
Haslach
Thalfingen
Wippingen
Zahr
Bossingen
Herben
Strass
Sonderbuch
Herlingen
Ehrenstein
Michelsberg
Burlefingen
Pfuhl
Blaubeuren
Arnegg
Blau
Dietingen
Offenhausen
Steinheim
Roth R.
ULM
Soflingen
Marchbronn
Harthausen
Holzheim
Reinungen
Ermingen
Grimmelfingen
Finingen
Danube Fl.
Route de Memmingen
Ehrstetten
Schaffelkingen
Iller
Marbach
Reuté
Pappelau
Eggingen
Idelhausen
Kiswingen
Hol schwang
Freudenek
Heygen
Hausen
Gerlchofen
Gcklingen
Kirchberg
Wernau
Ausheim
Weiler
Donaustetten
Senden
Erbach

priva l'ennemi de toutes ses communications avec l'Iller et complèta le blocus d'Ulm sur la rive droite du Danube. La division de dragons à pied du général Baraguay d'Hilliers appuyait la droite du corps de Marmont. 1805—an XIV Allemagne.

L'empereur établit son quartier général dans l'abbaye d'Elchingen. Dans cette position, il était à portée de tout voir par lui-même et de diriger plus sûrement les mouvements ultérieurs.

Les corps des maréchaux Ney et Lannes et la réserve de cavalerie se trouvaient alors placés de manière à pouvoir forcer, au premier signal, les retranchements d'Ulm. Le succès d'une attaque immédiate était évident, et la troupe française était si persuadée que l'ennemi ne pouvait plus lui résister, qu'elle demandait à grands cris qu'on ne retardât point plus longtemps son entrée dans Ulm.

L'empereur, par la direction donnée à son armée après le passage du Rhin, avait placé l'armée du général Mack dans la situation où s'était trouvé le général en chef Mélas avant la bataille de Marengo; mais celui-ci prit la généreuse résolution de se faire jour à travers l'armée française, et l'on a vu qu'il avait été sur le point de voir couronner ses efforts d'un plein succès. Le général Mack, qui avait paru d'abord vouloir prendre le même parti, y avait renoncé promptement après les combats de Wertingen et de Güntzburg, et, comme la ville d'Ulm est l'aboutissant d'un grand nombre de routes, il avait conçu le projet de faire échapper ses divisions par chacune de ces routes, pour les réunir une partie en Bohême et l'autre dans le Tyrol. C'est en exécution de ce plan que la division Dupont avait été attaquée dans la position d'Albeck; mais la belle résistance de cette division, et l'attaque de la position d'Elchingen, qu'ordonna l'empereur, avaient déconcerté les dispositions du général autrichien sur la rive gauche du Danube.

Sur la rive droite, le maréchal Soult, par sa marche rapide sur Memmingen et ensuite sur Biberach, ôtait tout moyen de retraite à l'armée ennemie de ce côté.

Après le combat d'Elchingen, le prince Ferdinand avait voulu filer vers Biberach, en laissant le général Mack avec 12 bataillons dans Ulm, pour garder cette ville et les hauteurs;

1805—an XIV Allemagne. mais on a vu que le maréchal Soult, après avoir fait capituler le général-major Spangen avec ses neuf bataillons dans Memmingen, s'était porté par Ochsenhausen sur Biberach, qu'il occupa le 15 au matin. Ainsi, ce point de retraite était fermé à l'archiduc qui n'avait plus d'autre ressource que de se laisser enfermer dans Ulm, ou d'essayer, par des sentiers détournés, de rejoindre le corps d'armée du général Werneck, qui avait réussi à déboucher par Heidenheim. Le prince prit en effet ce parti, et se dirigea sur Aalen avec quatre escadrons de cavalerie seulement.

Murat, à la tête d'une partie de sa cavalerie, des chasseurs de la garde impériale, et du 9e régiment d'infanterie légère, s'était attaché à la poursuite des troupes qui avaient pris la route de Heidenheim. Il rencontra, le 16, au village de Langenau, une partie du corps de Werneck, qui voulut l'arrêter dans sa marche. Murat fit commencer l'attaque par le 9e d'infanterie légère, et chargea ensuite si heureusement l'ennemi, qu'il lui enleva deux drapeaux et lui fit environ 3,000 prisonniers, dont un général-major. Le général Werneck continua sa retraite assez en désordre sur Heidenheim. Pendant que Murat suivit l'ennemi dans cette direction, l'empereur avait donné l'ordre au maréchal Lannes de se porter rapidement sur Aalen et Nördlingen.

Un convoi de 500 chariots qui marchait sous la protection du corps de Werneck rendait la retraite de ce général encore plus difficile : Murat l'atteignit à Neresheim, et le fit charger par la division de dragons du général Klein, qui prit encore dans ce nouveau combat deux drapeaux, un officier général et 1,000 à 1,100 hommes.

Ces deux engagements successifs, dans lesquels le général Klein, son aide de camp Brunet, le 20e régiment de dragons, les chasseurs de la garde, le 9e d'infanterie légère, et les régiments de la division Klein, se distinguèrent particulièrement, précipitèrent la fuite de l'archiduc Ferdinand. Ce prince et sept de ses généraux, qui se trouvaient à Neresheim peu avant le combat, n'eurent que le temps de monter à cheval, et on trouva dans le village leur dîner préparé et servi.

Cependant l'empereur, dans la situation où se trouvait l'ar-

mée autrichienne, crut devoir épargner aux troupes qui étaient devant Ulm les périls d'une attaque de vive force, et envoya dans la place un officier pour annoncer qu'il désirait avoir une entrevue avec le prince de Lichtenstein, général-major, qu'il savait être enfermé dans la place. Le prince se montra empressé de se rendre à l'invitation du monarque français et vint au quartier général d'Elchingen. Napoléon lui fit un accueil distingué, et lui dit qu'il avait désiré le voir pour lui représenter le déplorable état où se trouvait l'armée autrichienne, et l'engager à faire usage de son crédit auprès de l'archiduc Ferdinand et du général Mack afin de les déterminer à prendre un parti qui épargnât aux troupes renfermées dans Ulm et aux habitants de cette ville les suites terribles d'une prise d'assaut. Il lui cita l'exemple de Jaffa, dont la garnison avait été passée au fil de l'épée et les maisons mises au pillage : triste résultat de l'obstination du scheik Abou-Saeb!

1805—an XIV
Allemagne.

Le prince, en tombant d'accord avec l'empereur sur la nécessité d'une capitulation, demanda que la garnison, officiers et soldats, eût la faculté de retourner en Autriche : « Je pourrais l'accorder aux officiers, reprit Napoléon ; mais, quant aux soldats, qui me garantira qu'on ne les fera point servir de nouveau? » Puis, après avoir réfléchi un moment, il ajouta : « Eh bien ! je me fie à la parole du prince Ferdinand ; s'il est dans la place, je veux lui donner une preuve de mon estime, et je lui accorde ce que vous me demandez, dans l'espoir que la cour de Vienne ne démentira point la parole d'un de ses princes. » Le prince de Lichtenstein avoua alors que l'archiduc Ferdinand n'était plus dans Ulm. « Dans ce cas, reprit l'empereur, je ne vois pas qui peut me donner la garantie que je demande. »

En se séparant du prince de Lichtenstein, l'empereur lui dit qu'il donnait au général Mack deux jours pour se décider. La situation de celui-ci était tellement critique, qu'il se crut dans la nécessité d'accepter les conditions qui étaient imposées. En conséquence, le maréchal Berthier, s'étant rendu dans la place d'Ulm le 17 octobre, arrêta, avec le feld-maréchal quartier-maître général Mack, la capitulation suivante :

Art. 1er. La place d'Ulm sera remise à l'armée française avec tous ses magasins et son artillerie.

2. La garnison sortira de la place avec tous les honneurs de la guerre, et, après avoir défilé, elle remettra ses armes. MM. les officiers seront renvoyés sur parole en Autriche, et les soldats et sous-officiers seront conduits en France, où ils resteront jusqu'à parfait échange.

3. Tous les effets appartenant aux officiers et soldats leur seront laissés, et les caisses des régiments aussi.

4. Les malades et les blessés autrichiens seront soignés comme les malades et les blessés français.

5. Si jusqu'au 25 octobre, à minuit inclusivement, des troupes autrichiennes ou russes débloquaient la ville, de quelque côté ou porte que ce soit, la garnison sortira librement, avec ses armes, son artillerie et cavalerie, pour joindre les troupes qui l'auront débloquée.

6. Une des portes de la ville d'Ulm (la porte de Stuttgard) sera remise à sept heures du matin à l'armée française, ainsi qu'un quartier suffisant pour pouvoir contenir une brigade.

7. L'armée française pourra faire usage du grand pont sur le Danube et communiquer librement d'une rive à l'autre. (*N.B.* Comme ce pont est brûlé, on fera l'impossible pour le refaire.)

8. Le service sera réglé de part et d'autre de manière à ce qu'il ne se commette aucun désordre, et que tout soit dans la meilleure harmonie entre les deux armées.

9. Tous les chevaux de cavalerie, d'artillerie, de charrois appartenant à S. M. l'empereur d'Autriche et roi de Hongrie seront remis à l'armée française.

10. Les articles 1, 2, 3, 4 et 9 n'auront leur exécution que lorsque le voudra M. le général commandant les troupes autrichiennes, pourvu que cela ne puisse dépasser le 3 brumaire an 14 (25 octobre 1805) avant midi.

Et si à cette époque une armée assez en force se présentait pour faire lever le blocus, la garnison serait libre, conformément à l'article 5, de faire ce qu'elle voudrait.

Le 18 octobre, Murat se porta de Neresheim sur Nördlingen, poursuivant toujours le corps de Werneck, qu'il parvint à entourer. Ces troupes, qui avaient perdu plus de 4,000 hommes dans les deux combats qu'elles avaient eus à soutenir à Langenau et à Neresheim, harassées par la vive poursuite de la

cavalerie française, n'étant plus en état d'opposer de la résistance, le général qui les commandait demanda à capituler. Il avait avec lui les lieutenants généraux Hohenzollern et Baillet, les généraux-majors Wogels, Micsiery, Hohenfeld, Weiber et Dieuresberg. La capitulation eut lieu aux conditions suivantes, arrêtées, à Trochtelfingen, entre le général de division Belliard, chef de l'état-major général du prince Murat, et le général Werneck : 1° que le corps d'armée autrichien déposerait ses armes, serait prisonnier de guerre et envoyé en France ; 2° que les officiers généraux et officiers particuliers seraient prisonniers sur parole et renvoyés en Autriche, ne pouvant servir contre les armées françaises ou contre celles des alliés de la France qu'après avoir été échangés ; 3° que les chevaux de la cavalerie, les canons avec leurs attelages, ainsi que les caissons et munitions, seraient remis à l'armée française ; 4° que tous les régiments, bataillons, escadrons ou détachements qui se trouvaient séparés du corps d'armée du lieutenant général Werneck, déposeraient aussi les armes, seraient prisonniers de guerre, et que les articles 2, 3 et 5 leur seraient applicables ; 5° que tous les chevaux et équipages des officiers généraux et officiers particuliers leur seraient laissés ; 6° enfin, que tous les prisonniers de guerre français qui pourraient se trouver dans les lieux occupés par les troupes du général Werneck seraient rendus sur-le-champ.

1805—an XIV Allemagne.

Le prince Murat avait détaché le général Fauconnet avec sa brigade, composée des 13e et 14e régiments de chasseurs, pour s'emparer du convoi dont nous avons parlé, et qui marchait avec le corps d'armée du général Werneck. Ce convoi, qui consistait dans une grande partie des bagages et du parc de réserve de l'armée autrichienne, au nombre de cinq cents chariots, fut atteint au village de Bopfingen, le même jour où le général Werneck se trouvait cerné dans Trochtelfingen. Le major Locatelli, du régiment de Hohenlohe dragons, commandant le convoi, demanda à capituler avec son escorte, composée de dragons et de hussards. Cette capitulation fut accordée par le général Fauconnet, à peu près aux mêmes conditions que celles qui avaient été consenties par le général de division Belliard.

1805 an XIV Allemagne. L'archiduc Ferdinand, à la tête de 2,000 chevaux, s'était rabattu sur Dillingen pour gagner Donauwörth, sans doute dans l'espoir de se réunir au corps du général Kienmayer, en Bavière, ignorant le résultat des opérations du maréchal Bernadotte dans cette partie; mais Napoléon, instruit par le prince de Lichtenstein de la sortie de l'archiduc, et devinant que ce prince, afin d'éviter la poursuite de Murat, pourrait suivre la route dont nous venons de parler, avait dépêché aussitôt un officier au général Rivaud à Augsburg, pour le prévenir de la marche de l'archiduc, présumant que ce prince ne se dirigerait pas sur Eichstädt, par la crainte de rencontrer quelques colonnes françaises, et marcherait plutôt entre le Danube et l'Altmühl. Parvenu à Donauwörth sans être poursuivi, le prince Ferdinand fit reposer sa troupe pendant quelques heures, et marcha ensuite sur Nassenfels. D'après l'avis qu'il avait reçu, le général Rivaud s'était porté à Ingolstadt, où il eut connaissance de la direction que prenait l'archiduc. En laissant un seul bataillon dans cette ville, et s'avançant avec ses autres troupes, parmi lesquelles se trouvait un régiment de chevau-légers bavarois, sur le chemin de Nassenfels à Germersheim, le général français eût pu faire beaucoup de mal au corps de cavalerie de l'archiduc, qui suivait un chemin de traverse que les pluies avaient rendu presque impraticable, dans un pays montueux, boisé et très-propre aux embuscades de l'infanterie; mais il se borna à envoyer quelques détachements sur le flanc droit de la colonne autrichienne, couvert par quelques troupes légères, et les engagements qui eurent lieu furent sans résultat. Cette cavalerie ennemie, qui, depuis son départ d'Ulm, marchait jour et nuit sans presque s'arrêter, atteignit Riedenburg, et passa l'Altmühl sans avoir éprouvé d'échec. Elle avait seulement été forcée de laisser en arrière trois à quatre cents chevaux qui ne pouvaient plus marcher. Après le passage de l'Altmühl, l'archiduc, se voyant plus en sûreté, ralentit sa marche pour gagner Ratisbonne et les frontières de la Bohême.

Le 19 octobre, à deux heures après midi, le général Mack se rendit au quartier général de l'empereur, et obtint de lui une audience, à la suite de laquelle le maréchal Berthier signa, avec ce général, une addition à la capitulation arrêtée le 17. Dans cette

convention additionnelle, le major général de l'armée française 1805—an XIV Allemagne.
donnait sa parole d'honneur que le corps d'armée autrichien qui avait été laissé en Bavière était actuellement au delà de l'Inn; que le maréchal Bernadotte, avec les troupes sous ses ordres, se trouvait en position entre la même rivière (l'Inn) et Munich; que le maréchal Lannes était à Aalen; que le prince Murat avait fait capituler, dans Trochtelfingen, le corps du général Werneck; que le maréchal Soult, posté entre Ulm et Bregentz, observait la route du Tyrol : le maréchal Berthier ajoutait que cette disposition des différents corps de l'armée française détruisait tout espoir de secours pour les troupes renfermées dans Ulm. Le général Mack, ajoutant foi aux déclarations ci-dessus, promettait d'évacuer la ville d'Ulm dans la journée du lendemain 20 octobre, y mettant pour condition que le corps entier du maréchal Ney, composé de douze régiments d'infanterie et de quatre régiments de troupes à cheval, ne quitterait pas Ulm et un rayon de dix lieues jusqu'au 25 octobre à minuit, époque à laquelle expirait la capitulation. Cet article étant consenti par le maréchal Berthier, le 20, à trois heures après midi, la portion de l'armée autrichienne renfermée dans Ulm devait défiler devant l'empereur Napoléon, avec tous les honneurs de la guerre, et poser ensuite les armes; des ordres de route devaient être donnés aux officiers, qui conservaient leurs épées, pour se rendre en Autriche par les deux routes de Kempten et de Bregentz.

En exécution de la nouvelle convention qu'on vient de lire, les troupes renfermées dans Ulm et à Trochtelfingen défilèrent, le 20 octobre, depuis deux heures après midi jusqu'à sept heures du soir, au nombre de 30,000 hommes, dont 2,000 de cavalerie; soixante pièces de canon et quarante drapeaux furent remis entre les mains des vainqueurs. L'armée française était en bataille sur les hauteurs de la ville. L'empereur, entouré de sa garde, fit appeler les généraux autrichiens au nombre de seize, y compris le général en chef Mack (huit lieutenants généraux ou feld-maréchaux lieutenants, et huit généraux-majors); il les tint auprès de lui jusqu'à ce que les troupes eussent défilé, et leur témoigna les plus grands égards. « Messieurs, leur dit-il, l'empereur votre maître me fait une guerre injuste : je vous le dis avec franchise, je ne sais pourquoi je me bats, je ne sais ce qu'on veut de moi. »

1805—an XIV Allemagne.

Et, leur montrant les troupes françaises rangées en bataille sur les hauteurs : « Ce n'est pas dans cette seule armée que consistent mes ressources ; cela serait-il vrai, je ferais bien du chemin avec cette même armée ; mais j'en appelle au rapport de vos soldats prisonniers qui vont traverser la France ; ils verront quel esprit anime mon peuple, et avec quel empressement il viendra se ranger sous mes drapeaux. Voilà l'avantage de ma nation et de ma position ; avec un mot, 200,000 hommes de bonne volonté accourront près de moi, et en six semaines seront de bons soldats ; au lieu que vos recrues ne marcheront que par force, et ne pourront qu'après plusieurs années faire des soldats. Je donne encore un conseil à mon frère l'empereur d'Allemagne : qu'il se hâte de faire la paix. C'est le moment de se rappeler *que tous les empires ont un terme ; l'idée que la fin de la dynastie de la maison de Lorraine serait arrivée doit l'effrayer. Je ne veux rien sur le continent.* Ce sont des vaisseaux, des colonies, du commerce que je veux, et cela vous est avantageux comme à nous. » Le général Mack répondit à Napoléon que l'empereur d'Allemagne n'aurait pas voulu la guerre, mais qu'il y avait été forcé par la Russie. « En ce cas, reprit l'empereur des Français, vous n'êtes donc plus une puissance? »

Le lendemain de la reddition d'Ulm, Murat eut encore un engagement, sur la route de Furth à Nuremberg, avec un détachement de cavalerie, qu'il prit pour la colonne à la tête de laquelle se trouvait l'archiduc Ferdinand, qui, comme on l'a vu, avait marché dans la direction de Donauwörth, quelque temps avant le combat de Neresheim. Cette troupe n'était que l'escorte d'une portion du parc de l'armée autrichienne se dirigeant sur Nuremberg. Le 1er régiment des carabiniers français[1], les chasseurs de la garde et le 1er régiment de hussards chargèrent avec impétuosité le régiment des cuirassiers de Mack et les autres troupes qui composaient cette escorte. Tout le reste du parc d'artillerie et tous les bagages sans exception furent pris. Murat, dans son rapport, fit une mention par-

[1] Le colonel de carabiniers Cauchoix fut blessé dans cette affaire assez dangereusement pour être obligé de prendre sa retraite quelque temps après, avec le grade de général de brigade.

ticulière de la conduite des colonels Cauchoix, du 1er des carabiniers; Morland, des chasseurs de la garde; Rouvillois, du 1er regiment de hussards, et des aides de camp Flahaut et Lagrange[1]. 1805 — an XIV Allemagne.

Ainsi, la marche rapide du prince Murat, d'Albeck à Nuremberg, avait eu pour résultat la prise de quinze cents chariots environ, de cinquante pièces de canon, de 16,000 hommes, y compris le corps du général Werneck, qui avait capitulé à Trochtelfingen, et d'un grand nombre de drapeaux. Dix généraux avaient posé les armes, et trois avaient été tués.

En récapitulant le nombre des prisonniers faits depuis le commencement de la campagne, on trouve un total de plus de 60,000 hommes, dont 29 officiers généraux et 2,000 officiers inférieurs.

Le nombre des tués de part et d'autre était très-peu considérable, et hors de toutes les proportions ordinairement établies à la guerre. C'était le résultat du système d'opérations si habilement conçu par Napoléon et exécuté avec autant de bravoure que de dévouement par sa belle armée. Celle-ci avait à peine perdu 2,000 hommes dans les différents combats que nous avons signalés. Aussi les soldats, qui souvent savent si bien apprécier et définir le génie de leurs généraux, disaient-ils dans leurs bivouacs : « L'empereur a trouvé une nouvelle manière de faire la guerre : il se sert de nos jambes plus que de nos baïonnettes. »

Depuis l'ouverture de la campagne, le contraste le plus frappant s'était fait remarquer dans les dispositions morales des deux armées : celle des Français portait au plus haut degré le sentiment de l'enthousiasme et de l'héroïsme[2]. Le découragement

[1] Depuis lieutenants généraux l'un et l'autre.

[2] Nous en citerons un seul trait, entre mille autres du même genre. Brard, soldat au soixante-seizième régiment de ligne, avait reçu un coup de feu qui nécessitait l'amputation de la cuisse. Il dit au chirurgien qui se disposait à lui faire l'opération : « Je sais que je n'en reviendrai pas; mais n'importe, un homme de moins n'empêchera pas le soixante-seizième régiment de marcher à l'ennemi, la baïonnette en avant. » Lorsque le bulletin où ces mots étaient consignés fut publié dans les journaux de France, le sous-préfet de Pontoise et le maire d'Esagny, patrie de l'intrépide soldat, se transportèrent chez son père, en vertu d'un arrêté du préfet de Seine-et-Oise, pour féliciter ce cultivateur au nom du département, et s'informer si sa situation

1805—an XIV Allemagne. ment s'était introduit dans l'armée autrichienne du moment qu'elle avait appris le mouvement de l'empereur sur le Danube par la Souabe. Recevant sa solde en billets de banque qui perdaient quarante pour cent[1], et sachant que l'Angleterre s'était engagée à payer de forts subsides à l'empereur d'Allemagne, cette armée avait commencé par murmurer hautement de cet état de choses qui rendait sa condition misérable.

L'armée française avait donné des preuves multipliées de son ardeur et de son impétuosité. Le 17e régiment d'infanterie légère, commandé par le colonel Vedel, en arrivant devant Ulm, s'était précipité sur les retranchements et avait pénétré jusque dans la place, où il faillit être cerné et écharpé par la cavalerie. Nous avons déjà dit que toutes les troupes avaient demandé à grands cris qu'on les menât à l'assaut, et que l'empereur avait été contraint de modérer leur impatience. Harassés de fatigue, mouillés par la pluie et la neige, transis de froid, bivouaquant dans la boue, les soldats oubliaient leur situation en rêvant de nouveaux triomphes, et la vue de Napoléon, qui paraissait souvent au milieu d'eux, leur rendait toute l'énergie, toute la gaieté nationales. Jamais le vainqueur de l'Italie et de l'Égypte n'avait commandé à des hommes plus dévoués ; aussi répondit-il à des officiers qui l'entouraient et admiraient comment, dans la situation la plus pénible, les soldats oubliaient toutes les privations et ne se montraient sensibles qu'au plaisir de le voir : « Ils ont raison, car c'est pour épargner leur sang que je leur fais éprouver tant de fatigues. » Toujours à cheval, exposé à toutes les intempéries de la saison, c'est à l'austérité d'un tel genre de vie que l'empereur devait cet amour qui lui donnait le droit de faire entreprendre à ses troupes ce que tout autre général aurait regardé comme impossible. Un officier supérieur autrichien, prisonnier de guerre, témoignait un jour

ne le mettait pas dans le cas d'avoir besoin de secours. Expédition de ce témoignage de reconnaissance nationale fut envoyée au soixante-seizième de ligne, afin de donner au soldat Brard, s'il avait survécu à l'opération, et à tous ses camarades, de nouveaux motifs d'encouragement.

[1] Nos soldats, dans leur langage pittoresque, appelaient les Autrichiens des soldats de papier.

sa surprise de voir le monarque des Français, couvert de boue et ses habits trempés par la pluie, passer en revue une troupe ennemie qui venait de poser les armes : « Votre maître, lui dit Napoléon, a voulu me faire ressouvenir que j'étais un soldat; j'espère qu'il conviendra que le trône et la pourpre impériale ne m'ont pas fait oublier mon premier métier. »

1805 — an XIV Allemagne

Cependant les débris de l'armée autrichienne, retirés sur la rive droite de l'Inn, se réunissaient aux premières colonnes de l'armée russe; il devenait instant de prendre des mesures contre cette nouvelle armée combinée qui s'augmentait de jour en jour, et de combattre encore pour forcer l'empereur d'Autriche à accepter une paix qu'il ne paraissait pas disposé à solliciter. Mais, avant de quitter Ulm, l'un de ses plus beaux théâtres de gloire, Napoléon, voulant témoigner à l'armée sa haute satisfactiou et soutenir le noble élan dont elle était animée, fit mettre à l'ordre la proclamation qu'on va lire :

« Soldats de la grande armée!

« En quinze jours nous avons fait une campagne; ce que nous nous proposions de faire est rempli : nous avons chassé de la Bavière les troupes de la maison d'Autriche et rétabli notre allié dans la souveraineté de ses États.

« Cette armée qui, avec autant d'ostentation que d'imprudence, était venue se placer sur nos frontières, est anéantie.

« Mais qu'importe à l'Angleterre! son but est atteint : nous ne sommes plus à Boulogne, et son subside ne sera ni plus ni moins grand.

« De 100,000 hommes qui composaient cette armée, 60,000 sont prisonniers. Ils iront remplacer nos conscrits dans les travaux de la campagne.

« Deux cents pièces de canon, tout le parc, quatre-vingt-dix drapeaux, tous leurs généraux, sont en notre pouvoir : il ne s'est pas échappé de cette armée 15,000 hommes.

« Soldats! je vous avais annoncé une grande bataille; mais, grâce aux mauvaises combinaisons de l'ennemi, j'ai pu obtenir les mêmes succès sans courir aucune chance; et, ce qui est sans exemple dans l'histoire des nations, un si grand résultat ne

1805 — an XIV Allemagne. nous affaiblit pas de plus de 1,500 hommes hors de combat.

« Soldats! ce succès est dû à votre confiance sans bornes dans votre empereur, à votre patience à supporter les fatigues et les privations de toute espèce, à votre rare intrépidité.

« Mais nous ne nous arrêterons pas là : vous êtes impatients de commencer une seconde campagne.

« Cette armée russe, que l'or de l'Angleterre a transportée des extrémités de l'univers, nous allons lui faire éprouver le même sort.

« A ce combat est attaché plus spécialement l'honneur de l'infanterie française : c'est là que va se décider, pour la seconde fois, cette question qui l'a déjà été une fois en Suisse et en Hollande : si l'infanterie française est la première ou la seconde de l'Europe.

« Il n'y a pas là de généraux contre lesquels je puisse avoir de la gloire à acquérir : tout mon soin sera d'obtenir la victoire avec le moins possible d'effusion de sang. Mes soldats sont mes enfants. »

Non content de témoigner à l'armée sa satisfaction par des paroles, Napoléon voulut encore la récompenser de son dévouement par des avantages et des largesses à la manière des empereurs romains. Il rendit, au quartier général d'Elchingen, deux décrets ainsi conçus :

« Considérant que la grande armée a obtenu, par son courage et son dévouement, des résultats qui ne devaient être espérés qu'après une campagne, et voulant lui donner une preuve de notre satisfaction, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

« Art. 1er. Le mois de vendémiaire de l'an XIV (septembre et octobre 1805) sera compté comme une campagne à tous les individus composant la grande armée. Ce mois sera compté comme tel pour l'évaluation des pensions et pour les services militaires.

« 2. Nos ministres, etc. »

Deuxième décret.

« Art. 1er. Il sera pris possession de tous les États, en Souabe, de la maison d'Autriche.

« 2. Les contributions de guerre qui y seront levées, ainsi que les contributions ordinaires, seront toutes au profit de la grande armée. Tous les magasins qui seraient pris à l'ennemi, autres que les magasins d'artillerie et de subsistances, seront également à son profit; chacun aura une part, dans ces contributions, proportionnée à ses appointements, etc. » 1805—an XIV Allemagne.

Enfin, pour rendre cette campagne de quinze jours encore plus mémorable aux yeux de toute la France, l'empereur envoya, par une grande députation, au sénat, tous les drapeaux pris à l'ennemi. Cet envoi était annoncé par une lettre dont voici quelques passages :

« Je vous envoie les drapeaux conquis depuis le combat de Wertingen..... C'est un hommage que moi et mon armée faisons aux sages de l'empire, c'est un présent que les enfants font à leurs pères. Sénateurs, voyez-y une preuve de ma satisfaction pour la manière dont vous m'avez constamment secondé dans les affaires les plus importantes de l'empire. Et vous, Français, faites marcher vos frères; faites qu'ils accourent combattre à nos côtés, afin que, sans effusion de sang, sans efforts, nous puissions repousser loin de nous toutes les armées que forme l'or de l'Angleterre, et confondre les auxiliaires des oppresseurs des mers. Sénateurs, il n'y a pas un mois que je vous ai dit que votre empereur et son armée feraient leur devoir; il me tarde de pouvoir dire que mon peuple a fait le sien. Depuis mon entrée en campagne j'ai dispersé une armée de 100,000 hommes, j'en ai fait plus de la moitié prisonnière.... Ces succès éclatants, je les dois à l'amour de mes soldats, à leur constance à supporter la fatigue. »

La nouvelle des succès remportés par la grande armée d'Allemagne fut reçue avec un vif enthousiasme par la majorité de la nation. Dès ce moment, le fanatisme de la gloire militaire effaça les dernières impressions de l'amour de la liberté et enfanta de nouveaux prodiges, jusqu'à l'époque où la France, épuisée par de grands revers, vit enfin s'écrouler l'édifice de sa prépondérance militaire sous le poids des armes de l'Europe coalisée.

Le sénat répondit comme on devait s'y attendre au message de l'empereur. Une députation, composée des sénateurs Monge,

1805 — an XIV Allemagne. Sainte-Suzanne, Colaud et Garnier-Laboissière (ces trois derniers étaient généraux), fut envoyée au quartier général impérial, pour complimenter Napoléon sur les étonnants succès qu'il avait obtenus dans un si court espace de temps.

Avant de continuer le récit des opérations de l'armée française en Allemagne, nous relaterons, dans le paragraphe suivant, les événements militaires qui eurent lieu en Italie, à dater du commencement des hostilités sur ce théâtre de la guerre, jusqu'à l'époque où les troupes commandées par Masséna prirent la dénomination de huitième corps de la grande armée, après leur jonction avec le corps aux ordres du maréchal Ney. Nous éviterons par là d'interrompre brusquement la narration des faits qui forment la seconde période de cette mémorable campagne.

25 novembr. (3 Frimaire). Italie. *Ouverture de la campagne en Italie; passage de l'Adige par l'armée française; combats de San-Michele, de Caldiero; cinq mille Autrichiens mettent bas les armes à Cara-Albertini; passage de la Brenta, de la Piave, du Tagliamento; combat de Castel-Franco, etc.* — En se déterminant à recommencer la guerre avec la France, l'intention première du cabinet autrichien avait été d'employer la meilleure partie de ses forces à agir d'abord en Italie, puis en Helvétie, et même sur le territoire français, dans les départements de l'ancienne Franche-Comté, si la fortune secondait ses armes. Nous avons dit, dans le paragraphe précédent, quels étaient les moyens auxiliaires sur lesquels ce gouvernement comptait pour assurer l'exécution de son projet. Le grand éloignement des troupes que l'empereur Napoléon pouvait faire avancer au secours de son armée d'Italie donnait l'espoir qu'elles arriveraient trop tard pour empêcher les premiers résultats d'une attaque vigoureuse et pour ainsi dire inopinée; mais on a vu que les justes alarmes du gouvernement britannique avaient fait changer le plan arrêté d'abord. D'un autre côté, la promptitude avec laquelle les corps de la grande armée s'étaient portés des côtes de l'Océan aux rives du Rhin; la marche savante et non moins rapide de cette même armée sur le Danube; les brillants succès qui en avaient été la suite : toutes ces causes réunies avaient empêché l'archiduc Charles de se trouver en mesure d'ouvrir la campagne en Italie aussi promptement que l'Autriche l'eût désiré; et l'on sait déjà que des troupes

avaient été détachées de son armée pour renforcer celles d'Allemagne, ce qui, en la réduisant à environ 55,000 hommes, lui assurait encore la supériorité numérique. Dans cet état de choses, le prince s'était vu contraint de rester inactif sur la rive gauche de l'Adige. Son aile droite était devant Vérone, son aile gauche devant Legnago; le centre et la réserve occupaient le camp de San-Gregorio entre Arcole et Lonigo. 1805—an XIV Italie.

Cependant l'empereur Napoléon, dont les ordres s'exécutaient à la fois depuis les côtes de la mer d'Allemagne jusqu'à celles de l'Adriatique, dans le royaume de Naples, avait fait réunir sur les frontières du nouveau royaume d'Italie toutes les troupes disséminées dans l'intérieur du pays, et en avait confié le commandement au maréchal Masséna. Le lieutenant général Gouvion Saint-Cyr, commandant le corps d'armée stationné jusqu'alors dans le royaume de Naples, en vertu du traité de Florence [1], reçut l'ordre de s'avancer à marches forcées pour se mettre en ligne avec les troupes déjà rassemblées sur la rive droite de l'Adige.

Celles-ci, qui pouvaient présenter un effectif de 35,000 hommes, devaient être portées à 50,000, et étaient partagées en cinq divisions d'infanterie sous les ordres des généraux Duhesme, Gardanne, Molitor, Verdier, Partouneaux et Séras, et en trois divisions de cavalerie commandées par les généraux Pully, Mermet et d'Espagne. Elles occupaient sur l'Adige une ligne à peu près parallèle à celles des Autrichiens.

Le prince Eugène Beauharnais, nommé par l'empereur Napoléon vice-roi du royaume d'Italie, s'était empressé d'activer, en ce qui le concernait, tous les préparatifs de la guerre qui allait avoir lieu, et avait adressé au peuple qu'il gouvernait une proclamation conçue en ces termes :

« Peuples du royaume d'Italie!

« Le cabinet de Vienne a résolu la guerre contre vous et le peuple français. Il ose dire aujourd'hui que la guerre a été provoquée par la France et par l'Italie; ce n'est pas à vous qu'il lui sera facile de persuader cette étrange calomnie. Peuples d'Italie!

[1] Voyez tome VII, pages 390 et suivantes.

1805—an XIV Italie. vous savez si, depuis cinq mois, l'Autriche a cessé de rassembler, sous vos yeux, de nouvelles forces, d'approvisionner ses places, de menacer vos frontières. Vous savez si l'empereur des Français, roi d'Italie, averti de tous les préparatifs hostiles dont vous étiez si justement alarmés, ne s'est pas en quelque sorte obstiné à ne pas croire le cabinet de Vienne injuste et déloyal. Vous savez si, alors même que vous étiez menacés de voir votre territoire envahi, l'empereur n'a pas refusé d'accueillir vos alarmes et d'ordonner des dispositions militaires capables de les dissiper; vous savez enfin combien de fois il vous est arrivé de vous étonner, de vous inquiéter, de vous plaindre de sa longanimité. Il ne voulait pas croire à la guerre et demandait des explications ; il ne rappelait pas son ambassadeur ; il considérait le séjour de l'ambassadeur de Vienne à Paris comme une preuve que la maison d'Autriche voulait aussi la paix.

« Et voilà que, profitant de cette noble confiance, les armées de la maison d'Autriche envahissent le territoire d'un prince de l'Empire, d'un prince coupable d'une faute inexpiable, d'être demeuré fidèle aux traités, d'être demeuré l'allié de l'empereur des Français et du roi d'Italie. Napoléon est allé lui-même se placer à la tête des armées. Encore quelques instants, et le crime commis sur la Bavière sera vengé; encore quelques efforts, et la paix si souvent accordée, si souvent offerte, sera pour longtemps affermie. Peuples d'Italie ! je veillerai, autant qu'il sera en moi, au respect de vos propriétés, au maintien de vos lois et de vos constitutions.

« Sans doute il est pour les peuples le plus vaillamment défendus des maux inséparables de la guerre; reposez-vous sur mon zèle à remplir mes devoirs, reposez-vous sur mon cœur, sur tous les sentiments que je vous ai voués. Peuples d'Italie ! j'écarterai de vous tous les maux qu'il me sera possible d'en écarter.

« J'attends de vous du zèle, du dévouement et du courage. Vous savez quelle confiance illimitée vous devez à cette portion de l'armée française rassemblée en Italie; vous savez quelle confiance est due au fils chéri de la victoire, à qui l'empereur a confié l'honneur de vous défendre.

« Peuples d'Italie! votre roi compte sur vous, reposez-vous

sur lui. Il a pour lui le Dieu des armées, toujours terrible aux parjures; il a pour lui sa gloire, son génie, la justice de sa cause, la valeur, la fidélité et l'amour de ses peuples. 1805—an XIV Italie.

« Nos ennemis seront vaincus ! »

Nous avons dit que l'archiduc Charles n'avait point paru partager l'opinion de l'empereur son frère, ou plutôt du ministère autrichien, sur les résultats de la nouvelle levée de boucliers que faisait celui-ci, à l'instigation de l'Angleterre et de la Russie. Effectivement, dès son arrivée en Italie, ce prince, persuadé sans doute que l'empereur des Français réussirait de gré ou de force à faire prendre une autre résolution au souverain de l'Autriche, avait proposé au maréchal Masséna un armistice, afin d'attendre l'issue des événements qui allaient avoir lieu en Allemagne. Cette proposition entrait trop dans les vues de Napoléon pour être refusée par son lieutenant, et une trêve fut consentie jusqu'au 18 octobre.

A l'expiration du délai convenu, Masséna, qui avait concentré ses divisions à Zevio et dans les environs, fit ses dispositions pour passer l'Adige au pont du vieux château de Vérone.

Le 18 octobre, à quatre heures du matin, le maréchal fit attaquer le pont du vieux château. Il avait fait former en colonne les vingt-quatre compagnies de voltigeurs des régiments qui composaient les deux divisions Duhesme et Gardanne; mais comme les Autrichiens avaient construit un mur pour barrer le milieu du pont, le général Lacombe Saint-Michel, commandant l'artillerie de l'armée, fut obligé d'y faire attacher un pétard pour renverser cet obstacle. Cette opération hardie fut exécutée avec beaucoup de bonheur par quelques canonniers : le mur s'écroula, et le général Chasseloup, qui avait réuni d'avance tous les moyens nécessaires, ayant fait réparer sur-le-champ deux coupures qui se trouvaient derrière, les compagnies de voltigenrs s'élancèrent avec une extrême rapidité de l'autre côté de l'Adige. Leur mouvement fut protégé par le canon du vieux château, qui tirait sans relâche sur la rive gauche, occupée en force par l'ennemi, qui y était retranché.

Les voltigeurs étaient déjà vivement engagés, lorsque la division Gardanne, qui les suivait de près, vint à leur secours :

1805—an XIV Italie. les Autrichiens se défendirent longtemps avec une grande résolution. Le bruit de l'artillerie ayant donné l'éveil, l'archiduc Charles, dont le quartier général se trouvait à San-Martino, s'était hâté d'envoyer de nombreux renforts sur le point attaqué, et ils arrivaient incessamment. Le combat se prolongea avec des chances variées jusqu'à la chute du jour; mais le général Duhesme s'étant mis à la tête de sa seconde brigade qui formait la réserve, l'ennemi fut culbuté, chassé de toutes ses positions et poursuivi jusque sur les hauteurs. Tous les retranchements, ainsi disputés pied à pied par les troupes autrichiennes, furent immédiatement détruits, et le maréchal ordonna sur-le-champ la construction d'une tête de pont.

Sept pièces de canon et dix-huit caissons furent les trophées de cette journée, dans laquelle l'armée autrichienne perdit 1,000 à 1,200 hommes tués sur le champ de bataille, et 1,500 prisonniers. La perte des Français ne s'éleva pas au delà de 600 hommes, dont 400 blessés. Le maréchal fit, dans son rapport, un éloge mérité de la bravoure et des talents des généraux Duhesme, Chasseloup, Gardanne et Lacombe Saint-Michel.

Les instructions de Masséna lui prescrivaient de subordonner ses mouvements à ceux de la grande armée d'Allemagne, dont celle d'Italie pouvait être considérée comme l'aile droite. C'est pourquoi ce maréchal, maître du passage de l'Adige, différa d'attaquer les Autrichiens jusqu'au 29 octobre. Ce jour-là, à cinq heures du matin, il fit déployer les deux divisions Gardanne et Duhesme en avant du pont du vieux château de Vérone, pendant qu'à sa gauche la division du général Séras passait l'Adige à Ponte-Polo, et que celle du général Verdier manœuvrait à sa droite entre Ronco et Albaredo. Les deux premières divisions attaquèrent les hauteurs de val Pantena et tournèrent le château de San-Felice. Cette manœuvre fit évacuer Véronette par les Autrichiens. Les palissades du pont neuf furent abattues par des sapeurs, et la division des chasseurs à cheval, commandée par le général d'Espagne, celle des grenadiers, aux ordres du général Partouneaux, la division du général Molitor, et une réserve de cavalerie, aux ordres du général Mermet, traversèrent Véronette et se portèrent vivement sur la

grande route de San-Michele, où les Autrichiens étaient retran- 1805—an XIV Italie.
chés sous la protection de plusieurs batteries. Le général d'Espagne, soutenu par un bataillon de grenadiers tiré de la division Molitor, chargea, à plusieurs reprises et avec une grande impétuosité, l'infanterie ennemie, après avoir dispersé quelques escadrons qui voulurent la protéger. Dans une de ces charges, l'escadron des guides du maréchal Masséna fit mettre bas les armes à un bataillon. L'ennemi, culbuté après une résistance opiniâtre, fut chassé du village de San-Michele et poursuivi jusqu'au delà de celui de San-Martino.

Les troupes françaises prirent, le soir, position à Vago. Elles avaient fait près de 2,000 prisonniers, et deux pièces d'artillerie étaient restées en leur pouvoir. La grande route en deçà de San-Michele, et au delà jusqu'à San-Martino, était jonchée de cadavres et de blessés autrichiens. La perte des Français avait été peu considérable.

L'archiduc Charles avait réuni la plus grande partie de ses troupes en avant de Caldiero, bien déterminé à soutenir dans cette position le choc de l'armée française. Le 30, au matin, l'armée autrichienne était formée en bataille, la droite se prolongeant sur les hauteurs de San-Pietro, jusqu'en avant du village de Fromegna, et la gauche vers l'Adige, jusqu'au delà de Gambione. La cavalerie et une réserve de vingt-quatre bataillons étaient placées sur la route de Vérone, vers Villa-Nova, au point où la route se divise en deux, l'une conduisant à Lonigo, et la seconde à Vicence par Montebello, Tavernel et Olmo.

Dans la matinée, Masséna, ayant reçu des nouvelles des mouvements qu'il avait ordonnés aux divisions Séras et Verdier, fit ses dispositions pour attaquer l'armée ennemie. La division Molitor forma la gauche de la ligne française, celle du général Gardanne le centre, et la division Duhesme la droite. Les grenadiers du général Partouneaux étaient en réserve, ainsi que la cavalerie des généraux d'Espagne et Mermet. Le général Molitor commença l'attaque, et bientôt le centre et la droite furent également engagés. Les troupes françaises, encouragées par le succès de la veille, et bien dirigées par leurs chefs, réussirent sur tous les points. La division Gardanne, poussant

1805—an XIV Italie. devant elle les troupes ennemies qui lui étaient opposées, emporta le village de Caldiero à la baïonnette, et l'ennemi, culbuté sur toute sa ligne, se retira assez en désordre sur les hauteurs en arrière de la première position. Il était quatre heures du soir; le prince Charles fit alors avancer sa réserve, composée, comme nous l'avons dit, de vingt-quatre bataillons de grenadiers, soutenus par cinq régiments de cavalerie. De son côté, le maréchal Masséna ayant fait également avancer l'infanterie et la cavalerie qui formaient sa réserve, le combat recommença avec plus de vivacité. La cavalerie française culbuta celle des Autrichiens, et la division Partouneaux, ayant chargé à la baïonnette, décida la victoire. L'ennemi fut poursuivi jusqu'au pied des redoutes que l'archiduc avait fait élever au delà de Caldiero.

Cette bataille valut aux Français 3,500 prisonniers et trente pièces de canon. Le nombre des Autrichiens morts était si considérable, que l'archiduc fit demander une trêve pour pouvoir les enterrer. Les Français eurent environ 1,500 hommes hors de combat.

Le mouvement ordonné, le 29 octobre, à la division du général Séras, avait pour but de tourner les troupes ennemies qui pouvaient se trouver à la gauche de Vérone, pendant que le gros de l'armée française se portait sur la route de San-Martino pour attaquer la masse autrichienne que l'archiduc avait réunie à Caldiero. Par suite de ce double mouvement, une colonne de 5,000 hommes appartenant au corps autrichien du général Rosenberg en fut coupée de manière à ne pouvoir remonter dans les vallées qui aboutissent à l'Adige, pour rejoindre ensuite l'armée de l'archiduc. Toutefois le général Hillinger, qui commandait cette colonne séparée de son corps, se porta sur les hauteurs de San-Leonardo, pour tenter de regagner, par les montagnes de Trignago et d'Illasi, la route de Vérone à Vicence. Masséna, instruit de la position de la troupe ennemie, envoya un de ses aides de camp pour la sommer de se rendre; mais le général ennemi, s'apercevant qu'il n'avait point de troupes devant lui, refusa d'obtempérer à cette sommation.

Sur ces entrefaites, le colonel du 22e régiment d'infanterie légère, Goguet, qui était dans Véronette, reçut l'ordre de s'a-

vancer avec sa troupe sur le corps ennemi ; mais celui-ci vint lui-même à la rencontre du régiment français et le força, en raison de sa supériorité numérique, de prendre position sous le château de San-Felice.

Masséna, informé par son aide de camp du refus fait par le général Hillinger de mettre bas les armes, se porta vers le terrain où se trouvait la colonne ennemie, avec quatre bataillons de grenadiers de la division Partouneaux, commandés par le général de brigade Solignac, pour cerner entièrement ces 5,000 Autrichiens. Le général Charpentier, chef de l'état-major général de l'armée française, fit faire alors une nouvelle sommation au général ennemi, qui sentit la nécessité de mettre bas les armes. Il conclut, en conséquence, avec le général Solignac, une capitulation qui donna aux Français 5,000 prisonniers avec armes et bagages, 70 officiers, un brigadier général, un colonel, un major, 80 chevaux, etc. Le général Hillinger, commandant cette colonne, et tous les officiers sous ses ordres, obtinrent la faculté de retourner en Autriche, en donnant leur parole de ne point servir contre la France ou ses alliés jusqu'à leur parfait échange; mais toute la troupe resta prisonnière de guerre pour être conduite en France.

L'archiduc, en apprenant cet événement fâcheux, craignit d'être tourné dans la position qu'il occupait en avant de Villa-Nova, et commença son mouvement de retraite dans la nuit du 1er au 2 novembre, en se dirigeant par Montebello sur Vicence. Le lendemain, à la pointe du jour, le maréchal Masséna fit pousser de fortes reconnaissances dans cette direction et sur le chemin de Lonigo. Le général d'Espagne, à la tête de sa division de chasseurs à cheval et de huit compagnies de voltigeurs de la division Gardanne, s'attacha à la poursuite de l'ennemi, auquel il fit encore 600 prisonniers dans la journée. Le 3 novembre, Masséna établit son quartier général à Montebello.

Après avoir réuni son armée autour de cette ville et lui avoir fait prendre quelque repos, le maréchal continua à s'avancer sur Vicence, en poursuivant l'arrière-garde ennemie. L'archiduc Charles avait fait fortifier Vicence à la hâte pour arrêter quelque temps la marche des Français, et y avait jeté

1805—an XIV Italie. quelques bataillons. Le commandant autrichien fut sommé d'ouvrir les portes et d'évacuer la ville; mais sa réponse ayant été négative, il fallut forcer le passage. Le général Lacombe Saint-Michel fit élever plusieurs batteries de canons et d'obusiers contre les portes, et, pendant la nuit, des obus mirent le feu à plusieurs maisons de la ville. Le 4, à la pointe du jour, les Français pénétrèrent dans Vicence au pas de charge; l'ennemi fit sa retraite avec tant de précipitation, qu'il ne put evacuer ses magasins et fut obligé d'abandonner 1,000 blessés à la générosité du vainqueur : on lui fit encore dans la journée 8 à 900 prisonniers.

L'archiduc avait pris la route de Bassano : les Français l'y suivirent en harcelant et en entamant son arrière-garde. A l'embranchement de la route de Trévise par Cittadella, les Autrichiens se dirigèrent vers cette dernière ville, en brûlant derrière eux le pont qui se trouve sur le torrent près de la Palude. L'avant-garde française, en arrivant au village de San-Pietro-in-Gu, le trouva occupé par une arrière-garde qui fut chargée vigoureusement. Le village fut enlevé après un combat dans lequel l'ennemi perdit encore 600 hommes faits prisonniers et une pièce de canon.

L'armée française continua sa marche vers la Brenta avec la même vivacité : l'avant-garde y arriva au moment où les Autrichiens travaillaient à détruire le pont de Fontaniva. Il s'engagea d'une rive à l'autre une forte canonnade qui ne cessa qu'à l'entrée de la nuit, pendant laquelle les troupes françaises bivouaquèrent sur la rive droite.

Le 5, Masséna ordonna aux régiments de chasseurs de la division d'Espagne de traverser la Brenta à gué avec les voltigeurs de la division Gardanne en croupe, afin de protéger le rétablissement du pont, auquel on travailla aussitôt. L'armée put défiler vers onze heures du matin et arriver assez à temps à Cittadella pour enlever les arrière-postes ennemis. A cinq heures du soir, Castel-Franco, petite ville située sur la route de Trévise, à trois lieues et demie de Cittadella, était occupée, et les chasseurs du général d'Espagne avaient pris position en avant d'Albaredo.

En partant de Vicence, le maréchal avait dirigé la division

Verdier sur Padoue, et la division Séras par les montagnes des *Sette-Communi* sur Bassano. Ces deux villes furent occupées le 5 et le 6 novembre. 1805—an XIV Italie.

Masséna, après avoir séjourné deux jours à Castel-Franco pour reposer l'armée, fatiguée de sa marche rapide, se remit en mouvement pour se porter sur la Piave. L'avant-garde ne rencontra que fort peu d'obstacles jusqu'à cette rivière que l'armée traversa sans difficulté. De la Piave au Tagliamento, elle poussa devant elle une arrière-garde de cavalerie qui semblait l'observer, mais dont la retraite était calculée de manière à éviter tout engagement.

Cependant, en arrivant sur le Tagliamento, le général en chef français trouva l'ennemi en position et préparé à défendre le passage. L'archiduc avait réuni sur la rive gauche huit bataillons d'infanterie et quinze escadrons protégés par plusieurs batteries avantageusement placées. L'intention de Masséna n'avait été d'abord que de faire reconnaître par sa cavalerie la position des troupes ennemies; tandis qu'il faisait marcher sur San-Vito les divisions Duhesme et Séras, et que celles des généraux Molitor et Gardanne se dirigeaient sur Valvasone, les trois divisions de cavalerie d'Espagne, Mermet et Pully s'étaient avancées vers les bords du Tagliamento.

Le 12 novembre, le général d'Espagne, qui avait reçu l'ordre de pousser des reconnaissances sur la rive gauche, y fit passer un escadron de chasseurs; mais cette troupe ne tarda pas à être chargée par un régiment de dragons autrichiens. Elle soutint le choc avec intrépidité, et donna le temps au général d'Espagne de venir à son secours. Le régiment ennemi fut bientôt repoussé et mis en fuite. Pendant cet engagement, l'artillerie française s'était mise en position et tirait vivement sur celle de l'ennemi. Cette canonnade d'une rive à l'autre fut très-vive et se prolongea jusqu'à la nuit. Les Autrichiens avaient trente pièces en batterie derrière une digue, et les Français n'en avaient que dix-huit; mais elles étaient beaucoup mieux servies.

Les divisions d'infanterie parvinrent à leur destination vers la chute du jour. Masséna, satisfait des avantages qu'il avait obtenus et qui lui en assuraient de nouveaux, ne voulut point

1805—an XIV
Italie.

effectuer tout de suite le passage du Tagliamento et se borna à faire ses dispositions pour rendre plus décisif le coup qu'il voulait porter à l'ennemi. Les quatre divisions d'infanterie étaient réunies, comme nous venons de le dire, à San-Vito et à Valvasone : c'etait sur ces deux points qu'elles devaient passer le fleuve, tourner et couper les troupes que l'archiduc y avait rassemblées. Ce prince avait pénétré sans doute le dessein de son adversaire, car il ne jugea pas à propos d'attendre le jour dans sa position; et dès minuit il se retira par le chemin de Palma-Nova.

Le 13, l'armée française passa le Tagliamento sans rencontrer aucun obstacle; mais, parvenue sur la rive gauche avec le regret de n'avoir plus d'ennemis à combattre, elle fut à même de connaître les résultats de l'engagement de la veille, en voyant les bords du fleuve couverts d'hommes et de chevaux qui avaient été tués par son artillerie. Elle s'avança ensuite sur Palma-Nova, que l'ennemi ne chercha point à défendre, quoiqu'il eût pu y tenir avec avantage. Ce ne fut qu'à plusieurs milles au delà de cette place que l'avant-garde française rencontra l'arrière-garde autrichienne et qu'elle eut avec elle quelques engagements, dans lesquels on fit encore quelques centaines de prisonniers.

Le 15 novembre, Masséna, ayant formé l'armée en deux colonnes, les porta sur l'Isonzo. Le général d'Espagne, faisant l'avant-garde, entra à quatre heures du soir dans la ville de Gradiska, où les Autrichiens se défendirent faiblement. Les chasseurs français, remontant ensuite la rive droite de l'Isonzo, se portèrent sur Gorizia. La division Séras s'établit en même temps à Sagrado, sur la rive gauche du fleuve.

Le lendemain, les divisions Molitor, Gardanne et Partouneaux longèrent la rive droite dans le dessein de passer l'Isonzo au-dessous de Gorizia, vers San-Andrea; mais l'équipage de pont n'étant pas encore arrivé, le passage ne put s'effectuer sur ce point.

Pendant ce temps, les divisions Duhesme et Séras s'avançaient sur Rubia et Savogna; leurs avant-gardes tâtonnaient l'ennemi. Il y eut un engagement, à la suite duquel la cavalerie autrichienne se replia en désordre; l'artillerie, poussée par

la division du général d'Espagne jusque sous les murs de Gorizia, n'échappa qu'à la faveur de la nuit. 1805—an XIV Italie.

Dans la croyance que l'archiduc essayerait de tenir à Gorizia, le maréchal Masséna fit ses dispositions pour l'attaquer dans la matinée du 17 novembre; mais les Autrichiens ne voulurent point s'exposer à une action générale, et profitèrent de l'obscurité de la nuit pour précipiter leur retraite. Ils furent suivis par la division du général d'Espagne, soutenue de plusieurs compagnies de voltigeurs. Ce général avait ordre de continuer sa poursuite jusqu'à Laybach.

L'armée française prit position en avant de l'Isonzo, et y séjourna pour prendre quelque repos. Elle voyait arriver à chaque instant de nouveaux prisonniers, recueillis par les détachements envoyés en reconnaissance sur tous les points. Les magasins que l'ennemi avait abandonnés à Udine et à Palma-Nova procurèrent aux troupes des ressources d'autant plus précieuses, que, dans leur marche rapide, les Français n'avaient pu se faire suivre par des caissons de vivres, et qu'il eût été difficile de former des approvisionnements dans un pays déjà épuisé par les réquisitions des Autrichiens.

Le général d'Espagne, remontant avec la troupe sous ses ordres la rivière de Wippach, rencontra dans la ville du même nom une partie de l'arrière-garde ennemie, qu'il poussa jusqu'à Gantz, au-dessus de Saint-Veit, en lui faisant une centaine de prisonniers. La totalité de la cavalerie autrichienne s'était retirée par la grande route de Laybach, avec quelque infanterie; mais une grande partie de cette dernière avait pris, sur sa gauche, le chemin d'Idria, afin de gagner la route qui conduit à Ober-Laybach. Le général d'Espagne envoya cinq compagnies de voltigeurs dans cette direction, tandis qu'il s'avançait lui-même par la grande route sur Prewald, où l'ennemi s'était retranché.

Masséna détacha, le 20 novembre, la division Séras sur Trieste, pour prendre possession de cette ville et de son port. A l'approche des Français, la garnison évacua la place, en abandonnant 300 blessés dans l'hôpital. Le général Séras la fit poursuivre sur la route qui conduit à Laybach, et lui enleva une cinquantaine d'hommes.

1805 - an XIV Italie. Le maréchal, sentant la nécessité de se mettre en communication avec la grande armée, et pensant que l'empereur, en poursuivant ses succès, pouvait avoir détaché un de ses corps dans la même intention, dirigea le général Lacour avec sa brigade de dragons, faisant partie de la division Mermet, et quelque infanterie légère, sur la Chiusa di Pletz, poste important dans la chaîne des Alpes Noriques, que l'archiduc avait fait garder par deux régiments d'infanterie et deux escadrons de cavalerie. Le général Lacour trouva ce passage abandonné et continua sa marche sur Villach, où il avait ordre de pénétrer. On verra, dans le chapitre suivant, que les conjectures du maréchal Masséna étaient fondées, et que la retraite des troupes autrichiennes qui gardaient la Chiusa di Pletz était occasionnée par la marche du corps du maréchal Ney sur la Carinthie, après avoir traversé le Tyrol septentrional. Le général Lauchantin, envoyé sur Ponteba avec un détachement d'infanterie, trouva également ce poste, non moins essentiel que celui de la Chiusa di Pletz, évacué par l'ennemi d'après le motif que nous venons d'exposer.

Pendant que l'armée d'Italie s'avançait ainsi avec rapidité vers la Carniole, le corps de troupes françaises venant du royaume de Naples et destiné à faire partie de cette armée était arrivé à Padoue sous le commandement du général Gouvion Saint-Cyr. Ce corps, formé des divisions Reynier, Lecchi, d'une brigade de réserve commandée par le général Peyri, et d'un parc d'artillerie, s'élevait à environ 15,000 hommes. Le maréchal Masséna donna l'ordre au lieutenant général Saint-Cyr d'observer le littoral de l'Adriatique depuis les embouchures de l'Adige jusqu'à Venise, et de se tenir prêt à repousser les Russes et les Anglais, si ceux-ci osaient effectuer le débarquement dont ils menaçaient cette partie des côtes italiennes. La division Verdier, la légion corse et le 2e régiment italien furent mis dès lors à la disposition du général Saint-Cyr pour renforcer son corps d'armée.

Masséna apprit, à Gorizia, qu'une partie du corps autrichien qui occupait le Tyrol, coupée par suite du mouvement du maréchal Ney dont nous avons déjà parlé, se trouvait forcée de descendre des Alpes tyroliennes, ne trouvant point d'autre débouché pour éviter de mettre bas les armes. Le général de

l'armée d'Italie calcula sagement que cette colonne, dans sa situation, tenterait, soit de traverser la ligne française pour arriver aux lagunes de Venise et de se réunir aux troupes qui étaient dans cette place, soit, en marchant par Feltre et Bellune, de se joindre aux débris de l'armée autrichienne d'Italie vers Laybach.

1805—an XIV
Italie.

L'un et l'autre cas semblaient avoir été prévus d'avance par les dispositions que venait de prendre l'habile maréchal. En effet, la position du corps du général Saint-Cyr au delà de Padoue, observant Venise et les lagunes, répondait que la colonne ennemie ne tenterait pas impunément le passage; et l'occupation de Ponteba et de la Chiusa di Pletz par les détachements des généraux Lanchantin et Lacour apportait un grand obstacle à sa réunion avec l'armée du prince Charles. Quelque direction que dût prendre d'ailleurs cette colonne, la situation de l'armée française sur l'Isonzo permettait au maréchal Masséna de détacher des forces suffisantes pour lui barrer le passage. L'avant-garde continuait toujours à s'avancer sur Laybach.

Le corps autrichien dont nous parlons, fort d'environ 7,000 hommes d'infanterie et de 1,200 chevaux, commandé par le général prince de Rohan-Soubise, émigré français, après être descendu des Alpes rhétiennes dans la vallée de la Brenta, vint se jeter, le 22 novembre, sur Bassano, où il enleva sans peine un détachement de 150 hommes qui formait la garnison de cette ville : il se dirigea ensuite sur Castel-Franco.

Le général Gouvion Saint-Cyr, bientôt informé de cette marche de l'ennemi, pensa, comme le général en chef, que l'intention du prince de Rohan était de traverser la ligne française, dont sans doute il ne connaissait pas la force, et il fit toutes les dispositions convenables pour bien recevoir cet imprudent adversaire.

On vient de voir que le maréchal Masséna avait prévu ce mouvement, et, par conséquent, il était fort tranquille sur ses résultats. Toutefois, pour ne rien donner au hasard des événements, il prit des mesures pour faire arriver à marches forcées sur la Piave la division de grenadiers du général Partounceaux, deux brigades des divisions Duhesme et Séras, la division de cuirassiers du général Pully, et la seconde brigade de dragons de la division Mermet. Le général Partouneaux devait remonter

1805—an XIV Italie. la Piave par Bosco del Montello et tourner la position de Bassano. La division Gardanne, dirigée en même temps sur Venzone, devait renforcer les détachements des généraux Lanchantin et Lacour, pour couper toute retraite à l'ennemi sur la Drave, dans le cas où la colonne du prince de Rohan eût déjà pris la route de Belluno et de la Pieva di Cadore, afin de gagner Villach et rejoindre l'archiduc à Laybach. Laissant ensuite le reste des troupes à Gorizia et sur l'Isonzo, sous le commandement du général Duhesme, Masséna se porta lui-même sur la Piave, pour y diriger les mouvements qu'il venait d'ordonner.

Cependant le général Gouvion Saint-Cyr manœuvrait pour reconnaître l'ennemi et l'arrêter. Il avait formé une colonne, tirée des trois divisions sous ses ordres (celles des généraux Reynier, Verdier et Lecchi), et s'était avancé à Campo-San-Pietro avec un régiment polonais commandé par le général Peyri. Le général Reynier, qui était à Novale, reçut l'ordre de marcher, le 23 novembre, à la pointe du jour, sur Castel-Franco. Le prince de Rohan était depuis la veille dans cette dernière ville; et comme il s'était déjà aperçu de la position difficile où il se trouvait, il résolut de prévenir l'attaque qu'on allait faire contre lui. S'étant mis en mouvement dès cinq heures du matin, il s'avança à la rencontre de la division Reynier, qu'il chargea vivement aussitôt qu'il l'eut aperçue. Le général Reynier, dont les troupes marchaient avec précaution et dans le meilleur ordre, reçut le choc des Autrichiens avec la plus grande fermeté. Repoussé dans une première attaque, le corps ennemi revint plusieurs fois à la charge, et toujours avec le même désavantage.

Pendant ce combat opiniâtre, le général Saint-Cyr, ayant fait marcher le régiment polonais qu'il avait à Campo San-Pietro, tourna le corps autrichien. Ce mouvement acheva de déconcerter le prince de Rohan : ses troupes, déjà ébranlées par la vigoureuse résistance de la division Reynier, se débandèrent, et ce ne fût plus qu'une déroute jusqu'à Castel-Franco, où les Français arrivèrent en même temps que leurs adversaires. Tout ce qui n'avait pas été tué ou pris sur le champ de bataille demanda à capituler : 6,000 hommes d'infanterie et 1,000 chevaux tombèrent ainsi au pouvoir des Français, qui étaient tout au plus au nombre de 5,000 combattants dans cette action mé-

morable. Mais le prince de Rohan avait jugé que sa perte était inévitable, par l'effet des dispositions prises contre sa colonne; car il avait appris, à Castel-Franco, la situation dans laquelle se trouvait alors l'armée française. Ce général, plusieurs colonels, et un grand nombre d'officiers, étaient au rang des prisonniers; six drapeaux et un étendard, douze pièces d'artillerie, leurs caissons et des bagages considérables, furent aussi le résultat de cette victoire, où les Français n'eurent à regretter que 150 hommes tués ou mis hors de combat. La garnison prise par les Autrichiens à Bassano fut retrouvée dans Castel-Franco. 1805—an XIV Italie.

Le lieutenant général Gouvion Saint-Cyr avait ajouté à sa réputation par cette brillante affaire, où le général Reynier avait déployé autant de bravoure que de talent et de sang-froid. Les colonels des 10e et 56e régiments, celui du régiment polonais, et plusieurs autres officiers supérieurs s'étaient particulièrement distingués, entre autres le chef de bataillon Chlopicki, qui a joué un rôle, comme dictateur, dans la dernière insurrection polonaise.

Deux jours après le combat de Castel-Franco, un corps de Croates, fort de 12 à 1,500 hommes, et qui faisait également partie des troupes du Tyrol, fut cerné et pris en cherchant à déboucher des montagnes. Le général Lacour, parvenu à Villach, poussa jusqu'à Klagenfurt, où il opéra la jonction de l'armée d'Italie avec les troupes de la grande armée qui occupaient déjà cette ville.

L'avant-garde, aux ordres du général d'Espagne, poursuivit sa marche victorieuse en faisant à chaque pas de nouveaux prisonniers, et arriva à Laybach dans les derniers jours de novembre. Les routes d'Idria et de Laybach étaient couvertes de chevaux tués, de caissons rompus, de munitions abandonnées, résultat du désordre qu'avait entraîné la fuite précipitée de l'armée autrichienne.

A dater de cette époque, c'est-à-dire depuis la fin de novembre, aucune autre opération importante ne fut entreprise par l'armée d'Italie, qui prit alors la dénomination de huitième corps de la grande armée, après avoir opéré sa jonction avec celui du maréchal Ney, qui était le cinquième.

CHAPITRE III.

Politique de la Russie; suite des opérations militaires en Allemagne; Napoléon à Munich; passage de l'Inn; combats de Ried, de Lambach, de Lover, etc.; passage de l'Ens; combats d'Amstetten, de Mariazell; quatre mille six cents Français battent une partie de l'armée russe à Diernstein; l'armée française entre dans Vienne; combat d'Hollabrünn; les Autrichiens demandent à se séparer des Russes; ceux-ci demandent un armistice, qui est refusé; combat de Gundersdorf; invasion du Tyrol par le maréchal Ney, etc.; opérations du corps d'armée aux ordres du général Augereau, etc.; les Français s'avancent en Moravie, etc.; bataille d'Austerlitz, etc. — Traité de paix conclu à Presburg entre la France et l'Autriche.

1805—an XIII
26 novembr.
(6 frim.)
Allemagne.

L'empereur de Russie était le seul des souverains de l'Europe qui n'eût rien à compromettre que ses soldats et la gloire de ses armes dans la lutte engagée contre l'empereur Napoléon; aussi le ministère anglais avait-il facilement réussi à le faire entrer dans le système politique de Catherine II, qu'il s'efforçait de rétablir, et à flatter l'orgueil national en offrant à la Russie l'occasion de jouer le rôle de première puissance continentale. La Russie s'était introduite en Europe, non pour faire partie du prétendu équilibre tant prôné depuis le traité de Westphalie, mais pour le détruire s'il eût existé. Tous les États européens, au lieu de se coaliser pour repousser cette invasion flagrante de la barbarie, s'entendirent au contraire pour amener les Russes du fond de leurs déserts au cœur même de l'Europe.

« L'accroissement de la Russie, dit un historien[1], et l'in-
« fluence que les succès de la coalition devaient lui donner en
« Europe et en Asie n'effrayaient pas l'Angleterre comme les
« armements de Boulogne et ceux des ports de l'Adriatique. En
« suscitant à la France une si puissante rivalité, on paralysait

[1] Mathieu Dumas, *Précis des événements militaires*, tome XIII, page 5.

« ses efforts, et l'on était bien loin de craindre qu'on eût un « jour à regretter d'avoir aplani les obstacles à cette nouvelle « domination, et peut-être frayé le chemin de l'Inde à de nou- « veaux conquérants. »

Cependant, depuis Pierre le Grand, depuis Catherine II, la politique nationale de la Russie était bien connue; elle a pour objet de maintenir l'État dans un système de guerre continuelle, afin de nourrir le courage des soldats et de tenir la nation en haleine; d'étendre par tous les moyens possibles la domination russe vers la Baltique et la mer Noire; d'entretenir la jalousie de l'Angleterre, du Danemark et de la Prusse contre la Suède, afin d'empiéter sur ce pays et de finir par le subjuguer; d'intéresser l'Autriche à chasser les Turcs de l'Europe, afin d'arriver à Constantinople; d'alimenter l'anarchie en Pologne; de favoriser jusqu'au monopole le commerce de l'Angleterre, afin de tirer de ces relations le perfectionnement de la marine russe, et d'atteindre à la domination suprême de la Baltique; d'être bien pénétré de cette vérité que le commerce des Indes est le commerce du monde, et que celui qui peut en disposer exclusivement est le vrai souverain de l'Europe; de susciter en conséquence de nombreuses guerres à la Perse, et d'arriver au golfe Persique pour rétablir l'ancien commerce du Levant; de se mêler à tout prix des querelles de l'Europe et surtout de l'Allemagne; de ménager constamment l'alliance de l'Autriche, de l'engager dans des guerres ruineuses, de l'affaiblir par degrés, de la secourir quelquefois, mais de ne pas cesser de lui faire des ennemis secrets en Europe et surtout en Allemagne, afin de lui enlever successivement ses provinces; de cerner la Hongrie, et de finir par faire de ce royaume une dépendance de l'empire; de multiplier par des mariages les alliances avec les princes de l'Allemagne afin d'en tirer un grand moyen d'influence; de se servir de l'ascendant de la religion sur les Grecs désunis ou schismatiques répandus en Hongrie, en Pologne et en Turquie, pour s'en faire les protecteurs et exercer sur eux une suprématie sacerdotale favorable aux projets politiques [1].

L'Angleterre n'avait rompu la paix d'Amiens que pour ar-

[1] *Progrès de la puissance russe*..... 1812, page 176.

1805—an XIII Allemagne. rêter le cours des prospérités de la France ; mais, menacée ensuite sur son propre territoire, elle ne pouvait détourner l'orage d'une invasion qu'en allumant une guerre continentale. Une nouvelle coalition, suscitée pour son propre salut, allait de nouveau compromettre la sûreté des États qui y prenaient part. Déjà l'Autriche, poussée par l'espoir de reconquérir ses possessions d'Italie, venait de perdre son armée d'Allemagne dans une courte campagne de vingt-trois jours. C'était à l'armée russe que Napoléon allait avoir affaire ; mais les différents corps de cette armée, encore trop éloignés du théâtre de la guerre, ne pouvaient pas être réunis à temps pour couvrir la capitale de l'Autriche qui allait devenir la proie du vainqueur. Kutusoff, qui commandait le corps russe le plus avancé, s'était porté à Braunau dans la première quinzaine d'octobre, mais n'avait pas encore été joint par la totalité de ses troupes.

Suite des opérations militaires en Allemagne, etc. — Le lendemain de l'entrée des troupes françaises dans Ulm, par suite de la dernière convention arrêtée entre le maréchal Berthier et le général Mack, Napoléon se rendit à Augsburg, où il fut bientôt suivi par un bataillon de sa garde.

Les nombreux habitants des villes et des campagnes, accourus sur le passage de l'empereur, furent frappés d'étonnement à la vue des premiers pelotons de ce corps d'élite : les 80 grenadiers qui le formaient portaient chacun un drapeau pris sur l'ennemi. Un pareil spectacle était bien propre à donner de l'armée française et de son chef l'idée la plus imposante.

Nous avons rapporté, dans le chapitre précédent, la réception faite à l'empereur des Français par les électeurs de Bade et de Würtemberg. Ces deux princes, mécontents des procédés de la cour d'Autriche à leur égard, n'avaient point hésité à seconder les projets de Napoléon, en joignant leurs troupes aux siennes, et ces renforts s'étaient mis immédiatement en marche. La division würtembergeoise occupait Aislingen le 22 octobre, et les troupes de Bade, fortes de 4,000 hommes, étaient en marche pour se rendre à Augsburg.

Napoléon resta deux jours dans cette ville, et s'y occupa, avec son activité ordinaire, de la direction à donner à ses troupes. Ayant anéanti sur le Danube la plus grande partie de

l'armée autrichienne, il tardait au vainqueur d'en poursuivre les débris sur l'Inn, et de marcher en masse sur l'armée russe, qui devenait le seul espoir des coalisés, après un début de campagne aussi désastreux. Tous les corps de la grande armée française, à l'exception du septième, commandé par le maréchal Augereau, et dont nous parlerons plus loin, reçurent, en conséquence, l'ordre de se concentrer en Bavière, et Munich devint le point central de leur rassemblement. L'empereur s'y rendit lui-même le 24 octobre, et y fit son entrée à neuf heures du soir. Tout était préparé dans cette capitale pour recevoir le libérateur de la Bavière; la ville était entièrement illuminée et les maisons étaient décorées d'emblèmes ingénieux, qui exprimaient l'admiration et la gratitude des habitants. La cour de l'électeur, les autorités administratives, et le corps diplomatique accrédité près de S. A., furent présentés, le lendemain, à Napoléon, qui leur fit l'accueil le plus obligeant, et les entretint longtemps des intérêts de leur pays. L'électeur Maximilien-Joseph était encore à Augsburg, et n'arriva que quelques jours après.

On a vu que le maréchal Bernadotte, après avoir chassé de Munich et poursuivi jusqu'à l'Inn le général autrichien Kienmayer, avait fait prendre position à ses troupes sur l'Isar, en avant et autour de Munich. Dès que les premières colonnes du centre de la grande armée se furent approchées de cette dernière ville, l'empereur donna l'ordre à ce maréchal de se porter sur Wasserburg avec toutes ses forces, dont faisait alors partie la division de grosse cavalerie du général d'Hautpoul.

Bernadotte prit position le 26 à Sprengelbach et Standheim, poussant son avant-garde jusque sur les hauteurs en arrière de Wasserburg, pendant qu'un fort parti de cavalerie, sous les ordres du colonel bavarois Manucci, éclairait la route de Kufstein, et devait rejoindre le maréchal à Wasserburg par Rosenheim. Les troupes autrichiennes, qui avaient détruit tous les ponts sur l'Inn jusqu'au Danube, occupaient encore la rive droite de la première de ces rivières. La journée du 27 fut employée à réparer, sous la protection de l'artillerie, les ponts de Wasserburg et de Rosenheim. Quelques bataillons et escadrons français et bavarois ayant réussi à traverser l'Inn, l'en-

1805—an XIII Allemagne. nemi se retira avec précipitation, ce qui permit aux colonels du génie Morio et Somis d'activer le rétablissement de ces deux ponts. Le corps d'armée passa en entier sur la rive droite le 28 après midi, et s'établit le soir à Altenmarkt. Le lendemain, les troupes bavaroises occupèrent Traunstein et Deisendorf, l'avant-garde poussa jusqu'à Dorfpeting, le maréchal établit son quartier général à Waging; une division d'infanterie et les cuirassiers du général d'Hautpoul marchèrent sur Dittmaning, afin de remonter ensuite la Salza par la route de Lauffen, vers Salzburg. L'intention du maréchal était d'arriver promptement devant cette dernière place, à laquelle aboutissent les routes de Reichenhall dans la vallée sur Innsbrück, de Hallein sur Villach, d'Ischel sur Léoben, de Wels par Vocklabruck et de Braunau par Frankenmarkt; et il pensait que l'ennemi en défendrait les approches en prenant position sur la route de Reichenhall à Salzburg, derrière la Saale. L'ennemi avait effectivement pris cette dernière direction et détruit le pont entre Salzburg et Reichenhall; mais quelques coups de canon suffirent pour l'éloigner de la rive droite de la Saale; l'avant-garde du corps d'armée passa cette rivière au moyen d'une espèce de pont construit à la hâte, et prit position sur la rive opposée. Pendant ce temps le colonel Morio et le capitaine du génie Valazé firent réparer le pont détruit; bientôt les divisions du centre et de la droite purent passer la rivière avec leur artillerie et continuer leur mouvement sur Salzburg.

Le général Kienmayer, qui s'était retiré en assez bon ordre derrière l'Inn après avoir abandonné Munich, avait été renforcé, dans son mouvement sur Salzburg, par plusieurs bataillons et escadrons venant de la haute Autriche; il aurait pu tenir quelque temps derrière la Salza, en faisant occuper fortement Reichenhall sur la Saale, d'autant mieux que sa gauche eût été alors appuyée par les milices du Tyrol, qui s'étaient déjà réunies pour défendre les gorges du pays. Mais il réfléchit sans doute que la haute Autriche se trouvant dégarnie de troupes, celles qu'il avait à sa disposition étaient bien insuffisantes contre les nombreuses colonnes françaises, qui, indépendamment du corps de Bernadotte, marchaient alors sur Braunau, et menaçaient Linz par les routes d'Altheim et de Scharding.

Aussitôt que ses troupes eurent débouché en partie par le pont de la Saale, le maréchal Bernadotte, qui avait des nouvelles de sa gauche, porta son avant-garde et la division de Wrede devant Salzburg. Le général Kienmayer, cédant toujours le terrain, avait déjà évacué la ville haute ; et pendant qu'une arrière-garde faisait mine de vouloir défendre le pont et la basse ville contre la division de Wrede, le reste du corps autrichien se retira sur Wels. La division bavaroise du général de Wrede poussa l'arrière-garde ennemie jusqu'à Rechel, et y prit position ; le général Kellermann, avec l'avant-garde française, marcha sur Nieder-Alben-Rif ; le gros du corps d'armée occupa Salzburg le 30 octobre, et la réserve, que commandait le général Deroi, s'établit à Nonnberg vers Hellbrunn.

Sur ces entrefaites, les autres corps de la grande armée, qui se trouvaient en ligne, se mirent également en mouvement pour s'avancer sur l'Inn.

Le maréchal Davoust partit de Freysing avec ses divisions, et arriva le 27 à Mühldorf. L'ennemi, qui avait également détruit le pont de cette ville, était retranché sur la rive droite de l'Inn, où il avait établi des batteries dans des positions avantageuses. Le maréchal, après avoir fait, avec les officiers du génie, les reconnaissances nécessaires, fit travailler avec tant d'activité au rétablissement du pont, sous la protection de son artillerie, que le lendemain, à midi, une partie du corps d'armée put effectuer son passage. Le 1er régiment de chasseurs, qui se trouva le premier sur la rive droite, chargea avec impétuosité les troupes ennemies qui tenaient encore, leur tua une vingtaine d'hommes, et fit 50 prisonniers, parmi lesquels se trouvait un capitaine de hussards.

La réserve de cavalerie, aux ordres du prince Murat, en partant de Munich, où elle était arrivée le 23, immédiatement après le combat de Nuremberg, se dirigea vers l'Inn par Anzing, Hohenlinden et Haag. Murat fit passer une de ses brigades au pont de Mühldorf, pour protéger le rétablissement des ponts de Neu-Œttingen et de Marcktl, où il passa ensuite avec une partie de ses troupes.

Le maréchal Lannes, après avoir descendu l'Isar, marcha, par la route de Landshut, sur Braunau ; s'étant porté en avant

1805 – an XIII Allemagne. avec sa cavalerie légère, et trouvant le pont de cette dernière ville coupé, il fit embarquer sur deux bateaux une soixantaine d'hommes du 13e régiment de chasseurs pour reconnaître l'ennemi; mais celui-ci, déjà menacé par l'avant-garde du prince Murat, avait abandonné la ville. Les intrépides chasseurs du 13e, malgré leur petit nombre, ne craignirent point de poursuivre les Autrichiens sur la route d'Altheim. Le corps du maréchal Marmont, s'avançant par la route de Hörlkofen et d'Erding, bivouaqua le 28 à Vilsbiburg et à Binabiburg.

Le maréchal Soult se dirigea également vers Braunau par Parsdorf, Hohenlinden et Haag, en avant duquel il prit position dans la journée du 28.

Enfin, l'empereur Napoléon suivit la même direction, et établit son quartier général à Haag.

Le maréchal Ney, en quittant les bords du Danube, s'était dirigé sur Landsberg, où il arriva le 28.

La première des trois armées russes que l'empereur Alexandre s'était engagé à mettre en campagne était arrivée en Autriche. Elle était commandée par le général Kutusoff, qui jouissait d'une certaine réputation militaire. Venu en poste avec ses troupes, afin de répondre plus promptement aux pressantes sollicitations du cabinet de Vienne, il avait été fort surpris de trouver tout le pays en alarmes et d'apprendre la destruction complète d'une armée à laquelle il venait se réunir en toute hâte, pour partager un triomphe qu'on avait regardé comme certain. Ce général présomptueux, se considérant dès lors comme le seul soutien de la maison d'Autriche, afficha la prétention de diriger toutes les opérations, se vanta de donner incessamment une leçon aux Français en leur démontrant qu'il était plus difficile de battre les Russes que les Autrichiens, et s'avança vers l'Inn pour rallier à lui les débris de l'armée autrichienne, que le général Kienmayer ramenait des bords de l'Isar.

Toutefois, malgré sa confiance vraie ou fausse, Kutusoff avait trop d'expérience de la guerre pour ne pas sentir qu'avec une armée fatiguée par des marches aussi longues que celles qu'elle avait faites en se rendant dans les États de la maison d'Autriche, et dont toutes les divisions ne se trouvaient pas même encore en ligne, il ne lui serait pas aussi facile qu'il affectait de le pu-

blier de s'opposer à la marche des troupes victorieuses qui venaient à sa rencontre. Aussi, s'étant convaincu, après avoir étudié la défensive de l'Inn, qu'il ne pouvait pas tenir cette ligne contre les forces nombreuses de Napoléon, il avait évacué Braunau et donné le 30 l'ordre aux troupes qui s'y trouvaient de se retirer lentement à l'approche des colonnes ennemies ; et il parut manœuvrer comme si son dessein eût été de se fortifier sur l'Ens, dernière barrière de l'Autriche, qui, une fois franchie, ouvre au vainqueur les portes de la capitale. Ce mouvement offrait au général russe l'avantage de concentrer ses troupes, de les reposer, et d'attendre l'arrivée de ses dernières colonnes ainsi que du second corps d'armée commandé par le général Buxhœwden qui était en pleine marche de Troppau à Olmütz ; Benningsen se trouvait près de Varsovie ; la garde avait à peine quitté Brest-Litovski. Kutusoff allait donc être exposé le premier aux coups de l'armée française.

1805 - an XIII
Allemagne.

Sans connaître entièrement les intentions du général ennemi, l'empereur Napoléon voyait assez, par ce qui se passait sur l'Inn, que, bien loin de vouloir engager une action générale avec l'armée française, Kutusoff ne cherchait qu'à éviter de combattre pour prendre une position plus défensive. Il était donc important de s'avancer avec rapidité sur l'armée russe pour l'empêcher de se réunir et de se fortifier sur la ligne de l'Ens. Mais les colonnes françaises avaient déjà rencontré de grands obstacles dans leur marche ; les chemins, presque partout rompus, n'offraient plus que des fondrières où l'artillerie ne pouvait passer qu'avec les plus grandes difficultés. Les pluies qui étaient continuelles rendaient encore plus déplorable la situation du soldat obligé de marcher jour et nuit dans une boue épaisse et fangeuse. Les chevaux eux-mêmes résistaient difficilement dans un pays ingrat, couvert d'une forêt continuelle de sapins et ne présentant à l'armée aucune ressource en vivres et en fourrages. On était obligé de tirer toutes les subsistances de Munich, d'Augsburg et des autres villes de l'électorat.

Napoléon établit son quartier général à Mühldorf ; le 29 octobre il y passa en revue la partie du corps d'armée du maréchal Davoust qui n'avait pas encore traversé l'Inn. Cette journée

1805—an XIII
Allemagne.

fut employée par le maréchal à terminer les réparations du pont de Muhldorf pour le passage de l'artillerie. Ses troupes se portèrent dans la soirée vers Ried et Haag sur la route qui conduit de Braunau à Lambach.

Nous avons dit que le maréchal Lannes était entré dans Braunau. Cette place dans l'état où elle se trouvait pouvait être considérée comme une des plus belles et des plus utiles acquisitions de l'armée. Elle était entourée d'une enceinte bastionnée avec pont-levis, demi-lunes et des fossés remplis d'eau. Il y avait de nombreux magasins d'artillerie, tous en bon état, et tous les genres d'approvisionnements y étaient complets. Les habitants en avaient, à la vérité, recélé une partie dans leurs maisons, mais une proclamation dans laquelle on menaçait d'exécuter militairement quiconque ne rapporterait pas dans les magasins ce dont il était détenteur produisit l'effet qu'on en attendait. Le maréchal Lannes trouva dans Braunau quarante mille rations prêtes à être distribuées, plus de mille sacs de farine : l'artillerie de la place consistait en quarante-cinq pièces de canon avec un double affût de rechange, et un certain nombre de mortiers et d'obusiers approvisionnés pour quarante mille coups. L'ennemi avait également abandonné cent milliers de poudre, une très-grande quantité de cartouches, du plomb en balle, et d'autres munitions, et mille fusils. Napoléon, arrivé dans cette ville le 30 octobre, en fit le dépôt du grand quartier général de l'armée, et nomma pour gouverneur le général Lauriston qui revenait de Cadix, où il avait débarqué après avoir assisté au funeste combat naval de Trafalgar[1].

Le prince Murat, dont les troupes étaient arrivées à Braunau en même temps que celles du maréchal Lannes, se mit sans retard à la poursuite de l'ennemi. Il rencontra sur le chemin de Mersbach une arrière-garde autrichienne forte de 6,000 hommes; il la fit charger par les premiers escadrons qu'il avait avec lui. L'ennemi, étonné de cette brusque attaque, gagna, déjà presque en déroute, les hauteurs de Ried, où sa cavalerie se rallia pour protéger le passage de l'infanterie par un défilé :

[1] Voyez le récit de ce combat dans la partie réservée aux événements maritimes.

mais le 1er régiment de chasseurs qui venait déjà de charger si heureusement, et la division de dragons aux ordres du général Beaumont alors arrivée en ligne, culbutèrent les escadrons ennemis, les rejetèrent sur l'infanterie dans le défilé, et y entrèrent pêle-mêle avec eux. Les fantassins ennemis engagèrent alors une fusillade assez vive qui arrêta la cavalerie française; et, profitant ensuite de l'obscurité de la nuit, la colonne ennemie chercha à se sauver par les bois. Cette retraite ne se fit pas assez heureusement pour éviter que 500 hommes fussent faits prisonniers. L'avant-garde de Murat prit ensuite position à Haag. Le succès du combat de Ried était dû en grande partie à la rare intrépidité du colonel du 1er régiment de chasseurs, Montbrun, qui se couvrit de gloire, lui et les siens. Le 8e régiment de dragons de la division Beaumont s'était également distingué d'une manière particulière.

1805—an XIII
Allemagne.

Le lendemain 31, Murat se mit en marche; et, continuant à suivre l'ennemi l'épée dans les reins, il l'atteignit en avant de Lambach sur la Traun. Une division d'infanterie russe se trouvait sur cette rivière, et les généraux autrichiens s'empressèrent de réclamer son appui : huit bataillons s'avancèrent pour protéger la retraite des troupes que les Français harcelaient si vivement depuis Braunau. De son côté, Murat avait été joint par une des divisions du corps du maréchal Davoust qui, comme nous l'avons déjà dit, s'était dirigé sur Ried et Haag. Le général Bisson, commandant cette division, fit avancer sa première brigade qui fut soutenue par le 1er régiment de chasseurs et le 8e de dragons. Le 17e régiment d'infanterie de ligne, commandé par le colonel Conroux, ayant engagé fortement l'action avec les Russes et ébranlé leur première ligne, les chasseurs et les dragons chargèrent avec une telle impétuosité que l'ennemi se retira dans le plus grand désordre. On prit plusieurs pièces de canon dont deux de l'artillerie russe, et 500 prisonniers, parmi lesquels on ne comptait que 100 Russes, parce que ceux-ci, moins fatigués que les Autrichiens, s'étaient plus facilement dérobés à la poursuite du vainqueur. Un colonel russe et un colonel autrichien avaient été tués dans l'action. Le soir même la division du général Bisson et celle de dragons aux ordres du général Beau-

1805 - an XIII Allemagne.

mont prirent position à Lambach dont le pont était coupé.

Nous avons dit plus haut que le général Kienmayer, en abandonnant Salzburg, avait pris avec la majeure partie de ses troupes la direction de Wels : c'était cette colonne que le prince Murat avait rencontrée sur le chemin de Mersbach et qu'il avait culbutée ainsi que les Russes venus à son secours en avant de Lambach. Une autre colonne composée de troupes légères, que le même général autrichien avait jetée dans la vallée de la Salza pour rallier et soutenir les milices insurgées du Tyrol, s'était retirée par la route qui conduit en Carinthie. Le maréchal Bernadotte, maître de Salzburg, avait dirigé de ce même côté son avant-garde aux ordres du général Kellermann.

Parvenue au défilé de Goelling, la colonne ennemie, qui était pressée vivement par l'avant-garde française, chercha à se mettre à couvert derrière le fort de Leng-Pass. Cette position avantageuse des Autrichiens n'arrêta point l'infanterie légère de la colonne de Kellermann. Le général Werlé, qui la commandait, fit commencer l'attaque de front par les carabiniers du 27e d'infanterie légère, aux ordres du colonel Charnotel, tandis que le capitaine Campobane, de ce même corps, tournait avec deux compagnies de chasseurs le fort de Leng-Pass par des chemins de chèvre. La colonne ennemie, forte de 3,000 hommes, après quelque résistance, s'éparpilla dans les sommités du défilé. 500 hommes, dont trois officiers, furent faits prisonniers par suite du mouvement exécuté par le capitaine Campobane, qui ramassa dans les montagnes une grande quantité d'armes que l'ennemi avait jetées pour fuir plus promptement. Le général Werlé, le colonel Charnotel, le chef de bataillon Barbés-Latour et le capitaine Campobane méritèrent d'être cités dans le rapport de cette action.

Le maréchal Davoust, arrivé à Lambach avec le reste de son corps, s'occupa de faire remplacer le pont détruit sur la Traun par un pont de bateaux. L'ennemi, retiré sur la rive droite, voulut tenter de troubler cette opération; mais le colonel Valter, du 30e régiment, s'étant jeté avec quelques hommes dans un bateau, passa la rivière et dispersa ce qui se trouvait devant lui. Le maréchal porta une de ses divisions sur la

route de Steyer, en avant de Lambach, et prit position avec les autres sur les hauteurs de cette dernière ville. Le général Bisson ayant été blessé dangereusement au bras en faisant ses dispositions pour passer la Traun, l'empereur confia le commandement provisoire de cette division au général Caffarelli, son aide de camp. 1805—an XIII Allemagne.

Cependant le prince Murat, après le combat de Lambach, avait remonté la rive gauche de la Traun pour se porter vers le Danube. Il trouva Linz déjà occupé par la brigade aux ordres du général Milhaud, qu'il avait envoyée précédemment dans cette direction à la poursuite de l'ennemi. Milhaud n'avait point hésité à attaquer les troupes qui voulaient défendre Linz, et s'était emparé de cette ville après un engagement assez vif. Le corps du maréchal Soult, parti de Braunau le 31 octobre, arriva le 2 novembre à Wels; ce même jour, le maréchal Lannes entrait à Linz; le général Marmont était en marche sur Lambach, et l'empereur avait son quartier général à Ried.

En se retirant de Linz, l'ennemi avait laissé dans Ebelsberg un détachement de 400 hommes pour retarder le passage de la Traun; mais le général Walther, que Murat avait dirigé de ce côté, ayant fait passer, sous la protection de son artillerie légère, quelques dragons dans des bateaux pour attaquer la ville, l'ennemi se retira avec précipitation. La division traversa alors la rivière sur le pont qui n'était plus défendu et se porta de suite sur Ens. La brigade du général Milhaud rencontra l'ennemi au village d'Asten, le culbuta, le poursuivit jusque dans Ens, et lui fit 200 prisonniers, parmi lesquels se trouvaient 50 hussards russes.

La retraite des troupes austro-russes, entre la Traun et l'Ens, se faisait dans un ordre tel que les Autrichiens se trouvaient presque toujours à l'arrière-garde. Nous négligeons de rapporter une foule d'engagements partiels, où les attaquants étaient toujours certains de battre des troupes découragées et mal soutenues par la cavalerie russe. C'est dans ces petits combats que se distinguèrent les colonels Latour-Maubourg, Durosnel, et le capitaine Flahaut, aide de camp de Murat.

Les Russes commettaient de grands désordres dans tous les endroits où ils passaient en se retirant. Ces excès attiraient sur

1805—an XIII Allemagne. eux la malédiction des habitants de la haute Autriche, étonnés de voir des troupes alliées les traiter avec plus d'inhumanité que les Français, qu'on s'était efforcé de leur représenter comme des barbares et des dévastateurs.

Le maréchal Davoust entra à Steyer dans la journée du 4 novembre, après avoir enlevé quelques centaines de prisonniers à un détachement qui fit mine de vouloir défendre cette ville. Un aide de camp du général Beaumont fut tué dans cet engagement.

L'empereur Napoléon, qui s'était porté de Ried à Lambach, se rendit ensuite à Linz avec le quartier général. Le corps du maréchal Soult, parti de Wels, marcha directement sur Steyer.

Le maréchal Bernadotte marcha sur Wocklabruck, en laissant une brigade de troupes bavaroises à Salzburg, et en envoyant des partis de cavalerie vers Ischel et Alten-Aussee sur la route qui conduit de Salzburg à Léoben, afin d'éclairer l'extrême droite vers les Alpes Carniennes. La division bavaroise du général Deroi, que le maréchal avait détachée, par l'ordre de l'empereur, pour observer la route d'Innsbrück, rencontra à Lover l'avant-garde d'une colonne de cinq régiments autrichiens envoyés de l'armée d'Italie par le prince Charles pour renforcer l'armée en Bavière. Cette troupe, qui marchait avec précaution, ayant eu connaissance des Bavarois, s'était postée dans un défilé presque inaccessible, flanqué à droite et à gauche par des montagnes à pic; le couronnement était couvert pas des chasseurs tyroliens qui en connaissaient tous les sentiers, et trois forts en maçonnerie, fermant les montagnes, en rendaient l'accès pour ainsi dire impossible. Le général Deroi, sentant l'importance d'un pareil poste, n'hésita point à le faire attaquer. Les troupes bavaroises se conduisirent avec une audace et une bravoure dignes des Français leurs alliés. Elles culbutèrent tout ce qui se trouva devant elles, forcèrent les retranchements dont l'ennemi s'était couvert à la hâte, lui firent 600 prisonniers, et s'emparèrent des forts. Le brave général Deroi, payant lui-même d'exemple, fut blessé d'un coup de pistolet en combattant à la tête d'un de ses bataillons : 12 autres officiers furent tués ou blessés. La perte totale des Bavarois fut de 325 hommes, dont 50 restèrent sur le champ de bataille.

Le 3 novembre, l'autre division bavaroise, aux ordres du général de Wrede, qui était en position à Rechel, poussa jusqu'à Franckenmarkt, et fut suivie par les divisions des généraux Kellermann, Rivaud et Drouet. Le 5, toutes ces troupes passèrent la Traun, et arrivèrent le lendemain à Steyer. 1805—an XIII Allemagne.

Le général Kutusoff, n'espérant pas sans doute pouvoir défendre avec succès la ligne de l'Ens, qui était cependant la seule qui lui restât pour couvrir la capitale de l'Autriche, s'était hâté de l'évacuer à l'arrivée des premières colonnes françaises sur cette rivière; et, en se retirant par la grande route de Linz à Vienne, il avait fait prendre position à une partie de son armée sur les hauteurs d'Amstetten. Mais, immédiatement après la prise de la ville d'Ens, le prince Murat s'était avancé dans cette direction avec sa cavalerie légère et la division de grenadiers du général Oudinot, détachée du corps du maréchal Lannes.

Lorsqu'il eut reconnu la position de l'ennemi, et après quelques engagements assez sérieux entre sa cavalerie et celle des Russes, Murat fit avancer la division de grenadiers, que le général Oudinot forma en plusieurs colonnes d'attaque. Les Austro-Russes opposèrent d'abord une résistance assez opiniâtre; mais Oudinot ayant ordonné une charge générale à la baïonnette, l'ennemi fut déposté sur tous les points, laissa 400 morts sur le champ de bataille et 300 prisonniers entre les mains des vainqueurs : il fut poursuivi par le 9e et le 10e de hussards, qui lui firent encore 1,500 prisonniers [1].

Cet échec accéléra la retraite de l'armée austro-russe. Les ponts qu'elle avait coupés sur la rivière d'Ips furent promptement réparés, et Murat, continuant sa poursuite, arriva le

[1] Suivant le rapport de Kutusoff à l'empereur Alexandre, du 9 novembre, le corps russe atteint par Murat à Amstetten formait l'arrière-garde aux ordres du prince Bagration qui d'abord fut repoussé; mais appuyé par la réserve de l'arrière-garde conduite par Miloradowitch, les grenadiers du général Oudinot furent chargés à la baïonnette et repoussés; et à la fin de l'affaire les Français se retirèrent en désordre. — Tous les rapports de Kutusoff, jusqu'à la bataille d'Austerlitz, portent le même caractère de vérité; et c'est avec de pareils documents historiques qu'a été publiée en Russie une *relation de la campagne de* 1805, par ordre de l'empereur Nicolas!!!

1805—an XIII Allemagne. 7 jusque sous les murs de l'abbaye de Mölk, que venait de quitter l'empereur d'Autriche. Le lendemain, il établit son quartier général dans cette abbaye, et poussa ses avant-postes sur Saint-Pölten.

Dès que Napoléon eut connaissance de la direction que prenait l'armée ennemie, il dirigea de Lambach vers Léoben le corps du maréchal Marmont, par Weyer, Reifling, Eisenartz et Vordenberg, pour ouvrir les communications avec l'armée du maréchal Masséna. Le maréchal Davoust eut ordre de s'avancer de Steyer par Nardhofen, Mariazell et Lilienfeld, pour déborder la gauche des Austro-Russes que l'empereur supposa devoir tenir sur les hauteurs de Saint-Pölten. Le maréchal Mortier, à la tête d'un nouveau corps d'armée composé des deux divisions aux ordres des généraux Dupont et Gazan, détachées après la prise d'Ulm des corps des maréchaux Ney et Lannes, passa le Danube à Linz, pour manœuvrer sur la rive gauche de ce fleuve et prévenir le passage de l'ennemi de ce côté. Une reconnaissance fut dirigée sur les frontières de la Bohême par Katzbach, Gallneukirchen et Freystadt. On verra bientôt quel fut le résultat de ces divers mouvements.

Nous avons déjà dit que la destruction de la plus grande partie de l'armée autrichienne sur le Danube avait jeté la consternation dans les États héréditaires. L'empereur d'Allemagne avait ordonné au général Mack de se rendre dans la forteresse de Brünn, et avait fait arrêter les généraux Spangen et Werneck : ce dernier était accusé par Mack d'être en grande partie cause du désastre d'Ulm. Il s'était porté ensuite vers Braunau, pour tenter de ranimer par sa présence les esprits abattus et de rallier les débris de ses troupes pour les réunir à l'armée russe qui s'avançait alors vers l'Inn; mais, effrayé des progrès rapides de l'armée française, ce monarque, arrivé à Wels, rétrograda bientôt sur sa capitale, et s'empressa d'envoyer le général comte Giulay à l'empereur Napoléon, pour lui faire la proposition d'un armistice. De là il se rendit à Presbourg, dans l'intention de se retirer jusqu'à Olmutz, en Moravie, où il avait déjà dirigé l'impératrice et une partie de la famille impériale, les effets les plus précieux de la cour et les différentes chancelleries.

Le général Giulay arriva à Linz le 9 novembre, dans la nuit, et obtint de suite une audience de Napoléon, qui répondit à ses propositions que ce n'était point à la tête d'une armée de 200,000 hommes qu'on traitait d'armistice avec une armée qui fuyait. Cependant l'empereur des Français remit au général autrichien une lettre pour son souverain, dans laquelle il annonçait l'intention d'entrer dans des arrangements plus positifs qu'une suspension d'armes.

1805—an XIII
Allemagne.

Le maréchal Davoust, qui se portait de Steyer, par Waidhofen et Gaming, sur Annaberg, rencontra, entre Nardhofen et Mariazell, le général Meerfeld, qui marchait avec un corps de troupes autrichiennes vers Neustadt, pour couvrir de ce côté la capitale de l'Autriche. Le général Heudelet, commandant l'avant-garde du maréchal, attaqua avec impétuosité la colonne ennemie, la mit en déroute et la poursuivit jusqu'à plusieurs lieues du champ de bataille. Le résultat de ce brillant combat fut la prise de trois drapeaux, de vingt-quatre pièces de canon, de tous les bagages et de 4,000 prisonniers, parmi lesquels deux colonels et cinq majors. Le 13e régiment d'infanterie légère et le 108e de ligne, qui composaient la brigade du général Heudelet, furent cités, dans le bulletin officiel, comme ayant déployé la plus rare intrépidité. Le maréchal Davoust acheva de disperser les débris de ce corps autrichien, et réduisit le général Meerfeld à se sauver avec quelque cavalerie, pour se retirer en Hongrie.

Le même jour 8 novembre, le général Marmont rencontra à Weyer le régiment autrichien de Giulay, le chargea et lui fit 400 prisonniers. Le 12, ce même général était à Léoben, où il avait pris une centaine de cavaliers ennemis.

Le prince Murat, parti de Mölk, arriva le 9 au matin à Saint-Pölten, et dirigea de cet endroit le général Sébastiani avec sa brigade de dragons sur Vienne. L'empereur avait établi, le 9, son quartier général à l'abbaye de Mölk, un des plus beaux couvents de l'Europe, et qui domine le Danube, sur lequel il est situé.

On a pu remarquer, d'après les dispositions faites par Napoléon, que son dessein avait été d'amener le général Kutusoff à livrer bataille sur les hauteurs de Saint-Pölten, en supposant

qu'il voulût tenter de préserver la capitale de l'Autriche d'une invasion inévitable; mais telle ne fut point la résolution du général russe. Le combat d'Amstetten lui avait appris ce qu'il devait attendre de la valeur française dans un engagement général, et il s'était hâté de se diriger, avec son armée, sur le pont de Stein, où il passa le Danube le 9 novembre, en ordonnant à Miloradowitch de détruire ce pont, ce qui fut exécuté; mais il ne s'attendait point à rencontrer sur la rive gauche ces mêmes Français qu'il évitait avec tant de prudence.

Parti de Linz pour exécuter le mouvement qui lui était ordonné, le maréchal Mortier, après avoir traversé le Danube, suivit sur la rive gauche un chemin de hallage, qui conduit à Stein et à Krems. Rocailleux et resserré, de Grein à Marbach, ce chemin cesse tout à coup d'être praticable pour les voitures, et ne donne plus passage qu'à deux hommes de front, à une lieue au-dessus de Spitz jusqu'à Diernstein, à cause de l'extrême escarpement des bords du Danube.

Le maréchal avait partagé son corps d'armée en deux colonnes qui marchaient à un jour de distance.

La division du général Gazan, composée des régiments d'infanterie 4e léger, 100e et 103e de ligne, d'un escadron du 4e régiment de dragons, et de deux pièces de 8, formait la première de ces colonnes, en tête de laquelle se trouvait le maréchal et son état-major.

Mortier, apprenant au village de Weitteneg que la lieue de défilé entre Spitz et Diernstein ne permettait pas le passage de l'artillerie, fit embarquer les deux pièces de 8 pour être transportées jusqu'à cette dernière ville. La colonne continua à suivre le cours du fleuve, traversa Diernstein sans s'arrêter, et vint prendre position à la gauche du petit village de Loiben, situé comme le premier sur le bord du Danube.

Jusque-là le maréchal n'avait pas eu lieu de soupçonner la présence d'un corps considérable de l'ennemi devant lui; mais nous avons dit que l'armée russe avait traversé le Danube le 9 novembre sur le pont de Stein. Le général autrichien Schmidt, qui remplissait auprès de l'armée russe les fonctions de quartier-maître général, fut informé par ses espions et par les habitants du pays qu'une colonne de troupes françaises

s'avançait, par le chemin d'Emmersdorf et de Weitteneg, sur Spitz et Diernstein ; il avait donné l'ordre qu'on laissât la colonne ennemie s'enfourner dans le bassin de Diernstein, où il se proposait bien de lui faire mettre bas les armes.

Nous croyons devoir entrer dans les détails de la lutte mémorable qui s'engagea alors entre 4,600 Français et près de 30,000 Russes, qui, indépendamment de leur énorme supériorité, avaient encore l'avantage du terrain et de la position.

Le maréchal Mortier arriva le 10 dans l'après-midi à Diernstein. Tous les rapports des habitants se contredisaient ; les reconnaissances envoyées en avant ne signalaient que quelques postes assez faibles sur une hauteur à droite et en avant de Stein, et quoique ces postes ne prouvassent point que l'ennemi ne fût pas en force au delà de Krems, le maréchal n'en persista pas moins à garder la position qu'il venait de prendre.

Diernstein est fermé, du côté de Stein, par une porte à laquelle est lié un ancien mur très-élevé, qui se rattache à une vieille tour couronnant l'escarpement au pied duquel est bâtie la ville. Cette porte donne issue au défilé dont nous avons parlé plus haut, et qui commence à une lieue au-dessus de Spitz, dans un bassin irrégulièrement ovale, de trois quarts de lieue de long sur une petite demi-lieue de large. C'est derrière cette espèce de souricière que se trouvaient les Russes. Escarpée à gauche, elle ne présente de ce côté que deux ravins extrêmement difficiles à gravir ; à droite, elle est fermée par le Danube, qui est là d'une extrême rapidité ; en face de la ville, le contour de l'escarpement, planté de vignes, s'adoucit et devient praticable pour l'infanterie ; mais il vient ensuite s'appuyer au Danube, ne laissant qu'un chemin étroit en partie taillé dans le roc, et qui débouche sur Stein et sur Krems. Enfin, au milieu du bassin, totalement couvert de vignes, s'élève un petit plateau qui communique à Diernstein par un chemin renfermé entre deux murs construits en pierre sèche, d'environ quatre pieds et demi de hauteur et pouvant recevoir huit à neuf hommes de front.

Cette description topographique était nécessaire pour bien comprendre les mouvements que nous allons décrire [1]. La

[1] Voyez d'ailleurs le plan ci-contre.

1805 — an XIII
Allemagne.

division était bivouaquée dans le bassin en avant de Diernstein.

La nuit du 10 au 11 novembre se passa tranquillement, et l'on n'aperçut qu'un petit nombre de feux sur le rideau qu'occupaient les postes ennemis; mais, le 11 à la pointe du jour, ce même rideau parut couronné par plusieurs bataillons, et il en partit un feu très-vif d'artillerie. Une ligne de tirailleurs ennemis descendit de la partie gauche des hauteurs et engagea une forte fusillade avec les avant-postes français, qui furent repoussés. Pendant ce temps, d'autres bataillons ennemis filaient par les bois qui sont au-dessus de Diernstein.

Kutusoff avait l'intention d'attaquer la division Gazan en la tournant par sa droite et en la coupant des divisions Dupont et Dumonceau qui n'avaient pas encore dépassé Spitz. D'après l'avis du général autrichien Schmidt, il donna l'ordre à Miloradowitch d'arrêter Gazan de front, et à Doctoroff de le tourner par les montagnes et de lui couper la retraite.

Le général Gazan avait formé sa ligne, et disputait vaillamment le terrain aux troupes qu'il avait devant lui. A dix heures du matin, Miloradowitch, afin sans doute d'attirer l'attention principale de ses adversaires, fit descendre plusieurs bataillons sur sa gauche comme pour se porter directement par le rivage du Danube sur Loiben; mais le 103e régiment qui formait la droite de la ligne française attaqua cette colonne en flanc, la culbuta et lui prit trois pièces de canon. Le général ennemi dirigeant alors une nouvelle colonne plus forte sur le même point, celle-ci parvint à atteindre Loiben, ce qui détermina le maréchal Mortier à faire porter deux bataillons du 100e entre ce village et Keller, petit hameau situé sur le chemin de Diernstein à Loiben, pendant que quatre bataillons du 4e léger et du 103e, conduits par les colonels Bazancourt et Taupin, s'avançaient au-dessus de Loiben pour attaquer la colonne ennemie en flanc et en queue. Le major Henriod, qui conduisait les deux bataillons du 100e, les partagea en trois petites colonnes, tourna Loiben par la gauche et chargea de front dans ce village par la rue et par les vergers le long du Danube. Cette double manœuvre eut un plein succès. Les Russes furent écrasés dans Loiben : six drapeaux, cinq canons, 1,500 prisonniers restèrent au pouvoir des Français, qui avaient tué plus de 300 hommes.

COMBATS DE DIERNSTEIN.

Rte. de Lintz a Stein et Krems

Krems R.

Weissenkirchen

Diernstein

Danube Fl.

Hameau

Loiben

Stein

Krems

Mautern

Route de St. Polten

Rte. du Danube de Lintz a Stein

Wosendorf

Michel

Spitz

Lorentz

Kienstock

Riestorf

Rossatzbach

Hundsheim

Nd. Arnstorf

Of. Arnstorf

Ob. Arnstorf

1 2 4 Kilomètres.

Kutusoff comptait beaucoup sur le mouvement de Doctoroff par les hauteurs boisées qui couronnent Diernstein; et, voulant donner le change à Mortier, loin de chercher à réparer l'échec qu'il venait d'éprouver à Loiben, il fit replier ses troupes dans Stein et dans Krems, ne laissant que quelques détachements sur la ligne qu'elles occupaient avant d'engager le combat.

Le maréchal Mortier ignorait encore la position critique dans laquelle il se trouvait; mais, reconnaissant qu'il ne pouvait attaquer Krems avec des troupes harassées et privées de munitions (elles avaient été presque toutes consommées dans le combat, et le parc de réserve du corps d'armée marchait avec la seconde colonne), il résolut d'attendre à Diernstein l'arrivée du général Dupont, auquel il avait dépêché, pendant l'action, plusieurs ordonnances pour presser sa marche. Toutefois, après avoir écrit à l'empereur Napoléon pour l'informer du succès obtenu dans la matinée, le maréchal partit dans la soirée avec l'état-major pour se porter au-devant de la division Dupont. Il emmena avec lui le général Gazan et sa petite cavalerie, laissant le reste de ses troupes en avant de Diernstein et sur le plateau à gauche de Loiben.

Les Russes, après leur mouvement rétrograde sur Stein, étaient restés tranquilles dans leur position en avant de cette petite ville; mais, à la nuit, et quelque temps après le départ du maréchal Mortier, le major Henriod, qui était l'officier supérieur de service au camp, vit les hauteurs de Stein se couvrir de troupes ennemies : détachant aussitôt le 100e régiment vers l'extrémité droite de la ligne occupée par l'ennemi, il fit prévenir les troupes postées derrière Loiben, envoya des ordonnances au maréchal pour l'informer de ce qui se passait, et se porta au village de Loiben pour y rallier quelques postes que l'apparition de l'ennemi avait dissipés. Il fallait toute l'énergie et la présence d'esprit de cet officier pour sauver en ce moment les troupes françaises du danger dont elles étaient menacées; car le général de brigade Graindorge qui les commandait en l'absence du général Gazan, cédant trop facilement à un premier mouvement de terreur, et sous prétexte d'aller plus promptement avertir le maréchal, s'était

1805—an XIII Allemagne.

jeté dans une barque qui se trouvait sur le rivage du Danube[1].

Cependant le maréchal Mortier et le général Gazan, ayant été joints par les ordonnances que le major Henriod leur avait envoyées, accouraient à toute bride avec les dragons du 4e et quelques officiers d'état-major vers Diernstein. L'un et l'autre faillirent être pris par un corps de 1,500 Russes, avec lequel l'escorte du maréchal échangea quelques coups de carabine et de pistolet. Échappés à ce danger, le maréchal et le général aperçurent, avant d'atteindre Diernstein, plusieurs autres têtes de colonnes qui commençaient à descendre des hauteurs à gauche sur le chemin qui conduit à cette ville. Ils hâtèrent leur marche pour gagner le hameau situé entre Diernstein et Loiben : ils croyaient y trouver une partie des troupes qu'ils y avaient laissées ; mais ce poste était déjà occupé par l'ennemi, et la division française se trouvait en avant sur le plateau au-dessus de Loiben. Elle avait réussi jusqu'alors à contenir les forces nombreuses qu'elle avait devant elle ; et d'ailleurs Miloradowitch, attendant le résultat du mouvement qui s'opérait en arrière de Diernstein, ne se pressait point de pousser ses adversaires dans cette direction. A son arrivée sur le plateau, le général Gazan, qui devinait l'intention du général russe, par la rencontre que le maréchal et lui-même venaient de faire, ordonna au colonel Ritay de se porter avec un de ses bataillons et l'escorte du quartier général sur un ravin à gauche de Diernstein pour assurer ce débouché à la division ; mais à peine ce colonel approchait-il du point indiqué, qu'il se trouva en présence d'une colonne immense qui débouchait en ce moment de la ville. C'étaient les troupes de Doctoroff qui avaient opéré leur mouvement par les bois qui couronnent l'escarpement au pied duquel est situé Diernstein. Le détachement français, attaqué aussitôt par cette masse, fut culbuté. Le colonel Ritay blessé grièvement, 150 fantassins et quelques dragons qui abandonnèrent leurs chevaux, réussirent seuls à gagner la tête du ravin : le reste fut rejeté en désordre sur le plateau de Loiben. La

[1] Emportée par le courant, la barque alla échouer contre les arches brisées du pont de Stein, et le prudent général fut fait prisonnier par les Russes.

troupe ennemie, forte de plus de 12,000 hommes, en achevant de déboucher de Dierństein, se partagea en deux colonnes pour suivre les deux chemins dont le point de jonction est au bas de la hauteur de Stein. Celui de gauche, qui mène au plateau qui est au-dessus du petit village de Loiben, est resserré, comme nous l'avons déjà dit, entre deux murs en pierre sèche d'environ quatre pieds et demi de hauteur, pouvant donner passage à huit hommes de front, et, sous ce rapport, plus large que le chemin de droite, qui, longeant le Danube, conduit à Loiben et se réunit au premier, à un quart de lieue en avant de Stein. La colonne qui suivait le chemin de gauche était forte de 8,000 hommes, et celle de droite comptait près de 5,000 hommes. 1805—an XIII Allemagne.

On voit dans quelle position désespérée se trouvaient les 4,000 Français qui occupaient le plateau de Loiben, ayant devant et derrière eux des masses énormes conduites par Doctoroff et Miloradowitch qui allaient, pour ainsi dire, les étouffer entre elles, à gauche un escarpement qui n'offrait aucun débouché, et à droite le Danube, sur lequel il n'y avait aucun moyen de passage.

Le maréchal Mortier et le général Gazan, sentant toute la difficulté de leur position, avaient réuni autour d'eux les officiers supérieurs des différents corps, et tous ensemble délibéraient sur les moyens de sortir de la souricière où ils se voyaient renfermés. Capituler avec l'ennemi et mettre bas les armes était un parti indigne des vainqueurs d'Albeck et d'Elchingen, et, lorsque quelques hommes pusillanimes proposèrent ce moyen honteux, la division entière jura de périr les armes à la main plutôt que de se rendre.

Pendant cette délibération, le brave major Henriod, qui se trouvait en avant du plateau, au point que l'ennemi menaçait alors le plus instamment, envoya l'adjudant-major Olivier au général Gazan pour lui dire que, si on voulait suivre les mouvements qu'il proposait de faire avec les bataillons sous ses ordres, il répondait du salut de la division. Le général Gazan se porta à l'instant à la tête de la colonne du major, et interrogea cet officier sur ses moyens de succès. Henriod lui fit remarquer la faute commise par Doctoroff en s'avançant par le chemin muré dont nous venons de parler plus haut; sa longue colonne,

1805—an XIII Allemagne. étant dans l'impossibilité d'agir par ses flancs et ne présentant que huit hommes de front, pouvait être attaquée à la baïonnette, moyen puissant entre les mains d'hommes qui savaient en faire un si terrible usage, et qui, d'ailleurs, réunissaient à leur intrépidité ordinaire toute l'énergie du désespoir ; la tête de cette colonne, renversée par leur choc impétueux, devait naturellement presser le centre entre elle et la queue, qui, n'ayant d'autre débouché que la porte de Diernstein [1], s'opposerait naturellement au passage de ces hommes ainsi refoulés : dans ce cas, plus que probable, le centre de la colonne, pour ne pas être étouffé, n'avait plus d'autre parti à prendre que d'escalader les murs de droite et de gauche ; en supposant, selon toute apparence, que l'ennemi se fût un peu développé à droite et à gauche de la ville, ces troupes, adossées au mur de Diernstein, ne pouvaient tirer sur les Français sans tirer sur les leurs. Le major Henriod ajouta qu'au moment où l'on attaquerait la tête de colonne ennemie, il convenait de tirer sur le prolongement des murs et sur la colonne le petit nombre de coups de canon dont on pouvait encore disposer dans les caissons des deux pièces d'artillerie [2] qui se trouvaient avec la division.

Le général Gazan communiqua le plan du major Henriod au maréchal Mortier, qui l'approuva et donna l'ordre d'attaquer immédiatement. Alors le major, s'adressant aux grenadiers qui formaient la tête de sa colonne : « Camarades ! leur dit-il, nous sommes enveloppés par 30,000 Russes, et nous ne sommes que 4,000 ; mais les Français ne comptent point leurs ennemis. Nous leur passerons sur le ventre. Grenadiers du 100e régiment, vous aurez l'honneur de charger les premiers ; souvenez-vous qu'il s'agit de sauver les aigles françaises. » Le régiment en entier répond à cette courte, mais éloquente

[1] Nous avons déjà dit que cette porte de Diernstein, la seule qui existe, est liée par un ancien mur très-élevé, qui se rattache à une vieille tour couronnant l'escarpement au pied duquel se trouve la ville ; les dernières maisons de celle-ci sont au bord d'un autre petit escarpement que battent les eaux du Danube. Ainsi il fallait nécessairement repasser par la porte pour sortir du chemin muré (voyez le plan).

[2] Nous avons dit plus haut que les munitions avaient été presque épuisées dans le combat de la veille.

harangue : « Monsieur le major, nous sommes tous grenadiers. » 1805—an XIII Allemagne.

Le major Henriod fait tirer alors les six derniers boulets qui restent dans les coffrets des deux pièces de la division, et les coups, habilement dirigés sur le prolongement des deux murs, en font retomber les pierres sur la colonne ennemie. Le maréchal, le général Gazan et l'état-major viennent, pendant ce temps, prendre poste entre le premier et le second bataillon du 100e régiment. Henriod fait battre la charge en recommandant aux grenadiers de crier tous ensemble : « Point de quartier, ce sont les Russes ! » La colonne s'avance impétueusement sans répondre à une fusillade qui ne blesse qu'un officier et deux grenadiers. La première section enfonce ses baïonnettes dans le corps des premières files russes en déchargeant en même temps l'arme, ce qui produit une détonation sourde qui épouvante les files suivantes. Pour donner à la seconde section la faculté d'opérer la même manœuvre, la première escalade ensuite le mur de droite et de gauche; mais, au lieu d'aller, comme le leur avait prescrit le major Henriod, à la queue du bataillon pour se reformer, ces grenadiers viennent se placer entre la deuxième et la troisième section, tant ils sont impatients de joindre l'ennemi de nouveau.

Un commencement de refoulement dans la colonne russe laissait à la seconde section un intervalle de quinze pas à franchir : après avoir essuyé une décharge qui blessa encore un grenadier et tua le cheval que montait l'intrépide major, cette section se précipita, comme la première, sur les Russes, en les perçant de ses baïonnettes et tirant à bout portant. Mais l'impatience des autres sections, qui brûlaient d'en venir aux mains était telle que celle-ci ne put escalader les murs pour faire place à la troisième : les grenadiers dégagèrent alors la baïonnette pour s'en servir comme de poignard pour frapper les Russes, parce que l'espace ne permettait plus de s'en servir au bout du fusil.

Ainsi que l'avait prévu le major Henriod, après trois quarts d'heure de pression, pendant lequel temps les Français, couvrant le chemin de cadavres ennemis, avaient à peine gagné deux cents pas, la tête de la colonne russe, cédant forcément, écrasait son centre, contenu par la queue. Pour échapper à cette mort nouvelle

1805—an XIII
Allemagne.

et certaine, ce centre étouffé franchit ou renversa les murs de droite et de gauche et se débanda dans le plus grand désordre. A ce moment, la terreur devient générale parmi les troupes ennemies, et elle est d'autant plus grande, que les voiles de la nuit dissimulent aux Russes et la cause de leur défaite et le nombre de leurs adversaires. Toute cette colonne immense jette en partie ses armes et se précipite confusément dans toutes les directions vers Stein et sur la grande route de Moravie. La colonne qui suivait le chemin qui conduit à Loiben partage la terreur de celle de droite, et entraîne dans sa déroute les troupes qui sont en avant de Stein. Dans cette horrible confusion, quelques Russes, pour éclairer leur marche au milieu de l'obscurité, mettent le feu au village de Loiben; et les cris de plus de cinq cents blessés qui avaient été déposés dans cet endroit après le combat du matin mettent le comble à cette scène d'horreur et de destruction. Pendant plus de quatre heures, l'armée russe, frappée de cette terreur panique, se trouva dans le désordre le plus complet, sans pouvoir se rallier qu'au delà de la rivière de Krems. La cavalerie, placée en arrière, et qui par conséquent n'avait pris aucune part au combat, entraînée par les premiers fuyards, s'était retirée avec tant de précipitation, que la route se trouva semée des plumets et des aigrettes qui ornaient les casques et les shakos des cavaliers [1].

La route murée se trouvant libre par la débandade de la colonne ennemie, la tête de la colonne française fut promptement portée, par la même force de pression, à Diernstein, où elle arriva sans autre perte que celle de quelques hommes culbutés sur les cadavres russes et foulés aux pieds. La division, avant de dépasser Diernstein, entendit, dans la direction qu'elle

[1] Cette déroute des Russes donna lieu à l'un de ces accidents bizarres qui sont souvent la suite des actions de nuit. Une masse de Russes, en s'échappant par l'un des murs du chemin de Diernstein, se précipita dans la direction du plateau occupé par la troupe française, et se trouva en face de quelques compagnies du troisième bataillon du quatrième régiment d'infanterie légère, chargées de couvrir la gauche de la colonne d'attaque, mais qui s'en trouvaient séparées par un trop grand intervalle. Les Russes, au nombre de plus de deux mille, redoublant de frayeur à cette rencontre inattendue, jetèrent les armes et demandèrent quartier. Le capitaine qui commandait cette partie de bataillon, jugeant mal des objets dans l'obscurité,

tenait, une fusillade qui ne se soutint pas; mais, à moitié chemin, la tête de la colonne fut tout à coup accueillie par de nouveaux coups de fusil. Le major Henriod dit alors à son régiment : « Allons, centième, ce sont encore les Russes, chargeons; et surtout point de prisonniers. » A cette exclamation du major, la méprise est reconnue, le feu a cessé, et l'on entend la troupe adverse s'écrier : « Nous sommes de la division Dupont; soyez les bienvenus : nous vous croyions tous prisonniers. »

Le général Dupont, ayant reçu les diverses ordonnances dépèchées par le maréchal dans la journée, avait hâté sa marche, et était arrivé à Spitz après la chute du jour. Détachant aussitôt sa première brigade, formée du 9e régiment d'infanterie légère et du 32e de ligne, cette troupe avait rencontré, sur la route de Diernstein, au-dessus du village de Weissendorf, la colonne ennemie qui avait tiraillé avec l'escorte du maréchal Mortier, lorsque celui-ci revenait sur Diernstein. Attaqués par la brigade française, ces 1,500 Russes avaient été presque tous tués ou pris. C'était cette fusillade que la division Gazan avait entendue quelque temps avant l'arrivée de la division du général Dupont. Telle fut l'issue du combat de Diernstein, appelé avec justesse par Napoléon *une journée de massacre* (22e bulletin de la grande armée).

Le lendemain 12 novembre, les deux divisions, réunies à Spitz, passèrent sur la rive droite du Danube, et prirent position au village d'Arnsdorf. Le maréchal Mortier, ne connaissant point encore tout le résultat du combat de la nuit, c'est-à-dire la retraite désordonnée de l'armée russe au delà de la rivière de Krems, avait d'abord jugé convenable de se rapprocher de la grande armée; mais lorsque différents rapports lui eurent ap-

ne comprenant pas le russe et se voyant coupé de la colonne dont il aurait dû être rapproché, fut lui-même tellement effrayé, qu'il demanda de son côté à se rendre prisonnier. Un officier russe, qui entendait le français, s'aperçut du quiproquo et l'expliqua à ses camarades. Cette troupe ennemie, revenue de sa nouvelle terreur, reprit ses armes et emmena les compagnies avec elle; mais, profitant de l'obscurité et du désordre de la déroute générale, les Français parvinrent à s'échapper presque tous et à rejoindre leur régiment.

1805—an XIII Allemagne. pris les progrès des autres corps et que le général Kutusoff avait abandonné la position de Krems, il fit repasser le fleuve à son corps d'armée dans la journée du 13. Les troupes françaises, en traversant le champ de bataille du 11, purent juger de la perte qu'avait éprouvée l'armée russe et des effets de la terreur dont elle avait été frappée. Le terrain entre Diernstein et Stein était couvert de cadavres, d'armes et de débris.

Le combat de nuit du 11 et celui qui l'avait précédé avaient coûté à la division Gazan près de 1,200 hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Parmi ces derniers se trouvait le colonel Wathier du 14e régiment de dragons, qui fut pris en chargeant l'ennemi. Les Russes avaient perdu près de 6,000 hommes, dont 500 brûlés par eux-mêmes dans le village de Loiben. Le général Schmidt atteint d'une balle au moment où Doctoroff descendait des montagnes, deux autres officiers généraux et plusieurs officiers supérieurs étaient au nombre des morts; des drapeaux, des pièces d'artillerie, des milliers de fusils, étaient au pouvoir des Français : mais le résultat principal de cette échauffourée, où, sans un miracle de bravoure, le maréchal Mortier et toute la division Gazan devaient tomber entre les mains de l'ennemi, fut de diminuer dans l'esprit des troupes russes la confiance de leur supériorité, confiance que le général Kutusoff avait entretenue jusqu'alors, tout en évitant un engagement sérieux avec l'armée française. On fit la remarque que tous les corps qui avaient assisté au désastre de Diernstein montrèrent, pendant le reste de la campagne, beaucoup moins d'assurance que les autres, tant leur esprit était resté frappé du coup qui leur avait été porté sur ce champ de bataille.

Napoléon prolongea jusqu'au 11 novembre son séjour dans l'abbaye de Mölk, et porta le même jour son quartier général à Saint-Pölten; Murat n'était plus qu'à quatre lieues de Vienne, entièrement évacuée par les troupes ennemies, et le général Sébastiani attendait l'ordre d'entrer dans cette ville.

En abandonnant la capitale de ses États, l'empereur François II en avait remis la garde à la milice bourgeoise, recommandant qu'on ne fît aucune résistance, afin de ne point fournir de prétexte aux troupes victorieuses pour se livrer au désordre et au pillage. Dans la proclamation adressée à ce sujet

aux habitants, le monarque les engageait en outre à bien recevoir l'ennemi, à obtempérer de bonne grâce aux réquisitions qui seraient faites; et, pour calmer l'inquiétude des Viennois, il ajoutait que l'expérience lui avait appris que les soldats français ne s'écartaient point des lois de la discipline lorsqu'on les accueillait avec bienveillance, qu'ils ne se montraient exigeants que lorsqu'ils apercevaient trop de mauvaise volonté dans les habitants. Ces instructions paternelles du souverain avaient rendu quelque confiance aux Viennois. Le magistrat de la ville, agissant dans les intentions de l'empereur, envoya à Napoléon une députation chargée de demander une capitulation. Cette députation était composée du prince de Sinzendorf, du prélat de Seidenstetten, du comte de Veterani, du baron Kees, du bourgmestre de la ville, de M. de Wohlleben, négociant, et du général Bourgeois du corps de génie. Elle rencontra, le 8, près de Saint-Pölten, le comte de Giulay qui revenait du quartier général de Mölk, et auquel M. de Sinzendorf montra les articles qu'on voulait stipuler avec l'empereur des Français.

1805 – an XIII
Allemagne.

Le comte Giulay trouva les termes de la capitulation proposée trop indiscrets; il dit à la députation qu'il était fondé à croire que le vainqueur en serait offensé, et fit lui-même aux propositions les changements qu'il jugea nécessaires : le prince de Sinzendorf retourna à Vienne pour les soumettre à ses commettants. De son côté, le comte de Giulay revint auprès de Napoléon pour obtenir un armistice de trois jours, pendant lequel on prendrait les arrangements nécessaires : cet armistice fut accordé, mais seulement pour quarante-huit heures.

Dès que la capitulation fut réglée, le général Sébastiani entra, le 13 novembre, avec sa brigade dans Vienne, et fut bientôt suivi du prince Murat, qui fit occuper les principaux postes et établit des réserves sur les places publiques. A l'ordre parfait qui régnait pendant cette prise de possession, on eût dit un corps de troupes auxiliaires entrant dans une ville alliée. La milice bourgeoise était sous les armes, les habitants bordaient les rues et semblaient avides de contempler ces soldats français qui depuis douze ans triomphaient de l'Europe coalisée, et qui deux fois parvenus jusqu'aux portes de Vienne avaient préféré

1805—an XIII Allemagne. la paix à la gloire d'entrer dans cette capitale par la puissance de leurs armes. Après quelques heures, la confiance était si bien établie, que la plupart des boutiques étaient rouvertes et que les vainqueurs et la population soumise semblaient appartenir à la même nation. Le plus grand nombre des Viennois déclaraient hautement qu'ils préféraient voir leur ville occupée par les Français que gardée par les troupes russes, dont ils avaient appris à redouter les excès, par le rapport des habitants de la haute et de la basse Autriche. Napoléon se rendit lui-même à Vienne dans la soirée; mais il fit son entrée sans faste et sans appareil. Il avait refusé tous les honneurs que la ville voulait lui rendre, et cette modestie donna encore aux habitants une plus haute idée de sa personne.

L'empereur des Français s'établit au palais impérial de Schœnbrünn, qui avait été évacué l'avant-veille par les archiduchesses, filles de François II, parmi lesquelles se trouvait la jeune princesse qui, quatre ans plus tard, devait être le gage d'une troisième paix entre son père et Napoléon [1].

Alternativement occupé des soins militaires et de ceux de la représentation, Napoléon recevait les grands d'Autriche, visitait les avant-postes, la ville de Vienne et la campagne qui l'entoure, faisait rendre à l'électeur de Bavière l'artillerie que les Autrichiens lui avaient prise, et ajoutait quinze mille fusils, tirés de l'arsenal de Vienne, aux vingt mille dont il avait fait présent à ce prince pendant son séjour à Augsburg. Le gouvernement autrichien n'avait point d'autre fonderie et d'autre arsenal que ceux de Vienne. On en avait à peine évacué le quart, et il s'y trouvait encore des munitions pour faire quatre campagnes et renouveler quatre fois les équipages d'artillerie.

Dans la nuit du 12 novembre l'empereur avait donné l'ordre au prince Murat de surprendre de vive force ou par ruse, dès le lendemain à la pointe du jour, le passage du pont du Danube à Vienne. En entrant dans la ville, Murat, accompagné du ma-

[1] A Schoenbrünn, Napoléon se trouva bientôt comme s'il eût habité le palais de Saint-Cloud. La foule des courtisans y affluait de même, et cette résidence semblait n'avoir changé que de maître.

réchal Lannes et du général Bertrand, à la tête d'une colonne de grenadiers, se dirigea aussitôt vers le faubourg de Léopold, de l'autre côté du premier bras du Danube, et marcha droit au pont au delà duquel se trouvait, sur la rive gauche, la garnison de Vienne, commandée par le général prince d'Auersberg. Ce général avait l'ordre de faire sauter le pont à l'approche des troupes françaises. Ce pont était chargé d'artifices et de matières combustibles. Un officier, une mèche allumée à la main, devait mettre le feu à une pièce de canon destinée à donner le signal de l'incendie. Tout à coup Murat et Lannes paraissent sur la rive opposée, en agitant des mouchoirs blancs; ils pénètrent jusque sur le pont, en assurant à l'officier autrichien qu'un armistice venait d'être conclu. L'officier à demi convaincu hésite encore; mais on l'entoure, on détourne la pièce, on parlemente avec le général d'Auersberg, et pendant ce temps les colonnes françaises apparaissent, se précipitent sur le pont, qui est passé, sans que le général autrichien ait pu faire aucune disposition pour s'y opposer. Consterné de cet événement imprévu, ce général abandonna les bords du Danube et prit la route de Brünn. Murat et Lannes marchèrent vers Korneuburg, par le chemin de Znaym, et Soult et Oudinot les suivirent de près, ainsi que Davoust, qui reçut l'ordre de porter une de ses divisions (celle du général Caffarelli) sur la route de Brünn, une autre (division Friant) sur la route de Presbourg, à la rive droite du Danube, et la troisième (division Gudin) à Neustadt pour soutenir le corps du général Marmont, qui avait ordre de rester à Bruck et à Léoben pour observer l'armée que l'archiduc Charles et l'archiduc Jean ramenaient à marches forcées de l'Italie et du Tyrol. 1805—an XIII Allemagne.

La brigade du général Milhaud, faisant l'avant-garde du maréchal Davoust, poussa l'ennemi sur la route de Brünn jusqu'à Wolkersdorf, fit 600 prisonniers, et prit un parc de quarante pièces de canon attelées.

Le maréchal Lannes, dont le corps marchait par la route de Meissau, arriva le 14, dans l'après-midi, à Stockerau, où il trouva un magasin considérable d'effets militaires. Le même jour, une colonne de 4,000 hommes d'infanterie autrichienne et un régiment de cuirassiers traversèrent les postes français,

1805 — an XIII Allemagne. qui les laissèrent passer sur un faux bruit de suspension d'armes qui s'était répandu dans l'armée [1].

Le général Marmont avait dépassé, à cette époque, Léoben, et poursuivait quelques troupes autrichiennes qui se trouvaient de ce côté, par la vallée de la Mur, jusqu'au delà de Judenburg; il était déjà maître de la haute Styrie, et s'avançait sur Graetz.

Le maréchal Bernadotte, en partant de Mölk, avait longé le Danube; arrivé à Mautern, il y fit établir un pont de bateaux, et passa le fleuve le 15 novembre dans l'après-midi; le lendemain, ses troupes étaient en avant de Krems. Le maréchal Mortier occupait alors Weikersdorf et Meissau.

Le 15, le corps du maréchal Lannes, précédé de trois brigades de cavalerie légère, à la tête desquelles était le prince Murat, poussa jusqu'à Hollabrünn, où se trouvait l'arrière-garde de l'armée russe. Murat ayant fait charger sa cavalerie, l'ennemi abandonna le terrain, et on lui prit cent voitures d'équipages toutes chargées. Murat et le maréchal Lannes se proposaient de suivre cet avantage, et avaient fait leurs dispositions en conséquence, lorsqu'un officier autrichien s'avança en parlementaire, et demanda qu'il fût permis aux troupes de l'empereur d'Allemagne de se séparer des Russes. Murat y consentit, en réfléchissant que cet acte de condescendance de sa part pourrait amener le monarque autrichien à solliciter plus tôt la paix.

Quelques instants après, le baron de Wintzengerode, aide de camp général de l'empereur de Russie, se présenta aux avant-postes français, et demanda à capituler pour l'armée russe. Une pareille proposition paraisssait trop dans les intérêts de l'armée pour que Murat ne l'acceptât point sur-le-champ. Le général Belliard, chef de l'état-major du prince, fut donc chargé par lui de régler les articles de cette capitulation avec le baron de Wintzengerode, et, dans la soirée, ces deux généraux arrêtèrent et signèrent à Hollabrünn une capitulation, par laquelle le prince Murat consentait à suspendre sa marche sur la

[1] On doit reconnaître ici, dit à ce sujet le rédacteur du *Bulletin officiel*, le caractère du Français, qui, brave dans la mêlée, est souvent d'une générosité irréfléchie hors de l'action.

Moravie, et l'armée russe s'engageait à quitter aussitôt l'Allemagne, en se retirant par la route qu'elle avait prise pour s'y rendre. Ces conditions ne devaient être exécutées qu'après la ratification de l'empereur Napoléon, et, en attendant, l'armée russe et les deux corps français devaient rester dans les positions qu'ils occupaient; dans le cas de non-acceptation du monarque français, on devait se prévenir quatre heures avant de recommencer les hostilités.

Murat envoya cette capitulation à l'empereur Napoléon, qui ne l'approuva point, parce que cet acte étant une espèce de traité, il ne crut point le baron de Wintzengerode suffisamment autorisé à le conclure. Toutefois, en faisant connaître cette décision, Napoléon déclara que si l'empereur de Russie, qui se trouvait en Moravie, ratifiait la convention, il était prêt à l'accepter lui-même. Dans le fond, l'empereur français regardait la démarche du baron de Wintzengerode comme une ruse du général en chef russe pour gagner du temps et recevoir les renforts qui s'avançaient de la haute Moravie. Napoléon partit en conséquence de Schoenbrünn pour se rendre aux avant-postes, et hâta la marche du corps d'armée du maréchal Soult sur Hollabrünn.

Murat, d'après les ordres de l'empereur, dénonça la rupture de l'armistice qu'il avait provisoirement accordé au prince Bagration, commandant l'arrière-garde de l'armée russe; mais celui-ci avait profité des quatre heures de délai pour accélérer sa retraite. Murat se mit lui-même en marche, et, le 16 novembre à quatre heures de l'après-midi, les troupes françaises se trouvèrent en présence des Russes en avant de Hollabrünn, auprès du village de Guntersdorf.

Les trois corps d'armée du prince Murat et des maréchaux Lannes et Soult se trouvaient alors réunis. Les Russes avaient pris position en arrière du village de Schoengraben, au delà d'un défilé, défendu par 6,000 hommes de leurs meilleures troupes. Murat, avec son impétuosité ordinaire, voulut attaquer de suite ce défilé, quoique le jour fût déjà tombé. Le maréchal Soult conseillait de ne point engager une affaire de nuit, dans laquelle les dispositions sont incertaines, les méprises fréquentes et les résultats souvent funestes aux assaillants : ses instances furent inutiles, Murat ordonna l'attaque.

1805—an VIII Allemagne L'action s'engagea par quelques escarmouches de cavalerie, après lesquelles le maréchal Lannes fit avancer la division des grenadiers d'Oudinot, pour attaquer de front et par la gauche la position de l'ennemi, que le maréchal Soult faisait tourner à droite par la division Legrand, tandis que la division Vandamme appuyait celle des grenadiers.

Le général Oudinot, à la tête de la brigade de grenadiers que commandait le général Laplanche-Mortière, fondit sur les Russes avec son élan accoutumé; mais ceux-ci, qui avaient l'avantage de la position, reçurent vigoureusement le choc. Leurs obus ayant mis le feu au village de Schoengraben, dès le commencement de l'action, l'incendie se manifesta bientôt d'une manière effrayante et nuisit beaucoup aux troupes françaises, dont elle éclairait la position; le vent, chassant de gros nuages d'une fumée épaisse et fétide, empêchait de distinguer les mouvements des Russes.

Tandis que la division Vandamme s'avançait à l'appui des grenadiers engagés, des officiers d'un corps russe qui était sur le point d'être enveloppé se mirent à crier : « Ne tirez pas, nous sommes Français. » La crainte de tuer en effet leurs camarades arrêta les Français, qui, n'étant qu'à demi-portée de fusil de leurs adversaires, reçurent bientôt une décharge très-meurtrière. Indignés de cette supercherie, ils s'élancèrent avec fureur sur ces prétendus Français, les culbutèrent et les taillèrent en pièces. Enfin, après un combat opiniâtre qui avait duré jusqu'à onze heures du soir, les Français se trouvèrent maîtres du champ de bataille, de 1,800 prisonniers, de douze pièces de canon et de cent et quelques voitures de bagages.

Les 6,000 Russes qui venaient de combattre à Guntersdorf s'étaient montrés tels que les avait dépeints le grand Frédéric quand il disait qu'il ne suffisait pas de tuer un soldat russe, qu'il fallait encore le pousser pour le faire tomber. Leur longue résistance permit à l'armée russe de continuer sa retraite. En combattant avec tant de résolution contre les 22,000 Français qui les attaquaient avec non moins d'intrépidité, ces Russes réparaient la brèche faite à la réputation de leur armée par l'issue du combat de Diernstein. Le général Oudinot, déjà couvert de tant de cicatrices, fut blessé assez grièvement dans

ce combat, ainsi que ses deux aides de camp Demangeot et Lamotte[1], et le général d'artillerie Fouché, qui reçut un éclat d'obus dans la cuisse.

Le général Walther, à la tête d'une de ses brigades de dragons, poursuivit les Russes, et leur fit encore 300 prisonniers.

Napoléon rejoignit le prince Murat dans la matinée du 17, et porta le même jour son quartier général à Znaym, où les Russes, dans leur retraite, avaient abandonné un grand nombre de blessés et de malades dans les hôpitaux. On trouva les magasins de cette ville remplis de farine et de fourrages.

Sur ces entrefaites, le général Baraguay d'Hilliers, qui était passé sur la rive gauche du Danube après les affaires d'Ulm, s'était avancé avec la division de dragons à pied vers la frontière de la Bohême; il avait forcé un corps de 3,000 Autrichiens à quitter la position de Waldmünchen, où ils s'étaient retranchés, et, s'avançant ensuite jusqu'à Pilsen, qui n'est qu'à vingt lieues de Prague, il s'était emparé de plusieurs magasins.

Napoléon, avant de quitter Augsburg, avait dirigé le maréchal Ney avec son corps d'armée sur Landsberg, pour faire une invasion dans le Tyrol et s'emparer de ce pays. Le maréchal, après avoir marché par Diessen, Pollingen, Murnau et Werdenfels, était arrivé à Garmischgau le 3 novembre, d'où il s'était porté ensuite sur Luetasch. La division du général Loison investit ce poste fortifié, fit capituler 300 hommes qui le défendaient, et marcha ensuite sur Seefeld, village situé en avant du Pas de Scharnitz, que le maréchal voulait attaquer. Le 5 novembre, à deux heures du matin, le général Loison dirigea sur le fort de Scharnitz deux colonnes, dont l'une devait tourner ce poste, tandis que la seconde attaquerait de front. Le 69e régiment, qui formait cette seconde colonne, et qui s'était si bien distingué au combat d'Elchingen, trouva sur son passage des obstacles, qui eussent paru insurmontables à tous autres qu'à de tels braves. Pour les vaincre, il fallut escalader des rochers à pic, qui avaient plusieurs centaines de pieds de hauteur. Les soldats attachèrent leurs havresacs sur leur tête

[1] Depuis lieutenant général, etc.

1805—an XI II
Allemagne.

pour parer l'effet des balles, ou plutôt des pierres qui pleuvaient sur eux de toutes les sommités. A couvert sous cette espèce de boucliers, ils gravirent les rochers en saisissant les pointes, les arbustes et les racines, et en enfonçant leurs baïonnettes dans les crevasses. Arrivé ainsi sur le plateau où se trouve situé le fort, au milieu d'une grêle de balles et de mitraille qui partaient des remparts, le 69ᵉ s'y forma, et s'avança ensuite sous les murs, qui furent escaladés. Ils ne trouvèrent dans le fort qu'une centaine de chasseurs tyroliens et quelques habitants; le reste des troupes avait pris le parti d'évacuer la place pour se retirer sur Innsbrück. En opérant ce mouvement, les Autrichiens rencontrèrent la première colonne que le général Loison avait dirigée de ce côté pour leur couper la retraite. Le combat s'engagea près d'un monastère qui se trouvait sur la route; la colonne française, inférieure en force, était sur le point de laisser le passage libre à ses adversaires, lorsque le 69ᵉ régiment, qui venait de s'emparer de Scharnitz, et qui s'était aussitôt jeté à la poursuite de la garnison fugitive, arriva sur le champ de bataille et changea la face du combat. La troupe autrichienne, prise entre deux feux, perdit tout son avantage; entourée de toutes parts et privée de son chef, désarçonné et fait prisonnier par le capitaine Genevay, elle fut forcée de mettre bas les armes et de subir la loi du vainqueur. 1,800 hommes, un drapeau et seize pièces de canon attelées furent le résultat immédiat de cette journée.

Maître du Pas de Scharnitz, le maréchal Ney accéléra la marche de ses troupes sur Innsbrück, où il arriva le 7 novembre à cinq heures du soir : l'ennemi avait abandonné cette ville. Les Français y trouvèrent un arsenal rempli d'une artillerie considérable, seize mille fusils et un grand approvisionnement de poudre.

Le 76ᵉ régiment avait perdu, pendant la dernière campagne, deux drapeaux qui lui avaient été pris dans le pays des Grisons. Cette perte était depuis longtemps, pour le corps entier, le motif d'une affliction profonde; et, bien que l'armée ne pût en accuser leur valeur constante, ces braves ne se regardaient pas moins comme entachés aux yeux de leurs camarades des autres régiments. Un officier de ce corps, parcourant les salles de

l'arsenal, reconnaît les deux enseignes, objets d'un si noble regret. Avertis par lui, tous les soldats du régiment accourent pour contempler ces trophées que le corps entier vient de reconquérir, et dont ils ne peuvent disposer pour eux-mêmes sans l'aveu du maréchal qui les commande. Une scène touchante et vraiment pittoresque s'offre alors aux regards de tous ceux que la curiosité a attirés sur les pas du 76e régiment. Les deux drapeaux sont entourés par un groupe immense de ces dignes guerriers, qui se pressent et se heurtent afin de pouvoir toucher ces enseignes qui les guidèrent si souvent à la victoire, qu'ils avaient perdues par une circonstance indépendante de leurs efforts, et qu'ils retrouvent par l'effet de leur constance à braver de nouveaux dangers : leur joie est muette comme l'avait été leur douleur, elle ne s'exprime que par des larmes et des sanglots. Spectacle sublime, et qui ne peut être senti comme il doit l'être que par ceux qui savent apprécier les vertus militaires du Français !

Les drapeaux furent rendus au 76e régiment. En les recevant des mains du vainqueur d'Elchingen, les vieux soldats jurèrent de ne les quitter désormais qu'à la mort : ce serment fut répété par les jeunes conscrits, qui, étrangers à la perte de ces enseignes françaises, étaient fiers d'avoir contribué à les ravir à l'ennemi.

Le maréchal Ney ne resta à Innsbrück que le temps nécessaire pour reposer ses troupes, et se mit en marche dès le 9 novembre. La ville de Hall avait été occupée le 7, et les Français y avaient trouvé de nombreux magasins, que l'archiduc Jean, qui s'était retiré en toute hâte par Luetasch, avait chargé un colonel de remettre entre les mains du vainqueur, en recommandant à la générosité de celui-ci 1,200 malades laissés dans les hôpitaux d'Innsbrück. Poursuivis avec activité, les Autrichiens évacuèrent successivement les autres postes qu'ils occupaient encore. Le maréchal établit son quartier général à Bolzano (Botzen), le 17 septembre, après avoir fait occuper Brixen et Clausen. Les hôpitaux de ces deux villes étaient encombrés des malades et des blessés de l'ennemi, auquel on avait fait, en outre, un grand nombre de prisonniers.

Mais ce mouvement rapide du corps du maréchal Ney devait

1805—an XIII Allemagne. encore avoir des résultats non moins importants : il fermait au général Jellachich, qui défendait le Vorarlberg, toute retraite sur le Tyrol, et poussait dans la vallée de la Brenta le corps ennemi aux ordres du général prince de Rohan, dont nous avons rapporté la défaite dans le chapitre précédent, au paragraphe des opérations de l'armée d'Italie commandée par le maréchal Masséna. De Botzen, le maréchal Ney se dirigea par Clausen, Brixen et Lienz sur Villach et Clagenfurth, où il opéra la jonction de ses troupes avec l'aile gauche de l'armée d'Italie, ainsi que nous l'avons dit dans le même paragraphe cité plus haut.

Napoléon avait confié au maréchal Augereau le commandement d'un corps formé des troupes qui, à l'époque de la déclaration de guerre avec l'Autriche, étaient postées sur les côtes de Brest. La longue distance que ces troupes avaient eue à parcourir ne leur permit d'arriver à leur destination que vers le milieu d'octobre, époque où la grande armée manœuvrait déjà autour de la place d'Ulm.

Le maréchal Augereau reçut alors l'ordre de se porter, après avoir passé le Rhin, sur le Vorarlberg, pour contenir et pousser même sur le Tyrol le corps autrichien du général Jellachich.

Augereau traversa le fleuve sur le pont de bateaux qui avait été précédemment établi pour assurer la communication du département du Haut-Rhin avec le Brisgau, franchit les défilés de la forêt Noire, s'avança sur le lac de Constance, força les Autrichiens d'abandonner Lindau et Bregentz, et marcha ensuite vers Feldkirch, où se trouvait le gros des troupes aux ordres du général Jellachich. Bientôt cerné dans les positions qu'il occupait, et ne pouvant se retirer sur le Tyrol, dont il était coupé par le corps du maréchal Ney qui s'était déjà avancé jusqu'à Brixen, comme on vient de le voir plus haut, le général autrichien ne crut pas devoir prendre d'autre parti que celui de solliciter une capitulation aux meilleures conditions possibles. Le général de division Maurice Matthieu et le général-major Wofskell, autorisés par leur généraux en chef, arrêtèrent les articles de cette convention, par laquelle le corps autrichien, prisonnier de guerre sur parole, obtenait la faculté de se retirer en Bohême, après avoir déposé ses armes. Huit drapeaux, une artillerie

nombreuse et des magasins considérables tombèrent ainsi au pouvoir des Français. 1805—an XIII Allemagne.

Toutefois, un détachement ennemi, commandé par le général Wartensleben, et fort d'environ 3,500 hommes, dont 1,500 de cavalerie, réussit à éviter la rencontre des troupes d'Augereau, et, se dirigeant vers le Danube, traversa ce fleuve pour gagner, par la Franconie, les frontières de la Bohême.

Après avoir terminé l'expédition du Vorarlberg, le maréchal Augereau se porta en Souabe, où son corps devait rester jusqu'à nouvel ordre.

Nous avons dit que les Russes, après le combat de Guntersdorf, avaient précipité leur retraite sur Brünn. Le prince Murat fit suivre les débris de leur arrière-garde par le général Sébastiani, qui les atteignit à la hauteur de Pohorlitz et leur fit encore près de 2,000 prisonniers, dans la journée du 17 novembre. L'empereur de Russie se trouvait alors à Brünn, et il s'empressa de quitter cette ville, accompagné du général Kutusoff, pour se porter au-devant de la tête de colonne du second corps d'armée russe, commandé par le général Buxhoewden qui, le 21, fit sa jonction avec l'avant-garde de la première armée, à Wischau. Ce corps se composait de 26,828 combattants. Napoléon, par égard pour l'empereur Alexandre, avait ordonné à Murat de ne point poursuivre ce monarque avec trop d'instance, pour lui donner le temps de se réunir au gros de ses troupes. Le roi de Prusse, moins généreux et moins loyal que l'empereur des Français, conformément au traité secret qu'il venait de conclure à Potsdam avec les puissances coalisées, mais au mépris des traités patents avec la France, avait ouvert les portes de Breslau en Silésie aux troupes russes, qui accouraient en toute hâte au secours de celles que l'armée française poussait avec tant de vivacité dans la Moravie.

Napoléon, qui avait établi, le 20 novembre, son quartier général à Brünn, fut surpris de trouver la citadelle de cette ville abandonnée par l'ennemi, bien qu'elle fût en état de soutenir un siége en règle, et qu'elle fût bien approvisionnée en munitions de toute espèce. L'armée ennemie, alors réunie entre Wischau et Dieditz, et dont le général Kutusoff avait le commandement général, était forte de cent vingt-quatre bataillons

1805—an XIII Allemagne. dont vingt autrichiens, et de deux cent treize escadrons dont cinquante-quatre autrichiens et huit régiments de cosaques. Le lieutenant général prince Jean de Lichtenstein commandait les troupes autrichiennes. Son infanterie se composait de sixièmes bataillons de régiments de ligne, recrutés, armés et organisés depuis la prise d'Ulm, et des restes du corps d'armée du général Kienmayer, dont une partie, sous les ordres du général Meerfeld, s'était, après le passage de l'Ens et la marche des Français sur Vienne, retirée vers la Styrie. L'archiduc Ferdinand, que nous avons laissé se retirant sur les frontières de la Bohême avec les débris de la cavalerie échappés au désastre d'Ulm, avait réuni dans ce pays (la Bohême) les troupes de nouvelles levées qui s'y trouvaient, et couvrait ainsi avec un corps de 18 à 20,000 hommes la droite de l'armée combinée de Moravie. Celle-ci pouvait être évaluée, à cette époque, à 82,500 hommes, non compris la garde impériale russe commandée par le grand-duc Constantin et forte de 8,500 combattants pleins d'espérance dans le succès, et n'avait en tête que le corps de cavalerie de Murat, ceux des maréchaux Soult et Lannes et la garde impériale française sous les ordres du maréchal Bessières : toutes ces troupes formant un total de cinquante et quelques mille hommes. Mais les Russes et les Autrichiens étaient tellement fatigués des marches qu'ils venaient de faire et du combat qu'ils avaient eu à soutenir, qu'il fut décidé à Wischau que l'armée combinée continuerait son mouvement rétrograde jusqu'à Olmütz, pour donner, dans cette position, quelque repos aux troupes, et attendre l'arrivée de celles qui n'avaient pas encore rejoint.

Toutefois, les avis avaient été très-partagés sur cette dernière décision. Plusieurs généraux pensaient qu'il eût été peut-être plus convenable de prendre sur-le-champ l'offensive, attendu que les forces françaises étaient en ce moment fort inférieures à celles des alliés, et que Napoléon, ignorant encore que la jonction des deux armées russes avait été opérée, ne pouvait pas s'attendre à un mouvement aussi brusque ; mais une pareille résolution aurait été trop tardive. Les Français s'étaient avancés dans la persuasion que l'ennemi n'abandonnerait la capitale de la Moravie qu'après avoir tenté les

chances d'une bataille; on savait que Brünn était une place forte, bien armée, avec beaucoup de magasins à poudre, remplie de munitions de guerre de toute espèce; et, sous un autre rapport, si Napoléon ignorait positivement l'arrivée du corps du général Buxhœwden, tous les renseignements que ses émissaires lui avaient donnés de la marche de ces troupes en Pologne et dans les deux Gallicies rendaient cette même arrivée tellement probable que tous les calculs du monarque guerrier étaient fondés sur cette supposition. 1805—an XIII Allemagne.

Murat, sorti de Brünn presque aussitôt après son entrée dans cette place, avait continué à suivre l'ennemi dans la direction d'Olmütz. La division du général Walther, qui marchait en tête de la cavalerie française, rencontra un corps de 6,000 cavaliers russes, que le général Kutusoff avait placé en arrière-garde pour défendre le point de jonction des routes de Brünn et d'Olmütz sur une position élevée près de la maison de poste de Posorzitz. Cette division contint l'ennemi jusqu'à l'arrivée de la division des cuirassiers du général d'Hautpoul et de quatre escadrons de la garde impériale que le maréchal Bessières conduisait en personne. Quoique les chevaux fussent harassés de fatigue, les généraux n'en ordonnèrent pas moins la charge qu'il fallut renouveler à plusieurs reprises, car les Russes opposaient une vigoureuse résistance. Mais le général Bessières, s'étant avancé avec les escadrons de la garde, chargea si impétueusement, que les Russes furent à la fin culbutés et mis en déroute, laissant plus de 200 cavaliers sur le champ de bataille et cent chevaux au pouvoir des Français. L'action avait été très-chaude, et les Français y firent une perte presque égale à celle de l'ennemi. Parmi les blessés se trouvaient les colonels Durosnel du 16e de chasseurs, et Bourdon du 11e de dragons. Le corps de cavalerie russe qui venait de combattre était composé en grande partie de cosaques. Les Français n'avaient pas été intimidés par les cris épouvantables que poussaient ces demi-barbares, et comme ceux-ci étaient plus habitués à se servir de la lance que du sabre, les premiers avaient eu à cet égard beaucoup d'avantage.

Après cet engagement, l'ennemi se replia sur le gros de son armée, et les reconnaissances le suivirent jusqu'auprès de

1805 – an XIII Allemagne.

Wischau. Napoléon fit prendre position aux troupes qu'il avait alors avec lui, en avant de Brünn, s'appuyant sur cette place dont on travaillait à augmenter encore les moyens de défense.

Nous avons déjà dit que la situation de Napoléon en avant de Brünn n'était pas aussi hasardée que certains généraux ennemis l'avaient pensé. L'empereur des Français, en s'avançant ainsi dans le cœur de la Moravie, avait calculé de manière à être joint en peu de temps par le maréchal Bernadotte, qu'il avait détaché vers Iglau, à deux ou trois marches des corps qui se trouvaient alors en présence de l'armée combinée, par le maréchal Davoust, dont une division n'était qu'à deux marches et les autres à quatre, enfin par le maréchal Mortier, qui, laissé en arrière pour couvrir Vienne, pouvait arriver en quatre marches, et qui, dans cette dernière hypothèse, aurait été remplacé par le général Marmont.

L'armée combinée partit de Wischau et des environs le 21 novembre, et arriva le lendemain matin devant Olmütz, où les empereurs Alexandre et François se trouvaient déjà réunis, et où elle prit position en arrière du village d'Oleschau. Sa gauche était appuyée à la March, sa droite s'étendait sur les hauteurs situées à la rive gauche de cette rivière : elle était disposée sur trois lignes. Le prince de Lichtenstein, avec les troupes autrichiennes, formait la réserve sur les hauteurs en arrière des Russes qui étaient en première ligne, et devait assurer, en cas de revers, le passage au delà de là March. Plusieurs ponts construits à cet effet sur cette rivière entre Nimlau et Olmütz devaient faciliter ce mouvement. L'avant-garde du prince Bagration occupait Prosnitz, et celle de Kienmayer était à Tobitschau. Le terrain qu'occupait l'armée était élevé dans toute son étendue, depuis les hauteurs près de Nimlau jusqu'à sa droite, de manière à pouvoir découvrir, en cas d'attaque, les mouvements ennemis, d'une lieue en avant. Derrière les hauteurs se trouvaient de larges ravins assez profonds pour y cacher de fortes colonnes, qui pourraient surprendre par leur attaque imprévue; ce qui donnait aussi la facilité de manœuvrer offensivement au delà de ce rideau. Sur la crête étaient des points dominants qui se défendaient réciproquement, et sur lesquels la nombreuse artillerie de l'armée pouvait être em-

ployée avec succès. Un marais couvrait sa droite et une partie de son centre; enfin ce terrain offrait de grands moyens de résistance aux forces qui pourraient se présenter. 1805—an XIII Allemagne.

Quelque avantageuse que fût cette position de l'armée combinée, les empereurs d'Autriche et de Russie, qui se trouvaient réunis à Olmütz dès le 18 novembre, pensèrent qu'il fallait essayer de gagner encore du temps, afin de se trouver plus en mesure par l'arrivée des troupes que le général Essen amenait. En conséquence l'empereur d'Autriche envoya au quartier général du monarque français les comtes Giulay et Stadion avec des pleins pouvoirs pour entamer une négociation. Napoléon offrit préalablement un armistice afin d'épargner le sang, si effectivement les propositions qu'on lui faisait étaient sincères; mais il ne tarda pas à deviner les projets de ses adversaires; et, conjecturant que les corps russes attendus étaient arrivés ou sur le point d'arriver à Olmütz, il fut bien persuadé que la mission des plénipotentiaires autrichiens n'était plus qu'une ruse de guerre pour endormir sa vigilance.

Voici quelle était, au 27 novembre, la position des différents corps de la grande armée française : la garde impériale, la division des grenadiers d'Oudinot, alors commandée par le général Duroc[1], et le reste du corps du maréchal Lannes, étaient à Brünn et dans les environs de cette place; et les troupes du maréchal Soult occupaient Austerlitz, Butschowitz, Neuwieslitz, Stanitz, et avaient à Gaya, sur la route de Hongrie, un fort détachement qui se liait avec une des divisions du maréchal Davoust, qui observait la rivière de March, pour assurer la droite de l'armée, qui était en ligne. Le prince Murat avait sa cavalerie à droite et à gauche de la grande route d'Olmütz, entre Brünn et Posorzitz; ses avant-postes étaient au delà de Wischau.

Le maréchal Bernadotte, détaché sur la gauche de Brünn, occupait Iglau, sur la route et près des frontières de la Bohême; les divisions de Wrede et Drouet s'étaient même avancées jusqu'à Deutschbrod et avaient pris une compagnie d'artillerie, cent chevaux de troupes, 50 cuirassiers et plusieurs officiers

[1] On sait que le général Oudinot avait été grièvement blessé au combat d'Hollabrünn.

1805--an XIII Allemagne. appartenant au corps d'armée du prince Ferdinand; des magasins, un grand nombre de chariots attelés et chargés de bagages, étaient également tombés au pouvoir des Français. Le colonel d'état-major Maison, premier aide de camp du maréchal Bernadotte, avait fait prisonniers, sur la route de Brünn à Iglau, 350 dragons de Latour et des cuirassiers de Hohenlohe [1].

Le maréchal Mortier couvrait Vienne avec les deux braves divisions qui composaient son corps d'armée.

Le maréchal Davoust, dont les troupes s'échelonnaient en remontant la March qui se jette dans le Danube en deçà de Presbourg, se trouvait, comme nous l'avons déjà dit, en communication avec la droite du corps du maréchal Soult vers Gaya. Le général Marmont était à Léoben, étendant sa gauche dans la direction de Vienne et ayant sa droite vers Graetz.

Le maréchal Ney s'avançait du Tyrol sur la Carinthie pour opérer sa jonction avec l'armée d'Italie.

Enfin le maréchal Augereau assurait les communications avec la France par la Bavière et la Souabe.

(11 frim.) 2 décembr. *Bataille d'Austerlitz.* — Nous avons dit plus haut que les deux empereurs, réunis à Olmütz, n'avaient cherché qu'à gagner du temps, en envoyant auprès de Napoléon les comtes Stadion et Giulay. En effet, pendant que ces négociateurs s'abouchaient avec le ministre des relations extérieures Talleyrand, le grand-duc Constantin arrivait à Olmütz, le 25 novembre, avec environ 9,000 hommes de la garde impériale russe, ce qui portait le total de l'armée combinée à plus de 90,000 hommes. On attendait encore un autre renfort de 10,000 hommes, conduit par le général Essen, et qui n'était plus qu'à quelques marches d'Olmütz; mais une funeste imprévoyance

[1] En quittant Znaym, Kutusoff s'était séparé du corps autrichien qui occupait la Bohême. Le maréchal Bernadotte avait aussitôt comblé l'intervalle, et en s'établissant de vive force à Deutschbrod et à Iglau il avait rendu impossible la jonction du prince Ferdinand avec le général en chef russe. D'un autre côté, le maréchal Davoust, en s'échelonnant jusqu'à la March, s'était interposé entre les colonnes russes et les levées de Hongrie renforcées par Meerfeld. Pour rallier les impériaux, soit à droite, soit à gauche, Kutusoff était donc obligé de revenir sur ses pas et de livrer bataille. C'est là que Napoléon l'attendait.

et la rapidité extraordinaire avec laquelle les événements s'étaient succédé dans cette campagne étaient cause que les troupes combinées manquaient de vivres dans leur position d'Olmütz. Dès le second jour, on avait été obligé d'avoir recours à des réquisitions forcées, et ce moyen précaire, exécuté avec désordre, n'offrait déjà plus de ressources. Le général en chef Kutusoff crut devoir précipiter le mouvement offensif qui avait été résolu. 1805—an XIV Allemagne.

Le 27 novembre à huit heures du matin, l'armée combinée se mit en marche sur cinq colonnes pour se rapprocher de son avant-garde, commandée par le prince Bagration, qui, ce jour-là, ne fit aucun mouvement pour ne pas découvrir cette manœuvre aux Français. Les cinq routes que suivaient les colonnes ennemies étaient parallèles. Les deux colonnes de l'aile droite marchèrent le long du pied des montagnes, à droite de la chaussée, et n'étaient composées que d'infanterie russe, commandée par le général Buxhoewden, ayant sous ses ordres les lieutenants généraux Wimpfen et Langeron; la troisième colonne, formant le centre et dirigée par le général en chef Kutusoff, ayant sous son commandement immédiat le lieutenant général Pzibyszewsky, s'avança par la route de Prosnitz; les quatrième et cinquième colonnes, composées en grande partie des troupes autrichiennes, étaient dirigées par le lieutenant général prince de Lichtenstein, et commandées, sous ce dernier, par les lieutenants généraux Kollowrath, Essen II, prince de Hohenlohe et Ouwaroff : elles formaient la gauche de l'armée combinée, et marchaient à gauche et à peu de distance de la troisième colonne. La réserve, commandée par le grand-duc Constantin, ayant sous ses ordres les lieutenants généraux Kollagriwoff et Maliutine, marchait à quelque distance de la colonne du centre sur la route de Prosnitz : ce corps était, comme nous l'avons dit, composé de troupes de la garde impériale russe, au nombre de dix bataillons, dix-huit escadrons et quatre compagnies d'artillerie, et au total de 8,500 hommes. Toutes ces colonnes réunies, et en y ajoutant l'avant-garde, la réserve russe, et celle de cavalerie du général Kienmayer, présentaient un effectif de 82,500 hommes, dont environ 18,000 Autrichiens.

1805—an XIV Allemagne.

L'armée russe marchait avec beaucoup de précaution, parce que les mouvements des Français lui étaient inconnus. Le général Kutusoff avait le dessein de refuser sa gauche, et de faire gagner du terrain à sa droite, afin de déborder la gauche des Français, dans le cas où ceux-ci seraient rencontrés. Le grand-duc Constantin s'avança avec la garde impériale sur Prosnitz, où les deux empereurs établirent leurs quartiers généraux.

Pendant ce temps, l'armée française était toujours dans ses mêmes positions, et l'avant-garde, qui était à Wischau, ne se trouvait ni renforcée, ni affaiblie. Le général Kutusoff, encouragé par cette inaction apparente, ordonna au prince Bagration de commencer l'attaque dès le lendemain 28. L'armée devait suivre, dans le même ordre de marche que la veille, le chemin que lui frayerait son avant-garde. Le prince Bagration se mit en mouvement à la pointe du jour, et partagea ses troupes en trois colonnes. Celle du centre marcha par la chaussée, les deux autres, de droite et de gauche, tournèrent la petite ville de Wischau que le général Treilhard occupait avec un régiment de hussards, un autre de chasseurs et quelques dragons à pied du 6e régiment. Deux autres régiments étaient campés derrière la ville, et le général Sébastiani était dans le village d'Oleschau avec un des régiments de dragons de sa brigade. Aussitôt que les Français eurent connaissance du mouvement de l'avant-garde ennemie, ils évacuèrent Wischau, suivant les instructions données par Napoléon; mais cette retraite ne put se faire assez promptement pour empêcher une centaine de dragons à pied du 6e de tomber entre les mains des Russes. La cavalerie française se replia sur Rausnitz, où était le gros de l'avant-garde, qui quitta cette position dans la soirée, pour suivre le mouvement rétrograde et général de l'armée.

L'empereur des Français avait prévu d'avance le cas où il serait attaqué par l'armée combinée, et avait fait choix d'un terrain sur lequel il espérait pouvoir combattre avec avantage les forces nombreuses qu'il supposait avoir devant lui. Déjà même, pour s'assurer en partie du nombre et des projets de l'ennemi, il avait envoyé le général Savary, un de ses aides de

camp, au quartier général des deux souverains, sous le prétexte de complimenter l'empereur de Russie; mais le mouvement offensif de l'armée combinée avait eu lieu pendant que Savary remplissait sa mission. En apprenant donc l'attaque de l'avant-garde, Napoléon accéléra la retraite de ses troupes, pour leur faire prendre une nouvelle position entre Turas et Brünn. L'armée occupa d'abord les villages de Menitz, Telnitz, Sokolnitz, Kobelnitz, Schlapanitz, qui couvraient son front, tandis que son avant-garde couronnait les hauteurs d'Augezd, de Pratzen, de Girzikowitz et de Kruh; et, comme s'il eût eu le dessein de garder ces dernières positions, l'empereur des Français fit travailler avec beaucoup d'appareil à des retranchements que l'on garnit d'artillerie.

C'est dans cette position que le général Savary trouva l'armée française, à son retour du quartier général des alliés. Il annonça à Napoléon qu'il avait reçu un accueil distingué de l'empereur Alexandre et du grand-duc Constantin, mais que rien n'égalait la jactance et la présomption des jeunes officiers qui entouraient le monarque russe. Ceux-ci, au rapport de Savary, raillaient la circonspection des vieux généraux autrichiens, qui connaissaient par expérience le génie du vainqueur de l'Italie, l'habileté et la fermeté de ses généraux, et la valeur de ses soldats. C'était à leur peu d'énergie, disaient ces mêmes officiers russes, que les Allemands devaient attribuer leurs revers; mais tout allait changer de face par la vigueur et l'impétuosité des troupes russes combattant sous les yeux de leur jeune souverain; et, d'ailleurs, les Français ne montraient-ils pas déjà l'opinion qu'ils avaient de ces mêmes troupes, par leur contenance irrésolue, et en cédant aussi facilement le terrain après une seule attaque d'avant-garde? Napoléon sourit au récit de son aide de camp : il voyait avec plaisir que l'ennemi donnait tête baissée dans le piége qui lui était tendu, et il se promettait de tirer le plus grand parti de la présomption des généraux russes.

En effet, l'opinion générale, dans l'armée ennemie, était que l'empereur français n'oserait point risquer le sort d'une bataille générale devant Brünn; et elle semblait, en quelque sorte, justifiée par la retraite précipitée de l'avant-garde sous

1805 – an XIV Allemagne. les ordres de Murat, et celle du gros de l'armée derrière Pratzen. Dans cette croyance, le général Kutusoff, au lieu de hâter son mouvement de front, résolut de manœuvrer de manière à tourner l'armée française et à la forcer à mettre bas les armes. On a vu que, jusqu'alors, ce général s'était avancé par sa droite en refusant sa gauche, dans l'espoir de tourner les Français par les montagnes, et avait, à cet effet, porté la moyenne partie de son infanterie sur son flanc droit; mais il changea cette disposition à Wischau, et manœuvra par sa gauche pour tourner la droite de l'armée française [1]. Ce mouvement fit perdre du temps et le terrain qu'on aurait pu gagner en continuant de marcher en avant.

Pendant ce temps, les corps des maréchaux Bernadotte et Davoust, vers lesquels l'empereur Napoléon avait envoyé en toute hâte des officiers d'ordonnance, s'avançaient pour se mettre en ligne; et les Russes, en ne profitant pas de leur absence, s'exposaient ainsi à perdre en partie l'avantage de leur supériorité numérique.

D'après les nouvelles dispositions prises par son général en chef, l'armée alliée se porta, le 29, de Lutsch et de la hauteur de Noska sur celle de Hobitschau et de Kutscherau; le prince Bagration poussa ses avant-postes sur Posorzitz; le général Kienmayer, avec sa réserve de quatorze escadrons autrichiens, marcha sur Austerlitz, que le maréchal Soult avait évacué dès trois heures du matin pour prendre position derrière les villages de Puntowitz et de Schlapanitz; et le général Stutterheim arriva à Butschowitz, où il se trouvait en communication avec un détachement autrichien qui venait de repousser de Gaya quelques postes français.

Le gros de l'armée ennemie continua à s'avancer toujours sur cinq colonnes. La première s'arrêta, le 30 au soir, à Niemschau, où elle appuya sa droite : sa gauche était à Hodiegitz; la seconde, à ce dernier village, où elle se forma sur la gauche

[1] Il voulait couper à l'armée française sa retraite sur Vienne; mais Napoléon ne songeait point à prendre ce chemin, dans le cas où il eût été battu. Il avait trop de prévoyance pour aller se placer ainsi entre l'armée alliée et celle de l'archiduc Charles, qui pouvait, accourant de la Carniole, culbuter le corps de Marmont et s'avancer sur Vienne.

de la première; la troisième, à Kzisanowitz, en réserve derrière la première colonne; la quatrième, à Herspitz, en réserve de la deuxième colonne; enfin, la cinquième, suivant la marche de la troisième, était venue se placer dans une vallée en avant de Meerhof. Ce même jour, le corps de réserve du grand-duc Constantin occupa Butschowitz; l'avant-garde était à Posorzitz, poussant ses avant-postes sur la chaussée et sur Krul. Le général Kienmayer resta à Austerlitz, où il fut renforcé par la brigade du général Stutterheim. Le général en chef Kutusoff avait son quartier général à Hodiegitz, et les deux empereurs d'Allemagne et de Russie occupaient le château du prince de Kaunitz, à Krisanowitz, près d'Austerlitz. 1805—an XIV Allemagne.

Pendant ces mouvements de l'armée austro-russe, l'archiduc Ferdinand, qui avait reçu en Bohême l'ordre de se porter de son côté sur l'armée française, afin de faire diversion et d'occuper les troupes du maréchal Bernadotte, partit de Czaslau, et repoussa les troupes bavaroises de la division de Wrede, de Steindorf et de Deutschbrod, et s'avançait sur Iglau, où le maréchal Bernadotte avait laissé le général de Wrede pour couvrir les routes de Znaym et de Brünn.

Des reconnaissances envoyées en avant instruisaient l'empereur français de la marche de l'ennemi. Afin d'augmenter encore la confiance de celui-ci, et d'accréditer de plus en plus l'opinion du refus d'une bataille en avant de Brünn, Napoléon envoya, dans la nuit du 28, le général Savary à Wischau, pour demander une entrevue à l'empereur Alexandre et pour proposer une suspension des hostilités pendant vingt-quatre heures. Savary arriva à l'aube du jour à Wischau, le 29 novembre. L'empereur Alexandre refusa la proposition, et se borna à envoyer près de Napoléon l'aide de camp général prince Dolgorouki. Ce jeune officier, favori du monarque russe, arrivé aux avant-postes français, où Napoléon s'était rendu lui-même, crut remarquer, dans la contenance des troupes et dans le silence inquiet avec lequel elles travaillaient à se retrancher, les indices d'une terreur qu'il ne balança pas à attribuer au voisinage des redoutables guerriers de sa nation. Il mit, en conséquence, dans sa conversation avec le chef du gouvernement français un ton d'impudence et de morgue qui eût été déplacé même avec

1805—an XIV Allemagne. des égaux. L'empereur Napoléon écouta froidement les propositions ridicules qu'osait lui faire cet impertinent écho du ministère britannique : comme, par exemple, de déposer la couronne de fer, de céder la Belgique, d'évacuer la Hollande, de rétablir le roi de Sardaigne dans ses États, etc. ; et, par cette modération calculée, il laissa partir l'envoyé d'Alexandre avec l'intime persuasion que l'armée française ne pouvait pas résister au coup décisif qui allait lui être porté.

Le prince Dolgorouki, de retour au quartier général russe, s'empressa de communiquer cette impression à la tourbe des jeunes courtisans qui exerçaient une si grande influence sur l'esprit de leur maître. Il n'était plus question de combattre l'armée française avec des chances plus ou moins avantageuses : tous les doutes étaient dissipés à cet égard ; elle allait passer sous le joug et recevoir la loi des plus vaillantes troupes de l'Europe. Telle était l'opinion de la jeunesse russe et de presque tous les généraux de cette nation. Quelques-uns des chefs vétérans de l'armée autrichienne, de ces vieux généraux qui avaient fait la guerre contre le vainqueur de l'Italie, représentèrent vainement au conseil de l'armée alliée que ce n'était point dans une pareille confiance, et avec cette présomption, qu'il convenait de marcher contre une armée qui comptait tant de soldats exercés et de chefs habiles. Vainement ils ajoutèrent qu'ils avaient souvent vu Napoléon, avec un petit nombre de troupes et dans des positions difficiles, ressaisir tout à coup la victoire par un mouvement rapide et imprévu, et culbuter les forces les plus nombreuses ; que jusqu'à présent on n'avait obtenu aucun avantage marqué, et que les officiers qui avaient combattu à l'arrière-garde de l'armée russe pouvaient rendre témoignage de la fermeté et de l'audace des troupes françaises. A ces observations pleines de sens, les jeunes officiers généraux russes opposaient la valeur de leur nombreuse armée, l'enthousiasme que lui inspirait la présence de son souverain, et l'invincible phalange de la garde impériale d'Alexandre. Un reste de pudeur les empêchait sans doute de porter en ligne de compte leurs grandes conceptions guerrières, qu'ils voyaient avec étonnement méconnues des Autrichiens.

Les événements allaient justifier l'avis des généraux de l'Au-

triche : Napoléon, placé sur les hauteurs de Pratzen, examinait par lui-même, et par les reconnaissances qu'il envoyait incessamment sur la ligne ennemie, tous les mouvements de ses adversaires. Calculant l'effet de ses forces dans chaque position, il les visitait successivement, et, l'avant-veille de la bataille, après avoir parcouru les villages de Telnitz, Sokolnitz et Menitz, il dit aux généraux et officiers qui l'entouraient : « Si mon dessein était d'empêcher l'ennemi de passer, c'est ici que je l'attendrais; mais cela n'amènerait qu'une bataille ordinaire; au lieu que si, au contraire, je refuse ma droite en la retirant vers Brünn, et que ce mouvement fasse abandonner aux Russes les hauteurs qu'ils occupent, fussent-ils au nombre de 300,000, ils sont pris en défaut et perdus sans ressource. » C'est ce qui arriva.

Le 1er décembre, l'armée alliée commença le mouvement de flanc conçu par le général Kutusoff pour tourner la droite des Français; et cette manœuvre, que l'empereur aperçut de son bivouac, le remplit de joie, parce qu'il fut convaincu, dès ce moment, que Kutusoff donnait à plein collier dans le piége qui lui était tendu. « Avant demain au soir, cette armée est à moi, » dit-il au major général Berthier.

La première des cinq colonnes ennemies, celle de Doctoroff, s'étant avancée par Herspitz et Waschau, prit position en deux lignes sur les hauteurs de Hostieraden. Un détachement, commandé par Kienmayer, fut posté au village d'Augezd, situé entre la montagne et l'étang de Satschan; la seconde, celle du comte Langeron, marchant par Austerlitz, Krzenowitz, vint prendre position, également sur deux lignes, sur les hauteurs de Pratzen, à droite de la première colonne; la troisième, celle de Przibyzewski, marchant sur la droite d'Austerlitz, se dirigea sur Pratzen, et prit position sur les hauteurs à droite de ce village; la quatrième, celle du général Kollowrath, marchant par sa droite, coupa la grande route d'Austerlitz sur Brünn, et se plaça sur deux lignes derrière la troisième colonne; la cinquième colonne, celle du prince de Lichtenstein, composée de cavalerie, qui avait suivi la direction des deux dernières, vint se placer à gauche derrière elles sur les hauteurs à droite de Pratzen. La garde impériale russe, formant réserve, traversa Austerlitz, pour venir

1805—an XIV Allemagne. se placer sur les hauteurs en avant de ce village, ayant sa gauche appuyée à Krzenowitz, et sa droite vers la grande route de Brünn à Olmütz.

L'avant-garde du prince Bagration s'était étendue, dès le matin, au delà de Holübitz et de Blazowitz, pour faciliter la marche des troisième et quatrième colonnes sur les points où elles devaient se former. Le général Kienmayer, dont le corps de cavalerie avait été renforcé de huit escadrons autrichiens, de dix de cosaques, et de cinq bataillons de Croates, n'arriva qu'à neuf heures du soir en avant d'Augezd, où il prit position.

Le général en chef Kutusoff porta son quartier général à Krzenowitz. D'après son ordre de bataille, l'armée combinée avait en ligne cent quatorze bataillons et cent soixante-douze escadrons, ce qu'on peut, en comprenant l'artillerie, évaluer à 90,000 combattants, dont 15,000 de cavalerie. On attendait encore 10,000 hommes du corps d'Essen, qui n'était plus qu'à une journée de marche.

L'empereur Napoléon avait laissé opérer ce grand mouvement sans l'inquiéter. Il s'était borné à faire faire, par l'avant-garde du prince Murat, une reconnaissance de cavalerie dans la plaine; puis il avait fait retirer ses avant-postes jusqu'à Telnitz, Sokolnitz et Schlapanitz, comme paraissant intimidé de l'approche des forces immenses qu'il avait à combattre.

Vers le milieu du jour, l'empereur monta à cheval, accompagné des maréchaux Soult, Bernadotte et Bessières, et parcourut les rangs de l'infanterie et de la cavalerie de sa garde, qui était sous les armes dans la plaine de Schlapanitz. Le soleil se montrait alors dans tout son éclat, la température était la même que dans une belle journée de printemps, et tout annonçait que ce beau temps continuerait jusqu'au lendemain, jour anniversaire du couronnement du souverain des Français, et qui devait être consacré de nouveau par la victoire la plus mémorable. Napoléon s'avança ensuite jusque sur la ligne des tirailleurs de la cavalerie de Murat, qui échangeaient quelques coups de carabine avec ceux de l'ennemi; et, après avoir observé pendant quelque temps le mouvement des différentes colonnes qui se présentaient devant lui, il rentra dans la baraque qu'il s'était fait construire au milieu de sa garde, sur le plateau

à gauche de Schlapanitz, afin de faire ses dispositions pour la bataille du lendemain (1). La proclamation suivante fut mise, dans la soirée, à l'ordre de l'armée : 1805—an XIV Allemagne.

« Soldats!

« L'armée russe se présente devant vous pour venger l'armée autrichienne d'Ulm : ce sont ces mêmes bataillons que vous avez battus à Hollabrünn, et que depuis vous avez poursuivis constamment jusqu'ici. Les positions que nous occupons sont formidables, et, pendant qu'ils marcheront pour tourner ma droite, ils me présenteront le flanc.

« Soldats! je dirigerai moi-même vos bataillons; je me tiendrai loin du feu, si, avec votre bravoure accoutumée, vous portez le désordre et la confusion dans les rangs ennemis; mais si la victoire était un moment indécise, vous verriez votre empereur s'exposer aux premiers coups; car la victoire ne saurait hésiter, dans cette journée surtout où il y va de l'honneur de l'infanterie française, qui importe tant à l'honneur de toute la nation.

« Que, sous prétexte d'emmener les blessés, on ne dégarnisse pas les rangs, et que chacun soit bien pénétré de cette pensée, qu'il faut vaincre ces stipendiés de l'Angleterre, qui sont animés d'une si grande haine contre notre nation.

« Cette victoire finira notre campagne, et nous pourrons reprendre nos quartiers d'hiver, où nous serons joints par les nouvelles armées qui se forment en France, et alors la paix que je ferai sera digne de mon peuple, de vous et de moi. »

A la nuit, Napoléon, voulant connaître l'effet que sa proclamation avait produit sur le moral de ses troupes, s'approcha de quelques bivouacs en avant du quartier général. Il fut bientôt reconnu. Sa présence rappelant aux soldats l'anniversaire du couronnement, quelques-uns d'entre eux imaginent de prendre la paille sur laquelle ils reposaient et d'en former des fanaux, qu'ils placent au bout d'une perche ou de leur fusil. En un moment et comme par l'effet d'une commotion électrique, toute la ligne a suivi cet exemple, et la vaste plaine

[1] Les soldats avaient donné à ce bivouac le nom de *Butte de l'empereur*.

1805—an XIV Allemagne. de Schlapanitz présente le spectacle de la plus brillante illumination. 50,000 hommes, placés sur le front de bandière, saluent leur empereur par des acclamations réitérées et lui annoncent que, le lendemain, l'armée lui donnera un bouquet digne de lui. Un vieux grenadier s'approche de Napoléon, et, faisant allusion à un passage de la proclamation rapportée plus haut, il lui dit : « Sire, tu n'auras pas besoin de t'exposer; je te promets, au nom de mes camarades, que tu n'auras à combattre que des yeux, et que nous t'amènerons demain les drapeaux et l'artillerie de l'armée russe pour célébrer l'anniversaire de ton couronnement. » Attendri d'une scène aussi touchante, vivement ému d'un mouvement aussi énergique, Napoléon s'écria en rentrant dans sa baraque : « Voilà la plus belle soirée de ma vie; mais je regrette de penser que je perdrai demain bon nombre de ces braves gens..... » L'exaltation des troupes se prolongea pendant toute la nuit, et les cris de *Vive l'empereur! vive Napoléon!* qui se firent entendre presque sans interruption jusqu'à la prise des armes, reportés par les échos dans les bivouacs de l'ennemi, auraient dû lui apprendre que de tels soldats n'étaient point d'humeur à se laisser vaincre.

Dès le 30, le corps du maréchal Bernadotte avait bivouaqué derrière Brünn, et celui du maréchal Davoust avait joint la droite de l'armée dans la matinée. L'empereur fit diriger une division de ce corps (celle du général Friant) et une autre de dragons au couvent de Raygern, pour y observer et contenir la gauche de l'ennemi, dans le cas où celle-ci s'avancerait par la route d'Auspitz. La division Gudin dut se porter de Nikolsburg, où elle était arrivée en venant de Presburg, sur la droite de la ligne française, pour contenir le général Meerfeld, qui, ayant rassemblé les débris de son corps battu à Mariazell, s'était avancé, par la Hongrie, jusqu'à Lundenburg, entre la Taya et la March, au-dessus du confluent de ces deux rivières.

Voici quelle était, dans la nuit du premier au 2 décembre, la position des autres corps de l'armée française : le corps du maréchal Bernadotte, formant le centre et composé seulement alors des divisions Rivaud et Drouet, était placé derrière le village de Girzikowitz, qui était lui-même fortement occupé. Le

corps de cavalerie de Murat était à la gauche et un peu en arrière des troupes de Bernadotte. Les divisions Suchet et Caffarelli, du corps du maréchal Lannes, formaient la gauche de l'armée et touchaient la cavalerie de Murat; la gauche du maréchal Lannes était appuyée à une hauteur sur laquelle était autrefois une chapelle funéraire musulmane, construite par les Turcs lorsqu'ils étaient maîtres de la Hongrie et d'une partie de la Moravie, ce qui avait conservé à cette hauteur la dénomination de *Santon*. La position du Santon morave était très-favorable, et Napoléon l'avait fait fortifier et occuper avec d'autant plus de soin, qu'il la regardait comme la clef de ses opérations offensives[1]. Dix-huit pièces de canon y étaient placées en batterie, et elle était gardée par le 17e régiment d'infanterie légère, sous les ordres du général de brigade Claparède, de la division Suchet. Le maréchal Soult commandait l'aile droite, composée de la division Legrand, qui en formait l'extrémité, et était en position entre les villages de Sokolnitz et de Telnitz; de la division Vandamme, qui tenait la gauche, et de la division Saint-Hilaire, formant le centre, et placée à gauche de Kobelnitz; les villages de Telnitz, Sokolnitz et Kobelnitz étaient occupés par de forts détachements d'infanterie; la réserve de l'armée, composée de dix bataillons de la garde impériale et de dix bataillons de grenadiers du général Oudinot, était près de Turas, entre ce village et Schlapanitz. Cette réserve était disposée sur deux lignes, en colonnes par bataillon à distance de déploiement, ayant dans les intervalles quarante pièces de canon. C'était avec elle que Napoléon avait le projet de se précipiter partout où il croirait sa présence urgente. La force totale des troupes françaises en ligne ne s'élevait guère au delà de 80,000 hommes; les alliés en avaient près de 100,000.

1805—an XIV
Allemagne.

Kutusoff, après avoir bien examiné la position prise par l'empereur Napoléon, dont la gauche était appuyée aux montagnes, le front garanti par des lacs, des ruisseaux, des villages, s'était décidé, comme on l'a déjà dit, à manœuvrer par sa gauche pour

[1] Huit jours avant la bataille, l'empereur, revenant de Wischau où il avait été visiter les avant-postes, était monté sur le Santon et avait dit aux officiers qui l'entouraient : « Examinez bien cette position, car elle jouera probablement un grand rôle avant peu. »

1805—an XIV Allemagne. tourner la droite de l'armée française. Pour y parvenir, il se disposait à faire passer par une force imposante le Goldbach, cours d'eau qui couvre les villages de Telnitz et de Sokolnitz; mais Napoléon, qui avait deviné l'intention du général ennemi, fit passer le ruisseau aux corps de Soult et de Bernadotte, à la nuit tombante, les plaça en avant de Girzikowitz, Pontowitz et Kobelnitz, et fit avancer ses réserves en seconde ligne. A dix heures du soir, ce changement fut exécuté pendant l'obscurité la plus profonde et dans l'ordre le plus parfait, sans que l'ennemi en eût connaissance. Un général ordinaire n'aurait jamais osé prendre sur lui de placer ainsi deux corps d'armée adossés à des défilés. « Ce mouvement audacieux, dit un historien militaire, portait la plus forte masse de l'armée française au centre d'une demi-circonférence, sur laquelle les troupes des alliés se trouvaient disséminées, de manière que, bien qu'inférieurs en nombre, les Français devaient se trouver réellement plus forts à l'extrémité de chaque rayon. Ce principe conduit à la véritable solution du problème du meilleur ordre de bataille; l'empereur Napoléon l'a presque toujours appliqué avec succès [1]. »

Pendant la nuit qui précéda ce jour devenu si fameux dans les fastes historiques et militaires, la lune se montra à plusieurs reprises. Avant le lever de l'aurore un brouillard froid et très-épais se répandit sur les montagnes et dans les vallons environnants, lieux ignorés jusqu'alors, et devenus depuis si célèbres que leurs noms se transmettront à la postérité la plus reculée.

Enfin parut le 2 décembre. Vers une heure du matin, les généraux des diverses colonnes de l'armée austro-russe reçurent leurs instructions pour l'attaque de l'armée française. Quoique les avant-postes des deux armées se touchassent, le général en chef russe n'avait, sur la position des Français, que des notions vagues, qui ne justifiaient point assez les suppositions sur lesquelles il avait basé la disposition de la bataille. Ayant remarqué, la veille, un mouvement de troupes vers la droite de son adversaire, le général Kutusoff présuma que l'ar-

[1] Mathieu Dumas, *Précis des événements militaires*, tom. XIV, p. 158.

mée française s'affaiblissait au centre pour renforcer sa droite ; et comme il avait vu également des lignes de fumée entre le village de Turas et les étangs en arrière de Sokolnitz et de Kobelnitz, et d'autres près de Krzenowitz, il crut que Napoléon avait appuyé sa droite à ces étangs, avec une réserve derrière. La gauche de l'armée combinée débordait la droite de l'armée française ; Kutusoff supposait qu'en passant le défilé de Sokolnitz et de Kobelnitz, la droite des Français se trouverait tournée, et qu'ensuite l'attaque pourrait se continuer dans la plaine entre Schlapanitz et le bois de Turas, en évitant ainsi les défilés de Schlapanitz et de Bellovitz, qui, dans l'opinion du général russe, couvraient le front de la position des Français. Ainsi donc, son plan était d'attaquer l'armée de Napoléon par son flanc droit, sur lequel de grandes masses devaient se porter avec rapidité et vigueur. La vallée entre Telnitz et Sokolnitz devait être franchie au pas de course ; la cavalerie du prince de Lichtenstein et l'avant-garde du prince Bagration, formant la droite de l'armée alliée, devaient couvrir ce mouvement : le général autrichien sur la plaine entre Kruh et Schlapanitz, à cheval sur la chaussée, et le général russe en soutenant cette cavalerie et garnissant avec son artillerie les hauteurs entre le village d'Owaroschna et la cassine ou cabaret de Lesch. Ce plan était vicieux, même dans les suppositions du général russe ; car l'empereur faisant un effort sur son centre, en admettant qu'il n'eût point attaqué les hauteurs de Pratzen, la gauche de l'ennemi, arrivée au bois de Turas, se trouvait par là même coupée de son centre[1].

La nuit avait cessé : le soleil parut dans tout son éclat sur l'horizon, comme pour être témoin du grand et terrible spectacle que la fortune et la valeur allaient donner à la terre. Napoléon, qui avait passé la nuit à faire ses dernières dispositions, se porta sur le front de bandière, inspecta une grande partie des régiments, les animant par ces heureuses incitations qui lui étaient si familières, leur rappelant leurs exploits passés, leur promettant de nouveaux lauriers, de nobles et grandes récompenses. Il dit, en passant devant le front du 57e régi-

[1] Voyez le plan de la bataille.

1805—an XIV Allemagne.

ment : « Souvenez-vous que, il y a bien des années, je vous ai surnommé *le Terrible;* » et au 28ᵉ, composé, en grande partie, de conscrits des départements du Calvados et de la Seine-Inférieure : « J'espère que les Normands se distingueront aujourd'hui. »

Cependant, à mesure que l'astre du jour, frappant de ses rayons les positions environnantes, achevait de dissiper les vapeurs du matin, on voyait les hauteurs de Pratzen se dégarnir successivement, et les colonnes de l'armée austro-russe inonder la plaine.

En effet, l'armée austro-russe s'était mise en mouvement, dès cinq heures du matin, pour se rendre dans les positions qui lui étaient indiquées. La première colonne, dirigée par le lieutenant général Doctoroff, et composée de vingt-quatre bataillons, s'avança des hauteurs de Hostieraden par Augezd sur Telnitz, pour marcher ensuite vers les étangs à la droite de ce dernier village; la seconde colonne, conduite par le lieutenant général Langeron (Français émigré), forte de dix-huit bataillons, descendant des hauteurs de Pratzen, et marchant, comme la première, par sa gauche, s'approcha du château de Sokolnitz, pour forcer la vallée entre ce village et celui de Telnitz, et s'aligner ensuite avec la première colonne; la troisième, commandée par le général Przibyszewsky, forte de dix-huit bataillons, descendit des mêmes hauteurs de Pratzen, également par sa gauche et dans la direction du château de Sokolnitz, d'où les têtes des trois colonnes, après être parvenues entre Sokolnitz et les étangs situés en arrière, devaient se porter en avant jusqu'aux étangs de Kobelnitz; la quatrième colonne, conduite par le lieutenant général autrichien Kollowrath, forte de vingt-sept bataillons, dont quinze autrichiens, suivant le mouvement de la troisième par sa gauche, devait passer la même vallée (celle qui est entre Sokolnitz et Telnitz), les étangs de Kobelnitz, et aligner sa tête avec celle des autres. Ces quatre colonnes auraient ainsi présenté le front le plus imposant à la droite de l'armée française, dans les suppositions faites par le général Kutusoff et dont nous avons parlé plus haut; le général Kienmayer devait, avec son infanterie, protéger les mouvements de la première colonne, de manière que celle-ci, se

trouvant, par le fait, renforcée de cinq bataillons, devait en jeter quatre dans le bois de Turas; le reste de cette colonne et les trois autres, marchant ensuite en avant entre ce bois et Schlapanitz, auraient attaqué avec de grosses masses la droite des Français, tandis que trois bataillons de la quatrième colonne se seraient occupés d'enlever le village de Schlapanitz.

La cinquième colonne se composait de la cavalerie aux ordres du prince de Lichtenstein, forte de quatre-vingt-deux escadrons. Partant du pied des hauteurs derrière la troisième colonne, elle s'avançait entre Blazowitz et Kruh, pour protéger la marche des colonnes de la droite, et devait se porter ensuite sur la plaine entre Kruh et le cabaret de Lesch, à droite et à gauche de la chaussée, ainsi que nous l'avons dit plus haut.

L'avant-garde, commandée par le lieutenant général prince Bagration, et forte de douze bataillons et quarante escadrons, s'avançait vers les hauteurs entre Owaroschna et la cassine de Lesch, pour y placer de fortes batteries d'artillerie. La réserve du grand-duc Constantin, forte de dix bataillons et de dix-huit escadrons, se disposait à marcher des hauteurs en avant d'Austerlitz et en arrière de Blazowitz et de Kruh, pour soutenir la cavalerie du prince de Lichtenstein et le corps du prince Bagration.

Il est facile de remarquer que le général Kutusoff faisait dépendre le sort de la bataille qu'il allait livrer de l'attaque de sa gauche et du reploiement de la droite des Français sur leur gauche. Il ne comptait pas sur un succès décisif, si le prince Bagration, dans sa position sur les hauteurs d'Owaroschna, n'était pas à même d'opposer une résistance opiniâtre aux attaques que les Français pourraient diriger contre lui; et c'est pour cette cause qu'il avait donné l'ordre au prince de Lichtenstein de tomber sur les colonnes ennemies qui tenteraient d'entamer la gauche du général russe. Dans le cas où l'attaque sur la droite française aurait réussi, le général Bagration devait faire des mouvements contre la gauche et se mettre en communication avec les quatre colonnes d'infanterie; à la suite de quoi l'armée alliée se serait réunie en avant du village de Latein entre Lesch et Nenowitz; le général Buxhoewden commandait la gauche de l'armée, et marchait avec la première

1805—an XIV Allemagne.

colonne; le général en chef Kutusoff était au centre, et marchait avec la quatrième colonne; le prince de Lichtenstein commandait la droite.

L'empereur Napoléon remarqua que la direction de marche des colonnes d'infanterie ennemies devait mettre entre elles de grands intervalles à mesure que leurs têtes s'approchaient de la vallée de Telnitz, Sokolnitz et Kobelnitz. Il demanda au maréchal Soult, qui était auprès de lui en ce moment, combien il lui fallait de temps pour couronner les hauteurs de Pratzen. — « Moins de vingt minutes, répondit le maréchal; le brouillard, qui couvre encore le fond de la vallée où nos troupes sont placées, et la fumée des bivouacs qui s'éteignent, déroberont ce mouvement à l'ennemi. — En ce cas, reprit l'empereur, attendons encore un quart d'heure. » Le maréchal Bernadotte, qui avait passé le ruisseau de Girzikowitz, avait reçu l'ordre de se tenir prêt à marcher offensivement. Au moment où l'attaque allait commencer, Napoléon fit aux troupes qui l'entouraient cette courte et énergique harangue : « Soldats, souvenez-vous que cette bataille doit être un combat de géants. Il faut finir cette campagne par un coup de tonnerre qui confonde l'orgueil de nos ennemis et apprenne enfin au monde que nous n'avons pas de rivaux. »

Le maréchal Soult, en quittant l'empereur, s'était porté sur le village de Kobelnitz, en avant duquel la division Saint-Hilaire se trouvait sous les armes. Le maréchal, passant devant chaque régiment, excita leur ardeur et leur enthousiasme, et, s'arrêtant devant le 10e d'infanterie légère : « Rappelez-vous, dit-il aux soldats et aux officiers, que vous avez battu les Russes en Suisse. — Nous ne l'avons pas oublié, répondirent ceux-ci, encore moins aujourd'hui que jamais. » Cette division se prépara à marcher en avant, ainsi que celle du général Vandamme, qui était à sa droite. La division Legrand, qui formait, comme on l'a vu, l'extrémité droite, où le combat allait s'engager, allait garder sa position.

Le corps du général Kienmayer, étant le plus rapproché de la ligne française, s'était avancé d'Augezd pour forcer le défilé de Telnitz, et frayer ainsi le chemin à la première colonne ennemie. Il y a entre Augezd et Telnitz une plaine assez

étendue, que quelques escadrons de hussards autrichiens traversèrent rapidement; mais le dernier village était occupé par le 3e régiment d'infanterie de ligne, et, sur une hauteur en avant, se trouvait un bataillon des tirailleurs du Pô, pour en défendre l'approche; à droite se montraient de petits partis de cavalerie, tirés d'une masse qui se trouvait auprès de l'étang de Menitz. On se rappelle qu'une division de dragons français était en position au couvent de Raygern avec la division Friant, du corps du maréchal Davoust : les partis dont nous parlons appartenaient à cette division de dragons.

Le général Kienmayer fit porter un détachement de cavalerie sur celle des Français, et fit avancer un bataillon sur la hauteur occupée par les tirailleurs du Pô. Ceux-ci furent renforcés par un bataillon de ligne, et la fusillade s'engagea vivement sur ce point. Les Français se défendirent avec leur intrépidité ordinaire contre les attaques réitérées de l'infanterie autrichienne, que le général Kienmayer renforça d'un bataillon, pendant que sa cavalerie, placée sur les flancs de l'infanterie, contenait celle des Français, qui se faisait voir, comme nous venons de le dire, au delà du défilé de Telnitz. Le général autrichien Stutterheim, après avoir été repoussé deux fois de la hauteur qu'il fallait enlever pour arriver au village, parvint cependant à s'en rendre maître; mais le 3e régiment de ligne et les tirailleurs du Pô défendirent le village et les vignes qui l'environnaient avec encore plus d'opiniâtreté que la hauteur. Le général Kienmayer avait fait avancer le général Carneville, avec les trois bataillons qui lui restaient, au soutien des deux premiers qui avaient peine à se maintenir sur la hauteur dont ils venaient de s'emparer. L'action recommença avec plus de vigueur. La nature avait formé un retranchement naturel autour du village; les vignes étaient bordées par un fossé dans lequel les Français se tenaient comme dans un chemin couvert. Les deux bataillons de Szeckler, infanterie, parvinrent cependant à percer jusque dans le village; mais ils furent repoussés avec perte des deux tiers de leurs soldats tués ou blessés. Ce combat durait depuis plus d'une heure : le général Kienmayer, ainsi engagé, ne voyait point arriver la tête de la première colonne russe, avec laquelle marchait le général Buxhœwden; et d'autres

1805—an XIV Allemagne. troupes du général Legrand se montraient au delà du défilé de Telnitz : dans cette situation critique, il pensait à faire un mouvement rétrograde, lorsque la colonne attendue déboucha enfin d'Augezd. Le général Buxhœwden envoya un bataillon de chasseurs au soutien des Autrichiens, et une brigade russe vint se placer en réserve. Le général Kienmayer fit alors recommencer l'attaque du village, qui fut emporté. Les Français, à l'approche de la formidable colonne ennemie, évacuèrent le défilé pour se former au delà en bataille. Le général Buxhœwden ne voulut pas pousser plus loin avant d'apercevoir la tête de la seconde colonne, qui devait venir à sa droite entre le pied des hauteurs et Sokolnitz.

Sur ces entrefaites, le général Friant, qui s'était avancé du couvent de Raygern vers Sokolnitz sur trois colonnes, arriva, vers neuf heures, au soutien de la division Legrand. Profitant d'un brouillard épais qui s'éleva tout à coup dans la vallée, ces troupes attaquèrent Telnitz. Les chasseurs du 7e régiment russe et un bataillon autrichien, qui occupaient ce village, se retirèrent en désordre jusqu'au delà de la hauteur, et, entraînant dans leur fuite un régiment d'infanterie russe qui devait les soutenir, mirent de la confusion dans une partie de la première colonne ; mais, fort heureusement pour l'ennemi, le général Nostitz chargea brusquement avec deux escadrons de hussards l'infanterie française, et arrêta sa marche victorieuse. Le brouillard dissipé, le général Buxhœwden déploya sa colonne en plusieurs lignes sur la hauteur, et l'aspect de cette masse détermina les Français à évacuer Telnitz, qui fut occupé immédiatement. Le défilé fut ensuite passé, après quelque résistance, par une division de cavalerie ennemie, qui se forma au delà en bataille : Telnitz fut gardé par quelques bataillons et de l'artillerie. Les Français se retirèrent dans la direction de Turas ; et, comme la communication entre la première et la seconde colonne ennemie n'était point établie, ils ne furent point suivis. Cet incident fit éviter à la cavalerie autrichienne de tomber dans le piége qui lui était tendu.

Pendant que ceci se passait à Telnitz, les deuxième et troisième colonnes de l'armée alliée s'étaient avancées vers Sokolnitz, que gardaient deux bataillons de la division Legrand. A

l'approche des chasseurs russes qui marchaient en avant de chaque colonne, ces bataillons se préparèrent à la plus vigoureuse résistance. Ils avaient à leur gauche, sur une hauteur, entre Sokolnitz et Kobelnitz, une batterie de canon dont le feu prenait en écharpe l'ennemi, qui riposta avec vigueur. Cette canonnade, engagée ainsi à gauche et devant Sokolnitz, abîma ce village.

Les généraux Langeron et Przibyszewsky, commandant les deuxième et troisième colonnes russes, sans s'inquiéter de ce qui se passait à la quatrième, sans communication directe avec elle, malgré les instructions du général en chef Kutusoff, sans chercher à avoir connaissance des mouvements offensifs de la ligne française, mouvements que nous allons décrire plus bas, ne songèrent qu'à poursuivre leur marche sur Sokolnitz, et, après une canonnade longue et inutile, leurs troupes emportèrent le village, d'où les Français se retirèrent en bon ordre. En entrant dans Sokolnitz, les deux colonnes s'y croisèrent, ce qui jeta de la confusion parmi elles. Le général Muller, qui commandait une des brigades de chasseurs russes, fut blessé et pris ensuite au delà de ce village.

Disons maintenant ce qui se passait au centre et à la gauche de l'armée française pendant ces attaques faites par l'ennemi sur son extrême droite.

Napoléon avait jugé, comme on l'a vu, que les mouvements de l'armée alliée manquaient d'ensemble et de consistance, et que l'aile gauche, par le grand circuit qu'elle avait à faire, s'éloignait du centre à mesure qu'elle avançait, et déjà il avait fait marcher contre ce centre une partie des masses qu'il tenait réunies, afin de couper ainsi les trois colonnes qui ne cessaient point de s'avancer imprudemment pour tourner et envelopper l'armée française dans une position où elle n'était pas. Toutefois il garda près de lui, sur les hauteurs entre Schlapanitz et Kobelnitz, sa réserve, composée des dix bataillons de la garde impériale et des dix bataillons de grenadiers, dont le général Oudinot, à peine rétabli de sa dernière blessure, avait repris le commandement. Cette réserve ne tira pas un coup de fusil pendant la bataille.

Le maréchal Soult avait fait avancer la division Saint-Hilaire

1805—an XIV Allemagne. pour attaquer les hauteurs et le village de Pratzen, en même temps que le maréchal Bernadotte, qui avait passé le ruisseau de Grzikowitz avec les divisions Rivaud sur la droite et Drouet sur la gauche, se dirigeait sur les hauteurs de Blazowitz ; à gauche de ces deux divisions se plaçait, sur plusieurs lignes, la cavalerie du prince Murat, pour se porter entre Grzikowitz et Kruh. Le maréchal Lannes, ayant à droite la division Caffarelli et à gauche celle du général Suchet, se portait en avant sur la gauche de Murat, à cheval sur la chaussée.

Le combat s'engagea bientôt sur tous les points de cette ligne du centre et de la gauche des Français. Le grand duc Constantin, ayant quitté, à l'heure indiquée, les hauteurs en avant d'Austerlitz pour se porter sur celles de Blazowitz et de Kruh, se trouva, sur ce point, en présence des divisions Drouet et Rivaud et des escadrons de cavalerie légère du prince Murat, que commandait le général Kellermann, et, par conséquent, en première ligne ; ses tirailleurs s'engagèrent avec ceux des Français. Dans cette occurrence, le grand duc se hâta de faire occuper le village de Blazowitz par un bataillon de chasseurs de la garde. Au même instant, arriva le prince de Lichtenstein avec sa colonne de cavalerie : celle-ci, d'après ses instructions, devait se porter sur la gauche du corps du prince Bagration, pour occuper la plaine entre Kruh et le cabaret de Lesch ; mais, marchant derrière la troisième colonne, elle fut arrêtée par les troupes d'infanterie qui la croisèrent lorsqu'elles se portèrent en avant pour descendre des hauteurs de Pratzen, au commencement de l'action. Par ce retard, le prince n'avait pu placer à la hâte que dix escadrons, sous les ordres du lieutenant général Ouvaroff, sur la gauche du prince Bagration, pour assurer le flanc de ce général, qui, déjà, avait une partie de la cavalerie du prince Murat devant lui : trouvant le grand duc engagé avec les tirailleurs de la division du général Kellermann, soutenus à droite et à gauche par ceux des divisions Caffarelli et Rivaud, il s'était décidé à se mettre en bataille pour charger ces dernières troupes. Le régiment des uhlans du grand duc Constantin fut le premier qui se déploya : entraînée par l'ardeur du général Essen, qui la conduisait, cette troupe n'attendit point que les autres régiments fussent formés, et fondit,

sans être soutenue, sur la cavalerie du général Kellermann; celle-ci se retirant par les intervalles de l'infanterie, les uhlans la suivirent inconsidérément, et essuyèrent, presque à bout portant, le feu des bataillons qu'ils traversaient. Ils arrivèrent en désordre au delà de cette première ligne, et se trouvèrent en présence d'une seconde, formée par la cavalerie, qui les reçut avec vigueur. Pendant ce temps, les divisions Caffarelli et Rivaud, formant une ligne sur leur droite et sur leur gauche, prirent ainsi entre leurs feux les uhlans, qui perdirent en un instant plus de 400 hommes, au nombre desquels se trouvaient leur chef, Muller-Zakomelsky, et 16 officiers; le général Essen, qui les avait conduits, fut blessé grièvement. Le reste du régiment, mis dans une déroute complète, regagna avec peine, par sa droite, le corps du prince Bagration, derrière lequel il essaya de se reformer. Ce général s'était porté en avant de la poste de Posorzitz pour s'opposer à la division Suchet, formant la gauche du maréchal Lannes, qui s'appuyait, comme on l'avait vu, au santon près de Bosenitz; et il avait fait occuper par trois bataillons de chasseurs les villages de Kruh et de Holübitz.

Par l'effet de la méprise ou plutôt des dispositions fautives du général en chef ennemi, le centre de l'armée alliée, où le sort de la bataille allait être décidé, était bien plus faible que les deux ailes; la réserve, qui aurait pu le soutenir, se trouvait elle-même engagée en première ligne et avait assez à faire de combattre les troupes qui lui étaient opposées. Ce centre, formé par la quatrième colonne que commandait le général Kollowrath, abandonné de la troisième colonne, si acharnée à la prise de Kobelnitz, et de toute la gauche, était composé de vingt-sept bataillons assez faibles. Les régiments russes qui avaient fait la retraite de Braunau et qui avaient combattu si désastreusement à Diernstein, en faisaient partie, et les bataillons ne comptaient pas plus de 400 hommes; ils étaient commandés par Miloradowitch; les quinze bataillons autrichiens étaient presque tous de nouvelle levée et organisés depuis cinq semaines. La force totale de cette colonne était de 15,000 hommes environ.

L'empereur Alexandre, accompagnant le général en chef Ku-

1805 – an XIV Allemagne. tusoff, était arrivé à la tête de la quatrième colonne au moment où elle allait commencer son mouvement ; mais, afin de donner aux autres colonnes de la gauche le temps d'avancer par le circuit qu'elles avaient à faire, le général Kollowrath avait eu ordre de ne s'ébranler qu'à huit heures du matin. Le combat de Telnitz était donc engagé et les trois colonnes de la gauche en pleine marche lorsque celle du centre se forma et se rompit par pelotons par la gauche. Les douze bataillons russes, sous les ordres du lieutenant général Miloradowitch, avaient la tête de la colonne ; deux de ces bataillons et un escadron du régiment de dragons de l'archiduc Jean formaient l'avant-garde, et marchaient à peu de distance du gros des troupes.

Il était neuf heures du matin lorsque cette colonne du centre ennemi, arrivée sur les hauteurs à la droite de Pratzen, terrain qu'avaient occupé pendant la nuit les troupes du général Przibyszewsky (troisième colonne), aperçut tout à coup, dans un fond en avant de Pratzen, une masse d'infanterie française : c'étaient les trois brigades de la division Saint-Hilaire, commandées par les généraux Morand, Thiébault et Varé, et formées en colonnes d'attaque. Elles se mirent en mouvement au moment où l'avant-garde ennemie s'approcha de Pratzen ; celle-ci se hâta d'occuper le village et de passer un pont qui était en avant, et plaça un de ses bataillons sur une hauteur à gauche, où se trouvait encore la queue de la troisième colonne ; le second bataillon de l'avant-garde resta dans le village.

Le général Kutusoff, surpris par ce mouvement de la division Saint-Hilaire et se voyant attaqué lorsqu'il croyait être lui-même attaquant, sentit aussitôt combien il était important de conserver Pratzen, vers lequel s'avançaient les colonnes françaises. Cette position était dominante, elle seule assurait les derrières de la troisième colonne, qui marchait toujours et s'aventurait sans songer à ce qui pouvait arriver sur sa droite et à sa queue, tant le général Przibyszewsky, qui la conduisait, avait hâte de parvenir à sa destination. L'occupation du plateau de Pratzen décidait de la bataille ; il était la clef de la position que l'armée austro-russe venait de quitter en partie, et dans la situation où se trouvaient alors les différentes colonnes le sort de celle-ci dépendait de la troupe qui resterait maîtresse

de cette hauteur. Ainsi donc, dès que le général Kutusoff, qui était à la tête de la colonne, vit les Français si près de lui, il fit ses dispositions pour leur faire face et pour occuper la hauteur. Il dépêcha en même temps un de ses aides de camp au prince de Lichtenstein pour lui demander quelque cavalerie, et ce général lui envoya quatre régiments russes. 1805—an XIV Allemagne.

Cependant les deux brigades Morand et Thiébault s'avançaient sans précipitation et dans l'ordre le plus parfait : celle du général Varé marchait sur la droite de ce village et menaçait de passer dans l'intervalle de la colonne russe et des quatre régiments de cavalerie envoyés par le prince de Lichtenstein. Le général Kutusoff fit avancer son infanterie de ce côté, dirigea un renfort vers son avant-garde ; mais les colonnes d'attaque des généraux Thiébault et Morand avaient déjà joint cette troupe, qui abandonna la hauteur sur laquelle elle était parvenue après une résistance assez vive.

Les Russes voulurent regagner le terrain qui venait d'être perdu ; mais les colonnes françaises, s'avançant toujours sans répondre au feu que faisait sur eux le renfort envoyé à l'avant-garde, ne commencèrent à tirer qu'à cent pas de distance des premiers rangs de l'ennemi. Cette fusillade générale et bien nourrie fut très-meurtrière. Le général Saint-Hilaire fit avancer ses deux brigades (Thiébault et Morand) sur la hauteur, appuyant sa gauche à l'église de Pratzen et sa droite sur le point culminant des hauteurs. Le général Morand plaça le 10e régiment d'infanterie légère en potence, pour faire face à une brigade de la queue de la troisième colonne. Cette troupe, séparée de sa colonne, était encore sur la hauteur, et menaçait la droite de la division française.

L'empereur Alexandre, qui était avec le gros de l'infanterie de la colonne, et qui, faisant pour ainsi dire ses premières armes, s'exposait comme un simple officier pour essayer de donner de l'élan à ses troupes, ordonna à ses bataillons de se porter rapidement en avant et de prendre les Français en flanc. Le général Kollowrath reçut l'ordre de les arrêter sur la gauche, et se porta, à cet effet, avec deux brigades autrichiennes, contre les hauteurs sur lesquelles les brigades françaises s'étendaient de plus en plus en poursuivant les bataillons russes qui

1805—an XIV Allemagne. avaient été poussés en avant. Il faut rendre justice aux Autrichiens en cette circonstance : leurs bataillons, quoique peu exercés, comme nous l'avons déjà dit, se portèrent à cette attaque avec beaucoup de sang-froid et d'intrépidité. Ils abordèrent le 36e régiment de ligne français, qui les reçut avec fermeté et se défendit longtemps contre des forces doubles des siennes ; mais comme les bataillons auxquels il s'appuyait s'étendaient un peu trop à gauche et à droite, le 36e dut céder un moment du terrain ; mais le général Saint-Hilaire ayant fait resserrer ses troupes, ce régiment reprit l'offensive ainsi que le 14e : l'un et l'autre composaient la brigade du général Thiébault. Le colonel Mazas, du 14e, fut tué dans ce combat ; le colonel du 36e, La Mothe-Houdard, fut blessé ; le général Thiébault eut un cheval tué sous lui, et son aide de camp, Richebourg, resta sur le champ de bataille.

Sur ces entrefaites, la division du général Vandamme était arrivée à la gauche de la division Saint-Hilaire et le général en chef Kutusoff avait fait venir en toute hâte une brigade appartenant à la seconde colonne russe (celle du général Langeron) et qui était restée, on ne sait trop par quel motif, en réserve sur la hauteur que cette colonne avait occupée pendant la nuit. Ces troupes vinrent renforcer la brigade russe Kaminski, et soutenir les brigades autrichiennes.

Le maréchal Soult, pour se lier aux troupes du centre et afin d'éviter que l'ennemi, passant par l'intervalle qui existait entre sa gauche et celle du maréchal Bernadotte, ne se portât sur ses derrières, avait fait appuyer à gauche une des brigades de la division Vandamme (celle du général Schinner). Cette troupe avait à peine achevé le mouvement prescrit lorsqu'elle fut chargée par une partie de la cavalerie de la garde russe, qui se portait alors en toute hâte sur le terrain où l'infanterie de cette garde était engagée avec les divisions du maréchal Bernadotte. Un bataillon du 4e régiment de ligne fut entouré, sabré et perdit son aigle. Si, au lieu de se porter après cette charge sur la division Drouet, qui formait la droite du maréchal Bernadotte, cette cavalerie eût continué son mouvement offensif sur la gauche du maréchal Soult, elle lui aurait fait beaucoup de mal, et aurait opéré une diversion puissante ; mais elle con-

tinua à s'avancer, comme on le verra plus bas, pour dégager l'infanterie du grand duc Constantin. La brigade Schinner eut peu de monde tué : pressés, renversés par le choc impétueux de la cavalerie ennemie, les soldats se mirent ventre à terre, et la plus grande partie des deux régiments français regagna la seconde brigade et se remit en ligne. 1805—an XIV Allemagne.

Le général ennemi pensa qu'il n'y avait qu'une attaque générale et à la baïonnette qui pùt arrêter les progrès des brigades françaises qui occupaient la hauteur de Pratzen, et leur faire céder un terrain qu'elles maintenaient avec tant de fermeté et sur lequel elles s'étendaient même avec tant d'audace. Les brigades autrichiennes et russes s'avancèrent donc au pas de charge et en poussant des *hurrahs* sur celles des Français, qui les reçurent avec un feu bien nourri. Les rangs serrés des Russes furent bientôt éclaircis par cette fusillade terrible. Les bataillons russes du général Miloradowitch (les mêmes qui, au commencement du combat, marchaient en tête de la quatrième colonne), s'étant ralliés, s'avancèrent ensuite sur la droite ; mais ils reçurent le même accueil : les généraux majors Berg et Repninski, furent blessés. Cette attaque, d'abord si vive et si impétueuse, se ralentit tout à coup ; les Russes et les Autrichiens montrèrent de l'incertitude, et ne se défendirent plus que par un feu mal dirigé. Vainement quelques chefs essayèrent-ils de redonner de l'élan à leurs corps : trois bataillons autrichiens, conduits par le général Jurczech, réussirent un moment à ébranler une partie de la ligne française ; mais ce général fut également blessé et ses troupes promptement dispersées. Les Français continuèrent à s'avancer en poussant devant eux les brigades russes et autrichiennes, et restèrent enfin maîtres absolus de toutes les hauteurs de Pratzen, que l'ennemi perdit sans ressource, abandonnant aux vainqueurs la plus grande partie de son artillerie, que, dans sa fuite précipitée, il ne put emmener. Afin d'augmenter encore la confusion de cette retraite, le maréchal Soult fit avancer son artillerie, qui causa de grands ravages, surtout parmi les troupes autrichiennes, qui perdirent un général, six officiers supérieurs, 2,000 hommes de troupes. Ce combat avait duré plus de trois heures, et, pendant une de ces heures, la mêlée avait été extraordinairement chaude :

1805 — an XIV Allemagne.

il venait de décider du sort de la journée. Les troupes de la quatrieme colonne des alliés se replièrent sur Wasehau, et le genéral Kollowrath les rassembla dans une position entre Hodiegitz et Herspitz.

Le maréchal Soult, en possession des hauteurs de Pratzen, n'y laissa que les troupes jugées suffisantes pour garder cette position, et se porta avec les autres sur les derrières des troisième et deuxième colonnes russes, dont les têtes étaient engagées alors, comme on l'a vu, dans les défilés de Sokolnitz et de Telnitz.

Revenons à l'autre partie du centre et à la gauche de l'armée française. Après la malheureuse attaque faite par les uhlans du grand duc Constantin, le prince de Lichtenstein avait couvert, avec sa cavalerie, une partie du terrain entre Blazowitz et Pratzen, et les Français avaient un peu cédé de ce terrain, pour éloigner davantage cette cinquième colonne ennemie de la quatrième. Le général autrichien Caramelli chargea avec les cuirassiers de Lorraine sur une des colonnes de l'infanterie française qui s'avançait de Grzikowitz, et profitait des vignes qui s'étendent de ce village vers celui de Pratzen, pour essayer de prendre en flanc les Russes qui combattaient alors sur les hauteurs. La charge des cuirassiers autrichiens arrêta quelques instants cette infanterie; mais le régiment ennemi fut repoussé avec perte ainsi que celui de Nassau, que le prince de Lichtenstein avait fait avancer pour soutenir le premier et qui chargea après lui. Mais alors les troupes du maréchal Soult achevaient la déroute de la quatrième colonne austro-russe sur les hauteurs de Pratzen; et le prince de Lichtenstein, déjà prévenu, comme on sait, par le général Kutusoff de la position difficile de celui-ci, crut devoir se porter de ce côté pour couvrir la retraite de la colonne battue avec ce qui lui restait encore de cavalerie. Il contribua puissamment à rallier les bataillons russes et autrichiens du général Kollowrath, et occupa jusqu'à la nuit le pied de la hauteur de Pratzen, entre ce village et celui de Krzenowitz.

Pendant ce temps, la réserve du grand duc Constantin se trouvait engagée dans un combat non moins opiniâtre que celui des hauteurs de Pratzen. On a vu que le grand duc avait

fait occuper le village de Blazowitz par un bataillon de chas- 1805—an XIV
seurs de la garde russe : ce village fut attaqué et emporté par Allemagne.
les troupes de Bernadotte. Le prince, voulant reprendre Blazowitz, descendit avec ses bataillons des hauteurs sur lesquelles il était placé, et s'avança en ligne sur les troupes du maréchal Bernadotte : le combat s'engagea par une fusillade très-vive. Les tirailleurs de la division Drouet, qui était la plus rapprochée, disputèrent le terrain aux chasseurs de la garde russe avec une rare intrépidité, et ne se replièrent que lorsque le grand duc eut fait charger à la baïonnette sur leurs petits pelotons.

Le maréchal Bernadotte fit porter en avant la compagnie d'artillerie légère du 6e régiment, commandée par le capitaine Charrue, et le feu de ses six pièces porta le ravage dans les rangs de l'infanterie russe et la mit en désordre. Les régiments 27e léger, 94e et 95e de ligne, formant la division Drouet, s'avancèrent ensuite et achevèrent de culbuter les bataillons de la garde russe. Le grand duc, après avoir cherché à reformer son infanterie, qui était serrée de près, commença à se retirer. Peu de temps après, la cavalerie française le chargea de nouveau et mit de la confusion dans ses bataillons qui passèrent en désordre le ruisseau en arrière de Blazowitz; mais en ce moment on vit accourir le régiment des chevaliers-gardes et les cosaques de la garde, qui avaient reçu l'ordre de se porter sur ce point. Cette cavalerie d'élite, conduite par son chef, Depreradowitch, chargea la division française, et, n'ayant pu l'entamer, passa dans les intervalles des régiments; mais elle se trouva tout à coup en présence de la cavalerie de la garde impériale française, que l'empereur avait fait avancer pour appuyer le mouvement offensif du maréchal Bernadotte et qui était conduite par le maréchal Bessières. L'intrépide général Rapp et le brave colonel Morland, qui commandaient les chasseurs, mameloucks et grenadiers à cheval, repoussèrent vigoureusement la garde russe et la rejetèrent sur les troupes des généraux Drouet et Rivaud, dont elle traversa de nouveau les intervalles en recevant leur feu, qui lui fit perdre beaucoup de monde. Ces attaques, qui ne durèrent pas plus d'un quart d'heure, coûtèrent aux chevaliers-gardes, en tués et blessés, 16 officiers, 200 cuirassiers et 300 chevaux; mais elles don-

1805 — an XIV Allemagne. nèrent à l'infanterie de la garde russe le temps de sortir des ravins. Les 3e et 4e escadrons qui chargèrent la cavalerie française furent les plus maltraités. Pris en flanc et de front par les grenadiers et les chasseurs à cheval, il en fut fait un terrible carnage : le 4e escadron des chevaliers-gardes-cuirassiers fut presque complétement détruit : 18 hommes seulement survécurent à ce désastre. Les autres escadrons, culbutés, traversèrent le ruisseau et allèrent se reformer en avant d'Austerlitz. Le prince Repnine, l'un des chefs d'escadron des chevaliers-gardes, fut blessé et fait prisonnier par le général Rapp lui-même; bon nombre d'officiers et de cavaliers éprouvèrent le même sort. Aussitôt que cette cavalerie eut dépassé l'obstacle que les divisions françaises offraient à sa retraite, celles-ci continuèrent leur mouvement en avant sur le plateau de Blazowitz, et furent suivies par la cavalerie de la garde. Le colonel du régiment de chasseurs, Morland, dans cette poursuite de la garde impériale russe, fut tué par la mitraille d'une pièce à laquelle les canonniers russes mirent le feu en désespérant de la sauver. Cette même décharge blessa à la cuisse le colonel Gérard, premier aide de camp du maréchal Bernadotte, et démonta le capitaine Pernet, aide de camp du général Léopold Berthier. Le chef d'escadron Chaloppin, autre aide de camp du maréchal, fut tué dans une dernière charge qui eut lieu sur la troupe en retraite.

Le maréchal Bernadotte fit occuper Krzenowitz par le 27e d'infanterie légère, et plaça sur tout le front de sa ligne, sur la hauteur à gauche du village, s'étendant vers Blazowitz, toute son artillerie : celle-ci, à laquelle vinrent se joindre deux batteries de la garde, fit encore beaucoup de mal à l'ennemi, jusqu'à ce qu'il fût hors de portée. La garde impériale russe, ainsi maltraitée, se retira sur Austerlitz.

Nous avons laissé, à la gauche, le maréchal Lannes s'avançant avec les deux divisions Caffarelli et Suchet des deux côtés de la chaussée de Brünn à Olmütz. Il rencontra en avant de la poste de Posorzitz la gauche des troupes du prince Bagration, marchant pour occuper les hauteurs en avant d'Owarochna avec son infanterie, tandis que le général Ouwaroff, détaché de la colonne du prince de Lichtenstein, restait

près de Holübitz, qui était occupé, ainsi que le village de Kruh, par de l'infanterie ennemie. Le maréchal Lannes avait, pour couvrir sa gauche et sa retraite, en cas d'échec, cette fameuse position du santon dont nous avons déjà parlé, défendue par dix-huit pièces de canon et gardée par le 17ᵉ d'infanterie légère, sous les ordres du général Claparède. C'était cette même position que, d'après ses instructions, le prince Bagration devait occuper et où il se trouvait prévenu par l'effet des judicieuses dispositions de l'empereur. Attaqué par sa gauche, le prince russe fut obligé de la renforcer et d'envoyer presque tout ce qu'il avait de cavalerie pour soutenir celle du général Ouwaroff, menacée également par le mouvement du maréchal Lannes, qui, après avoir chassé l'infanterie russe du général Oulanius des villages de Kruh et de Holübitz, avançait toujours avec ses colonnes, protégées par une partie de la cavalerie du prince Murat. La droite des Russes ainsi affaiblie arriva au pied du santon. Ignorant encore toute la force de cette position, le prince Bagration n'hésita point à l'attaquer dans l'espoir de s'en rendre promptement maître; mais il ne tarda pas à être désabusé. L'artillerie française, tirant avec vivacité et précision sur les troupes russes, les obligea bientôt de rétrograder jusqu'à Posorzitz, où elles auraient été coupées et prises sans les efforts du général Ouwaroff, qui, par suite du renfort dont nous venons de parler, se trouvait alors à la tête de trente escadrons. Au moyen de la résistance de ce général, qui soutint avec vigueur les charges brillantes de la cavalerie française, le prince Bagration put se maintenir dans Posorzitz jusqu'au moment où la cavalerie de la garde russe, culbutée en arrière de Blazowitz par la cavalerie de la garde française, lui fit craindre d'être entièrement tourné. Il fit alors sa retraite sur Austerlitz, protégé par la cavalerie du général Ouwaroff. La route de Wischau étant ainsi découverte, les troupes du maréchal Lannes et celles du prince Murat s'y jetèrent et enlevèrent la plus grande partie des équipages de l'armée, qui filaient vers cette ville.

1805 - an XIV Allemagne.

Nous allons maintenant ramener l'attention des lecteurs sur la droite de l'armée française, où avait commencé l'attaque.

Les première, deuxième et troisième colonnes de l'armée

1805—an XIV Allemagne. alliée, après l'occupation de Telnitz et de Sokolnitz, avaient poursuivi leur marche sans chercher à s'assurer des mouvements qui pouvaient s'opérer à leur droite; le général Buxhœwden, qui les dirigeait en chef, trop fixé à la teneur de ses instructions, n'y faisait même pas les changements que le terrain et la position de ses adversaires auraient dû lui indiquer, et qui, n'ayant pas pu être prévus ni spécifiés dans le plan général qu'avait arrêté le général en chef Kutusoff, étaient par cela même restés à sa discrétion. Ces masses ennemies étaient fortes de cinquante-cinq bataillons, en ne comptant pas les deux brigades des deuxième et troisième colonnes que l'on a vues présentes au combat des hauteurs de Pratzen et qui avaient suivi la chance de la quatrième colonne après cette affaire. Elles offraient un total de près de 30,000 combattants et n'avaient réellement devant elles qu'une brigade de la division Legrand [1] et la division Friant, du corps du maréchal Davoust. On concevra aisément que si le général Buxhœwden avait observé, comme il pouvait et devait le faire, les mouvements de la ligne française, et qu'il eût exécuté une manœuvre hardie par la hauteur de la chapelle, au-dessus d'Augezd, qui se prolonge jusqu'à Pratzen, il eût peut-être, sinon rétabli le combat, au moins rendu la journée moins décisive.

Nous avons dit que la première colonne ennemie s'était avancée par le défilé de Telnitz, et que, les deuxième et troisième colonnes s'étant croisées dans Sokolnitz, il en était résulté un encombrement fâcheux. Le général Legrand avait mis à profit cette circonstance pour faire tourner le village par le colonel Franceschi à la tête des troupes qui venaient de se retirer de Telnitz : c'était au moment où le maréchal Soult était déjà maître des hauteurs de Pratzen. D'une autre part, le général Friant attaquait ce même village de Sokolnitz avec sa première brigade, comman-

[1] La seconde brigade de cette division, commandée par le général Levasseur, avait été placée en réserve en avant du ruisseau et du village de Kobelnitz, d'où elle marcha ensuite sur le flanc et les derrières de l'ennemi lorsque celui-ci voulut reprendre les hauteurs de Pratzen, mouvement imprévu, qui contribua beaucoup à la déroute de cette quatrième colonne austro-russe. Cette brigade resta avec les divisions Saint-Hilaire et Vandamme jusqu'à la fin de la journée.

dée par le général Heudelet et composée du 108e régiment de ligne, de trois compagnies de voltigeurs du 15e léger et du 1er régiment de dragons. Les voltigeurs et le 108e se précipitèrent au pas de charge dans le village, en renversant tout ce qui se trouvait devant eux. L'ennemi, très en force, comme on vient de le voir, opposa une longue résistance; plusieurs pièces de canon russes furent prises et reprises. Le général Heudelet commençait à s'établir, poussant les Russes devant lui, lorsqu'un feu très-vif, parti d'un des régiments de la colonne Franceschi, qui prit la troupe française pour un des corps ennemis, força celle-ci à se jeter dans un petit bois qui se trouve à la gauche du village. L'ennemi y rentra; mais, pendant ce temps, le général Friant avait fait avancer la seconde brigade, commandée par le général Lochet. Elle arriva au pas de charge; le 48e régiment, qui marchait en tête et la baïonnette en avant, culbuta tout ce qui voulut arrêter son élan, et parvint à se rendre maître de la partie droite du village. Il prit deux pièces de canon, deux drapeaux et plusieurs caissons. Le 111e, voyant l'ennemi déborder la gauche du village, par suite des progrès du 48e, envoya de nombreux tirailleurs sur la droite et s'avança contre lui de ce côté, au lieu de suivre le mouvement de ce dernier régiment : les Russes furent repoussés et culbutés sur un autre corps, qui marchait en ce moment pour couper la deuxième brigade du général Friant de la troisième, commandée par le général Kister. Celle-ci arrivait sur le terrain où elle se déploya ensuite. Le général Friant, qui marchait avec elle, fit charger le 15e léger et le 33e de ligne, qui la composaient. L'attaque fut des plus vigoureuses : le corps russe fut poussé sur Sokolnitz, où le 15e léger entra pêle-mêle avec lui. Cette lutte de 5 à 6,000 Français contre une force quadruple, car il ne faut pas oublier que les deuxième et troisième colonnes de l'armée alliée étaient réunies sur ce point, n'est pas un des faits les moins remarquables de cette étonnante journée. Elle durait depuis trois heures avec des chances variées, lorsque le général Friant, qui venait d'être forcé de faire un mouvement rétrograde [1],

[1] Le quinzième régiment léger, alors commandé par le chef de bataillon Dulong, fit des prodiges de valeur dans cette circonstance. Accablé par une

1805—an XIV Allemagne. reformant et réunissant ses troupes, leur rappela en peu de mots leur belle conduite dans cette matinée et la gloire qu'elles allaient acquérir en triomphant, par un dernier effort, des forces immenses avec lesquelles elles étaient aux prises. Ses dispositions étant faites, il fit avancer ses trois brigades à la baïonnette sur le village et sur les hauteurs qui le couronnent. Les Russes, malgré leur nombre et leur résistance, ne purent tenir contre cette nouvelle attaque, que seconda bien la brigade de la division Legrand. Ils furent mis en déroute sans retour : le village, les hauteurs, tout fut enlevé en peu d'instants. Ces deux colonnes ennemies, dispersées, se retirèrent en partie, et dans le plus grand désordre, vers un étang entre Kobelnitz et Sokolnitz, qu'elles cherchèrent à passer sur la glace qui le couvrait.

Pendant cette attaque de la division Friant et d'une des brigades de la division Legrand sur le village de Sokolnitz, les hauteurs de Pratzen avaient été enlevées, ainsi que nous l'avons déjà dit, par les troupes du maréchal Soult et celui-ci avait dirigé la division Saint-Hilaire sur Sokolnitz afin de prendre en queue les colonnes russes qui s'y trouvaient. Ce mouvement n'avait pas peu contribué au succès dont nous venons de rendre compte. Comme les troupes de la colonne Przibyszewsky se pressaient sur Sokolnitz, la division Saint-Hilaire parvint, sans rencontrer d'ennemis à combattre, jusqu'au château de Sokolnitz, situé à un grand quart de lieue du village du même nom; mais ce château et ses dépendances

nouvelle colonne de six mille Russes, qui venaient de reprendre le village de Sokolnitz, il parvint à se dégager. Les lieutenants Deschamps et Brondès, porte-aigles de ce régiment, disputèrent leurs enseignes, avec une bravoure incroyable, contre plus de trente grenadiers russes qui voulaient s'en emparer, et les conservèrent. Deschamps, doué d'une force extraordinaire, avait assommé plusieurs de ses adversaires avec l'aigle qu'il tenait entre ses mains. Dans son mouvement rétrograde, le régiment marchait avec trop de précipitation pour se reformer et arrêter les progrès de l'ennemi, lorsque le commandant Dulong, saisissant l'aigle du deuxième bataillon, s'écrie tout à coup : « Soldats ! je m'arrête ici ; voyons si vous abandonnerez votre étendard et votre chef ! » Cette noble apostrophe arrêta une partie des fuyards. Le deuxième bataillon fit face en tête, et fut bientôt imité par le premier : les Russes furent contenus, et bientôt après repoussés.

étant fortement occupés, la brigade du général Thiébault, qui marchait la première, attaqua cette position avec la même vigueur qu'elle venait de déployer à Pratzen : après une vive résistance de la part des Russes, qui défendirent pied à pied toutes les parties de cette vaste habitation, elle l'enleva. Le général Thiébault fut blessé très-grièvement dans cette action. L'ennemi, qui avait perdu beaucoup de monde dans cette attaque, fut poussé jusqu'à l'étang de Sokolnitz, où étaient déjà acculées les troupes qu'avait culbutées la division Friant. Quelques bataillons réussirent à traverser l'étang; mais la glace, cédant sous le poids des autres, rompit, et un très-grand nombre d'officiers et de soldats s'y noyèrent. Le lieutenant général Przibyszewsky, les généraux Stryck et Selkoff et 6,000 hommes furent faits prisonniers dans la vallée de Sokolnitz; il y eut un nombre à peu près pareil de tués et de noyés, et les deux colonnes perdirent toute leur artillerie.

Une partie des débris de la colonne du général Langeron s'était enfuie en désordre sur Augezd; ce qui put conserver quelque apparence de formation se replia sur les troupes de la première colonne.

Le général Buxhœwden, qui commandait l'aile gauche et qui se trouvait, avec cette première colonne, instruit trop tard de l'attaque que le maréchal Soult avait faite sur le centre de l'armée alliée, venait d'ordonner un mouvement pour secourir ce centre; mais, par suite de la fatalité qui présida à toutes les opérations des Russes dans cette journée, il avait pris une fausse direction pour faire la diversion qu'il projetait. On se rappelle que la cavalerie de la première colonne ennemie, après avoir franchi le défilé de Telnitz, s'était mise en bataille au delà sans oser poursuivre la troupe française avec laquelle elle avait été engagée dans la plaine entre Telnitz et Turas. Cette cavalerie, sur l'ordre du général Buxhœwden, avait repassé le village de Telnitz, que l'infanterie évacua également. Quelques bataillons et escadrons s'arrêtèrent sur la hauteur en deçà pour observer et contenir les corps français qui pourraient s'avancer de ce côté et pour assurer la marche du reste de la colonne sur Augezd, par où elle était venue. Deux régiments autrichiens de cavalerie légère et deux de cosaques s'avancèrent dans la

1805—an XIV Allemagne. plaine, entre le pied des hauteurs et les villages de Telnitz et de Sokolnitz, pour protéger le flanc de l'infanterie russe, avec laquelle marcha le régiment des hussards de Hesse-Hombourg, conduit par le général Nostitz.

Cependant le maréchal Soult, que nous avons laissé maître des hauteurs de Pratzen, s'était porté de ces hauteurs vers le château de Sokolnitz et la chapelle Saint-Antoine au-dessus du village d'Augezd; l'empereur Napoléon avait fait avancer à la suite des divisions Saint-Hilaire et Vandamme et de la brigade Levasseur les vingt bataillons de grenadiers de sa réserve (la garde à pied et la division Oudinot), et lui-même, avec l'artillerie légère de la garde, descendait vers la chapelle.

Au moment où la colonne ennemie commençait à traverser Augezd, la division Vandamme, descendant de la hauteur de la chapelle, se précipita dans le village, et s'en empara après une courte, mais très-vive fusillade. Le général Buxhœwden se trouva coupé avec deux bataillons et réussit à joindre les troupes de l'armée déjà retirées près d'Austerlitz; mais plus de 4,000 hommes furent pris dans Augezd et autour de ce village. Un parc de cinquante pièces d'artillerie, marchant sous la garde de quatre bataillons, voulut suivre une ancienne digue submergée, servant autrefois de communication entre Augezd et le village de Satschan; mais la glace qui couvrait le lac de Satschan, n'étant pas assez forte pour supporter ce poids énorme, rompit lorsque le convoi était au millieu du lac : hommes, chevaux, canons, caissons, tout fut englouti. Le nombre des troupes qui périrent ainsi était d'autant plus considérable qu'un grand nombre de fuyards avaient suivi sur le lac les quatre bataillons russes qui escortaient cette artillerie, et qui, fidèles à leur mission, ne s'étaient point rompus avant cette catastrophe. L'empereur Napoléon ne put s'empêcher de déplorer le sort de ces braves et malheureux soldats, qui méritaient un meilleur sort et d'avoir des chefs plus habiles[1]. Une pareille scène allait avoir lieu plus loin.

[1] On amena à l'empereur le général Langeron, qui venait d'être fait prisonnier. « Qui commande l'armée russe? lui dit Napoléon. — Sire, c'est l'empereur Alexandre. — Je vous demande le nom de votre général en chef.

Le centre et la queue de la première colonne (à laquelle s'étaient joints, comme nous l'avons dit, quelques débris intacts de la seconde), protégés par la cavalerie qui marchait sur leur flanc gauche, s'étaient repliés, mais assez en désordre, dans la plaine entre Telnitz et Augezd : le lieutenant général Doctoroff réunit et reforma ses corps. Toutefois la retraite de cette portion de la colonne, ainsi réorganisée, devenait très-difficile, et ne pouvait s'effectuer que sur une digue très-étroite, entre les deux lacs de Satschan et de Menitz, qui ne donnait passage qu'à deux ou trois hommes de front. Il était à craindre que les Français, en passant Augezd et Satschan et en faisant le tour du lac, ne coupassent cette digue, et n'enlevassent par conséquent tout moyen de salut aux Russes. Le général Kienmayer, qui, le premier, vit ce danger, se porta en avant avec un régiment de hussards, et se plaça sur les hauteurs entre Satschan et Ottnitz, pour observer ce point. L'infanterie russe, toujours sous la protection de la cavalerie, se porta sur une hauteur dont la droite touche au lac de Menitz, et le général Doctoroff fit occuper Telnitz par un régiment, pour donner le temps à la colonne de filer; mais à peine cette dernière troupe s'établissait-elle dans le village qu'elle y fut vivement attaquée. La division Vandamme, poursuivant le beau succès qu'elle venait d'obtenir à Augezd, s'était avancée pour achever d'anéantir la colonne dont le général Doctoroff s'efforçait de sauver ainsi une partie; elle avait avec elle une brigade de dragons commandeé par le général Boyer, que le maréchal Soult avait envoyée d'abord sur la colonne ennemie avant qu'elle eût atteint la hauteur de Menitz, mais qui, voyant cette infanterie russe soutenue par la cavalerie autrichienne, n'avait pas cru devoir la charger. La division Vandamme emporta le village de Telnitz. La cavalerie ennemie, foudroyée par la mitraille de l'ar-

1805—an XIV Allemagne.

— Le général Kutusoff. — A la bonne heure; car l'empereur Alexandre est encore trop jeune pour diriger les opérations d'une armée. » Puis, changeant de matière, Napoléon, qui déjeunait alors, fit verser du vin dans une tasse d'argent, et la présentant au général émigré : « Buvez, monsieur de Langeron; c'est du vin de Bourgogne, cela vous fera du bien. » (Le général Langeron, français émigré, alors au service de Russie, était né dans la ci-devant province de Bourgogne.

1805—an XIV Allemagne. tillerie légère de la garde, que l'empereur avait fait avancer avec la division Vandamme, se jeta sur la hauteur où se trouvait la colonne d'infanterie qui filait sur la digue entre les deux lacs, et la mit en désordre. Pendant que cette infanterie, ainsi refoulée par les siens, accélérait sa retraite par la digue, une batterie d'artillerie légère russe, assez avantageusement placée, ripostait vivement au feu de celle de la garde, et permettait à la cavalerie de garder sa position assez de temps pour que le passage s'effectuât, mais non sans une grande perte d'hommes, qui se noyèrent encore dans les deux lacs : l'artillerie française, maîtresse de la hauteur que la cavalerie ennemie fut à la fin forcée d'abandonner, tua beaucoup de monde à celle-ci lorsqu'elle traversa la digue à la suite de son infanterie.

Le général Doctoroff, ainsi protégé par le dévouement de la cavalerie, presque toute autrichienne, s'arrêta sur les hauteurs de Neudorf, où il s'efforça de rétablir l'ordre dans ses bataillons, qui formaient encore une masse de 8,000 hommes. Il était quatre heures et demie du soir, et la nuit, qui commençait à étendre ses voiles, put seule sauver ces débris de la gauche ennemie de l'ardente poursuite des Français. La retraite se continua par Butschowitz : les Austro-Russes marchèrent toute la nuit par une pluie abondante et glaciale, qui acheva d'abîmer les chemins et d'embourber ce qui restait d'artillerie. La cavalerie autrichienne fit l'arrière-garde, sans être suivie par les Français, qui restèrent en deçà de la digue. Les deux empereurs d'Autriche et de Russie, après s'être donné beaucoup de peine pour réunir tout ce qui s'était échappé du champ de bataille, se retirèrent derrière Austerlitz, dans la position de Hodiegitz. L'armée victorieuse couronna la position qu'avait occupée l'armée vaincue dans la nuit précédente.

Les alliés eurent plus de 40,000 hommes hors de combat dans cette mémorable journée, à laquelle Napoléon imposa le nom de bataille d'Austerlitz[1] ; 18,000 Russes et 600 Autrichiens furent tués par le feu ou noyés, le reste blessés ou faits

[1] Les soldats français l'avaient nommée bataille des trois empereurs; mais la dénomination donnée par Napoléon prévalut, et c'est la seule qui soit devenue historique.

prisonniers, et parmi ces derniers 15 généraux et plus de 400 officiers russes de tout grade. La perte de l'armée française, dont 20,000 soldats n'avaient pas brûlé une cartouche, fut évaluée dans le temps, d'après le rapport des différents corps, à 2,000 morts et à 4 ou 5,000 blessés. Parmi ces derniers se trouvaient le général Saint-Hilaire, qui, frappé au commencement de l'action, demeura sur le champ de bataille, et continua de commander sa division pendant toute la journée; les généraux de division Kellermann et Walther; les généraux de brigade Valhubert (il mourut, quelques jours après, des suites de ses blessures), Thiébault, Sébastiani, Compans et Rapp. Les colonels Morland et Mazas, le chef d'escadron Chaloppin, aide de camp du maréchal Bernadotte, et plusieurs autres officiers d'état-major avaient été tués. Parmi les blessés on comptait les colonels Lacour, du 5e de dragons; Digeon, du 26e de chasseurs[1]; Bessières (frère du maréchal), du 11e de la même arme; Gérard, premier aide de camp du maréchal Bernadotte; Marez, aide de camp du maréchal Davoust; les chefs de bataillon Perrier, Guy, Schwitter, Obrissot, Rabier, Mobillard, Profit; les chefs d'escadron Beuermann, Bohin, Thiry, Grumblot, Boudichon, Trévillé, David; les capitaines Tervé et Geist, des chasseurs de la garde; les lieutenants Bureaux-de-Pusy, Barbanègre, Guyot, Fournier, Adet, Bayeux, Menager et Rollet. Il faudrait nommer tous les officiers et tous les soldats pour ne pas être injuste : l'armée entière avait tellement fait son devoir qu'en recevant les nombreux rapports des chefs Napoléon s'écria : « Il faudrait une puissance encore plus grande que la mienne pour récompenser dignement tous ces braves. »

1805—AN XV
Allemagne.

Les vainqueurs d'Austerlitz n'eurent point d'ailleurs à se plaindre de la reconnaissance de leur souverain; il acquitta magnifiquement la dette de la patrie et la sienne : des pensions furent accordées aux veuves des généraux, officiers et soldats morts dans cette grande bataille; il adopta leurs enfants, se chargea de leur éducation, de l'avancement des fils et de la dot des filles; tous les blessés reçurent une gratification de trois

[1] Depuis lieutenant général, etc.

1805 – an XIV Allemagne. mois de solde; la décoration de la Légion d'honneur fut donnée à ceux qui s'étaient le plus distingués; enfin, Napoléon, voulant témoigner à l'armée en masse sa haute satisfaction pour les preuves qu'elle venait de donner de son dévouement, mit à l'ordre le 3 décembre la proclamation suivante :

« Soldats,

« Je suis content de vous; vous avez, à la journée d'Austerlitz, justifié tout ce que j'attendais de votre intrépidité; vous avez décoré vos aigles d'une immortelle gloire : une armée de 100,000 hommes, commandée par les empereurs de Russie et d'Autriche, a été, en moins de quatre heures, ou coupée, ou dispersée; ce qui a échappé à votre feu s'est noyé dans les deux lacs.

« Quarante drapeaux, les étendards de la garde impériale de Russie, cent trente-trois pièces de canon, 20 généraux, plus de 30,000 prisonniers sont le résultat de cette journée à jamais célèbre. Cette infanterie tant vantée, et en nombre supérieur, n'a pu résister à votre choc, et désormais vous n'avez plus de rivaux à redouter. Ainsi, en deux mois, cette troisième coalition a été vaincue et dissoute. La paix ne peut être éloignée; mais, comme je l'ai promis avant de passer le Rhin, je ne ferai qu'une paix qui nous donne des garanties et assure des récompenses à nos alliés.

« Soldats, lorsque le peuple français plaça sur ma tête la couronne impériale, je me confiai à vous pour la maintenir toujours dans ce haut éclat de gloire qui seul pouvait lui donner du prix à mes yeux; mais, dans le même moment, nos ennemis pensaient à la détruire et à l'avilir; et cette couronne de fer, conquise par le sang de tant Français, ils voulaient m'obliger de la placer sur la tête de nos plus cruels ennemis : projets téméraires et insensés que, le jour même de l'anniversaire de votre empereur, vous avez anéantis et confondus. Vous leur avez appris qu'il est plus facile de nous braver et de nous menacer que de nous vaincre.

« Soldats, lorsque tout ce qui est nécessaire pour assurer le bonheur et la prospérité de notre patrie sera accompli, je vous ramènerai en France. Là vous serez l'objet de mes tendres sollicitudes. Mon peuple vous reverra avec joie, et il vous suffira

de dire : J'étais à la bataille d'Austerlitz, pour qu'on vous réponde : Voilà un brave. » 1805—an XIV Allemagne.

Le soir même de la bataille, et pendant plusieurs heures de la nuit, Napoléon parcourut le vaste champ de bataille d'Austerlitz, faisant compter les morts et enlever les blessés. Rien n'était plus touchant que d'entendre ces derniers exprimer leur reconnaissance et s'informer du résultat de la journée. « La victoire est sans doute à nous, s'écriait l'un; l'empereur avait pris de trop bonnes dispositions pour qu'elle échappât. » Un autre disait : « Il y a huit heures que je suis abandonné et que j'endure des souffrances inouïes ; mais j'ai pris patience en pensant que j'avais fait mon devoir, et que mes camarades ont fait le leur. » Ceux-ci s'adressant directement à l'empereur : « Vous devez être content de vos soldats ! »

Napoléon dit aux officiers qui l'entouraient : « J'ai livré vingt batailles aussi chaudes que celle-ci ; mais je n'en ai vu aucune où la victoire ait été aussi promptement décidée et les destins aussi peu balancés. »

Dans le courant de la journée, la garde impériale à pied et les grenadiers d'Oudinot témoignaient leur impatience de n'être point engagés avec l'ennemi, et demandaient qu'on les fît donner : « Réjouissez-vous de ne rien faire, répondit l'empereur, je vous garde en réserve ; tant mieux si l'on n'a pas besoin de vous aujourd'hui. » Les ennemis étaient stupéfaits de la précision que toutes les troupes françaises avaient mise dans leurs mouvements, et se plaignaient amèrement de l'impéritie de leurs propres généraux. Un commandant d'artillerie de la garde russe, fait prisonnier, dit en passant devant Napoléon : « Sire, faites-moi fusiller; je viens de perdre mes pièces. — Jeune homme, lui répondit l'empereur français, j'apprécie vos regrets ; mais on peut être battu par mon armée et avoir encore des titres à la gloire. »

Quelques traits particuliers, choisis parmi ceux que nous pourrions citer en foule, feront connaître encore mieux que nos éloges l'esprit qui animait les troupes françaises et leurs chefs.

Un carabinier du 10e régiment d'infanterie légère avait eu le bras gauche emporté par un boulet de canon : « Donne-moi mon sac et mon fusil, dit-il à un camarade qui s'était chargé de ces deux objets et qui conduisait le blessé à l'ambulance ; re-

1805—an XIV Allemagne tourne au combat, je marcherai bien sans toi. » Il prend son sac et son arme, et se rend seul à l'ambulance.

Le général Walhubert venait d'avoir la cuisse emportée, et les soldats de sa brigade s'empressaient autour de lui pour le relever et le transporter au poste des chirurgiens : « Souvenez-vous de l'ordre du jour [1], leur dit-il, et reprenez vos rangs ; si vous êtes vainqueurs, vous m'enleverez du champ de bataille ; si vous êtes vaincus, que m'importe un reste de vie? » Et bientôt après il ajoute : « Que n'ai-je perdu plutôt le bras ; je pourrais combattre encore avec vous et mourir à mon poste ! » Valhubert ne survécut que vingt-quatre heures à ses blessures, et, quelques instants avant de rendre le dernier soupir, il écrivit cette lettre touchante à Napoléon : « J'aurais voulu faire plus pour vous ; je vais mourir, et je ne regrette pas la vie, puisque j'ai participé à une victoire qui vous assure un règne heureux. Quand vous penserez aux braves qui vous étaient dévoués, souvenez-vous de moi. Il me suffit de vous dire que j'ai une famille ; je n'ai pas besoin de vous la recommander [2]. »

Les Russes avaient perdu quarante-cinq drapeaux et presque tous les étendards de leur garde impériale ; dans l'armée française, un seul bataillon ayant été rompu, son aigle fut enlevée par l'ennemi. Quelques jours après la bataille, l'empereur passa la revue du 4e régiment, au premier bataillon duquel ce malheur était arrivé : « Soldats, dit-il à ceux de ce même bataillon, qu'avez-vous fait de l'aigle que je vous avais confiée ? Vous aviez juré qu'elle vous servirait de point de ralliement et que

[1] On se rappelle que, dans l'ordre du jour donné avant la bataille, Napoléon avait défendu aux soldats de quitter leurs rangs sous le prétexte d'emmener les blessés.

[2] L'empereur accomplit les derniers vœux du brave Valhubert. Il se chargea de la famille de ce général, ordonna qu'un monument serait élevé au lieu même où il avait été blessé, que son nom fût donné à la place de Paris qui se trouve entre le Jardin des Plantes et le pont qu'on construisait alors vis-à-vis, et qu'on sculptât sa statue en marbre. Les noms des colonels Morland et Bourdon, également tués dans cette bataille, furent donnés aussi à la place opposée et au boulevard qui aboutit au pont qui prit le nom glorieux d'Austerlitz : ce dernier est devenu plus populaire que la nouvelle désignation que la restauration voulut imposer au monument triomphal (*Pont du Jardin des Plantes*).

vous la défendriez au péril de votre vie; comment avez-vous tenu votre promesse? Le major Bigarré [1], brave et digne officier, qui commandait le régiment, prit la parole et répondit que, le porte-drapeau ayant été entouré et tué au milieu de la plus forte mêlée, on ne s'était point aperçu d'abord de sa chute à cause de la fumée; que cependant la division avait fait un mouvement à droite; que le bataillon avait appuyé ce mouvement, et que ce n'était que longtemps après qu'il s'était aperçu de la perte de son aigle. Le major ajouta que le premier bataillon, voulant réparer cette perte, indépendante de sa valeur, s'était précipité ensuite sur deux bataillons russes, leur avait pris deux drapeaux, dont il faisait hommage à l'empereur, espérant que Sa Majesté leur rendrait une autre aigle en échange. Napoléon hésita un moment, puis il dit: « Officiers et soldats, jurez-vous qu'aucun de vous ne s'est aperçu de la perte de son aigle, et que, si vous vous en étiez aperçus, vous vous seriez précipités pour la reprendre, ou vous auriez péri sur le champ de bataille; car un soldat qui a perdu son aigle a tout perdu? » Aussitôt les soldats avançant la main: « Nous le jurons, et nous jurons aussi de défendre l'aigle que vous nous donnerez avec la même intrépidité que nous avons mise à enlever les deux drapeaux que nous vous présentons. — En ce cas, dit l'empereur en souriant, je vous rendrai donc votre aigle. » 1805 — an XIV Allemagne.

Le général Thiébault, blessé dangereusement, était transporté par quatre prisonniers russes; six Français, également blessés, le rencontrent, éloignent les Russes, et, saisissant eux-mêmes le brancard, ils disent avec fierté: « C'est à nous seuls qu'appartient l'honneur de porter notre brave général. »

Pendant la nuit du 2 au 3, le colonel Dahlmann parcourut, avec deux escadrons des chasseurs de la garde, le terrain aux environs du champ de bataille, et ramena encore vingt canons et 1,500 prisonniers. L'alarme et le désordre continuaient à régner parmi les débris de l'armée alliée, dont tous les corps avaient été entamés. Ici c'étaient des soldats sans officiers; plus loin des officiers abandonnés de leurs soldats; on ne trouvait plus de traces de formation dans un grand nombre de masses errantes.

[1] Depuis lieutenant général.

1805—an XIV Allemagne. Atterré sous le poids d'un aussi grand revers, l'empereur d'Autriche envoya, dès la pointe du jour, le prince Jean de Lichtenstein auprès de Napoléon, pour lui demander une entrevue. Il fut convenu qu'elle aurait lieu le 4 septembre, au bivouac du monarque français.

L'armée austro-russe, continuant toujours sa retraite, arriva dans la matinée du 3 décembre à Czeitsch ; mais, poursuivie par la cavalerie française, qui ne lui donnait pas de relâche, et ayant perdu sa ligne d'opérations sur la grande route d'Olmütz, elle fut obligée de se jeter sur Gœding.

L'armée française manœuvra, le 3, de la manière suivante :

La cavalerie du prince Murat, qui, dès le soir de la bataille, avait poussé des détachements sur Rausnitz et Wischau, suivit cette route, prit une immense quantité de bagages, s'avança jusqu'au delà de Prosnitz, et dirigea ensuite de forts détachements sur Kremsir.

Le maréchal Lannes suivit d'abord la même route, et prit ensuite sur sa droite, pour se porter sur celle des alliés par Butschowitz et Stanitz. Les maréchaux Bernadotte et Soult, la garde impériale et la division du général Oudinot, se dirigèrent par la route de Hongrie, mais ne s'avancèrent que lentement, afin de donner à l'extrémité de la droite de l'armée le temps de gagner du terrain sur la gauche des alliés. Le maréchal Davoust marcha sur le flanc gauche de l'armée ennemie par la route de Nikolsburg, où était la division du général Gudin, et par celle d'Auspitz, où était le reste du troisième corps d'armée : ces deux routes se réunissent à une demi-lieue de Gœding. Ainsi l'ennemi, encore fort de 30,000 hommes, mais sans équipages et sans vivres, était sur le point d'être entièrement cerné par les troupes victorieuses.

Le lendemain, 4 décembre, les alliés passèrent la March et gagnèrent Holitsh, dans un état encore plus précaire et plus déplorable que la veille. Napoléon pouvait en un moment achever la ruine de cette armée, au milieu de laquelle fuyaient les empereurs de Russie et d'Autriche, et lui faire mettre bas les armes ; mais par suite d'une modération qu'il n'aurait peut-être pas eue s'il n'eût été encore que premier consul, il se refusa en quelque sorte à la pensée de faire prisonniers ces deux monarques, crai-

gnant sans doute de donner un exemple qui pouvait porter atteinte au principe de l'inviolabilité qu'il serait peut-être un jour dans le cas d'invoquer pour lui-même et auquel les souverains de la Russie et de l'Autriche n'eurent pas autant d'égard à l'époque de nos revers.

Ce même jour, l'empereur de Russie avait son quartier à Holitsh, et l'empereur d'Autriche plaça le sien à Czeitsch, pour être plus à portée de se rendre à l'entrevue qu'il devait avoir avec Napoléon dans la journée. D'après la nouvelle apportée dès la veille par le prince Jean de Lichtenstein, il devait y avoir armistice entre les troupes autrichiennes et l'armée française; mais l'avant-garde du prince Murat, n'ayant point été avertie assez tôt, venait d'attaquer dès le matin les postes du général Kienmayer, sur les hauteurs de Nasedlowitz, et le prince Bagration, qui appuyait le général autrichien, s'était replié déjà derrière Czeitsch. Ce mouvement avait jeté l'alarme dans le quartier général impérial autrichien : ce malentendu cessa dès que Murat fut instruit des intentions de l'empereur français. Une suspension d'armes eut lieu sur-le-champ, et on laissa un intervalle d'une demie-lieue entre les avant-postes respectifs. L'armée française prit position sur plusieurs lignes, entre Damborschütz et Saroschütz. Peu de temps après, Napoléon étant arrivé aux avant-postes, l'empereur d'Autriche se porta à sa rencontre, et l'entrevue de ces deux souverains eut lieu à quelque distance du village de Nasedlowitz, près d'un moulin, à côté de la grande route et en plein air. Napoléon avait fait allumer du feu dans ce bivouac, et l'on prétend qu'il dit à l'empereur François II : « Je vous reçois dans le seul palais que j'habite depuis deux mois. — Vous tirez si bon parti de votre habitation qu'elle doit vous plaire, répondit en souriant le monarque autrichien; » c'est du moins ce que l'on croit avoir entendu dire. Ces deux princes convinrent bientôt d'un armistice et des principales conditions de la paix qui allait être promptement négociée. François II demanda aussi une trêve pour les débris de l'armée russe; Napoléon fit observer que cette armée était entièrement cernée : « Mais, ajouta-t-il, pour faire une chose agréable à l'empereur Alexandre, je consens à arrête la marche de mes colonnes et à laisser passer ses troupes; mais

1805—an XIV Allemagne. Votre Majesté me promet-elle que cette armée retournera en Russie et évacuera l'Allemagne et la Pologne autrichienne et prussienne? — C'est l'intention de l'empereur Alexandre, répliqua le monarque autrichien, je puis vous l'assurer; vous pouvez d'ailleurs vous en convaincre en envoyant un de vos officiers vers ce prince. » Le général Savary fut dépêché, aussitôt après cette entrevue, pour savoir si Alexandre adhérait à l'armistice. Lorsque l'empereur d'Autriche eut quitté Napoléon, celui-ci parut regretter un instant la condescendance qu'il venait de montrer, et il dit à ses oficiers : « Cet homme me fait faire une faute, car j'aurais pu suivre ma victoire et prendre toute l'armée russe et autrichienne; mais, enfin, quelques larmes de moins seront versées. »

Le général Savary et le général autrichien Stutterheim, envoyé par l'empereur François II pour le même objet, arrivèrent à quatre heures du matin au quartier général impérial russe à Holitsch. Savary fit connaître à l'empereur Alexandre la stipulation convenue dans l'entrevue des deux empereurs, et reçut sa parole qu'elle serait fidèlement exécutée.

Aussitôt que Napoléon fut informé des intentions de l'empereur Alexandre, le général Savary partit sur-le-champ pour Josephdorf, où il trouva le maréchal Davoust donnant ses derniers ordres pour forcer les Russes à mettre bas les armes. Dès que le maréchal eut connaissance des intentions de l'empereur, il fit arrêter ses troupes dans les positions où elles se trouvaient, et le surlendemain l'armée russe commença son mouvement pour retourner en Russie.

Sur ces entrefaites, le prince Jean de Lichtenstein était revenu au quartier général de l'empereur des Français, établi au château d'Austerlitz, afin de régler la démarcation de la ligne des deux armées pendant la durée de l'armistice qui devait précéder la paix définitive entre la France et l'Autriche. Cette convention fut arrêtée le 6 ; en voici la teneur :

« Art. 1er. La ligne des deux armées autrichienne et française sera, en Moravie, le cercle d'Iglau, le cercle de Znaym, le cercle de Brusen, la partie du cercle d'Olmütz sur la rive droite de la petite rivière de Trezeboka, en avant de Prosnitz jusqu'à l'endroit où elle se jette dans la March, la rive droite de

la March jusqu'à l'embouchure de cette rivière dans le Danube, y compris cependant Presburg. Il ne sera mis néanmoins aucune troupe française et autrichienne dans un rayon de cinq ou six lieues autour de Holitsch et la rive droite de la March. La ligne des deux armées comprendra en outre, dans le territoire occupé par l'armée française, toute la haute et basse Autriche, le Tyrol, l'État de Venise, la Carinthie, la Styrie, la Carniole, le comté de Goritz et l'Istrie; enfin, dans la Bohême, le cercle de Montabor, et tout ce qui est à l'est de la route de Tabor à Linz. 1805—an XIV Allemagne.

« 2. L'armée russe évacuera les États d'Autriche, ainsi que la Pologne autrichienne; savoir, la Moravie et la Hongrie dans l'espace de quinze jours, et la Gallicie dans l'espace d'un mois. L'ordre de route de l'armée russe sera tracé, afin qu'on sache toujours où elle se trouve, ainsi que pour éviter tout malentendu.

« 3. Il ne sera fait, en Hongrie, aucune espèce de levée en masse ni d'insurrection, et en Bohême aucune espèce de levée extraordinaire. Aucune armée étrangère ne pourra entrer sur le territoire de la maison d'Autriche. Les négociateurs se réuniront de part et d'autre à Nikolsburg, pour procéder directement à l'ouverture des négociations, afin de parvenir à rétablir promptement la paix et la bonne harmonie entre les deux empereurs. »

Le jour même de la première suspension d'armes et de l'entrevue des empereurs, l'archiduc Ferdinand, qui n'avait pu être informé de la cessation des hostilités, attaqua, près d'Iglau, les deux divisions bavaroises que le maréchal Bernadotte y avait laissées sous les ordres du général de Wrede, et les repoussa de cette place. Ce ne fut que le 7 décembre que le maréchal reçut l'ordre de retourner à Iglau avec ses deux divisions françaises et de réclamer les prisonniers que l'archiduc avait faits sur les Bavarois.

Le 6 décembre, le corps du général Essen, fort de 12,000 hommes, fit sa jonction avec l'armée russe. Au moment de la bataille, il se trouvait à quinze lieues d'Austerlitz, près de Prerau, d'où il avait été dirigé sur Holitsch par Hradisch et Gœding.

1805 — an XIV Allemagne. L'empereur de Russie quitta Holitsch le 7 décembre, et partit en poste pour Saint-Pétersbourg. Napoléon, voulant donner à ce souverain une nouvelle preuve de sa générosité, lui envoya sans échange tous les prisonniers de la garde noble russe et le prince Repnine, chef d'escadron des chevaliers-gardes.

L'armée russe s'était mise en marche sur trois colonnes. La première prit le chemin de Cracovie et de Therespol; la seconde, celui de Kaschau, Lemberg et Brody; et la triosième celui de Czirnau et Husiatyn.

Fidèle au traité d'alliance offensive et défensive de Potsdam, l'empereur Alexandre, avant son départ de Holitsch, avait dépêché à Berlin l'aide de camp général prince Dolgorouki, pour donner au roi Frédéric-Guillaume des détails circonstanciés sur la bataille d'Austerlitz, et lui offrir, dans le cas où la Prusse se déciderait à déclarer la guerre à la France, de le soutenir avec toutes les forces de la Russie, mettant à sa disposition, pour la commencer, les corps de Benningsen et de Tolstoy. Le grand-duc Constantin alla lui-même réitérer cette offre, qui ne fut point acceptée. De son côté, l'empereur François II envoya aussi à Berlin le général Stutterheim, afin de savoir jusqu'à quel point il pouvait compter sur la coopération de la Prusse, dans le cas où l'Autriche ne se soumettrait pas aux exigences de Napoléon.

Le roi Frédéric-Guillame était bien décidé à remplir les clauses du traité de Potsdam en faisant avancer l'armée prussienne dans les États autrichiens; mais l'armistice conclu le 6 décembre paraylsait toutes les mesures prises par la Prusse pour faire la guerre à l'empereur Napoléon, qui, sans rien céder sur les conditions qu'il voulait imposer, se préparait sérieusement à reprendre les hostilités. Le roi de Prusse, entièrement dévoué à ses alliés, n'osa cependant pas, après la bataille d'Austerlitz, declarer la guerre à la France; mais prévoyant qu'elle éclaterait tôt ou tard, il fit demander à l'empereur Alexandre d'ajouter aux corps de Benningsen et de Tolstoy celui d'Essen, et d'ordonner à celui-ci de marcher en Silésie pour se réunir à Benningsen. L'armée russe était à sa cinquième journée de marche quand Kutusoff reçut de l'empereur Alexandre l'ordre de détacher de son armée le corps d'Essen et de l'envoyer en

Silésie rejoindre celui de Benningsen ; mais Kutusoff ne crut pas devoir exécuter cet ordre, qui pouvait nuire à l'Autriche et compliquer ses embarras au moment où elle était forcée de traiter avec Napoléon. 1805–an XIV Allemagne.

Celui-ci, après avoir donné ses ordres pour le placement des différents corps de la grande armée, se dirigea avec sa garde vers la capitale de l'Autriche; il était de retour au palais de Schœnbrünn le 12 décembre. Le ministre des relations extérieures, Talleyrand, le prince Jean de Lichtenstein et le comte Giulay s'étaient rendus à Presburg, ville que l'empereur avait choisie pour la réunion des négociateurs. Sur la proposition de M. de Talleyrand, Presburg avait été préféré à Nikolsburg, indiqué d'abord pour cette réunion.

Au 24 décembre, la grande armée occupait les positions suivantes :

Le premier corps (maréchal Bernadotte) gardait la Bohême ; le deuxième (maréchal Lannes), la Moravie; le troisième (celui du maréchal Davoust), Presburg, capitale de la Hongrie; le quatrième (maréchal Soult), Vienne et ses environs; le cinquième (maréchal Ney), la Carinthie; le sixième (général Marmont), la Styrie; le septième (maréchal Augereau) était en réserve en Souabe; enfin une partie de l'armée d'Italie, devenue huitième corps, était en Carniole, sous les ordres du maréchal Masséna. Le prince Eugène Beauharnais commandait toutes les troupes des États de Venise et du royaume d'Italie; et le lieutenant général Gouvion-Saint-Cyr, avec un corps d'armée, marchait à grandes journées vers Naples, pour s'emparer de ce royaume, dont Napoléon avait résolu d'expulser la famille régnante, pour placer sur le trône son frère Joseph Bonaparte.

Traité de Presburg. — Les négociations entamées à Presburg ne traînèrent point en longueur, et éprouvèrent peu de difficultés de la part de l'Autriche, dont la position était trop critique pour résister aux volontés du vainqueur. Quelque dures que fussent les conditions imposées, l'empereur François II s'empressa d'y souscrire. Napoléon n'avait point oublié la promesse qu'il avait faite à la France et à son armée de conclure une paix qui mît l'Autriche dans l'impossibilité de pouvoir de 26 décembr. (5 nivôse.)

1805 — an XIV Allemagne longtemps recommencer la guerre et épouser les intérêts des puissances qui voudraient la prolonger en Europe.

Le traité suivant fut signé, le 26 décembre 1805, par les plénipotentiaires que nous avons nommés dans le paragraphe précédent :

Art. 1er. Il y aura, à compter de ce jour, paix et amitié entre S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, et S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, leurs héritiers et successeurs, leurs États et sujets respectifs, à perpétuité.

2. La France continuera de posséder en toute propriété et souveraineté les duchés, principautés, seigneuries et territoires au delà des Alpes, qui étaient, antérieurement au présent traité, réunies et incorporés à l'empire français, ou régis par les lois et les administrations françaises.

3. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, pour lui, ses héritiers et successeurs, reconnaît les dispositions faites par S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, relatives aux principautés de Lucques et de Piombino.

4. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche renonce, tant pour lui que pour ses héritiers et successeurs, à la partie des États de la république de Venise à lui cédée par les traités de Campo-Formio et de Lunéville, laquelle sera réunie à perpétuité au royaume d'Italie.

5. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche reconnaît S. M. l'empereur des Français comme roi d'Italie ; mais il est convenu que, conformément à la déclaration faite par S. M. l'empereur des Français au moment où il a pris la couronne d'Italie, aussitôt que les puissances nommées dans cette déclaration auront rempli les conditions qui s'y trouvent exprimées, les couronnes de France et d'Italie seront séparées à perpétuité, et ne pourront plus, dans aucun cas, être réunies sur la même tête. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche s'engage à reconnaître, lors de la séparation, le successeur que S. M. l'empereur des Français se sera donné comme roi d'Italie.

6. Le présent traité de paix est déclaré commun à LL. AA. SS. les électeurs de Bavière, de Würtemburg et de Bade, à la république batave, alliés de S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, dans la présente guerre.

7. Les électeurs de Bavière et de Würtemberg ayant pris le titre de roi, sans néanmoins cesser d'appartenir à la confédération germanique, S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche les reconnaît en cette qualité. 1805— an XIV Allemagne.

8. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, tant pour lui, ses héritiers et successeurs, que pour les princes de sa maison, leurs héritiers et successeurs respectifs, renonce aux principautés, seigneuries, domaines et territoires ci-après désignés :

Cède et abandonne à S. M. le roi de Bavière le margraviat de Burgau et ses dépendances, la principauté d'Eichstädt, la partie du territoire de Passau appartenant à S. A. R. l'électeur de Salzbourg, et située entre la Bohême, l'Autriche, le Danube et l'Inn ; le comté de Tyrol, y compris les principautés de Brixen et de Trente ; les sept seigneuries du Vorarlberg avec leurs enclaves ; le comté de Hohenembs ; le comté de Kœnigsegg-Rothenfels ; les seigneuries de Tetnang et Argen, et la ville et territoire de Lindau ;

A S. M. le roi de Würtemberg, les cinq villes dites du Danube ; savoir, Ehingen, Munderkingen, Riedlingen, Mengen et Sulgau, avec leurs dépendances ; le haut et bas comté de Hohenberg ; le landgraviat de Nellenburg, et la préfecture d'Altorf, avec leurs dépendances (la ville de Constance exceptée) ; la partie du Brisgau faisant enclave dans les possessions würtembergeoises, et située à l'est d'une ligne tirée du Schlegelberg jusqu'à la Molbach, et les villes et territoires de Villingen et Breitingen ;

A S. A. S. l'électeur de Bade, le Brisgau, à l'exception de l'enclave et des portions séparées ci-dessus désignées, l'Ortenau et leurs dépendances ; la ville de Constance et la commanderie de Meinau.

Les principautés, seigneuries, domaines et territoires susdits seront possédés respectivement par LL. MM. les rois de Bavière et de Würtemberg, et par S. A. S. l'électeur de Bade, soit en suzeraineté, soit en toute propriété et souveraineté, de la même manière, aux mêmes titres, droits et prérogatives que les possédaient S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche ou les princes de sa maison, et non autrement.

9. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche reconnaît les

1805—an XIV Allemagne. dettes contractées par la maison d'Autriche au profit des particuliers et des établissements publics des pays faisant actuellement partie intégrante de l'empire français; et il est convenu que Sadite Majesté restera libre de toute obligation par rapport à toutes dettes quelconques que la maison d'Autriche aurait contractées, à raison de la possession, et hypothéquées sur le sol des pays auxquels elle renonce par le présent traité.

10. Les pays de Salzburg et de Berchtesgaden, appartenant à S. A. S. et E. l'archiduc Ferdinand, seront incorporés à l'empire d'Autriche, et S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche les possédera en toute propriété et souveraineté, mais à titre de duché seulement.

11. S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, s'engage à obtenir, en faveur de S. A. R. l'archiduc Ferdinand, électeur de Salzburg, la cession, par S. M. le roi de Bavière, de la principauté de Würtzburg, telle qu'elle a été donnée à Sadite Majesté par le recez de la députation de l'empire germanique du 25 février 1803 (6 ventôse an XI).

Le titre électoral de S. A. R. sera transféré sur cette principauté, que S. A. R. possédera en toute propriété et souveraineté, de la même manière et aux conditions qu'elle possédait l'électorat de Salzburg.

Et, quant aux dettes, il est convenu que le nouveau possesseur n'aura à sa charge que les dettes résultant d'emprunts formellement consentis par les états du pays ou des dépenses faites pour l'administration effective dudit pays.

12. La dignité de grand maître de l'ordre Teutonique, les droits, douanes et revenus qui, antérieurement à la présente guerre, dépendaient de Mergentheim, chef-lieu de l'Ordre, les autres droits, douanes et revenus qui se trouveront attachés à la grande maîtrise à l'époque de l'échange des ratifications du présent traité, ainsi que les domaines et revenus dont, à cette même époque, ledit Ordre se trouvera en possession, deviendront héréditaires dans la personne et la descendance directe et masculine, par ordre de primogéniture, de celui des princes de la maison impériale qui sera désigné par S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche.

S. M. l'empereur Napoléon promet ses bons offices pour

faire obtenir le plus tôt possible à S. A. R. l'archiduc Ferdinand une indemnité pleine et entière en Allemagne. 1805—an XIV Allemagne.

13. S. M. le roi de Bavière pourra occuper la ville d'Augsburg et son territoire, les réunir à ses États, et les posséder en toute propriété et souveraineté. Pourra également S. M. le roi de Würtemberg occuper, réunir à ses États, et posséder en toute propriété et souveraineté le comté de Bondorf, et S. M. l'empereur s'engage à n'y mettre aucune opposition.

14. LL. MM. les rois de Bavière et de Würtemberg, et S. A. S. l'électeur de Bade, jouiront sur les territoires à eux cédés, comme aussi sur les anciens États, de la plénitude de la souveraineté et de tous les droits qui en dérivent et qui leur ont été garantis par S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, ainsi et de la même manière qu'en jouissent S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche et S. M. le roi de Prusse sur les États allemands. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, soit comme chef de l'empire, soit comme coétat, s'engage à ne mettre aucun obstacle à l'exécution des actes qu'ils auront faits ou pourraient faire en conséquence.

15. S. M. l'empereur d'Autriche et d'Allemagne, tant pour ses héritiers et successeurs que pour les princes de sa maison, leurs héritiers et successeurs, renonce à tous droits soit de souveraineté, soit de suzeraineté, à toutes prétentions quelconques, actuelles ou éventuelles, sur tous les États, sans exception, de LL. MM. les rois de Bavière, de Würtemberg, et de S. A. S. l'électeur de Bade, et généralement sur tous les États, domaines et territoires compris dans les cercles de Bavière, de Franconie, de Souabe, ainsi qu'à tout titre pris desdits domaines et territoires; et réciproquement, toutes prétentions actuelles ou éventuelles desdits États à la charge de la maison d'Autriche ou de ses princes sont et demeureront éteintes à perpétuité : néanmoins, les renonciations contenues au présent article ne concernent point les propriétés qui sont par l'article 9, ou seront en vertu de l'article 11 ci-dessus, concédées à LL. AA. RR. les archiducs désignés dans lesdits articles.

16. Les titres domaniaux et archives, les plans et cartes des différents pays, villes et forteresses, cédés par le présent traité,

1805—an XIV
Allemagne.

seront remis dans l'espace de trois mois, à dater de l'échange des ratifications, aux puissances qui en auront acquis la propriété.

17. S. M. l'empereur Napoléon garantit l'intégrité de l'empire d'Autriche dans l'état où il sera en conséquence du présent traité de paix, de même que l'intégrité des possessions des princes de la maison d'Autriche, désignées dans les articles 11 et 12.

18. Les hautes parties contractantes reconnaissent l'indépendance de la république helvétique, régie par l'acte de médiation, de même que l'indépendance de la républiique batave.

19. Les prisonniers de guerre faits par la France et ses alliés sur l'Autriche, et par l'Autriche sur la France et ses alliés, et qui n'ont pas été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de l'échange des ratifications du présent traité.

20. Toutes les communications et relations commerciales seront rétablies dans les deux pays comme elles étaient avant la guerre.

21. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, et S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, conserveront entre eux le même cérémonial, quant aux rangs et aux autres étiquettes, que celui qui a été observé avant la présente guerre.

22. Dans les cinq jours qui suivront l'échange des ratifications du présent traité, la ville de Presburg et ses environs, à la distance de six lieues, seront évacués.

Dix jours après ledit échange, les troupes françaises et alliées de la France auront évacué la Moravie, la Bohême, le Viertel-Unter-Wienerwald, le Viertel-Unter-Mann-hartsberg, la Hongrie et toute la Styrie.

Dans les dix jours suivants, elles évacueront le Viertel-Ober-Wienerwald, le Viertel-Ober-Mann-hartsberg.

Enfin, dans le délai de deux mois, à compter de l'échange des ratifications, les troupes françaises et alliées de la France auront évacué la totalité des États héréditaires de S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, à l'exception de la place de Braunau, laquelle restera pendant un mois de plus à S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, comme lieu de dépôt pour les malades et pour l'artillerie

Il ne sera, pendant ledit mois, fait aux habitants aucune réquisition de quelque nature que ce soit. 1805—an XIV Allemagne.

Mais il est convenu que, jusqu'à l'expiration dudit mois, il ne pourra être stationné ni introduit aucun corps quelconque de troupes autrichiennes dans un arrondissement de six lieues autour de ladite place de Braunau.

Il est pareillement convenu que chacun des lieux qui devront être évacués successivement par les troupes françaises dans les délais susmentionnés, ne pourra être occupé par des troupes autrichiennes que quarante-huit heures après l'évacuation.

Il est aussi convenu que les magasins laissés par l'armée française dans les lieux qu'elle évacuera successivement resteront à sa disposition, et qu'il sera fait par les hautes parties contractantes un arrangement relatif à toutes les contributions de guerre précédemment imposées sur les divers États héréditaires occupés par l'armée française, arrangement en conséquence duquel la levée desdites contributions cessera entièrement à compter du jour de l'échange des ratifications.

L'armée française tirera son entretien et ses subsistances de ses propres magasins établis sur les routes qu'elle doit suivre.

23. Immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité, des commissaires seront nommés de part et d'autre, pour remettre et recevoir, au nom des souverains respectifs, toutes les parties du territoire vénitien non occupées par les troupes de S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie.

La ville de Venise, les lagunes et les possessions de terre ferme seront remises dans le délai de quinze jours; l'Istrie et la Dalmatie vénitienne, les bouches du Cattaro, les îles vénitiennes de l'Adriatique, et toutes les places et forts qu'elles renferment, dans le délai de six semaines, à compter de l'échange des ratifications.

Les commissaires respectifs veilleront à ce que la séparation de l'artillerie ayant appartenu à la république de Venise et de l'artillerie autrichienne soit exactement faite, la première devant rester en totalité au royaume d'Italie. Ils détermineront, d'un commun accord, l'espèce et la nature des objets appartenant à S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, lesquels devront rester à sa disposition. Ils conviendront, soit de la vente au royaume d'Italie de l'artillerie impériale et des

objets mentionnés, soit de leur échange contre une quantité équivalente d'artillerie ou d'objets de même nature ou d'autre nature qui seraient laissés par l'armée française dans les États héréditaires.

Il sera donné toute facilité et toute assistance aux troupes autrichiennes et aux administrations civiles et militaires pour retourner dans les États d'Autriche par les voies les plus convenables et les plus sûres, ainsi que pour le transport de l'artillerie impériale, des magasins de terre et de mer, et autres objets qui n'auraient pas été compris dans les stipulations, soit de vente, soit d'échange, qui pourront être faites.

24. Les ratifications seront échangées dans l'espace de huit jours, ou plus tôt si faire se peut.

Le 27 décembre, après avoir ratifié ce traité, Napoléon eut une entrevue avec l'archiduc Charles, dans la maison de chasse de Stammersdorf, à trois lieues de Vienne. Elle dura deux heures, et le prince se retira comblé des marques d'estime que lui avait prodiguées l'empereur des Français, en échange des éloges qu'il avait donnés lui-même aux grands talents militaires et politiques du vainqueur. Celui-ci dit, après le départ de l'archiduc, qu'il ne concevait pas comment l'empereur d'Autriche, possédant dans la personne de son frère un capitaine aussi sage et aussi habile, avait pu accorder sa confiance principale à un général tel que Mack. C'est de cette entrevue de l'archiduc avec Napoléon que data la haute estime qu'ils professèrent depuis l'un pour l'autre; elle ne se démentit qu'à l'époque où l'Autriche crut devoir faire cause commune avec les puissances coalisées pour renverser Napoléon d'un trône sur lequel celui-ci se croyait affermi par son mariage avec la fille de François II.

Le 29 décembre, deux proclamations annoncèrent, l'une, à la grande armée, la conclusion de la paix et les fêtes qu'on allait lui préparer à Paris; l'autre, aux habitants de Vienne, le départ de Napoléon et l'estime que lui avait inspirée leur conduite pendant cette guerre.

Voici la première :

« Soldats!

« La paix entre moi et l'empereur d'Autriche est signée.

« Vous avez, dans cette arrière-saison, fait deux campagnes; vous avez rempli tout ce que j'attendais de vous. Je vais partir pour me rendre dans ma capitale.

« J'ai accordé de l'avancement et des récompenses à ceux qui se sont le plus distingués : je vous tiendrai tout ce que je vous ai promis.

« Vous avez vu votre empereur partager avec vous vos périls et vos fatigues ; je veux aussi que vous veniez le voir entouré de la grandeur et de la splendeur qui appartiennent au souverain du premier peuple de l'univers.

« Je donnerai une grande fête, aux premiers jours de mai, à Paris, vous y serez tous, et après nous irons où nous appelleront le bonheur de notre patrie et les intérêts de notre gloire.

« Soldats, pendant ces trois mois qui vous seront nécessaires pour retourner en France, soyez le modèle de toutes les armées : ce ne sont plus des preuves de courage et d'intrépidité que vous êtes appelés à donner, mais d'une sévère discipline.

« Que mes alliés n'aient pas à se plaindre de votre passage, et, en arrivant sur ce territoire sacré, comportez-vous comme des enfants au milieu de leur famille : mon peuple se comportera envers vous comme il le doit envers des héros ses défenseurs.

« Soldats, l'idée que je vous verrai tous, avant six mois, rangés autour de mon palais, sourit à mon cœur, et j'éprouve d'avance les plus tendres émotions ; nous célébrerons la mémoire de ceux qui, dans ces deux campagnes, sont morts au champ d'honneur, et le monde nous verra tous prêts à imiter leur exemple et à faire encore plus que nous n'avons fait, s'il le faut, contre ceux qui voudraient attaquer notre honneur, ou qui se laisseraient séduire par l'or corrupteur des éternels ennemis du continent. »

La proclamation aux habitants de Vienne était ainsi conçue :

« J'ai signé la paix avec l'empereur d'Autriche.

« Prêt à partir pour ma capitale, je veux que vous sachiez l'estime que je vous porte et le contentement que j'ai de votre bonne conduite pendant le temps que vous avez été sous ma loi.

« Je vous ai donné un exemple inouï jusqu'à présent dans l'histoire des nations.

« Dix mille hommes de votre garde nationale sont restés

1805—an XIV Allemagne. armés, ont gardé vos postes; votre arsenal tout entier est demeuré en votre pouvoir; et pendant ce temps-là je courais les chances les plus hasardeuses de la guerre.

« Je me suis confié en vos sentiments d'honneur, de bonne foi, de loyauté : vous avez justifié ma confiance.

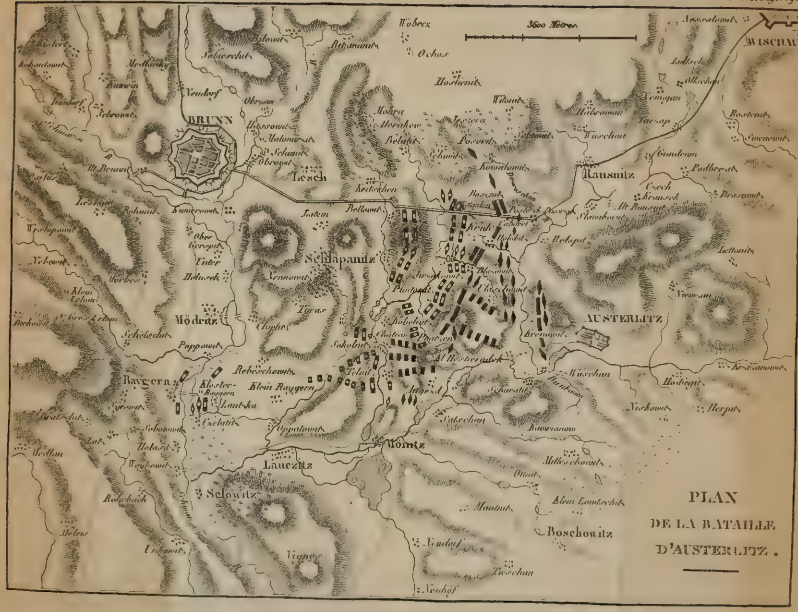
« Habitants de Vienne, je sais que vous avez tous blâmé la guerre que des ministres vendus à l'Angleterre ont suscitée sur le continent. Votre souverain est éclairé sur les menées de ces ministres corrompus ; il est livré tout entier aux grandes qualités qui le distinguent, et désormais j'espère pour vous et pour le continent des jours plus heureux.

« Habitants de Vienne, je me suis peu montré parmi vous, non par dédain ou par un vain orgueil ; mais je n'ai pas voulu distraire en vous aucun des sentiments que vous deviez au prince avec qui j'étais dans l'intention de faire une prompte paix.

« En vous quittant, recevez, comme un présent qui vous prouve mon estime, votre arsenal intact, que les lois de la guerre ont rendu ma propriété; servez-vous-en toujours pour le maintien de l'ordre.

« Tous les maux que vous avez soufferts, attribuez-les aux malheurs inséparables de la guerre, et tous les ménagements que mon armée a apportés dans vos contrées, vous les devez à l'estime que vous avez méritée. »


WISCHAU
Ollschan
Nemojan
Rostenitz
Gundrum
Podbrezitz
Czech
Krausek
Drasowitz
Lettonitz
Krzizanowitz
Hodiegitz
Herpitz
Medlau
PLAN
DE LA BATAILLE
D'AUSTERLITZ.



PLAN
DE LA BATAILLE
D'AUSTERLITZ.
3600 Mètres
BRUNN
WISCHAU
Rausnitz
AUSTERLITZ
Schlapanitz
Lesch
Mödritz
Raygern
Lauczitz
Selowitz
Boschowitz
Kobelnitz
Sokolnitz
Telnitz
Pratzen
Menitz
Klein Raygern
Kloster-Raygern
Hostieradek
Wobeez
Ochos
Kritschen
Bellowitz
Latein
Turas
Puntowitz
Blasowitz
Krug
Aujezd
Satschan
Oppatowitz
Rebeschowitz
Poppowitz
Welspitz
Hodiegitz
Herpitz
Neudorf
Neuhof

CHAPITRE IV.

ANNÉE 1805.

Relation des principaux événements maritimes depuis la rupture du traité d'Amiens jusque vers la fin de l'année 1805. Préparatifs dans tous les ports; construction, sur toutes les rivières navigables, de bateaux pour la descente en Angleterre; réunion de la flottille à Boulogne et dans les ports voisins; tentatives infructueuses des Anglais pour détruire la flottille; mouvements des flottes de Brest, Rochefort et Toulon; combat de Trafalgar, etc.

La paix d'Amiens ne fut à proprement parler qu'une trêve, à laquelle le gouvernement anglais ne consentit qu'en raison des avantages qu'il se proposait d'en retirer au moment où il jugerait à propos de la rompre. N'ayant pu nous enlever Saint-Domingue, il voulait que la France consommât de ses propres mains la ruine de cette superbe colonie; il espérait aussi que, pleins d'une funeste sécurité, les commerçants français couvriraient la mer de leurs navires : alors ce fantôme de paix devait s'évanouir, et le flambeau de la guerre se rallumer avec plus d'activité que jamais. Tout favorisa les projets du ministère britannique : le premier consul perdit Saint-Domingue, pour avoir voulu le conquérir au lieu de le pacifier, et les armateurs, d'abord timides, s'abandonnant ensuite avec trop de confiance à de vastes spéculations, expédièrent des bâtiments pour les pays les plus lointains : l'instant parut favorable, et la paix fut rompue. 1805 — an XIII. France.

Contre le droit des gens, mais suivant un usage trop commun de la part de l'Angleterre, les hostilités précédèrent la déclaration de guerre. On croyait encore à Paris les négociations en activité lorsqu'on y apprit, par une dépêche télégraphique du préfet maritime de Brest, que les Anglais s'étaient emparés de deux bâtiments marchands dans la baie d'Audierne; le même

1803—an XIII France. jour ou le lendemain, ils attaquèrent les bâtiments de guerre français.

Le 18 mai 1803, le lougre *l'Affronteur*, de quatorze canons de 8 et de 80 hommes d'équipage, fut chassé, dans les environs de Brest, et joint par la frégate anglaise *la Doris*. Malgré l'extrême disproportion de forces entre les deux bâtiments, le lieutenant de vaisseau Dutoya, commandant le lougre français, voulut tenter le sort d'un combat. Il fit le feu le plus vif sur la frégate, qui, dans le principe, avait paru mépriser un si faible adversaire, mais qui bientôt fut obligée de faire jouer contre lui toute son artillerie. Les bâtiments étant venus très-près l'un de l'autre, après une bordée tirée presque à bout touchant, le capitaine français s'efforça d'aborder la frégate ; mais en ce moment il fut tué. Sa mort fut suivie de la reddition du lougre, qui, indépendamment de son capitaine, avait eu 8 hommes tués et 14 blessés. Les Anglais firent un brillant éloge de l'audace du lieutenant de vaisseau Dutoya [1]. La conduite de ce brave officier fit présager que la guerre, dont il était devenu la première victime, serait glorieuse pour la marine française, et l'enthousiasme qui régnait alors parmi les marins de tout grade semblait confirmer ce présage.

Les Anglais firent sur toutes les mers ce qu'ils venaient de faire près des côtes de France : ils commirent des hostilités dans toutes les parties du globe, avant qu'on y sût que la guerre était déclarée. Aux Antilles, l'attaque par laquelle ils débutèrent donna lieu à un des combats les plus honorables dont fassent mention les annales de la marine.

Après avoir rempli de la manière la plus distinguée les fonctions de commandant des forces navales formant la station du sud de Saint-Domingue, et s'être concilié, dans cette partie de la colonie, l'estime et la vénération des hommes de tous les partis et de toutes les couleurs, le chef de division Wil-

[1] Le capitaine de *la Doris* s'exprimait ainsi, dans son rapport à l'amirauté : « Ce bâtiment (*l'Affronteur*) fit sur moi un feu roulant, jusqu'à ce que je l'eusse approché bord à bord ; et, dans cette position même, les Français ne renoncèrent à une lutte si téméraire que lorsque leur capitaine fut tué. »

laumez retournait au Cap-Français avec la frégate *la Poursuivante*, en conséquence des ordres de l'amiral Latouche-Tréville. Tous les bâtiments français employés à l'expédition de Saint-Domingue avaient été armés et équipés sur le pied de paix, et *la Poursuivante*, frégate portant du 24 en batterie, n'avait pas son artillerie complète, et n'était manœuvrée que par un équipage de 150 hommes dont 30 noirs [1]. Parti des Cayes, le 27 juin avant le jour, de conserve avec la corvette *la Mignonne*, le commandant Willaumez, bien qu'on ne fût pas encore en guerre, se tint constamment sur ses gardes. Le 29 au point du jour, étant dans les parages du môle Saint-Nicolas, à environ deux lieues de terre, entre la Plate-Forme et le Cap-à-Fou, il eut connaissance d'un convoi de plus de cinquante voiles fortement escorté. Peu de temps après, il aperçut plusieurs des bâtiments de l'escorte qui se détachèrent du convoi et se dirigèrent vers *la Poursuivante*, toutes voiles dehors ; il ne tarda pas à les reconnaître pour des vaisseaux de ligne anglais qui lui donnaient la chasse et le gagnaient considérablement. Le commandant Willaumez prit alors le parti de longer la côte à environ une lieue de distance sous toutes voiles, afin de gagner le môle et de pouvoir s'y réfugier s'il était attaqué par les vaissaux anglais. Dès le matin, le signal de liberté de manœuvre avait été fait à la corvette *la Mignonne*, qui marchait mieux que *la Poursuivante*, et le capitaine de cette corvette avait jugé à propos de serrer la terre plus que la frégate [2]. A huit heures, *l'Hercule*, le vaisseau anglais qui s'avançait le premier, était parvenu à portée de canon de *la Poursuivante*, et conservait toute la voilure possible. A huit heures et demie, il fit des signaux avec ses voiles aux bâtiments qui le suivaient ; un quart d'heure après il hissa pavillon anglais ; la frégate française arbora aussitôt les couleurs nationales. A neuf heures, *l'Hercule* tira

1805—an XIII
France.

[1] A cette époque, le règlement fixait, sur le pied de guerre, à environ quatre cents hommes, l'équipage d'une frégate portant du 24.

[2] Cette manœuvre fut cause de la prise de la corvette *la Mignonne*, qui, par son avantage de marche sur *la Poursuivante*, pouvait plus facilement qu'elle atteindre le môle Saint-Nicolas ; mais, en rangeant de trop près la côte, la corvette s'y trouva en calme, et les ennemis, favorisés par le peu de brise qui régnait au large, eurent la facilité de lui couper le chemin.

1805—an XIII France. sur *la Poursuivante* un coup de canon dont le boulet passa entre les mâts de cette frégate. Tout était disposé pour le combat, et le commandant Willaumez ordonna de passer des canons en retraite; mais cette disposition devint inutile, la marche supérieure du vaisseau anglais l'ayant promptement amené par la hanche de *la Poursuivante*. Dans toute autre circonstance, le brave et habile Willaumez n'eût pas laissé prendre ni conserver au vaisseau ennemi cette position avantageuse; mais il y était forcé alors, afin de ne pas se déranger de la route qu'il suivait pour gagner le môle, et aussi pour éviter d'être joint par deux autres vaisseaux qui l'approchaient sensiblement. Cependant, fatigué d'essuyer à portée de fusil les bordées du vaisseau ennemi, qui causaient d'autant plus de dommage à sa frégate que la mer était si unie qu'il n'y avait pas un coup à perdre, il fit un mouvement et présenta audacieusement le travers à son formidable adversaire. Un combat en règle s'engagea de la sorte entre une frégate française, délabrée par une longue campagne et presque sans équipage, et un vaisseau de ligne anglais qui, outre l'avantage de ses dimensions et de sa solidité, avait une artillerie plus que double et un équipage au moins quadruple. Les bordées se succédaient rapidement des batteries de *l'Hercule*, tandis que la pénurie de munitions obligeait *la Poursuivante* à ne faire qu'un feu lent : toutefois, il n'en était que mieux dirigé, et, vers onze heures, le vaisseau ennemi avait déjà éprouvé des avaries notables. En ce moment, la brise tomba ; les deux bâtiments perdirent presque toute leur vitesse, et le vent même prit sur leurs voiles. Le commandant Willaumez, en marin expérimenté, se hâta de profiter de cette circonstance. Pourvu d'un équipage trop peu nombreux pour tirer et manœuvrer en même temps, il fit entièrement cesser le feu, afin d'employer tout son monde à la manœuvre. Il parvint, par ce moyen, à prendre une position qui lui permit d'envoyer toute sa bordée dans la poupe de *l'Hercule*. Cette bordée fut décisive. Le dommage qu'en reçut le vaisseau anglais, joint à la proximité de la côte et au danger d'y échouer, le força à reprendre le large et à abandonner *la Poursuivante*. Cette frégate entra bientôt après dans la baie du môle. Le général Lapoype, commandant au

môle Saint-Nicolas, accompagné de son état-major, et presque tous les officiers de terre et de mer employés dans la place vinrent dans des canots au-devant de *la Poursuivante*, pour complimenter le commandant Willaumez et son brave équipage sur leur brillante conduite dans une affaire dont ils avaient été les témoins ; en même temps les batteries de la place les saluaient de leur artillerie. La frégate avait reçu quantité de boulets dans sa coque et plusieurs dans sa mâture ; toutes ses voiles étaient criblées et une grande partie de ses manœuvres courantes et dormantes coupées. Ses pertes se montaient à 10 hommes tués et 15 blessés. Au nombre des premiers se trouvait l'aspirant Violette [1], jeune homme de la plus grande espérance ; parmi les seconds était le lieutenant de vaisseau Esmangard, capitaine du port des Cayes. Les pertes de *l'Hercule* s'élevèrent à une quarantaine d'hommes ; son capitaine fut tué. Il serait superflu de faire l'éloge des marins et des officiers de *la Poursuivante;* cependant nous ne pouvons nous empêcher de citer la conduite du lieutenant de vaisseau Fourré, commandant en second de la frégate. A son retour en France (après une campagne que nous regrettons de ne pouvoir détailler ici, où le combat de *la Poursuivante* ne se trouve placé que d'une manière incidente), le chef de division Willaumez fut promu au grade de contre-amiral, que sa bravoure, ses talents comme homme de mer et la durée de ses services lui méritaient à juste titre ; les officiers de son état-major reçurent aussi de l'avancement, et le lieutenant de vaisseau Esmangard fut fait capitaine de frégate.

Tandis que les Anglais attaquaient ainsi à l'improviste les bâtiments de guerre français, ils fondaient de toutes parts sur les bâtiments marchands : ils firent de nombreuses captures et réduisirent le commerce maritime de la France à un état déplorable, dont il ne s'est plus relevé. Ces actes d'agression irritèrent l'opinion dans toutes les parties de la république, et, dès le début, la guerre prit parmi les Français un caractère national. Le premier consul voulut mettre à profit sur-le-champ ces heureuses dispositions : en conséquence, aussitôt qu'on eut

[1] Fils du contre-amiral de ce nom, alors capitaine de vaisseau.

1803—an XIII France. reçu la nouvelle des premières hostilités, il s'occupa de dresser des plans pour la conduite d'une guerre qui s'ouvrait sous de si favorables auspices. Il donna, sur tous les autres plans, la préférence à un vaste projet d'invasion du territoire anglais, au moyen d'une immense flottille qu'il voulait réunir sur les côtes de la Manche les plus voisines de l'Angleterre. Les premiers ordres donnés pour l'armement des diverses escadres dans les grands ports de la république annoncèrent effectivement que le gouvernement ne comptait pas beaucoup sur les vaisseaux de haut bord dans la guerre qu'il allait soutenir, mais que toutes ses vues étaient tournées vers la création d'une nombreuse flottille et les préparatifs d'une grande descente en Angleterre.

Soit que Napoléon eût réellement l'intention d'aborder sur les rivages anglais, à la tête de 100 ou 150,000 hommes, comme il l'annonçait, soit qu'il ne mît ce dessein en avant que pour entretenir l'enthousiasme qu'il voyait se manifester au sein de la capitale et dans tous les départements, la descente fut bientôt à l'ordre du jour en France. Cependant la flottille n'existait pas, et même la côte sur laquelle on devait la tenir réunie n'offrait pas de havres capables de l'abriter tout entière. Il fallait ainsi construire à la hâte quinze cents ou deux mille bateaux nécessaires à l'expédition, et creuser à grands frais dans des sables arides les ports que la nature avait refusés à la France. N'importe, aucun obstacle ne fut pris en considération, et plus le plan était gigantesque, plus peut-être obtint-il de faveur auprès d'un homme habitué à exécuter de grandes choses et qui affectait de n'en reconnaître aucune impossible.

A peine le gouvernement consulaire eut-il manifesté l'intention d'envahir l'Angleterre, que, de tous les points de la France, on se disposa à seconder ses efforts dans cette grande entreprise. On vit, ainsi que nous l'avons déjà dit, se renouveler à cette époque les dons patriotiques qui avaient eu lieu au commencement de la révolution ; mais cette fois ils furent et plus généraux et plus importants. Presque tous les départements votèrent chacun un vaisseau de ligne, les grandes villes offrirent des frégates, et chaque commune fit don d'une prame,

d'une canonnière, d'un bateau plat ou d'une péniche[1], suivant sa population et ses ressources[2]. A aucune époque ni dans aucun pays, on ne vit un mouvement pareil à celui qui régnait alors sur toutes les parties du territoire de la république française. Non-seulement on construisait avec la plus grande activité dans tous les ports militaires et marchands et jusque dans les moindres havres les bateaux de la flottille, mais encore, sur les bords de toutes les rivières dont le lit offrait plus de trois pieds de profondeur (soit qu'elles se déchargeassent directement dans la mer, ou qu'elles fussent affluentes de la Seine, de la Loire, de la Garonne ou du Rhin), on établit des cales et des chantiers de construction; Paris enfin devint pour un moment un arsenal maritime. Deux chantiers furent formés dans cette capitale : l'un en face des Invalides et l'autre à la Rapée. Les habitants de cette vaste cité s'y portaient en foule. Ces travaux, étrangers pour eux, les intéressaient vivement, et le spectacle majestueux du lancement d'un navire à l'eau, spectacle si nouveau pour des yeux parisiens, leur fut offert plusieurs fois par semaine pendant quelques mois. En même temps les chantiers établis peu d'années auparavant à Anvers recevaient une nouvelle extension et l'on y posait la quille de huit vaisseaux de ligne; Brest, Lorient, Rochefort et Toulon présentaient également de nouveaux vaisseaux en construction. Le patriotisme, qui enfante des miracles, sembla en avoir fait un en faveur de la marine : les Français de l'intérieur, jusqu'alors si indifférents pour tout ce qui avait rapport à la force navale de leur pays, firent, des grands préparatifs maritimes dont il était le théâtre, le sujet habituel de leurs entretiens; et si jamais l'on put espérer de voir la marine devenir populaire en France, ce fut à cette époque brillante du long ministère de l'amiral Decrès, dont la funeste expédition de Saint-Domingue avait marqué le début d'une manière sinistre.

1803—an XII
France.

Cependant le plan d'invasion de l'Angleterre, suivant les

[1] Bâtiments adoptés pour la descente, sous la désignation de bateaux de grande, de première, de seconde et de troisième espèce.

[2] Tous les bateaux votés de la sorte ne furent pas construits, leur nombre eût été trop considérable; mais les fonds destinés à leur construction furent appliqués aux dépenses d'armement et d'entretien de la flottille.

1805—an XIII France.

dispositions arrêtées, ne réunissait pas les suffrages de tous les marins éclairés. Les bateaux destinés à cette expédition devaient à la fois transporter des hommes et des chevaux, et être armés (selon leur espèce) d'une ou plusieurs pièces de grosse artillerie, pour se protéger eux-mêmes contre les bâtiments de haut bord anglais, et traverser le canal sans être soutenus par une flotte française : c'était là la base du projet; c'est aussi sur ce point, la protection propre de la flottille, que les avis se trouvaient partagés. L'amiral Truguet, dont la haute capacité et la longue expérience devaient être d'un grand poids dans la balance, paraissait à la tête des adversaires du projet, ou plutôt il était seul encore assez indépendant pour s'en montrer hautement l'adversaire. D'après des considérations de haute politique que nous développerons ailleurs, il blâmait l'expédition en elle-même et pensait que ce n'était pas avec des bateaux qu'on pouvait le mieux faire la guerre à l'Angleterre; il avait adressé, à cet égard, au premier consul toutes les représentations possibles. Lorsqu'il ne fut plus question que de discuter l'efficacité des moyens adoptés pour faire la descente, il borna ses objections aux détails. L'ex-ministre Forfait, habile ingénieur constructeur, avait fixé les dimensions et réglé les devis de chaque espèce de bateau. Un jour il fit porter ses modèles à Saint-Cloud; le premier consul en parut très-satisfait : Truguet, qui se trouvait présent, soutint et démontra qu'une flottille composée de pareils bateaux ne pourrait opérer que sous la protection d'une flotte de vaisseaux et de frégates momentanément maîtresse de la Manche; il ajouta que, par conséquent, au lieu de bâtir à grands frais des bateaux qui ne pourraient jamais servir à rien autre chose qu'à l'expédition projetée (à laquelle il ne les trouvait même pas propres), il lui paraissait convenable de ne construire que des bâtiments qui pussent être revendus au commerce après avoir servi de transports concurremment avec ceux qu'on pouvait mettre en réquisition. Les idées de Forfait prévalurent. Nous verrons plus loin que l'épreuve qu'on fit de ses bateaux amena, dans le plan de la descente, un changement conforme en partie aux idées de Truguet.

Les objections de cet amiral contre la préférence exclusive

accordee au plan de descente était de nature à faire hésiter un homme moins entier que Napoléon. L'étendue donnée à ce plan, représentait le sage amiral, rendait évident que cette expédition formidable serait la principale et peut-être l'unique tentée par la France dans le cours de la guerre; mais, comme toutes les expéditions même les mieux combinées, elle était exposée à ne pas réussir : alors le succès de la guerre était manqué complétement, et le fruit des plus énormes dépenses perdu sans aucune compensation. Débarquer en Irlande, piller le commerce anglais sur toutes les mers, ravager et rançonner les colonies de la Grande-Bretagne, paraissaient à l'amiral Truguet des moyens plus sûrs de lui faire la guerre. Les particuliers, ruinés par les escadres et les croiseurs de la république, eussent maudit hautement le système du ministère, et la nation anglaise elle-même eût secondé les Français pour contraindre le cabinet de Saint-James à conclure enfin une paix qui assurât aux deux peuples un repos acheté de part et d'autre par tant de sacrifices. Au contraire, la menace d'une invasion allait exalter au plus haut degré le patriotisme des Anglais, et la guerre, qui avait d'abord paru nationale sur les rives de la Seine, allait le devenir bien plus réellement sur les rives de la Tamise; car c'est chez le peuple qui tremble pour ses foyers, pour ses lois et sa liberté, qu'elle prend ce caractère d'une manière plus forte et plus durable.

1803—an XI. France.

Tel fut effectivement en Angleterre le résultat du genre d'attaque adopté par le premier consul. La nation britannique manifesta, dans le principe, son mécontentement de la rupture du traité d'Amiens, et blâma vivement le ministère d'avoir renouvelé les hostilités sans nécessité évidente et à une époque où il était de la plus grande imprudence de le faire. « On nous embarque, disait-on à Londres et sur tous les points du royaume, dans une guerre impolitique et intempestive. On nous force de rentrer en lice au moment où nous n'y sommes nullement préparés, tandis que la France peut disposer immédiatement de grandes forces maritimes. Les vaisseaux qu'elle a encore à Saint-Domingue et ceux qui en sont revenus récemment sont prêts à fondre sur notre commerce et nos colonies d'Amérique, en

1803—an XIII France. même temps qu'une escadre formidable, partie depuis peu d'un port français, va ravager nos comptoirs aux Indes orientales. » Ces craintes au reste étaient mal fondées; le ministère britannique était bien plus en mesure, et le gouvernement français bien moins en état de porter immédiatement de grands coups à l'Angleterre qu'on ne le croyait dans ce pays. Les forces navales demeurées à Saint-Domingue étaient insignifiantes en comparaison de celles des Anglais aux Antilles, et les vaisseaux français revenus de l'expédition de Leclerc, délabrés par l'effet d'une longue campagne, privés de leurs équipages (dont les restes échappés à la fièvre jaune avaient été congédiés), ne pouvaient reprendre la mer de longtemps; enfin une escadre commandée par le contre-amiral Linois avait effectivement été expédiée pour les mers de l'Inde au mois de mars 1803; mais, loin d'être formidable, elle ne se composait que d'un vaisseau de ligne et de trois frégates, et sa mission était la reprise de possession de Pondichéri, que, par une conduite inconcevable, on n'avait songé à effectuer qu'un an après sa rétrocession stipulée [1]. Dès qu'il fut question de la descente en Angleterre, on changea de langage de l'autre côté de la Manche, l'opinion se rallia au gouvernement, chacun se sentit animé d'un zèle ardent pour la plus sainte des causes, la défense de la patrie, et la population tout entière courut aux armes.

Le mouvement patriotique et guerrier qui éclata simultanément sur tous les points du premier des trois royaumes unis de la Grande-Bretagne fut aussi unanime en Écosse; en Irlande, les créatures du gouvernement et les partisans de l'Angleterre seuls y prirent part. L'immense majorité de la population de ce pays, loin d'être portée à repousser une invasion en Angleterre, eût vu avec plaisir ses tyrans vaincus et subjugués : une descente sur les rivages irlandais, au lieu d'être un sujet d'alarmes pour elle, eût été envisagée comme l'aurore de sa délivrance. La nation irlandaise regardait les Français comme ses futurs libérateurs, et depuis dix ans elle les appelait de tous ses vœux. L'Irlande, soumise en apparence au joug qui pesait

[1] Nous donnerons le détail des opérations de cette escadre à l'époque où elles se terminèrent.

sur elle, mais toujours secrètement agitée, épiait depuis *l'union*[1] une occasion favorable de reconquérir une indépendance dont pendant plusieurs siècles elle avait été privée : elle crut que la guerre qui venait d'éclater lui présentait cette occasion si désirée. Les anciennes associations se renouèrent ; de toutes parts on conspira, et la masse de la nation se disposa à se débarrasser de ses opresseurs.

1803 — an XII
France.

Le plan général de la conspiration était l'expulsion des Anglais et l'établissement d'une république irlandaise une et indivisible ; mais on ne peut se faire une idée de l'importance de cette conjuration, parce que, lorsqu'elle eut échoué, le gouvernement britannique affecta, par des motifs politiques, d'exagérer la faiblesse des ressources des conspirateurs et de considérer leur tentative comme méprisable et ridicule. Cette circonstance et l'attention qu'eurent les Irlandais eux-mêmes de ne pas faire connaître tous les moyens qu'ils avaient à leur disposition, dans l'espoir d'en faire par la suite un plus heureux usage, réduisirent en apparence à peu de chose un événement qui, dans notre opinion, pouvait se terminer par l'affranchissement total de l'Irlande. Quoi qu'il en soit, nous ne parlerons que de ce qui s'est passé ostensiblement.

Dès la fin du mois de mai 1803 et pendant tout le mois de juin, divers symptômes annoncèrent en Irlande la nouvelle insurrection qui était sur le point d'y éclater[2] ; toutefois le complot avait été tramé avec tant de secret, et une si grande fidélité régnait parmi les nombreux conjurés, que le gouvernement n'avait que des soupçons vagues et ne put obtenir aucun renseignement positif sur la conspiration. Cependant des amas d'armes à feu et de piques se formaient de tous côtés, et des comités étaient organisés dans chaque province. Tous les comtés devaient se soulever en même temps ; mais la capitale

[1] Voyez tome V, page 530.

[2] Peu de temps auparavant, une émeute avait eu lieu dans plusieurs comtés ; elle avait pour but de faire taxer à un prix modique les pommes de terre, qui forment à peu près l'unique nourriture des pauvres en Irlande. Le gouvernement punit quelques-uns des malheureux qui avaient pris part à cette émeute avec une cruauté qui ne contribua pas peu à exaspérer les esprits chez le peuple, et à le disposer à une insurrection générale.

1805 – an XIII France. devait en donner le signal par une émeute, dans laquelle le peuple tenterait de s'emparer du château de Dublin, siége du gouvernement d'Irlande.

Les noms des chefs de la conjuration n'ont pas été dévoilés et l'on n'a reconnu pour tels que les individus qui jouèrent un rôle patent dans la révolte, et qui furent victimes de leur patriotisme et de leur audace. Russel, ancien officier de l'armée anglaise, fut regardé comme l'agent principal chargé de faire éclater la rébellion dans les comtés du nord; Robert Emmet, à peine âgé de vingt-trois ans, jeune homme rempli de mérite et de talents et appartenant à une famille respectable, se trouva, par suite de l'événement, considéré comme le directeur des mouvements insurrectionnels à Dublin et dans les environs, et comme le premier chef de la conspiration. Les montagnes dont l'Irlande est couverte renfermaient encore à cette époque quelques bandes de rebelles insoumises, qui y trouvaient des retraites inexpugnables, où, depuis 1798, elles bravaient les forces anglaises répandues dans l'île. Dwyver, chef d'une de ces bandes réfugiées dans les montagnes voisines de Dublin, ne paraissait pas avoir plus de 20 hommes sous ses ordres; mais son influence sur les paysans des districts environnants le mettait à même d'avoir promptement à sa disposition un corps considérable; il devait descendre des montagnes aussitôt que le drapeau vert (couleur nationale des Irlandais) serait arboré sur le château de Dublin.

Le 23 juillet avait été fixé pour l'exécution du complot. Plusieurs motifs avaient déterminé le choix de ce jour : c'était à la fois un samedi, un jour de marché et la veille de la fête de Saint-James, trois circonstances qui favorisaient l'entrée à Dublin de quantité de paysans et d'ouvriers du dehors, et le rassemblement près des églises et sur les places publiques d'une grande foule de peuple sans que les autorités pussent en prendre l'alarme. En attendant ce grand jour, les Irlandais manifestèrent plus hautement que de coutume leur amour pour la liberté : le 14 juillet, anniversaire de la première journée de la révolution française, fut célébré en Irlande par des feux de joie. Ces réjouissances donnèrent à penser aux chefs du gouvernement ; mais l'analogie leur échappa et ils ne se

crurent pas si près d'une scène destinée à retracer la prise de la Bastille. 1803—an XII France.

Le moment décisif arriva. Le 23, dès le matin, une multitude de paysans et d'ouvriers se rassemblèrent dans les rues de Dublin. De midi à deux heures, la foule devint si considérable dans la principale rue qui conduit au château de Dublin, que la circulation en fut interrompue. En ce moment, des piques, des sabres, des pistolets et d'autres armes furent apportés d'un dépôt que les conjurés avaient dans le voisinage; on les rangea le long des murs, des deux côtés de la rue, et tous ceux qui le voulurent s'armèrent. Robert Emmet parut alors à cheval et harangua la multitude armée. Il voulut la faire marcher sur le château, et en moins d'un quart d'heure il eût pu l'y conduire; mais, malgré ses efforts longtemps réitérés, il lui fut impossible de mettre en mouvement cette masse d'hommes sans ordre et sans discipline; un certain nombre même, après avoir pris des armes, avaient abandonné la colonne et s'étaient répandus dans la ville, où ils commirent quelques désordres. On assure que, à la fin, outré de rage de la lâche inaction des hommes à la tête desquels il voulait attaquer le château de Dublin, Emmet brisa son épée, quitta le lieu du rassemblement et s'éloigna sur-le-champ de la ville. Depuis son départ, il ne fut plus question de cette attaque, dont le succès (certain s'il eût pu ébranler sa phalange) devait servir de signal à une insurrection générale dans toute l'île. Les désordres sans but et sans utilité augmentèrent alors. Quelques soldats avaient été tués en défendant les postes où ils étaient placés; un colonel qui se rendait aux casernes de son corps fut saisi et massacré; le lord chef de la justice, qu'une excessive sévérité avait rendu odieux aux basses classes du peuple, éprouva le même sort. Cependant les chefs du gouvernement d'Irlande, qui avaient d'abord été frappés de terreur, commencèrent à reprendre de la confiance. Ils envoyèrent quelques troupes contre les insurgés; et cette multitude sans chefs, après avoir résisté pendant quelques instants, jeta ses armes et se dispersa. Ainsi se termina une tentative qui, en dépit des assertions du ministère anglais, eût réussi facilement avec un peu plus d'ordre dans les dispositions, et qui aurait

1803—an XIII France. eu vraisemblablement pour résultat la séparation de l'Irlande de l'empire britannique.

Après avoir erré pendant quelque temps aux environs de Dublin, Robert Emmet fut arrêté; Russel éprouva le même sort. Ces deux chefs apparents de la conspiration manquée furent condamnés à être pendus avec quelques autres agents subalternes. La conduite d'Emmet devant ses juges et la manière héroïque dont il marcha au supplice furent dignes d'un homme persuadé que tout effort pour arracher sa patrie au joug tyrannique de l'Angleterre était une action noble et légitime; il mourut en Romain, et ses derniers moments rappelèrent ceux de Sidney.

Il est naturel de croire, ainsi que l'affirma le jeune Emmet, que l'insurrection dont il parut le chef avait été concertée avec le gouvernement français; cependant il est encore plus probable que le moment de l'exécution n'avait pas été convenu entre ce gouvernement et les conjurés, ou, au pis aller, qu'il n'avait pas été fixé à une époque aussi prochaine; car il était de toute impossibilité que la France fût prête, dès le mois de juillet, à envoyer de puissants secours aux insurgés irlandais, la guerre n'ayant éclaté que vers la fin de mai. Une expédition maritime comme celle qu'eût exigée l'Irlande se prépare difficilement en cinq ou six semaines; du moins en France, par des causes tenant à l'organisation vicieuse du ministère de la marine, on a rarement donné l'exemple d'une pareille diligence. Il faut en conclure que le gouvernement français n'eut aucun tort dans cette circonstance, et que, si Emmet se hâta de donner le signal de la rébellion, ce fut, comme il l'a dit, parce qu'il *voulait prouver d'avance à la France et à l'univers entier que l'Irlande méritait d'être secourue*. Il est inconcevable, au reste, que, depuis le commencement de la guerre de la révolution, les Irlandais n'aient reçu de la France qu'un seul secours aussi peu opportun que peu efficace.

Une chose assurément digne de remarque, c'est que, pour débuter dans la nouvelle lutte maritime entre la France et l'Angleterre, leurs gouvernements aient, chacun de son côté, adopté des mesures propres a rendre la guerre nationale chez le peuple ennemi. Au nombre de ces mesures impolitiques, il faut ranger

ières

Ft Napoléon
ou du Musoir

Prolongement proposé

Jettée du Ft Napoléon

de l'Ouest

Digue en Fascinage

Estacade de l'Est

PLAN
DU PORT DE
BOULOGNE.

Mètres

100

200 M.


Parc aux bois
de Construction
Digues de Capécure
Boulangerie de la marine
Poste du Fond du Bassin
Dunes
de
Sables
BASSIN DE LA FLOTILLE
Poudrières
Ft Napoléon
ou du Musoir
Jettée du Ft Napoléon
Prolongement proposé
Quai du Sénat
Casernes
Quai de l'Arrière-Garde
Quai de l'Amiral
Casernes
Quai Bonaparte
Estacade de l'Ouest
Digue en Fascinage
Estacade de l'Est
Quai de l'Arsenal
Pont de Service
Barrage proposé
Quai de la Victoire
Quai de la Douane
Quai du Centre
Rue Tant perd Tant paie
Rue du Pot d'Etain
Rue de l'Ecu
R. des Capucins
Pl. des Victoires
PLAN
DU PORT DE
BOULOGNE.
Metres
100
200 M.

celle que prit le ministère britannique à la fin de l'été de 1803, et qui n'eut pour résultat que l'incendie de quelques maisons et la mort de quelques habitants paisibles des côtes de France. Dans l'espace d'environ un mois, presque tous les ports français situés sur la Manche, depuis Granville jusqu'à Calais, furent bombardés par des bâtiments anglais, bien que, dans une grande partie de ces ports, il n'y eût ni bâtiments armés, ni armements en activité. Les dégâts, toutefois, furent peu considérables. Le premier consul ordonna que les propriétaires dont les maisons avaient souffert fussent indemnisés sur-le-champ par le trésor public. Lorsqu'on exécuta cet ordre, on reconnut que les dommages ne s'élevaient pas à quarante-cinq mille francs. Quoi qu'il en soit, l'indignation fut générale en France, et cette circonstance y donna un nouvel élan au patriotisme.

Cependant la construction des prames, canonnières, bateaux plats et péniches, se poursuivait avec la plus grande activité. La capitale se distingua des autres villes françaises par le nombre de bâtiments qui y furent construits, et la célérité de ces travaux. La nécessité d'avoir à Paris des marins pour composer les équipages de tous ces bâtiments et les descendre au Havre fit naître au premier consul l'idée de créer un bataillon de matelots destiné à faire partie de sa garde. Telle fut l'origine d'un corps dont nous aurons plus d'une fois à signaler les services importants et les beaux faits d'armes. C'est également dans la vue de pouvoir mobiliser facilement des ouvriers et de les diriger sur tous les points où les constructions de la flottille réclamaient leurs bras et leur industrie, qu'on forma le beau corps des ouvriers militaires, troupe infiniment plus utile à la marine [1], et dont les actions guerrières ne le cédèrent pas à celles du bataillon des matelots de la garde.

En attendant que les bateaux de Forfait fussent achevés, tout ce qui existait de canonnières et de bateaux plats anciens fut dirigé sur Boulogne, par divisions plus ou moins fortes. La ré-

[1] Cette comparaison est juste et n'offense personne : en effet, s'il fut avantageux à l'État d'avoir des marins à l'armée, il ne le fut guère à la marine d'avoir des matelots casernés à Paris, tandis qu'elle tira un grand avantage de l'incorporation des ouvriers.

1805—an XIII France. union de cette première partie de la flottille s'opéra, malgré tous les efforts des croisières anglaises pour s'y opposer : il en résulta, en France, une opinion fortement prononcée de la probabilité du succès de la descente. Cette opinion s'établit également en Angleterre, et, à la fin de 1803, un écrivain anglais s'exprimait ainsi : « Il paraît maintenant parfaitement prouvé que la France peut réunir une flottille aussi considérable que possible sur la partie de ses côtes située en vue des rivages anglais. En conséquence, l'expérience qui reste à faire à l'Angleterre est d'essayer si, dans un empire aussi riche en population, en ressources et en esprit national, on ne peut organiser un système militaire tel, que nous soyons constamment en état de repousser les forces, quelque considérables qu'elles puissent être, qui viendraient de France pour nous envahir. Si l'on permet à Bonaparte de violer tout à fait l'indépendance des différentes nations de l'Europe, et de rassembler toutes les forces disponibles de la France et de ses alliés dans les ports de la Manche, *le sort de notre pays paraît décidé;* et à moins que le ciel ne nous gratifie dans sa miséricorde d'un ministère qui, jouissant de la confiance générale, puisse rallier à lui tous les partis, toutes les religions, et employer les efforts de toutes les classes du peuple pour arrêter un ennemi aussi puissant et aussi implacable, le temps arrivera bientôt où le citoyen le plus patriote devra désespérer, et dire de l'Angleterre ce qu'Annibal dit autrefois de sa malheureuse patrie : *Agnosco fata Carthaginis* [1]. »

Quoique toutes les espérances de Napoléon parussent toujours se fonder sur son vaste plan de descente, il fut à la fin frappé du désavantage de concentrer toutes les opérations de la guerre sur une expédition unique, et de l'utilité de partager l'attention de l'ennemi. D'un autre côté, les ressources que le patriotisme des Français avait mises à sa disposition lui donnaient les moyens de multiplier les armements maritimes. En conséquence il ordonna d'équiper à la fois tous les vaisseaux qui se trouvaient à Brest et à Toulon. Le commandement de l'armée navale que devaient composer les vaisseaux du premier de ces ports fut déféré à l'amiral Truguet. Cette circonstance fit penser

[1] Annual Register, 1803

que le premier consul avait des projets sur l'Irlande, et que l'ex-ministre était appelé à diriger lui-même l'expédition qu'il avait naguère si habilement concertée et qui eût réussi, sans doute, s'il l'avait pu commander en personne. L'amiral la Touche-Tréville fut nommé commandant des forces navales de Toulon. Le bruit public attribua cette nomination au souvenir de ses succès à Boulogne contre Nelson, et au dessein de l'opposer encore à cet amiral, qui commandait la flotte anglaise de la Méditerranée. Nelson le pensait ainsi, et disait quelquefois d'un ton ironique : « On l'a envoyé exprès, parce qu'il m'a battu à Boulogne, pour me battre encore. » Outre ces deux grands armements, il en fut ordonné d'autres à Rochefort et à Lorient, où plusieurs vaisseaux de ligne venaient d'être lancés et d'autres devaient l'être bientôt.

On sentira combien il fut avantageux à la France, sous le point de vue politique et militaire, d'avoir équipé ces diverses escadres, en pensant à la quantité de points qu'elles menaçaient, et à combien d'expéditions diverses on pouvait les destiner, sans que l'ennemi pût deviner laquelle de toutes ces destinations était la véritable. Le témoignage de Nelson vient encore appuyer ici nos réflexions. « Rien n'est plus incertain, écrivait-il alors, que la direction que prendra l'escadre de Toulon quand elle mettra en mer : elle peut avoir autant de destinations qu'il y a de pays. » Dans la Méditerranée seule, de l'avis de cet amiral anglais, elle menaçait Naples, la Sicile, la Sardaigne, Malte et l'Égypte. C'est alors que la position de l'Angleterre devint véritablement critique ; car, outre le danger de l'invasion dont elle était menacée, elle courait encore toutes les chances d'une guerre maritime ordinaire, où l'habileté, la ruse et le secret suppléent à la force; où le plus faible, par de savantes combinaisons, de l'audace et de la célérité, peut triompher du plus fort, en éludant ses escadres, fondant sur son commerce et ses colonies, et se présentant toujours sur le point où il est le moins attendu. Et combien de points vulnérables n'offrent pas sans cesse les possessions anglaises disséminées dans les quatre parties du globe! Nous ne cesserons de le redire, c'est moins le nombre des bâtiments de guerre que leur bon emploi qui

1805 – an XIII France. fait les succès dans la guerre maritime, et ce bon emploi des vaisseaux, on peut toujours l'obtenir avec un ministère bien organisé et des amiraux habiles.

Nous avons dit plus haut que, pour l'expédition destinée à l'invasion de l'Angleterre, tout était à créer, et les bateaux et les ports mêmes qui devaient les mettre à l'abri des tempêtes et de l'ennemi jusqu'au moment où ils iraient tenter la fortune sur les rivages anglais. Il est à propos de donner une idée des immenses travaux entrepris pour vaincre les obstacles que semblait présenter l'exécution du plan gigantesque adopté par le premier consul. On a déjà vu comment s'opéra la construction des bateaux ; il reste à présenter quelques détails sur la forme, le gréement et l'armement de ces bateaux, divisés, conformément au plan de Forfait, en quatre espèces[1].

Les prames, dites bateaux de grande espèce, avaient environ cent dix pieds de longueur totale, de tête en tête, vingt-cinq pieds de largeur, au maître bau; elles tiraient de sept à huit pieds d'eau; elles avaient trois mâts, et leur gréement était pareil à celui des corvettes de vingt canons; l'artillerie des prames se composait de douze canons de 24; leur équipage avait été fixé à 38 marins[2]; on avait établi dans leur cale une écurie pour cinquante chevaux; chaque prame construite et armée avait coûté soixante mille francs : on n'en construisit qu'une vingtaine.

[1] Une cinquième espèce de bateaux fut adoptée pour la flottille, ce furent les caïques ou chaloupes à l'espagnole, qui avaient les dimensions des chaloupes des vaisseaux de ligne de premier rang, et portaient un canon de 24 sur l'avant; mais on en construisit très-peu, et il n'y en eut pas trente en tout à Boulogne. L'idée d'employer des caïques dans les flottilles fut donnée au gouvernement français par le contre-amiral Lacrosse. Dans une mission en Espagne, dont l'objet était d'assurer et de hâter le ralliement de l'escadre espagnole, commandée par Massaredo, à l'armée navale partie de Brest sous les ordres de Bruix, l'amiral Lacrosse vit des caïques à Cadix et apprit de quelle utilité elles avaient été lors du bombardement de ce port par les Anglais en 1797.

[2] Les équipages des bateaux de la flottille avaient été fixés au plus petit nombre possible de marins, parce que les soldats devaient agir sur les manœuvres basses quand ces bateaux allaient à la voile, et manier les avirons lorsqu'ils allaient à la rame.

Les canonnières, désignées sous le nom de bateaux de première espèce, avaient environ soixante-seize pieds de longueur totale, de tête en tête, et dix-sept pieds de largeur; elles tiraient de cinq pieds à cinq pieds et demi d'eau de l'arrière; elles étaient gréées en brigantin; leur artillerie se composait de trois canons de 24 et d'un obusier français de 8 pouces; leur équipage avait été fixé à 22 hommes; chaque canonnière, construite et armée, avait coûté trente-cinq mille francs : on en construisit environ trois cents.

Les bateaux canonniers, ou de seconde espèce, avaient soixante pieds de longueur, quatorze pieds de largeur; leur plus grand tirant d'eau était de quatre pieds trois pouces; ils étaient gréés en lougre; leur artillerie se composait d'un canon de 24 devant et d'une pièce de campagne derrière; leur équipage avait été fixé à six hommes; on avait établi dans leur cale une écurie pour deux chevaux destinés au service de la pièce de campagne; chaque bateau plat, construit et armé, avait coûté vingt mille francs : on en construisit environ trois cent cinquante.

Les péniches, ou bateaux de troisième espèce, avaient soixante pieds de longueur, dix pieds de largeur; elles tiraient trois pieds et demi d'eau de l'arrière; leur gréement était le même que celui des bateaux de deuxième espèce; elles avaient communément pour artillerie un canon de 4 derrière, et un obusier français de 6 pouces devant, excepté quelques divisions, où, à cette dernière pièce, on avait substitué un obusier prussien de 6 pouces, ou un mortier de 8 pouces; leur équipage avait été fixé à cinq hommes; chaque péniche avait coûté, de construction et d'armement, sept mille francs : on en construisit environ quatre cents.

Il résulte de ce que nous venons d'exposer que la construction et l'armement de tous ces bateaux coûtèrent à la France la somme de vingt à vingt-deux millions, à quoi joignant celle d'environ cinq millions pour les frais d'armement des anciens bateaux de guerre et l'achat des bâtiments de transport, on trouve, pour les dépenses de premier établissement de la flottille, vingt-six ou vingt-sept millions. Cette somme n'aurait pas dû paraître énorme, si le but de l'expédition eût été atteint; et

1805 — an XIII France. elle ne l'était pas en effet à proportion des fonds immenses faits pour subvenir aux frais de cette expédition gigantesque. Toutes les dépenses furent ordonnancées *sur un crédit provisoire de quatre cents millions, ouvert au ministre de la marine pour l'exécution de la descente :* telle était la teneur des mandats tirés sur le trésor public pour solder ces diverses dépenses.

Celles qu'on fut obligé de faire pour obtenir, sur une étendue de sept lieues de côtes, les ports nécessaires pour recevoir toute la flottille durent être exorbitantes : nous n'avons pas à notre disposition les documents qui les établissent, mais toutes les personnes qui savent ce que coûtent les travaux d'art, et surtout les travaux hydrauliques en demeureront convaincues après avoir lu ce qui suit.

La position de Boulogne, en face et à douze lieues des terres basses situées entre les falaises de Douvres et la pointe d'Hastings, avait sans doute déterminé le choix qu'en fit d'abord le premier consul pour point de réunion de la flottille ; mais, dans l'état où il se trouvait alors, il n'en eût pu contenir qu'une partie, et il parut impossible de l'agrandir suffisamment pour la recevoir tout entière. En visitant la côte, pour choisir l'emplacement d'un nouveau port destiné à recevoir la portion de flottille qui ne pourrait trouver place dans celui de Boulogne, Napoléon s'arrêta à Wissant, et forma soudain le projet d'y créer un port qui pût même dispenser d'agrandir Boulogne. Cette résolution du premier consul ne fut pas due à la tradition qui représente Wissant comme le fameux port d'Itius, d'où partit Jules-César pour envahir l'Angleterre[1], mais uniquement aux avantages que

[1] Un étymologiste peut trouver frappante l'analogie qui existe entre les deux nom d'*Itius* et de *Wissant :* quant à nous, sans aller chercher si loin l'origine du dernier de ces noms, nous ferons observer que les Anglais l'écrivent *Whitsand* (sable blanc), nom évidemment tiré de l'aspect des dunes qui se trouvent sur ce point de la côte du Pas-de-Calais. Pendant longtemps, Calais, Boulogne et Wissant se sont disputé la gloire d'avoir été jadis la ville nommée *Port-Itius*, où Jules-César fit un assez long séjour. Mais depuis peu de temps des fouilles pratiquées dans la dune, à l'ouest de l'établissement des bains de mer de Calais, ont mit à découvert la carcasse d'un navire parfaitement conservé. A l'arrière de ces débris, on voit encore, en lettres d'or, les mots Julius Cæsar. Ces restes d'une embar-

lui parurent présenter les localités. La baie de Wissant est située entre les caps Grinez et Blanez, en face de la rade des dunes; elle est presque fermée au large par des bancs de sable, dont une portion découvre à marée basse. Napoléon conçut le dessein gigantesque de faire de cette baie une rade capable d'abriter non-seulement toute sa flottille, mais même la flotte la plus nombreuse de vaisseaux de haut bord, en la fermant tout à fait au moyen de digues dont la presque totalité devait être faite à pierres perdues, comme celle de Cherbourg, et qui eussent présenté un développement plus que quadruple de celle-ci. Il fit faire sur-le-champ un plan et un devis des travaux nécessaires pour l'exécution de ce grand projet. Il approuva pleinement l'un et l'autre; et si ensuite il ne fit pas commencer les travaux, ce fut plutôt en raison du temps qu'ils eussent exigé que des dépenses énormes qu'ils auraient nécessitées : cette dernière considération l'arrêtait bien rarement, tandis que son génie actif et impatient ne pouvait souffrir les délais.

L'agrandissement du port de Boulogne fut entrepris immédiatement, et l'on y travailla jour et nuit. Avant l'époque dont nous parlons, ce port n'était qu'un méchant havre formé par l'embouchure de la petite rivière de la Liane; la mer venait le remplir à marée haute et le laissait presque à sec en se retirant : une seule portion de quai y existait à l'endroit où abordaient ordinairement les paquebots d'Angleterre. En très-peu de temps, les deux rives furent bordées de quais; des jetées furent bâties, un grand bassin creusé, et un pont de service établi pour faciliter la communication entre les deux rives; en même temps on s'occupa de la construction d'un barrage à écluse, qui devait, en retenant les eaux de la mer dans la Liane, servir à conserver des bâtiments à flot, mais

cation impériale de cette époque ont des dimensions considérables. On y a retrouvé des papiers dans un état de parfaite conservation et portant ces mots : *Portus Itius*, et en parenthèse : *Aletum*. On a recueilli aussi un grand nombre de monnaies à l'effigie de César. Dès lors tombent d'elles-mêmes les assertions de toutes natures qui tendaient à priver le port de Calais du fameux nom de *Portus Itius*, où César s'embarqua pour la conquête de la Grande-Bretagne.

1805—an XIII. France. principalement à obtenir une chasse pour nettoyer le port. Sur le musoir qui terminait la jetée de l'ouest, on éleva un beau fort en pierre qui reçut le nom de fort Napoléon; il fut armé de canons en bronze du plus gros calibre et de mortiers de douze pouces coulés sur plaque. Le moyen reconnu comme le plus efficace pour préserver le port et la ville de Boulogne des fâcheux effets d'un bombardement était l'établissement en rade d'une ligne d'embossage composée d'un certain nombre de bâtiments de la flottille; mais, soit pour soutenir le centre et les ailes de cette ligne, soit pour la suppléer dans le cas d'une attaque tentée par l'ennemi dans un moment où la flottille n'aurait pu sortir, on construisit au large de la côte les trois forts dits forts de l'Heurt, fort de la Crèche, et Fort en bois, dont nous avons parlé dans un précédent article[1]. On leur donna à tous les trois la forme semi-circulaire: les deux premiers furent construits en pierres sur des roches qui découvrent à marée basse; le troisième fut établi sur des pilotis chassés dans le sable à la laisse de basse mer dans les marées ordinaires; on les arma de la même manière que le fort Napoléon. L'érection de ces forts eut lieu avec une rapidité surprenante; celle du Fort en bois occasionna quelques escarmouches avec les Anglais, qui firent diverses tentatives pour détruire les travaux ou du moins inquiéter les travailleurs. Tel est l'aperçu des principaux travaux exécutés au port de Boulogne pour le rendre capable de servir d'asile à une grande partie de l'expédition: il fut affecté aux deux corps formant le centre de la flottille.

A une lieue environ au nord-est de Boulogne, à l'embouchure du ruisseau de Wimille, on creusa un nouveau port, celui de Wimereux, et, en très-peu de temps, il se trouva prêt à remplir sa destination, qui était de recevoir l'aile droite de la flottille et une escadrille de réserve armée par les marins de la garde. Des travaux exécutés avec la même activité mirent, en le déblayant et l'agrandissant, le petit port d'Ambleteuse, situé à une lieue plus loin dans le nord-est, en état de contenir toute la flottille batave. La baie d'Étaples, qui se

[1] Voyez page 66.

trouve à cinq lieues au sud-ouest de Boulogne, à l'embouchure 1805—an XIII France.
de la Canche (rivière un peu plus considérable que la Liane), fut destinée à contenir l'aile gauche de la flottille : il fallut peu d'efforts pour la rendre propre à cet objet.

L'amiral Bruix, ainsi qu'on l'a dit précédemment, avait été appelé par le premier consul à l'honneur de commander en chef la flottille. De grands talents et une réputation plus grande encore justifiaient un pareil choix ; mais la faible santé de Bruix le rendait incapable de supporter les fatigues d'une opération telle que l'organisation d'une flottille de plus de deux mille bâtiments, dont l'armement et l'équipement laissaient toujours quelque chose à désirer lorsqu'ils arrivaient à Boulogne. On lui adjoignit en conséquence, pour commandant en second, et avec le titre de directeur supérieur de l'armement de la flottille, le contre-amiral Lacrosse, que nous avons déjà vu chargé de fonctions à peu près semblables en 1798 [1]. Cet officier général remplit une tâche aussi pénible et aussi minutieuse avec un talent, une patience et une activité admirables. Grâces aux dispositions qu'il régla et prescrivit, tant pour l'installation et la tenue des bâtiments que pour le service des officiers et marins, et à la rigidité avec laquelle il les fit exécuter, on vit régner, parmi l'expédition maritime la plus nombreuse sans doute des temps modernes, un ordre tel que n'en présenta jamais aucune force navale de quelque puissance que ce soit.

Le ralliement à Boulogne, Étaples, Wimereux et Ambleteuse de plus de deux mille bâtiments expédiés de tous les points de la côte de France depuis la Hollande jusqu'à Bayonne (opération exécutée avec le plus grand succès, malgré la vigilance et les efforts des croisières ennemies), a donné lieu à une foule de petits combats où la valeur française ne fut pas déployée aussi infructueusement qu'elle l'avait été sur mer depuis 1793 : la fortune s'y déclara presque constamment en faveur des marins français, et ils recueillirent enfin quelque gloire pour prix du sang qu'ils ne cessaient de répandre depuis plus de dix ans. Ne pouvant, à cause de leur nombre, raconter toutes ces actions honorables, nous choisirons quelques-unes des plus saillantes.

[1] Voyez tome IV, pages 499 et suivantes.

1805—an XIII France. Le 5 mai 1804, une section de quatre canonnières, commandée par le lieutenant de vaisseau Tourneur, étant en route pour Lorient, fut rencontrée et attaquée par une forte corvette et un lougre anglais ; le combat se soutint avec acharnement pendant quelque temps. Le nombre des bouches à feu des bâtiments ennemis était plus que double de celui des canonnières ; mais le calibre plus fort dont ces dernières étaient armées, joint à l'adresse et à la vivacité avec lesquelles les pièces furent servies, compensa bientôt cette différence et donna l'avantage aux bâtiments français. Écrasés par les boulets et la mitraille que vomissaient les canons de 24 des canonnières, la corvette et le lougre prirent le large en forçant de voiles. Non content de les avoir contraints à la retraite, et au lieu de continuer tranquillement sa route, le brave Tourneur se décide à les poursuivre. Il leur donne la chasse, en les canonnant vigoureusement, les atteint près de l'île d'Houat, et les oblige à amener leur pavillon [1]. Le grade de capitaine de frégate devint la récompense de cette brillante conduite du lieutenant de vaisseau Tourneur, et celui d'enseigne de vaisseau fut conféré aux quatre officiers provisoires Guérard, Laxalde, d'Etchevery et Hudes, qui commandaient les canonnières sous ses ordres.

Le 16 du même mois (mai), une division de la flottille batave, composée de dix-neuf canonnières, quarante-sept bateaux canonniers et quelques transports, appareilla de Flessingue, sous le commandement du vice-amiral Verhuel, pour se rendre à Ostende : elle était escortée par les deux prames françaises *la Ville d'Aix* et *la Ville d'Anvers*. A la hauteur de Heyst, elle fut attaquée par une croisière anglaise, commandée par le commodore Sidney Smith. Malgré tous les efforts des ennemis, ils ne purent entamer la ligne, et la division gallo-batave continua sa route en bon ordre.

Au bruit des premiers coups de canon, deux sections de pé-

[1] La corvette anglaise était commandée par le capitaine Wright, le même qui avait débarqué sur la côte de Normandie la plupart des personnages qui figurèrent dans la conspiration de Georges. Il fut conduit à Paris et enfermé au Temple, où il avait déjà partagé la captivité de sir Sidney Smith. Tout le monde connaît la mort violente du capitaine Wright, bien qu'on soit loin d'être d'accord sur les circonstances qui l'accompagnèrent.

nières, commandées par le capitaine de frégate Lambour, furent expédiées d'Ostende au-devant de la division qui combattait; elles la rejoignirent, et elles donnèrent la remorque à plusieurs bateaux dégréés que le vent portait à la côte. L'action ayant eu lieu très-près de terre, les batteries secondèrent les bâtiments de la flottille, et l'artillerie légère, qui suivait tous les mouvements de la division, fit un feu extrêmement vif sur les Anglais, qui furent surtout très-incommodés de ses obus. 1805—an XIII France.

Le poids du combat tomba principalement sur l'arrière-garde de la flottille. Les deux prames *la Ville d'Aix* et *la Ville d'Anvers*, chargées de la couvrir, remplirent cette tâche d'une manière distinguée; leurs équipages combattirent avec une ardeur sans égale, et l'artillerie fut servie à bord de ces deux navires avec une promptitude et une adresse qui causèrent quantité d'avaries aux bâtiments ennemis. Après avoir presque entièrement épuisé ses munitions, *la Ville d'Anvers* échoua près de la côte. Dans cette position, elle se défendit de la manière la plus brillante et repoussa toutes les tentatives que firent les Anglais pour s'en emparer ou pour l'incendier.

Vers la fin du combat, les vents étant devenus contraires et soufflant avec force, une partie seulement de la flottille batave put gagner le port d'Ostende; le reste des bâtiments, à qui la grosse mer ne pouvait permettre de demeurer au mouillage qu'il avait pris devant Blankenberghe, fit route pour rentrer dans l'Escaut, et y parvint en dépit des obstacles que les ennemis cherchèrent à opposer à cette manœuvre.

Cette affaire, où les projets de l'ennemi furent complètement déjoués [1], coûta la vie à quelques braves Français; un plus grand nombre furent blessés : parmi ces derniers se trouva le lieutenant de vaisseau Dutaillis, commandant la prame *la Ville d'Anvers*. Quant aux bâtiments anglais, indépendamment du dommage qu'ils éprouvèrent dans leur gréement, ils perdirent une centaine d'hommes. Sir Sidney Smith, qui n'avoue dans son rapport que

[1] Un bateau de transport, qui s'était trop écarté au large, fut la seule capture que firent les Anglais et la seule perte éprouvée par la flottille gallo-batave.

1805—an XIII France. la moitié de cette perte, convient, au reste, qu'elle fut plus faible que celle qu'il eût dû éprouver ; mais il attribue cette circonstance à ce que les bâtiments de la flottille gallo-batave pointaient à la mâture. Une autre cause y contribua plus puissamment : c'était la position du canon de 24 à bord des bateaux bataves ; cette pièce y était disposée de manière que, pour la tirer, les bateaux eussent dû présenter le devant à l'ennemi, et par conséquent se déranger de leur route, ce qu'il ne convenait pas de faire. Sous tous les rapports, les deux prames françaises furent les bâtiments qui firent le plus de mal aux Anglais [1].

La blessure du lieutenant de vaisseau Dutaillis l'ayant obligé de se faire transporter à terre, le commandement de la prame *la Ville d'Anvers* échut à l'enseigne de vaisseau Giroux. Cet officier s'en montra digne en soutenant, trois jours après, un combat plus opiniâtre et plus glorieux encore que le premier. La prame demeurée échouée fut attaquée plusieurs fois infructueusement : au reste, la crainte de s'échouer eux-mêmes empêchait les bâtiments ennemis de trop s'en approcher. Lorsqu'elle eut été remise à flot, elle fit voile pour atteindre Ostende : c'est alors que les Anglais jugèrent pouvoir l'attaquer avec avantage. Ils s'avancèrent sur la prame et l'engagèrent à petite portée, faisant le feu le plus terrible ; mais les manœuvres habiles du capitaine Giroux et la bravoure de son équipage rendirent vaine cette nouvelle tentative. *La Ville d'Anvers*, après avoir combattu pendant deux heures et demie, tout en faisant route, en-

[1] La lettre de sir Sidney Smith à l'amirauté contient quelques assertions qui méritent d'être relevées. Il dit que la prame (*Ville d'Anvers* sans doute) a amené son pavillon. Le fait est faux. Il ajoute : « Je ne pus envoyer mes embarcations, au milieu de la ligne ennemie, chercher les bâtiments qui avaient amené leur pavillon, et qui étaient abandonnés par leur équipage, mêlés comme ils se trouvaient parmi ceux qui tiraient encore. » On ne peut pas mieux s'excuser de ne pas amener les prises qu'on dit avoir faites. « Nous voyons, continue le commodore, le haut des mâts de trois des canonnières et d'un des bateaux que nous avons coulés. » Sir Sidney Smith n'avait pas une bonne *longue-vue* ce jour-là ; car aucun bâtiment ne fut coulé bas. Nous sommes loin de vouloir taxer cet officier de jactance ou de mauvaise foi ; mais, en lisant ses rapports, on ne peut comprendre quelle fatalité l'a toujours fait aussi mal voir que dans cette circonstance.

tra dans le port d'Ostende. Les batteries de cette ville et l'artillerie du camp la saluèrent à son entrée [1]. 1805—an XIII France.

La première récompense décernée aux braves défenseurs de la prame *la Ville d'Anvers* le fut par le corps municipal de cette ville au nom de ses habitants. Une épée d'or fut offerte au lieutenant de vaisseau Dutaillis, et une pareille à l'enseigne Giroux. Le gouvernement éleva le premier de ces officiers au grade de capitaine de frégate, et le second à celui de lieutenant de vaisseau. L'enseigne provisoire Deschamps, qui s'était distingué dans les deux combats, reçut le brevet d'enseigne de vaisseau entretenu ; l'aspirant Maubisson fut fait enseigne provisoire. Les officiers et marins de *la Ville d'Aix* furent également récompensés. Le lieutenant de vaisseau Brunet, qui commandait ce bâtiment, fut fait membre de la Légion d'honneur, ainsi que les nommés Parmentier, maître d'équipage, Mahé, chef de timonerie, et trois matelots.

Le courage du guerrier ne suffit pas seul au marin : toujours en guerre avec les éléments, il a besoin d'une autre espèce d'intrépidité pour se soustraire à leur fureur, ou pour y dérober ses semblables. Moins éclatantes peut-être que les actions militaires, mais plus utiles à l'humanité, celles qui honorèrent les Français dans de semblables circonstances doivent trouver ici leur place, surtout quand l'événement qui y donna lieu peut avoir eu quelque influence sur les opérations militaires que nous racontons.

Le 20 juillet 1804, un grand nombre de bâtiments de toute espèce de la flottille étaient réunis sur la rade de Boulogne, où ils formaient une ligne d'embossage. Un coup de vent de nord-est (partie d'où les vents soufflent plus rarement avec violence que de l'ouest et du sud-ouest) se déclara tout d'un coup, et son impétuosité fut telle, que tous les bâtiments souffrirent plus ou moins. La mer étant basse alors, il était impossible de

[1] Un trait extraordinaire peint l'ardeur et l'enthousiasme qui régnaient parmi les braves défenseurs de la prame *la Ville d'Anvers*. On vint à manquer de *valets* (bouchons de vieux cordage) pour charger les canons : les marins de l'équipage, les hussards du septième régiment et les soldats du quarante-huitième d'infanterie de ligne déchirèrent à l'envi leurs vêtements pour y suppléer.

18

1805—an XIII France. les faire rentrer : ceux qui se trouvaient au vent du port mouillèrent tout ce qu'ils avaient d'ancres pour tâcher de tenir bon en attendant la marée; les autres mirent sous voiles pour chercher à s'élever au vent. Les canonnières résistèrent assez bien à la tempête; mais les bateaux canonniers, les péniches et les caïques se trouvèrent dans une position cruelle (surtout ces deux dernières espèces de bateaux, qui n'étaient pas pontés). Quelques-uns remplirent et coulèrent à fond; d'autres coupèrent leurs câbles et laissèrent arriver, pour tâcher de trouver un refuge dans quelqu'un des ports sous le vent : les uns périrent en mer; d'autres parvinrent, après mille dangers, à relâcher dans les ports d'Étaples et de Saint-Valery-sur-Somme; enfin, il y en eut qui furent poussés jusqu'à Dieppe et plus loin encore.

La nuit du 20 au 21 fut terrible, et plus de quatre cents marins et soldats furent ensevelis sous les flots. Pour comble de malheur, à la marée haute, plusieurs bâtiments manquèrent l'entrée du port et furent jetés à la côte; quelques hommes encore perdirent la vie dans cette malheureuse circonstance. L'empereur, arrivé de la veille à Boulogne, fut témoin de ces désastres; il se montra encore plus affligé que furieux, la sensibilité chez lui parut bien supérieure au dépit, et l'orgueil de son caractère céda à la bonté de son cœur. Cette nuit fatale fut marquée par une foule de traits de courage, et quantité de victimes furent arrachées à une mort certaine. Dans l'impossibilité de citer tous les officiers marins et militaires qui se distinguèrent, nous nous bornerons à ceux dont les noms suivent, et à qui l'amiral Bruix paya un juste tribut d'éloges dans les ordres du jour des 3 et 5 thermidor an XII : les enseignes Rigny[1], Margolé, Dubois, Jamet, Letourneur, Oreille et Labrière; les marins Germe, Leprêtre, Libert, Decaen, Lelaud, Boré, Copin, Petit, Rebours, Devos, Jouvenel; les canoniers Pourre et Baugrand; les soldats Mariette, Julien, Martel, Barthélemy et Plaisant.

Le Havre, par sa position centrale sur les côtes françaises de la Manche, était le point où les bâtiments de la flottille,

[1] Depuis amiral, deux fois ministre de la marine (voir la bataille de Navarin).

construits et armés dans les ports plus occidentaux, ou dans la 1805 – an XIII
Seine et les rivières affluentes, se rendaient isolément ou par petites divisions, pour en partir ensuite en convois plus nombreux et sous la direction d'officiers supérieurs spécialement chargés de les conduire à Boulogne. Les Anglais projetèrent, en conséquence, une attaque par mer sur le Havre : elle se borna à plusieurs tentatives de bombardement. Les principales eurent lieu les 16 et 23 juillet, et les 1er et 2 août 1804. La dernière fut la plus sérieuse ; néanmoins les ennemis furent loin d'obtenir tout le succès qu'ils s'en étaient promis : ils firent éprouver quelque dommage à la ville, mais ils n'en causèrent presque aucun à la flottille. Ce résultat fut principalement dû aux bonnes dispositions défensives qui avaient été prises par les autorités militaires et maritimes.

On avait éprouvé, depuis plusieurs années, qu'un port a, en général, peu de chose à craindre d'un bombardement lorsqu'il est couvert par une ligne de bâtiments de guerre bien embossés. Le Havre, lors de la dernière des attaques dont nous parlons, se trouvait couvert par une ligne d'embossage composée de dix-huit canonnières, douze bateaux canonniers, deux bombardes et plusieurs caïques et péniches. Le feu de cette ligne, bien plus efficace que celui des batteries de la ville, força les bombardes anglaises, d'abord de prendre une position plus éloignée de terre qu'elles ne l'eussent fait, et ensuite de se retirer pour n'être pas coulées à fond par la grêle de boulets, d'obus et de bombes qui pleuvaient sur elles.

La retraite des ennemis fut surtout déterminée par l'appareillage et la manœuvre audacieuse d'une petite division de la flottille. Cette division était composée de deux canonnières et de quelques bateaux armés par des marins de la garde impériale ; leurs garnisons étaient formées par des militaires de cette même garde ; le capitaine de frégate Baste[1], chef d'un des équipages du bataillon des marins de la garde, la commandait. Cet officier supérieur se porta avec intrépidité vers les bâtiments anglais, qu'il canonna vigoureusement. L'un d'eux,

[1] Tué dans la campagne de France en 1814. Il était alors contre-amiral et général de brigade, comte et grand officier de la Légion d'honneur.

1805—an XIII France. le brick *le Locust*, se trouvant un peu éloigné de sa ligne, le commandant Baste s'attacha plus particulièrement à lui. Il le démâta de son grand mât de hune, lui fit beaucoup d'autres avaries, et s'en fût rendu maître si le vent ne l'eût favorisé et s'il n'eût été secouru à temps par les autres bâtiments de la division ennemie. Les officiers qui se distinguèrent le plus dans cette affaire furent les lieutenants de vaisseau Roquebert cadet [1], Saizieu et Bouvier, l'enseigne de vaisseau Cretel et l'enseigne provisoire Deboisse.

Quelques jours après la distribution solennelle des croix de la Légion d'honneur au camp de Boulogne, l'amiral Bruix donna à l'empereur le spectacle d'un petit combat naval. Le 8 fructidor, vers deux heures de l'après-midi, une grande corvette anglaise à trois mâts s'avança pour observer la ligne d'embossage de la flottille. Elle s'arrêta à grande portée de canon des bâtiments français, et néanmoins elle tira quelques volées, qui ne produisirent aucun effet. L'amiral fit aussitôt le signal à la première division des canonnières, commandée par le capitaine de vaisseau Leray, de mettre sous voiles pour aller repousser la corvette ennemie. Cet ordre fut promptement exécuté, et la corvette se replia en toute hâte sur son escadre. La division française continua à évoluer conformément aux signaux de l'amiral.

Bientôt l'ennemi détacha une division composée d'une frégate de quarante-quatre canons, d'une corvette de vingt-quatre, de trois bricks de dix-huit, et d'un cutter de seize, pour troubler les évolutions de la petite division française, et tâcher de lui couper la retraite sur la ligne d'embossage, lorsque le signal lui en serait fait ou que la marée l'y obligerait. Les canonnières s'avancèrent à la rencontre de l'ennemi, et l'action s'engagea. L'empereur était en rade, dans un canot, accompagné des ministres de la guerre et de la marine, des maréchaux Soult et Mortier et de l'amiral Bruix ; il se fit conduire, à forces de rames, vers le point où le combat était engagé. Lorsque les bâtiments ennemis et les canonnières qui couraient au même bord, en combattant, eurent repris presque simul-

[1] Tué, en 1811, à bord de la frégate *la Renommée* qu'il commandait.

tanément la bordée de terre, l'empereur se trouva au milieu des chaloupes canonnières. Il donna en ce moment l'ordre à l'amiral de faire serrer l'ennemi au feu. Les canonnières se portèrent alors toutes à la fois sur les bâtiments ennemis, en faisant le feu le plus vif. Ceux-ci ripostèrent pendant quelque temps avec une égale vivacité; mais enfin les avaries qu'ils avaient reçues et l'approche des bâtiments qui s'avançaient pour renforcer la 1re division de canonnières les déterminèrent à faire route pour rallier le mouillage de leur escadre. Ils furent suivis et foudroyés, dans ce mouvement, non-seulement par la division qui les avait combattus d'abord, mais encore par la 4e division de canonnières, commandée par le brave capitaine Pevrieu, et par les deux sections de péniches portant des obusiers prussiens, commandées par les lieutenants de vaisseau Maison-Blanche et Lasalle, qui avaient rejoint la 1re division. Le cutter anglais coula à fond entre les bâtiments français et ceux de sa division. Les autres bâtiments ennemis, considérablement maltraités, rallièrent le gros de leur escadre [1].

Tous les spectateurs de cet engagement honorable pour la flottille admirèrent la conduite audacieuse des trois enseignes de vaisseau Morin, Bourdon et Delaunay. Le premier montait une canonnière et les deux autres chacun une péniche à obusier prussien. Ils reconduisirent la frégate anglaise jusqu'à son mouillage, en la canonnant de très-près. Les enseignes provisoires Massieu [2] et Vatinel, montant des péniches à obusier prussien, se firent également remarquer. Quelque temps après cette affaire, l'enseigne de vaisseau Morin fut fait lieutenant, et les enseignes provisoires Delaunay et Massieu reçurent leur brevet d'enseigne de vaisseau.

Lorsque les Anglais se furent convaincus de l'inutilité de leurs efforts pour empêcher la réunion de la flottille à Boulogne, ils dirigèrent toutes leurs spéculations vers les moyens de la détruire dans ce port même. La plupart de ces moyens,

[1] Les Anglais rapportent que, dans cette affaire, une bombe française tomba à bord du brick *the Harpy*, écrasa un homme, et que, par un hasard singulier, la fusée s'étant éteinte dans le sang de ce malheureux, elle n'éclata pas.

[2] Depuis capitaine de frégate.

1805 – an XIII France. simplement projetés ou mis effectivement en usage, furent aussi extravagants que barbares. Mais en vain épuisa-t-on, en Angleterre, tout ce que la science peut offrir de ressources au génie du mal, la vigilance et le courage des officiers, des marins et des soldats français firent échouer toutes les tentatives de l'ennemi, et le ministère britannique ne recueillit que la honte pour prix de ses affreux essais et pour indemnité des sommes énormes qu'ils lui avaient fait dépenser.

Le recours à des moyens odieux fut adopté par les Anglais en conséquence de l'impossibilité reconnue d'arriver à leur but par ceux qu'on emploie d'ordinaire à la guerre. Ils se fussent bornés, sans doute, à bombarder la flottille dans le port de Boulogne, si la chose eût été praticable ; mais, chaque fois que le temps permettait à des bâtiments de tenir le long de la côte, une partie de la flottille mettait en rade et formait une ligne d'embossage à sept ou huit cents toises du bord de la mer, à la place même qu'eussent dû occuper les bombardes ennemies pour tirer avec quelque succès sur le port.

Obligés de renoncer à un bombardement et à toute autre attaque de vive force sur les bâtiments réunis dans les ports de Boulogne, Wimereux et Ambleteuse, les Anglais conçurent le projet insensé de les y enfermer en coulant des navires chargés de pierres à l'entrée du chenal de chacun de ces ports, comme si les milliers de bras que les Français avaient à leur disposition n'eussent pu facilement la déblayer en deux ou trois marées. Ce plan ridicule ne fut point mis à exécution. L'amirauté anglaise, après l'avoir abandonné, fit préparer une immense quantité de brûlots, de catamarans et de machines infernales de toutes les espèces, soit pour les lancer contre les bâtiments français dans la rade de Boulogne, soit pour les conduire, à la faveur de la nuit, jusque entre les jetées de ce port, au milieu duquel, poussés par la marée montante, ils eussent fait leur explosion. L'or ne fut point épargné, et l'activité apportée à ces préparatifs fut proportionnée au succès qu'on en espérait.

En attendant qu'ils fussent terminés, l'amiral Keith, qui commandait les forces ennemies devant Boulogne, essaya d'inquiéter la ligne d'embossage de diverses manières. Quelques

tentatives partielles, faites avec des canots de son escadre, lui démontrèrent le peu d'avantage qu'il eût eu à tenter un genre d'attaque dans lequel le fameux Nelson avait si complétement échoué trois ans auparavant. Keith ne fut pas plus heureux en envoyant des frégates et des corvettes canonner la ligne française, et il acquit la certitude qu'il lui était impossible de l'écraser avec son escadre, tant la position qu'elle occupait était forte, et la protection des batteries de terre formidable. Le mois de septembre se passa donc assez tranquillement, et de nouvelles divisions, venant de l'ouest, ralliérent sans obstacle le gros de la flottille. 1805 – an XIII France.

Vers la fin du mois, toutes les machines infernales furent prêtes, et les Anglais se disposèrent à en faire usage. Lord Melville, premier lord de l'amirauté, voulut être témoin du succès espéré d'une expédition qu'il avait encouragée et favorisée de tout son pouvoir; il se fit, en conséquence, transporter devant Boulogne, à bord du *Tremendous*, vaisseau de l'amiral Keith. Pitt lui-même, afin de jouir du spectacle délicieux que devait lui offrir l'embrasement de la flottille, vint s'établir en observation à sa maison de campagne de Walmer-Castle, située sur le haut des falaises opposées au rivage français [1].

Sans connaître précisément le nombre et l'espèce des machines qui devaient être employées, l'amiral Bruix avait appris par ses espions de quelle nature était l'attaque méditée contre sa flottille, et il avait pris, sur ces informations, des mesures pour la repousser; quant à l'époque où elle devait avoir lieu, il l'ignorait, mais il comptait en juger par les mouvements de

[1] Un journal anglais s'exprimait ainsi à cette occasion : « Quel sujet pour un poëme burlesque! Considérez, d'une part, lord Melville à bord du *Tremendous*, environné de ses brûlots, et prêt à souffler la destruction sur les orgueilleux préparatifs de BONAPARTE! Voyez-le dirigeant lui-même le combat sanglant, et remportant une victoire signalée contre des ennemis plus exécrables et plus redoutables que les diables de Milton. Voyez M. Pitt, *semblable au père des dieux et des hommes*, dans l'Iliade, assis à Walmer-Castle, environné des lords Harrowby, Hawkesbury, Levison-Gower, etc., comme autant de deités, et pesant, dans sa terrible balance, les destins de l'intrépide BONAPARTE et du grand Melville, jusqu'à ce que le héros du nord ait la gloire du triomphe

1805—an XIII France. l'escadre ennemie. L'augmentation considérable et successive des bâtiments de la station anglaise dans les derniers jours de septembre annonça que l'instant était proche. Le 1er octobre, au matin, on compta au mouillage, à une lieue et demie environ de la ligne d'embossage française, cinquante-deux bâtiments ennemis, dont plusieurs vaisseaux de ligne; dans ce nombre, on remarquait vingt à vingt-cinq bricks et cutters de peu d'apparence : on jugea que c'étaient des brûlots. Dans la journée, un vaisseau de ligne, trois frégates, deux bricks et plusieurs cutters se détachèrent de l'escadre ennemie, et vinrent mouiller, hors de portée de canon, au vent de l'aile gauche de la ligne française : cette manœuvre ne permit plus de douter de la proximité de l'attaque. Le temps, d'ailleurs, était le plus favorable au dessein des Anglais : une bonne brise de l'ouest-sud-ouest et la force du courant de pleine lune offraient les plus grandes facilités pour lancer des brûlots contre les bâtiments français.

La ligne d'embossage, l'une des plus nombreuses qui eussent été formées jusqu'alors en rade de Boulogne, était commandée par le contre-amiral Lacrosse, qui avait arboré son pavillon à bord de la prame *la Ville de Mayence*. Cet officier général, qui avait déployé tant de talents, de zèle et d'activité dans l'armement et l'organisation de la flottille, n'en déploya pas moins dans cette circonstance, où il s'agissait de défendre une portion considérable de ces nombreux bâtiments, parmi lesquels il avait établi un ordre si admirable. Les dispositions qu'il prit contribuèrent puissamment à déconcerter les projets de l'ennemi. Indépendamment des ordres qu'il donna par signal, il réunit à son bord tous les chefs de divisions et de sections de la ligne, et leur fit connaître les manœuvres qu'ils devaient prescrire aux capitaines sous leurs ordres, pour les divers cas qui pourraient se présenter. A la chute du jour, il expédia tous les canots de grande dimension et plusieurs péniches à obusier prussien pour aller prendre poste en vedette au large de la ligne d'embossage. Ces embarcations devaient avertir de l'approche de l'ennemi, combattre ses canots et accrocher ses brûlots pour les écarter de la ligne.

A neuf heures et demie, les vedettes françaises placées à la

gauche eurent connaissance de plusieurs bâtiments à la voile 1805—an XIII France. qui se dirigeaient vers elles. On fit sur eux un feu très-vif de mousqueterie et de mitraille ; mais, comme ces bâtiments s'avançaient toujours sans riposter, il n'y eut plus de doute que ce ne fussent des brûlots. On manœuvra alors pour les accrocher ; mais l'amiral anglais les ayant fait soutenir par les embarcations de son escadre, elles s'opposèrent à cette manœuvre, et le combat s'engagea entre elles et les péniches et canots français. Les embarcations ennemies furent promptement repoussées ; toutefois, pendant ce temps, les brûlots, poussés par le vent et la marée, avaient pu arriver jusqu'auprès de la ligne d'embossage, où on les accueillit à coups de canon pour tâcher de les couler. Le premier, qui était un fort cutter, y pénétra parmi les canonnières de la troisième division, et fut sur le point d'aborder la canonnière n° 149. L'enseigne de vaisseau Coulonne, membre de la Légion d'honneur, qui commandait cette canonnière et la première section de la troisième division, manœuvra de manière à éviter un abordage aussi redoutable. Le brûlot dériva vers la terre, et le courant le portait sur l'un des bateaux de deuxième espèce placés en seconde ligne; c'était le n° 241. Ce bateau fila son câble pour l'éviter. Déjà l'enseigne Coulonne faisait embarquer quelques hommes dans son canot pour aller accrocher le cutter, lorsqu'il fit son explosion entre la canonnière n° 149 et le bateau n° 241. Ce dernier bâtiment eut deux hommes blessés par les éclats.

Cette explosion subite, accompagnée d'une détonation épouvantable, causa quelques alarmes à terre et même dans la ligne d'embossage. A la vue de l'immense gerbe de feu qui s'éleva tout d'un coup vers le ciel, on crut voir sauter en l'air un des bâtiments de la flottille, par suite d'un accident malheureux qui avait mis le feu à la soute aux poudres : le cœur de tous les spectateurs se serra en pensant aux nombreuses victimes de ce désastre imprévu. Cette erreur était très-naturelle : suivant les usages ordinaires de la guerre, au moment où l'on abandonne les brûlots, on y met le feu, et ils s'avancent tout en flammes vers les bâtiments contre lesquels ils sont lancés. Ici, aucune trace d'embrasement ne s'était fait apercevoir avant l'explosion, et l'on ne pouvait penser que ce fût

1805—an XIII France. un brûlot qui fit son effet. Une seconde explosion semblable vint bientôt dissiper l'erreur, et l'on put avec moins d'effroi admirer le magnifique bouquet d'artifice qu'offrait chaque brûlot en éclatant.

Le second brûlot qui pénétra dans la ligne d'embossage était également un cutter; il sauta presque au même point que le premier. Une pluie d'éclats retomba aux environs, plusieurs bâtiments français en furent atteints, mais sans éprouver aucun dommage; deux marins et un officier furent légèrement blessés.

Durant la première partie de l'action, la gauche seule se trouvant engagée, le contre-amiral Lacrosse quitta *la Ville de Mayence* et se dirigea dans son canot vers cette portion de la ligne, pour s'assurer si ses ordres étaient bien exécutés et en seconder la parfaite exécution par sa présence. Dans le trajet, il aperçut un bâtiment à la voile entre la ligne d'embossage et la terre. Il s'en approcha et reconnut à la voilure que c'était un bâtiment ennemi; il fit aussitôt tirer dessus, et ordonna à ses canotiers de forcer de rames pour aller l'accrocher et s'en emparer si c'était un bâtiment de guerre, ou l'écarter de la ligne si c'était un brûlot. Au moment où le canot n'était plus qu'à demi-portée de pistolet de ce bâtiment, celui-ci sauta en l'air avec un fracas épouvantable. Le canot fut couvert d'eau et d'éclats; mais, par un bonheur extraordinaire, deux matelots seulement furent atteints et blessés très-legerement. Après avoir échappé à un danger aussi imminent, le contre-amiral Lacrosse continua sa tournée dans la ligne; il revint à bord de la prame portant son pavillon lorsque l'attaque passa de la gauche au centre.

Cette portion de la ligne française courut les mêmes dangers, et ne parvint à s'y soustraire que par le même sang-froid et la même bravoure qui avaient été déployés par les officiers, équipages et garnisons des bâtiments attaqués les premiers. Un brûlot fut dirigé vers *la Ville de Mayence*. La péniche à un obusier prussien, numéro 309, montée par le lieutenant de vaisseau Lasalle, commandant une division de bateaux de cette espèce, ne put réussir à accrocher ce brûlot; mais la prame manœuvra sur ses câbles, parvint à l'éviter, et l'explosion eut lieu sans causer aucun dommage.

Pendant que les brûlots parcouraient ainsi la ligne d'embossage de la gauche à la droite, les embarcations de l'escadre ennemie cherchaient, sur tous les points, à inquiéter les bâtiments français, soit en dirigeant sur eux un feu très-vif de mitraille et de mousqueterie, soit en lançant à bord des artifices embrasés; mais elles furent repoussées de la manière la plus vigoureuse, et il y en eut un certain nombre de coulées à fond : la grande quantité d'avirons et d'ustensiles de canots ainsi que des coques entières trouvés à la côte au point du jour en fournirent la preuve la plus complète. 1805 – an XIII France

On ne peut nier que la bonne contenance et le zèle des hommes de tout grade et de toute arme embarqués sur la flottille, en secondant les dispositions prescrites par le général commandant la ligne et mises à exécution par les capitaines, n'aient principalement contribué à faire echouer les projets de l'ennemi (projets qu'on ne saurait regarder comme impraticables après le funeste succès dont, peu d'années plus tard, ils furent couronnés à Rochefort) ; car non-seulement quantité de bâtiments durent aux efforts de leur équipage de n'être point accrochés par les brûlots, mais encore plusieurs, qui avaient été accrochés, parvinrent à se débarrasser et à éloigner d'eux ces formidables machines qui devaient les faire sauter avec elles. Le bateau de deuxième espèce n° 362, entre autres, fut abordé par un brûlot ; l'enseigne provisoire Lemonnier, capitaine de ce bateau, et le lieutenant Guidon, du 36e de ligne, qui en commandait la garnison, donnèrent à leurs hommes l'exemple du calme et du courage dans ce moment de péril. En un instant, tout le monde est à l'ouvrage pour dégager le bateau. 10 hommes, marins et soldats, s'élancent à bord du brûlot, tant pour couper les manœuvres qui se trouvent engagées avec celles du bateau que pour chercher la mèche et l'éteindre. Ce n'est qu'après des ordres plusieurs fois réitérés que le capitaine Lemonnier, justement effrayé des suites de leur imprudence, peut les faire revenir à son bord. A peine sont-ils rentrés, que le brûlot, que rien ne tenait plus accroché au n° 362, s'en éloigne, entraîné par la marée : un instant plus tôt, il emportait ces 10 hommes ; et une mort inévitable devenait pour eux le prix d'un exces d'audace et d'un dévouement

1805—an XIII France. digne des plus grands éloges. Lorsque ce même brûlot passa le long de la canonnière n° 267, montée par le brave capitaine de vaisseau Pevrieu, 9 hommes, dont 4 marins, 4 fusiliers et un tambour du 46e de ligne, sautèrent dans le canot de la canonnière pour aller l'accrocher : il éclata presque au même instant.

L'action se prolongea presque toute la nuit; le dernier brûlot fit son explosion à trois heures et demie du matin. Douze seulement sautèrent : c'étaient tous des bâtiments (cutters ou bricks). Une grande quantité de machines infernales d'une autre espèce furent lancées, mais ne produisirent aucun effet.

Un seul événement malheureux marqua cette nuit, aussi glorieuse pour les Français qu'elle répandit de honte sur le gouvernement britannique. La péniche à obusier prussien n° 267 aperçoit un canot à la voile qui remorquait un brûlot, elle s'en approche : une partie des hommes qui la montent sautent dans le canot anglais, où ils ne trouvent personne; mais au moment où la péniche vient à toucher le brûlot, il éclate : la péniche est engloutie avec tous les hommes restés à bord; ceux qui se trouvaient dans le canot anglais, au nombre de vingt-sept, gagnèrent le port de Wimereux. Un officier, 13 soldats et 7 marins, périrent à bord de la péniche n° 267.

A l'exception de quelques blessés, cette perte fut la seule éprouvée par les Français sur toute la ligne. Celle des Anglais ne put être évaluée; mais on pensa, avec raison, qu'une grande partie des équipages des canots qu'on leur coula dut périr; et en effet de si frêles embarcations crevées par les boulets remplissent et vont à fond avec une rapidité qui ne laisse guère le temps de les approcher et d'en sauver les hommes. L'obscurité, en outre, ne permettait pas aux Anglais de voir celles qui se trouvaient en danger.

Au point du jour, le 2, la ligne d'embossage, formée avec le plus grand ordre, présentait le même coup d'œil que la veille, et rien n'eût rappelé la terrible attaque dont elle avait été l'objet, si la plage, couverte de débris de toute espèce, dans un espace de deux lieues, n'en eût offert de nombreux témoignages. Dans la matinée, le vent ayant passé au sud-ouest, et le temps prenant une apparence menaçante, l'escadre anglaise mit à la

voile pour gagner la rade des Dunes, et la flottille rentra dans le port. 1805—an XIII France.

Telle fut l'issue d'une opération dont les Anglais attendaient les plus immenses résultats ; ainsi échoua le projet *horrible et lâche* qu'ils avaient conçu pour incendier des bâtiments qu'ils n'osaient plus attaquer de vive force. « J'ai donné à ce projet les noms d'*horrible et lâche,* écrivait le maréchal Soult au ministre de la guerre, parce que c'est un attentat *horrible* contre les lois de la guerre que de chercher à faire périr une armée par des moyens qui n'exposent à aucun danger ; parce qu'on ne peut voir qu'une insigne *lâcheté* dans une pareille attaque de la part d'une croisière qui avait trois fois plus de canons que la partie de notre flottille qui était en rade. Pourquoi Keith n'a-t-il pas imité la conduite de Nelson en l'an IX, et n'a-t-il pas voulu combattre notre flottille corps à corps ? Cette entreprise, quel qu'en eût été le succès, aurait mérité notre estime : s'attaquer canon contre canon, baïonnette contre baïonnette, tel est le droit de la guerre ; mais une nation qui n'emploie pour sa défense que des complots, des poignards et des brûlots, est déjà déchue du rang qu'elle prétend occuper [1]. »

[1] On doit à la nation anglaise la justice de dire que, dans toutes les parties de l'Angleterre, la plus vive indignation fut manifestée contre les auteurs et protecteurs de cette honteuse expédition, appelée dans le pays l'*expédition des catamarans*. On trouve dans l'*Annual Register*, 1804, le passage suivant :

« Ainsi finit l'expédition des catamarans, entreprise aussi follement conçue que dispendieusement exécutée. Ce sera à jamais une tache imprimée à la mémoire des hommes puissants qui furent assez faibles pour approuver et faire exécuter un tel projet, mélange absurde d'ignorance et de témérité. »

« Par l'effet de semblables inventions, lit-on dans un ouvrage périodique de cette époque, l'habileté, la vigilance et le courage des marins anglais deviendront inutiles au service de leur pays ; les hommes les plus braves seront les victimes d'un artifice de lâches. Se peut-il que la honte d'encourager de tels moyens soit réservée à notre gouvernement, et que nos ministres et nos généraux ne rougissent pas de les donner en spectacle au monde ? »

En général, toutes les expéditions de ce genre, tentées pendant les deux guerres maritimes de la révolution, n'ont eu pour partisans que les ministres anglais et quelques officiers, plus ambitieux que pénétrés des véritables sentiments de l'honneur : la masse du peuple et des militaires les a constamment blâmées.

1805—an XIII France. Les machines infernales employées par les Anglais, dans la nuit du 1er au 2 octobre 1804, étaient de trois espèces. La première se composait de bâtiments, cutters ou bricks, ne différant des brûlots ordinaires qu'en ce qu'aucune trace d'embrasement ne s'y faisait remarquer avant l'explosion, ce qui les rendait plus terribles, en les laissant apercevoir plus tard, et en donnant lieu de les prendre pour des bâtiments de guerre. Cette erreur pouvait exciter à tenter de s'en emparer à l'abordage, et devenir fatale aux Français qui se porteraient à cet acte de bravoure. C'est ainsi que périrent les seules victimes de la lâcheté du ministère britannique, les braves marins et militaires qui montaient la péniche nº 267. La seconde espèce de machines infernales consistait en coffres de bois doublés en cuivre, longs et plats, et terminés en pointe à leurs deux extrémités; chacun de ces coffres contenait environ cinq milliers de poudre à canon en grenier, et par-dessus cette poudre plusieurs rangs de pelotes d'artifice[1]. La troisième espèce, enfin, consistait en barriques remplies de poudre et d'artifice, et que quelques boulets enfermés dans une toile clouée sur les douves, du côté opposé à la bonde, devaient empêcher de rouler par l'effet des lames, et maintenir à flot dans une même position.

Il paraît que le feu était communiqué aux machines de la première espèce par les mêmes moyens qu'aux brûlots ordinaires. Le moyen employé pour les deux autres espèces de machines était tout à fait différent. Une boîte plate en cuivre, hermétiquement fermée par la pression d'une vingtaine de vis sur une bande de cuir huilé placée entre ses bords et la plaque qui la recouvrait, était appliquée à la machine, à l'aide d'une douille

[1] Ces pelotes, assemblées deux à deux par un bout de corde ou une chaîne, avaient la forme et la grosseur d'un melon; elles étaient composées de fil de caret ou de bitord, fortement goudronné, entourant une boule d'artifice, au milieu de laquelle se croisaient deux fusées de bombe bien chargées. Élevées en l'air et dispersées de tous côtés par l'explosion de la poudre sur laquelle on les avait posées, ces pelotes devaient retomber à bord des bâtiments français, et la chaîne ou le bout de corde qui les unissait deux à deux devait leur fournir le moyen de s'accrocher à quelque partie du gréement, et y porter l'incendie. Ces pelotes ne produisirent aucun effet, et il ne serait pas difficile de prouver que rien n'était plus mal imaginé. Cette conception était le comble de l'absurdité.

à vis chargée d'artifice comme la fusée d'une bombe. Cette boîte renfermait un mouvement d'horlogerie et une batterie de fusil dont le bassinet communiquait avec la douille; le ressort qui tenait le chien armé portait sur l'épaisseur d'une roue pleine aux sept huitièmes; une entaille occupait le huitième restant, et cette roue, en tournant, maintenait le ressort comprimé jusqu'à l'instant où son extrémité rencontrait l'entaille; le chien s'abattait alors, et le feu se communiquait du bassinet à la douille, et de celle-ci à la poudre du coffre ou de la barrique. On pouvait de la sorte obtenir l'explosion au bout d'un nombre donné d'heures et de minutes : pour cela, il suffisait de tourner la roue dont nous venons de parler de manière que le bout du ressort qui retenait le chien se trouvât éloigné de l'entaille d'un arc qui fût, à la circonférence de la roue, dans la même proportion que l'espace de temps donné l'était à la durée d'une révolution entière de cette roue. La précision de ce moyen, l'art et le soin avec lesquels ces mouvements d'horlogerie étaient exécutés, fournirent une preuve évidente et de l'importance que les Anglais attachaient à l'expédition que nous racontons, et de l'étendue des espérances qu'ils en avaient conçues.

Les moyens dont se servirent les ennemis pour conduire et diriger ces diverses espèces de machines infernales différèrent également. Les machines de la première espèce furent conduites à la voile et accompagnées par des canots, qui les abandonnaient à l'instant où la ligne d'embossage commençait à tirer dessus. Les coffres et les barriques furent dirigés autrement. Après avoir monté leurs mouvements pour l'espace de temps présumé devoir s'écouler jusqu'à l'instant où ils se trouveraient entre les bâtiments français, ils en laissèrent aller une certaine quantité en dérive, d'un point d'où la marée devait les porter directement sur la ligne d'embossage. Ils essayèrent de conduire le reste jusque parmi la flottille; mais, reconnaissant l'impossibilité d'y parvenir de vive force ou de tromper la vigilance des Français, ils imaginèrent un moyen à la faveur duquel ils comptaient pouvoir arriver jusque dans la ligne, par une nuit obscure, sans être aperçus. Ils fabriquèrent quantité de machines qu'il est difficile de décrire sans le

1805—an XIII France. secours du dessin [1], mais dont néanmoins nous allons essayer de donner une idée. Deux coffres, de dix-sept pieds de long et de moins d'un pied de large, construits en bois mince et léger, et remplis de liége pour les rendre insubmersibles, plats en dessus, façonnés en dessous et à leurs extrémités comme une pirogue, formaient la partie principale de chaque machine. Ces coffres étaient joints par quelques traverses qui les tenaient écartés l'un de l'autre d'environ deux pieds et demi. Une planche placée longitudinalement au milieu de l'espace intermédiaire, sur deux plates-bandes de fer ou de cuivre transversales et doublement coudées de chaque côté, fournissait, à environ un pied au-dessous de la partie supérieure des coffres, un siége pour deux hommes qui, s'y plaçant à califourchon, se trouvaient dans l'eau à peu près jusqu'au nombril, et manœuvraient chacun deux petites rames. Pour obvier au bruit que font ordinairement les rames, celles-ci étaient passées dans un collier de cuivre porté sur un pivot et une double charnière bien huilés, qui leur permettaient de se mouvoir en tous sens avec facilité et sans le moindre bruit. Ces machines, inventées pour remorquer les brûlots de la deuxième espèce, avaient à chacune de leurs extrémités un caillebotis ou grillage sur lequel on pouvait placer des barils incendiaires, des caisses d'artifices ou d'autres objets. En terminant ces détails, qui n'avaient jamais été présentés d'une manière aussi circonstanciée, nous ne pouvons nous empêcher de remarquer que, plus les Anglais crurent devoir apporter d'art dans la construction de leurs machines, plus ils firent par là l'éloge des Français qui montaient les bâtiments contre lesquels ils étaient réduits à employer de tels moyens.

Quelque honteux qu'ils dussent être du ridicule résultat de cette formidable expédition, l'on ne crut pas en France que les Anglais renonceraient au projet d'incendier la flottille par des moyens à peu près pareils à ceux qu'ils venaient d'employer si infructueusement : on pensa, avec raison, qu'ils allaient chercher à perfectionner ces moyens, et qu'ils recommence-

[1] Cette difficulté est réellement si grande, qu'on a jugé nécessaire de joindre au Moniteur du 21 vendémiaire an XIII une gravure représentant la machine en question. Ce dessin, quoique fait à la hâte, est assez exact.

raient leur tentative lorsqu'ils jugeraient pouvoir parvenir plus sûrement au but important de leurs désirs et de leurs efforts. En conséquence, l'amiral Bruix donna des ordres pour qu'on ajoutât encore aux précautions déjà employées pour soustraire la flottille aux dangers dont les ennemis la menaçaient. Le capitaine de vaisseau Saint-Haouen, chef militaire du port de Boulogne, fut chargé d'établir une chaîne de barrage qui mît la ligne d'embossage à l'abri des brûlots et de toute espèce de machine infernale. Il déploya dans cette circonstance le talent et l'activité les plus remarquables. Il fut impossible, au reste, de juger jusqu'à quel point étaient insurmontables les obstacles que sa chaîne de barrage présentait aux entreprises des Anglais, car ils ne firent plus aucune tentative importante pour incendier les bâtiments français dans la rade de Boulogne. Ils se bornèrent à faire en petit une foule d'essais divers, qui finirent sans doute par les convaincre de la nécessité de renoncer à leurs projets incendiaires. Ils ajoutèrent d'abord aux barriques dont nous avons donné la description un cordage et un grappin, soutenus sur l'eau par quelques flottes de liége ; le grappin devait accrocher le câble d'un des bâtiments français, et, par l'effet du courant, la barrique se fixer le long du bord, pour y éclater par l'effet de son mouvement d'horlogerie. Ils substituèrent ensuite à ce mouvement une espèce de moulinet en fer qui s'appuyait sur une ou deux mèches phosphoriques : au moindre choc d'une des branches du moulinet contre un corps quelconque, les tubes de verre enfermant les mèches phosphoriques devaient se briser et le feu se communiquer à la poudre. Ils placèrent quelquefois quantité de ces mèches parmi diverses sortes d'artifice, sur de la paille, des fagots préparés, et d'autres matières inflammables ; ils laissaient aller le tout en dérive, espérant que la moindre pression briserait les tubes de verre et mettrait le feu à l'artifice, puis au bâtiment contre lequel la marée les aurait poussés. Les *globes de compression* eurent leur tour. Ces globes sphériques, d'environ sept à huit pieds de diamètre, étaient chargés comme des brûlots, et lestés de manière à conserver dans l'eau une position qui bornât leurs mouvements à celui de rotation autour de l'axe vertical. Sur le grand cercle, qui, dans cette position,

1805—an XIII France. représentait l'équateur de la sphère, et qui se trouvait toujours horizontal, plusieurs points présentaient un bout de cheville en cuivre, saillant de quelques lignes, et qu'il suffisait de presser pour qu'il agit comme détente. Il semblait impossible que, en heurtant un navire et continuant le long du bord son mouvement de rotation, ce globe n'entrât pas en contact par un des points où se trouvaient les bouts de cheville agissant comme détente, et n'éclatât pas sur-le-champ. Quoi qu'il en soit, ces globes furent abandonnés après un petit nombre d'expériences infructueuses; et, en général, aucune des inventions que nous venons d'exposer ne parut mériter qu'on l'éprouvât en grand. On verra, dans un autre article, ce que les Anglais jugèrent à propos de faire succéder aux brûlots [1].

L'ordre chronologique, dont nous nous écartons le moins qu'il est possible, nous oblige à quitter un moment Boulogne pour jeter un coup d'œil rapide sur les préparatifs dont on s'occupait dans les autres parties de l'empire français, et sur la nouvelle face que prit la guerre maritime, à partir du mois d'octobre 1804. Jusqu'à cette époque, la république batave était la seule puissance qui eût encore consenti à tourner ses armes contre l'Angleterre et à combiner ses forces navales avec celles de la France. L'Espagne avait gardé la plus stricte neutralité; mais le gouvernement anglais, prévoyant que cette puissance finirait tôt ou tard par se laisser entraîner à prendre parti contre lui, résolut de l'y décider, non en lui déclarant la guerre suivant le droit des gens, ni en préludant à une rupture par quelques déprédations sur le commerce espagnol, mais en consommant un acte de piraterie digne des plus déhontés forbans, et s'emparant en pleine paix d'une partie des trésors que les colonies espagnoles faisaient passer annuellement à la métropole.

On savait que quatre frégates armées en galions et chargées des tributs que le vice-roi des provinces de la Plata envoyait au roi d'Espagne devaient arriver bientôt en Europe : une escadre

[1] Quelques personnes ont prétendu que les Anglais avaient fait brûler des *cornets arseniqués* devant la rade de Boulogne (voyez *Annales militaires*, quinzième cahier, page 279). Pendant tout le temps qu'est demeurée armée cette flottille, à laquelle nous étions attaché, nous n'avons jamais entendu parler de ce fait, digne au reste du ministère britannique d'alors.

anglaise fut expédiée pour les intercepter. Ces frégates, en effet, étaient déjà parties de Montevideo, chargées de trois millions deux cent mille piastres en espèces (plus de dix-sept millions de francs), et bondées des marchandises les plus précieuses que fournit l'Amérique méridionale. Elles touchaient aux atterrages d'Espagne, lorsqu'elles furent rencontrées par l'escadre anglaise qui y croisait en les attendant. Le capitaine Moore, commandant de cette escadre, signifia au contre-amiral espagnol, dont le pavillon flottait à bord d'une des frégates, l'ordre qu'il avait de les arrêter. Quelque disproportionnées que fussent les forces des deux escadres, l'amiral espagnol préféra le péril d'un combat désavantageux à la honte de se soumettre sans résistance à un pareil ordre. L'action s'engagea. L'indignation des Espagnols et la cupidité des Anglais produisirent de part et d'autre un égal acharnement; et, bien que le nombre dût finir par l'emporter, la lutte eût sans doute été longue, si un accident funeste n'eût contribué à en abréger la durée. Une des frégates espagnoles sauta tout à coup en l'air : les trois autres ne tardèrent pas à se rendre.

1805—an XIII
France.

La guerre fut immédiatement déclarée par l'Espagne à un gouvernement qui, sans déclaration, l'avait commencée d'une manière aussi odieuse. Des escadres furent armées sur-le-champ dans tous les ports militaires espagnols, et les marins manifestèrent le plus ardent désir de se livrer à de justes représailles. Par cet événement, la France se trouva de nouveau à la tête d'une triple alliance maritime contre l'Angleterre. Les Français en auguraient de plus brillants résultats que de celle qui avait existé avant le traité d'Amiens : la confiance générale dans le génie de Napoléon en était une première cause ; d'un autre côté, les officiers et marins espagnols qui avaient fait partie de l'escadre amenée à Brest par Bruix en 1799 ayant, durant leur séjour dans ce port, contracté avec leurs alliés des liaisons qui avaient dû affaiblir certaines préventions nationales, on devait compter sur une coopération plus franche et plus active de leur part que dans la dernière guerre.

Quoi qu'il en fût, Napoléon, dont les escadres étaient demeurées oisives dans les ports de France depuis le renouvellement des hostilités, se disposa à les faire sortir, et concerta des plans

1805—an XIII France. avec le gouvernement espagnol. Les amiraux commandant à Brest, Rochefort et Toulon, reçurent bientôt des instructions en conséquence de ces plans, avec l'ordre de se tenir sans cesse prêts à mettre à la voile. Nous parlerons des mouvements de ces diverses escadres en rendant compte du combat de Trafalgar, qui les termina d'une manière si désastreuse.

Avant de revenir à la flottille, nous devons rapporter un combat particulier qui ne se rattache à aucune des opérations principales de la guerre maritime, mais qui présente l'exemple d'une de ces circonstances honorables et malheureuses, où, après avoir enlevé bravement un navire anglais, un bâtiment français et sa prise, trop maltraités par l'effet du premier combat pour en soutenir vigoureusement un second, sont devenus la proie facile d'un nouvel ennemi.

La frégate *la Ville de Milan*, de concert avec quelques autres frégates, avait rempli heureusement une mission dont l'objet était le ravitaillement de la Martinique ; elle revenait en France. Porteur de dépêches importantes du gouverneur de cette colonie pour le gouvernement, le capitaine de vaisseau Reynaud, commandant de *la Ville de Milan*, avait reçu l'ordre le plus formel d'effectuer son retour avec la plus grande diligence, de ne faire aucune prise, et d'éviter toute espèce d'engagement, afin de n'éprouver aucun retard.

Le 16 février 1805, cette frégate fut aperçue par la frégate anglaise *la Cléopâtre*. Conformément à ses ordres, le capitaine Reynaud força de voiles pour éviter ce bâtiment. *La Cléopâtre* prit chasse sur lui, et l'avait beaucoup approché à la chute du jour. Soit que le capitaine Reynaud n'eût pas fait fausse route pendant la nuit, ou que le commandant de la frégate anglaise eût par hasard deviné cette fausse route, au point du jour, le 17, les deux frégates étaient en vue et peu éloignées l'une de l'autre. La chasse recommença avec le même avantage que la veille. Le capitaine Reynaud eût désiré pouvoir la prolonger encore jusqu'à la nuit, afin de faire une nouvelle tentative pour s'échapper à la faveur de l'obscurité; mais bientôt il vit qu'il serait infailliblement joint avant le soir. Le combat devenu inévitable, il diminua de voiles, et mit sa frégate au plus près du vent pour attendre l'ennemi. *La Cléopâtre*, craignant que la frégate

française ne lui gagnât le vent et ne s'échappât, s'établit également au plus près. Le commandant de *la Ville de Milan*, remarquant alors que la frégate ennemie marchait moins bien sous cette allure, recommença à faire de la voile ; cependant il ne put réussir à lui gagner le vent, et elle continuait à s'approcher. 1805—an XIII France.

Convaincu, pour la seconde fois, de l'impossibilité d'exécuter l'ordre qu'il avait reçu d'éviter toute espèce d'engagement, il eût peut-être été à propos qu'il virât de bord sur-le-champ et qu'il se portât au-devant de *la Cléopâtre*. Cette manœuvre décidée, par laquelle un capitaine peut rendre à son équipage la confiance qu'une longue chasse devant un bâtiment égal ou inférieur en force manque rarement d'affaiblir, impose ordinairement à l'ennemi ; et s'il n'était pas besoin de relever le courage du brave équipage de *la Ville de Milan*, il devenait utile de refroidir l'enthousiasme qu'avait dû exciter parmi les marins anglais la vue d'une frégate au moins aussi forte que la leur fuyant devant elle depuis la veille [1].

Quoi qu'il en soit, la chasse continua, et *la Cléopâtre* s'étant mise dans les eaux de *la Ville de Milan* lorsqu'elle l'eut approchée à portée de canon, elle commença à tirer sur elle ses pièces de chasse. La frégate française y répondit par un feu très-vif de ses canons de retraite, et le fit avec succès. « Son artillerie (est-il dit dans le rapport du capitaine de *la Cléopâtre*) nous sembla si bien dirigée et d'un si fort calibre, que, pour éviter d'être enfilé par elle, je fus obligé de gouverner de manière à me conserver par sa hanche, quoique cette manœuvre prolongeât la chasse. » A deux heures et demie, la distance entre les deux frégates n'étant plus que d'une encablure (cent toises), *la Ville de Milan* fit une auloffée et envoya sa bordée à *la Cléopâtre*. Celle-ci continua de s'approcher et ne riposta

[1] Nous avons fait voir, tome IV, pages 209 et 210, que le combat ne devait jamais être le but d'une campagne maritime, du moins pour la plus faible des deux puissances belligérantes. Toutefois, nous ne pouvons nous empêcher de convenir que le système d'éviter le plus possible d'en venir aux mains, bien qu'avantageux à l'État, présente l'inconvénient grave d'intimider les équipages. Au reste, un chef habile a mille moyens pour y remédier et entretenir l'ardeur guerrière des hommes qu'il commande. Malheureusement peu de commandants se sont appliqués à soigner le moral des marins : tous ceux qui le firent obtinrent des succès.

1805—an XIII France. qu'au moment où elle n'était plus qu'à une demi-encablure de la frégate française. Le combat devint alors terrible, et, des deux côtés, on déploya une égale ardeur. Cependant le feu de *la Ville de Milan* conserva toujours la supériorité sur celui de son adversaire.

A cinq heures, *la Cléopâtre* quitta le travers de la frégate française et gagna de l'avant. S'il faut en croire le capitaine anglais, un de ses boulets venant de couper la vergue du grand hunier de *la Ville de Milan*, elle perdit par là une partie de son sillage; et, les manœuvres courantes de sa propre frégate étant hachées, il ne put sur-le-champ orienter ses voiles pour modérer sa vitesse. Il est plus probable que, écrasée par l'artillerie de *la Ville de Milan*, la frégate ennemie ne pouvait plus tenir par son travers et cherchait à se retirer du feu. Quelle qu'ait été en réalité la cause de cette circonstance, nous ne nous arrêterons qu'au fait, c'est que *la Cléopâtre* courut de l'avant et dépassa la frégate française : celle-ci la suivit dans son mouvement. Le capitaine anglais assure encore que, après avoir, malgré lui, dépassé *la Ville de Milan*, il voulut manœuvrer pour l'enfiler de l'avant à l'arrière; mais qu'un boulet venait de briser la roue de son gouvernail, et que le gouvernail lui-même se trouva engagé par des éclats de bois qui l'empêchaient de se mouvoir. Nous n'insisterons pas davantage sur cette assertion. Réduit, pour tracer ce combat, à des notes particulières et à la relation anglaise (le rapport français ne renfermant presque aucun détail)[1], c'est du sein des erreurs de cette relation elle-même que nous tirons les faits qui honorèrent les braves Français qui montaient *la Ville de Milan*. Cette frégate serra de si près *la Cléopâtre*, après que celle-ci l'eut dépassée, qu'elle vint appuyer son beaupré sur le bastingage de babord du gaillard de la frégate ennemie. Aussitôt les Français se disposent à aller à l'abordage. La mousqueterie du gaillard d'avant et des hunes de *la Ville de Milan* fait en un instant évacuer le gaillard d'arrière de *la Cléopâtre*, et une partie de l'é-

[1] Le rapport anglais fut imprimé dans le *Moniteur* avec une note pareille à celles que le gouvernement d'alors y insérait si fréquemment; mais cette pièce était tronquée.

quipage français va s'y élancer. Dans ce moment critique, le capitaine anglais essaye, comme dernière ressource, de faire hisser quelques voiles d'avant pour tâcher ou de fuir ou du moins d'éviter l'abordage; mais, à mesure que ses matelots se présentent pour exécuter ses ordres, ils tombent sous une grêle de balles : ils n'osent plus se montrer, l'abordage s'effectue, et *la Cléopâtre* est aux Français. 1805—an XIII France.

Les Anglais eurent, dans cette affaire, 29 hommes tués et 36 blessés. La perte des Français fut beaucoup moindre; mais le brave capitaine Reynaud se trouva au nombre des tués. Sa mort, au reste, n'eut pas, sur le sort du combat, la fatale influence qu'un semblable événement produit quelquefois, et le lieutenant de vaisseau Guillet [1], quoique blessé grièvement dans l'abordage, acheva dignement l'œuvre glorieuse commencée par son chef.

Le premier soin des vainqueurs fut de mettre les deux frégates en état de gagner un port : elles étaient dans un délabrement complet. *La Cléopâtre* avait perdu dans le combat tous ses mâts, excepté celui d'artimon; dans la nuit suivante, le mauvais temps abattit le grand mât et le mât d'artimon de *la Ville de Milan,* qui avaient été criblés de boulets. On s'occupa d'établir à bord de chacune des mâtereaux à la place de ses mâts majeurs; mais la force du vent et la grosseur de la mer contrarièrent cette opération. Le 23, six jours après le combat, la frégate française et sa prise faisaient route sous leurs mâts de fortune à demi installés, se dirigeant vers les Canaries, lorsqu'elles eurent connaissance de deux gros bâtiments. Elles prirent chasse, mais elles ne tardèrent pas à être jointes par le premier des bâtiments aperçus : c'était le vaisseau *le Leander*. Ce vaisseau attaqua d'abord *la Cléopâtre*, qui, après avoir tiré quelques coups de canon, se rendit. La mer était très-grosse, et la frégate, privée de l'appui que lui donnaient les mâts qu'elle avait perdus, roulait au point que les lames entraient dans sa batterie par les sabords, et qu'elle ne pouvait se servir de ses canons. Le capitaine du *Leander* laissa le soin d'ama-

[1] Depuis capitaine de frégate en retraite.

1805—an XIII
France.

riner cette prise facile à la frégate *le Cambrian* [1], qui l'accompagnait, et il se porta sur *la Ville de Milan*. Cette frégate faisait force de voile par tous les moyens que lui offraient les réparations qu'on avait pu lui faire depuis son combat. Elle fut bientôt atteinte par *le Leander*, qui lui envoya quelques coups de canon. Privée, comme *la Cléopâtre*, de l'usage de sa batterie, elle ne put riposter que de ses pièces de gaillard, et sans aucun succès, parce que l'état de sa mâture et le peu de voiles qu'elle avait établies permirent au vaisseau de prendre et de conserver une position d'où il pouvait l'écraser sans recevoir un seul de ses boulets. Dans cette triste extrémité, *la Ville de Milan* fut réduite à amener un pavillon devant lequel si peu de temps auparavant s'était baissé le pavillon britannique.

Le combat de *la Ville de Milan* est un de ceux qui méritent quelques réflexions, dictées par notre patriotisme et par le désir de faire rendre plus de justice qu'elle n'en a obtenue jusqu'ici à une arme dont les revers sont dus à des causes encore généralement inconnues, et non au défaut de courage et d'amour de la patrie, qualités qui, au contraire, n'existent nulle part à un plus haut degré que parmi les marins français.

Obligé, par la nature de notre travail, de consulter sans cesse les rapports anglais, personne plus que nous n'a été à même de se convaincre combien ils sont peu dignes de foi. Nous avons déjà relevé plusieurs assertions de celui du capitaine de *la Cleopâtre*; il y en a d'autres, contenues dans ce même rapport et dans celui du commandant du *Leander*, qu'il est impossible de laisser sans réfutation. Il est dit, dans l'un de ces rapports, que *la Ville de Milan* était d'une force plus que double de celle de *la Cléopâtre*, et l'on ajoute, comme une preuve

[1] Il est à remarquer que le capitaine du *Leander* ne parle nullement dans son rapport de l'assistance qu'il reçut du *Cambrian*. Quoique, dans l'état où se trouvaient la frégate française et sa prise, il eût pu se passer de son secours, la présence de ce bâtiment était une circonstance à mentionner. De pareilles omissions nous ont souvent frappé. Maint capitaine anglais s'est attribué à lui seul la prise d'un bâtiment français, dont la reddition fut motivée sur la présence d'autres bât ments ennemis que celui pour lequel il amenait son pavillon. On se fait ainsi de la gloire à bon marché.

de cette assertion erronée, une fausseté plus palpable encore, en disant que la frégate française avait les dimensions principales d'un vaisseau de ligne, et qu'elle avait été construite, dans le principe, avec l'intention d'en faire un vaisseau de 74. Le nombre et le calibre des canons que (suivant les Anglais eux-mêmes) portait *la Ville de Milan* répondent victorieusement à cette dernière allégation. En effet, si cette frégate avait les dimensions principales d'un vaisseau de ligne, en un mot si elle était un vaisseau rasé, pourquoi ne portait-elle que vingt-six canons de 18 en batterie, tandis que plusieurs de nos frégates, construites comme telles, ont été armées de vingt-huit et de trente canons de 24? Sa force ne pouvait donc pas être double de celle de la frégate ennemie. Nous allons faire voir maintenant à quoi se réduisait en réalité la différence de force des deux bâtiments. *La Ville de Milan* était une frégate construite pour porter quarante bouches à feu, dont vingt-huit canons de 18 dans sa batterie; mais elle se trouvait réduite à trente-huit pièces d'artillerie par le débarquement de deux de ses canons de 18 à la Martinique. *La Cléopâtre* était une frégate dite de trente-deux canons, et destinée à porter du 12 en batterie; mais il est notoire que ces frégates dites de trente-deux portent réellement quarante-deux bouches à feu, et que, à une époque qu'il nous est impossible de préciser, les canons de 12 y ont été remplacés par des canons de 18 courts[1]. Si ce remplacement, dont nous avons déjà parlé au sujet du combat de *la Bayonnaise* et de *l'Embuscade*, avait été effectué à bord de *la Cléopâtre*, il en résulterait que son artillerie était égale en calibre et supérieure en nombre à celle de *la Ville de Milan* qui n'avait alors en sa faveur qu'une légère différence d'*échantillon* (épaisseur de la muraille). Au reste, n'ayant eu l'intention de présenter la prise de *la Cléopâtre* par *la Ville de Milan* que comme une action honorable, et non comme un triomphe éclatant, nous eussions pu nous interdire cette espèce de discussion, dans laquelle nous ne sommes entré que par amour pour la vérité. En terminant

1805—an XIII
France.

[1] Voyez *Tables comparatives des principales dimensions des bâtiments de guerre français et anglais*, par P.-G. Gicquel des Touches, capitaine de vaisseau (table XX).

1805—an XIII France. son rapport, le capitaine de *la Cléopâtre* affirme de la manière la plus positive que, sans l'accident arrivé à sa frégate, il eût pris la frégate française; le capitaine du *Leander* va encore plus loin : « Les officiers français que j'ai prisonniers à mon bord, dit-il, ne peuvent s'empêcher d'avouer que, si *la Cléopâtre* n'eût pas malheureusement dépassé *la Ville de Milan*, à la fin du combat, cette frégate aurait été obligée de se rendre à la frégate anglaise. » Quel officier de la marine française eût consenti à faire un pareil aveu à l'ennemi de son pays, et à ternir ainsi lui-même la gloire qu'il venait d'acquérir? Quoi qu'il en soit, il n'appartenait pas même à un Anglais de dire que la prise de *la Cléopâtre* fut le résultat d'un accident. Sans doute, le succès d'un combat entre deux bâtiments de guerre dépend, en général, du plus ou du moins de dommage que l'un ou l'autre éprouve; mais, comme il l'éprouve par le feu de son adversaire, il n'y a là rien de fortuit. A forces égales, la victoire doit donc, en général, demeurer aux marins les plus intrépides et les plus adroits; et le capitaine qui réduit le bâtiment qu'il combat à l'impossibilité de prendre et à la nécessité d'être pris, est vainqueur par une conséquence de sa bravoure et de ses talents comme homme de mer, et non par l'effet du hasard [1].

L'hiver de 1804 à 1805 n'offrit, à Boulogne, rien de remarquable que l'arrivée de nouvelles divisions de la flottille. Des députations de la marine avaient accompagné celles de

[1] Nous semblerions prononcer ici l'arrêt de plusieurs capitaines de vaisseau français, si nous ne nous hâtions de faire remarquer que, pour être égaux en force, il ne suffit pas que deux bâtiments soient armés d'une artillerie pareille, quant au nombre et au calibre, mais qu'ils doivent être d'une égale solidité dans leur coque, leur mâture et leur gréement. Sans cette condition indispensable, la règle que nous venons d'établir serait fausse : le courage et l'habileté ne suffiraient pas pour donner l'avantage au capitaine d'un navire dont les bois, les cordages et les toiles seraient d'une qualité inférieure à ceux du bâtiment ennemi qu'il aurait à combattre, puisque le percement de la muraille, la rupture des mâts et du gréement, auraient lieu plus facilement à bord d'un pareil navire, et le mettraient plus promptement dans l'état où la résistance est impossible ou du moins inutile. Tel fut pourtant l'état des choses en France pendant toute la durée des deux guerres maritimes de la révolution. Les mauvaises fournitures faites à la marine française pendant cette longue période (et sans doute auparavant) sont l'une des principales causes de son défaut de succès.

l'armée de terre à Paris, pour assister au couronnement de Napoléon, et elles en revinrent avec les aigles que le nouvel empereur avait données aux différents corps de la flottille. Ce fut vers ce temps que la marine et l'armée de terre, d'un commun accord, votèrent l'érection, sur le haut des falaises de Boulogne, d'un monument destiné à perpétuer le souvenir de leur réunion sur cette côte pour la conquête de l'Angleterre. Les militaires de tous grades des deux armées, pour subvenir aux frais de construction de ce monument, firent l'abandon d'une journée de leur solde par mois pendant toute la durée des travaux.

Au moment où le retour du printemps allait rendre plus fréquentes les sorties de la ligne d'embossage ainsi que la présence des bâtiments ennemis sur la rade de Boulogne, et fournir aux marins français de nouvelles occasions de signaler leur courage, la flottille perdit son chef. L'amiral Bruix, dont la santé était depuis longtemps chancelante, mourut le 18 mars 1805. Ce fut un jour de deuil pour la marine française et pour la nation entière, qui, à cette époque, semblait prendre plus d'intérêt aux travaux de cette arme importante qu'on ne l'avait fait jusqu'alors en France. La mort de Bruix fit passer le commandement en chef de la flottille au contre-amiral Lacrosse. Personne n'était plus capable de remplir ce poste important; car, à mérite égal, personne ne pouvait connaître et diriger la flottille comme l'officier général qui l'avait organisée avec une patience et des peines infinies, et l'avait rendue l'admiration, non-seulement des observateurs superficiels, mais encore des hommes capables de juger combien il était difficile d'établir une uniformité et un ordre si parfaits parmi un aussi grand nombre de bâtiments.

Nous avons dit que le port d'Ambleteuse avait été fixé pour point de réunion de la flottille batave. Cette flottille resta longtemps dans le port d'Ostende, non, sans doute, que le vice-amiral Verhuell, qui la commandait, trouvât trop difficile de se rapprocher de Boulogne; mais le corps du maréchal Davoust était campé aux environs d'Ostende, et il entrait peut-être dans le plan de Napoléon de menacer l'Angleterre de ce point pendant quelque temps. Lorsque le maréchal

1805—an XIII France. Davoust eut levé le camp pour rallier la grande armée expéditionnaire, dont son corps formait l'aile droite, la flottille batave se disposa à partir pour Ambleteuse. Elle se rendit d'abord à Dunkerque, et ensuite ses diverses divisions partirent successivement de ce port pour leur destination définitive.

La première de ces divisions se composait de trente-trois bateaux canonniers et de dix-neuf transports chargés de démolitions du camp d'Ostende. Elle appareilla de la rade de Dunkerque le 23 avril 1805 à neuf heures du soir, favorisée par l'obscurité et par un vent frais de la partie du nord-est La station ennemie, mouillée au large de Gravelines, était de dix bâtiments, dont quatre frégates : c'est ce qui avait déterminé le départ de la division batave pendant la nuit, afin qu'elle fît route sans être aperçue, et qu'elle se trouvât prête à doubler le cap Grinez au point du jour.

Poussée par une bonne brise de nord-est, la division dépassa facilement Gravelines et Calais; mais, sur la fin de la nuit, le vent varia jusqu'au sud-est, et même au sud-sud-est, et les bâtiments qui avaient voulu louvoyer avec le reste du jusant ne se trouvaient plus en bon ordre au point du jour le 24. En ce moment, ils furent aperçus par les croiseurs ennemis. Cependant le gros de la division avait serré la côte d'aussi près que le temps le permettait, et se disposait à prendre un mouillage entre les caps Blanez et Grinez; mais huit bateaux canonniers, qui avaient trop prolongé leurs bordées, se trouvaient à deux lieues au large. Ils furent bientôt entourés par une frégate, une corvette et trois bricks anglais. Six d'entre eux furent obligés de se rendre après une résistance opiniâtre; les deux autres parvinrent à se dégager, malgré la mitraille et les boulets qu'on faisait pleuvoir sur eux. Le commandant batave fit de vains efforts pour rallier sa division et se porter sur l'ennemi; il ne put parvenir qu'à la faire mouiller à terre du banc à Laine, après avoir encore perdu deux transports, dont l'ennemi s'empara.

On entendit la canonnade de Boulogne sans apercevoir le combat, parce que le cap Grinez masquait les bateaux bataves; mais on vit les ennemis s'éloigner du champ de bataille avec leur proie. Si la ligne d'embossage eût été en rade, l'amiral

Lacrosse en eût détaché une partie au secours de la division 1805—an XIII
batave; mais l'annonce des vents violents du sud-ouest avait em- France.
pêché la sortie des bâtiments du port de Boulogne. Après l'événement du matin, il y avait tout lieu de croire que, les vents devenant de plus en plus mauvais pour doubler le cap Grinez, la division batave mettrait à la voile pour relâcher à Calais. Au contraire, elle demeura à son mouillage, et quelques bâtiments essayèrent de doubler le cap en se touant. Dans la vue de faciliter cette manœuvre, l'amiral Lacrosse fit partir, sous le commandement de l'enseigne de vaisseau Parisot, une division de canots de la plus grande dimension, bien armés et chargés de grappins et d'aussières; ces canots atteignirent le mouillage de la division batave à la nuit tombante. Aussitôt les officiers et aspirants qui les montaient s'occupèrent à élonger des touées à plusieurs bateaux; mais le vent ayant passé au sud-ouest et soufflant avec force, il fallut renoncer à cette manœuvre; et ceux des bateaux bataves qui avaient doublé le cap Grinez, ne pouvant même tenir sur leurs ancres sans s'exposer à être jetés à la côte, durent appareiller pendant la nuit pour retourner au mouillage de leur division.

Malgré le mauvais temps, les bricks ennemis s'étaient tenus pendant la nuit très-près de la division batave, et, au point du jour, le 25, le vent ayant tombé, on les vit encore emmener deux bateaux de cette division. On en aperçut un troisième qui, dégréé en partie, semblait chercher à gagner la terre pour se dérober à un brick ennemi. L'enseigne de vaisseau Parisot se porta sur-le-champ, avec le canot qu'il montait, au-devant de ce bateau, dans l'intention de le prendre à la remorque et de le ramener à terre. Il s'en approcha en effet jusqu'à portée de fusil sans avoir été autrement inquiété que par deux ou trois coups de canon partis du brick. A cette distance, le peu d'opposition du brick et la manœuvre même du bateau batave donnèrent du soupçon au commandant du canot français; il fit lever les rames, et dirigea, avec plus d'attention qu'il n'avait fait encore, sa longue-vue sur le pont du bateau. Celui-ci, au même instant, arbora pavillon anglais en lâchant sur le canot une décharge à mitraille, qui fut appuyée par quelques boulets du brick. L'enseigne de vaisseau Parisot vira

1805—an XIII France. de bord aussitôt avec son canot, et, à force de rames, regagna la division batave. Le bateau au secours duquel il croyait aller était un de ceux qui avaient été pris la veille, et que les Anglais avaient équipé avec leurs matelots; ils l'avaient conduit de nuit près de la division, afin qu'au jour il eût l'air d'être un de ses bâtiments poursuivi par l'ennemi. Le but de cette ruse était probablement d'attirer la division batave au large, afin de la combattre avec plus d'avantage.

On s'attendait, dans cette division, à être attaqué au mouillage par des forces plus considérables que la veille, et l'on se préparait à soutenir cette attaque. En effet, à sept heures du matin, les bâtiments ennemis mouillés devant Boulogne mirent à la voile et se dirigèrent vers le cap Grinez. Une heure et demie après, le combat commença entre les bateaux bataves et un vaisseau rasé, deux frégates, deux corvettes à trois mâts et six bricks, qui vinrent défiler à petite portée de canon devant la division, en lui lâchant leurs bordées. Les bateaux ripostèrent avec succès, et une frégate, entre autres, reçut d'assez fortes avaries. Cependant, les grands bâtiments ennemis ne pouvant approcher davantage, dans la crainte d'échouer, cessèrent bientôt de prendre part à l'action, qui continua entre la division et les bricks anglais seulement. Ceux-ci cherchaient surtout à accabler les bateaux les plus au large pour les forcer à se rendre et les emmener ensuite. Conduits par d'excellents pilotes, ils tentèrent même d'en couper quelques-uns en passant à terre d'eux; mais ils ne purent y réussir. C'est dans cette circonstance que les canots expédiés de Boulogne rendirent de grands services. Ils n'avaient cessé, depuis le point du jour, de travailler à faire rallier la terre aux bateaux canonniers et aux transports qui s'en trouvaient trop écartés; ils continuèrent cette opération malgré le feu de l'ennemi. L'enseigne de vaisseau Parisot les mena, sous la mitraille des bricks anglais, prendre à la remorque plusieurs des bateaux que l'ennemi cherchait à couper. Après ce nouvel engagement, la division batave parvint à gagner le port d'Ambleteuse. L'affaire que nous venons de raconter fut la plus malheureuse de toutes celles où la flottille eut à combattre les croisières anglaises; et, toute faible que fût la perte qu'elle éprouva

dans cette circonstance, dans aucune autre elle n'en fit une pareille. On verra bientôt les autres divisions de la flottille batave, commandées par le brave amiral Verhuell en personne, réparer glorieusement ce léger échec, dont un accident imprévu (une saute de vent) avait seul été la cause, et prouver que les marins hollandais de cette époque étaient les dignes descendants des compagnons des Tromp et des Ruyter.

Parmi les officiers supérieurs de la marine qui contribuèrent le plus à la prompte et heureuse réunion de la flottille, on doit citer avec éloge le capitaine de vaisseau Hamelin [1], qui, chargé de conduire les différentes divisions du Havre à Boulogne, remplit cette mission de la manière la plus distinguée. Il soutint contre les croisières anglaises qui cherchaient à s'opposer au passage de ses convois divers combats honorables pour lui et les marins qu'il commandait.

Le 10 juin 1805, à sept heures du matin, le capitaine Hamelin appareilla du Havre avec une division composée de deux corvettes canonnières, quatre canonnières proprement dites, trois bateaux canonniers, huit péniches et quatorze transports. A peine avait-il fait quelques lieues que, par le travers de Bruneval, il fut attaqué par une frégate, une grande corvette à trois mâts, un brick et un cutter anglais. L'ennemi dirigea particulièrement son attaque sur la tête de la division française. A cette partie de la ligne se trouvait postée la corvette canonnière *la Foudre*, commandée par l'enseigne de vaisseau Cocherel; elle résista de la manière la plus vigoureuse aux bâtiments anglais, et, secondée par les autres bâtiments de l'avant-garde, elle força les assaillants, très-maltraités dans leur gréement, à se retirer au large. La division continua sa route.

A une heure et demie après midi, l'ennemi, qui avait réparé ses avaries, se présenta de nouveau et attaqua cette fois l'arrière-garde, que protégeait la corvette canonnière *l'Audacieuse*, commandée par le lieutenant de vaisseau Roquebert aîné. Ce brave officier fit la plus brillante défense. Voyant que l'ennemi s'acharnait particulièrement à la canonnière n° 89, commandée

[1] Aujourd'hui amiral.

1805—an XIII
France.

par l'enseigne auxiliaire Giret, qui avait un transport à la remorque, le capitaine Roquebert vint lui-même, avec *l'Audacieuse*, prendre cette remorque sous le feu de l'ennemi. A trois heures, les bâtiments anglais furent contraints de s'éloigner encore une fois, après avoir reçu de nouvelles avaries, et la division entra dans le port de Fécamp. La perte des Français, dans cette affaire, se monta à deux ou trois hommes tués et une douzaine de blessés; au nombre des derniers se trouvait l'enseigne Giret.

Les bâtiments de la flottille, destinés à naviguer à la rame aussi bien qu'à la voile, se trouvaient par là très-propres à aller attaquer, d'un temps calme, les bâtiments ennemis dépourvus du premier de ces moyens de se mouvoir et de se diriger. Nous allons citer l'exemple d'une pareille attaque couronnée de succès.

Le capitaine de vaisseau Jacob [1], chargé de diriger et d'accélérer les mouvements des divisions de la flottille de Saint-Malo à Cherbourg, aperçut de Granville, le 15 juillet au soir, deux corvettes anglaises mouillées à quatre lieues au large, près des îles de Chausey. Jugeant qu'il ferait calme pendant la nuit, il résolut d'envoyer attaquer ces bâtiments par une section de la flottille en relâche au port de Granville. En conséquence, il donna l'ordre au capitaine de frégate Collet [2] de sortir avec sept canonnières et de se porter à la rame sur les bâtiments ennemis pour les enlever. Ces bâtiments étaient les bricks *le Teaser* et *le Plumper :* le premier portant dix caronades et quatre canons de 18, et le second douze caronades et deux canons de ce même calibre.

Le capitaine Collet partit à l'entrée de la nuit, et, à deux heures et demie du matin, le 16, il se trouva à portée de canon des deux bricks, qui commencèrent le feu en demeurant à l'ancre. Les canonnières continuèrent de ramer sur eux pour les aborder; mais, le courant ne leur permettant pas d'approcher assez, elles ripostèrent au feu de l'ennemi lorsqu'elles en furent à un quart de portée. La canonnade se soutint avec

[1] Depuis contre-amiral.
[2] Depuis capitaine de vaisseau.

vivacité de part et d'autre pendant une heure, au bout de laquelle *le Plumper* amena son pavillon. *Le Teaser*, obligé de résister seul aux canonnières, n'eût pas tardé à se rendre également, si un reversement de marée ne fût venu écarter les bâtiments de la flottille, dont les rameurs étaient d'ailleurs très-fatigués, ayant manié l'aviron pendant toute la nuit. Le capitaine Collet fit alors mouiller ses canonnières, et procura ainsi aux équipages un repos dont ils avaient grand besoin avant de recommencer le combat.

A six heures du matin, le courant étant devenu moins fort, il fit lever l'ancre et se dirigea sur *le Teaser*, qu'il recommença à canonner avec vigueur. A sept heures, ce bâtiment mit à la voile; mais, le calme continuant et les canonnières étant parvenues à portée de pistolet, il amena son pavillon. A deux heures après midi, le capitaine Collet rentra triomphant dans le port de Granville avec ses deux prises.

Presque tous les coups de l'ennemi ayant porté dans les voiles et le gréement des canonnières, elles éprouvèrent quelques avaries, mais elles n'eurent personne de tué; cinq hommes seulement furent blessés, outre le capitaine Collet, qui fut atteint par quelques éclats; on trouva à bord des Anglais 17 blessés, parmi lesquels était le capitaine du *Plumper*, qui avait eu un bras emporté. Les morts ayant été jetés à la mer, on n'en put pas savoir le nombre.

Dans le rapport que le capitaine de vaisseau Jacob adressa au ministre de la marine, il paya un juste tribut d'éloges au capitaine Collet, au lieutenant de vaisseau le Maresquier [1], commandant en second des canonnières, et aux sept capitaines de ces bâtiments, MM. Gauthier, lieutenant de vaisseau auxiliaire [2], Pastoureau, Raymond, Emmanuel, Leredde, Cudenet et Besson, enseignes.

Après avoir été pendant plus de deux mois contrarié par les vents, l'amiral Verhuell trouva enfin une circonstance favorable pour conduire le gros de la flottille batave de Dunkerque à Ambleteuse. Nommé par le grand-pensionnaire de Hollande

[1] Tué, en 1811, à bord de la frégate *la Néréide*, qu'il commandait.

[2] Depuis capitaine de frégate.

1805—an XIII
France.

ministre de la marine, cet amiral avait mis pour condition à son acceptation qu'il conserverait le commandement de sa flottille jusqu'à ce qu'il l'eût réunie à la grande flottille française : il savait avec quelle impatience cette réunion était attendue par l'empereur. En conséquence, pour être à même de profiter de la première brise un peu faite, il avait tenu sur la rade de Dunkerque la majeure partie de ses bâtiments, malgré les dangers de toute espèce auxquels ils étaient exposés dans cette rade, qui n'offre d'abri sûr ni contre les tempêtes ni contre l'ennemi.

Enfin, le 17 juillet, dans l'après-midi, le vent parut se fixer au nord-est. A cinq heures, l'amiral appareilla avec quatre prames françaises et trente-deux canonnières bataves, les seuls bâtiments qui se trouvassent alors en rade, parce que les vents violents de nord et de nord-nord-ouest qui avaient régné les jours précédents avaient obligé les transports et les bateaux canonniers à rentrer dans le port. L'amiral fit marcher sa flottille sur deux lignes, les bâtiments endentés, de manière à pouvoir tirer tous en même temps au large. Il plaça les quatre prames, deux au centre et une à chaque extrémité de la ligne extérieure. Le capitaine de frégate Lambour, commandant des prames, prit poste à la tête. Les canonnières furent formées en trois divisions : l'avant-garde et l'arrière-garde chacune sous le commandement d'un capitaine de vaisseau batave, et le centre commandé par l'amiral en personne.

La croisière anglaise, forte d'un vaisseau rasé, deux frégates, trois corvettes à trois mâts et neuf bricks, observait tranquillement ces mouvements de son mouillage à la hauteur de Gravelines. Le vent étant faible et les prames mauvaises marcheuses, la flottille employa près de quatre heures à se rendre par le travers de ce port. Les Anglais mirent à la voile seulement alors, et se dirigèrent sur la ligne gallo-batave : ils commencèrent leur feu à grande portée; mais l'amiral Verhuell ne fit riposter que lorsqu'ils se furent approchés davantage. L'attaque des ennemis sur la tête de la ligne ne fut pas très-vive ; ils attaquèrent un peu plus chaudement le centre ; mais ensuite ils réunirent toutes leurs forces contre l'arrière-garde. Cette partie de la ligne était soutenue par la prame *la Ville de Ge-*

nève : le lieutenant de vaisseau Boissy, qui la commandait, se comporta avec la plus grande bravoure. Cependant les forces de l'ennemi étaient si supérieures que deux ou trois canonnières furent en peu de temps presque complétement désemparées et obligées de s'échouer pour ne pas couler à fond ; la prame elle-même eut son grand mât cassé, et, cette avarie ayant gêné sa manœuvre, elle toucha. Les bâtiments anglais voulurent profiter de cette circonstance pour achever de l'écraser et la forcer à se rendre, mais le lieutenant de vaisseau Boissy fit faire sur eux un feu si terrible qu'ils furent contraints de l'abandonner : il remit son bâtiment à flot et poursuivit sa route. Vers les onze heures du soir le combat cessa entièrement et l'ennemi reprit le large. La flottille gagna tranquillement la rade de Calais où elle mouilla en ligne : la prame *la Ville de Genève* et les canonnières les plus avariées entrèrent dans le port.

Le 18, à quatre heures et demie du matin, dix-neuf bâtiments anglais, dont deux vaisseaux de ligne, cinq frégates, six grandes corvettes et six bricks, vinrent attaquer la flottille gallo-batave au mouillage devant Calais. L'amiral Verhuell était resté dans cette position pour attirer sur lui toutes les forces anglaises des différentes stations au nord du Pas-de-Calais et faciliter ainsi la sortie du port de Dunkerque d'une grande partie des transports et des bateaux canonniers qu'il y avait laissés. L'engagement dura environ deux heures, au bout desquelles l'ennemi reprit le large : les plus avariés de ses bâtiments gagnèrent en toute hâte la rade des Dunes.

Instruit de l'approche de la flottille batave et du premier combat qu'elle avait soutenu, l'amiral Lacrosse fit appareiller le 18, au point du jour, plusieurs divisions des bâtiments qui formaient la ligne d'embossage dans la rade de Boulogne. Elles se portèrent au large comme pour attaquer la station anglaise à son mouillage; celle-ci leva l'ancre et s'avança à la rencontre des divisions de la flottille française : bientôt le combat commença. Les divisions françaises, après avoir fait pendant quelque temps un feu très-vif sur les bâtiments ennemis, se repliaisnt vers la ligne d'embossage afin d'amener les Anglais à portée de cette ligne et des batteries de terre; mais ceux-ci, dès que les bombes les approchaient, reprenaient le large. Les

1805—an XIII France.

divisions de la flottille les y suivaient de nouveau et reviraient ensuite vers leur ligne pour les y attirer. Cette manœuvre de l'amiral Lacrosse produisit une diversion très-utile à la flottille batave. La persévérance avec laquelle les divisions de la flottille française demeuraient sous voile, courant alternativement un bord au large et l'autre à terre; la sortie de nouvelles divisions du port de Boulogne et les dispositions d'appareillage de la ligne d'embossage, firent penser aux Anglais qu'une tentative de descente allait être faite ce jour-là sur leurs rivages. On vit leurs bâtiments de guerre accourir de tous les côtés; jamais on n'en avait aperçu un aussi grand nombre, et l'on eut lieu de croire qu'ils avaient montré dans cette circonstance, tant devant Boulogne que devant Calais, toutes les forces navales qu'ils comptaient opposer à la flottille lorsqu'elle tenterait de traverser le canal.

Vers trois heures de l'après-midi, l'amiral Verhuell appareilla de la rade de Calais avec vingt et une canonnières et trois prames : il prit la tête de la ligne, et plaça les prames à l'arrière-garde. Le maréchal Davoust était venu joindre l'amiral en rade de Calais; il voulut partager les dangers de sa traversée jusqu'à Ambleteuse, et sa présence à bord de la canonnière amirale remplit d'une nouvelle ardeur les troupes françaises embarquées sur la flottille batave.

C'était principalement sous les caps Blanez et Grinez que l'ennemi s'était posté pour attaquer l'amiral Verhuell. En effet, à peine la flottille fut-elle arrivée par le travers du premier de ces caps, qu'elle fut assaillie par une vingtaine de bâtiments ennemis; mais le commandant de ces forces, ne les trouvant pas suffisantes pour arrêter la flottille dans sa marche, les fit s'éloigner toutes voiles dehors pour se rallier à celles qui attendaient l'amiral Verhuell sous le cap Grinez et entre les deux caps. Ces forces réunies se montaient à une cinquantaine de bâtiments, vaisseaux, frégates, corvettes, bombardes et bricks, portant plus de neuf cents bouches à feu, tandis que les vingt et une canonnières et les trois prames n'en portaient pas deux cents.

A la hauteur de Wissant, l'attaque recommença et des deux côtés on se servit de mitraille; mais la flottille batave ayant réussi à entrer dans le canal étroit situé entre la côte et le banc

à Laine, et les bâtiments ennemis étant obligés de se tenir au large de ce banc, on ne tira plus qu'à boulets. Sous le cap Grinez, où les plus gros vaisseaux peuvent approcher la terre jusqu'à portée de pistolet, l'affaire devint plus chaude. Tous les bâtiments ennemis se réunirent pour empêcher la flottille de le doubler; les uns la combattant par le travers, les autres cherchant à lui barrer le passage et à envelopper la tête de sa ligne. Malgré le feu le plus vif à boulets et à mitraille, la canonnière montée par l'amiral Verhuell et le maréchal Davoust parvint à contourner le cap; toute la ligne suivit ce mouvement et s'avança en bon ordre vers la rade d'Ambleteuse en longeant la côte à la distance d'un jet de pierre. Les Anglais, quoique certains alors de ne pouvoir plus empêcher l'arrivée de la flottille batave sur cette rade, continuèrent de l'accompagner jusqu'à son mouillage en lui envoyant bordée sur bordée à portée de mitraille : ils s'éloignèrent lorsqu'elle eut jeté l'ancre. Cependant, après avoir couru un grand bord au large, ils revinrent l'attaquer au mouillage; mais les bâtiments de la flottille se trouvant alors dans la position la plus avantageuse pour se défendre, les bâtiments ennemis furent bientôt obligés de renoncer à cette dernière attaque aussi infructueuse que toutes les autres. Le lendemain quantité de bateaux canonniers et de transports, partis de Dunkerque pendant que toutes les forces anglaises étaient aux prises avec la flottille devant Blanez et devant Boulogne, arrivèrent sans avoir été inquiétés dans leur route; et, peu de temps après, toute la flottille batave se trouva réunie à Ambleteuse.

La division aux ordres du capitaine de vaisseau Hamelin, dont nous avons parlé plus haut, se renforça à Fécamp de deux canonnières ainsi que de quelques bateaux canonniers et péniches qui se trouvaient dans ce port. Ainsi renforcé, le capitaine Hamelin ne craignit pas d'appareiller en présence de la croisière ennemie qu'il avait déjà combattue; il mit à la voile, le 23 juillet, à cinq heures du matin. Les Anglais se bornèrent d'abord à observer ses mouvements; mais le vent étant devenu plus fort et la mer grosse, circonstances qui donnaient de l'avantage aux bâtiments ennemis sur ceux de la flottille, ils s'avancèrent pour attaquer la division française.

1805 — an XIII France. Les Anglais s'attachèrent particulièrement à combattre l'arrière-garde, qui était protégée par la corvette canonnière *l'Audacieuse.* Le capitaine de frégate Roquebert [1], commandant de cette corvette, les reçut avec la même vigueur que dans le combat du 10 juin. Le capitaine Hamelin, qui marchait à la tête de sa ligne, était trop brave et trop bon marin pour en laisser écraser la queue sans lui porter secours; il vira de bord avec la corvette canonnière *la Foudre* qu'il montait, et vint prendre poste en avant de *l'Audacieuse:* les deux corvettes canonnières ainsi ralliées serrèrent l'ennemi au feu jusqu'à petite portée de fusil et firent jouer sur lui en même temps artillerie et mousqueterie.

Cette belle manœuvre intimida les Anglais : ils forcèrent de voiles pour se retirer de dessous le feu meurtrier des corvettes et se porter sur une partie de la ligne où ils n'auraient à combattre que des canonnières et des bateaux qu'ils supposaient, à cause de la grosseur de la mer, hors d'état de se servir avantageusement de leur artillerie : ils y furent accueillis comme ils venaient de l'être à l'arrière-garde.

Une manœuvre hardie de l'enseigne de vaisseau Hilaire contribua puissamment à faire échouer la nouvelle tentative de la division ennemie. Cet officier commandait trois canonnières dont les affûts à coulisses ne leur permettaient pas de tirer par le travers; il les fit virer de bord et courir droit sur les bâtiments anglais en faisant feu par devant. Ce feu, qui se croisait avec celui des bâtiments français demeurés en ligne, obligea les Anglais à prendre le large.

Deux heures après, les bâtiments ennemis, ayant repassé des manœuvres et changé quelques voiles, revinrent à la charge, et l'on se battit de très-près. Les cris *à l'abordage! à l'abordage!* retentissaient dans la ligne française, et *l'Audacieuse* demanda par signal à aborder l'ennemi. Le capitaine Hamelin, trouvant la mer trop grosse, refusa d'accorder cette demande et fut à regret obligé de renoncer à ce genre d'attaque, pour lequel

[1] En récompense de leur belle conduite dans le combat que nous avons rapporté plus haut, l'empereur avait élevé le lieutenant de vaisseau Roquebert au grade de capitaine de frégate, et l'enseigne Cocherel au grade de lieutenant de vaisseau ; mais ces officiers l'ignoraient encore.

il s'était hautement prononcé et dont il se promettait le plus grand succès, malgré l'extrême différence de hauteur entre les bâtiments ennemis et ceux de la flottille. Le combat continua avec acharnement. Un boulet emporta le bras droit du brave Cocherel, capitaine de *la Foudre :* obligé par cette blessure de quitter son poste, il le fit en criant plusieurs fois *Vive l'empereur !* et en recommandant à son équipage de continuer le feu avec précision et vivacité.

Au bout d'une heure de ce nouvel engagement, l'ennemi fut obligé de chercher son salut dans la fuite. Ses bâtiments avaient eu plusieurs mâts partiels coupés, et leurs bas-mâts étaient très-endommagés. Le capitaine Hamelin poursuivit sa route avec l'intention de débarquer, en passant, ses blessés à Dieppe ; mais le mauvais temps qui survint l'obligea d'entrer avec sa division dans ce port. Il en partit peu de temps après et arriva heureusement à Boulogne.

Les principales avaries reçues par la division du capitaine Hamelin dans ce dernier combat le furent dans les mâts et les voiles, le peu d'élévation des bâtiments de la flottille dérobant leur corps aux coups de l'ennemi. La perte en hommes fut, par cette même raison, peu considérable ; elle se monta à cinq ou six tués et vingt-deux blessés : parmi les premiers, se trouva l'enseigne de vaisseau Giret, qui avait déployé la plus grande bravoure dans les deux affaires des 10 juin et 23 juillet.

L'arrivée de la flottille batave et de quelques divisions venant de l'ouest avait presque complété la réunion de la flottille, et les bâtiments qui restaient encore à venir n'étaient pas absolument nécessaires, puisque Boulogne et les ports voisins en renfermaient un nombre suffisant pour transporter toute l'armée rassemblée sur les côtes de Picardie[1]. Ainsi, depuis la fin de juillet 1805, Napoléon était en mesure de tenter l'expédition pour laquelle la France avait fait des efforts si

[1] La flottille, composée alors de 2,365 bâtiments de toute espèce, pouvait porter plus de 160,000 hommes de troupes et près de 10,000 chevaux. Le tableau placé à la fin de ce chapitre, et dressé d'après les états fournis au gouvernement par l'amiral commandant en chef la flottille, fait voir, dans le plus grand détail, quelle était la situation de l'expédition au moment où elle fut suspendue.

1805—an XIII France. prodigieux et si rapides. Cette époque est celle où il convient que nous donnions une idée de l'organisation de la flottille, de l'ensemble des moyens préparés pour la descente, ainsi que des obstacles et des chances de succès que présentait cette entreprise vraiment gigantesque.

La flottille fut partagée en six grands corps. Le premier, désigné sous le nom d'aile gauche de la flottille, et placé au port d'Étaples, était destiné à porter les troupes composant le camp dit de Montreuil et commandées par le maréchal Ney; le second et le troisième, appelés aile droite et aile gauche du centre de la flottille, occupaient le port de Boulogne et devaient porter les troupes réunies dans les camps établis, à droite et à gauche de ce port, sous le commandement du maréchal Soult; le quatrième, nommé aile droite de la flottille, occupait le port de Wimereux et devait porter le corps du maréchal Lannes, composé de diverses divisions d'infanterie, parmi lesquelles se trouvaient celles de grenadiers de l'avant-garde et de la réserve; la flottille batave, réunie au port d'Ambleteuse, formait, sous cette désignation, le cinquième corps de l'expédition et devait porter les troupes commandées par le maréchal Davoust; enfin, un sixième corps, rassemblé au port de Calais, sous le nom de réserve de la flottille, était destiné à embarquer la division d'infanterie italienne et diverses divisions de dragons montés et non montés[1].

Les quatre premiers corps seuls avaient une organisation régulière: chacun d'eux était partagé en deux portions appelées escadrilles; chaque escadrille était destinée à embarquer une division de l'armée, composée de quatre régiments de ligne et d'un d'infanterie légère, avec sa cavalerie, son artillerie et ses bagages. L'escadrille était généralement composée de deux divisions de bateaux de première espèce et de deux de seconde, affectées aux quatre régiments de ligne; de deux divisions de péniches ou bateaux de troisième espèce, affectées au régiment d'infanterie légère; de deux divisions de bâtiments-écuries, af-

[1] La garde impériale devait s'embarquer sur des bâtiments formant une escadrille particulière et armés par des équipages tirés du bataillon de matelots de cette garde.

fectées l'une à la cavalerie et l'autre aux chevaux d'artillerie; d'une section de transports destinés au gros matériel d'artillerie; et enfin, d'une division entière de ces mêmes transports pour les bagages de la portion d'armée embarquée sur l'escadrille. La formation des régiments à cette époque avait déterminé le nombre des bâtiments de chaque division de la flottille, destinée à embarquer un régiment. Les divisions de la flottille étaient donc partagées en deux sections affectées aux deux bataillons du régiment; chaque section avait été, en conséquence, composée de neuf bâtiments affectés chacun à l'une des neuf compagnies dont se composait alors un bataillon[1].

1805—an XIII France.

Cet ordre admirable avait été complété par la manière adoptée pour l'arrangement des diverses divisions dans les ports. A Boulogne, par exemple, on avait eu soin de placer sur la rive droite du port les divisions destinées aux régiments du camp de droite, et, sur la rive gauche, celles qui devaient porter les troupes du camp de gauche; les bâtiments étaient rangés par sections, c'est-à-dire par files de neuf. Sur le quai, vis-à-vis du centre de chaque escadrille, était placé un poteau portant cette inscription : — *escadrille, division* N ; vis-à-vis de l'intervalle qui séparait les deux divisions de même espèce on lisait : *brigade* N ; et vis-à-vis de l'espace laissé entre les deux files de bâtiments de chaque division, — *régiment de ligne* ou *d'infanterie légère*. De la sorte, toute confusion était impossible.

Une des dispositions les plus propres à assurer le succès de tout débarquement général ou partiel tenté par la flottille, était celle en vertu de laquelle on n'avait placé sur les transports que le gros matériel et les bagages d'armée; les bâtiments de guerre destinés au passage des troupes portaient en même temps toutes les munitions, les vivres et les outils de campement nécessaires aux troupes embarquées : de manière que, en quelque nombre que fussent les troupes mises à terre, elles

[1] On avait cependant reconnu la nécessité d'ajouter à chaque division de seconde espèce un dix-neuvième bateau; l'encombrement de la cale par les deux chevaux embarqués à bord de chacun des bateaux de deuxième espèce avait rendu cette addition nécessaire. Ce bateau supplémentaire portait l'état-major du régiment et quelques effets appartenant au corps.

1805—an XIII France. se trouvassent toujours en état d'opérer sur-le-champ et sans avoir besoin d'attendre d'autres bâtiments. Ces vivres, ces munitions et ces outils pouvaient être, et avaient été effectivement embarqués à l'avance : quant aux hommes et aux chevaux, des mesures avaient été prises pour en rendre l'embarquement le plus facile possible à l'instant du départ. Lorsqu'elles devaient embarquer, les troupes arrivaient en colonnes serrées, la droite ou la gauche en tête, selon la position des quais; au moment où les colonnes s'arrêtaient, la tête de chaque bataillon se trouvait présentée vis-à-vis de la file de bateaux qui lui était affectée; la compagnie de grenadiers traversait toute cette file, pour gagner le bâtiment le plus au large; la première compagnie de fusiliers s'arrêtait sur le bâtiment le plus voisin de celui-ci, et ainsi de suite, jusqu'à la derniere compagnie du bataillon, qui se trouvait occuper le bateau le plus près du quai. Les chevaux étaient hissés à bord des bateaux avec un ordre pareil et une égale promptitude.

L'empereur, jaloux de connaître positivement quel degré de célérité on pouvait apporter à cette opération importante, la fit exécuter deux fois en sa présence : le résultat surpassa son attente. Bien que les troupes occupassent des camps dont l'extrémité fût éloignée de plus de dix-huit cent toises du point d'embarquement, une heure et demie après la générale battue, hommes et chevaux, tout était embarqué. Chaque fois, les acclamations de l'armée annoncèrent l'enthousiasme dont elle était animée pour son chef, et sa vive impatience d'aborder les rives britanniques. Ce spectacle, l'un des plus magnifiques et des plus extraordinaires peut-être qui aient été offerts aux regards des hommes, dut causer à Napoléon autant de regrets qu'il causait d'admiration au reste des Français qui en étaient témoins. Déja les événements se pressaient sur le continent; la coalition nouvelle, formée par l'or anglais, se préparait à l'attaquer, et il prévoyait que bientôt il serait forcé d'abandonner ces lieux d'où il faisait trembler la Grande-Bretagne, et de remettre à d'autres temps la punition de tous les maux que cette puissance avait causés à la France.

Une circonstance, autre que la formation d'une coalition nouvelle sur le continent, vint rendre la descente impossible

ou du moins en éloigner l'exécution. On peut affirmer, en toute 1805—an XIII France.
certitude, que le concours de ces deux circonstances fit suspendre l'entreprise, quand même on penserait que la première seule n'eût pas produit ce résultat, et que la seconde au contraire le rendait inévitable[1]. Nous allons exposer cette dernière circonstance; mais, auparavant, il est nécessaire de faire connaître quelles modifications avait éprouvées le plan adopté primitivement par Napoléon pour l'invasion de l'Angleterre.

Nous avons vu qu'on s'était flatté, dans le principe, que les bateaux de la flottille, tels qu'on les avait construits et armés, pourraient opérer sans le secours d'une force navale composée de bâtiments de haut bord. Cette erreur subsista longtemps; et la facilité avec laquelle s'effectuait la réunion de la flottille contribua surtout à l'entretenir. Protégés par les batteries de côte ou l'artillerie mobile qui les suivait sur la plage, par le fort calibre de leurs propres canons et par leur peu de tirant d'eau, qui leur permettait de naviguer sur des bas-fonds au large desquels les bâtiments ennemis étaient obligés de se tenir, les bateaux français bravèrent tous les efforts des croisières anglaises pour les empêcher d'arriver à leur destination. Ils parurent aussi très-propres à balayer un rivage sur lequel ils viendraient s'échouer à force de voiles ou de rames; mais on reconnut bientôt qu'ils étaient loin d'offrir les mêmes avantages au large de toute terre, c'est-à-dire pendant la traversée. Par un gros temps, outre le danger qu'ils auraient couru d'être submergés, il leur eût été aussi impossible de combattre, en faisant route, que d'aborder ensuite sur une côte battue par des lames capables de les briser en peu d'instants. Le calme leur eût été, à la vérité, plus favorable, pourvu toutefois qu'il fût assez parfait pour leur

[1] Quelques personnes ont prétendu que l'agression de l'Autriche et de la Russie n'aurait pas empêché Napoléon de passer en Angleterre avec l'armée de Boulogne, si, par une meilleure exécution des ordres qu'il avait donnés d'un autre côté, il se fût trouvé à même de surmonter les difficultés du trajet. Il eût, disent-elles, confié à la masse de la nation, unie aux troupes demeurées dans l'intérieur, la défense des frontières françaises. Sans nier la possibilité d'une telle défense, à cette époque, il nous paraît certain que Napoléon n'était pas disposé à tenter cette expérience : tout a prouvé qu'il avait pour système d'empêcher la nation de se mêler directement de ses affaires.

1805—an XIII France. permettre, à l'aide de leurs avirons, de passer à la vue des bâtiments de haut bord anglais devenus complétement immobiles; mais la moindre brise qui fût venue à s'élever, en rendant à ces bâtiments la faculté de se mouvoir, eût compromis la flottille. Et peut-on compter dans la Manche sur un calme plat de douze heures?

Deux moyens seuls existaient pour faire arriver la flottille sur les côtes d'Angleterre : forcer le passage ou bien le surprendre. Nous venons de voir que le forcer était presque impossible; il reste à montrer si le surprendre était plus facile. Il nous semble que les localités présentaient à cet égard des obstacles insurmontables. La chance, à coup sûr, la plus heureuse qui pût se présenter pour cela eût été l'absence totale des bâtiments de guerre anglais dans la partie du canal que la flottille avait à traverser, pendant un espace de temps suffisant pour ce trajet; mais la flottille ne pouvait profiter d'une pareille circonstance quand même elle se serait présentée, parce qu'il lui fallait plus d'une marée pour sortir des ports de Boulogne, Wimereux, etc. Si en avant de ces ports il eût existé des rades où toute la flottille eût pu demeurer à l'ancre sans danger pendant la durée d'un de ces coups de vent si fréquents et si terribles sur la Manche, pour en appareiller aussitôt la tempête passée, le succès de l'expédition eût été certain; mais, malheureusement, la nature n'a placé aucun mouillage sur le long de cette partie des côtes de la France. Toutes ces considérations firent enfin sentir à Napoléon la nécessité de combiner la sortie de la flottille avec l'arrivée, dans le fond de la Manche, d'une force navale française infiniment supérieure à celle qui resterait aux Anglais dans ces parages. Un plan fut conçu pour obtenir ce résultat important; et, qu'il l'ait été par l'empereur lui-même ou par le ministre Decrès (ce dont il est permis de douter) [1], il fait le plus grand honneur à son auteur.

[1] Une opinion généralement répandue, c'est que, à part celle-ci, toutes les combinaisons nautiques de la période comprise entre 1801 et 1814 furent marquées au coin de la maladresse et de l'imprévoyance les plus complètes. Nous sommes trop impartiaux pour ne pas déclarer qu'il faut en chercher la principale cause dans un vice monstrueux qui existait et qui existe encore dans l'organisation de la division chargée, au ministère de la marine,

La France avait alors à sa disposition des flottes plus ou moins nombreuses dans les ports du Texel, de Brest, de Rochefort, du Ferrol, de Cadix et de Toulon; le plan de Napoléon était de faire arriver toutes ces flottes ensemble dans la Manche, au moment où il aurait habilement forcé les Anglais à éloigner de l'Europe la presque totalité de leurs forces navales. Ce plan fut mis à exécution. La flotte de Toulon eut ordre de sortir, d'aller débloquer Cadix, et, renforcée par les vaisseaux français et l'escadre espagnole réunis dans ce port, de se rendre aux Antilles pour y joindre l'escadre de Rochefort qui devait l'y attendre. La jonction opérée, et tandis que plusieurs escadres ennemies seraient occupées à les chercher dans les mers d'Amérique et de l'Inde, ces forces, montant à vingt-cinq vaisseaux, devaient revenir sur-le-champ en Europe et se présenter devant le Ferrol, d'où une quinzaine de vaisseaux espagnols et français seraient sortis pour les rallier. De là, elles devaient se porter rapidement à la hauteur de Brest, débloquer ce port et se faire joindre par les vingt-deux vaisseaux qui s'y trouvaient prêts à prendre la mer. L'amiral Cornwallis, commandant de la seule flotte que les Anglais eussent pu en ce moment opposer à cette grande armée navale, n'eût sans doute pas prétendu résister à des forces triple des siennes; et soixante-trois vaisseaux français et espagnols entraient dans la Manche dont ils demeuraient maîtres pendant un temps plus que suffisant pour que la flottille sortît de ses ports et traversât le canal sans avoir une amorce à brûler pendant le trajet. 1805—an XIII France.

Le départ de l'escadre de Rochefort, celui de la flotte de Toulon et le débloquement de Cadix s'opérèrent heureusement. Toutes les escadres ennemies disponibles furent détachées à la poursuite des escadres françaises et espagnoles sur divers points, parce que leurs destinations étaient inconnues. Il ne restait plus de flottes anglaises que devant le Ferrol et devant Brest, et tout semblait annoncer la réussite du plan de Napoléon. Cependant l'escadre de Rochefort rentra dans ce port sans avoir effectué la

de la direction et du mouvement des forces navales; mais cette circonstance ne saurait excuser le ministre, dont le devoir est de ne confier des fonctions qu'aux hommes capables de les remplir.

1805 — an XIII. France.

jonction ordonnée; mais cette circonstance ne parut pas fâcheuse, parce que les forces de Toulon et de Cadix étaient encore assez nombreuses pour débloquer facilement le Ferrol, et que l'escadre de Rochefort pouvait sortir de nouveau et les joindre dans leur route vers Brest. L'escadre légère faisant partie de la flotte de ce dernier port allait tous les jours à plusieurs lieues au large pour signaler l'arrivée de l'armée navale franco-espagnole. A Boulogne, tout était prêt, et l'on attendait avec la plus vive impatience le résultat des savantes combinaisons qui devaient assurer à la flottille une paisible traversée. C'est dans ce moment, où l'espérance était portée au plus haut point, où l'on se flattait de voir enfin la marine française favorisée à la fois du génie et de la fortune, qu'on apprend coup sur coup que l'armée combinée, forte de vingt vaisseaux, a livré, vers les côtes d'Espagne, à quinze vaisseaux anglais, un combat, que nous raconterons plus loin, dans lequel deux vaisseaux espagnols ont été pris, et que, après avoir débloqué le Ferrol, cette armée, renforcée de quinze vaisseaux, au lieu de se porter vers Brest, est rentrée dans le port de Cadix. L'empereur est furieux de ce contre-temps. Cependant il dissimule son mécontentement; il inspecte de nouveau la flottille dans le plus grand détail, feint de n'avoir jamais compté que sur elle pour l'invasion de l'Angleterre et fait encore exécuter, en sa présence, l'embarquement des troupes et des chevaux. Mais les nuages formés sur le continent s'amoncellent, l'orage éclate, Napoléon quitte Boulogne, et bientôt l'armée reçoit subitement l'ordre d'en partir pour se porter sur le Rhin, tandis qu'on désarme en partie la flottille, et que les marins qui la montaient, transformés tout à coup en soldats, demeurent chargés d'entretenir et de défendre cet immense matériel d'une expédition qu'ils ont l'espoir de recommencer bientôt.

En terminant la relation du plus formidable armement qu'ait jamais exécuté aucune nation maritime[1], nous avons à exami-

[1] C'est moins le nombre des canons que celui des hommes et des chevaux embarqués qui rendit cet armement supérieur à tout autre dont l'histoire ait conservé le souvenir. En effet, soixante vaisseaux de ligne portent une artillerie bien supérieure en nombre et en calibre à celle de toute la flottille.

ner brièvement une question du plus haut intérêt. On met encore en doute si Napoléon avait réellement l'intention d'envahir l'Angleterre, et l'on regarde les immenses préparatifs qu'il fit pour l'exécution de ce grand projet comme un masque propre à couvrir d'autres desseins, dont la réussite était pour lui de la plus haute importance. Les uns supposent que, méditant déjà la conquête de l'Europe et l'établissement d'une monarchie universelle dont il serait le chef, il se servit du prétexte de la descente pour rassembler, sans effrayer les puissances continentales, une armée avec laquelle il comptait fondre sur elles à l'improviste. Selon d'autres, cette armée n'était destinée qu'à assurer son élévation au trône impérial et à imposer aux mécontents de l'intérieur ainsi qu'aux souverains étrangers qui eussent tenté de mettre obstacle à ce qu'il s'emparât du sceptre de Charlemagne. L'histoire lèvera un jour tous ces doutes. En attendant, on peut opposer quelques arguments à l'opinion que les démonstrations faites sur les côtes françaises de la Manche n'étaient qu'un vain simulacre. L'étendue seule des préparatifs suffirait peut-être pour prouver invinciblement qu'il ne s'agissait pas d'une feinte. Cette ardeur à faire construire des milliers de bateaux et à mettre tout en œuvre pour les faire arriver avec la plus grande promptitude au point désigné pour leur réunion ; ces millions prodigués pour creuser des havres et des bassins, élever des môles et bâtir des forts avec une rapidité qui semblait tenir de l'enchantement ; cette constance à négocier pour conserver la paix avec l'Autriche, quand il pouvait fondre sur cette puissance avant qu'elle fût préparée à la guerre qu'elle avait si imprudemment résolue : tout cela montre assez, suivant nous, le vif désir qu'avait Bonaparte de conquérir l'Angleterre et d'arriver à ce but le plus promptement possible. Nous ne nierons pas que la réunion de la grande armée dans les camps de Boulogne et autres, ainsi que les grandes manœuvres auxquelles on l'exerçait sans relâche, n'aient contribué à mettre Napoléon à même de soutenir une guerre continentale avec succès, quelle que fût la cause qui l'eût allumée ; nous ne contesterons pas davantage le formidable appui que présentait cette armée aux prétentions du premier consul à un titre plus pompeux ; mais nous per-

1805—an XIII
France

1805—an XIII France. sisterons à croire que le projet de la descente en Angleterre était réel, et que c'est avec la plus grande répugnance que l'empereur se vit obligé d'y renoncer. Au reste, si, malgré sa non-exécution, il ne fut pas sans fruit pour Napoléon, il ne le fut pas non plus pour la France, à laquelle il prépara les triomphes les plus rapides et les plus éclatants qui soient inscrits dans ses fastes militaires[1].

Jamais, dans tout le cours de la guerre dite de la révolution (et peut-être à aucune autre époque de son histoire), la France ne se trouva dans une attitude plus menaçante envers l'Angleterre qu'en 1805. Indépendamment de son immense flottille, Napoléon avait alors, pour combattre la puissance britannique, quatre-vingts vaisseaux de ligne et quantité de frégates prêts à sortir des ports français, hollandais et espagnols; et ces forces imposantes, bien dirigées, ne pouvaient manquer d'ébranler le colosse maritime sous le joug duquel l'Europe gémissait depuis trop longtemps. Nous avons présenté le tableau des opérations de la flottille : il nous reste à remplir la tâche pénible de retracer celles des diverses escadres dont les mouvements devaient se combiner avec les siens.

Conformément aux dispositions dont nous avons fait mention plus haut, les escadres de Toulon et de Rochefort devaient sortir presque simultanément; cependant celle de ce dernier port mit en mer la première. Elle était composée de cinq vaisseaux de ligne, dont un à trois ponts, trois frégates et deux bricks[2], et commandée par le contre-amiral Missiessy, alors le doyen des contre-amiraux français. 3,500 hommes de troupes, sous le commandement du général de division Lagrange, s'embarquèrent sur cette escadre, et y furent répartis comme suit : 700 hommes sur *le Majestueux*, 500 sur chaque

[1] Ceux qui signalèrent la brillante campagne d'Autriche, dont nous avons tracé l'histoire au commencement de ce volume.

[2] Savoir : le *Majestueux*, de 120 canons, capitaine Violette; le *Magnanime*, de 74, capitaine Allemand; le *Jemmapes*, de 74, capitaine Petit; le *Lion*, de 74, capitaine Soleil; le *Suffren*, de 74, capitaine Troude; l'*Armide*, de 44 canons, capitaine Louvel; la *Gloire*, de 44, capitaine Bonami; l'*Infatigable*, de 44, capitaine Girardias; le *Lynx*, de 16 canons, capitaine Farjenel; et *l'Actéon*, de 16, capitaine Depoge.

vaisseau de soixante-quatorze, deux cents sur chaque frégate et cent sur chacun des bricks. On y embarqua également cinq mille fusils, cent milliers de poudre et un train d'artillerie considérable; ces objets étaient destinés à augmenter l'armement des colonies françaises aux Antilles.

1805—an XIII
France.

Le 11 janvier 1805, à une heure après midi, l'amiral Missiessy appareilla de la rade de l'île d'Aix, par une brise favorable, mais peu forte. Cet officier général ayant combiné ses mouvements de manière à tromper la surveillance de la croisière ennemie, l'escadre n'en fut point aperçue; mais, dans la nuit, la brise qui avait favorisé sa sortie tomba tout à fait, ce qui fut du plus mauvais augure, le calme plat, en hiver, étant ordinairement précurseur de la tempête. Le lendemain, les vents se fixèrent à l'ouest et soufflèrent avec violence; bientôt le temps devint affreux et la mer extrêmement grosse. Les marins savent combien, en pareille circonstance et dans le cœur de la mauvaise saison surtout, il est dangereux pour des bâtiments de tenir dans le golfe de Gascogne. L'amiral Missiessy eût pu, sans mériter de reproche, relâcher dans un des ports français qui lui restaient sous le vent; mais, jaloux de ne pas apporter le moindre retard à sa mission, il préféra lutter avec son escadre contre la tempête et demeurer à la cape jusqu'à ce que le temps lui permît de continuer sa route[1]. Elle dura treize jours consécutifs, et tous les bâtiments souffrirent plus ou moins; néanmoins l'amiral persévéra dans la résolution qu'il avait prise de ne point relâcher. Enfin, le 25, le vent changea, la mer redevint belle et l'escadre poursuivit sa course.

La sortie de cette escadre excita, en Angleterre, des alarmes d'autant plus vives, que le bruit se répandit en même temps que l'escadre de Toulon avait mis en mer également, et qu'un fort détachement de l'armée navale de Brest avait appareillé de ce port. Ces escadres étaient-elles destinées à aller attaquer séparément quelques-unes des nombreuses posses-

[1] Un motif puissant pour empêcher l'amiral Missiessy de relâcher était la crainte que l'escadre de Toulon, non contrariée par une tempête qui pouvait n'être que locale, ne se rendît aux Antilles et n'en revînt après avoir vainement attendu la sienne, ce qui eût fait manquer l'expédition à laquelle ces deux escadres devaient concourir.

1805 - an XIII France. sions britanniques éparses dans les deux Indes, ou bien, tous les vaisseaux ayant des troupes à bord, ne devaient-elles pas se réunir à la mer pour aller opérer un débarquement sur les côtes d'Irlande? Telles étaient les questions que s'adressaient tristement les Anglais. Leur inquiétude était portée à son comble, et l'incertitude du gouvernement lui-même à l'égard de la destination de l'escadre de Rochefort l'obligea de détacher plusieurs escadres à sa poursuite sur divers points vers lesquels on pouvait supposer qu'elle se dirigeait. Cette circonstance, qui se renouvela dans ce temps chaque fois qu'une escadre française prit la mer, était du plus grand avantage pour le succès des combinaisons de Napoléon, qui devenaient assurées dès qu'il aurait obligé l'Angleterre à dégarnir les mers d'Europe de ses vaisseaux. Sans soupçonner ce dessein, les Anglais sentaient combien il était funeste pour leur pays que le cabinet de Saint-James ne fût pas mieux informé du but des expéditions maritimes de la France. « Il est bien à regretter, disait un écrivain anglais[1], qu'à cette époque, si honorable sous d'autres rapports pour les hommes chargés de la direction de notre marine, nous demeurions dans une aussi complète ignorance des desseins de l'ennemi, de l'état de ses préparatifs et des mouvements de ses forces navales. » On a lieu de regretter plus vivement, en France, que, malgré cet avantage et quantité d'autres qui devaient favoriser les entreprises de la marine, elle n'ait pas fait à l'ennemi tout le mal qu'une meilleure direction l'eût mise facilement à même de lui faire.

Les instructions de l'amiral Missiessy lui prescrivaient de se rendre, avec la plus grande diligence aux Antilles et d'y attendre pendant trente-cinq jours l'escadre de Toulon. Ce temps devait être employé à ravitailler les colonies françaises et à ravager celles de la Grande-Bretagne dans ces parages. L'amiral dirigea sa route en conséquence, et, le 20 février, vingt-sept jours après la fin du coup de vent qui avait retenu l'escadre dans le golfe de Gascogne, elle donna dans le canal qui sépare la Martinique de Sainte-Lucie. Un convoi anglais, escorté par une frégate, fut chassé et poursuivi jusque sous les batteries

[1] Annual Register, 1805, p. 224.

de Sainte-Lucie. Un seul des bâtiments composant ce convoi put être pris, après quoi l'escadre fit route pour la rade du Fort de France (île de la Martinique), où elle mouilla avant le soir. Pendant le reste du jour et une partie de la nuit, on travailla à débarquer les deux mille cinq cents fusils et les cinquante milliers de poudre destinés pour la Martinique.

Aussitôt que les vaisseaux eurent jeté l'ancre, l'amiral Missiessy et le général Lagrange descendirent à terre pour conférer avec l'amiral Villaret, capitaine général de la colonie, sur la direction à donner aux forces sous leurs ordres, et apprendre de lui quelle était, à cette époque, la manière la plus sûre de causer de grands dommages aux Anglais dans leurs possessions des Antilles. D'après les conseils de l'amiral Villaret, il fut décidé que les opérations commenceraient par l'attaque de l'île de la Dominique, sa position entre la Martinique et la Guadeloupe offrant aux ennemis un moyen facile de gêner les communications entre ces deux îles et de troubler les opérations maritimes (de course ou de commerce) auxquelles les colons français se fussent livrés, et qui devaient être aussi profitables au gouvernement qu'aux particuliers.

De retour à bord du vaisseau amiral, les deux généraux dressèrent leur plan d'attaque, et, le lendemain à la pointe du jour, ils réunirent en conseil tous les capitaines des bâtiments de l'escadre et tous les chefs de corps des troupes expéditionnaires pour le leur communiquer, afin que chacun sût parfaitement quelle part il devait prendre à son exécution.

D'après ce plan, l'escadre devait se présenter le lendemain 22, au point du jour, devant la Dominique et opérer aussitôt un débarquement sur trois points différents. Les troupes avaient, en conséquence, été partagées en trois colonnes. La première colonne, forte de 900 hommes et commandée par le général Lagrange en personne, devait prendre terre entre la pointe sud-est de l'île et la ville du Roseau, s'emparer d'une batterie située sur ce point, et marcher rapidement vers le fort qui défend la ville du côté de l'est. La seconde colonne, composée de 500 hommes sous les ordres de l'adjudant-commandant Barbot, chef d'état-major du corps expéditionnaire, devait débarquer au pied d'une montagne nommée le morne Daniel, à une demi-lieue au nord-

1805 - an XIII France. ouest du Roseau, tourner un fort qui domine la ville, et couper la retraite à la garnison qui l'occupait. La troisième colonne, composée d'environ 900 hommes et commandée par le général Claparède, devait opérer son débarquement à deux portées de canon d'un morne situé à l'extrémité nord-ouest de l'île, et marcher sur cette position pour l'enlever à la baïonnette.

Ces dispositions arrêtées, l'escadre mit à la voile et fit route vers la Dominique, précédée par deux goëlettes qui lui servaient d'éclaireurs. A minuit, l'escadre se trouva par le travers de la pointe sud-est de l'île : le fort établi sur cette pointe tira le canon d'alarme ; bientôt après des feux furent allumés sur divers points de la côte. L'amiral Missiessy, continuant sa route à petites voiles, parut avant le jour devant la ville du Roseau. Il fit alors arborer le pavillon anglais à ses bâtiments, et tout préparer pour la descente. Plein de sécurité à la vue de cette escadre, qu'il croyait anglaise, le brigadier général Prévost, gouverneur de l'île, envoya le capitaine de port à bord du vaisseau amiral, pour le conduire au mouillage. On peut juger de la surprise et du désappointement de cet officier en se trouvant à bord d'un vaisseau français.

Quelques instants après, le pavillon national fut substitué aux couleurs anglaises, et toutes les embarcations de l'escadre, chargées de troupes, partirent pour se porter sur les divers points où le débarquement devait s'opérer : alors les forts ouvrirent sur l'escadre un feu auquel les vaisseaux et les autres bâtiments de guerre français répondirent de la manière la plus vive. Le *Majestueux*, le *Jemmapes*, le *Lion*, l'*Actéon* et une des goëlettes s'étant approchés de terre autant que le calme pouvait le permettre, protégèrent la descente. Tandis que le *Magnanime*, le *Suffren* et les frégates, qui avaient pris position sous la ville, la foudroyaient de leur artillerie, le *Lynx* s'occupait à amariner vingt-deux navires anglais qui se trouvaient au mouillage du Roseau.

La colonne conduite par le général Lagrange en personne débarqua en présence de 200 hommes qui étaient rangés en bataille sur le rivage, mais qui n'opposèrent qu'une faible résistance avant de se retirer vers un poste établi au pied d'un morne très-escarpé et que cette position rendait formidable.

Malgré les obstacles que présentait l'escarpement du morne, ce poste fut tourné et l'ennemi obligé de faire sa retraite sur un morne plus éloigné. Quoique contrariée par un calme plat, qui ne permit pas aux vaisseaux de s'approcher assez de terre pour protéger son débarquement, la seconde colonne réussit à l'opérer, poursuivit l'ennemi, et lui coupa la retraite sur une forte redoute armée de quatre pièces de canon et défendue par 150 hommes. L'adjudant-commandant Barbot fit harceler par ses tirailleurs l'ennemi qu'il venait de déposter du rivage et qui se retirait dans l'intérieur de l'île; en même temps il se porta vers la redoute qu'il attaqua sur deux points différents, et l'enleva à la baïonnette; il n'y trouva que seize canonniers, l'infanterie qui la défendait ayant réussi à s'échapper et à se jeter dans un défilé où il était difficile de la poursuivre. Après avoir laissé un détachement dans la redoute, cet officier supérieur se mit en marche pour se réunir à la colonne du général Lagrange, contre laquelle le gouverneur de l'île cherchait à rassembler toutes ses forces. Le général Claparède avait été contrarié par le calme au point qu'il n'avait pu se rendre à sa destination. Le général Lagrange lui donna ordre de réunir sa colonne à la seconde et de se porter avec toutes ces troupes vers un morne, d'où il pourrait être à même de couper la retraite au général anglais, qui semblait ne pouvoir tenir longtemps contre la première colonne. Le général Claparède exécuta ce mouvement avec promptitude, gravit le morne et s'empara du fort qui le défendait. 300 hommes des milices de l'île qui composaient la garnison de ce fort mirent bas les armes. Cependant le brigadier général Prévost avait déjà pris ses précautions; il n'avait feint de résister plus vigoureusement au général Lagrange que pour masquer sa retraite, disons mieux sa fuite. Après avoir exhorté les milices à tenir ferme à leurs postes et donné secrètement ordre qu'on lui amenât toutes les troupes de ligne au fort du prince Rupert, de l'autre côté de l'île, il s'enfuit, accompagné seulement de deux officiers, vers ce fort, où les débris de ses troupes ne le rejoignirent qu'au bout de quatre jours et après avoir éprouvé toutes sortes de misères. A quatre heures du soir, les trois colonnes françaises entrèrent au Roseau : cette capitale de l'île était alors la proie des flammes. L'incendie avait été

1805—an XIII
France.

1805—an XIII France. allumé par la bourre d'un canon des batteries anglaises qui dominaient la ville, et ses progrès avaient été extrêmement rapides. Les soldats français employèrent sur-le-champ tous leurs efforts pour éteindre le feu; mais ils ne purent sauver que quelques cases habitées par des nègres libres.

Le rapport du général Lagrange au ministre de la marine fait monter la perte des Anglais, dans la journée du 22 février, à 200 hommes tant tués que blessés et prisonniers; le général Prévost ne la porte qu'à 50 hommes, mais il ajoute qu'il n'a reçu aucun compte de celle des milices, qu'il suppose considérable [1] : on a vu comme il les avait sacrifiées. La perte des Français, dans le rapport dont nous venons de parler, est évaluée à 3 officiers et 32 soldats tués, 5 officiers et 77 soldats blessés : le général Prévost l'éleva à environ 300 soldats, outre plusieurs officiers de marque [2].

Les Anglais, renfermés au port du prince Rupert, prirent à la hâte toutes les dispositions pour soutenir un siége. Le général Ernouf, capitaine général de la Guadeloupe, arriva sur ces entrefaites à la Dominique, et offrit au général Lagrange un corps de grenadiers pour seconder ses troupes dans cette opérations; mais cette offre ne fut point acceptée, et, après avoir inutilement sommé le gouvernenr anglais de se rendre, le général Lagrange se décida à évacuer l'île. Avant de se retirer, il fit raser toutes les batteries, embarquer quelques pièces de canon et mettre toutes les autres hors de service; il ordonna de détruire les affûts, de jeter les munitions à la mer et d'incendier tous les magasins de vivres et de denrées coloniales; il emmena prisonnière à bord de l'escadre toutes les troupes de lignes, désarma les milices et leur fit donner leur

[1] Lettre du brigadier général Prévost au lieutenant général Myers, commandant les troupes britanniques aux Iles du vent et sous le vent (*Annual Register*, 1805.)

[2] Ces contradictions se rencontrent toujours quand on compare les relations françaises et anglaises. Nous observons toutefois que nous nous sommes servis d'une copie certifiée du rapport du général Lagrange au ministre de la marine, pièce bien différente de ce qu'on a publié dans le *Moniteur*; tandis que la dépêche du général Prévost a été puisée dans les gazettes anglaises.

parole de ne point servir d'un an; enfin il frappa une forte contribution sur les habitants, et partit, laissant l'île tellement privée de défense, que le moindre corsaire français eût pu impunément insulter ses côtes [1]. 1805—an XIII France.

L'escadre se rendit à la Guadeloupe, où elle avait expédié ses prises sous l'escorte d'un brick. Elle passa soixante heures au mouillage de la Basse-Terre. Pendant ce court espace de temps, les troupes et les munitions destinées à cette colonie furent débarquées, les vaisseaux et frégates complétèrent leur eau, et le produit des prises, qu'on vendit sur-le-champ, fut partagé entre les troupes et les équipages de l'escadre : cette répartition juste et prompte produisit un excellent effet sur le moral des matelots et des soldats [2].

En quittant la Guadeloupe, l'amiral Missiessy se dirigea sur

[1] Les Anglais ont presque transformé en victoire cette affaire de la Dominique (où, à la vérité, on ne leur fit peut-être pas tout le mal possible, puisqu'on n'assiégea pas le fort où le général Prévost s'était retiré). « L'ennemi a dû se convaincre que l'on n'approche pas impunément les troupes britanniques avec des desseins hostiles, quelque inférieures qu'elles soient en nombre; et si la ville du Roseau n'eût pas été accidentellement détruite par le feu, nous aurions peu de chose à regretter et beaucoup de sujet de nous réjouir. » Tel est le langage du général Myers dans une dépêche dont le titre n'annonce pas moins de jactance : *Dépêche du lieutenant général sir William Myers, baronnet, commandant les troupes de S. M. aux Iles du vent et sous le vent, adressée au comte de Cambden, chevalier de la Jarretière, pour lui annoncer le* repoussement *des Français dans les Indes occidentales.*

Le comité du fonds patriotique établi à Londres vota, dans une séance extraordinaire, différents dons, comme *un tribut d'admiration pour la vaillante défense de la Dominique,* savoir : au général Prévost, une épée de la valeur de 100 livres sterling (2,400 fr.) et une pièce d'argenterie d'une valeur double; à chacun des deux officiers supérieurs qui commandaient les troupes anglaises, une épée de 50 livres sterling et une pièce d'argenterie de 100 livres sterling; la somme de 100 livres sterling à un officier blessé, celle de 40 livres à chaque soldat estropié, 20 livres à chacun de ceux qui avaient été grièvement blessés, et 10 livres seulement pour chacun des hommes qui n'avaient reçu que de légères blessures.

[2] Par une foule de causes dont le détail serait ici déplacé, les marins français se sont vus trop souvent, pendant le cours de la guerre de la révolution, ou frustrés entièrement de leurs parts de prise, ou privés d'une très-grande partie de ce butin si périlleusement acquis.

1805—an XIII France. la colonie anglaise de Nièves. Cette île, prise sans résistance, fut désarmée et abandonnée après qu'on eut levé une contribution sur les habitants et saisi tous les navires marchands anglais qui se trouvaient sur la rade. Monserrat fut traité de la même manière.

A Saint-Christophe, l'amiral et le général français abordèrent avec quelque précaution. Deux frégates furent détachées en avant de l'escadre pour reconnaître la rade de la Basse-Terre et les défenses qui la protégeaient. Une colonne de 400 hommes, commandée par le chef d'état-major Barbot, eut ordre d'opérer une descente, sous la protection des frégates. Dès que les habitants de la Basse-Terre virent mettre les chaloupes à la mer, ils arborèrent le pavillon blanc, et quatre des membres du conseil municipal se rendirent à bord du vaisseau amiral pour traiter de la rançon de l'île. Pendant ce temps, l'adjudant-commandant Barbot fit son débarquement. Il occupa sans peine les deux forts qui flanquent la ville, toutes les troupes de ligne, ainsi que les milices, s'étant retirées à Brimstone-Hill, le Gibraltar des Antilles. Cette position était trop formidable pour être prise autrement que par un siége en règle, que les obstacles du terrain eussent rendu extrêmement long. Le général Lagrange ne put entreprendre une opération de cette nature et qui eût exigé plus de temps que l'escadre n'en devait passer aux Antilles. Après avoir détruit l'artillerie et les munitions des deux forts de la Basse-Terre, enlevé les fusils des milices et perçu la contribution imposée aux habitants, il évacua l'île. L'escadre s'empara, sur la rade de Saint-Christophe, de plusieurs grands navires, dont quelques-uns étaient très-richement chargés : ils furent tous brûlés.

Les calmes, qui durèrent plusieurs jours, empêchèrent l'amiral de se porter sur d'autres îles anglaises, et il regagna la Martinique, où il devait déposer la presque totalité des troupes qui restaient à bord de l'escadre. L'amiral Missiessy trouva, à la Martinique, le brick le *Palinure*, nouvellement arrivé de France et qui lui apportait des dépêches. Elles lui annonçaient la rentrée de l'escadre de Toulon dans le port à la suite d'une tempête et lui prescrivaient en conséquence de ne pas attendre

cette escadre pendant les trente-cinq jours convenus, mais d'effectuer son retour en Europe. L'escadre avait déjà passé les deux tiers de ce temps aux Antilles.

L'amiral s'empressa d'obéir aux ordres qu'il venait de recevoir; mais, en faisant route, il se porta vers Saint-Domingue pour donner quelques secours au petit nombre de Français qui luttaient encore sur un coin de cette île contre toutes les forces des noirs. La ville de Santo-Domingo était, à cette époque, le seul refuge de cette poignée de Français, dont la résistance héroïque marquera dans les fastes militaires de la France. Le général Ferrand les commandait et avait jusqu'alors déployé une constance égale à ses talents et à son courage; mais la place, peu ou, pour ainsi dire, point fortifiée, était assiégée depuis vingt-quatre jours par une multitude de nègres qui la serraient de très-près et au point que leur mousqueterie tuait à chaque instant du monde dans les rues; du côté de la mer, elle était bloquée par quelques bâtiments de guerre anglais : sa faible garnison allait succomber, et jamais secours ne furent plus nécessaires.

Au moment où l'escadre parut devant Santo-Domingo, la garnison était engagée dans une sortie où elle avait le désavantage : l'amiral Missiessy, par sa seule présence, sauva la ville. Dès le lendemain, l'armée noire leva le siége et se retira dans l'intérieur de l'île. Le général Lagrange fit mettre à terre le dernier bataillon qui lui restait, ainsi que de l'artillerie et des munitions; de concert avec l'amiral, il y joignit une somme d'argent et des vivres provenant des vaisseaux, qui se réduisirent à ceux strictement nécessaires pour effectuer leur retour en France. L'amiral tint son escadre sous voiles pendant un jour et deux nuits qu'on mit à débarquer tous ces objets. Il savait trop combien le mouillage de Santo-Domingo est dangereux pour songer à s'y établir. Bien lui prit d'en agir ainsi, car des forces anglaises très-supérieures aux siennes vinrent pour le surprendre à ce mouillage très-peu de jours après qu'il se fut dirigé vers l'Europe, malgré les vives instances du général Ferrand, qui le pressait de prolonger son séjour devant Santo-Domingo.

Cette escadre, qui portait en France de l'argent, des prison-

1805—an XIII France. niers, des équipages formés à la manœuvre, pleins de santé, de courage et d'ardeur, était attendue sur sa route par plusieurs escadres ennemies. Le gouvernement britannique, humilié du ravage et de la terreur qui venaient d'être portés dans ses colonies des Antilles, mettait le plus grand prix à intercepter les vaisseaux qui retournaient chargés de leurs dépouilles; mais l'amiral Missiessy sut habilement éluder les forces anglaises envoyées à sa rencontre, et il rentra avec tous ses bâtiments à Rochefort, après une campagne d'environ cinq mois.

L'expédition que nous venons de raconter fut (il est pénible de le dire) la plus heureuse de toute la dernière guerre maritime, puisque, après avoir causé d'assez grands dommages aux Anglais, elle rentra tout entière dans le port d'où elle était partie, circonstance assez rare durant cette période désastreuse. Cependant, la conduite de Napoléon, non pas à l'égard du général Lagrange, qui était en grande faveur auprès de lui, mais envers le contre-amiral Missiessy, montra qu'il n'était pas satisfait des opérations de ces deux généraux [1]. Le motif de ce mécontentement parut être l'évacuation de la Dominique, lorsque la prise d'un fort, que 3,500 hommes eussent assiégé avec un succès non douteux, manquait seule pour compléter la conquête de cette île. Nous ignorons si les instructions de l'amiral et du général commandant les troupes expéditionnaires leur prescrivaient impérieusement de prendre possession de la Dominique et d'y placer une garnison. Il est permis d'en douter; car c'est appuyés sur une autorité imposante que nous avons dit plus haut que l'attaque de la Dominique fut résolue *d'après les conseils de l'amiral Villaret, capitaine général de la Martinique* [2].

[1] On assure que, loin de passer condamnation sur ses opérations, l'amiral Missiessy réclama de l'avancement, et témoigna au ministre de la marine sa répugnance à reprendre la mer s'il n'était fait vice-amiral, grade auquel son ancienneté, comme contre-amiral, lui donnait droit de prétendre après une campagne utile à l'État. Il ne fut point avancé.

[2] On trouve le passage suivant dans la correspondance de cet amiral avec le ministre de la marine (*lettre du* 6 *ventôse an* XIII) : « L'escadre commandée par le contre-amiral Missiessy et portant les troupes de débarquement aux ordres du général de division Lagrange mouilla dans la rade du Fort de France, le premier de ce mois (20 février 1805). J'eus immédiate-

Quoi qu'il en soit, le gouvernement fit insérer dans le *Moniteur* un article où il cherchait, aux dépens de ces deux généraux, à effacer, aux yeux de l'Europe, la tache qu'il supposait avoir été imprimée à la gloire militaire française en laissant imparfaite la conquête de la Dominique : « Nous pouvions nous considérer comme maîtres de cette colonie, disait-on; mais déjà le général Lagrange et le contre-amiral Missiessy avaient appris que Santo-Domingo, attaqué par les nègres, demandait de prompts secours[1]. Ils sentirent qu'il leur devenait impossible de remplir en entier leur mission, qui était non-seulement d'augmenter les forces et d'approvisionner complétement la Martinique et la Guadeloupe; de porter des approvisionnements et des renforts à Santo-Domingo; mais encore de conserver la possession de la Dominique, en y laissant un établissement suffisant pour la mettre à l'abri d'une force, même considérable, que l'ennemi aurait pu y diriger[2]. »

On voit que l'empereur voulait persuader qu'il avait envoyé l'escadre de l'amiral Missiessy aux Antilles pour conquérir, et non pour ravager[3]. C'était montrer trop de susceptibilité et afficher un orgueil déplacé, suivant nous. La guerre maritime,

ment une conférence avec ces deux généraux sur la direction la plus utile à donner à cette expédition importante, et sur la manière la plus avantageuse d'opérer dans ces mers. *Mes observations les décidèrent à l'attaque de la Dominique.*

[1] Pour apprécier cette excuse, il suffit de se rappeler qu'il s'écoula environ un mois entre le rembarquement des troupes à la Dominique et l'arrivée de l'escadre à Santo-Domingo, où elle eût pu se porter en quatre ou cinq jours s'il eût été nécessaire.

[2] On insinua sourdement aussi que le retour prématuré de l'amiral Missiessy, sans avoir attendu l'escadre de Toulon aussi longtemps qu'il le devait, avait fait manquer une expédition importante. Quelque fâcheux que pût être le défaut de succès de la jonction projetée, au lieu de jeter ainsi de la défaveur sur un amiral qui paraît avoir exécuté strictement ses ordres, il eût été plus noble au gouvernement d'avouer la circonstance fortuite qui avait empêché cette jonction.

[3] Une semaine auparavant, le *Moniteur* s'exprimait d'une manière tout opposée. Dans une de ces notes, attribuées à Napoléon lui-même, on lisait :

« Nous n'avons pas la ridicule ambition de conquérir partout; mais nous voulons détruire partout notre ennemi, ravager partout son commerce, être enfin les plus forts partout où il nous conviendra de nous présenter. »

1805—an XIII France. en effet, a un caractère particulier et ne ressemble pas à la guerre continentale; leur but et leurs résultats doivent être aussi différents que leurs moyens. Dans la guerre maritime, nous le répétons, il faut éviter la défensive. Celui qui attaque sans relâche le commerce et les colonies de son ennemi et qui n'a rien à défendre doit indubitablement être vainqueur. Dans ce genre de guerre, on profite moins de ce qu'on gagne que de ce que l'ennemi perd. Cette position devint à la fin celle de la France : nous dirons comment il est arrivé qu'elle n'en a pas su tirer parti.

Peu de temps après sa rentrée à Rochefort, l'amiral Missiessy quitta le commandement de son escadre. Ce commandement fut donné au chef de division Allemand [1], le plus ancien des capitaines sous ses ordres, et l'escadre ne tarda pas à reprendre la mer.

Avant de détailler les mouvements de l'escadre de Toulon, il est à propos de dire quelques mots sur son organisation. Lorsque l'amiral Latouche vint prendre le commandement de cette escadre, elle n'était composée que de sept vaisseaux et quatre frégates, mal armés et mal tenus; la discipline y était on ne peut plus relâchée, et l'on assure même que les officiers ne couchaient à bord de leurs bâtiments que lorsqu'ils étaient de service. L'arrivée de cet amiral fit tout changer de face sur la rade de Toulon. Son exemple, non moins que ses ordres, contribua à retenir les officiers sur leurs vaisseaux; et leur présence constante rendit aux équipages l'activité et la subordination, sans lesquelles on ne peut rien faire en marine. Un vaisseau et une frégate furent désignés, à tour de rôle, pour croiser pendant trois jours en dehors de la rade, en même temps qu'un autre vaisseau et une seconde frégate devaient se tenir toujours prêts à mettre sous voile au premier signal. Lorsque l'ennemi s'approchait avec des forces considérables, non-seulement le vaisseau et la frégate dont nous venons de parler appareillaient pour soutenir les croiseurs français, mais encore une partie de l'escadre, et quelquefois l'escadre tout entière. De

[1] Depuis vice-amiral en retraite, comte, grand-officier de la Légion d'honneur, etc.

cette manière, l'amiral Latouche empêcha les bâtiments légers de l'escadre ennemie d'approcher assez pour voir ce qui se passait dans la rade de Toulon. 1805 — an XII France.

L'activité et la discipline allaient toujours croissant, les armements étaient poussés vivement, et l'escadre comptait dix vaisseaux de ligne et sept frégates parfaitement disposés pour aller à la mer et montés par des équipages animés du meilleur esprit, lorsque la mort vint tout à coup empêcher l'amiral Latouche de recueillir le fruit de ses travaux et de ses excellentes dispositions : il mourut à bord de son vaisseau, le 20 août 1804, pleuré de son escadre et de toute la marine.

Napoléon fut quelque temps sans disposer du commandement en chef de cette belle escadre, que conserva par intérim, pendant deux mois et demi, le contre-amiral Dumanoir, commandant en second sous l'amiral Latouche. Actif, zélé, sévère, mais juste, et possédant alors la confiance des officiers et des marins de l'escadre, le contre-amiral Dumanoir porta honorablement le fardeau dont il se trouvait chargé et suivit ponctuellement les errements du chef qu'il venait de perdre : c'est une justice que nous aimons à rendre à cet officier général dont nous n'aurons pas toujours sujet de louer les opérations. Enfin, le vice-amiral Villeneuve fut nommé commandant en chef de l'escadre de Toulon, et vint y arborer son pavillon le 6 novembre 1804. Il fit connaître, par un ordre du jour, l'intention qu'il avait de maintenir scrupuleusement, et dans toutes ses parties, l'ordre de service établi par l'amiral Latouche. Cependant, peu à peu, il laissa tomber en désuétude les sages dispositions de son prédécesseur, et bientôt il n'y eut plus ni vaisseaux de croisière, ni vaisseaux en appareillage. La discipline se relâcha aussi à bord des vaisseaux et frégates de l'escadre, et le moral des équipages perdit quelque chose de son exaltation : cependant l'enthousiasme dont les marins demeuraient encore animés suffisait pour faire concevoir de brillantes espérances. Telle était la situation des forces navales françaises de la Méditerranée à la fin de l'année 1804, époque où elles devaient se tenir prêtes à prendre la mer au premier ordre.

Peu de jours avant sa sortie du port de Toulon, le vice-amiral Villeneuve adressa aux capitaines de son escadre une

1805—an XIII France. instruction dont nous citerons les principaux passages, afin que, dans le cours de notre récit, les lecteurs puissent juger si les intentions de cet amiral furent parfaitement remplies. « La mission de l'escadre a un but (écrivait-il); c'est vers ce but que nous devons tendre sans déviation. L'escadre, en conséquence, ne chassera aucun bâtiment qui la détournerait de sa route, à moins que ce ne fût une division de bâtiments de guerre qu'on aurait la certitude de joindre et dont la défaite formerait un événement assez important pour mériter de fixer l'attention..... Je ne me propose point d'aller chercher l'ennemi, je veux même l'éviter pour me rendre à ma destination; mais, si nous le rencontrions, point de manœuvre honteuse: elle découragerait nos équipages et entraînerait notre défaite. Si l'ennemi est sous le vent à nous, maîtres de notre manœuvre, nous formerons notre ordre de bataille et nous arriverons sur lui tous à la fois : chacun de nos vaisseaux combat celui qui lui correspond dans la ligne ennemie et ne doit pas hésiter à l'aborder si la circonstance lui est favorable. Je vous ferai très-peu de signaux; mais j'attends tout du courage de chaque capitaine, de celui des officiers et des équipages et de la circonstance heureuse qui réunit à bord de nos vaisseaux une portion des plus braves troupes de l'empereur. *Tout capitaine qui ne serait pas dans le feu, ne serait pas à son poste...., et un signal pour l'y rappeler serait une tache déshonorante pour lui.....* Les frégates doivent également prendre part à l'action, je n'en ai pas besoin pour les signaux, elles doivent choisir le point où leur coopération peut être avantageuse pour décider la défaite d'un vaisseau ennemi, ou pour soutenir un vaisseau français trop vivement pressé et lui donner le secours de la remorque ou tout autre qui lui serait nécessaire... Si l'ennemi, au contraire, se présente au vent à nous et témoigne l'intention de nous attaquer, nous devons l'attendre sur une ligne de bataille bien serrée..... L'ennemi ne se bornera pas à se former sur une ligne de bataille parallèle à la nôtre et à venir nous livrer un combat d'artillerie, dont le succès appartient souvent au plus habile, mais toujours au plus heureux; il cherchera à entourer notre arrière-garde, à nous traverser et à porter sur ceux de nos vaisseaux qu'il aurait desunis des

pelotons des siens pour les envelopper et les réduire. Dans 1805—an XIII France
ce cas, c'est bien plus de son courage et de son amour de la gloire qu'un capitaine commandant doit prendre conseil que des signaux de l'amiral, qui, engagé lui-même dans le combat et enveloppé dans la fumée, n'a peut-être plus la facilité d'en faire.... Tous les efforts doivent tendre à se porter au secours des vaisseaux assaillis et à se rapprocher du vaisseau amiral, qui en donnera l'exemple... Rien ne doit nous étonner dans la vue d'une escadre anglaise : leurs vaisseaux de 74 n'ont pas 500 hommes à bord ; ils sont harassés par une croisière de deux ans ; ils ne sont pas plus braves que nous, et ont infiniment moins de motifs pour se bien battre, moins d'amour de la patrie. Ils sont habiles à la manœuvre ! Dans un mois, nous le serons autant qu'eux. Enfin tout se réunit pour nous donner la confiance des succès les plus glorieux et d'une nouvelle ère pour la marine impériale. »

En lisant ces fragments de l'instruction du vice-amiral Villeneuve, on ne peut s'empêcher de remarquer la différence frappante qui existe entre la manière d'attaquer qu'il recommande à ses capitaines, et celle dont il suppose que l'ennemi l'attaquera lui-même. On se demande pourquoi nos amiraux, certains que *l'ennemi ne se bornera pas à se former sur une ligne de bataille parallèle à la leur et à venir leur livrer un combat d'artillerie*, adoptent eux-mêmes cet ordre de bataille et prescrivent à chacun de leurs vaisseaux de combattre celui qui lui correspond dans la ligne ennemie, lorsqu'ils savent que cet ennemi s'attachera à entourer une de leurs ailes, à séparer quelques vaisseaux et à porter sur eux des pelotons des siens pour les envelopper et les réduire. On cherche à deviner pourquoi ils n'emploient pas un mode d'attaque dont ils n'ont que trop éprouvé l'efficacité, et persistent à établir leur ordre de bataille sur une ligne parallèle à celle de l'ennemi. Nous n'essayerons pas de résoudre un pareil problème ; nous nous bornerons, quant à présent, à faire observer que cette persévérance à se conformer à d'anciennes règles de la tactique navale, après que cette tactique avait été modifiée par les Anglais, fut une des principales causes des derniers revers de la marine française : nous développerons ailleurs cette idée, en l'appuyant d'exemples.

1805 — an XIII
France.

Le 18 janvier 1805, dans l'après-midi, l'escadre de l'amiral Villeneuve, forte de onze vaisseaux de ligne, sept frégates et deux bricks[1], et portant un corps de troupes commandées par le général Lauriston, appareilla de la rade de Toulon : à cinq heures, le dernier bâtiment était en dehors du cap Sepet. Le vent, qui était très-fort au moment de la sortie de l'escadre, redoubla de violence pendant la nuit; plusieurs bâtiments firent des avaries, et le lendemain l'amiral se trouva avec quatre bâtiments de moins : le vaisseau *l'Indomptable* et les frégates *la Cornélie*, *l'Hortense* et *l'Incorruptible*, que le gros temps avait éloignés de lui. Pendant toute cette journée, le temps continua d'être mauvais; néanmoins *le Neptune* put chasser et amariner un aviso anglais auquel il mit ensuite le feu. Suivant les journaux de plusieurs officiers, le 20, il fit ce que les marins appellent *un temps maniable*, et les bâtiments qui avaient souffert purent réparer leurs avaries. Le 21, le temps était le même et l'armée faisait route à l'ouest, lorsque l'amiral Villeneuve signala que l'escadre retournait au mouillage à Toulon, et qu'il permettait l'entrée de ce port aux bâtiments les plus à portée. A quatre heures après midi, toute l'escadre était mouillée dans la rade de Toulon, à l'exception des quatre bâtiments qui s'en étaient séparés la nuit du départ[2].

[1] L'escadre était composée ainsi qu'il suit :

Le Bucentaure, de 80 canons, capitaine Magendie (vice-amiral Villeneuve, commandant en chef); *le Neptune*, de 80, capitaine Maistral aîné; *l'Indomptable*, de 80, capitaine Hubert; *le Mont-Blanc*, de 74, capitaine Lavillegris; *le Scipion*, de 74, capitaine Bérenger; *le Formidable*, de 80, capitaine Letellier (contre-amiral Dumanoir, commandant en second); *l'Intrépide*, de 74, capitaine Deperonne; *l'Atlas*, de 74, capitaine Rolland; *l'Annibal*, de 74, capitaine N.; *le Swiftsure*, de 74, capitaine Villemadrin; *le Berwick*, de 74, capitaine Camas; *l'Hortense*, de 40, capitaine Lamarre-Lameillerie (frégate amirale); *le Rhin*, de 40, capitaine Infernet; *l'Uranie*, de 40, capitaine Maistral cadet; *la Cornélie*, de 40, capitaine Martinencq; *l'Incorruptible*, de 40, capitaine N.; *la Thémis*, de 36, capitaine Jugan; *la Syrène*, de 36, capitaine Chabert; *le Furet*, de 18, capitaine Demay; *la Naïade*, de 18, capitaine Hamon.

[2] Au moment où l'escadre de Toulon rentrait ainsi dans le port, l'amiral Missiessy, avec celle de Rochefort, luttait contre la tempête dans le golfe de Gascogne. Cette dernière fit route ensuite, comme nous l'avons dit

Ces bâtiments revinrent à Toulon les uns après les autres. 1805 – AN XIII France.
La Cornélie rentra dès le 22 janvier; elle avait relâché à Gênes. Le vaisseau *l'Indomptable* rallia deux jours après; ayant démâté de ses trois mâts de hune, il avait été contraint de relâcher à Ajaccio. Les frégates *l'Hortense* et *l'Incorruptible* n'effectuèrent leur retour qu'au bout de six ou sept semaines. Les capitaines de ces deux frégates, ayant ouvert leurs paquets à décacheter en cas de séparation, s'étaient portés vers le détroit de Gibraltar, et, après y avoir croisé le nombre de jours ordonné, avaient pris le parti de retourner à Toulon. Pendant cette croisière, *l'Hortense* et *l'Incorruptible* capturèrent les deux corvettes anglaises *l'Arrow* et *l'Achéron;* elles les coulèrent à fond ensuite et débarquèrent leurs prisonniers en Espagne, avant de se mettre en route pour rallier l'escadre. Les corvettes *l'Arrow* et *l'Achéron,* obligées de combattre contre des forces supérieures, opposèrent une résistance honorable; mais elles ne rendirent pas un seul instant le succès douteux, en considérant même l'évasion d'une seule d'entre elles comme un succès; cependant les Anglais, avec leur jactance et leur exagération accoutumées, donnèrent à cette affaire le titre de *vaillant exploit de deux petits bâtiments anglais dans la Méditerranée*[1].

La relâche de l'amiral Villeneuve occasionna quelques mutations dans son escadre. *L'Uranie,* à bord de laquelle il s'était déclaré une voie d'eau qui exigeait la visite de ses fonds, fut remplacée par *l'Hermione*, de 40 canons, commandée par le capitaine de frégate Mahé, qui prit à son bord les officiers et l'équipage de *l'Uranie.* On fut aussi obligé de désarmer *l'Annibal*[2], et il fut remplacé par *le Pluton*, de 74 canons : ce dernier vaisseau sortait de dessus les chantiers, et avait pour commandant le capitaine Cosmao, qui jouissait déjà d'une réputation que la campagne qu'il allait entreprendre devait lui fournir des occasions de soutenir et d'augmenter encore. La

plus haut. Il résulte de cette différence de manœuvre que, indispensable ou non, la relâche de l'amiral Villeneuve fut la cause qui fit manquer la jonction projetée des deux escadres aux Antilles.

[1] Annual Register, 1805, sommaire du chapitre XVIII.

[2] Le même qui avait été pris aux Anglais dans le combat d'Algésiras.

1805—an XIII France. frégate *l'Incorruptible* cessa aussi de faire partie de l'expédition.

Le 30 mars, l'escadre profita d'une brise favorable; elle sortit de la rade de Toulon et fit route vers le détroit. L'intention de l'amiral Villeneuve était de passer à l'est des îles Baléares pour éviter l'escadre de lord Nelson qu'on lui avait dit être en croisière devant Barcelone; mais le capitaine d'un bâtiment ragusais, arrêté par les frégates, ayant déclaré avoir eu connaissance de l'escadre anglaise, cinq jours auparavant, dans le sud de la Sardaigne, l'amiral français se décida à passer dans l'ouest des îles, en rangeant de très-près la côte d'Espagne.

Le 7 avril, l'escadre se trouva en calme devant le port de Carthagène, où l'on apercevait des vaisseaux de guerre en état de prendre la mer. L'amiral Villeneuve détacha un canot avec un de ses adjudants vers le commandant de l'escadre espagnole, pour l'inviter à la réunir à la sienne. Cet officier répondit que, dans le plan général des opérations concertées entre les deux gouvernements, il avait reçu une destination qui ne permettait pas la jonction de ses vaisseaux avec ceux de l'escadre de Toulon, et qu'ils faisaient partie d'une flotte dont la mission était tout à fait différente de celle que devaient remplir les forces navales espagnoles dont la réunion à l'escadre de Toulon était ordonnée. En conséquence, l'amiral Villeneuve poursuivit sa route pour sortir de la Méditerranée.

Deux jours après, le 9 avril, à la pointe du jour, on eut connaissance du mont Gibraltar et du mont aux Singes, et avant de donner dans le détroit, l'amiral Villeneuve fit le signal de se préparer au combat. Il forma ensuite son escadre sur deux colonnes, ordonna à toutes les frégates de chasser en avant; et, dans cet ordre, tous les vaisseaux ayant leur grand pavillon de poupe déployé, l'escadre franchit les colonnes d'Hercule. A cette vue, les Anglais tirèrent le canon d'alarme, de tous les points de la montagne de Gibraltar, et deux ou trois bâtiments de guerre prirent le large en faisant à chaque instant des signaux à coups de canon.

Avant le soir, les vaisseaux français étaient en vue du port

de Cadix. Les Anglais avaient devant ce port une station de cinq vaisseaux commandés par sir John Orde. Avertis de l'approche de l'escadre française, ces vaisseaux appareillèrent en filant leurs câbles, et, l'avance qu'ils avaient sur les Français ne permettant pas de les poursuivre sans s'exposer à manquer en partie le but de l'expédition, ils firent route sans obstacle et parvinrent à rallier devant Ouessant la flotte qui bloquait Brest. Si Villeneuve eût combiné ses mouvements de manière à passer de nuit le détroit, il eût pu surprendre et entourer l'escadre de sir John Orde, dont la prise, dans ce cas, eût été presque inévitable. Nous ignorons ce qui s'y opposait, et nous ne pensons pas qu'il ait pu préférer à un succès aussi assuré la vaine gloire de passer en plein jour pour déployer orgueilleusement le pavillon français aux regards de la garnison de Gibraltar. 1805—an XIII France.

La frégate *l'Hortense* avait précédé l'escadre devant Cadix, afin de faire les signaux convenus pour l'appareillage d'un vaisseau français et de l'escadre espagnole mouillés dans ce port. L'escadre française mouilla à quelque distance de la côte, en attendant l'exécution de ce mouvement. Dans la nuit, des fusées et des coups de canon ayant annoncé la sortie des bâtiments attendus, l'amiral fit lever l'ancre. Au point du jour, on reconnut que l'escadre s'était augmentée de quatre bâtiments : le vaisseau français *l'Aigle*, de 74 canons, capitaine Gourège; *l'Argonauta*, de 80 canons, vaisseau espagnol monté par l'amiral Gravina; la corvette *la Torche*, de 20 canons, capitaine Dehen; et le brick *l'Argus*, de 16 canons, capitaine Taillard. Tous les bâtiments cinglaient à l'ouest, d'après les signaux de l'amiral. Le 11, le vaisseau *l'America*, de 64 canons, capitaine don Juan d'Arrac, rallia l'escadre, qui se trouva forte de quatorze vaisseaux de ligne, six frégates, une corvette et trois bricks.

Ainsi renforcé, l'amiral Villeneuve se dirigea vers les Antilles. Sa traversée fut heureuse; il ne rencontra aucune escadre ennemie, et le seul bâtiment de guerre anglais qu'il vit fut *la Cyane*, corvette de 28 canons et de 125 hommes d'équipage, qu'avaient capturée *l'Hortense* et *l'Hermione*, frégates détachées fort en avant de l'escadre pour reconnaître s'il y

1805—an XIII France. avait des forces ennemies sur sa route. Le 13 mai (trente-trois jours après son départ de Cadix), l'escadre eut connaissance de l'île de la Martinique; et, le lendemain, ayant donné dans le canal situé entre cette île et Sainte-Lucie, elle vint mouiller sur la rade du Fort de France (anciennement et depuis Fort Royal). L'amiral Villeneuve trouva sur cette rade quatre vaisseaux et une frégate espagnols, savoir : *le San-Raphaël*, de 80 canons, capitaine Montès; *le Firme*, de 74, capitaine Villavicencio; *le Terrible*, de 74, capitaine Mondragon; *l'España*, de 64, capitaine Muñoz; et *la Santa-Magdalena*, de 44, capitaine Caro. Ces bâtiments, partis de Cadix un jour après l'amiral Gravina, avaient gagné deux jours sur l'escadre et étaient arrivés de la veille à la Martinique. Cette jonction porta la flotte combinée à dix-huit vaisseaux de ligne, sept frégates et quatre corvettes ou bricks. Avec des forces aussi considérables, il y avait lieu d'attendre que l'amiral Villeneuve allait porter un coup terrible à la puissance britannique dans les Indes occidentales : nous dirons tout à l'heure comment il justifia cette attente.

Les alarmes qui s'étaient répandues dans toute l'Angleterre lors de la sortie de l'escadre de Rochefort se renouvelèrent bien plus vivement à la nouvelle du départ de l'escadre de Toulon; elles s'accrurent encore quand on sut que Villeneuve avait débloqué Cadix et s'était renforcé d'une escadre espagnole. Cependant, la confiance que les Anglais avaient dans les talents de Nelson calma un peu leurs craintes, et ils se flattaient que ce célèbre amiral, malgré l'infériorité de ses forces, suivait de près la flotte combinée. On va voir au contraire combien les manœuvres de Nelson favorisèrent, dans le principe, les opérations de cette flotte.

Lorsque l'escadre française sortit pour la première fois de Toulon, le 18 janvier, l'amiral Nelson se trouvait avec la sienne au mouillage entre les îles Madeleine et la côte de Sardaigne. Dès le 19, il fut instruit par les frégates *l'Active* et *le Seahorse* des mouvements de Villeneuve. Ces frégates avaient observé l'escadre française jusque dans le milieu de la nuit, et, d'après leur rapport, elle devait être alors vers la pointe méridionale de la Sardaigne. Nelson fit sur-le-champ lever

l'ancre à son escadre et se porta sur le point qu'on venait de lui indiquer; mais la tempête survint, et il battit la mer pendant dix jours sans apprendre autre chose, sinon qu'un vaisseau français démâté avait relâché à Ajaccio [1]. Il visita toutes les côtes de la Sardaigne, de la Sicile et du royaume de Naples : n'y trouvant pas les Français, il se persuada qu'ils avaient fait voile pour l'Égypte, et il se dirigea en toute hâte vers les bouches du Nil.

1805—an XIII France.

Après avoir fait infructueusement cette course, Nelson revint à Malte. Là, des avis qu'on lui transmit de Naples lui apprirent que Villeneuve avait été contraint par le mauvais temps de rentrer à Toulon. Il apprit par la même voie qu'on avait embarqué à bord de l'escadre française quantité de fusils, de selles et de brides ; et cette circonstance le confirma pleinement dans l'idée qu'elle était destinée pour l'Égypte [2]. Tout entier à cette idée, il résolut d'inspirer une fausse sécurité à l'amiral français. En conséquence, pour lui persuader qu'il était stationné sur la côte d'Espagne, il vint se montrer un moment devant Barcelone et retourna aussitôt après à son poste, au sud de la Sardaigne. Ayant attendu là vainement jusque vers la fin du mois de mars, Nelson commença à craindre que le gouvernement français n'eût pris le parti de renoncer à l'expédition; il se détermina alors à reprendre son ancienne station dans les environs de Toulon. Chemin faisant, il rencontra le 4 avril la frégate *la Phœbé*, qui lui annonça la sortie de Villeneuve; le capitaine de ce bâtiment ajouta que, lorsqu'il avait perdu l'escadre de vue, elle se dirigeait vers la côte d'Afrique.

Nelson commença à explorer le canal situé entre la Sardaigne et la côte de Barbarie, afin de s'assurer que Villeneuve ne prenait pas pour aller en Égypte la même route qu'avait suivie Ganteaume quelques années auparavant. Certain que l'escadre française n'avait pas encore paru de ce côté, il se porta

[1] Voyez plus haut, page 339. C'était l'*Indomptable*.

[2] La prise des corvettes *l'Arrow* et *l'Achéron*, dans le voisinage du détroit, par deux frégates de l'escadre de Villeneuve, lors de sa première sortie, eût dû convaincre Nelson que cette escadre était destinée à opérer hors de la Méditerranée.

1805 — an XIII France. vers Palerme, pour l'intercepter au cas où elle aurait dirigé sa course par le nord de la Corse. En même temps, il expédia des frégates et des avisos dans toutes les directions, mais principalement à Gibraltar et à Lisbonne, et vers l'amiral Cornwallis, qui commandait les forces navales britanniques devant Brest. Tous les avis qui étaient parvenus à Nelson lui faisaient regarder comme certain que Villeneuve n'avait pas descendu la Méditerranée, et il persistait à l'y chercher. Enfin, le 16, le capitaine d'un bâtiment neutre lui apprit, à son grand désappointement, que l'escadre française avait été vue le 7 sous le cap de Gata, et qu'elle avait passé le détroit le 9. Nelson alors s'écria *qu'il était bien malheureux* [1]; mais, son orgueil lui offrant toujours quelque consolation, il en éprouva un peu *à penser que sa vigilance avait rendu impossible aux Français d'entreprendre aucune expédition dans la Méditerranée* [2]. comme si l'Irlande ou la Jamaïque, vers lesquelles il supposait que Villeneuve se dirigeait en ce moment, n'étaient pas plus précieuses pour l'Angleterre qu'aucun des points que les Français eussent pu tenter d'attaquer en dedans du détroit.

Pour comble de désagrément, si l'on en croit l'historien de Nelson, dès l'instant qu'il voulut se diriger vers l'ouest, les vents soufflèrent de cette partie avec violence, et, malgré tous ses efforts, il ne put parvenir en vue de Gibraltar que le 30 avril. Là, il trouva encore les vents si contraires qu'il ne put passer le détroit [3], et il fut contraint de mouiller sous la côte de Barbarie. Il prit quelques vivres à ce mouillage et y demeura jusqu'au 5 mai, où une brise de l'est lui permit d'entrer dans l'Océan. Il dirigea alors sa course, pour avoir quelques nouvelles des Français, par les commandants de la station ou par la voie de Lisbonne. « Si je n'apprends rien sur leur compte, écrivait-il à l'amirauté, j'ajouterai foi aux bruits qu'on a ré-

[1] Exclaimed that he was miserable.

(*Life of Nelson*, 1814, tom. II, p. 217.)

[2] In the reflection, that his vigilance had rendered it impossible fort them to undertake any expedition in the Mediterranean. (*Ibid.*)

[3] Par un phénomène bien surprenant, au détroit de Gibraltar, le courant porte constamment dans la Méditerranée, et avec une force telle qu'on ne peut sortir de cette mer qu'avec un bon vent.

pandus qu'ils allaient aux Indes occidentales, et, dans ce cas, je pense qu'il est de mon devoir de les y suivre, ou même jusqu'aux antipodes, si je croyais que ce fût leur destination. » 1805—an XIII France.

Nelson ne se trompait pas lorsqu'il comptait obtenir par la voie de Lisbonne des renseignements sur l'escadre française. Un certain Donald Campbell, alors amiral au service des Portugais, avait, peu d'années auparavant, rendu un service important à lord Saint-Vincent, en l'instruisant des mouvements de la flotte espagnole dont la défaite lui valut son titre [1]. Ce même personnage se transporta à bord du *Victory*, vaisseau de Nelson, et lui donna l'assurance positive que la flotte combinée franco-espagnole se rendait aux Indes occidentales. Toutefois, par de faux mouvements (provenant soit d'une erreur de jugement, soit plutôt de l'ignorance où se trouvait le gouvernement anglais des projets de Napoléon) et par les contrariétés que les élements lui avaient fait éprouver, l'habile amiral avait perdu un temps considérable, et il ne partit d'Europe pour aller à la poursuite de la flotte combinée que le 11 mai, c'est-à-dire trois jours seulement avant l'arrivée de Villeneuve à la Martinique. La marine française eut rarement une chance aussi favorable, et jamais peut-être on ne l'en vit moins profiter.

Les Anglais ont exalté au plus haut degré la résolution que prit Nelson de poursuivre la flotte combinée jusqu'en Amérique. Nous ne nous refuserons pas, en cette occasion, à rendre à ce grand homme de mer la justice qui lui est due; mais nous rapporterons toutes les circonstances qui peuvent faire apprécier à sa juste valeur une conduite présentée comme la plus glorieuse qui ait illustré les fastes de la marine anglaise [2]. Nelson comptait rallier à son pavillon l'escadre de sir John Orde, et alors la partie eût été à peu près égale contre la flotte franco-espagnole. Lorsque cet espoir eut été déçu, il donna sans doute une grande preuve d'audace et de dévouement à son

[1] Voyez tome IV, pages 477, 478.

[2] « Depuis le commencement de notre histoire (dit un auteur anglais) jusqu'à l'époque actuelle, et parmi les grands personnages dont elle abonde, on n'en voit que bien peu qui eussent été capables d'adopter, et aucun qui ait jamais exécuté une aussi grande et aussi noble mesure. »

(Annual Register, 1805.)

1805—an XIII
France.

pays en se décidant à poursuivre avec dix vaisseaux, délabrés par une croisière de près de deux ans, une flotte de dix-huit vaisseaux nouvellement équipés. Cependant, sa poursuite ayant été infructueuse, il est permis aux Anglais de croire, mais personne ne peut affirmer que Nelson eût osé engager un combat aussi inégal; et l'on nous pardonnera de trouver trop de jactance dans ce que son historien lui fait dire sur ce sujet à ses capitaines : « Combattez, chacun de vous, un vaisseau français, et laissez-moi tous les Espagnols [1]. Quand j'amènerai mon pavillon, faites de même, et pas auparavant. » Nelson, au surplus, pouvait compter, surtout en partant plus d'un mois après la flotte combinée, qu'il ne la rencontrerait pas avant d'avoir été joint par quelqu'une des escadres qui se trouvaient, ou que le gouvernement anglais ne manquerait pas d'expédier aux Antilles : il y conduisait lui-même ses forces; mais rien ne prouve qu'il eût en ce moment la certitude qu'elles y seraient les seules que l'Angleterre pût opposer à celles de la France et de l'Espagne. Il fit son devoir; mais, à coup sûr, il s'attendait que l'amirauté ferait le sien [2].

Pendant que Nelson faisait voile vers l'Amérique, on pensait généralement en Europe qu'il n'arriverait que pour être témoin des ravages exercés dans les îles anglaises par la flotte combinée, qui avait un mois d'avance sur lui. Nous allons voir comment Villeneuve employa ce temps. Quelle que fût la mission que cet amiral avait à remplir aux Antilles, on a lieu de s'étonner de la longue inaction dans laquelle il y demeura, et l'on ne saurait concevoir pourquoi la flotte combinée resta trois semaines entières au mouillage du Fort de France. Pendant ce long séjour, elle s'augmenta encore de la frégate *la Didon*, de 40 canons, capitaine Milius, et des vaisseaux de 74 *l'Algésiras*,

[1] Il est douteux que les officiers de la marine espagnole sachent gré de ce compliment à l'auteur de la Vie de Nelson.

[2] Il existait à cette époque à la Jamaïque, sous le commandement de l'amiral Dacres, une station de vaisseaux anglais dont nous ne connaissons pas précisément la force; il en existait une autre près de Santo-Domingo, sous les ordres de l'amiral Cochrane; et l'on ne saurait douter que Nelson n'eût eu le projet de rallier à son pavillon l'une ou l'autre, et peut-être l'une et l'autre de ces deux escadres, avant d'aller attaquer la flotte combinée : nous le prouverons plus loin.

capitaine Brouard, portant le pavillon du contre-amiral Magon, et *l'Achille*, capitaine de Nieport : ces deux derniers vaisseaux venaient de Rochefort et avaient des troupes à bord. Vingt vaisseaux et le corps nombreux de troupes qu'ils portaient devaient faire trembler toutes les colonies de la Grande-Bretagne aux Indes occidentales, et elles tremblaient en effet [1] ; mais un aussi formidable armement n'eût sans doute pas dû se borner à un pareil résultat. L'Europe apprit donc avec la plus grande surprise que la seule opération militaire tentée par Villeneuve fut l'attaque du Diamant.

1805—an XIII France.

Ce rocher inhabité et situé dans une anse du même nom, sur la côte de la Martinique, à quelques lieues du Fort de France, avait paru aux Anglais un poste important ; en conséquence, ils l'avaient occupé, et, depuis dix-huit mois, ils avaient travaillé à y former des établissements et à ajouter, par les ressources de l'art, à ce que la nature avait déjà fait pour rendre cette position inexpugnable. Au moyen de ces travaux, le Diamant était devenu une forteresse et le dépôt des malades de la croisière britannique chargée du blocus de la colonie. Des bâtiments de guerre, mouillés sous sa protection, étaient constamment à portée d'intercepter les navires français qui arrivaient d'Europe à la Martinique et de nuire au cabotage. Le vice-amiral Villaret, capitaine général de l'île, avait d'abord essayé de faire attaquer le Diamant par des chaloupes ; mais, pendant trois nuits consécutives, la force des courants s'étant opposée à ce que ces embarcations pussent aborder le rocher, il dut renoncer à ce genre d'attaque ; il s'était ensuite, mais en vain, adressé à l'amiral Missiessy pour obtenir de son escadre les bâtiments nécessaires à cette attaque : il fut plus heureux auprès de Villeneuve.

Une division, composée des vaisseaux *le Pluton* et *le Berwick*, de la frégate *la Sirène* et des corvettes *la Fine* et *l'Argus*, fut chargée, sous le commandement du capitaine de vaisseau Cosmao [2], de transporter les troupes destinées à l'expédition projetée et de les seconder de tous les moyens possibles. A la demande du capitaine général, ces troupes furent

[1] Presque toutes avaient rédigé d'avance la capitulation qu'elles devaient proposer à Villeneuve, et la rançon de quelques-unes était même déjà prête.

[2] Depuis baron, contre-amiral en retraite.

1805—an XIII France. prises exclusivement parmi la garnison de la Martinique. Il choisit 200 hommes du 82e régiment de ligne, qu'il plaça sous les ordres du chef d'escadron Boyer[1], qui remplissait auprès de lui les fonctions de chef d'état-major et qu'il chargea de diriger l'attaque.

Le 31 mai, la division du capitaine Cosmao s'approcha du Diamant, accompagnée de quatre chaloupes et quatre canots, fournis moitié par l'escadre française et moitié par l'escadre espagnole. Les troupes se placèrent dans ces embarcations et se dirigèrent vers une espèce de débarcadère, seul point où il fut possible d'aborder. En même temps, le feu des vaisseaux et autres bâtiments de la division força les Anglais à abandonner le bas du rocher et à se retirer dans les postes qu'ils avaient établis sur le sommet et dans des grottes situées à diverses hauteurs. De ces postes élevés, ils lançaient une grêle de mitraille et de balles sur les embarcations; cependant elles parvinrent à effectuer leur débarquement. Les marins espagnols rivalisèrent d'audace et de bravoure avec les matelots français, et le premier canot qui aborda fut un canot de l'escadre de l'amiral Gravina. Toutefois, cette opération ne s'exécuta pas sans éprouver quelque perte, et le lieutenant de vaisseau Daudignon, officier du *Bucentaure*, qui commandait en chef les chaloupes, fut grièvement blessé d'une balle au genou.

Aussitôt débarquées, les troupes se répandent à droite et à gauche, et sont bientôt maîtresses de la base du rocher; mais c'est en vain que les soldats français cherchent à le gravir, partout il paraît inaccessible. Retranchés dans leurs grottes et derrière des pointes de roc, les Anglais dirigent sur eux une vive fusillade, en même temps qu'ils font rouler du haut en bas quantité de boulets, de quartiers de roche et des tonneaux remplis de pierres. Bientôt le chef d'escadron Boyer voit sa position et celle des braves qu'il commande devenir plus cri-

[1] Depuis colonel d'état-major : mis en jugement par suite des événements qui eurent lieu, pendant les cent-jours, à la Guadeloupe, dont il commandait la garnison, il fut condamné à mort le 11 mars 1816. Sa peine fut d'abord commuée en vingt ans de détention, et ensuite on lui en fit la remise pleine et entière.

tique : le courant éloigne les bâtiments de la division Cosmao, 1805—an XIII France.
et ils n'en peuvent plus recevoir ni protection ni secours. La faim même vient leur faire sentir ses tourments : les soldats n'ont point emporté de vivres, et, dans les deux jours qu'ils viennent de passer à bord des vaisseaux qui les ont transportés, le mal de mer a empêché la plupart d'entre eux de prendre aucune nourriture. Le commandant Boyer prend alors le parti de faire réfugier sa troupe dans deux grottes abandonnées par l'ennemi et de ne laisser au dehors que des tirailleurs chargés de découvrir quelque endroit par où l'on puisse tenter l'escalade et arriver jusqu'aux premières positions occupées par l'ennemi; il encourage ses compagnons d'armes et leur fait espérer que, à la faveur de la nuit, des canots leur apporteront des vivres et des munitions ainsi que des échelles et des cordages, à l'aide desquels ils pourront donner l'assaut à quelque poste ennemi.

Vers le soir, un jeune sous-lieutenant du 82e, nommé Latour, accompagné de quelques aspirants de marine et d'une vingtaine de soldats, parvint à s'élever très-haut, mais il donna dans une embuscade, et, entouré par les Anglais, il ne put se dégager d'entre leurs mains qu'en laissant deux morts et deux blessés sur la place : parmi ces quatre victimes d'un excès d'intrépidité, se trouvaient les deux aspirants Arena et Gallois; le premier fut tué roide et le second eut le bras traversé d'une balle. Pendant la nuit, Boyer reçut un renfort de 60 grenadiers du 82e, ainsi que quelques provisions, que lui envoya le capitaine de *la Fine*.

La journée du 1er juin se passa en reconnaissances, et les Français découvrirent un magasin qui contenait quantité de biscuit, du rhum et un peu de madère. Ces objets leur furent du plus grand secours; mais ils manquaient encore d'eau et surtout de cartouches et de pierres à feu. Les courants et le feu de l'ennemi ne permirent pas aux canots d'aborder pendant le jour. Un nouveau renfort de 15 grenadiers arriva dans la nuit du 1er au 2, accompagné des chefs du génie et de l'artillerie de la Martinique. Au point du jour, un canot s'avança vers le débarcadère; il était chargé de vivres et de munitions, et commandé par l'aspirant Béranger, qui, témoin, dans la nuit

1805 - AN XIII France. du 31 mai, des souffrances des braves compagnons de Boyer, leur avait juré qu'il affronterait tous les dangers pour leur apporter du secours. Cet intrépide jeune homme devint victime de son dévouement; il fut tué ainsi qu'un de ses matelots, et, bientôt après, son canot, atteint d'un boulet, coula à fond : 8 marins qui le montaient gagnèrent le rocher à la nage, malgré le feu de l'ennemi, qui en blessa deux.

Cependant les reconnaissances faites pendant les deux jours précédents avaient fait découvrir quelques points par lesquels il ne semblait pas impossible d'arriver aux premières grottes occupées par les Anglais. Le commandant Boyer, après s'être concerté avec le chef du génie Richaud, avait dressé un plan d'attaque qu'il allait mettre à exécution, lorsque la bravoure de ses compagnons vint devancer ses ordres et changer ses dispositions. Quelques tirailleurs étaient parvenus, comme par miracle, sur une espèce de plateau élevé de quarante pieds au-dessus d'un des postes occupés par les Français. Des bouts de cordes, qu'ils trouvent épars, sont noués par eux et fixés au rocher; mais ils ne descendent pas à portée de leurs camarades. Ceux-ci saisissent une longue pièce de bois, la dressent contre le rocher : elle atteint les cordages. Un sous-lieutenant, nommé Giraudon, s'élance le premier, grimpe après la pièce de bois, puis après les cordages, et arrive sur le plateau. Il est immédiatement suivi de beaucoup de grenadiers, de fusiliers et de marins. L'ennemi, qui s'aperçoit de cette escalade, redouble son feu et lance une grande quantité de pierres : l'une d'elles atteint l'intrépide Giraudon au bras, une autre lui enlève son chapeau, mais rien ne l'arrête non plus que les braves qui le suivent, et, en quelques minutes, ils sont sur le plateau. Ce bel exemple anime le reste des Français d'une nouvelle ardeur, et, de toutes parts, le rocher est escaladé. Plusieurs grottes se présentent : l'une d'elles est remplie d'effets d'habillement, une autre renferme les vivres de la garnison, une troisième paraît lui servir de citerne ; désormais sa résistance ne peut plus être longue. Le feu de l'ennemi cesse tout à coup ; cependant les Français recommencent à gravir une nouvelle portion du rocher, et veulent aller forcer les Anglais dans leur dernière retraite, lorsqu'ils aperçoivent *la Fine* qui s'avance avec pa-

villon parlementaire. Ce pavillon était arboré au sommet du Diamant; mais, dans la position où ils étaient, Boyer et ses compagnons, ne pouvant l'apercevoir, continuaient leur attaque, ce qui obligea *la Fine* de répéter le signal des Anglais. Aussitôt Boyer arrête ses soldats, et, peu d'instants après, il règle une capitulation avec le commandant anglais qui défile le lendemain devant lui, à la tête de 195 hommes, reste d'une garnison à laquelle les Français avaient fait éprouver une perte assez considérable. Celle des assaillants monta à 12 tués et 29 blessés.

La quantité de poudre, de boulets, de munitions de tous genres et de vivres, trouvée dans les grottes du Diamant, eût permis aux Anglais de tenir longtemps sur ce rocher, s'ils n'eusent pas été attaqués par des marins et des soldats habitués à ne regarder aucune position comme inexpugnable. On doit placer la prise du Diamant au rang des plus beaux faits d'armes qui aient signalé la bravoure française [1].

Le succès de l'expédition du Diamant sembla enfin réveiller Villeneuve et rappeler son activité. Aussitôt après le retour de la division Cosmao, il se disposa à quitter la rade du Fort de France pour aller commencer l'attaque des îles anglaises. On

[1] Parmi le grand nombre de traits d'intrépidité auxquels donna lieu l'attaque du Diamant, il en est un que nous ne pouvons nous dispenser de citer ici. Un canot était amarré à une roche le long du débarcadère, à longueur de sa bosse (25 ou 30 pieds). Une mèche, oubliée par mégarde à bord de ce canot, y avait mis le feu, et il se consumait peu à peu; mais, dans la partie même où le feu avait pris, il contenait une certaine quantité de poudre et de gargousses. On s'attendait à chaque instant à le voir sauter, et, dans la position où se trouvaient les troupes qui venaient de débarquer, il leur était impossible de se soustraire aux éclats dont l'explosion devait les couvrir. Un matelot du *Bucentaure*, nommé Simon Martin, se dévoue pour le salut commun; il traverse le débarcadère sous le feu de l'ennemi, et gagne le canot pour tâcher d'éteindre l'incendie qui le consume; mais les Anglais, s'apercevant de son dessein, font sur lui la fusillade la plus vive. Martin ne s'en épouvante point; il coupe la bosse du canot, parvient à hisser sa voile, et s'éloigne du rocher sous une grêle de balles de fusil et de mitraille : il reçoit une blessure; mais elle ne l'empêche pas, aussitôt que sa voile est orientée, de travailler à éteindre le feu; il n'y parvient enfin que lorsqu'il est hors de portée du Diamant, et après avoir couru et le danger de sauter en l'air et celui d'être tué par les coups de l'ennemi.

1805 an XIII France. ignore celles des possessions britanniques situées dans l'archipel des Antilles qu'il avait le projet d'attaquer; toutefois on peut juger de l'importance de l'expédition que l'amiral français avait en vue par la résolution qu'il prit d'ajouter au corps de troupes embarquées sur sa flotte une portion des garnisons de la Martinique et de la Guadeloupe. Le 4 juin, la flotte combinée appareilla de la rade du Fort de France, laissant au mouillage la frégate espagnole *la Santa-Magdalena* et les corvettes *la Torche* et *la Naïade*. Elle rangea la Dominique, et vint mettre en panne, le 6 juin, devant la Basse-Terre (île de la Guadeloupe). Tous les bâtiments reçurent à bord une portion des troupes que le général Ernouf, gouverneur de la Guadeloupe, avait été invité à fournir à la flotte par les généraux Villeneuve et Lauriston. Après cette opération, la flotte combinée se remit en route et passa à la vue de Monserrat, Antigoa, Redondo, etc. Le 8 juin, l'amiral Villeneuve ayant aperçu quinze voiles, il les fit chasser par ses bâtiments légers : c'était un convoi parti d'Antigoa pour l'Angleterre, sous l'escorte d'une frégate. Celle-ci parvint à s'échapper, mais les quatorze navires marchands furent pris : ils étaient chargés de café, de sucre, de rhum et de coton. Ces prises furent expédiées pour la Guadeloupe, sous l'escorte de la frégate *la Sirène*. Le 9, le bruit se répandit dans la flotte que Nelson était arrivé à la Barbade. Nous ne pouvons assurer que cette nouvelle détermina l'amiral Villeneuve à renoncer à toute opération ultérieure aux Antilles et à quitter ces parages. Quoi qu'il en soit, ce jour même, ou le lendemain, toutes les troupes qu'on avait prises à la Martinique et à la Guadeloupe furent embarquées précipitamment sur les frégates *l'Hortense*, *l'Hermione*, *la Thémis* et *la Didon*, qui eurent ordre de les reporter à la dernière de ces îles, et la flotte combinée fit route pour l'Europe[1].

[1] Les officiers et marins de la flotte combinée se virent frustrés des parts de prise qui leur revenaient de la capture du convoi d'Antigoa, par un événement que nous nous bornerons à raconter sans y joindre aucune réflexion. Après avoir débarqué leurs troupes à la Guadeloupe, les quatre frégates *l'Hortense*, *l'Hermione*, *la Thémis* et *la Didon* firent route vers le point que l'amiral Villeneuve leur avait assigné pour rendez-vous. Elles rencontrèrent le convoi d'Antigoa, escorté par *la Sirène* : il avait fait fort

Nelson arriva en effet, le 4 juin, à la Barbade[1], où il trouva l'amiral Cochrane avec deux seuls vaisseaux de ligne qu'il y avait amenés : le reste des forces navales anglaises stationnées aux Antilles était demeuré à la Jamaïque. La faible distance qui sépare la Barbade de la Martinique (trente-cinq ou quarante lieues) ne permettait guère qu'on ignorât, dans la première de ces îles, que la flotte combinée était encore sur la rade du Fort de France; et l'on est porté à croire que si, dans cette circonstance, Nelson eût eu autant à cœur de joindre cette flotte que celle qu'il détruisit à Aboukir, il eût pu, sinon la trouver encore au mouillage[2], du moins être à même de suivre ses traces sur la route qu'elle avait prise en le quittant. On pourrait supposer que deux vaisseaux de ligne ne lui parurent pas un renfort suffisant pour lui permettre d'aller attaquer la flotte combinée : les événements semblent, au reste, appuyer cette supposition. Nelson passa à la Barbade au moins vingt-quatre heures, pendant lesquelles ses vaisseaux firent de l'eau et embarquèrent 2,000 hommes de troupes que leur fournit le lieutenant général sir William Myers. 1805—an XIII France.

Le 5, l'amiral anglais mit à la voile et se dirigea vers le sud, tandis que la flotte combinée faisait route au nord. Voici comment son historien l'en excuse : « Le bruit courait, dit-il, à la Barbade, au moment de l'arrivée de Nelson, que, le 28 mai, la flotte combinée avait été vue de Sainte-Lucie, se dirigeant au sud, et que Villeneuve avait des projets sur Tabago et la Trinité. Nelson en doutait; mais, comme il était le seul de son opinion, il céda en prononçant ces paroles prophétiques : « *Si*

peu de chemin depuis qu'il s'était séparé de la flotte combinée. Le capitaine de *l'Hortense*, qui, par son ancienneté, se trouvait commandant des frégates, motivant sa détermination sur les difficultés qu'éprouverait ce convoi pour remonter jusqu'à la Guadeloupe, prit sur lui de le diriger vers Porto-Rico, en l'escortant avec les *cinq frégates* qui se trouvaient alors sous ses ordres. Le lendemain, étant à la vue de *deux frégates anglaises*, ce même commandant ordonna de brûler le convoi.

[1] Il s'y était fait devancer par un bâtiment porteur de ses dépêches.
Whither he had sent despatches before him.
(LIFE OF NELSON, tom. II, p. 220.)

[2] Ceci eût dépendu presque uniquement de l'heure à laquelle Nelson arriva à la Barbade, et de celle où Villeneuve quitta la rade du Fort de France.

1805—an XIII France. *vos renseignements se trouvent faux, vous me faites perdre la flotte française.* » Le même auteur prétend ensuite que, « arrivé devant Tabago, Nelson reçut, par le hasard le plus extraordinaire, la confirmation des faux avis qu'on lui avait donnés par erreur ou dans le dessein de le tromper. Un commerçant de Tabago, au milieu de l'alarme générale et ne sachant pas si l'escadre qui se trouvait en vue était amie ou ennemie, envoya une petite goëlette pour la reconnaître et lui indiquer par signal ce qu'elle était. Le signal que cet habitant avait choisi était précisément le même que celui qui avait été convenu par le colonel du génie Shipley pour signifier que l'ennemi était à la Trinité. » Le passage que nous venons de citer se termine ainsi : « Vers le même temps, un brick américain fut visité par l'escadre de Nelson, et le capitaine de ce bâtiment, avec cette propension à tromper les Anglais et à favoriser les Français, qui ne fut que trop commune parmi ses compatriotes, affirma que, par le travers de la Grenade et peu de jours auparavant, il avait été visité par la flotte française, qui se dirigeait vers les bouches du Dragon. Ce nouvel avis leva tous les doutes ; l'escadre se prépara au combat, et Nelson entra dans le golfe de Paria, *comptant bien rendre les bouches de l'Orénoque aussi fameuses que celles du Nil dans les annales de la marine anglaise.* »

Nelson, n'ayant pas trouvé la flotte combinée à la Trinité[1], se dirigea vers la Grenade. C'est alors, suivant son historien, qu'il apprit que Villeneuve se trouvait encore à la Martinique le 4, et, à ce sujet, cet auteur s'exprime ainsi : « Sans les faux avis d'après lesquels Nelson agit avec répugnance et contre sa propre opinion, il se fût trouvé devant le Fort-Royal au moment même où les Français le quittaient, et la bataille eût été livrée dans les mêmes parages où Rodney défit de Grasse. « Le 13 juin, persuadé que la flotte combinée retournait en Europe, l'amiral

[1] Quelques marins ont pensé que Nelson se dirigea vers la Trinité dans la supposition que l'escadre espagnole seule avait été chargée de la reprise de cette île. Dans ce cas, il eût pu facilement défaire avec ses douze vaisseaux les six vaisseaux de Gravina ; et si, après cette victoire aisée, il n'avait pas eu occasion de combattre l'escadre française, son premier succès eût suffi pour le mettre à l'abri de tout reproche et lui valoir de nouvelles récompenses du gouvernement anglais.

anglais débarqua ses troupes à Antigoa : des deux vaisseaux de sir Alexandre Cochrane, il ne garda que *le Spartiate*, de 74, et, avec onze vaisseaux de ligne, il déclara qu'il se mettait à la poursuite d'une flotte qui en comptait vingt. 1805—an XIII France.

Ici, les mêmes suppositions dont nous avons parlé plus haut peuvent être faites. Rien ne prouve que Nelson se fût décidé à livrer combat à un ennemi dont les forces étaient presque double des siennes : il paraît plus probable que son intention était de se rallier, aux atterrages d'Europe, à quelqu'une des escadres chargées d'intercepter Villeneuve à son retour d'Amérique, et, par cette manœuvre, de réunir contre la flotte combinée des forces capables de la combattre avec avantage. Ce n'est, il est vrai, qu'une hypothèse ; mais, pour lui donner du poids, on nous permettra de faire remarquer que, en pareil cas, nous tirons toujours nos inductions des auteurs anglais. On lit dans l'*Annual Register*, 1805 : « Il n'était pas déraisonnable de s'attendre que la flotte combinée, frustrée dans ses projets (aux Indes occidentales), pourrait rencontrer les amiraux Calder ou Collingwood, qui, avec de fortes divisions de la flotte britannique, croisaient dans différentes directions, pour s'opposer à sa rentrée dans un port de France ou d'Espagne....... Il ne manquait même pas de personnes assez ardentes dans leurs espérances pour envisager la possibilité, sinon la probabilité, que lord Nelson joignît Villeneuve lorsqu'il serait aux prises avec une des escadres désignées ci-dessus, et le plaçât de la sorte entre deux feux, ce qui rendrait sa destruction inévitable. » On peut croire que tels étaient la pensée et le but de lord Nelson.

Nous ne dissimulons pas que le départ de Villeneuve des Antilles n'ait eu l'air d'une fuite, puisque ce départ fut si précipité, que l'amiral français laissa derrière lui presque toutes ses frégates. Cependant, comme le grand plan à l'exécution duquel il devait coopérer avait l'Europe pour théâtre, il avait peut-être reçu l'ordre précis et formel de faire voile en toute diligence pour cette partie du monde, aussitôt que, par l'arrivée de lord Nelson aux Antilles, il aurait acquis la certitude du succès de la partie du plan qui avait pour but d'éloigner les flottes anglaises des mers où celles de la France et de l'Espagne

1805—an XIII France. devaient agir. C'était au gouvernement français à s'expliquer positivement sur ce sujet, et à ne pas laisser imprimer à l'un de ses amiraux une honte qui rejaillissait, en quelque sorte, sur la nation entière[1].

L'escadre de Nelson, qui, dans sa traversée des côtes d'Espagne aux Antilles, avait mis huit jours de moins que la flotte combinée, conserva sur elle cet avantage de marche au retour, et la devança en Europe. Nelson arriva le 17 juillet en vue du cap Saint-Vincent. Toujours plein de l'idée que la flotte combinée pouvait avoir une mission pour la Méditerranée, il se dirigea vers le détroit en longeant la côte d'Espagne, et, le 19, il vint jeter l'ancre devant Gibraltar. Le lendemain, il débarqua : ce fut, si l'on en croit son historien, la première fois qu'il mettait le pied à terre depuis le 16 juin 1803, et même il n'était pas sorti de son vaisseau, *le Victory,* depuis deux ans moins dix jours. A Gibraltar, Nelson eut une conférence avec l'amiral Collingwood, qui, depuis le départ de la flotte combinée, était venu avec une escadre prendre la station de Cadix. Jusqu'alors, pour le gouvernement anglais comme pour les particuliers, tout était encore conjecture concernant la mission de la flotte franco-espagnole. Collingwood fit part à Nelson de ses idées. Il pensait que l'Irlande était le terme de l'expédition de Villeneuve; qu'il allait, en ce moment, chercher à délivrer l'escadre du Ferrol, qui était bloquée par sir Robert Calder, appeler à lui les vaisseaux de Rochefort, et paraître avec trente-trois ou trente-quatre vaisseaux[2] devant Ouessant, où il serait joint par la flotte de Brest. Il supposait que ces forces considérables se dirigeraient vers l'Irlande, le but réel de toutes les opérations de la marine française, et que la course de Villeneuve aux Indes occidentales n'avait uniquement eu pour objet que d'éloigner l'escadre de Nelson et quelques autres des mers d'Europe.

[1] Dans les fameuses notes du Moniteur, il est bien dit quelque part, très-vaguement, que Villeneuve avait bien rempli sa mission; mais il n'en est aucune qui exprime cette opinion d'une manière formelle.

[2] Villeneuve serait venu débloquer Brest avec plus de quarante vaisseaux de ligne, s'il eût réussi à rallier toutes les escadres françaises et espagnoles qui se trouvaient dans les ports situés sur l'Océan atlantique.

Il est à remarquer que plusieurs Anglais distingués par leurs talents politiques ou militaires, sans avoir précisément pénétré les intentions de Napoléon, avaient en partie soupçonné son plan. Le colonel Crawford, entre autres, nous paraît avoir été encore plus près de la vérité que l'amiral Collingwood, lorsqu'il disait au parlement : « Qu'y avait-il de plus probable que de supposer que la flotte combinée de l'ennemi, après avoir débarqué les troupes qu'elle portait, à la Jamaïque, où nous n'avions que 3,000 hommes à leur opposer, reviendrait en Europe, et que, se joignant à la flotte de Brest, elle traverserait le canal (la Manche) et jetterait encore l'ancre à la vue de nos côtes, comme dans la guerre d'Amérique? Si ce projet avait paru praticable sous le comte de Grasse, il était beaucoup plus probable lorsque l'expédition était appuyée de la flottille de Boulogne[1]. » 1805—an XIII France.

Après avoir fait de l'eau et des vivres à Tetuan, Nelson se porta devant Ceuta. Là, il apprit que la flotte combinée n'avait pas paru dans le détroit. Enfin, le 24 juillet, une corvette qu'il avait expédiée des Antilles en avant de son escadre le rejoignit et lui annonça avoir vu, le 19, la flotte combinée,

[1] On lit, dans le Morning-Chronicle du 12 août 1805, un article dont voici quelques fragments : « Autant que les circonstances peuvent faire juger des projets de Bonaparte, son plan d'invasion ne doit pas être tenté, *coûte qu'il coûte*, et par un simple coup de main. Pourquoi aurait-il pris tant de peine à construire et à réparer des vaisseaux de ligne, s'il voulait s'en reposer sur sa flottille de Boulogne et un bon vent de trente-six heures? . . . Si cela eût pu suffire, Bonaparte n'avait pas besoin de faire construire des vaisseaux de ligne; mais il en agira ainsi jusqu'à ce qu'il soit en mesure sinon d'attaquer tous nos vaisseaux, au moins de les diviser et de les tenir en échec sur plusieurs points : c'est alors que sa flottille deviendra vraiment formidable. Il faudrait d'ailleurs des chances très-extraordinaires pour que la flottille de Boulogne pût agir d'elle-même, et de telles chances sont presque impossibles..... Nous dirons donc que Bonaparte n'entreprendra rien qu'il n'ait auparavant mis sa flottille sous la protection d'une flotte. Si, par quelque faute ou quelque chance heureuse, il parvenait à obtenir une supériorité momentanée dans le canal (la Manche), il pourrait débarquer autant d'hommes qu'il voudrait dans les comtés de Kent et de Sussex; mais il ne saurait pas autrement mettre en mer cette flottille en présence de nos forces navales, sans exposer ses troupes à des dangers imminents. »

Le tableau de ce qu'a fait la marine française, à cette mémorable époque, est bien triste, quand on songe à tout ce qu'elle pouvait faire.

1805 — an XIII France. qui se dirigeait vers le nord. Nelson prit sur-le-champ cette route. Il vint assez près de Cadix pour acquérir la certitude que Villeneuve n'avait pas relâché dans ce port. De là, il se porta vers le cap Finistère, traversa tout le golfe de Gascogne et poussa jusqu'à la côte d'Irlande. S'étant assuré que la flotte combinée n'avait pas paru dans ces parages, il termina là sa longue et infructueuse caravane ; il envoya neuf de ses vaisseaux renforcer sous Ouessant la flotte de l'amiral Cornwallis, et vint relâcher avec les deux autres à Portsmouth, le 18 août.

La réputation colossale de lord Nelson rendrait par trop téméraire l'entreprise de blâmer les opérations de ce célèbre marin. Aussi, après avoir, dans le cours de notre narration, présenté toutes nos observations sous la forme du doute, nous bornerons-nous, en la terminant, à dire qu'il nous semble bien extraordinaire que Nelson ait battu la mer pendant sept mois entiers (du 18 janvier au 18 août), sans pouvoir joindre l'ennemi qu'il avait juré de détruire, et que nous ne pensons pas que la campagne que nous venons de raconter soit son plus beau titre de gloire. Il est permis, sans doute, à des Français d'émettre une pareille opinion après le jugement sévère qu'ont porté sur cette campagne des compatriotes de l'illustre amiral[1].

Si la flotte combinée eût fait la dernière partie de sa traversée des Antilles en Europe avec la même vitesse que la première, elle n'aurait pas été devancée sur la côte d'Espagne par les avisos de Nelson, et même par son escadre, et l'issue de cette campagne eût été tout à fait différente. En effet, le 30 juin, lorsque Villeneuve fut rallié par les cinq frégates qu'il avait laissées derrière lui, déjà il se trouvait à environ vingt lieues dans le nord-ouest de l'île de Corvo, la plus septentrionale des Açores. Le matin de ce même jour, *la Didon* avait pris et brûlé un corsaire anglais de quatorze canons et de 49 hommes d'équipage : la flotte n'avait jusqu'à ce moment

[1] On lit, dans un des numéros de l'Observateur (*the Observer*) du mois de juillet 1805, ce passage : « Conçoit-on une expédition plus ridicule et plus humiliante que celle de lord Nelson, surtout après les fanfaronades dont elle a été accompagnée? » L'article où se trouve ce passage a été traduit et inséré dans le Moniteur du 21 thermidor an XIII.

rencontré aucun bâtiment ennemi. Le 3 juillet, deux voiles étant en vue, l'escadre légère les chassa et les prit : l'une était un corsaire anglais, l'autre un galion espagnol, dont la cargaison valait quatorze ou quinze millions, et dont ce corsaire s'était emparé. On mit le feu au corsaire, et l'on fit remorquer le galion par la frégate *la Sirène*. Vingt-deux jours s'écoulèrent depuis le passage de la flotte combinée au nord des Açores, sans qu'elle eût franchi l'espace qui sépare ces îles du cap Finistère. Des vents violents d'est-nord-est et de nord-est, qui soufflèrent pendant treize jours consécutifs, en furent cause, si l'on en croit le rapport de l'amiral Villeneuve : c'est pourquoi, sans lui imputer ce retard à blâme, nous dirons simplement qu'il fut l'origine de tous les événements qui contribuèrent successivement à renverser un plan auquel le défaut de jonction avec l'escadre de Rochefort n'avait porté qu'un faible préjudice.

Le 22 juillet, vers midi, par la latitude du cap Finistère, et à environ cinquante lieues au large, les vents étant à l'ouest, la flotte combinée eut connaissance, sous le vent (par conséquent entre elle et la côte d'Espagne), de dix-neuf voiles, qui furent bientôt reconnues pour une escadre ennemie forte de quinze vaisseaux, deux frégates, un cutter et un lougre : c'était celle du vice-amiral sir Robert Calder. Il est à propos d'expliquer pourquoi cette escadre se trouvait sur la route de la flotte combinée, et de faire voir comment, avec un peu plus de diligence de la part de Villeneuve, il eût pu surprendre l'amiral Calder devant le Ferrol avec dix vaisseaux de ligne seulement. Nous avons dit plusieurs fois que, quelque grand que fût le nombre des vaisseaux de l'Angleterre, il ne lui permettait pas de faire face à tout : ce qui suit en fournit une preuve bien évidente.

Le Ferrol renfermait, au commencement de 1805, quinze à vingt vaisseaux français et espagnols qui se disposaient à prendre la mer ; les Anglais ne purent, dans le principe, faire surveiller ce port que par sept vaisseaux de ligne, et, le 15 juillet, leur croisière n'y était encore que de dix vaisseaux. Ce même jour, le vice-amiral Calder fut joint par cinq vaisseaux de ligne commandés par l'amiral Stirling, qui, pour opérer

1805—an XIII France. cette jonction, avait dû quitter le blocus de Rochefort. Sir Robert Calder reçut en même temps que ce renfort des ordres de l'amiral Cornwallis, qui lui prescrivaient de se porter à trente ou quarante lieues au large et d'y croiser pendant six ou huit jours, dans la vue d'intercepter la flotte franco-espagnole, que Cornwallis ne croyait que de seize vaisseaux, et qu'il supposait être en route pour revenir en Europe. Après cette croisière, les deux escadres des amiraux Calder et Stirling devaient se séparer et retourner à leur poste, l'une devant le Ferrol et l'autre devant Rochefort. On conçoit que cette mesure ne remédiait à rien si la flotte combinée fût arrivée sept ou huit jours plus tôt ou plus tard; mais tel était alors l'embarras des Anglais, que, pour pouvoir opposer à Villeneuve des forces bien inférieures aux siennes, ils étaient obligés de débloquer le Ferrol et Rochefort, et en effet l'escadre de Rochefort profita de cette circonstance pour sortir.

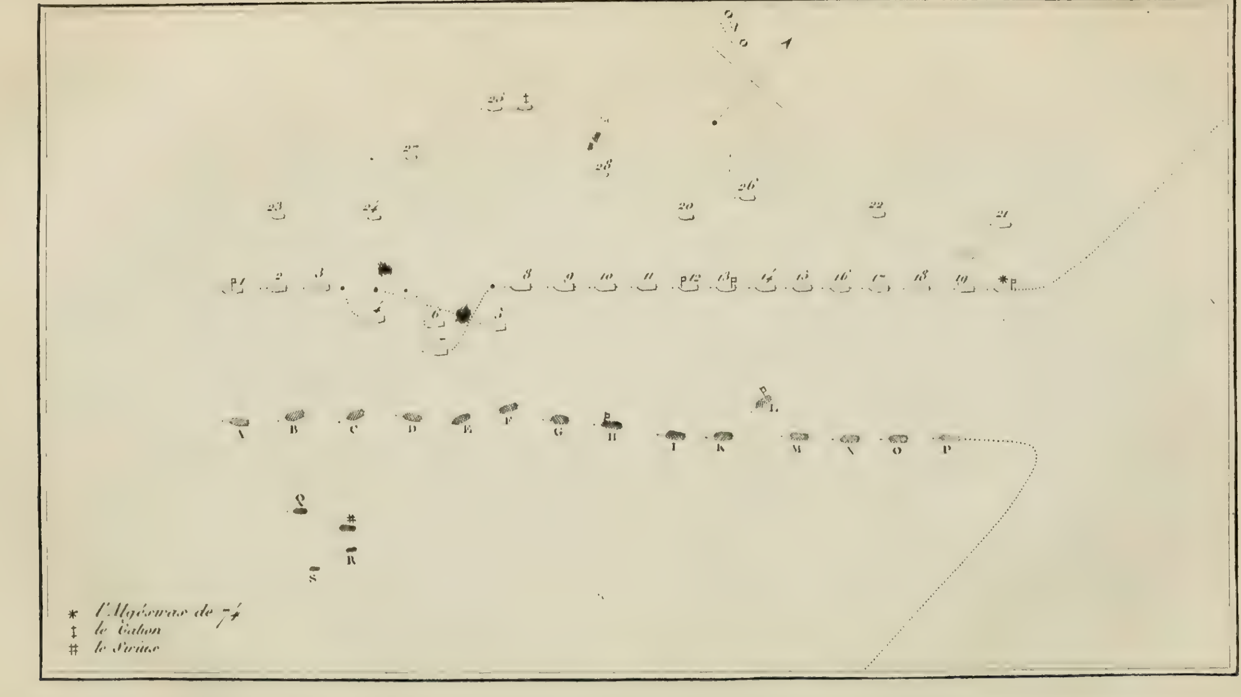
Le 19 juillet, l'amiral Calder reçut, par un paquebot de Lisbonne, copie d'un ordre de lord Nelson, daté du 15 juin à la mer, et adressé à l'officier commandant les forces navales britanniques dans le Tage. Cette pièce portait que la flotte combinée ayant passé le 8 juin devant Antigoa, se dirigeant au nord, ce qui faisait penser à Sa Seigneurie quelle retournait en Europe, il était expressément recommandé à l'officier à qui elle était adressée de se porter sur-le-champ vers le Ferrol ou d'y envoyer un bâtiment pour donner cette nouvelle au commandant de la station anglaise devant ce port et l'avertir de se tenir sur ses gardes, en cas que l'ennemi eût l'intention de débloquer le Ferrol: ainsi, Calder ne put douter que les vaisseaux qu'il découvrit le 22 juillet ne fussent la flotte combinée.

Le temps était extrêmement brumeux le jour où les flottes des amiraux Villeneuve et Calder se rencontrèrent, et, des deux côtés, on eut de la peine à reconnaître la force de l'ennemi [1].

[1] Les deux flottes étaient composées et rangées comme suit:

FLOTTE FRANCO-ESPAGNOLE. 1. *L'Argonauta*, de 80 canons; 2. *le Terrible*, de 74; 3. *l'America*, de 64; 4. *l'España*, de 64; 5. *le San-Rafael*, de 80; 6. *le Firme*, de 74; 7. *le Pluton*, de 74; 8. *le Mont-Blanc*, de 74; 9. *l'Atlas*, de 74; 10. *le Berwick*, de 74; 11. *le Neptune*, de 80;

COMBAT NAVAL DU VINGT-DEUX JUILLET 1805.



Cependant on se prépara de part et d'autre au combat et l'on manœuvra pour se joindre. Quelques éclaircies permirent de temps en temps d'apercevoir l'escadre ennemie; mais en général, pendant toute la journée, chaque vaisseau ne pouvait voir que son matelot d'avant et son matelot d'arrière [1]. L'amiral Villeneuve profita toutefois des courts instants où la brume se dissipait, pour faire les signaux qu'il jugeait nécessaires. Il fit d'abord former sa flotte sur une ligne de convoi; les vaisseaux espagnols prirent la tête de la colonne, et l'amiral Gravina vint se placer en chef de file : cet ordre une fois établi, les vaisseaux serrèrent le vent par un mouvement successif, et la ligne de bataille se trouva formée. L'ennemi avait formé la sienne et s'avançait au plus près du vent, à contre-bord de la ligne française. Cette manœuvre donnant lieu de supposer qu'il voulait attaquer l'arrière-garde de la flotte combinée, l'amiral Villeneuve fit virer ses vaisseaux vent arrière par la contre-marche (successivement). En exécution de ce mouvement, tous les vaisseaux français et espagnols durent passer l'un après l'autre à contre-bord et à portée de voix du *Bucentaure :* Villeneuve leur recommanda de serrer la ligne le plus possible.

1805—an XIII
France.

Il paraît que l'amiral ennemi, s'étant aperçu qu'il aurait trop loin à courir pour se trouver au vent de l'arrière-garde de la flotte combinée, lorsqu'il aurait viré de bord, avait pris le parti de virer aussitôt que son vaisseau de tête s'était trouvé par le travers du vaisseau de queue de la ligne franco-espa-

12. *le Bucentaure,* de 80 ; 13. *le Formidable,* de 80 ; 14. *l'Intrépide,* de 74 ; 15. *le Scipion,* de 74 ; 16. *le Swiftsure,* de 74 ; 17. *l'Indomptable,* de 80 ; 18. *l'Aigle,* de 74 ; 19. *l'Achille,* de 74 ; 20. *l'Hortense,* de 40 ; 21. *l'Hermione,* de 40 ; 22. *la Cornélie,* de 40 ; 23. *la Didon ,* de 40 ; 24. *le Rhin,* de 40 ; 25. *la Sirène,* de 36 ; 26. *la Thémis,* de 36 ; 27. *le Furet ;* 28. *l'Argus,* de 16.

Flotte anglaise. *a. Héro,* de 74 ; *b. Ajax,* de 80 ; *c. Triumph,* de 74 ; *d. Barfleur,* de 100 ; *e. Agamemnon,* de 64 ; *f. Windsor-Castle,* de 100 ; *g. Défiance,* de 74 ; *h. Prince de Wales,* de 100 ; *i. Repulse,* de 74 ; *k. Raisonnable,* de 64 ; *l. Glory,* de 100 ; *m. Thunderer,* de 74 ; *n. Malta,* de 80 ; *o. Dragon,* de 74 ; *p. Warrior,* de 74 ; *q. Egyptienne, le Serius,* frégates ; *r. Frisk,* cutter ; *s. Nile,* lougre.

[1] Voyez, pour ces deux termes, tome IV, page 213.

1805 – an XIII France. gnole, pour prolonger cette ligne au même bord par-dessous le vent et diriger son attaque sur le centre par un nouveau virement de bord; mais l'évolution de Villeneuve faisant craindre à Calder d'avoir à son tour sa ligne coupée partout où le jugeraient convenable les Français et les Espagnols, qui avaient l'avantage du vent, il s'empressa de faire virer ses vaisseaux successivement, aussitôt que les chefs de file des deux lignes se trouvèrent par le travers l'un de l'autre. De la sorte, le combat s'engagea au même bord et ne pouvait plus offrir d'avantage aux Anglais, tandis que Villeneuve avait la facilité de détacher les cinq derniers vaisseaux de sa ligne pour en mettre un pareil nombre entre deux feux à la queue de la ligne anglaise. Hâtons-nous de dire que l'état du temps ne permettait guère de juger de la convenance d'une pareille manœuvre. La victoire ne pouvait donc être décisive pour aucune des deux flottes, et ce combat paraissait devoir ressembler à la plupart de ceux qu'on avait livrés dans les guerres précédentes, où deux armées navales établies au même bord, sur deux lignes parallèles, se canonnaient pendant plusieurs heures, sans autre résultat que des avaries à peu près égales, et quelquefois la perte d'un ou deux vaisseaux pour l'armée battue. Dans l'affaire que nous racontons, le résultat semblait devoir être d'autant plus insignifiant que les deux flottes combattaient à demi-portée de canon, distance beaucoup trop grande pour obtenir de l'artillerie ces terribles effets qui réduisent un vaisseau, quoique bien commandé et bien défendu, à amener son pavillon.

La canonnade, qui s'était engagee vers cinq heures, fut très-vive; mais la brume empêchait de voir l'effet général du combat. A cinq heures et demie, un vaisseau à trois ponts anglais, ayant plus serré le vent que les autres, se trouvait hors de sa ligne et plus rapproché de la ligne française : il attaqua le vaisseau *l'Intrépide*, de 74, placé vers le centre; mais, malgré sa grande supériorité de force, il se trouva bientôt tellement maltraité par le vaisseau français, qu'il fut obligé non-seulement de quitter la position qu'il avait prise, mais encore de se retirer tout à fait du feu, et qu'il ne put plus prendre aucune part au combat. Le brave capitaine Deperronne, commandant de *l'Intrépide*, paya de sa vie ce moment de

triomphe : il fut tué ainsi que le lieutenant de vaisseau Allard, son officier de manœuvre. 1805—an XIII France.

A la tête et à la queue, l'ennemi était reçu de la même manière, et partout le feu des vaisseaux français et espagnols obtenait une supériorité décidée sur celui des vaisseaux anglais ; mais la flotte du vent, qui ne pouvait, à cause de la brume, profiter des avantages de sa position, dut en éprouver les désavantages : on sait que le principal est celui de voir ses vaisseaux désemparés tomber en dérivant dans la ligne ennemie. Cet événement arriva à la flotte combinée, et la brume empêcha l'amiral Villeneuve de s'en apercevoir et d'y porter remède. Des tentatives partielles furent faites à cet égard ; mais elles n'eurent d'autre résultat que de couvrir de gloire un brave capitaine, dont la conduite dans tous les combats auxquels il prit part peut être citée pour modèle, et d'ajouter à la réputation d'un autre, qui manœuvra plus tard d'une manière moins brillante.

Vers six heures, le capitaine Cosmao, commandant *le Pluton*, s'aperçut que le vaisseau espagnol *le Firme*, serre-file des vaisseaux de sa nation, était démâté de son mât d'artimon, de son grand mât et de son petit mât de hune, et, dérivait sur la ligne anglaise. Cet intrépide commandant, ne consultant que son courage, quitte à l'instant son poste, et, pour couvrir *le Firme*, vient placer son vaisseau *le Pluton* entre les vaisseaux anglais et lui. Cette belle et audacieuse manœuvre aurait eu tout le succès qu'en attendait le capitaine Cosmao, si les vaisseaux placés derrière *le Pluton* dans la ligne française eussent suivi son mouvement en se dirigeant dans ses eaux ; mais la brume et la fumée s'y opposèrent sans doute, et le capitaine du *Pluton*, se voyant seul à combattre plusieurs vaisseaux ennemis, dut renoncer à ses généreux efforts et revenir prendre son poste dans la ligne française : *le Firme* tomba ensuite au pouvoir des Anglais.

Pendant que le capitaine Cosmao se dévouait pour tâcher de sauver ce vaisseau, *le San-Rafael* tomba en dérive entre les deux lignes, qu'on le vit prolonger pendant quelques instants ; il avait tous ses mâts hauts, bientôt on le perdit de vue au milieu de la brume : il devint aussi la proie de l'ennemi. Un troisième vaisseau espagnol, *l'España*, se trouva aussi très-

1805—an XIII France. maltraité et tomba sous le vent de la ligne; *le Pluton* quitta encore une fois son poste pour couvrir ce vaisseau, et le capitaine Cosmao parvint à l'empêcher d'être enveloppé et pris par l'ennemi. Le dérangement causé dans la ligne de la flotte combinée par les événements arrivés aux vaisseaux espagnols et par les mouvements du *Pluton* exposa *le Mont-Blanc* et *l'Atlas* à de rudes attaques : ce dernier vaisseau surtout fut fortement engagé; mais le capitaine Rolland qui le commandait se défendit vaillamment. Au moment où l'action était la plus vive, un boulet ennemi fit sauter des caisses de cartouches contenues dans le coffre d'armes qui servait de banc de quart au vaisseau *l'Atlas;* le capitaine Rolland fut grièvement blessé par son explosion. Les Anglais continuèrent de s'acharner sur *l'Atlas,* et ce vaisseau très-maltraité paraissait courir des dangers, lorsque *le Neptune*, commandé par le capitaine Maistral aîné, vint le secourir et l'aider à repousser l'ennemi.

A huit heures et demie, la nuit, qui vint se joindre à la brume, ne permit plus de continuer le combat; et le feu, qui diminua graduellement, avait entièrement cessé à neuf heures. Pendant toute la nuit, les vaisseaux français et espagnols se tinrent aussi bien ralliés que possible, et chacun à bord s'attendait à livrer le lendemain un combat décisif, dont l'engagement qui venait d'avoir lieu ne paraissait que le prélude : les équipages et les troupes se montraient animés du meilleur esprit, et cette disposition morale des marins et des soldats était du meilleur augure.

Le 23 au point du jour, le temps était encore brumeux; mais, à sept heures, le ciel vint à s'éclaircir. On aperçut l'escadre anglaise à quatre lieues sous le vent, fuyant en désordre : *la Didon,* qui avait demandé à reconnaître l'ennemi, signala que ses vaisseaux avaient beaucoup d'avaries et que trois d'entre eux étaient remorqués. A neuf heures, l'amiral Villeneuve et son état-major, ainsi que le général Lauriston et ses aides de camp, passèrent sur la frégate *l'Hortense.* Une heure après, toutes les frégates eurent ordre de venir successivement passer à poupe de la frégate amirale. Villeneuve ordonna lui-même verbalement aux capitaines de ces bâtiments de parcourir toute la ligne, afin de prévenir l'amiral Gravina ainsi que tous les

commandants de vaisseau que son intention était d'engager
une affaire décisive, et leur dire qu'il les invitait en conséquence à serrer l'ennemi au feu le plus possible. Cet ordre, transmis au porte-voix par les frégates, fut entendu de tout le monde à bord de chaque vaisseau et reçu avec les plus vives acclamations : l'enthousiasme était porté à son comble, et tout semblait présager un brillant succès. A midi, toute la flotte prit chasse sur l'ennemi, qu'on estimait à trois lieues et demie : le vent était faible. A quatre heures, on n'avait encore gagné qu'une lieue à l'escadre anglaise; il n'y avait par conséquent pas d'espoir de l'atteindre avant la nuit, mais on pouvait au moins l'approcher davantage; cependant Villeneuve fit signal à la flotte de serrer le vent, son intention étant de n'attaquer l'ennemi que le lendemain : ce signal étonna autant qu'il affligea les officiers et les marins; on prévit dès lors qu'on ne parviendrait plus à joindre l'ennemi.

Le 24, l'escadre anglaise n'était plus en vue que du haut des mâts : le vent ayant changé dans la nuit, elle se trouvait au vent de la flotte combinée; cependant celle-ci chassa encore dessus jusqu'à dix heures du matin; mais à cette heure on leva chasse, et la flotte fit route vers le sud. Le 25, le vent était violent, et sa direction ne permettait pas de se porter du côté du Ferrol; en conséquence, Villeneuve se décida à relâcher à Vigo, où la flotte combinée entra le 27 juillet, avec deux vaisseaux de moins.

Ainsi, par une bizarrerie que nous ne chercherons pas à expliquer, l'amiral français, après avoir été réellement vainqueur dans l'action du 22, laissait entre les mains de son adversaire le gage de la victoire, deux bâtiments qui allaient être considérés comme la preuve matérielle que quinze vaisseaux anglais en avaient battu vingt français et espagnols. Ce résultat rappelle celui du fameux combat du 13 prairial (1er juin 1794). Cependant, si les pertes en hommes, l'état des vaisseaux après le combat et la possibilité ou l'impossibilité de remplir sa mission décident, pour une force navale, la question de la victoire, ici elle ne peut être indécise. En effet, à l'exception de celles du *Firme* et du *San-Rafael*, qui, entourés par une partie de l'escadre anglaise, ont pu se faire tuer beaucoup de

1805—an XIII France. monde avant de se rendre, les pertes de la flotte combinée, en tués et blessés, furent beaucoup moindres que celles qu'avouèrent les Anglais dans leurs gazettes : quant à l'état des vaisseaux des deux flottes, en moins d'un mois presque tous ceux qui avaient combattu sous les ordres de l'amiral Calder furent obligés de regagner les ports d'Angleterre pour y être radoubés, tandis qu'aucun des vaisseaux de la flotte combinée n'avait éprouvé d'avaries majeures ; enfin, loin de pouvoir s'opposer à ce que l'escadre combinée remplit sa mission, l'amiral Calder, après avoir fui devant elle pendant plusieurs jours, laissa l'entrée du Ferrol libre ; et si Villeneuve n'atteignit pas ce port immédiatement, c'est que les vents s'y opposèrent : il y pénétra dès qu'il le voulut.

Après le combat du 22 juillet[1], on ne vit plus régner dans la flotte franco-espagnole cet esprit qui à la guerre est presque toujours le garant des succès ; les équipages ne paraissaient plus avoir de confiance dans le chef, et les Espagnols se plaignaient hautement qu'on les avait abandonnés. Cette défaveur, dans laquelle l'amiral français tomba auprès des hommes auxquels il commandait, fait naturellement mettre en doute si Villeneuve fit, le 22 juillet et jours suivants, tout ce qu'il était possible de faire pour la gloire du pavillon français. C'est un point que nous n'entreprendrons point de décider. Nous nous contenterons de dire, avec l'auteur d'une relation publiée dans le temps[2] : « A-t-on, le lendemain du combat, perdu du temps pour marcher à l'ennemi ? Était-il possible de le joindre, lorsqu'il était embarrassé dans sa marche par plusieurs de ses vaisseaux en mauvais état, et par les deux vaisseaux espagnols qu'il avait pris ? C'est aux marins à prononcer...... Pou-

[1] Les marins ont donné à ce combat le nom de combat des *Quinze-vingt*, jeu de mots qui fait allusion à la force respective des flottes de Calder et de Villeneuve, ainsi qu'à la brume, qui rendit, en quelque sorte, cette affaire un combat d'aveugles.

[2] Elle avait pour titre : *Lettre d'un officier de terre sur le combat livré, le 3 thermidor, par l'escadre de l'amiral Villeneuve*, et fut insérée dans le Moniteur du 27 thermidor an XIII. Cette relation nous a paru approcher plus de la vérité que tout ce qu'on publia à cette époque, soit en France, soit en Angleterre.

vait-on, au moment de l'éclaircie, couper les vaisseaux anglais démâtés, ou, lorsque l'ennemi a quitté le feu, pouvions-nous le poursuivre et prolonger le combat? Toutes ces questions, que l'on se fait dans l'escadre, sont susceptibles de discussion. » 1805—an XIII France.

Aucun des deux amiraux qui combattirent l'un contre l'autre le 22 juillet 1805 ne satisfit l'opinion dans son pays. La réputation de Villeneuve, à laquelle le combat d'Aboukir avait déjà porté une fâcheuse atteinte, en reçut une nouvelle de celui que nous venons de raconter[1]. Calder ne fut pas plus heureux. En publiant une partie de sa dépêche, le gouvernement anglais avait donné comme certain que cet amiral voulait et pouvait livrer un second combat, dont le résultat devait être la destruction de la flotte combinée. La nation entière le crut et s'y attendit. Son attente ayant été trompée, tout le poids du mécontentement public tomba sur l'amiral Calder, qu'on accusait hautement d'avoir imprimé une tache à l'honneur de la marine anglaise, en fuyant devant la flotte ennemie, et de s'être personnellement déshonoré en n'exécutant pas ce qu'il avait eu l'ostentation d'annoncer, lorsqu'il avait dit qu'il était maître de joindre l'escadre française quand il voudrait et d'en achever la défaite. Les clameurs devinrent si vives et si générales, que Calder sollicita de l'amirauté qu'on le mît en jugement : cette demande lui fut accordée. La défense écrite qu'il présenta à la cour martiale prouve de la manière la plus évidente que l'escadre anglaise était tellement délabrée, le 23, qu'il lui était impossible de soutenir un second combat, et jette le plus grand jour sur les événements des 22, 23 et 24 juillet[2]. Pour repousser le reproche de s'être vanté à tort de pouvoir livrer à la flotte combinée un nouveau combat et en achever

[1] Le gouvernement français était loin d'être satisfait de Villeneuve, si l'on en juge par la note suivante, qui, bien qu'insultante pour tous les amiraux français, ne dut son origine qu'à la conduite de celui-ci :

« Il ne manque à la marine française qu'un homme de caractère et d'un courage froid et audacieux : cet homme se trouvera un jour, et alors on verra ce que peuvent nos marins. » (*Moniteur* du 13 fructidor an XIII.)

[2] Cette pièce est extrêmement intéressante; elle se trouve dans l'Annual Register, 1805, page 564

1805—an XIII France. la défaite, Calder fit connaître que les fausses espérances dont la nation avait été leurrée provenaient de ce que l'amirauté avait tronqué sa dépêche à lord Cornwallis et l'avait ensuite publiée, non comme un extrait, mais comme une copie. On l'avait terminée par cette phrase : « Lorsque j'aurai mis en sûreté les vaisseaux pris et réparé l'escadre, je tâcherai de saisir la première occasion qui se présentera pour vous donner encore des nouvelles des escadres combinées. » Calder rétablit ainsi la fin de sa lettre : « En même temps, il conviendra que je me tienne en garde contre l'escadre du Ferrol, attendu que j'ai des raisons de croire que la flotte combinée a expédié hier soir pour ce port deux de ses vaisseaux désemparés. En conséquence, il pourrait se faire que je jugeasse nécessaire de venir avec toute mon escadre me joindre à vous (lord Cornwallis) sous Ouessant.

« *P. S.* Je suis dans la nécessité d'envoyer *le Windsor-Castle* en Angleterre, à cause des avaries qu'il a reçues dans le combat. » Malgré tout ce qu'allégua pour sa défense l'amiral Calder (dont la justification nous paraît complète), il fut déclaré convaincu de n'avoir pas fait, dans les journées des 23 et 24 juillet, tout ce qui était en son pouvoir pour prendre ou détruire tous les vaisseaux de l'ennemi, qu'il était de son devoir de combattre; mais la cour martiale, considérant que cette faute n'était le résultat ni de la lâcheté ni de la trahison, mais celui d'une erreur de jugement, le condamna seulement à être sévèrement réprimandé. Il est aisé de voir que cette sentence fut moins dictée par l'équité que par des considérations politiques. Pour satisfaire l'orgueil national irrité, le gouvernement britannique ne craignit pas de commettre une injustice criante envers un brave amiral qui avait consacré quarante-six ans de sa vie à la défense de son pays : le cabinet de Saint-James voulait en même temps persuader au monde, par cet acte, que quinze vaisseaux anglais doivent toujours prendre ou détruire vingt vaisseaux d'une autre puissance.

L'amiral Villeneuve ne passa que quatre jours dans la baie de Vigo. Il y fit de l'eau, débarqua ses blessés et les prisonniers qu'il avait faits pendant le cours de sa campagne, et en repartit avec treize vaisseaux français, deux vaisseaux espa-

gnols, sept frégates et deux bricks[1]. Le 2 août, la flotte mouilla dans les rades du Ferrol et de la Corogne. 1805—an XIII France.

Nonobstant la perte de deux de ses vaisseaux et les retards qu'elle avait éprouvés, la flotte combinée étant parvenue au Ferrol conformément au plan de Napoléon, l'exécution de ce plan n'avait pas cessé d'être possible; mais, à cette époque, les affaires du continent avaient pris une tournure telle, qu'il ne devait plus être exécuté. Nous ignorons si Villeneuve en reçut l'avis pendant son séjour au Ferrol, et cette ignorance nous empêche de fixer notre opinion sur les mouvements de la flotte combinée en quittant ce port. Quoi qu'il en soit, après s'être renforcé de quinze vaisseaux français et espagnols[2], Villeneuve se dirigea sur Cadix le 13 août, et y arriva le 20, n'ayant rencontré que quelques navires marchands anglais qui furent pris et coulés ou brûlés. Le général Lauriston partit immédiatement pour Paris. Pendant sa relâche au Ferrol, l'amiral Villeneuve avait fait sortir la frégate *la Didon*, pour aller, à ce qu'on présume, à la recherche de l'escadre de Rochefort, commandée par le chef de division Allemand. Il apprit à Cadix que les Anglais s'étaient emparés de cette frégate.

Le long séjour que fit à Cadix l'amiral Villeneuve, avant le

[1] Les vaisseaux *l'Atlas*, *l'America* et *l'España* furent laissés à Vigo, parce qu'étant mauvais voiliers, ils n'avaient cessé, pendant toute la campagne, de retarder la marche de la flotte combinée. Le galion y demeura également. Pendant le séjour de la flotte dans la baie de Vigo, il y eut une mutation parmi les capitaines. Le capitaine Infernet, qui commandait la frégate *le Rhin*, passa au commandement de *l'Intrépide*, vacant par la mort du brave Deperonne, et le capitaine de frégate Chesneau, second du *Pluton*, prit celui du *Rhin*.

[2] Ces vaisseaux étaient : *le Héros*, de 74, capitaine Poulain; *le Fougueux*, de 74, capitaine Beaudoin; *le Redoutable*, de 74, capitaine Lucas, *l'Argonaute*, de 74, capitaine Épron; *le Dugay-Trouin*, de 74, capitaine Touffet; le *Principe de Asturias*, de 110, vice amiral Grandellana; le *Neptuno*, de 80, capitaine Valdès; le *San-Juan Nepomuceno*, de 74, capitaine Churruca, le *San-Ildefonso*, de 74, capitaine Alcedo; le *San-Augustino*, de 74, capitaine Cajigal; le *San-Justo*, de 74, capitaine Gaston; le *Montagnes*, de 74, capitaine Galleano; le *Monarca*, de 74, capitaine Argumosa; le *San-Leandro*, de 64, capitaine Quevedo; le *San-Francisco de Asis*, de 64, capitaine Flores. Avec ces vaisseaux sortirent la frégate la *Flora* et les corvettes le *Mercurio* et *l'Observateur*.

1805—an XIII France.

grand événement qui vint terminer d'une manière si funeste les opérations maritimes de la France pendant l'année 1805, nous permet de parler de la situation de la flotte de Brest, et de raconter auparavant deux brillants combats d'une frégate française, combats qui eurent lieu pendant le temps que la flotte combinée opérait les mouvements que nous avons détaillés.

Le capitaine de frégate Baudin [1], parti de la Martinique, le 16 juillet 1805, avec une petite division navale sous ses ordres, faisait route pour retourner en France. Sa division était composée de la frégate *la Topaze*, de quarante canons, la corvette *le Département des Landes*, portant vingt canons de 8, la corvette *la Torche*, armée de dix-huit canons de 12, et le brick *le Faune*, portant seize canons de 6. Le 19, un grand bâtiment parut à vue de la division, qui lui donna la chasse et le reconnut bientôt pour une frégate anglaise : c'était *la Blanche*, commandée par le capitaine Mudge, qui avait été second du célèbre Vancouver, dans son voyage à la côte nord-ouest d'Amérique. *La Topaze*, ayant une marche bien supérieure à celle des corvettes qui l'accompagnaient, joignit seule d'abord la frégate anglaise, et, se plaçant dans sa hanche, lui envoya une première bordée. Le capitaine de *la Blanche* manœuvra alors pour présenter le travers à son adversaire, et le combat s'engagea de la manière la plus vive. Pendant une demi-heure, les deux frégates continuèrent de se canonner à portée de pistolet; mais, au bout de ce temps, *la Blanche* renonça à tenir le travers de la frégate française et chercha à la prendre par l'avant avec ses canons; le capitaine Baudin manœuvra de manière à l'en empêcher. Cependant, malgré ses efforts, la frégate anglaise avait gagné la sienne de vitesse, et *la Topaze* paraissait ne pouvoir plus éviter l'enfilade; le capitaine français prit alors une résolution hardie : il disposa ses voiles et manœuvra son gouvernail de manière que *la Topaze*, par une évolution subite, rasa avec son bout-dehors de beaupré les haubans d'artimon de *la Blanche* et vint lui passer de l'arrière en lui lâchant une bordée entière dans la poupe. Cette bordée fut décisive, et, après avoir com-

[1] Depuis baron, contre-amiral.

battu encore quelque temps, la frégate anglaise amena son pavillon, aux cris de *vive l'empereur!* poussés par l'équipage de *la Topaze*. Cette frégate avait eu un homme tué et 11 blessés; *la Blanche*, 8 tués et 13 blessés.

1805 — an XIII
France.

La marche inférieure des corvettes françaises ne leur ayant, pour ainsi dire, pas permis de prendre part au combat (dix-huit coups de canon *du Département des Landes* et trois bordées de *la Torche* furent tout ce qu'elles tirèrent sur la frégate ennemie, qui n'en reçut presque aucun dommage), on peut croire que *la Topaze* seule aurait réduit *la Blanche*, et les avaries de cette frégate, au moment où elle amena, donnent du poids à cette opinion; cependant la présence des trois corvettes a pu hâter sa reddition, et, sans elle, le capitaine anglais eût peut-être mis encore plus d'opiniâtreté dans sa défense afin de ne céder qu'à la dernière extrémité à un bâtiment de sa force [1].

Le capitaine Baudin, après avoir réparti l'équipage anglais sur sa frégate et sur les trois corvettes françaises, brûla *la Blanche*, par la raison qu'elle lui parut tellement délabrée, qu'elle lui eût demandé trop de temps pour être remise en état de tenir la mer. Si l'acquisition d'une frégate eût été un objet important pour la France, on aurait dû regretter la détermination prise par le capitaine Baudin, à une si petite distance des colonies françaises et espagnoles, où il eût peut-être pu conduire *la Blanche* pour la réparer convenablement. En la réparant même à la mer, cet officier supérieur possédait des ressources qui manquèrent souvent à ses camarades [2] : les quatre bâtiments qu'il avait sous ses ordres lui eussent fourni plus de matériaux, offert plus de facilité pour composer un équipage à la frégate capturée, et donné les moyens d'éviter l'embarras et le danger d'avoir tous les prisonniers à bord de sa frégate. Mais l'addition d'une frégate à la marine française n'était d'aucune importance : avoir détruit un bâtiment ennemi et fait son équipage prisonnier parut au capitaine Baudin avoir rempli

[1] *La Topaze* et *la Blanche* portaient exactement le même nombre de bouches à feu.

[2] Par exemple au capitaine de *la Ville de Milan* dont nous avons raconté plus haut le combat.

1805—an XIII France. suffisamment les intentions du gouvernement, et il sacrifia à cette idée la gloire, peut-être dangereuse, d'amener sa prise dans un port français.

La petite division commandée par le capitaine Baudin poursuivit sa route vers la France. Le 16 août, se trouvant par la latitude de Rochefort, à environ deux cents lieues au large, elle eut connaissance d'une croisière ennemie de plusieurs vaisseaux et frégates; ces bâtiments lui donnèrent la chasse. Elle dura toute la journée avec avantage pour les bâtiments anglais, à cause de la marche inférieure des corvettes qui accompagnaient *la Topaze*. Le capitaine Baudin donna ordre à ces bâtiments de se disperser, pour diviser les bâtiments ennemis, et il combina lui-même les mouvements de sa frégate pour la nuit, de manière à se trouver en mesure de se porter au secours de la corvette qui marchait le plus mal, si le bruit du canon lui annonçait qu'elle fût attaquée. Par suite de ces mouvements, *la Topaze* se trouva, vers dix heures du soir, à portée de canon d'un grand navire courant à contre-bord. Ce bâtiment vira sur-le-champ, et, quelques manœuvres que fît ensuite le capitaine Baudin, il ne put se dérober à sa vue. Le lendemain, au point du jour, ce bâtiment fut reconnu pour vaisseau de ligne, et, bien que *la Topaze* fût une très-bonne marcheuse, elle fut jointe en très-peu de temps : les vents étaient variables, et le bâtiment ennemi était favorisé par une brise que ne recevait point la frégate française. La certitude de ne pouvoir éviter le combat contre un ennemi aussi supérieur ne découragea point l'équipage de *la Topaze*, et chacun à bord témoigna le désir de se défendre jusqu'à l'extrémité.

A neuf heures du matin, le feu commença par les canons de retraite de la frégate française, auxquels le vaisseau ennemi riposta de ses canons de chasse; un quart d'heure après, il était dans la hanche de *la Topaze*, à petite portée, et le combat devint sérieux. Le vaisseau envoya à la frégate la moitié de sa bordée, et celle-ci lui rendit la moitié de la sienne, la position respective des deux bâtiments ne leur permettant pas de diriger l'un sur l'autre toute leur artillerie. Le combat dura ainsi pendant plus d'une heure, et le vaisseau, toujours dans la hanche de la frégate, s'en était rapproché jusqu'à portée de fusil. Le

capitaine Baudin espérait toujours que quelque avarie du vaisseau ennemi ou un changement dans la direction du vent lui permettrait de s'échapper ; mais, dans le cas où cela lui deviendrait impossible, il était décidé à mettre fin à l'affaire en tentant d'aborder le vaisseau anglais. Il fit part de cette résolution à son équipage : « Enfants, cria-t-il à ses marins dans un moment où le feu de l'ennemi était moins vif, il ne nous tient pas encore. Que le nom de vaisseau ne vous étonne point : il a 460 hommes, nous sommes 350; si nous sommes forcés de continuer de combattre, nous irons à l'abordage. — Oui, oui, répondirent-ils, à l'abordage, ce sera plus tôt fait. » Toujours attentif à observer l'état du ciel et celui du gréement de son ennemi, pour pouvoir profiter d'une des circonstances favorables qu'il avait espérées, le capitaine Baudin aperçut une nouvelle brise se former ; il orienta aussitôt ses voiles et tourna son gouvernail de manière à ce que *la Topaze* fût prête à la recevoir la première, lorsqu'elle se ferait sentir, et à gagner le vent à son adversaire. Cette manœuvre exposait, il est vrai, la frégate française à quelques bordées en poupe, si le vaisseau manœuvrait en conséquence; mais, au contraire, *la Topaze*, dans son mouvement, se trouva pouvoir le canonner par l'avant, et lui envoya plusieurs bordées dans cette position avantageuse. Le feu sembla un moment s'être déclaré à bord du vaisseau ennemi, mais bientôt ces apparences disparurent. Cependant la brise se fit sentir : elle était forte. *La Topaze* en profita sur-le-champ, et mit dehors tout ce qu'elle put porter de voiles. Avant que le vaisseau anglais fût orienté au même bord, elle était à plus de deux portées de canon de l'avant à lui. En vain il voulut la chasser, la marche de *la Topaze* se montra de plus en plus supérieure à la sienne à mesure que le vent devint plus fort, et bientôt elle l'eut perdu de vue [1].

1805—an XIII. France.

Des vents nord-est violents, qui s'élevèrent à la suite de ce combat, empêchèrent *la Topaze* de gagner un des ports fran-

[1] Le capitaine Baudin crut avoir eu affaire à l'*Agamemnon*, vaisseau anglais dit de 64 canons, mais portant 72 bouches à feu, dont 26 canons de 24, et 46 caronades de 32, et qui, outre le double avantage de son élévation et de l'épaisseur de la muraille, pouvait envoyer à la frégate environ 600 livres de fer de plus, par bordée, qu'elle ne pouvait lui en rendre.

1805—an XIII France. çais situés dans le golfe de Gascogne; elle fut relâcher dans le Tage. Le capitaine Baudin débarqua à Lisbonne ses prisonniers, parmi lesquels se trouvait tout l'état-major de *la Blanche* [1]. La brillante conduite du capitaine Baudin, dans les deux affaires que nous venons de raconter, fut récompensée par le grade de capitaine de vaisseau. Celui de lieutenant de vaisseau fut accordé aux enseignes Élie, Ollivier et Bourdon [2].

La flotte de Brest, en 1805, se composait de vingt-deux vaisseaux de ligne, et, en outre, de plusieurs frégates, corvettes et autres bâtiments légers. L'amiral Ganteaume avait remplacé Truguet dans le commandement, lors des événements que nous avons rapportés plus haut. Les mouvements que l'amiral Ganteaume faisait exécuter à cette flotte se bornaient, et très-rarement encore, à la faire passer de la rade de Brest dans celle de Bertheaume, située en dehors du goulet, et de revenir de celle-ci dans la première. Ces courses si bornées et sans objet apparent semblèrent ridicules aux matelots même et donnèrent naissance à une foule de plaisanteries sur le compte de l'amiral. Il n'y a pas lieu de douter que Ganteaume n'ait en cela suivi des ordres supérieurs; toutefois il fut victime de son exactitude à les suivre.

L'inaction de la flotte de Brest ne devait cependant pas surprendre. En effet, dans la supposition que Napoléon avait formé contre les îles britanniques un grand plan d'invasion dont l'exécution exigeait le concours de plusieurs flottes françaises et espagnoles, il était tout naturel que la flotte de Brest, qui se trouvait si près du but de l'expédition, demeurât immobile jusqu'à ce que, par la jonction des autres forces na-

[1] Lors du second massacre des blancs à Saint-Domingue, le capitaine Mudge, commandant de *la Blanche*, était parvenu à en sauver plusieurs, et les avait renvoyés au général Ferrand. Le général Junot, ambassadeur de France en Portugal, instruit de cette conduite par le capitaine de *la Topaze*, ordonna que le capitaine Mudge fût mis en liberté, sans aucun échange, et il lui fit délivrer, ainsi qu'à tous ses officiers, des passe-ports pour se rendre en Angleterre. « C'est un devoir pour moi, écrivit le capitaine anglais à son gouvernement, de rendre hommage à la loyale conduite et à la générosité de nos ennemis. »

[2] Ce dernier est le même officier que nous avons cité comme s'étant distingué dans une des affaires soutenues par la flottille de Boulogne.

vales qui devaient y concourir, cette expédition pût être tentée : une sortie avant cette époque l'eût compromise sans utilité. Les mouvements des escadres de Rochefort, de Toulon et de Cadix marquèrent le commencement d'exécution du plan de Napoléon ; mais l'immobilité de la flotte de Brest devint encore plus remarquable lorsque ces trois escadres eurent pris la mer, et la patience des marins qui la montaient parut alors poussée à bout. Cependant, dès que le gouvernement put supposer que Villeneuve se rapprochait de l'Europe, les frégates de la flotte de Ganteaume eurent fréquemment ordre d'aller en découverte au large, et lorsqu'on le sut arrivé sur les côtes d'Espagne, une escadre légère, composée de ces mêmes bâtiments et de plusieurs vaisseaux, sous le commandement du contre-amiral Willaumez [1], alla presque journellement évoluer dans les passes : cette circonstance donna lieu au seul engagement qu'aient eu à soutenir des bâtiments de la flotte de Brest pendant tout le temps qu'elle demeura armée.

Le 22 août 1805, dans la matinée, la flotte étant toute réunie dans la rade de Bertheaume, l'amiral la fit appareiller, et elle exécuta quelques évolutions : ces mouvements attirèrent la flotte ennemie commandée par lord Cornwallis. Ganteaume fit alors revenir ses vaisseaux au mouillage. Les Anglais suivirent la flotte française dans son mouvement rétrograde, et la tête de leur ligne se trouva à portée de l'escadre légère du contre-amiral Willaumez, qui, s'étant avancée plus au large que le reste de la flotte, rentrait la dernière. Cet officier général, ne voulant pas que sa rentrée eût l'air d'une fuite, l'exécuta en bon ordre et sans forcer de voiles, et se porta avec son vaisseau *l'Alexandre* à la queue de la ligne de son escadre, comme étant le poste le plus périlleux. A onze heures, il engagea la canonnade avec un vaisseau à trois ponts placé à la tête de la ligne anglaise, et qu'il supposait être *l'Hibernia*, vaisseau de lord Cornwallis. Bientôt les autres bâtiments de son escadre échangèrent également des coups de canon avec les vaisseaux les plus avancés. Ce petit combat dura environ une heure, au bout de laquelle l'escadre légère française rallia

[1] Nommé vice-amiral par ordonnance du 18 août 1819.

1805—an XIII France. son mouillage sans avoir éprouvé d'avarie notable et ayant eu seulement une vingtaine d'hommes hors de combat. Les Anglais, après s'être tenus un moment en observation, virèrent de bord et regagnèrent le large. Sur la fin de l'engagement, ils se trouvèrent à portée de canon de la pointe de Saint-Mathieu, qui forme l'une des extrémités de la rade de Bertheaume : les batteries établies sur cette pointe profitèrent de ce moment pour faire sur eux un feu très-vif qui aurait fini par leur causer de grands dommages s'ils fussent demeurés dans cette position. Une quinzaine de jours après cette affaire, le corps du maréchal Augereau partit pour l'Allemagne; et l'espoir d'une occasion prochaine de signaler leur courage s'évanouit pour les officiers et marins de la flotte de Brest. Nous dirons ailleurs quel fut le sort des diverses portions de cette flotte, qu'on fit sortir partiellement pour des expéditions moins importantes que celle à laquelle primitivement on les avait destinées.

Lorsque Villeneuve vint relâcher à Cadix le 20 août, il avait sous ses ordres des forces plus que doubles de celles avec lesquelles l'amiral Collingwood bloquait ce port, et il semble que, par une combinaison nautique bien simple, il eût pu couper la retraite à cet amiral et écraser son escadre. Cependant l'ignorance où il était peut-être du nombre de vaissaux anglais stationnés devant Cadix, et la supposition probable que l'escadre de Nelson avait opéré sa jonction avec eux, purent lui faire craindre de trouver les Anglais en force supérieure, et l'empêcher de tenter une opération qu'il aurait sans doute exécutée s'il eût été mieux informé.

Villeneuve trouva dans le port de Cadix quatre vaisseaux espagnols capables d'aller à la mer [1]; on en hâta l'armement, et, pour compléter l'équipage, on fit une espèce de presse, qui ne donna ni des marins habiles ni des hommes habitués au joug de la discipline. On fut obligé de désarmer *le Terrible*, et la flotte combinée ne se trouva ainsi, malgré l'augmentation

[1] Ces vaisseaux étaient : *la Santissima-Trinidad*, de 140 canons, monté par le contre-amiral Cisneros; *la Santa-Anna*, de 112, monté par le vice-amiral Alava; *le Rayo*, de 100, capitaine Macdonel; et le *Bahama*, de 74, capitaine Galiano.

dont nous parlons, que de trente-trois vaisseaux de ligne, dont dix-huit français et quinze espagnols. Cette flotte formidable demeura immobile deux mois entiers. 1805—an XIV France.

Pendant ce temps, l'amirauté anglaise faisait tout son possible pour renforcer promptement l'amiral Collingwood. Des ordres furent expédiés à l'amiral qui commandait devant Brest, pour qu'il envoyât sur-le-champ Calder devant Cadix avec ce qui lui restait des vaisseaux qui avaient combattu sous ses ordres le 22 juillet : Cornwallis devait donner la même destination aux vaisseaux que Nelson lui avait laissés au retour de sa grande course. On poussa avec la plus grande activité les réparations des vaisseaux des deux escadres de Nelson et de Calder, qui avaient été obligés de rentrer dans les ports pour y être radoubés, et l'on en disposa d'autres à prendre la mer. Le commandement de la flotte qu'on mettait tant d'activité à composer fut offert à Nelson, qui était allé se reposer de ses fatigues à la campagne. Cette offre fut acceptée avec empressement par Nelson, qui, après s'être concerté avec le premier lord de l'amirauté, partit aussitôt que *le Victory*, sur lequel son pavillon avait été arboré pendant plus de deux ans, fut en état de reprendre la mer, et, sans attendre les autres vaisseaux, qu'il recommanda de lui expédier isolément à mesure qu'ils seraient prêts, Nelson arriva devant Cadix le 29 septembre. Les premières mesures qu'il prit eurent pour objet d'empêcher qu'on ne pût savoir à terre quelle était la force réelle de sa flotte, et, dans ce dessein, il évita soigneusement de paraître en vue de la côte avec la totalité de ses vaisseaux : de la sorte, il déroba à Villeneuve la connaissance des renforts qui lui arrivaient successivement d'Angleterre, et qui rendirent, vers le milieu d'octobre, ses forces presque égales à celles de l'amiral français.

La longue inaction de la flotte combinée semblerait prouver qu'elle n'avait plus de destination et jette dans la plus grande incertitude sur le but de la sortie à laquelle Villeneuve se détermina tout à coup. Voici comment les Anglais expliquent cette résolution subite :

« L'amiral Villeneuve (lit-on dans *l'Annual Register,* 1805), persuadé que la flotte anglaise qui bloquait Cadix n'était forte

1805—an XIV France. que de vingt-un vaisseaux, tandis que la flotte franco-espagnole en comptait trente-trois, résolut de tirer avantage de cette immense supériorité de forces, et de tenter un grand effort pour abaisser la puissance navale de la Grande-Bretagne. On dit aussi que des motifs personnels poussèrent l'amiral français à cette résolution. Depuis son retour des Indes occidentales, le journal officiel français, le *Moniteur,* avait sévèrement critiqué sa conduite dans cette campagne; Bonaparte avait aussi parlé de lui en termes défavorables; il était en outre vilipendé par les Espagnols, qui lui reprochaient de ne les avoir pas mieux soutenus dans le combat du 22 juillet, dont tout le poids avait été supporté par eux; enfin, on croyait généralement que son commandement allait lui être ôté pour le donner à l'amiral Rosily, qui était effectivement parti de Paris pour venir le prendre. Piqué et mortifié par toutes ces causes réunies, il se détermina, dit-on, contre le vœu des Espagnols, à livrer bataille à lord Nelson. Une victoire remportée sur le plus grand homme de mer du siècle pouvait racheter son honneur et le couvrir de gloire, tandis qu'une défaite ne pouvait ajouter que peu de chose à la situation humiliante dans laquelle il se trouvait placé. »

Ces bruits eurent également cours en France, et il s'y mêla, sur la conduite d'un homme puissant alors, des insinuations qui se renouvelèrent ensuite, à la mort de Villeneuve, et servirent de fondement à ceux qui émirent une certaine opinion sur cet événement tragique.

Quoi qu'il en soit du motif qui l'y décida, l'amiral Villeneuve sortit de Cadix avec sa flotte, le 19 octobre. La manière dont il la partagea en escadres et en divisions donne quelque poids aux assertions des écrivains anglais. « Dans le principe, disent-ils, Villeneuve, croyant que la flotte anglaise n'était composée que de vingt et un vaisseaux, avait eu l'intention de l'attaquer en ligne, suivant l'usage ordinaire, avec un pareil nombre de vaisseaux, tandis que les douze restants, choisis parmi les meilleurs voiliers pour former un corps de réserve, devaient, une fois le combat commencé, venir doubler la ligne anglaise et en mettre une partie entre deux feux. » En effet, Villeneuve avait divisé ses forces en deux parties distinctes.

La première, désignée sous le nom de ligne de bataille, était composée de trois escadres, chacune de sept vaisseaux, ou vingt et un vaisseaux en tout; la seconde, appelée corps de réserve, était composée des douze vaisseaux restants, partagés en deux divisions égales. Cette formation fut mise à l'ordre de la flotte avant le départ et exécutée dès la sortie; elle se retrouve à peu de chose près dans l'ordre suivant lequel étaient rangés les vaisseaux lors du combat que nous allons raconter [1]. 1805—an XIV France.

En exposant les conjectures qu'on forma sur les intentions de Villeneuve lorsqu'il sortit du port de Cadix, nous ne les donnons que comme telles. Sans en former nous-mêmes, nous allons émettre nos doutes sur une partie de celles-ci, et rapporter des circonstances qui les affaiblissent. D'abord, il ne nous paraît pas certain que Villeneuve soit sorti dans l'intention de livrer combat aux Anglais, et de rentrer dans le port pour y mettre en sûreté ses prises s'il était vainqueur, ou pour s'y réparer s'il était battu : en effet, il avait pris à bord de ses vaisseaux toutes les troupes qui avaient fait la campagne avec lui, et l'on ne s'encombre pas ainsi d'hommes quand on sort uniquement pour aller combattre. D'un autre côté, les vaisseaux espagnols n'avaient pas embarqué de troupes, et cette circonstance prouverait que la flotte combinée ne sortait pas pour aller tenter une expédition contre quelqu'une des possessions britanniques. Ce qui paraîtrait plus probable, c'est que, la guerre continentale et l'absence de Napoléon ayant fait ajourner le grand plan contre l'Angleterre, il était inutile que

[1] La première des trois escadres de la ligne de bataille, qui en formait le centre, était commandée par Villeneuve en personne, qui avait donné pour matelot d'arrière au *Bucentaure la Santissima-Trinidad*, de 140 canons, le plus grand vaisseau de guerre qu'on eût encore construit; la seconde escadre ou avant-garde de la ligne de bataille était commandée par le vice-amiral Alava; la troisième escadre ou arrière-garde de la ligne de bataille avait pour commandant le contre-amiral Dumanoir; la première division du corps de réserve était sous les ordres directs de l'amiral Gravina, commandant en chef de ce corps; le commandant de la seconde division était le contre-amiral Magon. En faisant connaître cette formation de la flotte aux capitaines sous ses ordres, et en leur ordonnant de se tenir prêts à mettre sous voiles, Villeneuve leur rappela l'instruction qu'il leur avait adressée avant de partir de Toulon.

1805—an XIII France. Villeneuve demeurât à Cadix avec ses vaisseaux, et qu'il avait eu ordre de les ramener dans un port de France. La sortie des vaisseaux espagnols n'aurait été, en ce cas, qu'un mouvement pareil à celui qu'avait fait, neuf ans auparavant, l'escadre de l'amiral Solano, lorsqu'elle sortit pour assurer le passage de l'escadre française de Richery[1]; le combat conséquemment n'eût été qu'un événement accidentel, et non l'objet principal de la campagne. Quant à l'époque choisie par Villeneuve pour effectuer son mouvement, elle a pu l'être par tant de motifs divers qu'on ne voit rien là qui détruise ni qui confirme le reste des conjectures que nous avons rapportées.

Il faisait presque calme, le 19, et huit ou dix bâtiments seuls purent sortir de la rade de Cadix. Le 20, la brise variable du sud-est au sud-sud-est étant devenue plus forte, le reste de la flotte combinée mit dehors : les signaux de la tour de Cadix et ceux des frégates chargées d'éclairer la route annonçaient en ce moment dix-huit voiles au sud. A midi, tous les bâtiments étant ralliés, l'amiral fit former l'ordre de marche sur trois colonnes, la flotte se dirigeant au sud-ouest. A quatre heures les vents changèrent et commencèrent à souffler, quoique faiblement, de la partie du sud-sud-ouest : l'ordre fut donné de gouverner au sud-est. La flotte fit peu de chemin pendant cette journée; elle eut constamment à vue plusieurs bâtiments ennemis; le soir on en comptait dix-huit. On aperçut, dès que la nuit fut tombée, des feux dans toutes les parties de l'horizon, depuis le sud jusqu'à l'ouest-nord-ouest, et l'on entendit par intervalles des volées entières tirées par des bâtiments anglais qui indiquaient à Nelson la position de la flotte combinée. Le voisinage de l'ennemi engagea l'amiral Villeneuve à prendre quelques précautions : en conséquence il signala de former une ligne de bataille sans égard au poste, et de se préparer au combat. Ce dernier signal n'était pas absolument nécessaire; car une flotte, en sortant du port, et surtout d'un port gardé par une flotte ennemie, doit être en *branle-bas de combat*, jusqu'à ce qu'elle ait gagné le large.

Toute la nuit, la flotte demeura assez bien ralliée, et chacun

[1] Voyez tome IV, page 217.

se tint sur ses gardes. Au point du jour, le 21, le vent soufflait faiblement de l'ouest-nord-ouest; la mer était houleuse : l'ennemi parut au vent à quatre ou cinq lieues de distance au nombre de plus de trente voiles. L'amiral fit alors le signal de former l'ordre de bataille naturel tribord amures, ce qui dirigeait la route de la flotte au sud-ouest. D'après ce signal, toute la flotte était rangée sur une seule ligne; les deux divisions du corps de réserve dont nous avons parlé plus haut marchaient en tête, et les trois escadres de bataille suivaient dans l'ordre prescrit par la tactique navale : la seconde en avant, la première au centre et la troisième en arrière de celle-ci. La séparation de la flotte en deux corps n'avait été faite par Villeneuve que pour le cas où il se trouverait au vent d'un ennemi inférieur en force; dans celui-ci, où l'ennemi était au vent et en nombre à peu près égal à la flotte combinée, il crut devoir ranger ses vaisseaux comme il l'avait indiqué dans la circulaire dont nous avons donné des extraits [1], c'est-à-dire *sur une ligne de bataille bien serrée.* La flotte ennemie, au contraire, se sépara en deux portions, et s'avança ainsi, toutes voiles dehors, vers la flotte combinée. A huit heures, la force de l'ennemi fut reconnue être de vingt-sept vaisseaux de ligne, dont sept à trois ponts, quatre frégates et quelques bâtiments légers. Un quart d'heure après, l'amiral Villeneuve fit virer la flotte tout à la fois, *lof pour lof* (vent arrière) : par ce mouvement, l'ordre de bataille se trouva renversé, de manière que le chef de file de la ligne en devint le serre-file, et réciproquement; la route se trouva dirigée vers le nord.

En ordonnant cette évolution, Villeneuve paraît avoir eu pour but de se conserver le port de Cadix sous le vent, afin de pouvoir s'y réfugier en cas de malheur. En effet, la flotte combinée, au moment où elle vira de bord, se trouvait à environ huit lieues dans la direction est et ouest du cap Trafalgar, par conséquent à huit ou neuf lieues dans le sud-sud-ouest de Cadix, et, en gouvernant au nord, elle devait se conserver ce port ouvert. Le virement de bord exécuté, la ligne franco-espagnole, quoique très-serrée, se trouva mal formée; la faiblesse de

[1] Voyez page 336.

1805—an XIV France. la brise ne permettait de la rectifier parfaitement qu'en arrivant sur les vaisseaux le plus sous le vent; l'amiral, au contraire, fit signal au chef de file de serrer le vent, et ce mouvement, imité successivement par toute la ligne, ôta aux vaisseaux affalés le moyen d'atteindre leur poste[1]. La flotte anglaise venait presque vent arrière, et non-seulement cette allure par elle-même, mais encore la plus grande quantité de voiles qu'elle pouvait porter, lui faisaient faire assez de sillage pour se ranger facilement dans un ordre quelconque. Elle rectifia celui dans lequel d'abord elle s'était formée, et continua de s'avancer vers la flotte combinée en deux colonnes qui paraissaient se diriger sur le centre de la ligne franco-espagnole.

Cette manière inusitée de se présenter au combat avait été choisie par Nelson pour éviter le retard que met toujours une flotte nombreuse à se former en ligne de bataille et par d'autres motifs détaillés dans son ordre général du 10 octobre, adressé aux capitaines des vaisseaux de sa flotte[2]. Cet ordre est consi-

[1] On sait que les vaisseaux font moins de chemin au plus près du vent que sous toute autre allure, et, quand la brise est faible, ils en font si peu, qu'ils peuvent à peine gouverner.

[2] Cette pièce nous a paru si curieuse, que, malgré son étendue, nous la traduisons ici en entier. C'est, à notre avis, un document historique du plus haut intérêt.

MEMORANDUM.

A bord du Victory, *devant Cadix, le* 10 *octobre* 1805.

Pensant qu'il est presque impossible de conduire au combat une flotte de 40 vaisseaux de ligne avec des vents variables, par un temps brumeux et dans d'autres circonstances qui peuvent se présenter, sans une perte de temps telle qu'on laisserait probablement échapper l'occasion d'engager l'ennemi de manière à rendre l'affaire décisive, j'ai résolu de tenir la flotte (à l'exception des vaisseaux du commandant en chef et du commandant en second) dans une position à ce que l'ordre de marche soit aussi l'ordre de bataille; j'y parviens en rangeant la flotte sur deux colonnes de 16 vaisseaux chacune, et composant une escadre avancée de huit des vaisseaux à deux ponts les plus fins voiliers, ce qui pourra toujours former au besoin une ligne de 24 vaisseaux avec celle des deux colonnes que le commandant en chef voudra. Le commandant en second, après que je lui aurai fait connaître mes intentions, aura la direction absolue de sa colonne, pour commencer l'attaque sur les vaisseaux ennemis, et la suivre jusqu'à ce qu'ils soient pris ou détruits.

déré comme un chef-d'œuvre par les marins éclairés. On y lit la défaite presque inévitable de toute flotte qui n'opposera à cette attaque d'un genre nouveau que les moyens de défense ordinaires. En considérant l'état de la science navale à cette époque, on ne peut guère s'empêcher de penser avec les Anglais

1805—an XIV. France.

Si l'on découvre la flotte de l'ennemi au vent, en ligne de bataille, et que les deux colonnes et l'escadre avancée puissent atteindre cette ligne, *elle sera probablement si étendue, que la tête ne pourrait secourir la queue.* En conséquence, je ferai vraisemblablement signal au commandant en second d'y pénétrer vers le douzième vaisseau à partir de la queue (ou partout où il pourra l'atteindre, s'il ne peut parvenir jusque-là); ma colonne pénétrera vers le centre, et l'escadre avancée à deux, trois ou quatre vaisseaux en avant du centre, de manière à être sûre d'atteindre le vaisseau du commandant en chef de la flotte ennemie, qu'on doit faire tous ses efforts pour capturer. Le but général de la flotte britannique doit être de réduire tous les vaisseaux ennemis, depuis le second ou le troisième en avant du commandant en chef (supposé au centre) jusqu'à la queue de la ligne. Je suppose ainsi que vingt vaisseaux de la ligne ennemie n'auront pas été attaqués; *mais il s'écoulera du temps avant qu'ils puissent faire une manœuvre qui les amène à pouvoir attaquer une partie de la flotte britannique, ou à secourir leurs compagnons,* ce qui même serait impossible, sans se mêler avec les vaisseaux engagés. Je suppose que la flotte ennemie compte 46 vaisseaux de ligne, la nôtre 40; si elles en ont moins, un nombre proportionné de vaisseaux de la ligne ennemie sera coupé; mais les vaisseaux anglais doivent être d'un quart plus nombreux que les vaisseaux ennemis coupés.

Il faut laisser quelque chose au hasard; rien n'est sûr dans un combat naval, par-dessus tout autre; les boulets emporteront aussi bien les mâts et les vergues de nos vaisseaux que ceux des vaisseaux ennemis; mais *j'ai la confiance d'obtenir la victoire avant que l'avant-garde de l'ennemi puisse secourir son arrière-garde*, et, dans ce cas, la flotte britannique serait prête à recevoir les 20 vaisseaux ennemis intacts, ou à les poursuivre, s'ils tentaient de s'échapper. Si l'avant-garde de l'ennemi vire vent devant, les vaisseaux capturés devront passer sous le vent de la flotte britannique; si l'ennemi vire vent arrière, la flotte britannique devra se placer entre l'ennemi et les vaisseaux qu'elle aura pris et ses propres vaisseaux désemparés; si l'ennemi s'approche alors, je suis sans crainte sur le résultat.

Dans tous les cas possibles, le commandant en second dirigera les mouvements de sa colonne en la tenant dans un ordre aussi serré que les circonstances le permettront. Les capitaines doivent regarder leur colonne respective comme leur point de ralliement; mais, dans le cas où les signaux ne pourront pas être aperçus ou parfaitement compris, *un capitaine ne fera pas de faute s'il place son vaisseau par le travers d'un vaisseau ennemi.*

1805—an XIII France. que *cette attaque était irrésistible*, du moins en se conformant aux règles de la tactique. Que devait-il donc arriver si, par impéritie, indécision ou toute autre cause, on négligeait ou l'on tardait d'employer à la défense commune les ressources insuffisantes qu'offrait la tactique?

Conformément aux dispositions principales de son ordre du 10 octobre, Nelson avait, ainsi que nous venons de le dire, rangé sa flotte en deux colonnes; mais il n'avait pas formé d'escadre avancée. Il se réserva le commandement de la première colonne, qui était composée de douze vaisseaux, et donna celui de la seconde, forte de quinze vaisseaux, au vice-amiral

Ordre de marche et de bataille.

Divisions de la flotte anglaise.	Escadre avancée.	8	40 vaisseaux.
	Colonne du vent.	16	
	Colonne de dessous le vent.	16	
	Ligne ennemie.		46 vaisseaux.

Les divisions de la flotte britannique seront conduites ensemble jusqu'à environ une portée de canon de la ligne ennemie : alors le signal sera probablement fait à la colonne de dessous le vent de faire porter et de mettre toutes voiles dehors, même les bonnettes, afin d'atteindre, aussi promptement que possible, la ligne ennemie, et de la couper, en commençant au douzième vaisseau à partir de la queue. Quelques vaisseaux ne pourront peut-être pas couper à l'endroit où ils le devaient faire; mais ils seront toujours à même de seconder leurs compagnons. S'il y en a quelques-uns qui se trouvent jetés à la queue de la ligne, ils compléteront la défaite de douze vaisseaux ennemis. Si la flotte ennemie vire vent en arrière tout à la fois, ou fait porter pour courir largue, les douze vaisseaux formant, dans la première position, l'arrière-garde de l'ennemi, doivent toujours être l'objet des attaques de la colonne de dessous le vent, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le commandant en chef, ce à quoi il ne faut guère s'attendre, parce que la direction absolue de la colonne de dessous le vent (après que les intentions du commandant en chef auront été exprimées) doit être laissée à l'amiral commandant cette colonne. Le reste de la flotte ennemie demeurera en partage au commandant en chef, qui prendra soin que les mouvements du commandant en second soient aussi peu troublés que possible.

NELSON.

Quand on compare l'instruction de Villeneuve, dont nous avons cité plus haut les passages les plus saillants, avec l'ordre ci-dessus de Nelson, que de réflexions se présentent à l'esprit! Nous n'en hasarderons qu'une ici. Suivant l'amiral anglais, *placer son vaisseau par le travers d'un vaisseau ennemi*, est le moins que puisse faire un capitaine; quant à Villeneuve, c'est tout ce qu'il en exigeait : la différence est grande.

COMBAT NAVAL

DE

TRAFALGAR,

avec la position des deux Flottes au commencement de l'action.

Collingwood[1]. Pendant qu'il dirigeait sa flotte ainsi formée sur le centre de la ligne de bataille de la flotte combinée, il faisait parcourir ses deux colonnes par des frégates chargées de faire connaître aux capitaines des vaisseaux anglais ses dernières intentions. Lorsqu'il fut assuré qu'elles étaient bien comprises de tous les capitaines, il adressa aux équipages (à l'aide du télégraphe naval) ces paroles mémorables : *L'Angleterre compte que chacun fera son devoir !* Ce signal fut accueilli dans la flotte britannique par des acclamations universelles et tous les signes du plus vif enthousiasme : officiers et matelots entendirent la voix de la patrie, et tous s'apprêtèrent à combattre comme si les regards de leurs concitoyens eussent été fixés sur eux.

La même ardeur animait les équipages de la flotte combinée, les officiers et matelots français surtout; mais si le moyen employé par Nelson manquait à Villeneuve pour la faire éclater, elle n'en était pas moins réelle. La vue de l'ennemi avait fait tout oublier à ces braves marins, et le fâcheux résultat du combat du 22 juillet et les préventions défavorables dont il les avait armés contre leur chef : ils brûlaient de signaler leur intrépidité et leur dévouement à leur pays, et l'on verra, dans la suite de notre récit, de quels héroïques efforts furent capables des hommes qu'une foule de circonstances pouvaient avoir découragés. Telles étaient les dispositions morales des deux flottes aux approches du terrible combat qui allait s'engager[2].

[1] Il est utile de faire voir qu'en cela Nelson ne manqua pas, comme on pourrait le croire, de suivre le plan qu'il avait formé d'avance. En effet, s'il ne s'avança que sur deux colonnes, et s'il fit la seconde plus forte que la première, c'est qu'il s'aperçut que le vaisseau de Villeneuve n'était pas placé au centre de sa ligne de bataille, et que cette ligne présentait un plus grand nombre de vaisseaux dans la partie sur laquelle devait être dirigée l'attaque de la colonne commandée par l'amiral Collingwood.

[2] Voici quels étaient la composition et l'ordre de bataille des deux flottes :

FLOTTE FRANCO-ESPAGNOLE. *Ligne de bataille*. 1. *le Neptuno*, de 80; 2. *le Scipion*, de 74; 3. *l'Intrépide*, de 74; 4. *le Rayo*, de 100; 5. *le Formidable*, de 80 (pavillon du contre-amiral Dumanoir); 6. *le Duguay-Trouin*, de 74; 7. *le Mont-Blanc*, de 74; 8. *le San-Francisco de Asis*, de 74; 9. *le San-Augustino*, de 74; 10. *le Heros*, de 74; 11. *la Santisima-Trinidad*, de 140 (pavillon du contre-amiral Cisneros); 12. *le*

1805—an XIV
France.

La faiblesse de la brise en retardait l'instant, et, à onze heures, la flotte anglaise, malgré toutes les voiles dont ses vaisseaux étaient couverts, n'était pas encore arrivée à portée de canon de la ligne franco-espagnole.

Nous avons dit que cette ligne était mal formée. L'espace compris entre *le Neptuno* et *le Bucentaure* n'était pas suffisant pour les dix vaisseaux qui devaient s'y placer ; quelques-uns se doublaient ; d'autres se trouvaient sous le vent de leur poste, qui demeurait vide sans qu'ils pussent s'y placer. *Le Duguay-Trouin* était dans ce dernier cas, ainsi que les deux vaisseaux *le San-Francisco de Asis* et *le San-Augustino*. *Le Héros*, *la Santisima-Trinidad* et *le Bucentaure* étaient parfaitement formés ; *le Neptune*, matelot d'arrière du vaisseau amiral dans l'ordre de bataille renversé, était sous le vent de son poste ; *le San-Leandro*, placé alors dans les eaux du *Neptune*, était également hors de la ligne. *Le Redoutable* était exactement à son

Bucentaure, de 80 (pavillon de l'amiral Villeneuve) : 13. *le Neptune*, de 80 ; 14. *le San-Leandro*, de 64 ; 15. *le Redoutable*, de 74 ; 16. *le San-Justo*, de 74 ; 17. *l'Indomptable*, de 80 ; 18. *la Santa-Anna*, de 110 (pavillon du vice-amiral Alava) ; 19. *le Fougueux*, de 74 ; 20, *le Monarca*, de 74 ; 21. *le Pluton*, de 74 ; 22. *l'Algésiras*, de 74 (pavillon du contre-amiral Magon) ; 23. *le Bahama*, de 74 ; 24. *l'Aigle*, de 74 ; 25. *le Swiftsure*, de 74 ; 26. *l'Argonaute*, de 74 ; 27. *le Montagnès*, de 74 ; 28. *l'Argonauta*, de 80. 29. *le Berwick*, de 74 ; 30. *le San-Juan Nepomuceno*, de 74 ; 31. *le San-Ildefonso*, de 74 ; 32. *l'Achille*, de 74 ; 33. *le Principe de Asturias*, de 110 (pavillon de l'amiral Gravina) ; 34. *la Cornélie*, de 40 ; 35. *le Furet*, de 16 ; 36. *l'Hortense*, de 40 (frégate amirale) ; 37. *le Rhin*, de 40 ; 38. *l'Hermione*, de 40 ; 39. *l'Argus*, de 16 ; 40. *la Thémis*, de 36.

FLOTTE BRITANNIQUE. *Colonne du vent*. A. *Victory*, de 120 (pavillon de l'amiral Nelson) ; B. *Téméraire*, de 110 ; C. *Neptune*, de 110 ; D. *Conqueror*, de 74 ; E. *Leviathan*, de 74 ; F. *Ajax*, de 80 ; G. *Orion*, de 74 ; H. *Agamemnon*, de 64 ; I. *Minotaur*, de 74 ; J. *Spartiate*, de 74 ; K. *Britannia*, de 120 (pavillon du contre-amiral comte de Northesk) ; L. *Africa*, de 64. *Bâtiments légers au vent de cette colonne*. M. *Euryalus* ; N. *Syrius* ; O. *Phœbé* ; P. *Naïad* (frégates) ; Q. *Pickle* (goëlette) ; R. *Entreprenante* (cutter). *Colonne de dessous le vent*. S. *Royal Sovereign*, de 120 (pavillon du vice-amiral Collingwood) ; T. *Mars*, de 74 ; U. *Belle-isle*, de 74 ; V. *Tonnant*, de 80 ; W. *Bellerophon*, de 74 ; X. *Collossus*, de 74 ; Y. *Achille*, de 74 ; Z. *Polyphemus*, de 64 ; *a*. *Revenge*, de 74 ; *b*. *Swiftsure*, de 74 ; *c*. *Défence*, de 74 ; *d*. *Thunderer*, de 74 ; *e*. *Defiance*, de 74 ; *f*. *Prince*, de 110 ; *g*. *Dreadnought*, de 110.

poste, qu'il ne devait abandonner bientôt que pour en prendre un à la fois plus honorable et plus périlleux ; en arrière de ce vaisseau, il existait un grand vide; *le San-Justo* et *l'Indomptable*, qui devaient le remplir, étaient non-seulement acculés, mais un peu sous le vent de la ligne. Depuis *la Santa-Anna* jusque et compris *l'Argonaute*, l'ordre était assez bien établi; *le Montagnès* et *l'Argonauta* se trouvaient sous le vent de leur poste; le reste des vaisseaux, quoique un peu sous le vent aussi, présentait une ligne régulièrement formée, à l'exception de *l'Achille*, dont on n'avait pas laissé la place vide et qui doublait *le San-Ildefonso*. Les frégates et les bricks étaient à une distance considérable sous le vent; les premières (surtout à cause de l'état du temps) se trouvaient par là dans l'impossibilité de rendre à la flotte les services qu'elle avait droit d'en attendre d'après les instructions de l'amiral [1]. 1805—an XIV France.

Lorsque les deux colonnes de la flotte anglaise furent sur le point d'arriver à portée de canon du centre de la ligne franco-espagnole, elles se divisèrent. Celle que conduisait le vice-amiral Collingwood fit porter et se dirigea sur le vaisseau *la Santa-Anna;* celle que Nelson conduisait en personne gouverna droit sur *le Bucentaure.* En ce moment, l'amiral Villeneuve fit le signal de commencer le feu dès qu'on serait à portée. C'est alors que le capitaine Lucas, commandant du *Redoutable*, voyant le danger auquel était exposé le vaisseau amiral par l'éloignement de son matelot d'arrière, *le Neptune*, et jugeant de l'impossibilité où se trouvait ce bâtiment de prendre son poste, força de voiles et vint audacieusement poster son vaisseau dans la hanche du vent du *Bucentaure.* Par cette manœuvre, digne des plus grands éloges, le capitaine Lucas couvrait son général et rendait impossible à l'ennemi de couper la ligne en arrière du *Bucentaure* sans aborder *le Redoutable* et l'entraîner hors du poste où l'intrépidité de son chef l'avait placé.

Quoique, dans les combats de mer, en général, on doive éviter de tirer de loin, il existe néanmoins des circonstances où il est utile de le faire. Ici, par exemple, ainsi qu'au combat

[1] Voyez page 336.

1805 — an XIV France. d'Aboukir, il semble qu'on eût dû tirer de bonne heure sur les deux colonnes ennemies, dont les vaisseaux s'avançaient en présentant le devant, pour tâcher, en les démâtant et en les dégréant, de porter le désordre parmi eux et de troubler leur manœuvre. Quel but avantageux offraient aux canonniers ces deux groupes de vaisseaux, dont chacun présentait une quantité de mâts et de vergues et une masse de cordages et de voiles, où pas un boulet ne devait être perdu ! Malgré ces chances favorables, on attendit, pour commencer le feu, que l'ennemi fût tout proche de la ligne. Enfin, à midi un quart, *le Fougueux* tira les premiers coups de canon sur *le Royal-Sovereign,* qui manœuvrait pour couper la ligne entre lui et *la Santa-Anna* : l'amiral Collingwood réussit dans cette tentative, et la canonnade s'engagea immédiatement entre sa colonne et la plupart des vaisseaux français et espagnols placés en arrière de *la Santa-Anna*[1]. Cette colonne se rompit alors, et quelques-uns des vaisseaux qui suivaient *le Royal-Sovereign* vinrent couper la queue de la ligne franco-espagnole en divers endroits, tandis que d'autres vaisseaux s'avançaient à l'abri de ceux-ci, et se plaçaient ensuite au vent des vaisseaux coupés, dans les positions les plus avantageuses pour les écraser de leur artillerie sans en recevoir de grands dommages ; enfin, ceux qui ne purent ni couper la ligne, ni prendre une des positions dont nous parlons, forcèrent de voiles et passèrent en arrière du *Principe de Asturias*, serre file de la ligne, pour en mettre la queue entre deux feux.

Les mouvements que nous venons de décrire ne furent pas tous exécutés avant que la colonne dirigée par Nelson n'eût commencé l'attaque de son côté ; mais comme elle ne se trouva

[1] En coupant la ligne en arrière de la *Santa-Anna*, Collingwood ne se conforma pas aux dispositions prescrites par Nelson, qui voulait que les vaisseaux anglais fussent toujours d'un quart plus nombreux que les vaisseaux ennemis coupés, puisque les vaisseaux alliés qui suivaient la *Santa-Anna* étaient au nombre de quinze, comme ceux de sa colonne ; mais il espérait sans doute, en attaquant ces quinze vaisseaux partiellement, en laisser quelques-uns dans l'inaction, et accabler les autres d'abord, puis ceux-ci. C'était aux vaisseaux alliés, qui se trouvaient en nombre égal, à s'opposer à ce genre d'attaque et à ramener l'affaire à un combat corps à corps.

engagée qu'après celle de Collingwood, nous avons dû nous occuper d'abord uniquement de celle-ci. La colonne de Nelson, ainsi que nous l'avons dit, gouvernait sur *le Bucentaure*. Peu de temps après que l'arrière-garde eut ouvert son feu sur *le Royal-Sovereign*, le vaisseau amiral français, *la Santisima-Trinidad* et *le Redoutable* ouvrirent le leur sur *le Victory* et sur les vaisseaux qui marchaient à sa suite. L'effet qu'il produisit dut faire regretter de n'avoir pas tiré plus tôt : en peu d'instants, *le Victory* fut désemparé de toutes ses bonnettes, eut un mât de hune coupé ainsi qu'une vergue et quantité de manœuvres ; ses pertes en hommes furent aussi rapides, et il en eut plus de cinquante mis hors de combat, avant qu'il eût franchi le court espace qui le séparait encore de la ligne franco-espagnole. Soit que les avaries éprouvées par *le Victory* l'eussent fait tomber à tribord de sa route primitive, soit que Nelson l'eût ainsi ordonné (par quelque motif plus facile à supposer qu'à connaître), son vaisseau cessa de gouverner sur *le Bucentaure*, pour porter droit sur le vaisseau du capitaine Lucas ; mais ce capitaine tint ferme au poste qu'il avait choisi. Nelson, voyant qu'il n'était pas disposé à plier, fit venir *le Victory* au vent tout d'un coup, et, le laissant tomber en travers, il aborda de long en long *le Redoutable ; le Téméraire* se dirigea alors pour passer en arrière de ce même vaisseau. Entraîné sous le vent par l'effet de l'abordage, *le Redoutable* ouvrit forcément derrière *le Bucentaure* un passage, dont quelques vaisseaux de la tête de la colonne anglaise purent profiter ; les vaisseaux de queue de cette colonne, au contraire, serrèrent un peu le vent comme pour s'approcher des vaisseaux de l'avant-garde de la flotte combinée ; mais, après avoir reçu quelques bordées de ces vaisseaux, ils abandonnèrent ce dessein, et se portèrent vers les vaisseaux placés entre *le Redoutable* et *la Santa-Anna*, ou vinrent unir leurs efforts à ceux des vaisseaux anglais qui combattaient déjà *le Bucentaure* et *la Santisima-Trinidad*. Depuis ce dernier bâtiment jusqu'à la queue de la ligne tous les vaisseaux paraissaient en ce moment prendre plus ou moins de part au combat ; mais les dix vaisseaux qui le précédaient n'avaient plus un seul ennemi à combattre.

Tel est le premier aspect du combat, et l'on voit que, bien

1805—an XIV France. que le succès en parût compromis pour la flotte combinée par la savante attaque de Nelson, elle n'en devait pas désespérer entièrement, si l'arrière-garde soutenait vigoureusement le choc d'une colonne ennemie dont la force n'était pas supérieure à la sienne, et surtout si les dix vaisseaux placés en avant de *la Santisima-Trinidad* se hâtaient de venir empêcher douze vaisseaux ennemis d'en menacer sept français ou espagnols et de se réunir pour en écraser trois. A la vérité, les Anglais avaient pour eux le temps et l'espace ; mais, par une résistance opiniâtre d'une part, de la décision, de la célérité et de l'audace de l'autre, la flotte combinée pouvait encore ramener la fortune sous ses pavillons.

Il était un peu plus de midi et demi lorsque les deux flottes se trouvèrent engagées de la sorte. Villeneuve, voyant les dix vaisseaux de tête immobiles à leur poste de bataille, leur fit un signal dont l'expression est : *L'armée navale française combattant au vent ou sous le vent, ordre aux vaisseaux qui, par leur position actuelle, ne combattent pas, d'en prendre une* quelconque, *qui les reporte le plus promptement possible au feu* [1]. Ce signal, qui, suivant l'expression de l'amiral réduit alors à le faire, devait être une *tache déshonorante* pour ceux auxquels il serait adressé, ne fut immédiatement suivi d'aucun mouvement. Dès lors, on put préjuger l'issue du combat ; et le plan de Nelson, dont la réussite avait été calculée sur le temps qu'il fallait aux vaisseaux non attaqués pour se porter au secours de leurs compagnons, rencontra encore moins d'obstacles que l'habile amiral ne l'avait prévu.

Ignorant le sort qui les attendait, et persuadés qu'ils allaient être secourus, les équipages de la plupart des vaisseaux attaqués par l'ennemi combattaient avec la plus rare intrépidité. Les prodiges de valeur qui marquèrent, dans la première guerre maritime de la révolution, la défense du *Vengeur*, du *Ça-Ira*, du *Tigre* et de ce même *Formidable* dont on pourra dire bientôt : *Quantum mutatus ab illo!* se renouvelèrent dix fois

[1] A cet article des signaux se trouve joint le nota suivant : *Si les frégates s'apercevaient que des vaisseaux ne donnassent pas, les capitaines sont autorisés à leur faire ce signal, et à en tenir note sur leurs journaux.*

dans le combat que nous racontons. En suivant les progrès de l'action, nous esquisserons rapidement ces glorieux épisodes d'une catastrophe si funeste à la puissance maritime de la France. 1805 — an XIV France.

A peine *le Victory* eut-il accosté *le Redoutable,* que les grappins d'abordage de ce vaisseau furent lancés à bord de l'amiral anglais ; en même temps, les bordées de ces deux vaisseaux tirées à bout portant firent de part et d'autre un massacre horrible. Le feu continua encore quelque temps dans cette position ; mais bientôt l'équipage anglais abandonna les batteries, et se porta en foule sur les gaillards, d'où il paraissait menacer *le Redoutable* de l'abordage. Le capitaine Lucas fit également monter son monde : alors une vive fusillade s'engage entre les deux équipages, et les grenades pleuvent des hunes du *Redoutable.* En peu d'instants, les passavants et les gaillards du *Victory* sont jonchés de morts et de blessés ; Nelson lui-même tombe atteint d'une balle qui le blesse mortellement. Cet accident fatal porte à son comble le trouble à bord du *Victory.* En un clin d'œil, les gaillards de ce vaisseau sont déserts : les braves du *Redoutable* veulent s'y précipiter, mais la *rentrée* [1] des deux vaisseaux y met obstacle. Afin d'y remédier, le capitaine Lucas donne l'ordre d'amener la grande vergue de son vaisseau, et d'en faire un pont pour passer à bord du vaisseau ennemi. Dans ce moment, le vaisseau à trois ponts *le Téméraire* vient aborder *le Redoutable* du côté opposé au *Victory*, en lui lâchant toute sa bordée. L'effet de cette bordée est terrible sur l'équipage du *Redoutable,* rassemblé alors tout entier sur les gaillards et les passavants : près de 200 hommes sont atteints par les boulets ou la mitraille, dont les canons du vaisseau anglais étaient chargés jusqu'à la bouche. Le brave capitaine Lucas est blessé, mais sa blessure est légère et ne l'empêche pas de demeurer sur le pont. L'arrivée du *Téméraire* ranime

[1] Tout le monde peut savoir que la muraille des vaisseaux n'est pas verticale, mais rentre en dedans, ce qui met au moins douze pieds de distance entre deux vaisseaux bord à bord. Cette manière de construire, imaginée autrefois par les Anglais pour se soustraire aux abordages des Français, a été ensuite généralement adoptée dans la construction des vaisseaux. Plusieurs motifs se réunissent pour désirer qu'on l'abandonne.

1805—an XIV France. le courage de l'équipage du *Victory*, et le feu recommence à bord de ce vaisseau, qui le cesse ensuite presque entièrement pour s'occuper de se dégager d'avec le vaisseau français. Pressé de la sorte entre deux vaisseaux à trois ponts ennemis, *le Redoutable* se défend avec vigueur; mais déjà la moitié de son équipage est hors de combat, une grande partie de ses pièces sont démontées, et sa résistance est plus glorieuse qu'efficace. Le feu du *Téméraire* l'écrase; cependant, comme si ce n'était pas assez de deux des plus forts vaisseaux de la flotte britannique pour réduire un vaisseau de 74 français, un troisième vaisseau ennemi vient se placer en travers de la poupe du *Redoutable*, et le foudroie à portée de pistolet. Par sa position avantageuse, ce dernier assaillant complète bientôt le délabrement du *Redoutable*. Voyant ce vaisseau réduit à l'état le plus déplorable, le capitaine du *Téméraire* lui hèle de se rendre et de ne pas prolonger davantage une résistance inutile. Le brave Lucas, qui ne peut tirer de coups de canon que par intervalles, fait répondre à cette sommation par une décharge de coups de fusil. Presque au même instant, le grand mât du *Redoutable* tombe en travers sur *le Téméraire;* les deux mâts de hune de ce vaisseau tombent à leur tour sur le pont du *Redoutable*, qu'ils enfoncent. Pour dernier désastre, le feu prend à bord du vaisseau français; mais la poignée de défenseurs qu'il conserve encore parvient, tout en combattant, à éteindre l'incendie. Ainsi se défendit *le Redoutable,* pendant deux heures entières, à compter du moment où il fut abordé par *le Victory*. Jamais équipage, de quelque nation qu'il fût, ne déploya plus de bravoure, aucun sans doute ne montra une opiniâtreté pareille : sur 643 hommes qui le composaient, 522 avaient été mis hors de combat, et le courage du petit nombre qui restait, loin d'en être ébranlé, semblait croître à chaque instant. Ils veulent tous périr plutôt que de voir leur vaisseau conduit en triomphe dans un port de la Grande-Bretagne. Pénétré des mêmes sentiments, le capitaine Lucas ne rendra *le Redoutable* que lorsqu'on sera certain qu'il ne doit pas tarder à couler à fond. Enfin, cette certitude est acquise, et Lucas ordonne d'amener le pavillon; mais, avant qu'on ait le temps d'exécuter cet ordre douloureux, ce pavillon, si noblement défendu, tombe avec le mât d'artimon, auquel il

est arboré. Sur trente officiers et aspirants qui composaient l'état-major du *Redoutable*, 13 furent tués et 10 grièvement blessés [1]. Tous se montrèrent dignes des éloges du capitaine Lucas, qui, en rendant justice à leur bravoure éclatante, cita particulièrement le lieutenant de vaisseau Dupotet [2], capitaine en second du *Redoutable*. 1805—an XIV France.

Le centre de la flotte combinée, objet des attaques de la colonne de Nelson, comptait quatre vaisseaux qui se trouvaient hors de la ligne. Cette circonstance, qui ne leur permettait pas de s'opposer vigoureusement au dessein qu'avait l'amiral anglais de la couper, fit qu'ils ne furent d'abord que faiblement attaqués, et qu'ils prirent alors peu de part à l'action. Ainsi se trouvèrent paralysés deux des plus forts vaisseaux français, *l'Indomptable* et *le Neptune*, chacun de 80 canons. Le combat qui se livrait alors eût dû fournir au capitaine du dernier de ces vaisseaux une nouvelle occasion de faire éclater une bravoure et une habileté dont il avait donné des preuves si récemment encore; malheureusement, sa position la lui enleva. Demeuré, malgré tous ses efforts, sous le vent de la ligne, et masqué par *le Redoutable*, le capitaine Maistral se vit dans l'impossibilité de tirer sur la colonne de Nelson. Jaloux d'opposer quelque obstacle à la manœuvre de l'ennemi, il fit *une arrivée* pour pouvoir diriger son feu sur la colonne de l'amiral Collingwood. Ce mouvement, dont l'intention était louable, donna au *Neptune* l'apparence d'un vaisseau qui s'éloigne du champ de bataille, et ternit, dans l'opinion d'un grand nombre de personnes, la réputation jusque-là si belle du capitaine Maistral. Le fait est que cette *arrivée* écarta de plus en plus le *Neptune* du vaisseau amiral, derrière lequel était son poste, et que le capitaine Maistral n'eut plus alors d'autre ressource que de rallier l'arrière-garde pour combattre avec elle. *L'Indomptable, le San-Justo* et *le San-Leandro* imitèrent cette manœuvre.

[1] Des 643 hommes qui composaient l'équipage du *Redoutable*, 169 seulement tombèrent au pouvoir des Anglais, et même, sur ce nombre, il n'y en eut que 35 qui furent conduits en Angleterre; les autres, tous blessés (et plus de la moitié grièvement), furent renvoyés à Cadix.

[2] Depuis capitaine de vaisseau.

1805--an XIV France. Si la tête de la ligne franco-espagnole ne prit, pendant assez longtemps, aucune part à l'action, et si quatre vaisseaux du centre ne s'opposèrent que faiblement aux desseins de l'ennemi, il y eut aussi nécessairement à la queue des vaisseaux qui, dans le principe, combattirent peu, puisque cette portion de la flotte, à partir de *la Santa-Anna*, comptait un vaisseau de plus que la colonne anglaise qui vint l'attaquer, et que différents vaisseaux français et espagnols eurent à se défendre contre plusieurs vaisseaux britanniques à la fois. Le relevé des divers journaux nautiques des frégates et vaisseaux français prouve effectivement que l'arrière-garde de la flotte combinée fut attaquée plus vivement dans certaines parties que dans d'autres. Les ennemis s'acharnèrent en particulier sur quelques vaisseaux qu'ils démâtèrent et dégréèrent au point de les mettre dans l'impossibilité de manœuvrer. Il paraît qu'alors des vaisseaux qui n'avaient reçu que de légères avaries *laissèrent arriver*, et abandonnèrent ceux sur lesquels les ennemis dirigeaient plus particulièrement leurs efforts. Cette manœuvre, que nous nous abstenons de qualifier, ne les déroba pas tous au sort qu'ils cherchaient à éviter. En effet, les Anglais, cessant pour un moment de combattre les vaisseaux qu'ils avaient mis hors d'état de manœuvrer, fondirent sur ceux qui avaient *laissé arriver*, les trouvèrent épars et en désordre, les combattirent en détail, et les maltraitèrent autant que les premiers.

Parmi ces vaisseaux, qui, à l'arrière-garde, soutinrent si mal le premier choc de l'ennemi, on cite *le Montagnès*, vaisseau espagnol, qui, de bonne heure, *laissa arriver* jusque dans la ligne des frégates, et ne prit plus aucune part à l'action.

Après avoir combattu pendant près de trois heures, *l'Argonaute*, commandé par le capitaine Epron, laisse arriver, et quitte la ligne sans être désemparé d'aucune partie de sa mâture; peu de minutes après, il revient en travers; mais, à peine a-t-il tiré quelques coups de canon sur un vaisseau anglais, qu'il reprend sa route vent arrière, et présente la poupe à l'ennemi, qui profite de cette position. Il paraît, toutefois, que ce vaisseau, qui avait combattu de très-près un vaisseau anglais, avait reçu presque toutes ses avaries dans la coque, ce qui ne les rendait pas apparentes et néanmoins avait pu faire juger

nécessaire au capitaine de se retirer du feu. Sa perte en hommes, dans le sérieux engagement qu'il venait de soutenir, avait aussi été considérable : elle s'élevait à plus de 220 tués ou blessés.

Après avoir rempli le triste devoir d'indiquer les causes qui, à l'arrière-garde, contribuèrent à la défaite de la flotte combinée, il nous est agréable de porter nos regards sur les nobles efforts des amiraux et de la plupart des capitaines de vaisseau pour prévenir ce fatal résultat.

Le vaisseau *la Santa-Anna*, vaillamment attaqué par l'amiral Collingwood, fut non moins vaillamment défendu par le vice-amiral Alava; mais, accablé par le nombre, il dut céder : le brave amiral Alava fut grièvement blessé en défendant l'honneur du pavillon espagnol.

Le Fougueux, qui n'avait pu empêcher l'ennemi de couper la ligne entre lui et *la Santa-Anna*, put encore moins s'opposer à ce qu'elle fût coupée sur son arrière. Il se trouva de la sorte bientôt enveloppé par plusieurs vaisseaux ennemis; mais il se défendit de la manière la plus brillante. En cherchant à se dégager, il alla aborder le vaisseau anglais *le Téméraire,* déjà abordé avec *le Redoutable*. Affaibli par plusieurs combats successifs, privé du brave capitaine Beaudoin, qui avait été tué, l'équipage du *Fougueux* ne put résister au *Téméraire* et aux autres vaisseaux qui vinrent pour le combattre; il amena son pavillon. La défense du *Fougueux,* dont les détails sont restés ignorés, fait le plus grand honneur aux braves qui le montaient, et dont les trois quarts périrent avant que le reste consentît à se rendre.

Le commandant du *Pluton,* l'habile et intrépide Cosmao, imita et surpassa encore la belle conduite que nous l'avons vu tenir au combat du 22 juillet. Il manœuvra constamment pour empêcher la ligne d'être coupée, et pour soutenir les vaisseaux voisins du sien, qu'il voyait trop pressés par l'ennemi. Dès le commencement de l'action, un vaisseau anglais de 80 voulut passer sur l'avant du *Pluton;* le capitaine Cosmao força de voiles en venant au vent, il obligea par là le vaisseau ennemi à renoncer à son dessein, à tenir le vent lui-même et à chercher un autre point de la ligne où on lui opposât moins de ré-

1805 - an XIV France.

sistance. Il se dirigea alors entre *le Monarca* et *le Fougueux* : l'intervalle qui séparait ces deux vaisseaux favorisait ces intentions; mais le capitaine Cosmao, qui l'avait suivi dans son mouvement, plaça *le Pluton* dans cet intervalle, et força le vaisseau anglais à lui présenter le travers pour éviter d'être enfilé par l'avant. Le combat entre ces deux vaisseaux dura près d'une demi-heure, pendant laquelle le capitaine Cosmao s'approchait de plus en plus de son adversaire. Il allait enfin ordonner l'abordage, lorsqu'un vaisseau anglais à trois ponts et un autre moins fort s'avancèrent pour prendre *le Pluton* en poupe : le brave Cosmao sut se tirer de cette position critique. Par une manœuvre habile, il parvint à prendre par la hanche le vaisseau qu'il combattait primitivement, et à présenter le travers au vaisseau à trois ponts; il se trouva même bientôt en position de tirer quelques volées dans la poupe du premier, qui ne tarda pas à s'éloigner. Lorsque le capitaine Cosmao le vit engagé avec un vaisseau espagnol, il mit toute son attention à se défendre contre le trois-ponts. Après s'en être fait abandonner, il continua de tenir le vent avec son vaisseau et de se porter partout où son feu pouvait contribuer à dégager quelque vaisseau français ou espagnol.

La défense de *l'Algésiras* ne fut pas moins glorieuse que celle de quelques-uns des vaisseaux que nous avons cités. Ce vaisseau, portant un pavillon de contre-amiral, fut un de ceux auxquels les ennemis s'attachèrent plus particulièrement. Dans la mêlée, un vaisseau ennemi, *le Tonnant*, de 80, tomba sur lui et embarrassa son gréement dans le sien. Les marins de *l'Algésiras* regardent cette circonstance comme un moyen de triompher promptement d'un ennemi dont l'artillerie les foudroyait; les Anglais, de leur côté, se disposent à aller à l'abordage, et tour à tour chaque équipage tente de passer à bord du vaisseau ennemi; mais, de part et d'autre, la résistance est égale, et aucun des deux ne peut réussir dans son audacieuse tentative. Cependant *le Tonnant* se dégage et recommence la canonnade avec plus de vigueur. Le contre-amiral Magon, déjà blessé en deux endroits, tombe frappé d'un coup mortel. Plusieurs officiers éprouvent le même sort, tous les autres sont blessés plus ou moins grièvement, plus de 200 hommes sont

mis hors de combat ; enfin les trois mâts de *l'Algésiras* s'abattent successivement, et ses intrépides défenseurs sont contraints à se rendre.

L'Aigle eut à combattre plusieurs vaisseaux ennemis et fut extrêmement maltraité ; le capitaine Gourège et son second furent tués, et les deux tiers de l'équipage mis hors de combat. C'est dans cet état et le feu à bord qu'il amena son pavillon.

Le Swiftsure succomba également. Il avait combattu opiniâtrément et avec quelque avantage un vaisseau de sa force, lorsqu'un autre vaisseau anglais à trois ponts vint le prendre en poupe, le démâta complétement et le força à se rendre, après avoir perdu 3 officiers et 250 hommes.

Le Berwick, rasé comme un ponton, ayant perdu le brave capitaine Camas et son capitaine en second, ainsi qu'une partie de son équipage, tomba au pouvoir des Anglais.

Les vaisseaux espagnols *le Bahama*, *l'Argonauta*, *le San-Juan Nepomuceno* et *le San-Ildefonso*, devinrent aussi la proie de l'ennemi après une résistance plus ou moins vigoureuse.

Le Principe de Asturias et *l'Achille*, qui occupaient l'extrémité de la ligne, luttèrent avec opiniâtreté contre plusieurs vaisseaux ennemis, et la blessure grave dont fut atteint l'amiral Gravina ne ralentit pas l'ardeur des braves marins du vaisseau qu'il montait. *L'Achille* fut, dès le commencement de l'action, démâté de son mât d'artimon, bientôt après il perdit son grand mât de hune ; mais ces avaries majeures ne l'empêchèrent pas de faire un feu terrible sur les vaisseaux qui l'approchaient, et de se défendre contre leurs attaques successives de la manière la plus remarquable.

Trois vaisseaux, ainsi que nous l'avons dit, soutinrent d'abord seuls presque tous les efforts des douze vaisseaux de la colonne de Nelson. Attaqués chacun par plusieurs vaisseaux, de même que *le Redoutable*, mais n'étant pas serrés d'aussi près, *le Bucentaure* et *la Santisima-Trinidad* purent se défendre un peu plus longtemps. Depuis deux heures, les équipages de ces deux vaisseaux combattaient avec le courage le plus héroïque, et pas un vaisseau de la flotte combinée ne s'avançait pour les secourir. La fumée dont *le Bucentaure* était enveloppé dérobait à l'amiral Villeneuve la vue du reste

1805 – an XIV France.

de sa ligne de bataille, dont il avait peine à apercevoir un ou deux vaisseaux par intervalles; cependant une éclaircie lui fit découvrir l'avant-garde immobile à son poste. Il s'empressa de lui faire le signal de virer de bord vent arrière tout à la fois, et presque aussitôt la fumée vint de nouveau l'empêcher de voir si cet ordre était mis à exécution. Bientôt le grand mât et le mât d'artimon du *Bucentaure* s'abattirent. Ces mâts, leur gréement, les vergues et les voiles qu'ils portaient masquèrent une grande partie des canons du côté où ils tombèrent et diminuèrent considérablement les moyens de défense du vaisseau. Cependant l'on continua à faire feu de toutes les pièces qui n'étaient pas engagées ou démontées; mais la chute du mât de misaine ne tarda guère à suivre celle des deux autres mâts. C'est alors, sans doute, que quelqu'une des frégates françaises eût dû s'exposer à tous les dangers pour venir donner la remorque au *Bucentaure*, et remplir ainsi le service périlleux mais honorable que l'amiral attendait d'elles : c'était plus particulièrement le devoir du capitaine de *l'Hortense*, frégate amirale. Il nous répugnerait de penser que ce capitaine (que du reste on a déjà vu[1] se comporter avec une excessive prudence) n'osa pas se porter au secours de son général, et nous chercherons un autre motif à sa conduite *il*. *L'Hortense*, qui, ainsi que toutes les autres frégates, avait fait la faute de prendre position à une trop grande distance sous le vent de la ligne des vaisseaux, n'eût peut-être pas pu, à cause de la faiblesse de la brise, parvenir jusqu'au *Bucentaure* : n'importe, fût-ce même impossible, il fallait le tenter, et marquer sa bonne volonté d'une manière non équivoque. Dans ce moment, les gaillards et les passavants du *Bucentaure*, jonchés de morts et couverts de débris, présentaient le plus triste aspect. L'amiral Villeneuve, qui depuis le commencement de l'action n'avait cessé de montrer le courage le plus calme, se promenait tranquillement au milieu de cette scène de désastre. Lorsqu'il vit son vaisseau totalement démâté, et qu'aucun bâtiment ne se présentait pour le remorquer, on assure qu'il dit : « Le Bucentaure *a rempli sa tâche, la mienne n'est pas encore achevée.* » En

[1] Page 353.

même temps il donna ordre qu'on le transportât, avec son pavillon, à bord d'un des vaisseaux de l'avant-garde, et il se berçait de l'espoir de faire, avec ces dix vaisseaux frais, un effort capable d'arracher la victoire à l'ennemi : l'illusion du brave et malheureux amiral ne fut pas de longue durée. On vint lui apprendre que le canot qu'on avait préparé avant le combat pour le transporter, s'il le jugeait à propos, à bord d'un autre vaisseau, avait d'abord été criblé par les boulets de l'ennemi et ensuite anéanti par la chute de la mâture : tous ceux qui restaient à bord avaient été également mis en pièces. On héla à la *Santisima-Trinidad* d'en envoyer un, mais ce vaisseau ne répondit pas. Villeneuve sentit alors amèrement tout ce que sa position avait de cruel. Il se voyait enchaîné à bord d'un vaisseau qui ne pouvait plus combattre, tandis qu'un tiers de sa flotte combattait encore, et qu'un second tiers n'avait pas encore combattu. Il maudit le sort qui l'avait épargné au milieu du carnage dont il était environné ; et, contraint d'oublier la flotte pour ne voir que son seul vaisseau, forcé de songer à ménager la vie d'une poignée de braves que l'humanité lui défendait de faire massacrer sans défense, il laissa le commandant du *Bucentaure* amener son pavillon. *La Santisima-Trinidad*, dont la résistance fut on ne peut plus honorable, succomba bientôt après.

Il était trois heures après midi lorsque l'amiral Villeneuve se vit dans la dure nécessité de se rendre. L'avant-garde avait viré de bord ; mais ses vaisseaux étaient dispersés et suivaient des routes différentes. Il serait assez important, sans doute, de préciser l'instant où l'avant-garde de la flotte combinée exécuta l'ordre de virer de bord pour venir prendre part au combat ; mais cela nous est impossible : on n'a d'autres autorités sur ce sujet que les journaux des vaisseaux et frégates de la flotte, et ces journaux ne s'accordent pas entre eux ; l'heure des signaux de l'amiral et des mouvements des différents bâtiments ne s'y trouve pas partout la même. Quel que soit, au reste, le degré de célérité qu'on mit à exécuter un ordre qu'on n'eût pas dû attendre, le mouvement qui en résulta fut sans utilité pour le salut de la flotte franco-espagnole. La faiblesse de la brise rendit d'abord ce mouve-

1805 – an XIV France. ment lent, et ensuite tous les vaisseaux, ne continuant pas de manœuvrer de la même manière, ne purent présenter à l'ennemi une masse de forces capable de lui résister efficacement.

Il semble que, en ordonnant à l'avant-garde de virer de bord vent arrière tout à la fois, l'amiral Villeneuve voulait que les vaisseaux de cette partie de la flotte se portassent le plus promptement possible vers le centre, en passant sous le vent de la ligne, afin de mettre entre deux feux les vaisseaux ennemis qui l'avaient coupée. Cependant, sur dix vaisseaux, quatre seulement parurent exécuter ponctuellement cet ordre, savoir : *le Neptuno, le San-Augustino, le Héros* et *l'Intrépide :* deux autres, *le Rayo* et *le San-Francisco de Asis,* laissèrent porter pour s'éloigner de la ligne et renoncer au combat ; enfin, le contre-amiral Dumanoir, avec les quatre derniers, *le Formidable, le Duguay-Trouin, le Mont-Blanc* et *le Scipion,* serra le vent aussitôt après avoir viré, et dirigea sa route pour passer au vent des deux flottes.

Le Héros, comme le plus voisin de *la Santisima-Trinidad*, se trouva le premier rendu au feu. Seul, il ne put soutenir le choc de plusieurs vaisseaux ennemis, qui vinrent l'assaillir à la fois, et, après avoir perdu son commandant, le brave capitaine Poulin, il quitta le combat : toutefois, l'état du vaisseau et le petit nombre d'hommes tués à bord du *Héros* font penser que cette retraite fut prématurée.

Le San-Augustino vit se réunir contre lui tous les ennemis, que *le Héros* aurait pu occuper plus long temps, et, après avoir opposé une résistance assez prolongée, il fut contraint de se rendre.

Le Neptuno et *l'Intrépide*, arrivés les derniers sur le champ de bataille, et après que *le Bucentaure* et *la Santisima-Trinidad* furent amenés, eurent par conséquent à combattre tous les vaisseaux ennemis qui se trouvaient au centre, à la réserve du *Victory* et du *Téméraire*, encore abordés alors avec *le Redoutable* et *le Fougueux*. Le capitaine Valdès, du *Neptuno*, déploya, dans cette lutte inégale, des talents et un courage dignes d'éloges ; mais, accablé par le nombre, son vaisseau dut succomber.

L'Intrépide, qui s'était signalé au combat du 22 juillet, sous

le commandement du brave Deperronne, s'illustra encore plus dans celui que nous décrivons. Son nouveau commandant, le capitaine Infernet, se plaça, dans cette journée, au rang des marins français dont les noms seront à jamais célèbres. *L'Intrépide* combattit deux, trois, quatre et jusqu'à cinq vaisseaux ennemis à la fois. Enfin, démâté de tous ses mâts, ayant plus de la moitié de son équipage mis hors de combat, et entouré de sept vaisseaux anglais, le courageux Infernet attendit encore pour se rendre que *l'Intrépide* fût près de couler sous ses pieds.

Une triste réflexion vient se mêler, malgré nous, au sentiment d'orgueil que doivent naturellement éprouver des écrivains français en retraçant des actions aussi glorieuses. Pourquoi faut-il que tant de bravoure ait toujours été déployée en pure perte? Ici, par exemple, toutes les belles actions que le courage et l'amour de la patrie peuvent enfanter n'auraient pas suffi pour changer la face du combat: la bataille était irrévocablement perdue pour la flotte combinée dès que le mouvement de l'avant-garde s'opérait si tard et avec aussi peu d'ensemble. Pour se conformer aux instructions de l'amiral Villeneuve, les capitaines des dix vaisseaux placés en avant de *la Santisima-Trinidad* ne devaient attendre pour se porter au feu ni les signaux de cet amiral ni les ordres du contre-amiral commandant la partie de la ligne où ils se trouvaient, et ceux qui combattirent avec le plus de valeur ne firent pas encore assez: ils se couvrirent de gloire, il est vrai; mais cette gloire, toute personnelle, fut sans fruit pour leur pays.

Des six pavillons de commandement que la flotte combinée avait déployés au commencement de l'action, un seul flottait encore, outre celui du contre-amiral Dumanoir: c'était le pavillon de l'amiral espagnol sur le vaisseau *le Principe de Asturias*. Ce vaisseau, attaqué sans relâche depuis le commencement du combat, aurait fini par succomber, s'il n'eût été dégagé, à ce qu'on assure, par les vaisseaux *le Neptune* et *le San-Justo*. Le capitaine Maistral, commandant du premier de ces vaisseaux, avait cherché, aussitôt qu'il eut rallié l'arrière-garde, à s'y rendre plus utile qu'il ne l'avait été au centre. Divers journaux des bâtiments de la flotte combinée disent que cet officier supé-

1805—an XIV France. rieur, après avoir porté secours à quelques vaisseaux engagés avec ceux de l'ennemi, voulut aller attaquer d'autres vaisseaux anglais; qu'il fit en conséquence signal de ralliement, et qu'il ajouta à ce signal l'ordre aux vaisseaux français qui ne seraient pas totalement désemparés de le suivre; mais que, ne se voyant accompagné que du *Pluton*, il fut (après avoir, de concert avec ce vaisseau, harcelé quelques vaisseaux ennemis) obligé de laisser arriver pour rejoindre l'amiral Gravina. Cet amiral, lorsqu'il vit la victoire complétement assurée aux Anglais, ne songea plus qu'à leur dérober le plus de vaisseaux qu'il serait possible. En conséquence, il fit signal de ralliement général et absolu, et, remorqué par la frégate *la Thémis*, il se dirigea vers les vaisseaux qui avaient laissé arriver à diverses époques du combat.

Il était environ cinq heures : dans ce moment, *l'Achille* était en feu : il y avait plus de deux heures que le commandant de ce vaisseau, le capitaine de Nieport, avait été atteint d'un coup mortel. Cette circonstance ne ralentit pas l'ardeur des braves marins de *l'Achille*, alors entouré de vaisseaux ennemis et se battant des deux bords. Il était parvenu en quelques bordées à démâter de son grand mât et de son mât d'artimon le vaisseau ennemi qui s'était placé par son travers à tribord. Il engagea alors le vaisseau anglais qui portait le même nom que lui, et en peu d'instants son feu avait pris la supériorité sur celui de ce vaisseau, lorsque le vaisseau à trois ponts *le Prince* vint au secours de *l'Achille* anglais. Par malheur, le feu se manifesta en ce moment dans la hune de misaine de *l'Achille* français. La pompe à incendie ayant été brisée par les boulets de l'ennemi, on n'eut d'autre ressource que de couper ce mât (le seul qui fût encore debout) de manière à ce qu'il tombât à la mer. On s'y disposait, lorsque les boulets du *Prince* l'abattirent; le sort voulut que la hune embrasée tombât dans le centre du vaisseau. Le feu prit aux embarcations, et, en peu d'instants, les flammes envahirent la batterie de 18. Malgré cet épouvantable accident, la canonnade ne se ralentit point dans la batterie de 36, et ce ne fut qu'au moment où les vaisseaux anglais, craignant les effets de l'explosion de *l'Achille*, s'en éloignèrent, que l'équipage cessa de tirer, pour

songer à son salut. Dans l'impossibilité d'éteindre le feu, on jeta à la mer tous les débris de mâture, toutes les pièces de bois et en général tous les objets susceptibles de flotter et d'offrir au plus grand nombre possible d'hommes les moyens de se soutenir sur l'eau. Quelques embarcations anglaises, ainsi que la goëlette *le Pickle* et le cutter *l'Entreprenante*, s'approchèrent et recueillirent une portion des braves défenseurs de *l'Achille*. Vers cinq heures et demie, ce vaisseau, dont le pavillon flottait encore, sauta en l'air, avec l'enseigne du vaisseau, Càuchard, qui le commandait alors, et une portion de son équipage.

Pendant que l'amiral Gravina ralliait sous le vent ce qu'il pouvait de vaisseaux, non plus pour combattre, mais pour faire retraite, les quatre vaisseaux du contre-amiral Dumanoir, poussés par une faible brise, s'avançaient lentement en prolongeant au vent, non la ligne de bataille de la flotte combinée, alors entièrement rompue, mais la place qu'elle avait occupée. Nous avons dit qu'il nous semblait que cette manœuvre du contre-amiral Dumanoir avait pu contrarier les intentions de l'amiral Villeneuve, puisque le premier, après avoir viré vent arrière comme il lui avait été ordonné, se trouva dans la même position que s'il eût fait le contraire et viré vent devant : il appartient aux marins de juger si cette opinion est erronée. Au reste, quand on est libre de sa manœuvre (était-ci le cas?), il est bon, si l'on peut, de gagner le vent, parce que dans cette position l'on a la facilité d'exécuter tous les mouvements possibles. Ainsi, en prenant sur les deux flottes l'avantage du vent, le contre-amiral Dumanoir se rendait maître de faire tout ce qu'il voudrait : l'événement le prouva.

Le Formidable, *le Duguay-Trouin*, *le Mont-Blanc* et *le Scipion*, en suivant leur route dans la direction du sud et au vent des deux flottes, alors pêle-mêle, essuyèrent le feu de tous les vaisseaux anglais à portée desquels ils passèrent. Ils reçurent dans cette passade d'assez fortes avaries. Lorsqu'ils furent parvenus par le travers et de *la Santisima-Trinidad* et du *Bucentaure*, ils trouvèrent ces deux vaisseaux rendus : cette circonstance détermina le contre-amiral Dumanoir à passer outre. Il se dirigea donc (en se maintenant toujours au

1805—an XIV France. vent) du côté de l'arrière-garde franco-espagnole, dont quelques vaisseaux combattaient encore. Arrivé à la hauteur de cette arrière-garde, l'amiral Dumanoir jugea qu'il ne pouvait plus rien pour le salut de la flotte combinée, et, songeant à celui de ses quatre vaisseaux, il continua sa route au même bord, pour s'éloigner du champ de bataille[1] : les ennemis ne troublèrent point sa retraite.

L'amiral Gravina s'éloignait aussi de son côté. Il avait rallié à son pavillon cinq vaisseaux français : *le Pluton, le Neptune, l'Argonaute*, *l'Indomptable* et *le Héros;* six vaisseaux espagnols : *le Principe de Asturias*, *le Rayo*, *le San-Francisco de Asis*, *le San-Leandro*, *le San-Justo* et *le Montagnès;* les cinq frégates et les deux bricks. Avec ces dix-huit bâtiments, il se dirigea vers la rade de Cadix, à l'entrée de laquelle il mouilla dans la nuit sans avoir été poursuivi par l'ennemi.

Le résultat immédiat de ce combat, qui reçut le nom de combat de Trafalgar, fut donc : dix-sept vaisseaux de la flotte combinée pris par l'ennemi, et un dix-huitième brûlé par accident pendant qu'il résistait encore[2]. Des événements que nous

[1] *Le Formidable* quittait ainsi, presque sans avoir combattu, les mêmes parages où, quatre ans auparavant, il s'était illustré sous le commandement du capitaine Troude.

[2] Lorsque 33 vaisseaux ont été aussi complétement battus par 27 vaisseaux ennemis, et qu'on s'est défendu avec autant d'intrépidité que le firent la plupart des équipages français, il faut bien qu'il y ait eu de grandes fautes de faites dans la flotte qui éprouva un pareil échec. Divers endroits de notre récit montrent des fautes partielles commises pendant l'action, et nous ne reviendrons pas sur ces fautes; mais la principale n'appartient pas plus à Villeneuve qu'à aucun des autres amiraux français qui commandèrent des flottes ou escadres durant la guerre de la révolution; elle leur est commune : c'est celle d'attendre l'ennemi en ligne de bataille, lorsqu'il n'attaque pas de cette manière. Il est reconnu, dans la tactique militaire (et ceci est parfaitement applicable à la tactique navale), que l'ordre de bataille où les deux armées s'établissent et combattent chacune sur une ligne parallèle à celle de l'ennemi est l'enfance de l'art, et qu'on doit s'attacher à porter rapidement des masses sur certaines portions de l'armée ennemie, pour les écraser avant que les autres puissent venir à leur secours. Napoléon dut ses succès sur terre à la manière habile dont il sut mettre ce système en pratique. C'est à l'emploi de ce même système que les Anglais furent redevables des brillants avantages qu'ils remportèrent sur mer

allons raconter ne tardèrent pas à diminuer encore le nombre des vaisseaux échappés à ce grand désastre. Les pertes en hommes à bord de la flotte franco-espagnole durent être énormes, si l'on en juge par le nombre des morts et des blessés des vaisseaux dont les renseignements nous sont parvenus. Celle des Anglais s'éleva, suivant leurs rapports, à 1,587 tués ou blessés ; mais il en est une qui leur parut irréparable et qui plongea la nation britannique dans le deuil : la perte du célèbre amiral Nelson.

Des vaisseaux dont les Anglais s'étaient emparés, plusieurs coulèrent le soir même ou le lendemain par suite des avaries qu'ils avaient reçues dans le combat ; ils furent obligés d'en

pendant cette guerre. Dès ce moment, la tactique navale était devenue insuffisante ; il fallait la modifier, il fallait imaginer un ordre de bataille tel, que l'ennemi ne pût sans danger tenter d'envelopper une partie de la flotte, et que, s'il y parvenait, les autres parties se trouvassent à même de secourir promptement celle-ci. Ce problème ne doit pas être impossible à résoudre. Cependant les amiraux français, victimes du nouveau mode d'attaque des Anglais, ne surent y apporter aucun remède positif, et les plus habiles mêmes se bornèrent à prescrire vaguement à leurs capitaines de ne pas attendre leurs signaux et de se porter au secours des vaisseaux qu'ils verraient trop pressés par l'ennemi ; mais une pareille injonction ne diminuait pas l'étendue de leur ligne de bataille, n'en rapprochait pas les diverses parties, et n'obviait nullement à l'inconvénient que nous avons signalé dans une note du tome III, page 237.

Nous avons donné plus haut un extrait des instructions de Villeneuve à ses capitaines : on vient de voir qu'elles ne furent pas parfaitement suivies par tous ceux à qui elles avaient été adressées. Les instructions de Bruix, antérieures de six ans à celles de Villeneuve, avertissaient ses capitaines, d'une manière encore plus énergique, que leur poste n'était qu'au feu.

« A moins d'impossibilité de rester au feu (portaient-elles), nul ne peut, sans se couvrir d'opprobre et sans encourir la peine capitale, se dispenser de combattre quand le général n'a pas ordonné de cesser le feu...... Beaucoup de capitaines, qui, malgré la valeur la plus brillante, sont tombés au pouvoir de l'ennemi, n'y seraient pas restés si des vaisseaux de leur ligne, qui pouvaient encore combattre et les dégager, en divisant les forces de l'ennemi, ne s'étaient pas prématurément retirés du feu..... C'est à cette seule cause qu'il faut attribuer les revers de nos armées navales, et il suffit, pour qu'ils ne se renouvellent plus, qu'elles soient composées de capitaines qui sachent que, dans un combat, on n'est à son poste que lorsqu'on est au feu, et que, partout ailleurs, à moins d'un signal contraire, on désobéit également au général, à l'honneur, et l'on trahit sa patrie. »

1805—an XIV France. couler ou brûler d'autres qu'il leur était impossible de mettre en état de tenir la mer, même pour le court trajet des environs de Cadix à Gibraltar ; enfin les Français leur en reprirent quelques-uns ; voici comment la chose arriva : Dans la nuit qui suivit le combat, le vent souffla avec violence, et, le lendemain, il devint plus impétueux encore. Les équipages de quelques vaisseaux français, qu'on n'en avait pu retirer, profitèrent de cette circonstance pour se révolter contre les Anglais qu'on avait mis à bord, reprendre leurs bâtiments et les diriger vers Cadix. Le 23, le vent était bon pour sortir de ce port : le capitaine Cosmao, qui se trouvait le plus ancien des capitaines français, arbora le guidon de commandement, et, malgré la faiblesse de son équipage, réduit presque à 400 hommes, et l'état du *Pluton*, qui faisait environ trois pieds d'eau à l'heure, il fit signal aux autres vaisseaux d'appareiller, pour aller enlever aux ennemis quelques-unes de leurs prises qu'ils avaient à la remorque. *Le Pluton* ne fut suivi que par deux vaisseaux français, deux vaisseaux espagnols, les cinq frégates et les deux corvettes. Avec ces seuls bâtiments, le brave Cosmao se porta à la rencontre des ennemis, et leur fit abandonner deux des vaisseaux espagnols qu'ils remorquaient ; quelques vaisseaux français saisirent cette occasion pour se reprendre. Malheureusement, presque tous ces vaisseaux se jetèrent à la côte près de l'entrée du port de Cadix et furent brisés ; un des vaisseaux espagnols qui avaient appareillé avec le capitaine Cosmao se sépara de sa division et fut pris, dit-on, sans se défendre : c'était *le Rayo*, l'un des deux vaisseaux de l'avant-garde qui, le jour du combat, avaient pris des premiers la fuite ; il fit ensuite naufrage près de San-Lucar. Il résulte de ces diverses circonstances que les Anglais ne purent emmener à Gibraltar qu'un vaisseau français et trois espagnols, qu'ils n'y firent même arriver qu'avec des peines incroyables. Cependant la flotte combinée ne s'en vit point augmentée, et la France, bientôt après, perdit encore les quatre vaisseaux qu'avait emmenés le contre-amiral Dumanoir[1].

[1] Le 25 octobre, l'amiral Rosily arriva à Cadix et arbora son pavillon sur le vaisseau *le Héros*. Cette circonstance confirma les bruits qui avaient

Suivant le rapport de cet officier général, la nuit qui suivit le combat de Trafalgar fut employée par ses vaisseaux à réparer, aussi bien que possible, les avaries qu'ils avaient reçues, et il les maintint au vent, pour être prêt à recommencer le combat le lendemain, s'il trouvait les chances favorables : il ne les jugea point telles, et il prit le large. Les vents et la connaissance qu'il avait d'une escadre stationnée dans les environs du détroit empêchèrent le contre-amiral Dumanoir de se diriger de ce côté; il fit route à l'ouest et ensuite au nord. 1805—an XIV France.

Le 2 novembre, étant arrivé par la latitude du cap Finistère, ses vaisseaux furent observés par deux frégates anglaises appartenant à l'escadre du commodore sir Richard Strachan, qui croisait dans ces parages pour intercepter l'escadre de Rochefort, alors à la mer sous les ordres du capitaine Allemand. Ces frégates donnèrent immédiatement avis à leur commodore du voisinage d'une escadre française. Sir Richard Strachan fut bientôt sur ses traces. Le clair de lune empêcha le contre-amiral Dumanoir de tromper l'ennemi à l'aide de quelques fausses routes, et le 3 au matin les deux escadres étaient en vue et à une distance beaucoup plus rapprochée que la veille. Toute la journée se passa en chasse, et la nuit suivante le clair de lune favorisa encore l'ennemi dans sa poursuite.

Au point du jour, le 4, l'ennemi, fort de quatre vaisseaux et quatre frégates, n'était plus qu'à trois portées de canon des vaisseaux français. L'amiral Dumanoir, dans l'intention qu'ils se trouvassent en ligne de bataille aussitôt qu'il aurait jugé à propos de les faire virer de bord, avait rangé ses vaisseaux en ligne d'échiquier (ordre dans lequel ils présentaient tous la poupe aux ennemis qui les chassaient). A huit heures, deux frégates commencèrent à les harceler, en leur tirant quelques coups de leurs pièces de chasse. Bientôt la supériorité de leur marche leur permit de venir en travers de temps en temps, et de tirer à chaque fois une ou deux bordées entières sur les vaisseaux français, qui ne pouvaient riposter que de leurs canons de retraite. Cette manœuvre, dont le résultat fut d'endommager

couru parmi la flotte avant son départ, et donna quelque poids aux conjectures dont nous avons parlé plus haut.

1805—an XIV France. et de dégréer en détail les vaisseaux français, dura jusqu'à onze heures et demie. A cette heure cependant, le contre-amiral Dumanoir se décida à former sa ligne de bataille [1]. Pendant ce temps, une troisième frégate avait rejoint les deux autres, et avait été suivie de près par trois vaisseaux de ligne. Ces six bâtiments attaquèrent la ligne française de manière à envelopper les deux derniers vaisseaux. Afin de ne pas laisser écraser sa queue, l'amiral Dumanoir fit virer son escadre vent devant par la contre-marche (successivement). Ce mouvement fit essuyer au *Duguay-Trouin* tout le feu des trois vaisseaux ennemis, qu'il prolongea à contre-bord, et le plaça pour un instant dans la même position où s'était trouvé *le Scipion;* mais le brave capitaine Touffet, après avoir dépassé les vaisseaux de ligne ennemis auxquels il avait vigoureusement riposté, força les trois frégates à s'écarter. Elles laissèrent arriver pour prendre poste sous le vent de la ligne française, qui avait achevé son évolution. Les trois vaisseaux ennemis virèrent alors pour s'établir au même bord que l'escadre française. *Le Namur* et *la Revolutionnaire* rallièrent dans ce moment leur escadre : le premier prit poste dans la ligne des vaisseaux et l'autre fut se placer dans celle des frégates. De la sorte, il s'établit un ordre régulier, dans lequel chaque vaisseau français se trouva avoir un vaisseau ennemi au vent et une frégate sous le vent. Obligés ainsi de combattre des deux bords, les vaisseaux français, malgré les avaries qu'ils avaient reçues au combat de Trafalgar, se défendirent avec la plus grande opiniâtreté. Les frégates anglaises ne purent toutefois conserver la position qu'elles avaient prise par le travers des vaisseaux français, qui les eussent coulées à fond en quelques bordées, mais elles s'attachèrent à en prendre d'autres qui leur permissent de tirer sur ces vais-

[1] Les deux escadres se trouvaient alors dans l'ordre suivant :

Escadre française. *a. le Duguay-Trouin*, de 74; *b. le Formidable*, de 80 (pavillon du contre-amiral Dumanoir); *c. le Mont-Blanc*, de 74; *d. le Scipion,* de 74.

Escadre anglaise. 1. *Cæsar*, de 80 (guidon du commodore Strachan), 2. *Hero*, de 74; 3. *Courageux*, de 74; 4. *Namur*, de 74; 5. *Santa-Margarita*, de 44; 6. *Phœnix*, de 44; 7. *Æolus*, de 44; 8. *Revolutionnaire*, de 44.

COMBAT NAVAL DU QUATRE NOVEMBRE 1805.

1re Position.

E. S. E.

2e Position.

S. S. O.

3e Position.

S. S. O.

seaux sans être exposées à tout leur feu. L'action se prolongea avec la plus grande vigueur pendant quatre heures et demie; mais alors elle se termina de la manière la plus fâcheuse : les vaisseaux français amenèrent tous quatre leur pavillon. *Le Formidable* se rendit le premier, *le Scipion* céda presque en même temps, *le Mont-Blanc* et *le Duguay-Trouin* succombèrent un quart d'heure après. Ces vaisseaux étaient dans l'état le plus déplorable, presque entièrement démâtés, et avaient de huit à neuf pieds d'eau dans la cale [1]. Les équipages avaient combattu avec une ardeur sans égale, et leur intrépidité méritait d'être mieux récompensée par la fortune [2]. Le nombre des tués et des blessés dans cette affaire malheureuse fournit une nouvelle preuve que nos marins ne se découragent pas facilement, et savent joindre à la bravoure française une opiniâtreté et une constance dans les revers qu'on a souvent reproché à notre nation de ne pas posséder au même degré que d'autres peuples : *le Formidable* eut plus de 200 hommes hors de combat, *le Scipion* un pareil nombre, *le Mont-Blanc* 180, et *le Duguay-Trouin* 150. Parmi les tués se trouva le brave capitaine Touffet; son second, le capitaine de frégate Boisnard, fut grièvement blessé; le capitaine Berrenger, du *Scipion*, et l'amiral Dumanoir le furent aussi, mais moins dangereusement. Les Anglais ne portèrent leurs pertes qu'à 135 hommes tués ou blessés.

Beaucoup de marins pensent avec nous que les manœuvres du contre-amiral Dumanoir, dans les journées des 2, 3 et 4 novembre, ne furent pas exemptes de blâme. Cette opinion, que nous n'aurions peut-être pas manifestée si nous l'eussions eue seuls, fut exprimée officiellement par des personnes qui occupaient ou qui avaient occupé les premiers rangs dans le corps de la marine. On reprocha au contre-amiral Dumanoir de n'avoir pas, le 4 au matin, viré de bord pour se porter à la

[1] Ils furent néanmoins conduits à Plymouth.

[2] La bravoure des capitaines et des équipages français, dans ce malheureux combat, reçut un juste tribut d'éloges de la part du commodore Strachan : « Les ennemis, écrivait-il à l'amirauté, se sont battus admirablement, et ne se sont rendus que lorsque leurs vaisseaux étaient tout à fait hors d'état de manœuvrer. »

1805—an XIV France. rencontre de l'ennemi, puisqu'il avait acquis la certitude d'en être joint (dans ce cas, il n'eût peut-être eu à combattre, pendant assez longtemps, que trois vaisseaux et trois frégates, puisque *le Namur* et *la Révolutionnaire* ne rallièrent leur escadre que vers midi); on lui reprocha plus vivement encore d'avoir laissé prendre ses vaisseaux en poupe par des frégates ennemies, qui les harcelèrent de la sorte pendant près de quatre heures, et durent les avarier dans leur gréement; enfin, on trouva que le contre-amiral Dumanoir avait marqué trop d'indécision dans toutes ses manœuvres [1].

La prise des quatre vaisseaux de l'amiral Dumanoir, qui suivit de si près le combat de Trafalgar, forme le dernier trait de l'affligeant tableau que nous avons dû tracer de ce combat mémorable. Il nous reste à parler de l'impression causée par la nouvelle de ces funestes événements et du sort éprouvé par les divers personnages qui y jouèrent les principaux rôles.

C'est en Autriche, au sein des plus brillants triomphes, que Napoléon apprit le désastre de la flotte combinée. Il entra dans une fureur inexprimable. On prétend, mais la chose n'est pas certaine, qu'il parla d'imiter la conduite de l'Angleterre envers l'amiral Byng, et qu'il dit : *Je saurai bien apprendre aux amiraux français à vaincre!* En France, malgré la précaution tyrannique et non moins ridicule qu'on eut de ne pas dire un mot du combat de Trafalgar dans le *Moniteur,* et de tronquer tous les articles des papiers anglais où il était question de cette affaire et de l'amiral Nelson, qui y avait trouvé la mort, on ne tarda pas à connaître le résultat de ce combat tristement célèbre et même ses principaux détails. La défense héroïque du *Redoutable* et de *l'Intrépide,* ainsi que les nombreux traits de bravoure qui signalèrent la journée du 21 octobre, vinrent balancer le fâcheux effet que la nouvelle d'un si fatal revers devait produire; on plaignit et l'on blâma tout à la fois l'amiral Villeneuve, mais on rendit justice à son courage [2]; d'un

[1] Opinion du conseil d'enquête tenu à Paris le 29 décembre 1809, et composé des comtes de Fleurieu et Bougainville, et des vice-amiraux Thévenard et Rosily.

[2] Villeneuve était brave de sa personne, mais il n'avait peut-être pas ce

autre côté, l'opinion publique accusa quelques-uns de ses subordonnés de ne s'être pas comportés comme ils eussent dû le faire pour l'honneur du pavillon français. 1805—an XIV France.

De retour à Paris, Napoléon parut avoir oublié le dessein qu'il avait eu de sévir d'une manière exemplaire contre les officiers de marine auxquels il attribuait la perte du combat de Trafalgar; mais on vit bientôt qu'il y songeait encore. Les capitaines Lucas et Infernet lui ayant été présentés, à leur retour d'Angleterre, il leur adressa ces paroles : « Si tous mes vaisseaux s'étaient conduits comme ceux que vous commandiez, la victoire n'aurait pas été incertaine. Je sais qu'il en est plusieurs qui ne vous ont pas imités, j'ai ordonné que des renseignements fussent recueillis à leur égard. Quant à vous, je n'avais pas besoin d'informations, je vous ai nommés commandants de la Légion d'honneur. Les capitaines de vaisseau qui, au lieu d'aborder l'ennemi, se sont tenus hors de portée de canon, seront poursuivis, et, s'il y a lieu, il en sera fait un exemple éclatant. » Peu de jours après, les capitaines Magendie et Villemadrin furent également présentés à l'empereur, qui leur dit : « Vous êtes du nombre de ceux qui se sont bien battus, vous prendrez votre revanche. » La belle conduite du capitaine Cosmao fut récompensée par le grade de contre-amiral, et le lieutenant de vaisseau Dupotet fut fait capitaine de frégate.

On ignore quelles étaient, après le premier moment de fureur passé, les dispositions particulières de l'empereur à l'égard de l'amiral Villeneuve. Quoi qu'il en soit, dans le mois d'avril 1806 cet amiral quitta l'Angleterre, où il était prisonnier, et repassa en France, en même temps que les capitaines que nous venons de citer, ou peu de jours après. Il débarqua à Morlaix et prit sur-le-champ la route de Paris. A Rennes, où il avait, dit-on, jugé à propos de s'arrêter, en attendant que le ministre lui transmît les ordres de l'empereur, on le trouva un soir, dans sa chambre, percé de plusieurs coups de couteau qui lui avaient donné la mort. Les bruits les plus étranges se répandirent sur cette mort. Les uns n'y virent qu'un suicide ; les autres vou-

caractère ferme et décidé, si nécessaire dans un commandant en chef, particulièrement sur mer.

1805—an XIV France. lurent y voir un assassinat; mais ils ne s'accordèrent pas dans leurs suppositions à l'égard de l'auteur de ce prétendu crime : elles se partagèrent entre Napoléon, qui n'avait aucun intérêt apparent à faire assassiner Villeneuve, et un autre personnage puissant, qui pouvait être intéressé à ce que l'infortuné amiral ne dît pas tout ce qu'il eût pu dire [1]. Chose remarquable, au reste! le combat de Trafalgar coûta la vie aux trois amiraux qui y commandaient en chef les vaisseaux anglais, français et espagnols [2].

Le retour de Villeneuve semblait devoir amener naturellement une enquête sur le combat de Trafalgar; sa mort arrêta toute recherche sur cette malheureuse affaire, et les officiers que l'opinion publique accusait restèrent plusieurs années sans avoir l'occasion de se justifier. A la fin, Napoléon prit un parti à l'égard du contre-amiral Dumanoir. De son quartier général de Schœnbrünn, au mois de septembre 1809, il donna ordre au ministre de la marine de convoquer un conseil d'enquête auquel on soumit quatre questions préparées d'avance sur la conduite du contre-amiral Dumanoir au combat de Trafalgar : elles furent toutes résolues en faveur de cet officier général. Restait

[1] Le *Moniteur* garda le silence sur la mort de Villeneuve. Voici comment les Anglais la racontent : « Les détails que nous donnons au public (dit l'*Annual Register*, 1806) sont dignes de confiance; nous les tenons d'un Anglais de distinction qui s'est trouvé à Rennes, et a logé dans l'hôtel où mourut l'amiral français, le lendemain même de l'événement. Il vit le valet de chambre de l'amiral et les autres personnes qui connaissaient toute cette malheureuse affaire, et il ne doute pas que Villeneuve ne se soit tué lui-même dans un accès du désordre mental dont il avait fréquemment montré les symptômes depuis quelques jours. On avait soigneusement écarté de dessous sa main ses pistolets et ses autres armes; mais il réussit à cacher un couteau, et, lorsqu'on força la porte de sa chambre, on le trouva mort avec le manche du couteau serré dans sa main, et la pointe enfoncée dans le cœur. »

Le capitaine Magendie, qui, après la mort de Villeneuve, fut assez longtemps aide de camp du ministre Decrès, publia, en 1814, un Mémoire, dans la vue de repousser le soupçon d'avoir (par les ordres de ce ministre) assassiné son amiral. Nous ne pensons pas qu'un pareil soupçon ait jamais pu planer sur la tête du capitaine Magendie. Qui? lui, avoir égorgé le chef aux côtés duquel il avait si vaillamment combattu à bord du *Bucentaure*? Un tel crime est incroyable, et il semble que le capitaine Magendie a eu le plus grand tort de chercher à s'en justifier.

[2] Gravina mourut de ses blessures.

l'affaire dans laquelle ses quatre vaisseaux avaient été pris. Le même conseil d'enquête fut convoqué de nouveau, mais avec plus de latitude. Cette fois, comme la première, les membres du conseil ne voulurent pas mettre en doute la bravoure d'un amiral français; mais ils crurent devoir blâmer ses manœuvres. Mécontent de cette décision, le contre-amiral Dumanoir demanda à être jugé par un conseil de guerre maritime. On souscrivit à sa demande, et enfin un conseil tenu à Toulon l'acquitta honorablement. Les capitaines Maistral et Epron demeurèrent assez longtemps en disgrâce, mais ensuite ils rentrèrent en faveur; et, en confiant au premier la place importante de chef militaire du port de Brest, le gouvernement sembla reconnaître que cet officier supérieur n'avait été que malheureux. Ainsi, après la défaite la plus signalée, résultat d'un combat contre des forces inférieures, personne, dans la flotte combinée, ne fut trouvé répréhensible. 1805—an XIV France.

Nous terminerons ici le récit des événements maritimes de l'année 1805, parce que les escadres qui mirent en mer à la fin de cette année n'achevèrent leurs missions qu'en 1806.

ÉTAT général de la flottille française au mois de fructidor an XIII, *époque où tous les préparatifs pour l'expédition d'Angleterre étaient complétés* [1]. (Voir la note à la page 313.)

DESIGNATION des DIVISIONS	DESTINATION.	NOMBRE par divisions. Hom.	NOMBRE par divisions. Ch.	TOTAUX. Homm.	TOTAUX. Ch.
AU PORT D'ÉTAPLES.					
AILE GAUCHE DE LA FLOTTILLE, Commandée par le contre-amiral Courand.					
3. division. 1. espèce.....	Au 25e léger et au 59e de ligne......	2340			
8. div. 1. esp..........	Au 9e léger et au 50e de ligne.....	2340			
9. div. 2. esp...........	Au 32e de ligne................	1900	38		
10. div. 2. esp...........	Au 96e de ligne...............	1900	38		
10. div. 3. esp...........	Au 23e léger..................	1188			
11. div. 3. esp...........	Au 27e de ligne...............	1188			
1. division. Écuries.......	Au 3e hussards...............	1589	336		
2. div. Écuries...........	Aux chevaux d'artillerie	1307	316		
1 sec. 20 div. Transports..	Au gros matériel d'artillerie....	135			
30. div. Transports.......	Aux bagages d'armée..........	270	36		
				14157	764

(Rows from 8. div. to 1 sec. 20 div. bracketed: 1. ESCADRILLE. Totals for the group: 14157 hommes, 764 chevaux.)

[1] *Nota.* Toutes les divisions de la flottille étaient composées de dix-huit bâtiments, excepté celles

DÉSIGNATION des DIVISIONS.		DESTINATION.	NOMBRE par divisions. Hom.	Ch.	TOTAUX. Homm.	Ch.
		Report.			14157	764

Suite de l'aile gauche de la flottille.

2. ESCADRILLE.	14. div. 2. espèce	Au 6e de ligne	1900	38		
	12. div. 2 esp.	Au 69e de ligne	1900	38		
	15. div. 2 esp.	Au 39e de ligne	1900	38		
	18. div. 2 esp.	Au 76e de ligne	1900	38		
	12. div. 3 esp.	Au 50e de ligne	1188			
	13. div. 3 esp.	Au 59e de ligne	1188		13138	731
	3. division. Écuries.	Aux chevaux d'artillerie	1375	270		
	4. div. Écuries	Au 10e. chasseurs	1382	273		
	2. sec. 20. div. Transp.	Au gros matériel d'artillerie	135			
	31. div. Transports	Aux bagages d'armée	270	36		

AU PORT DE BOULOGNE.

AILE GAUCHE DU CENTRE DE LA FLOTTILLE,

Commandée par le contre-amiral Savary.

4. ESCADRILLE.	2. div. 1. esp.	Au 4e de ligne	2340			
	3. div. 1. esp.	Au 46e de ligne	2340			
	3. div. 2. esp.	Au 28e de ligne	1900	38		
	4. div. 2. esp.	Au 57e de ligne	1900	38		
	3. div. 3. esp.	Au 24e léger	1188			
	4. div. 3. esp.	Au 24e léger	1188		13388	744
	7. div. Écuries	A la garde impériale	1048	362		
	8. div. Écuries	Aux chevaux d'artillerie	1079	270		
	1. sect. 21. div. Transp.	Au gros matériel d'artillerie	135			
	33. div. Transp.	Aux bagages d'armée	270	36		
5. ESCADRILLE.	6. div. 1. esp.	Au 3e de ligne	2340			
	7. div. 1. esp.	Au 72e de ligne	2340			
	6. div. 2. esp.	Au 22e de ligne	1900	38		
	7. div. 2. esp.	Au 75e de ligne	1900	38		
	5. div. 3. esp.	Au 26e léger	1188		13241	665
	6. div. 3. esp.	Au 26e léger	1188			
	9. div. Écuries	Aux chevaux d'artillerie	1065	274		
	10. div. Écuries	Au 8e hussards	915	279		
	1. sec. 22. div. Transp.	Au gros matériel d'artillerie	135			
	34. div. Transp.	Aux bagages d'armée	270	36		
		Reporté.			53924	2904

de bateaux de seconde espèce, qui en comptaient dix-neuf, et celles de corvettes de pêche, vingt-sept ; chaque prame ou bateau de grande espèce portait cent vingt hommes et cinquante chevaux ; chaque bateau de première espèce cent trente hommes, chaque bateau de seconde cent hommes et deux chevaux, chaque bateau de troisième espèce soixante-six hommes, et chaque transport un nombre d'hommes et de chevaux proportionné à ses dimensions.

DÉSIGNATION des DIVISIONS.		DESTINATION.	NOMBRE par divisions — Hom.	Ch.	TOTAUX. — Homm.	Ch.
	Report				53924	29 0

AILE DROITE DU CENTRE DE LA FLOTTILLE,

Commandée par le capitaine de vaisseau Leray.

5. ESCADRILLE.	1. div. 1. esp.	Au 14e de ligne	2340		13491	722
	4. div. 1. esp.	Au 43e de ligne	2340			
	1. div. 2. esp.	Au 36e de ligne	1900	38		
	2. div. 2. esp.	Au 55e de ligne	1900	38		
	1. div. 3 esp.	Au 10e léger	1188			
	2. div. 3. esp.	Au 10e léger	1188			
	5. div. Ecuries	Au 11e chasseurs	1084	295		
	6. div. Ecuries	Aux chevaux d'artillerie	1146	315		
	2. sec. 2. div. Transp.	Au gros matériel d'artillerie	135			
	32. div. Transp.	Aux bagages d'armée	270	36		
6. ESCADRILLE.	9. div. 1. esp.	Au 34e de ligne	2340		13461	366
	10. div. 1. esp.	Au 64e de ligne	2340			
	8. div. 2. esp.	Au 40e de ligne	1900	38		
	13. div. 2. esp.	Au 88e de ligne	1900	38		
	7. div. 3. esp.	Au 17e léger	1188			
	8. div. 3. esp.	Au 17e léger	1188			
	11. div. Écuries	Aux chevaux d'artillerie	1080	260		
	12. div. Écuries	A la garde impériale	1122	264		
	2. sec. 22. div. Transp.	Au gros matériel d'artillerie	135			
	33. div. Transp.	Aux bagages d'armée	270	36		

AU PORT DE WIMEREUX.

AILE DROITE DE LA FLOTTILLE,

Commandée par le général Combis.

7. ESCADRILLE.	13. div. 1. esp.	A la division Gazan	2340		12895	634
	20. div. 2. esp.	A la div. Gazan	1900	38		
	5. div. 2. esp.	A la div. Gazan	1900	38		
	19. div. 2. esp.	A la div. Gazan	1900	38		
	15. div. 3. esp.	A l'avant-garde, div. de gren.	1188			
	16. div. 3. esp.	A l'avant-garde, div. de gren.	1188			
	13. div. Écuries	A la garde impériale	1092	269		
	14. div. Écuries	A la garde impériale	982	235		
	1. sec. 23. div. Transp.	Au gros matériel d'artillerie	135			
	36. div. Transp.	Aux bagages d'armée	270	36		
8. ESCADRILLE.	11. div. 1. esp.	A la réserve, div. de grenadiers.	2340		12103	290
	12. div. 1. esp.	A la réserve, div. de gren.	2340			
	11. div. 2. esp.	Dragons à pied	1900	38		
	17. div. 2. esp.	Dragons à pied	1900	38		
	9. div. 3. esp.	A la réserve, div. de gren.	1188			
	14. div. 3. esp.	A la réserve, div. de gren.	1188			
	15. div. Écuries	Aux chevaux d'artillerie	968	185		
	15. *bis* (3 bâtim.). Écur.	Aux chevaux d'artillerie	144	29		
	2. sec. 23. div. Transp.	Au gros matériel d'artillerie.	135			
	Reporté				105874	5206

DÉSIGNATION des DIVISIONS.	DESTINATION.	NOMBRE par divisions. Hom.	Ch.	TOTAUX. Homm.	Ch.
	Report.			105874	5206
AU PORT DE WIMEREUX.					
BATIMENTS ARMÉS PAR LES MARINS DE LA GARDE IMPÉRIALE, Commandés par le capitaine de vaisseau Daugier.					
ESCADRILLE de réserve. 1. div. 1 esp.	A l'infanterie de la garde imp. . .	2340		4680	
2. div. 1 esp.	*Idem*.	2340			
AU PORT D'AMBLETEUSE.					
FLOTTILLE BATAVE, Commandée par le vice-amiral Verhuell.					
Diver. d. de 1. esp. (33 bât.)	A l'aile droite de l'armée.	7150		33325	1266
Diver. d. de 2. esp. (207 bâ.)	*Idem*.	20700	414		
Diver. d. de 3. esp. (60 bâ.)	*Idem*.	3960			
Diver. de. de tr. (101 bât.).	*Idem*.	1515	852		
AU PORT DE BOULOGNE.					
BATIMENTS NON ESCADRILLÉS.					
18 prames.	A divers corps.	2160	900	14665	1014
3 bombardes.	*Idem*.	180			
13 paquebots.	*Idem*.	400	60		
4 bateaux de 2. esp.	*Idem*.	400	8		
19 caiques.	*Idem*.	800			
102 bat. de Terre-Neuve. . .	*Idem*.	5100			
209 canots baleiniers.	*Idem*.	5225			
25 transports.	A divers objets.	400	46		
AU PORT DE CALAIS.					
RÉSERVE DE LA FLOTTILLE, Commandée par le capitaine de frégate Lévêqu					
1. d. cor. de p. arm. en guer.	Aux 1er et 2e rég. d'inf lég. ital.	2460	76	13659	2187
2. d. cor. de p. arm. en g. . .	Aux 1er et 2e rég d'inf. de lig. ital.	2382	77		
3. d. cor. de p. arm. en g. . .	Divers régiments de dragons. . . .	3097	81		
16. div. Transports.	A la réserve.	1570	422		
17. div. Transp.	*Idem*.	1220	436		
18. div. Transp.	*Idem*.	1185	431		
19. div. Transp.	*Idem*.	1333	443		
Section supplém. Transp. . .	*Idem*.	390	221		
TOTAUX.				172183*	9673

La flottille impériale se composait de 2365 bâtiments de toute espèce, montés par 16783 marins (environ 1200 officiers compris), et portant une armée de 160000 hommes, et 9673 chevaux, avec tout son matériel, et 15 jours de vivres de campagne pour la totalité des hommes faisant partie de l'expédition.

* Dans ce nombre sont compris les équipages de la flottille de guerre, montant à plus de 12000 hommes.

CHAPITRE V.

ANNÉE 1806.

Résultat du traité de Presburg ; les électeurs de Bavière et de Wurtemberg nommés rois par Napoléon ; mort du ministre Pitt; Napoléon déclare la guerre au roi de Naples; traité d'échange avec la Prusse; Fox appelé au ministère de la Grande-Bretagne; ouverture du corps législatif; exposé de la situation de l'empire français au commencement de 1806, etc., etc. — Nouvelle invasion du royaume de Naples par les Français; le roi Ferdinand et la reine Caroline se retirent à Palerme ; capitulation de la ville de Naples, expédition du général Reynier en Calabre; défaite de l'armée napolitaine, dont les débris passent en Sicile; Joseph Bonaparte est nommé roi des Deux-Siciles ; siége et prise de Gaëte; seconde expédition en Calabre, etc., etc.

1806. France.

Napoléon venait d'anéantir, dans une seule campagne de deux mois, une coalition formidable dont les habiles instigateurs s'étaient promis un tout autre résultat. L'activité prodigieuse du chef de la nation française, si bien secondé par les généreux efforts de son armée, avait déjoué les combinaisons de la politique anglaise, déconcerté les plans des alliés, et forcé l'empereur d'Allemagne à signer, par le traité de Presburg, l'humiliation de la maison d'Autriche, si orgueilleuse et si absolue dans ses prétentions sur l'empire de la Germanie. Les électeurs de Bavière et de Würtemberg, devenus rois après la bataille d'Austerlitz, par un seul acte de la volonté du vainqueur, étaient reconnus dans ce nouveau titre, sans cesser d'appartenir à la confédération germanique ; tandis que le souverain de l'Autriche allait bientôt abdiquer lui-même le protectorat de l'Allemagne en faveur de son heureux rival.

Toutefois, les espérances du cabinet de Saint-James ne paraissaient point encore entièrement trahies; le traité de Presburg n'avait point étouffé le feu de la guerre en Allemagne, où le génie de la victoire promettait encore de nouveaux triomphes aux Français.

Chef de la première coalition contre la France, en 1792,

1806. France.

le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume II, avait le premier abandonné la cause commune et fait sa paix particulière. Par une de ces bizarreries que la politique des cabinets européens peut seule expliquer, on vit celui de Potsdam, devenu l'allié du gouvernement directorial, applaudir à ses mesures, les seconder, et chercher à en tirer parti pour son propre compte. Il parut ensuite changer de principes lorsque la France, rentrant dans les formes monarchiques, reconnut un gouvernement dont la marche était plus fixe et plus régulière. Dès le printemps de 1805, Frédéric-Guillaume III, qui avait succédé à son père mort en novembre 1797, cédant aux insinuations de l'Angleterre, séduit par l'or de cette puissance, entraîné, d'une autre part, par les conseils, les promesses et la présence de l'empereur de Russie, était entré en pourparlers avec la nouvelle coalition; et après une longue hésitation qui n'était occasionnée, comme nous l'avons déjà dit, que par les discussions qu'entraînait la mise à prix de sa neutralité avec la France, il s'était enfin déterminé à prendre des engagements positifs avec la Russie, vers le milieu d'octobre.

Mais les succès rapides de la grande armée en Souabe, en Bavière, en Autriche et en Moravie ralentirent singulièrement les préparatifs de guerre déjà commencés dans les États prussiens. Le grand développement de forces annoncé avec tant d'emphase dans les gazettes de Berlin fut étouffé, pour ainsi dire, dans son principe. Le comte de Haugwitz, ministre du cabinet, envoyé d'abord pour porter à Napoléon un *ultimatum* menaçant, reçut ordre d'accélérer sa marche pour donner le change sur les dispositions antérieures de son gouvernement. Le ministre prussien, dirigeant sa marche par la Bohême, était arrivé, quatre jours avant la bataille d'Austerlitz, à Iglau, quartier général du maréchal Bernadotte. Celui-ci se hâta de prévenir l'empereur Napoléon, qui donna l'ordre de retenir quelque temps M. de Haugwitz, remettant la réception de cet envoyé après la bataille qu'il allait livrer aux Austro-Russes. Dans le même temps, Bernadotte se mit en marche avec les divisions Drouet et Rivaud pour se rapprocher de Brünn, et les généraux français qui restèrent à Iglau se disputèrent l'honneur de traiter le ministre du roi de Prusse avec tous les égards dus à la mission dont il était chargé. Comme celui-ci manifestait le

désir de se rendre sur-le-champ au quartier général impérial, on lui fit observer que l'empereur français visitait alors les avant-postes de son armée, et ne serait probablement de retour à Brünn que dans trois ou quatre jours. 1805. France.

M. de Haugwitz arriva dans cette ville le 2 décembre dans l'après-midi, et obtint audience de Napoléon le lendemain, au bivouac établi près de la maison de poste de Posorzitz. Le monarque français ne put s'empêcher de témoigner, dans cette première entrevue, l'humeur que lui causaient les tergiversations du gouvernement prussien; cependant, de retour à Brünn, il se montra satisfait des explications qui lui furent données par le ministre dans une nouvelle audience; il pensait que le roi Frédéric-Guillaume lui saurait quelque gré de sa modération dans cette circonstance. En effet, si l'empereur des Français eût voulu, après la conclusion du traité de Presburg, prendre sa route par Berlin pour revenir en France, on conviendra que la conduite de la Prusse lui en avait donné le droit et fourni le prétexte légitime : il ne le fit point, parce que cette expédition n'entrait point alors dans les vues de sa politique. Il se borna à profiter de l'occasion pour négocier un traité d'échange de territoire, dont les conditions, sans être désavantageuses pour la Prusse, lui imposaient cependant l'obligation d'exclure les Anglais des ports de l'Ems, de l'Elbe et du Weser ce qui la mettait naturellement en état de guerre avec ces insulaires, bientôt avec la Suède, et probablement avec la Russie, si celle-ci, quoique vaincue à Austerlitz, refusait de faire sa paix avec la France.

Nous dirons plus tard quels ressorts furent mis en usage pour vaincre une seconde fois l'irrésolution du souverain de la Prusse, et comment cette monarchie, parvenue au plus haut degré de puissance territoriale et positive, en descendit tout à coup, pour tomber, par l'effet d'une inconcevable imprudence, dans l'état d'abaissement le plus complet. Nous devons maintenant reprendre le fil des événements qui suivirent la bataille d'Austerlitz et la conclusion du traité de Presburg.

On a vu, à la fin du chapitre III, que ce traité avait été signé, le 26 décembre, par les plénipotentiaires des puissances contractantes. C'est le 27 qu'un bulletin officiel daté de Schœnbrünn

1806 France. annonça à l'Europe la promotion des électeurs de Bavière et de Würtemberg à la dignité royale, la réunion de Venise au royaume d'Italie, et la résolution où était l'empereur des Français d'expulser du trône de Naples la dynastie régnante. La veille, Napoléon avait fait demander la main de la princesse Auguste-Amélie de Bavière pour le prince Eugène, qu'il se proposait d'adopter solennellement à cette occasion.

Le 1er janvier 1806, les nouveaux rois de Bavière et de Wurtemberg furent intronisés à Munich et à Stuttgard. Ce même jour, le tribunat portait en pompe au sénat de France les drapeaux russes et autrichiens envoyés par Napoléon; et les ratifications du traité de Presburg s'échangeaient à Vienne, qui ne fut entièrement évacué par les troupes françaises que neuf jours après. L'empereur des Français avait quitté cette capitale dès le 29 décembre pour se rendre à Munich, où il était arrivé le 31. Il reçut dans cette dernière ville le vice-roi d'Italie, et ce prince, qui fut adopté le 12, fut uni dès le lendemain à la princesse royale de Bavière.

Prompt à saisir toutes les circonstances qui pouvaient accroître ses domaines et sa puissance, déjà effrayante, Napoléon commença, avec l'année 1806, cette longue série d'usurpations que les agressions incessantes de ses ennemis semblaient justifier, et auxquelles la mort du plus redoutable de ses antagonistes lui permit, peut-être, de se livrer avec encore plus de confiance et de sécurité. Nous voulons parler du célèbre William Pitt, qu'une maladie de langueur conduisit au tombeau le 23 janvier de cette année. Ce ministre de la Grande-Bretagne a joué un rôle trop important dans les événements de la révolution pour que nous ne lui consacrions pas quelques lignes.

Héritier de la haine que le comte de Chatam, son père, portait à la France, William Pitt, par son éloquence et l'étude approfondie qu'il avait faite des finances de l'Angleterre, s'était ouvert, avant l'âge, la carrière des honneurs et des dignités : il était ministre à vingt-quatre ans. Nous nous écarterions trop de notre objet spécial en cherchant à examiner si cet homme d'État, dont la réputation est encore environnée de tout l'éclat qui peut éblouir les yeux des observateurs vulgaires, usa de son influence intérieure d'une manière véritablement avanta-

geuse à la prospérité de son pays ; si, même en mettant de côté le machiavélisme de sa politique extérieure et l'odieux des moyens qu'il mit trop souvent en usage, cette politique ne fut pas plus funeste qu'utile à l'Angleterre. Mais il peut être permis de croire, en réfléchissant sur les faits, que la conduite de ce *grand homme* fut plutôt le résultat de la passion que de la prudence et de l'habileté. Nous rapporterons, à ce sujet, l'épitaphe qu'un écrivain des États-Unis d'Amérique proposa de graver sur la tombe de l'illustre défunt : 1806 France.

« A la mémoire éternelle de William Pitt, mort le 23 janvier 1806, à l'âge de quarante-sept ans. Il fut, pendant vingt-trois ans, premier ministre en Angleterre, et jouit d'une influence inconnue jusqu'à lui. Il fut doué de grands talents et d'une rare éloquence. Pour apprécier son mérite, il ne faut que consulter l'expérience et les faits. Il plaida pour la réforme du parlement, et cette réforme n'eut pas lieu. Il combattit les partisans de la traite des nègres, et la traite s'étendit. Il se déclara le protecteur des catholiques d'Irlande, et les catholiques ne furent point émancipés. Il fut le plus ferme appui de l'Angleterre, le plus ardent ennemi de la France, et, pendant son administration, les boulevards de la liberté anglaise furent renversés, l'ancienne noblesse fut dégradée, la noblesse pauvre avilie, et les classes intermédiaires de la société anéanties. Les associations populaires furent abolies, les sources de la corruption creusées et élargies, le papier substitué à l'or, et la richesse réelle changée en une opulence imaginaire. Il doubla le prix des denrées de première nécessité, tripla le montant des taxes, ajouta trois cent millions sterling à la dette nationale, et sacrifia 200,000 Anglais dans des guerres *justes* et *nécessaires*. Il contribua à renverser l'équilibre de l'Europe, fut témoin de la destruction des alliés de l'Angleterre, et survécut à la conquête ou à l'abaissement des Pays-Bas, de la Hollande, du Portugal, de la Suisse, de l'Espagne, de l'Autriche, de l'Italie et de l'Empire germanique. Que l'Angleterre se glorifie d'un tel appui ! La France, durant son administration, sortit du gouffre de la banqueroute pour s'élever à la richesse, anéantit sa dette nationale, doubla sa population, tripla ses revenus et obtint l'empire du monde. Que les nations enne-

1806. France. mies se plaignent d'un tel adversaire ! Anglais ! voulez-vous apprécier ses talents politiques ? Réfléchissez sur le passé, observez le présent, lisez dans l'avenir. Le café Lloyd, les collecteurs des taxes, les acquéreurs d'emprunt, les fournisseurs des armées, la noblesse nouvelle, et lord Melville en Angleterre, et, en Europe, Napoléon empereur des Français, furent agrandis, enrichis, comblés de gloire par cet ami du peuple anglais, ce sauveur de la Grande-Bretagne ! ce protecteur de l'Europe ! ce ministre donné par le ciel ! ce pilote qui commandait à la tempête !

« Ce monument a été érigé en mémoire de son mérite sans égal, et en témoignage de notre éternelle gratitude et de nos inconsolables regrets. »

Quelles que soient l'amertume et l'exagération de ce morceau singulier, il est cependant facile de remarquer la justesse d'une partie des reproches que son auteur adresse à l'homme d'État qui, dans ses grandes mesures politiques, s'attacha moins à la prospérité de ses concitoyens qu'à flatter les passions ou servir la haine des particuliers et du gouvernement.

Le roi de Naples fut le premier auquel Napoléon crut devoir faire sentir le poids de sa vengeance. Nous avons dit que la reine Caroline, qui gouvernait entièrement son faible époux, sacrifiant toujours les règles d'une sage politique aux sentiments qui l'animaient contre la France, était entrée dans la coalition, et avait promis, avec l'appui des troupes russes et anglaises qu'elle attendait dans ses États, de faire une diversion puissante sur les derrières de l'armée d'Italie ; mais la rapidité des succès de l'empereur Napoléon ne lui avait pas donné le temps de mettre ses projets à exécution ; et, d'après l'usage trop ordinaire de la diplomatie des cours, les alliés, après leur défaite, abandonnant celle qu'ils avaient poussée vers l'abîme et la laissant à son impuissance, n'avaient plus songé qu'à leurs propres intérêts. Dès le 8 janvier, les Anglais, venus à Naples comme auxiliaires, s'étaient rembarqués pour la Sicile, et les Russes, dès le 13, avaient mis à la voile pour Corfou.

Napoléon, qui destinait la couronne de Naples à son frère Joseph, le nomma général en chef de l'armée appelée à envahir ce royaume. Le 27 décembre, il avait publié à Schœnbrünn la proclamation suivante :

Soldats! 1806. France.

« Depuis dix ans, j'ai tout fait pour sauver le roi de Naples; il a tout fait pour se perdre.

« Après les batailles de Dego, de Mondovi, de Lodi, il ne pouvait m'opposer qu'une faible résistance. Je me fiai aux paroles de ce prince, et je fus généreux envers lui.

« Lorsque la seconde coalition fut dissoute à Marengo, le roi de Naples, qui, le premier, avait commencé cette injuste guerre, abandonné à Lunéville par ses alliés, resta seul et sans défense. Il m'implora, je lui pardonnai une seconde fois.

« Il y a peu de mois vous étiez aux portes de Naples. J'avais d'assez légitimes raisons et de suspecter la trahison qui se méditait, et de venger les outrages qui m'avaient été faits : je fus encore généreux. Je reconnus la neutralité de Naples; je vous ordonnai d'évacuer ce royaume, et, pour la troisième fois, la maison de Naples fut raffermie et sauvée.

« Pardonnerons-nous une quatrième fois? Nous fierons-nous une quatrième fois à une cour sans foi, sans honneur, sans raison? Non, non! *La dynastie de Naples a cessé de régner,* son existence est incompatible avec le repos de l'Europe et l'honneur de ma couronne.

« Soldats! marchez, précipitez dans les flots, si tant est qu'ils nous attendent, ces débiles bataillons des tyrans des mers. Montrez au monde de quelle manière nous punissons les parjures. Ne tardez pas à m'apprendre que l'Italie tout entière est soumise à mes lois ou à celles de mes alliés; que le plus beau pays de la terre est affranchi du joug des hommes les plus perfides; que la sainteté des traités est vengée, et que les mânes de mes braves soldats, égorgés dans les ports de Sicile, à leur retour d'Égypte, après avoir échappé aux périls des naufrages, des déserts et des combats, sont enfin apaisés.

« Soldats! mon frère marchera à votre tête : il connaît mes projets; il est le dépositaire de mon autorité; il a toute ma confiance, environnez-le de toute la vôtre. »

Napoléon, en chargeant son frère, inhabile au métier des armes, d'une entreprise aussi importante, prit toutes les précautions qui pouvaient en assurer le succès. Le maréchal Masséna fut chargé de diriger tous les mouvements de l'armée; il avait

1806. France. pour lieutenants les généraux Gouvion Saint-Cyr et Reynier.

Pendant que Masséna, ayant rejoint, à Spoleto, le général Saint-Cyr et la plus grande partie des troupes destinées à l'expédition de Naples, adressait à son armée une proclamation énergique pour la préparer au grand œuvre qu'elle était chargée d'accomplir, le ministère britannique donnait un exemple d'indiscrétion bien fait pour effrayer tous les princes encore tentés de s'allier avec les Anglais et de servir la cause de ces insulaires. On le vit soumettre textuellement à la chambre des communes les traités conclus avec les souverains d'Autriche, de Russie et de Suède, et provoquer, à ce sujet, une discussion publique qui, très-désagréable en elle-même pour toutes ces puissances, devenait encore fort dangereuse pour celles qui, comme la Prusse, avaient eu à la coalition une part qu'elles ne voulaient plus avouer depuis les événements de la dernière campagne.

En effet, ce même roi de Prusse, que le ministère anglais compromettait moins encore que sa propre conduite, s'empressa, le 24 janvier, trois jours après l'ouverture du parlement britannique, d'annoncer à son armée le maintien de la paix, par un article officiel inséré dans la Gazette de Berlin, et qui trahissait déjà, aux yeux des hommes clairvoyants, les folles entreprises que l'on préparait en silence pour la fin de l'année. Ce jour-là, le grand-duc Constantin, qui s'était rendu à Berlin après la bataille d'Austerlitz, quittait cette capitale, après avoir été prendre congé du ministre Hardenberg, chef du parti anglais à la cour de Prusse. Bientôt après, le 27, les troupes prussiennes envahissaient l'électorat de Hanovre, démarche qui allait mettre le roi Frédéric-Guillaume en état de guerre avec l'Angleterre et la Suède, en faveur desquelles il armait encore un mois auparavant, et en faveur desquelles il devait armer et se ruiner pour ainsi dire six mois plus tard.

D'un autre côté, les alliés de la France commençaient alors à recueillir les avantages que leur avait assurés le traité de Presburg. Napoléon, qui venait de repasser le Rhin, arriva à Paris le 26 janvier, après avoir préparé une partie des arrangements que commandait l'état de l'Allemagne, et réparti ses troupes de manière à observer la contenance de la Prusse. Ce

fut à cet effet que le septième corps de la grande armée, commandé par le maréchal Augereau, commença à s'établir, le 28 du même mois, sur le Mayn, aux environs de Francfort, où le maréchal fixa son quartier général. 1806. France.

Cependant les négociations du cabinet prussien avec celui des Tuileries continuaient toujours ; et l'envoyé extraordinaire, M. le comte de Haugwitz, conclut le 8 mars un traité, en vertu duquel le roi Frédéric-Guillaume acceptait le Hanovre en échange de plusieurs provinces prussiennes, telles que le pays d'Anspach, qui fut donné à la Bavière ; la principauté de Neufchâtel et de Vallangin, les pays de Clèves et de Wesel, dont Napoléon se réservait la disposition en faveur du maréchal Berthier et du prince Murat.

Le traité de Presburg avait amené d'autres échanges ou occupations du territoire. Les généraux Molitor et Mathieu Dumas, à la tête d'un corps de troupes françaises, commencèrent à occuper la Dalmatie le 1er février ; le même jour, l'empereur d'Autriche envoya prendre possession de l'évêché de Würtzbourg, échu à son frère en indemnité de l'électorat de Salzbourg ; le 11, le Tyrol fut remis par un commissaire français aux délégués du roi de Bavière ; le 16, une proclamation annonça la prise de possession de l'Istrie par l'empereur des Français, roi d'Italie ; le 14 mars, les troupes françaises occupèrent la ville et le territoire de Nuremberg, pour les remettre au roi de Bavière : celui-ci, par une patente en date du 15, annonça la cession du duché de Berg à la France ; le prince Murat déclara, à son tour, par une note datée du 21, la cession à lui faite de ce duché et de celui de Clèves par Napoléon ; enfin les rois de Bavière, de Würtemberg, et le grand-duc, électeur de Bade, continuaient en Souabe, en Franconie et en Brisgau, leurs occupations respectives, sous les auspices de la France, qui se vit même contrainte plusieurs fois de régler, par des commissaires, les différends survenus entre ces princes pour la fixation des limites.

Tandis que tous ces arrangements s'opéraient sur le continent, le roi d'Angleterre venait d'appeler l'illustre Fox au gouvernail des affaires publiques : lui seul paraissait capable de raffermir l'édifice important du ministère, ébranlé par la mort

1806. France. de Pitt. La Grande-Bretagne, en effet, avait alors besoin d'un homme habile, pour conserver quelque influence politique en Europe; car jamais cette influence n'avait été si près de lui échapper. L'Autriche était abîmée sous le poids de ses défaites; les Russes humiliés s'étaient retirés dans leurs climats glacés, et ne paraissaient pas disposés à en sortir prochainement pour appuyer une seconde fois les projets du cabinet de Saint-James; la Prusse, non contente d'avoir abandonné la coalition sans coup férir, s'emparait du domaine du roi d'Angleterre, cédait ses propres provinces à la France, et fermait une partie des ports de la mer d'Allemagne aux vaisseaux britanniques; le sultan de Constantinople reconnaissait, par une déclaration publique, Napoléon en qualité d'empereur; enfin le royaume de Naples, si important à cause de ses ports pour la marine et les plans de l'Angleterre, allait être perdu sans retour. Au milieu de cette défection générale, il restait encore, il est vrai, au roi Georges un allié constant, le souverain de la Suède; mais ni les démarches ou les proclamations de ce prince, d'humeur chevaleresque, ni quelques avantages obtenus sur la marine française, le 6 février et le 13 mars, près de Saint-Domingue et des Canaries, ni les promesses de l'aventurier Miranda, déserteur des armées françaises, qui partit à cette époque de New-York pour tenter une expédition contre la colonie espagnole de Caracas, dans l'Amérique méridionale, ne pouvaient compenser la défection dont nous venons de parler et les pertes que l'Angleterre allait encore faire dans la Méditerranée.

On a vu, au commencement de ce volume, que Napoléon avait envoyé, dès le 18 octobre, les drapeaux pris sur l'armée autrichienne au sénat conservateur et aux autres grands corps de l'État, qui, tous, s'étaient empressés de faire partir des députations pour aller féliciter le vainqueur au milieu de ses conquêtes. Celle des maires de Paris, ayant pour orateur M. Dupont, maire du septième arrondissement, complimenta l'empereur dans le palais de Schœnbrünn, le 15 décembre, et le supplia d'accorder à la ville de Paris l'honneur de décerner des aigles d'or aux braves phalanges qui avaient conquis les drapeaux et les canons qui devaient désormais orner la maison commune. La députation du tribunat fut chargée d'apporter

en France les trophées que Napoléon destinait à orner les salles du sénat, du corps législatif, du tribunat, ainsi que l'hôtel de ville et la cathédrale de Paris. Peu de temps après (le 14 et le 22 janvier), le sénat reçut communication officielle du traité de Presburg; du mariage du prince Eugène, vice-roi d'Italie, avec la princesse Auguste-Amélie de Bavière; de l'adoption de ce même prince par Napoléon; enfin de l'acte par lequel il était désigné, à défaut d'enfants mâles, propres et légitimes, pour successeur de son père d'adoption à la couronne d'Italie. 1806. France.

Nous avons déjà dit que l'empereur des Français était de retour dans la capitale le 26 janvier au soir. Son premier acte, le 27 dans la matinée, fut de remplacer le ministre du trésor public, M. Barbé-Marbois, sous l'administration duquel des bruits répandus par la malveillance avaient mis la trésorerie dans un embarras momentané, dont les spéculateurs seuls tirèrent parti [1]. M. Mollien reçut le portefeuille de la trésorerie, et prêta, le même jour, serment entre les mains de l'empereur.

Jamais l'adulation et la flatterie ne se manifestèrent avec plus de développement qu'à cette époque de la vie de Napoléon. L'inexorable *Moniteur* a consacré dans ses pages toutes les expressions qui furent employées par les orateurs chargés d'exprimer l'enthousiasme et la reconnaissance des autorités civiles, judiciaires et religieuses envers le vainqueur de la coalition, le sauveur de la France, Napoléon le Grand.

Il convient de dire aussi qu'à aucune autre époque le génie de cet homme extraordinaire ne dirigea les affaires du dedans et du dehors avec plus d'art, d'ensemble et d'activité.

Tandis qu'il donnait des appuis à sa dynastie et des alliés à la France par des mariages politiques, consentis peut-être avec des intentions contraires, et que, par des concessions de territoires, il préparait les puissances amies à n'être que des vassales, des tributaires d'argent et de soldats, il restituait l'édi-

[1] Ces bruits annonçaient que des envois considérables d'argent avaient été faits à l'armée, et que les caisses du trésor public étaient presque vides. Cette nouvelle, tout absurde qu'elle devait paraître aux yeux des gens sensés, ébranla la confiance des commerçants et d'un grand nombre de citoyens, qui tout à coup se portèrent en foule à la banque de France pour réaliser les billets qu'ils avaient entre leurs mains.

1806. France. fice du Panthéon au culte catholique, sous l'invocation première de l'antique patronne de Paris, et lui conservait la destination qui lui avait été donnée par l'assemblée constituante ; c'est-à-dire que ce beau monument devait être consacré à la sépulture des grands dignitaires, des grands officiers de l'empire et de la couronne, des sénateurs, des grands officiers de la Légion d'honneur, et des citoyens qui, dans la carrière des armes, ou dans celle de l'administration et des lettres, auraient rendu d'éminents services à la patrie ; l'église de Saint-Denis, dévastée par les fureurs révolutionnaires, était désignée pour lieu de la sépulture des empereurs : un chapitre, formé par dix anciens évêques sexagénaires, devait desservir ce temple célèbre ; et trois chapelles expiatoires étaient destinées à reproduire, sur des tables de marbre, les noms des rois des trois races, dont les mausolées avaient été profanés et détruits en 1793.

Le corps législatif avait été convoqué pour le mois de mars, et l'empereur fit lui-même, le 2, l'ouverture de ses séances. L'appareil le plus imposant présida à cette cérémonie. Napoléon y parut environné de tous les grands dignitaires et des principaux personnages de l'État. En face de son trône, étaient placés l'impératrice Joséphine, le prince royal de Bavière, le prince archichancelier de l'empire germanique. Le discours prononcé en cette circonstance solennelle est trop remarquable et trop *historique* pour que nous ne le rapportions pas ici textuellement.

« Messieurs les députés des départements au corps législatif, messieurs les tribuns et les membres de mon conseil d'État, depuis votre dernière session la plus grande partie de l'Europe s'est coalisée avec l'Angleterre : mes armées n'ont cessé de vaincre que lorsque je leur ai ordonné de ne plus combattre. J'ai vengé les droits des États faibles, opprimés par les forts. Mes alliés ont augmenté en puissance et en considération ; mes ennemis ont été humiliés et confondus ; la maison de Naples a perdu sa couronne sans retour ; la presqu'île de l'Italie, tout entière, fait partie du grand empire. J'ai garanti, *comme chef suprême*, les souverains et les constitutions qui en gouvernent les différentes parties.

« La Russie ne doit le retour des débris de son armée qu'au

bienfait de la capitulation que je lui ai accordée ; maître de renverser le trône impérial d'Autriche, je l'ai raffermi. La conduite du cabinet de Vienne sera telle, que la postérité ne me reprochera pas d'avoir manqué de prévoyance : j'ai ajouté une entière confiance aux protestations qui m'ont été faites par son souverain : d'ailleurs, les hautes destinées de ma couronne ne dépendent pas du sentiment et des dispositions des cours étrangères. Mon peuple maintiendra toujours ce trône à l'abri des efforts de la haine et de la jalousie ; aucun sacrifice ne lui sera pénible pour assurer ce premier intérêt de la patrie.

1806. France.

« Nourri dans les camps, et dans des camps toujours triomphants, je dois dire cependant que, dans ces dernières circonstances, mes soldats ont surpassé mon attente ; mais il m'est doux de déclarer aussi que mon peuple a rempli tous ses devoirs. Au fond de la Moravie, je n'ai pas cessé un seul instant d'éprouver les effets de son amour et de son enthousiasme. Jamais il ne m'en a donné des marques qui aient pénétré mon cœur de plus douces émotions. Français, je n'ai pas été trompé dans mon espérance. Votre amour, plus que l'étendue et la richesse de notre territoire, fait ma gloire. Magistrats, prêtres, citoyens, tous se sont montrés dignes des plus hautes destinées de cette belle France, qui, depuis deux siècles, est l'objet des ligues et des jalousies de ses voisins.

« Mon ministre de l'intérieur vous fera connaître les événements qui se sont passés dans le cours de l'année ; mon conseil d'État vous présentera des projets de loi pour améliorer les différentes branches de l'administration ; mes ministres des finances et du trésor public vous communiqueront les comptes qu'ils m'ont rendus ; vous y verrez l'état prospère de nos finances. Depuis mon retour, je me suis occupé sans relâche de rendre à l'administration ce ressort et cette activité qui portent la vie jusqu'aux extrémités de ce vaste empire. Mon peuple ne supportera pas de nouvelles charges ; mais il vous sera proposé de nouveaux développements au système de finances dont les bases ont été posées l'année dernière. J'ai l'intention de diminuer les impositions directes qui pèsent uniquement sur le territoire, en remplaçant une partie de ces charges par des perceptions indirectes.

1806.
France.

« Les tempêtes nous ont fait perdre quelques vaisseaux après un combat imprudemment engagé [1]. Je ne saurais trop me louer de la grandeur d'âme et de l'attachement que le roi d'Espagne a montrés, dans ces circonstances, pour la cause commune. Je désire la paix avec l'Angleterre : de mon côté, je n'en retarderai jamais le moment ; je serai toujours prêt à la conclure, en prenant pour bases les stipulations du traité d'Amiens. Messieurs les députés au corps législatif, l'attachement que vous m'avez montré, la manière dont vous m'avez secondé dans les dernières sessions ne me laissent plus de doute sur votre assistance. Rien ne vous sera proposé qui ne soit nécessaire pour garantir la gloire et la sûreté de mes peuples. »

Le soir même de cette ouverture du corps législatif, le prince héréditaire de Bade arriva à Paris, et, deux jours après, un message apprit au sénat que l'empereur venait de fiancer ce prince avec une nièce de l'impératrice Joséphine, mademoiselle Stéphanie Beauharnais, qui avait été adoptée par Napoléon quelque temps auparavant.

Le 5 mars, le ministre de l'intérieur vint rendre compte au corps législatif de la situation de l'empire, ainsi que l'avait annoncé le monarque dans son discours d'ouverture. Après avoir dit quelques mots sur les résultats de l'administration du premier consul, il examina plus en détail tout ce qui avait rapport à la dernière année. Des travaux publics entrepris dans les départements de l'est ; Lyon près de voir renaître les édifices renversés par l'anarchie révolutionnaire ; des digues s'élevant pour contenir le Rhône près de cette ville ; des décrets rendus pour assurer son commerce ; des écoles de dessin établies pour la prospérité de ses manufactures ; des canaux destinés à la faire communiquer bientôt par la Saône, la Loire et la Seine, avec le Rhin et l'Océan, comme elle communiquait déjà par le Rhône avec la Méditerranée ; des routes nouvelles traversant, malgré des obstacles multipliés, la Savoie presque dans tous les sens ; les établissements publics prodigués au Piémont, devenu partie intégrante de l'empire français, surtout à Casal, à Turin, à Alexandrie, et cette dernière ville destinée à être

[1] Celui de Trafalgar.

en outre un des principaux boulevards de l'empire; les barbets qui, depuis plus de deux siècles, ravagaient ces contrées, chassés, dispersés ou exterminés; Gênes, par sa réunion à la France, offrant au Piémont son débouché naturel, et devant recevoir de lui par la suite de nouveaux moyens de prospérité; enfin, un code de lois et un meilleur système d'administration donnés aux États de Parme et de Plaisance, également réunis à la France : tel est le résumé de la première partie de la vaste esquisse tracée par le ministre. 1806. France.

Arrivé au moment de la guerre avec l'Autriche, M. de Champagny peint Napoléon au milieu des travaux, des hasards, des combinaisons militaires, et de toutes les fatigues qu'il partageait avec les soldats, rassemblant alors dans sa main, à trois cents lieues du siége du gouvernement, tous les fils de l'administration de la France; entrant dans les moindres détails, voyant tout par ses yeux, sachant tout sans intermédiaire, et rendant, à Ulm, à Munich, à Vienne, au bivouac comme dans le château d'Austerlitz, cette foule de décrets consignés dans le Bulletin des lois, et témoins à jamais irrécusables de sa prodigieuse activité et de ses travaux administratifs.

Les victoires de l'empereur, sa modération envers les souverains vaincus, les alliances nouvellement contractées, les avantages accordés aux alliés, sont rapidement décrits par le ministre, qui, revenant aux détails des affaires intérieures, rend ensuite compte des efforts faits pour relever ou soutenir le culte, ainsi que des améliorations introduites dans l'administration de la justice et des mesures adoptées pour porter à un plus haut point de perfection la police et la sûreté publique. Passant ensuite à l'énumération des sommes consacrées aux grands objets matériels d'utilité publique, il appelle successivement l'attention sur les belles routes entreprises sur le Simplon, le mont Cénis et le mont Genèvre, à travers la Maurienne et les rochers entre Gênes et Toulon; sur plusieurs routes ouvertes ou commencées sur différents points de l'empire; sur les travaux immenses faits pour l'amélioration des anciennes routes. Il parle des ponts bâtis ou reconstruits sur le Rhin, la Meuse, la Loire, le Cher, le Loing, le Rhône, la Saône, la Durance et l'Isère; des chemins de halage établis le long d'un grand nombre de fleuves

1805. France. et de rivières; du Pô débarrassé des obstacles qui interrompaient sa navigation; de six grands canaux et de plusieurs autres moins importants, commencés, tracés ou projetés, tous destinés ou à réunir les deux mers par des navigations intérieures, ou à joindre les fleuves de France entre eux, à ouvrir au commerce et aux transports de nouveaux débouchés; de l'établissement de ponts à bascule dans tout l'empire; de celui de trois nouvelles lignes télégraphiques; d'une meilleure organisation donnée aux ponts et chaussées. Enfin, le ministre fait remarquer deux cités nouvelles élevées à la place de celles que la guerre civile avait détruites dans les départements du Morbihan et de la Vendée, et trente-cinq villes maritimes ayant des bassins creusés, des écluses de chasse et des canaux construits, des quais, des jetées ou des môles relevés, établis ou réparés, et des ports créés, agrandis ou nettoyés.

M. de Champagny passe ensuite aux travaux exécutés dans la capitale, plus embellie, dit-il, dans le cours d'une année de guerre qu'elle ne le fut jadis en un demi-siècle de paix. Il ajoute que la comptabilité de cette ville immense a été éclairée par un examen, auquel l'empereur a voulu présider lui-même; qu'on a donné de nouveaux soins à la régie des hospices, et réorganisé en leur faveur le mont-de-piété, qui, devenu exclusif, garantit le pauvre d'une usure dévorante, tandis que la modeste rétribution qui lui est demandée se trouve tout entière consacrée au soulagement de ses maux ou de son indigence; que les autres hospices ont été de même l'objet de la sollicitude du souverain; qu'on a desséché des marais, multiplié des plantations; qu'on s'occupe de réorganiser ou restaurer les haras; que l'agriculture a été encouragée, les manufactures de toutes espèces protégées; enfin que les sociétés savantes et littéraires, les écoles de droit, celles des arts, des sciences militaires, les établissements d'éducation, ont été rétablis ou créés; que la banque de France a reçu une nouvelle organisation, et les impositions un nouveau système.

Nous avons cru devoir nous étendre dans l'analyse de ce rapport remarquable du ministre de l'intérieur, parce qu'il fait connaître avec beaucoup de vérité, et mieux que nous ne l'eussions présentée nous-mêmes, la situation de la France au

commencement de l'année 1806, et le grand déve.oppement des moyens administratifs du monarque guerrier, que d'injustes contemporains n'ont point rougi de comparer au chef des Huns, au barbare Attila. 1806. France.

Nouvelle invasion du royaume de Naples par les Français; le roi Ferdinand et la reine Caroline se retirent à Palerme; capitulation de la ville de Naples; première expédition du général Reynier en Calabre. Défaite de l'armée napolitaine, dont les débris passent en Sicile; Joseph Bonaparte est nommé roi des Deux-Siciles; siége et prise de Gaëte; seconde expédition en Calabre, etc., etc. — Les leçons de l'expérience et la modération du vainqueur de l'Italie après la campagne de Marengo n'avaient point affaibli les sentiments haineux de la reine Caroline envers la France. Nous avons dit, au commencement de ce volume, que cette princesse, qui gouvernait le royaume des Deux-Siciles sous le nom de son époux, ne se croyant pas encore en mesure de se déclarer franchement pour le parti des alliés, à l'ouverture de la campagne de 1805, avait conclu le même jour un acte de neutralité avec la France et un traité secret d'alliance avec l'Angleterre, la Russie et l'Autriche. Par la convention signée le 21 septembre 1805, la cour de Naples s'était engagée formellement à ne permettre le débarquement d'aucun corps de troupes appartenant aux puissances en guerre sur le territoire des Deux-Siciles, et à ne confier la direction des armées et le commandement des places du royaume à aucun général anglais, russe, autrichien ou émigré français. C'est par suite de cet acte que Napoléon avait fait évacuer le sol napolitain par le corps de troupes aux ordres du général Saint-Cyr, et remettre toutes les places qu'il occupait aux officiers du roi Ferdinand. Italie.

Mais, à la nouvelle du désastreux combat de Trafalgar, toutes les espérances de la reine Caroline se ranimèrent. Une escadre anglaise vint mouiller, le 20 novembre, sur la rade de Naples; elle était pavoisée, et fit une salve générale de tous ses bâtiments : les forts et les batteries de la capitale répondirent à ce salut amical et triomphateur. La reine s'empressa d'aller au-devant des officiers généraux anglais et russes qui lui amenaient un corps de troupes des deux nations, et

1806. Italie. les accueillit avec les plus vives démonstrations de joie et de reconnaissance, en excusant même l'absence de son mari, qui, ce jour-là, avait été chasser à Caserte. Une proclamation annonça à l'armée napolitaine l'arrivée de ces vaillants auxiliaires et la nomination du général russe Lascy au commandement en chef des forces du royaume. Enfin, pour mettre le comble à la violation du traité conclu deux mois auparavant avec Napoléon, la cour des Deux-Siciles confia la garde de Naples à une garnison de 1,800 Anglais.

Dans ces circonstances, l'ambassadeur français ne crut pas devoir séjourner plus longtemps auprès d'un gouvernement qui déclarait d'une manière aussi manifeste ses intentions hostiles. Il fit enlever les armes de l'empire placées au-dessus de la porte de son palais, demanda des passe-ports, qui lui furent accordés sans difficulté, et se retira à Rome.

Toutefois, le départ précipité de ce ministre causa d'abord quelque inquiétude à la cour, qui craignit d'avoir cédé trop tôt à un mouvement d'enthousiasme irréfléchi. On publia un décret royal, dont le but était de rassurer le commerce et la population de Naples sur les intentions pacifiques de Sa Majesté sicilienne. Cette mesure augmenta la méfiance générale. Les Napolitains pensèrent avec raison que la situation des Français n'était pas aussi fâcheuse que les alliés, et surtout les Anglais, s'efforçaient de la présenter, puisque le roi lui-même semblait douter des succès futurs de la coalition, en cherchant à faire croire qu'il ne voulait point rompre définitivement avec Napoléon.

Quoi qu'il en fût, les préparatifs de guerre prirent, de jour en jour, de nouveaux accroissements dans le royaume. Des agents se rendirent en Calabre et dans les Abruzzes pour y organiser l'insurrection. On pensait que les habitants de ces provinces, dont nous avons déjà fait connaître l'esprit, saisiraient avec empressement la nouvelle occasion qui leur était offerte de suivre leur penchant au brigandage et aux excès de tout genre. De grands mouvements de troupes eurent bientôt lieu vers les frontières de l'État ecclésiastique, et les généraux du roi Ferdinand ne dissimulèrent plus leurs projets hostiles.

A la nouvelle du débarquement des troupes anglaises et

russes sur le territoire napolitain, un embargo général avait 1806.
été mis sur les bâtiments napolitains qui se trouvaient mouillés Italie.
dans le port de Gênes. Les capitaines et patrons ayant demandé du secours pour nourrir leurs équipages, le prince architrésorier de l'empire français, Lebrun, gouverneur des nouveaux départements qui divisaient l'ancien territoire ligurien, avait ordonné que le consul de Naples fournirait à cette dépense. Mais lorsque Napoléon fut informé de cette mesure, il ne voulut point qu'elle eût lieu; il donna l'ordre de relâcher les bâtiments et de rendre les cargaisons, il chargea le gouverneur général d'annoncer aux capitaines napolitains que l'empereur des Français, ami des peuples et du commerce, ne reconnaissait pour ennemis que les gouvernements violateurs des traités, et qu'il ne voulait point rendre les sujets victimes de la politique de leurs souverains. On conçoit aisément les motifs d'une pareille générosité envers une nation à laquelle Napoléon allait imposer son frère pour roi.

Le général de division Verdier, qui commandait alors à Livourne, justement alarmé des projets hostiles de la cour de Naples, proclama la ville en état de siége, et fit toutes les dispositions nécessaires pour retarder les progrès de l'ennemi, dans le cas où celui-ci s'avancerait sur la Toscane. Tous les corps stationnés dans la 27e division militaire eurent ordre de se porter sur Batiglione pour couvrir le royaume d'Italie contre les entreprises des Anglo-Russes. Au reste, cette armée auxiliaire ne présentait guère qu'un effectif de 16 à 18,000 hommes, en y comprenant les Esclavons et d'autres aventuriers enrôlés par les Russes, et un corps d'Albanais, que le roi Ferdinand avait pris depuis peu à sa solde.

La nouvelle de la victoire d'Austerlitz parvint a Naples au moment où la cour, séduite par la jactance des Anglais et des Russes, ne doutait déjà plus du triomphe de la coalition. Le bruit se répandit, dans le même temps, que 5,000 Espagnols, envoyés par le roi Charles IV à son allié l'empereur Napoléon, venaient de débarquer sur les côtes de la Toscane, et s'avançaient à marches forcées sur Bologne, où le maréchal Masséna était arrivé le 9 janvier. La terreur et la consternation imprimées par ces premiers rapports dans la capitale et dans tout

1806. Italie. le royaume s'accrurent encore lorsque des avis certains annoncèrent qu'une avant-garde française se disposait à entrer sur le territoire romain. En effet, Masséna, n'étant resté à Bologne que le temps nécessaire pour donner ses ordres, se mit en marche avec un premier corps de 5 à 6,000 hommes, qui devait être bientôt suivi par un autre, fort de 20,000. Joseph Bonaparte, qui devait commander en chef cette armée d'expédition, était en route pour la rejoindre.

Les Russes n'attendirent pas l'agression des Français. Un courrier parti du quartier général de l'empereur Alexandre en Hongrie, ayant dirigé sa marche par le golfe Adriatique, arriva à Naples, porteur d'un ordre du monarque russe, qui prescrivait au général Lascy de faire rembarquer sur-le-champ toutes les troupes de sa nation, et de les ramener dans les îles Ioniennes pour y rester jusqu'à nouvel ordre. Cette retraite des Russes, en apprenant aux Napolitains qu'ils allaient être réduits à leurs propres forces, fit passer dans l'âme des plus chauds partisans de la guerre la terreur dont le peuple était déjà saisi.

Sur ces entrefaites, l'avant-garde de l'armée française était arrivée à Foligno, et un corps de troupes italiennes, aux ordres du général Lecchi, s'était même avancé sur la route de Rieti. Masséna, parti de Pesaro le 11 janvier avec un régiment de chasseurs à cheval, établit le lendemain son quartier général à Spoleto.

La cour de Naples, dans l'effroi que lui causait la marche rapide d'une armée dont elle n'avait pas cru la réunion si prochaine, eut encore assez bonne opinion de la générosité de Napoléon pour espérer de se faire pardonner ses derniers torts. Le cardinal Ruffo, ambassadeur de Ferdinand à Rome, reçut, le 18 janvier, l'ordre de se rendre en toute diligence à Paris pour y conjurer l'orage qui menaçait la monarchie sicilienne. Mais le temps de l'indulgence était passé, et Napoléon avait juré de ne plus traiter avec une puissance qui se jouait aussi légèrement de ses engagements les plus solennels : nous avons déjà rapporté la fameuse proclamation dans laquelle l'empereur des Français annonçait à l'Europe *que la dynastie de Naples avait cessé de régner*.

Un ordre du jour du maréchal Masséna, daté du quartier général de Spoleto, le 18 janvier, instruisit l'armée de ce qu'elle avait à faire pour remplir les intentions de l'empereur. En annonçant à ses troupes qu'il allait les conduire sur un des anciens théâtres de la gloire nationale, le maréchal leur exposait la conduite perfide du gouvernement napolitain, qui, tandis que le chef de l'empire répondait à une injuste provocation, avait, sans aucun motif, déclaré la guerre à la France, deux mois après la conclusion d'un traité de neutralité sollicité par lui-même avec instance, et avait ouvert avec empressement ses ports aux Anglais, ces éternels perturbateurs du continent, et aux Russes, que le machiavélisme britannique venait de sacrifier dans les plaines de la Moravie. Masséna exhortait ensuite l'armée à garder une exacte discipline vis-à-vis d'un peuple destiné à devenir l'allié et l'ami constant de la France. 1806. Italie.

Un nouvel envoyé du roi Ferdinand auprès de Joseph Bonaparte, à l'arrivée de celui-ci dans la capitale du monde chrétien, reçut l'ordre d'en sortir sous vingt-quatre heures. L'arrêt de Napoléon était irrévocable, et rien ne devait plus en empêcher l'exécution [1].

Avant de mettre le pied sur le territoire napolitain, Joseph, qui se rendit de Rome à Ferentino, crut devoir publier le manifeste qu'on va lire :

« Peuples du royaume de Naples, l'empereur des Français, voulant éloigner de vous les calamités de la guerre, avait signé avec votre souverain un traité de neutralité : il croyait par là assurer votre tranquillité au milieu du vaste incendie dont la troisième coalition menaçait l'Europe; mais la cour de Naples s'est engagée de son plein gré parmi nos ennemis, et a ouvert ses États aux Russes et aux Anglais : l'empereur Napoléon, dont la justice égale la puissance, veut donner un

[1] On a dit que l'empereur des Français fit remettre, à cette époque, par ses envoyés auprès des puissances avec lesquelles il était en paix, une note diplomatique, par laquelle il faisait revivre les droits acquis à la France sous le règne des princes de la maison d'Anjou, droits revendiqués par la dernière dynastie, et sur lesquels on n'avait transigé ensuite que par des alliances ou des conventions diplomatiques, que la mauvaise foi de la cour de Naples venait d'annuler.

1806. Italie. grand exemple, commandé par l'honneur de sa couronne, par les intérêts de ses peuples et par la nécessité de rétablir en Europe le respect que l'on doit à la foi publique. L'armée que je commande marche pour punir cette perfidie; mais vous, peuples, vous n'avez rien à craindre : ce n'est point contre vous que sont dirigées ses armes; les autels, les ministres de votre culte, vos lois, vos propriétés, seront respectés; les soldats français seront vos frères. Si, contre les intentions bienfaisantes de l'empereur, vous prenez les armes, la cour qui vous excite vous sacrifie à ses fureurs. L'armée française est telle, que toutes les forces promises à vos princes, fussent-elles sur votre territoire, ne sauraient les défendre. Peuples! soyez sans inquiétudes, cette guerre sera pour vous l'époque d'une paix solide et d'une prospérité durable. »

Déjà les frontières du royaume étaient abandonnées, et, dans leur marche rétrograde, les troupes alliées évitaient même de traverser la capitale, dans la crainte d'y trouver les habitants insurgés contre elles. Les Anglais avaient été les premiers à prendre le parti de la retraite; ils évacuèrent successivement Fondi, Itri, Teano, Moli et quelques autres places de peu d'importance, et s'embarquèrent à Castellamare. Le prince de Hesse-Philipsthal, qui commandait la place de Gaëte, avait refusé de recevoir une garnison des troupes de cette nation, se faisant fort de défendre son poste avec environ 8,000 soldats napolitains qu'il avait sous ses ordres. Les Russes, qui s'étaient déjà dirigés, par les marais de Padrino, sur le port de Baïa, ne tardèrent pas à se rendre à Corfou. Deux frégates de la flotte alliée restèrent dans la rade de Naples, à la disposition de la cour.

La retraite des troupes anglo-russes occasionna la dispersion de la plus grande partie des milices nationales nouvellement levées. Des troupes de ligne napolitaines occupaient Naples, le fort Saint-Elme et le château de l'Œuf; deux régiments gardaient Capoue, sous les ordres du général Galenco : nous venons de dire que la place de Gaëte était défendue par une garnison d'à peu près 8,000 hommes, sous les ordres du prince de Hesse-Philipsthal, Allemand entièrement dévoué à la cause des Bourbons de Naples, et, sans contredit, le plus

brave des généraux employés par cette cour. Quatre régiments étrangers à la solde du roi Ferdinand, dont deux de troupes suisses et les deux autres albanais, occupaient, dans la province de l'Apulie, les places de Foggio, Lucera, Cerignola et Ponte di Bovino. La défense des Abruzzes fut confiée aux milices du pays. Un général Acton, frère du ministre de ce nom, eut le commandement des troupes qui se trouvaient à Naples et dans les forts de cette capitale.

1806.
Italie.

De pareils moyens de résistance étaient peu propres à calmer les alarmes que l'approche de l'armée française inspirait à un gouvernement qui reconnaissait trop tard l'imprudence de sa conduite. Aussi, le roi Ferdinand, montrant la même résignation qu'en 1797, prit-il le parti de se retirer en Sicile. Il s'embarqua pour Palerme le 23 janvier ; mais, avant son départ, il crut devoir investir le prince royal, son fils, de pouvoirs illimités, et engagea ses sujets à se soumettre aux Français plutôt que d'attirer de plus grands malheurs sur le royaume.

Le duc d'Ascoli, chargé de la police de Naples, réussit assez bien, pendant quelques jours, à maintenir le bon ordre dans cette ville populeuse ; mais la présence du prince royal et de la reine sa mère fut sur le point d'y occasionner un bouleversement général.

Après avoir fait mettre à bord des deux frégates restées dans la rade de Naples tous les fonds qui se trouvaient dans les caisses publiques, Caroline, qui ne se déterminait qu'à regret à suivre son pacifique époux en Sicile, avait conçu le projet insensé de se maintenir encore quelque temps dans la capitale en insurgeant les lazzaroni, et elle l'exécuta malgré les sages représentations du duc d'Ascoli. Par ses ordres, des armes furent distribuées à cette classe d'habitants, ennemie naturelle des propriétaires et toujours prête à profiter des révolutions pour se livrer au pillage et à tous les excès qui en sont la suite. Le prince royal, partageant l'erreur de sa mère, organisa les lazzaroni en régiments qu'il passa plusieurs fois en revue. Cette milice turbulente, dernier espoir de la reine, devint bientôt un objet de terreur et d'effroi pour tous les citoyens de Naples, et les réduisit à faire des vœux secrets pour la prompte arrivée des Français qui devaient les débarrasser de pareils défenseurs.

1806. Italie. Dans ce même temps, Caroline envoya en Calabre le jeune prince Léopold, son second fils, pour se mettre à la tête des insurgés de cette province.

Cependant l'armée française poursuivait sa marche : elle était partie de Ferentino dans les premiers jours de février, et son avant-garde passa le Garigliano dans la journée du 8, à Ceprano. Joseph Bonaparte avait divisé ses troupes en trois corps.

Le premier, où le prince se trouvait en personne, était sous les ordres du maréchal Masséna, et se dirigea par San-Germano sur Capoue; le second, commandé par le général Reynier, marcha, par Terracina, sur Gaëte; le troisième, aux ordres du général Gouvion Saint-Cyr, déboucha par les montagnes sur Itri.

Le général Reynier parut devant Gaëte le 12 février, et fit sommer aussitôt le prince de Hesse-Philipsthal de rendre cette place à l'armée française. Sur la réponse du prince, qui fut telle qu'on devait l'attendre d'un homme d'honneur, Reynier donna l'ordre au général Grigny d'enlever la redoute de Saint-André, armée de six pièces de canon, et qui défendait les approches de la ville. Les soldats français marchèrent à cette attaque avec leur intrépidité ordinaire : la redoute fut prise d'assaut; mais ce succès fut chèrement acheté par la perte de l'un des meilleurs amis du général Hoche, du brave Grigny, qui eut la tête emportée par un boulet. Ce général fut vivement regretté dans toute l'armée; Joseph, qui partageait la douleur générale, s'empressa de recommander à la bienveillance de Napoléon le veuve et la fille du défunt.

Le corps d'armée du maréchal Masséna forma également l'investissement de Capoue, le 12 février. Le canon, qui répondit à la première sommation faite au gouverneur de cette place, semblait annoncer une résistance opiniâtre; mais cette démonstration ne se soutint pas. Le 13, dans la matinée, une députation, partie de Naples, arriva au quartier général du prince Joseph, et traita de la reddition des places de Naples, Capoue, Pescara, et même de celle de Gaëte. Cette démarche, faite sans le consentement de la reine Caroline, avait été résolue immédiatement après que cette princesse, convaincue de l'inutilité de ses efforts, se fut embarquée avec précipitation pour rejoindre son royal époux à Palerme.

En conséquence de la capitulation convenue par les députés napolitains, les divisions Duhesme et Partouneaux entrèrent dans Naples, dont elles occupèrent les principaux postes. Le prince Joseph se rendit dans cette ville, le 15 février, à deux heures après midi, descendit au palais du roi, reçut la visite de toutes les autorités locales, et eut lieu d'être satisfait de l'accueil que lui firent la noblesse et la bourgeoisie. L'ordre fut donné aux lazzaroni de remettre leurs armes, et ils obéirent avec plus de soumission qu'on ne s'y était attendu.

1806 Italie.

Une partie de la division Duhesme s'était rendue sur le môle, où se trouvaient encore, à portée de canon, une frégate et une corvette de la marine royale, que le mauvais temps empêchait de prendre le large, et qui furent obligées d'amener leur pavillon, après avoir essuyé deux volées. Il y avait à bord de l'argent et des effets d'une grande valeur, dont on s'empara. Cinq polacres tombèrent également au pouvoir des Français. A ces prises vint bientôt se joindre celle d'une partie du convoi qui transportait en Sicile les chancelleries et les meubles de la cour, et que la tempête avait dispersé à quelques milles de Palerme. Ces bâtiments, forcés de rentrer dans les ports de Baïa, de Castellamare et de Procida, y furent confisqués.

L'arsenal de Naples n'avait point été évacué : il fournit de grandes ressources pour la suite de la campagne. On y trouva deux cents pièces d'artillerie et près de deux cent cinquante milliers de poudre.

Un grand nombre d'officiers de l'armée napolitaine, restés dans la capitale, se présentèrent à Joseph, et lui demandèrent du service. Cette circonstance fit hâter la formation de plusieurs régiments nationaux, dans lesquels on plaça d'abord tous les Napolitains réfugiés qui étaient à la solde du royaume d'Italie. L'un d'eux, le prince Pignatelli, major du régiment de la garde italienne (dragons Napoléon), fut nommé colonel du premier régiment d'infanterie légère napolitain. Cette organisation militaire, celle de l'administration civile, de la police, des tribunaux, occupèrent les premiers loisirs du frère de Napoléon. Dans une proclamation, à la date du 21 février, Joseph rappela tous les motifs de sécurité que devaient donner

1806. Italie. les promesses du chef de la nation française, la discipline de l'armée et le caractère de son général en chef. En effet, les mesures déjà prises par celui-ci attestaient que la parole de Napoléon n'était point vaine, et que les Napolitains n'auraient point à regretter, sous un nouveau régime, la dynastie *qui avait cessé de régner*. Par une ordonnance rendue le 22, il rétablit les secrétaireries d'État, et en désigna les titulaires. Dans un ordre du jour de la même date, le prince, en complimentant l'armée française sur le bon esprit qui régnait parmi elle, sur la résignation qu'elle avait montrée au milieu des privations de toute espèce, suite de ses marches forcées dans un pays où elle ne s'était permis aucun genre d'exaction et de réquisition, s'occupa de pourvoir aux besoins des troupes de la manière la moins onéreuse au peuple napolitain, et prescrivit des mesures tendant à empêcher que l'habitant n'eût à se plaindre d'aucun excès. Ces dispositions et plusieurs autres, qui prouvaient aux sujets du roi Ferdinand la ferme intention de les traiter en amis et en frères, produisirent le meilleur effet sur l'opinion publique, malgré tout ce que la reine Caroline et les Anglais mirent en usage pour troubler l'harmonie qui s'établissait entre le peuple conquis et ses dominateurs.

L'armée française était alors forte de plus de 50,000 hommes, non compris une réserve de 20,000 stationnée dans l'État pontifical. Nous avons dit que le prince Joseph l'avait divisée en trois corps. Celui qui était aux ordres du général Saint-Cyr devait occuper l'Apulie, la presqu'île d'Otrante, Tarente et le littoral de l'Adriatique; le corps du général Reynier était destiné à soumettre la Calabre, et les troupes que commandait directement le maréchal Masséna furent chargées de garder Naples, d'occuper les provinces environnantes, et plus particulièrement encore d'assiéger et de réduire Gaëte.

Cette forteresse, située sur un rocher, à la pointe d'une presqu'île, offrait de grandes difficultés pour un siége régulier. Elle est environnée, de trois côtés, par la mer, qui forme sur le rivage plusieurs anses protégées par le canon de la place, et d'un abord assez commode pour permettre aux bâtiments d'apporter des secours en tout genre à la garnison et aux habitants. Les parties ouest et sud du contour de la presqu'île sont for-

mées de rochers escarpés et presque inabordables. La partie occidentale, plus basse et plus accessible, est fermée par un rempart que la hauteur et l'épaisseur de ses revêtements mettent à l'abri d'un coup de main; plusieurs batteries, dirigées sur la mer, sont placées de manière à éloigner, par leur feu, tous les bâtiments qui voudraient insulter ce côté de la place. 1806. Italie.

La partie septentrionale, qui fait face à l'isthme, est la seule susceptible d'attaque pour l'assiégeant qui n'est point maître de la mer. Elle présente, sur un front très-étendu, et presque en ligne droite, un amphithéâtre de feux convergents sur le terrain étroit où les attaques peuvent être dirigées. A l'époque dont nous parlons, une première enceinte s'étendait depuis la pointe dite de Transylvanie du côté de l'ouest jusqu'à une forte tour élevée du côté de l'est et appelée assez improprement citadelle. Le tracé de cette enceinte, quoique irrégulier, était cependant disposé de manière à procurer des flanquements à toutes les parties qui en avaient besoin, en conservant l'avantage précieux de ne rien laisser en prise au ricochet, et de priver par là l'assiégeant de son plus grand moyen de succès, attendu qu'il lui était impossible de saisir le prolongement d'aucune portion importante des ouvrages.

A partir de la pointe de Transylvanie jusqu'au bastion à trois étages, dit *de la Brèche*, cette enceinte, déjà respectable par son relief, l'était encore par sa position sur une suite de rochers tellement escarpés, qu'on avait jugé inutile de la couvrir par des dehors. Il faut ajouter que, dans presque toute cette partie, l'escarpe en maçonnerie était adossée au roc même, et souvent même taillée dedans jusqu'à une hauteur plus ou moins grande, ce qui rendait la brèche difficile à pratiquer, soit par le canon, soit en y attachant le mineur.

En partant du bastion à trois étages, cette première enceinte, dont l'escarpe est encore plus haute, se trouve assise sur un terrain qui s'abaisse par degrés vers la mer, en allant du côté de la tour appelée citadelle. La terre est plus abondante et le rocher moins continu dans cette partie, ce qui rend conséquemment la brèche plus praticable. Aussi l'avait-on renforcée par une espèce de deuxième enceinte, formée d'abord d'une terrasse ou fausse braie, et d'une autre plus bas, qui s'abais-

1806. Italie.

sait par ressaut et dont une face était baignée par la mer. Cette seconde enceinte était couverte par un fossé, un double chemin couvert, et quelques petits ouvrages extérieurs.

Tous ces dehors de la place de Gaëte étaient postérieurs aux deux siéges qu'elle avait soutenus, en 1706 contre les Autrichiens, et en 1734 contre les Espagnols ; ils avaient été élevés par ces derniers, et ils auraient causé de grands embarras aux Français, si les ingénieurs castillans n'avaient pas commis la faute de laisser à la face de l'ouvrage, du côté de la mer, le grand inconvénient de n'avoir que fort peu d'eau au pied de son escarpe, inconvénient qui, ayant été signalé par le passage de quelques déserteurs en cet endroit, donna aux assiégeants l'idée d'y passer eux-mêmes pour arriver à une brèche projetée au flanc, laquelle eut, en effet, un plein succès, comme on le verra plus loin.

Avant cette découverte importante, les ingénieurs français pensaient déjà qu'il n'était pas absolument impossible de pratiquer une brèche au bastion à trois étages, au moyen de laquelle on éluderait l'attaque de tous les dehors ; ils avaient remarqué que l'on pouvait se porter directement des cheminements sur les brèches pratiquées au corps même de la place, sans être obligé d'en venir au couronnement du chemin couvert, aux descentes de fossés, aux brèches faites par des batteries très-voisines de la place, ou à l'attachement du mineur, opérations qui auraient offert des difficultés presque insurmontables vis-à-vis d'une forteresse si heureusement placée, et dont il n'y avait pas possibilité d'éteindre ni même de diminuer beaucoup les feux, puisque, d'après ce qui a été dit plus haut, l'assiégeant ne pouvait saisir le prolongement de presque aucune portion essentielle des ouvrages.

Telle fut l'idée qui servit de base aux attaques des Français ; nous dirons, dans le précis des travaux du siége, comment les ingénieurs français la mirent à exécution.

Le maréchal Masséna partit de Naples, le 26 février, pour se rendre au camp devant Gaëte. Il confia le commandement des troupes du siége au général Lacour, et le général Campredon, commandant le génie de l'armée, prit lui-même la direction des travaux. Du 26 février au 7 mars, le général commandant

l'artillerie fit amener devant la place les canons, mortiers et munitions nécessaires pour pousser les opérations avec vigueur. 1806. Italie.

Pendant que ces préparatifs se faisaient devant Gaëte, le corps commandé par le général Gouvion Saint-Cyr s'était mis en marche pour sa destination. Une demi-batterie d'artillerie légère, qui devait suivre le mouvement de ces troupes, se dirigea de Matera sur Cassano par la route qui conduit de l'Apulie en Calabre, la seule qui soit praticable pour les voitures. Le général Saint-Cyr rencontra peu d'obstacles dans sa marche, et s'établit sur le territoire et la partie des côtes qu'il était chargé d'occuper.

Le corps aux ordres du général Reynier se réunit à Salerne vers la fin de février; il y attendit un équipage d'artillerie de montagne et un convoi de vivres qui se préparaient à Naples avec quelques difficultés, attendu que tous ces objets ne pouvaient être transportés qu'à dos de mulets, qu'il fallait rassembler à grands frais. Ce corps consistait en douze bataillons et six escadrons, formés en quatre brigades, l'une d'avant-garde, commandée par le général Compère, deux autres réunies sous le commandement du général de division Verdier, ayant sous lui les généraux Digonnet et Peyri, et une quatrième dite de réserve, sous les ordres du général de brigade Franceschi. Le parc d'artillerie se composait d'une pièce de 6 et d'un obusier servi par l'artillerie légère, et de six pièces de montagne. Avec ces forces, le général Reynier avait à combattre l'armée napolitaine, commandée par le prince royal et divisée en deux corps : le premier sous les ordres immédiats du prince, et le second sous ceux du général français émigré Roger de Damas. Toutes ces troupes, composées de vingt-huit bataillons et dix-sept escadrons, présentaient un total de 18 à 20,000 hommes. La cour de Naples avait conçu l'espoir d'augmenter cette armée au moyen de la levée en masse des Calabrois et des habitants de la Basilicate, dont elle provoquait l'insurrection par toutes les voies qui étaient à sa disposition. Les anciens chefs de bandes, qui devaient leur fortune et leur considération au rôle qu'ils avaient joué précédemment dans la croisade du cardinal Ruffo, avaient promis à la reine une levée de 80 à 100,000 hommes; mais, à l'exception du fameux Fra-Dia-

1806. Italie. volo, qui réussit en effet à organiser une bande assez considérable de ses anciens brigands, les autres chefs furent d'abord moins heureux dans leurs tentatives sur l'esprit des Calabrois. Malgré tout ce qui fut mis en usage pour séduire cette population et l'exciter à se lever en masse, le plus grand nombre refusa alors de quitter ses foyers pour venir partager la défaite des troupes de ligne, qu'ils regardaient comme certaine.

Afin de suppléer à l'absence de ces auxiliaires, les chefs de l'armée napolitaine recoururent au moyen déjà pratiqué en 1799, lors de la reprise du royaume par le cardinal Ruffo. Ils firent sortir des prisons tous ceux qui attendaient leur jugement, et appelèrent au service de leur roi les hommes qui devaient en redouter la justice. Le prince royal, supposant que la surcharge des impôts était la cause de la tiédeur manifestée par les habitants des provinces qu'il appelait aux armes, annonça qu'ils seraient diminués, et donna même des ordres à cet effet; enfin on en vint au point de présenter la perspective du pillage à ceux qui voudraient s'enrôler, en leur promettant de marcher bientôt sur Naples, qui n'était, disait-on, occupée que par une garnison peu nombreuse, le gros des troupes françaises étant employé au siége de Gaëte ou dans d'autres postes militaires. C'est par de tels moyens que le prince parvint à inspirer quelque confiance à ses troupes, et à leur faire commencer un mouvement offensif, dont la marche du général Reynier arrêta bientôt l'élan.

L'avant-garde du corps français était arrivée le 5 mars à San-Lorenzo di Padula, et le corps de bataille prenait poste à la Scala, lorsqu'un aide de camp du maréchal napolitain Capece Minutolo apporta au général Reynier une lettre qui annonçait que, si les Français traitaient en rebelles les hommes de nouvelle levée, les généraux napolitains useraient de représailles envers les prisonniers qui tomberaient en leur pouvoir. Le général Reynier répondit que les troupes de ligne siciliennes pouvaient avoir toute confiance dans la générosité des Français, mais qu'il croirait, lui-même, déshonorer le nom de soldat en l'accordant à des bandits tirés des prisons ou des bagnes, et à des paysans féroces qui n'avaient pris les armes que dans l'espoir du pillage et de la dévastation.

Le corps d'armée continua sa marche; le général Compère rencontra, en avant de San-Lorenzo, quelques partis de cavalerie, qui prirent la fuite à son approche. L'avant-garde napolitaine, qui était parvenue jusqu'à Castel-Nuovo, et qui y attendait du renfort, en partit dans la nuit, et il ne fut plus possible de l'atteindre. 1806. Italie.

Après avoir passé les défilés de Guaro, dans la matinée du 6, l'avant-garde française aperçut un corps ennemi retranché derrière une petite rivière, dont le pont venait d'être incendié. Ces troupes, au nombre d'à peu près 2,000 hommes, se composaient de deux bataillons de ligne, d'un escadron, et d'un détachement de bandits calabrois, sous les ordres du sbirre Sciarpa, que l'on a déjà vu figurer dans la campagne de 1799. Elles avaient en batterie une pièce de 12, deux de 4 et un obusier. Le général Compère détacha les deux compagnies de voltigeurs du 1er régiment d'infanterie légère, pour s'emparer d'une hauteur où s'appuyaient les retranchements de l'ennemi et que celui-ci avait eu l'imprudence de ne pas occuper. En un moment, la pièce de 12 et l'obusier furent au pouvoir des voltigeurs. Les Napolitains, effrayés de l'intrépidité de ces dignes soldats d'élite, prirent la fuite et furent poursuivis vivement jusqu'à Lago-Negro, où ils essayèrent de se rallier sous la protection de leurs pièces de 4 qu'ils avaient réussi à emmener; mais elles leur furent encore enlevées par les voltigeurs. Les débris du corps ennemi, poussés jusque vers Bosco, se dispersèrent dans les montagnes. L'avant-garde française fit, dans cette affaire, 300 prisonniers, dont un colonel et 20 officiers : outre les quatre pièces d'artillerie dont nous venons de parler, trois drapeaux étaient tombés en son pouvoir. Le général Reynier laissa à Lago-Negro, où il trouva une grande partie des équigages et vingt caissons napolitains, un détachement, qui ramassa, les jours suivants, bon nombre de soldats ennemis dispersés dans les montagnes.

L'avant-garde, en traversant Bosco, y trouva également seize caissons abandonnés, et prit dans Lauria, où elle se porta le 7, trois officiers, 50 soldats et trois pièces de canon.

Le 8, le général Reynier, ayant appris que les Napolitains étaient dans l'intention de recevoir bataille dans une position

1806. Italie.

retranchée afin d'arrêter les progrès du corps d'armée français, réunit toutes ses troupes à Castellucio, que l'ennemi avait évacué à la pointe du jour, et où l'on trouva encore nombre de soldats restés en arrière. Le général Compère, qui s'avança jusqu'à Rotunda, y prit également quelques traîneurs. L'impatience que les Français éprouvaient d'en venir aux mains avec leurs adversaires ne permit pas au général Reynier de s'arrêter à Castellucio plus de temps qu'il n'en fallait pour attendre l'arrivée de sa réserve.

Le 9 au matin, la brigade du général Compère, suivie de près par la division du général Verdier et par la réserve aux ordres du général Franceschi, s'avança par les défilés du val San-Martino. Le général Reynier avait pris la précaution de faire explorer, par des détachements, les montagnes qui bordent ce passage. Les rapports qu'avait reçus ce général lui désignaient Campo-Tenese comme le lieu choisi par les généraux napolitains pour y recevoir le choc de l'armée française. Au débouché du premier défilé, les éclaireurs du général Compère repoussèrent quelques avant-postes ennemis. Cette rencontre signalant la présence de l'armée napolitaine au lieu indiqué, le général Reynier détacha plusieurs compagnies de voltigeurs sur les montagnes qui se trouvent à droite et à gauche de la plaine élevée qui porte le nom de Campo-Tenese.

Les Français ne tardèrent pas à apercevoir le camp napolitain établi au milieu de la plaine de Campo-Tenese. Cette position était bien choisie. L'armée ennemie avait sa droite et sa gauche appuyées aux montagnes, sur lesquelles étaient placés plusieurs bataillons d'infanterie légère. Devant le centre de leur ligne de bataille, les Napolitains avaient élevé trois fortes redoutes armées de pièces de gros calibre. Le général Reynier fit former ses troupes à mesures qu'elles débouchaient dans la vallée; mais ce mouvement fut très-long, parce que le défilé étant très-étroit dans cette partie, les soldats n'arrivaient qu'un à un. Une autre circonstance contraria encore les dispositions du général : la neige tombait alors en abondance, et une brume très-épaisse empêchait de voir l'ennemi et de calculer sur ses mouvements ceux qu'il convenait de faire. Toutefois, la fusillade qui s'engagea sur les montagnes de gauche détermina

Reynier à envoyer le premier bataillon du 12e régiment au soutien des voltigeurs qui combattaient sur ce point. Le 1er régiment d'infanterie légère et le deuxième bataillon du 42e de ligne ayant achevé de se former à l'entrée de la plaine, la division Verdier vint se placer successivement en seconde ligne. 1806. Italie.

La brigade du général Compère, c'est-à-dire l'avant-garde, composée des deux régiments que nous venons de nommer, se trouvait déjà sous le canon des redoutes ennemies, lorsque les voltigeurs du 1er régiment d'infanterie légère et le bataillon du 42e de ligne, ayant culbuté les bataillons qui défendaient les hauteurs où les Napolitains appuyaient leur droite, débordèrent celle-ci. Le général Reynier saisit ce moment pour ordonner au général Compère de s'avancer au pas de charge et à la baïonnette : ce mouvement fut suivi et soutenu par la division Verdier. L'ennemi n'attendit point cette attaque impétueuse; après quelques décharges, sans grand effet, de l'artillerie des redoutes, les Napolitains lâchèrent pied en désordre, abandonnèrent les redoutes et les pièces qu'elles renfermaient, et s'éparpillèrent dans les montagnes ; un petit nombre prirent le chemin de Marano, où les voltigeurs qui avaient marché par les hauteurs arrivèrent en même temps qu'eux. Les chasseurs du 1er léger ramassèrent, dans les montagnes couvertes de neige, un grand nombre de fantassins et de cavaliers. Si la nuit ne fût point survenue, il eût été possible d'envelopper presque entièrement toute cette armée à la débandade; mais l'obscurité et la neige en sauvèrent un certain nombre. Pendant la nuit, plusieurs officiers et soldats vinrent se rendre volontairement aux bivouacs français; d'autres furent trouvés, le lendemain, morts de froid et de faim. On peut remarquer, par l'issue de ce combat, qu'en se plaçant dans la vallée de San-Martino, les généraux napolitains avaient commis la double faute de n'en avoir point fait garder assez soigneusement les débouchés, pour rendre plus difficile l'entrée des troupes françaises et pour assurer la retraite de leur propre armée.

La réserve aux ordres du général Franceschi, presque entièrement composée de cavalerie (6e et 9e de chasseurs à cheval), éprouvant encore plus de difficultés que l'infanterie dans le passage du défilé, ne put arriver assez à temps pour prendre

1806. Italie. part à l'action. Sans ce retard et le mauvais temps qui régna toute la journée, et qui empêchait, comme nous l'avons dit, d'apercevoir les mouvements de l'ennemi, cette partie de l'armée napolitaine, forte de quinze bataillons et de six escadrons, eût été contrainte à mettre bas les armes sur le champ de bataille. Cependant sa destruction était presque complète : des 10 à 11,000 hommes que le général Roger de Damas avait ainsi réunis sous ses ordres à Campo-Tenese, à peine put-il rallier un millier de fantassins et quelques centaines de chevaux ; le reste avait été tué, pris, dispersé ou perdu dans les montagnes. 2,000 prisonniers, parmi lesquels un bataillon de grenadiers de la garde royale, les généraux Tschudi et Ricci, un colonel et un grand nombre d'officiers, toute l'artillerie, cinq drapeaux et plus de 500 chevaux, étaient restés entre les mains des vainqueurs.

Les Français entrèrent le soir dans Marano, pêle-mêle avec un grand nombre de fuyards. L'avant-garde bivouaqua en avant de la ville ; la division Verdier, sur le versant de la montagne en arrière ; la réserve, formée du quatrième bataillon du 1er régiment suisse et de six escadrons de chasseurs, resta bivouaquée au milieu de la neige, à Campo-Tenese, avec les prisonniers napolitains.

L'autre partie de l'armée napolitaine, commandée par le feld-maréchal Rosenheim, et où se trouvaient le prince royal François-Janvier-Joseph et son jeune frère le prince Léopold, était en seconde ligne pour défendre la frontière de la Calabre, du côté de l'Apulie, lorsque le corps que commandait le comte Roger de Damas occupait encore la position de Campo-Tenese. La défaite de ces dernières troupes força le maréchal Rosenheim à replier les siennes derrière la rivière de Coscile. Le 10, l'avant-garde française entra dans Cassano, que les Napolitains avaient évacué dans la soirée du 9, et où elle fit prisonniers 125 soldats et 30 officiers. Le gros des troupes françaises campa près de Castro-Villari.

L'avant-garde de la division Verdier passa le Coscile le 11, auprès du village de San-Antonio della Fiera, et marcha sur Tarsa, où les chasseurs du 1er léger chargèrent les cavaliers du régiment napolitain *del Rè*, et leur firent quelques prisonniers

La pluie, qui tomba ce jour-là par torrents, fit déborder le Coscile, et retarda jusqu'au lendemain le passage de la réserve.

Les Français, dans tous les lieux qu'ils traversaient, étaient reçus avec plus d'empressement qu'ils ne s'y attendaient. Les habitants aisés les regardaient comme des protecteurs et les remerciaient sincèrement de les délivrer du pillage auquel les exposait la présence des bandes napolitaines. L'armée campa le 12 à San-Antoniello. Le général Franceschi ayant détaché le chef d'escadron Schnetz avec 120 chevaux du 6e régiment de chasseurs, cet officier entra dans Cosenza à la suite d'une arrière-garde napolitaine, et fit une cinquantaine de prisonniers. Il trouva dans cette ville six pièces de canon et plusieurs caissons abandonnés par l'ennemi. Le prince royal était parti de Cosenza, le jour même du combat de Campo-Tenese, pour se rendre à Reggio. Il avait avec lui son frère Léopold, les ministres; un bataillon de la garde royale et un régiment de cavalerie lui servaient d'escorte. Les troupes du maréchal Rosenheim avaient eu ordre de se diriger sur le même point, et y arrivèrent effectivement par différentes routes les 11 et 12.

Le général Reynier continua sa marche aussi rapidement que le lui permettait la nécessité de faire des vivres et de donner quelque repos à ses troupes. Celles-ci campèrent autour de Cosenza le 13; le 6e régiment de chasseurs et quelques détachements d'infanterie furent laissés dans cette ville sous les ordres du colonel Lafond pour assurer les communications. Le corps d'armée, après avoir passé Nicastro, Monteleone, Mileto, et traversé les rivières torrentueuses de Metenia et Petrau, vint camper, le 19, à Seminara, et se remit en marche le lendemain avant le jour, par les défilés presque impraticables de Solano et de Milca. L'avant-garde parvint dans la matinée sur les hauteurs qui dominent Fiumara di Muro et la petite ville de Scilla, et d'où l'on découvre tout le détroit de Messine. Cinquante bâtiments de transport étaient mouillés devant Gallico et Pentimelle, et mirent à la voile peu de temps après l'apparition des Français.

Le général Reynier, dans l'espoir que les troupes royales n'auraient pas eu le temps de s'embarquer en totalité, se porta sur la côte avec le 9e de chasseurs à cheval, laissant derrière

1806. Italie. lui l'infanterie, qui n'avait point encore passé le défilé; mais, à son arrivée au bord de la mer, il ne rencontra aucune troupe : les derniers bâtiments de transport achevaient de lever l'ancre, sous la protection de plusieurs chaloupes canonnières, qui tirèrent sur les escadrons français lorsque ceux-ci traversèrent la plage de Pentimelle pour entrer dans Reggio. La division Verdier, qui descendit à la Punta del Pezzo, n'y trouva plus de soldats napolitains. Il en fut de même à Bagnara et à Scilla, où le général Reynier envoya des détachements.

Le prince royal et son frère s'étaient embarqués deux jours avant l'arrivée des Français à Reggio. De cette armée forte de 18,000 hommes le 6 mars, 2,000 seulement étaient parvenus à passer en Sicile quatorze jours après, encore étaient-ils désorganisés et presque tous sans armes. Tout le matériel avait été pris; les places de Cotrone, d'Amantea et quelques autres points de la côte étaient encore armés, tant les troupes napolitaines avaient mis de précipitation dans leur retraite.

Pendant cette expédition du troisième corps de l'armée française en Calabre, le général Duhesme, dont la division faisait partie du deuxième corps aux ordres du général Gouvion Saint-Cyr, était venu prendre position à Cassano après avoir traversé la Basilicate, pour entretenir les communications et prolonger la ligne qui s'établissait sur tout le développement des côtes. Cette mesure était d'autant plus nécessaire, que, les Anglais croisant dans les deux mers, on avait à craindre leurs tentatives pour former des noyaux d'insurrection dans l'intérieur des provinces. Ils n'avaient point osé se mesurer avec des troupes habituées à vaincre; leur rôle désormais était d'exciter la population à se soulever, d'enrôler les bandits et les gens sans aveu, d'encourager le pillage et le meurtre : moyens légaux, selon ces insulaires, et les seuls qui pussent empêcher l'établissement des Français dans le royaume.

Nous avons déjà dit que Napoléon destinait la couronne de Naples à son frère Joseph; un message impérial annonça, le 30 mars, cette nomination au sénat de France, qui s'empressa de voter une députation de trois de ses membres pour aller complimenter le nouveau roi sur son avénement au trône. Joseph reçut à Bagnara, le 13 avril, le décret qui lui conférait

le titre de roi des Deux-Siciles, transmissible à sa descendance directe légitime et naturelle, sous la réserve des droits assurés par les constitutions de l'empire, mais avec la condition que les couronnes soit de France, soit d'Italie, soit des Deux-Siciles, ne pourraient jamais être réunies sur la même tête. 1806. Italie.

Joseph se fit sur-le-champ proclamer roi, et cette cérémonie eut lieu à Bagnara même, à l'extrémité du royaume de Naples, dont l'armée française l'avait rendu maître, et en vue de la Sicile, où le drapeau tricolore ne devait jamais être arboré. Le nouveau monarque des Napolitains se rendit de Bagnara à Reggio, où on lui rendit tous les honneurs réservés à la dignité dont il venait d'être revêtu. L'espèce de révolution qui faisait ainsi passer la couronne d'un prince de la maison de Bourbon sur la tête du frère de Bonaparte s'opéra sur le sol napolitain, sans trouble, sans opposition, sans même qu'on pût remarquer aucun signe extérieur de mécontentement. L'ancienne cour avait chargé le peuple de tant d'impôts et avait irrité presque toutes les classes de la société, sans en excepter la noblesse et une partie du clergé, par tant de mesures arbitraires et vexatoires à la suite de la restauration de 1799, que le plus grand nombre, surtout parmi les propriétaires, virent sans déplaisir un changement politique dont ils espéraient un régime plus doux. Les principales familles du royaume, même celles de la province de Calabre où l'ancienne cour croyait avoir le plus de partisans, s'empressèrent de reconnaître le souverain que venait de leur imposer la force des armes, et de lui donner des garanties de leur soumission sincère. Toute la jeune noblesse de la ville de Reggio s'organisa en garde d'honneur, et, dans une visite que le nouveau roi fit des principaux édifices, un vieux gentilhomme se jeta à ses pieds, en présence de tout le peuple, et lui dit : « Sire, que le ciel vous comble de bénédictions ; aidez-nous et nous vous aiderons. Si vous avez besoin de soldats, nous prendrons les armes pour Votre Majesté. » Joseph parut ému de cette scène, qui n'était point préparée, et répondit au vieillard, en le relevant, que toute sa vie serait consacrée à mériter l'accueil qu'il recevait des habitants de Reggio.

Du 17 avril au 9 mai, Joseph parcourut les provinces méridionales de son royaume, afin d'accoutumer les peuples à

1806. Italie. sa vue. Ce voyage, que les Anglais entreprirent vainement de troubler, en cherchant à exciter des insurrections dans les lieux que traversait le nouveau monarque, s'effectua sans aucun accident. Joseph rentra le 11 mai à Naples et y trouva le maréchal Jourdan, que Napoléon avait nommé gouverneur de cette capitale, en le chargeant de l'organisation militaire du royaume.

Une garde d'honneur, composée, comme dans tous les lieux où le nouveau roi venait de passer, des jeunes gens les plus distingués de la ville de Naples, vint au-devant de lui jusqu'à Casonio. Les généraux qui se trouvaient alors à Naples, le maréchal Jourdan et son état-major, les autorités principales, le corps municipal, l'archevêque et son clergé, reçurent Joseph à la porte de la capitale, et l'accompagnèrent jusqu'à son palais. On remarqua dans la foule qui formait ce cortége un grand nombre de Napolitains récemment tirés des fers des Barbaresques par l'intervention de l'empereur des Français auprès des régences : ces captifs portaient dans leurs mains des palmes en signe de leur libération, et faisaient retentir les rues de Naples des accents de leur reconnaissance.

Tandis que Joseph s'asseyait ainsi sur le trône du roi Ferdinand, les Anglais, qui croisaient dans le golfe de Naples, tentaient de s'emparer des îles de Procida et d'Ischia. Cette entreprise n'eut d'autre résultat que de rendre ces champions de la cour de Sicile témoins des fêtes et des réjouissances qui avaient lieu dans Naples pour célébrer la chute d'un gouvernement dont ils n'étaient plus les directeurs. Quatre de leurs bâtiments, qui se tinrent constamment devant le port et qui s'approchèrent très-près de Castellamare, furent canonnés par l'artillerie de ce fort, et obligés de prendre le large.

Cependant des bandes de malfaiteurs tirés des prisons et des bagnes avaient été organisées en Sicile, et les Anglais profitaient de l'obscurité des nuits pour les vomir incessamment sur les côtes napolitaines pour servir de ralliement aux anciens brigands que la destruction de l'armée royale avait forcés de se disperser dans les montagnes. Un de ces corps, auxquels la cour de Palerme donnait la dénomination de régiments, et qui avait pour chef un sicaire de profession appelé *Pane di Grano*, fut débarqué sur la côte de Calabre aux environs de Squillacio ; il

devint, avec quelques autres, le noyau d'une armée insurrectionnelle qui signala de nouveau les noms célèbres de *Sciarpa*, *Fra-Diavolo* et *Pansanera*, et contre laquelle il fallut, par la suite, employer des forces imposantes. 1806. Italie.

Un des meilleurs moyens que le ministère du roi Joseph pût employer pour déjouer les espérances fondées par l'ancienne cour sur les progrès des l'insurrection dans les provinces, était sans contredit la réorganisation de l'armée nationale; il y trouvait le double avantage d'augmenter ses forces répressives et de donner de l'emploi à cette foule d'individus qui, dans les États monarchiques surtout, n'ont point d'autre ressource que celle de la profession des armes. Le nouveau gouvernement s'occupa également de la formation d'une garde civique dans chacune des provinces du royaume.

Après s'être occupé des premiers détails de l'administration et avoir pris toutes les mesures qu'il crut nécessaires au maintien de la tranquillité publique et à l'affermissement de son autorité, le roi reporta toute son attention sur le siége de Gaëte, que la généreuse et habile défense du prince de Hesse-Philipsthal prolongeait bien au delà du terme que l'on avait présumé.

Le terrain sur lequel il fallait conduire les attaques présente deux éminences : la première est couronnée par un plateau, sur lequel se trouve une ancienne construction qui porte le nom de *Torre-Atratina*, et dont les Français avaient fait leur dépôt de munitions pour l'artillerie; la sommité de la seconde, appelée *Monte-Secco*, est à deux cent cinquante toises environ du corps de la place; la Torre-Atratina en est éloignée de quatre cents toises. Ces deux hauteurs, assez rapprochées l'une de l'autre, sont séparées par un col ou ravin, qui n'est point assez profond pour qu'on puisse s'y dérober à la vue et même au feu de la place. A gauche, se trouve le faubourg appelé *Borgo di Gaeta*, qui renfermait, avant l'approche des Français, neuf mille habitants; sur la droite, le terrain s'abaisse et est coupé dans la partie la plus éloignée de la ville par des haies ou des murs servant de clôture à des jardins; dans la partie qui touche le pied du Monte-Secco et qui se prolonge vers les remparts de la place, le sol est formé d'un sable mouvant amoncelé en dunes.

1806. Italie. Les deux collines dont nous venons de parler ont elles-mêmes très-peu de terre à leur surface, notamment le Monte-Secco, où la roche se montre presque partout à nu, excepté sur ses flancs, dont la pente est plus adoucie. Nous venons de dire que le sable commence au pied de la dernière hauteur : c'était la seule position que les assiégeants pussent prendre pour établir leurs batteries, tout le terrain de droite se trouvant trop bas par rapport aux ouvrages de la place qui le dominent avec avantage.

On éleva d'abord sur le plateau de la Torre-Atratina deux batteries, qui ne furent armées que fort tard; à gauche, sur le penchant de la colline, près d'un couvent de Récollets, on en construisit une troisième pour recevoir des mortiers, qu'on y plaça immédiatement.

La position du Monte-Secco, trop voisine et trop plongée par les ouvrages de la place, dont le front était garni de batteries nombreuses et bien servies, ne permettait pas qu'on pût s'occuper, dès le début du siége, d'y placer de l'artillerie. Il fallait commencer par faire des approches régulières, pour y conduire les matériaux que la nature du sol rendait indispensables.

On avait reconnu de bonne heure qu'il était impossible d'attaquer la place autrement que dans les règles prescrites; mais le matériel de l'artillerie était difficile à réunir en quantité suffisante : plusieurs objets manquaient absolument; il fallait construire presque tous les affûts, fondre des mortiers, faire venir de la poudre de plusieurs points très-éloignés : ces soins entraînaient un retard d'autant plus prolongé que l'armement des côtes du royaume, celui surtout de la rade de Naples, incessamment menacée par des croisières anglaises, consommait une grande partie des moyens disponibles; enfin les circonstances ayant fait sentir vivement la nécessité de terminer cette opération avec promptitude, et le roi ayant donné, à cet égard, les ordres les plus positifs, on s'en occupa avec une nouvelle activité vers le commencement de juin. Tout se trouvait à peu près terminé le 7 juillet, jour où les premières batteries furent démasquées.

Le général de brigade du génie Vallongue, officier d'une

grande espérance et qui s'était déjà acquis une réputation méritée de savoir et de bravoure, dirigeait, sous l'inspection du général Campredon, tous les travaux de tranchée : il fut blessé mortellement à la tête d'un éclat d'obus, dans la matinée du 29 juin, et expira peu d'instants après : cette perte plongea l'armée de siége dans une grande affliction. Vallongue joignait à toutes les qualités du guerrier celles qui constituent l'homme aimable et les vertus qui distinguent le bon citoyen; le roi Joseph, en venant visiter la tranchée dans la nuit du 29 au 30, ordonna qu'un monument funéraire serait élevé au brave Vallongue sur le terrain où ce général avait succombé[1]. 1806. Italie.

Jusqu'à cette époque, les assiégeants n'avaient point répondu au feu que la place faisait presque journellement depuis quatre mois sur eux; quelques batteries élevées sur la côte ripostaient seulement au canon des bâtiments de la croisière anglaise, qui s'approchaient souvent assez près pour incommoder les travailleurs.

L'artillerie de la place était formidable : on comptait plus de cent pièces en batterie sur le seul front d'attaque; et la consommation, souvent inutile, des munitions, pouvait faire juger de leur abondance, puisqu'il était des jours où les coups tirés par les divers ouvrages s'élevaient à plus de deux mille.

Un feu aussi nourri avait dû naturellement retarder les travaux des assiégeants, d'autant mieux que, ayant commencé le siége avec très-peu de monde (une seule brigade forte à peine de 2,000 combattants), et n'ayant pas l'espoir d'être promptement renforcé, le général Lacour ne voulait point trop exposer ses soldats.

D'un autre côté, les ingénieurs s'étaient trouvés eux-mêmes arrêtés par la lenteur des préparatifs de l'artillerie.

Toutefois ce retard avait fait apporter une plus grande atten-

[1] Dans cette visite des travaux du siége, Joseph demanda aux grenadiers du cinquième régiment de ligne, qui étaient de tranchée, s'ils se trouvaient mieux là qu'au camp. Ils répondirent : « Au camp, si nous pouvons y voir et combattre l'ennemi en rase campagne; ici, si l'assaut est promptement commandé. » Le maréchal Masséna accompagnait le roi, qui, après avoir passé, le 30, la revue des troupes de siége, se rendit au camp établi près du Garigliano, et où il fixa son quartier-général.

1806. Italie. tion dans la direction des travaux ; aucune des précautions dont l'art enseigne la tactique n'avait été omise ; on avait surtout donné aux parapets une dimension plus grande que celle que l'on suit dans les siéges ordinaires. Par ce moyen, on rendit la perte d'hommes très-modérée relativement à la longueur du siége et au feu soutenu des assiégés ; les boulets lancés de la place ne commencèrent à incommoder les travailleurs que lorsqu'on s'occupa d'élever des batteries sur le Monte-Secco, et ce fut alors seulement que les bombes firent un effet sensible : il n'y avait pas moyen d'éviter cet inconvénient, et le général Campredon ne réussit qu'à l'atténuer en prenant d'ailleurs toutes les précautions que ses talents et son expérience lui indiquèrent ; il mit dans la construction des batteries dont nous parlons toute l'activité permise par les circonstances.

L'extrême irrégularité du terrain contrariait les données ordinaires dans l'emplacement de la tranchée et des batteries. En effet, outre que l'on trouvait en beaucoup d'endroits le rocher à la surface du sol, les travailleurs étaient souvent arrêtés dans leur cheminement par des constructions et des fondations très-solides qui remontaient au temps des Romains, car tout ce terrain paraît avoir fait partie de l'ancienne *Caieta*. Ces obstacles imposaient l'obligation de se servir du pétard pour percer le rocher ou la maçonnerie dont nous parlons, presque aussi difficile à attaquer.

La majeure partie des remblais du parapet furent fortement construits avec des matériaux ou des terres apportées de loin, ce qui nécessitait l'emploi d'une immense quantité de sacs à terre, de fascines, de gabions, de fagots, de sapes, de tonneaux, etc., la partie droite des tranchées, presque toute située sur un sol de sable, exigeait une grande fatigue par la difficulté de revêtir les talus des parapets assez solidement pour résister, non-seulement à l'action continuelle de l'artillerie de la place, mais encore à celle de la poussée violente des sables, qu'on ne pouvait vaincre qu'à force de poutres et de madriers. Le voisinage de Borgo di Gaeta, abandonné par la majeure partie de ses habitants, fournit heureusement pour cela des ressources précieuses qu'on n'aurait pu se procurer qu'avec des dépenses considérables.

Les travaux faits sur la hauteur de la Torre-Atratina pouvaient

être considérés comme équivalant à une première parallèle dans un siége ordinaire ; on y avait formé les dépôts pour les premières attaques, et c'est de ce point que partaient les communications vers les travaux avancés. La deuxième parallèle, qui formait le Monte-Secco, fut la dernière qu'on jugea nécessaire d'après le plan adopté de pénétrer jusqu'au corps de la place sans s'établir dans les chemins couverts ; on se contenta ensuite de pousser les cheminements à droite et à gauche jusqu'au pied du glacis et le plus près possible des brèches. 1806. Italie.

La construction des batteries sur le Monte-Secco, offrant de grandes difficultés, n'avait commencé que vers la fin de mai. A cette époque, les cheminements étaient avancés sur la gauche jusqu'à l'extrémité du faubourg et sur la droite jusqu'à un endroit qu'on avait jugé propre à recevoir une batterie de mortiers [1].

Les batteries du quai du faubourg, au nombre de quatre, destinées, comme celles de l'anse de droite, à éloigner les bâtiments ennemis qui s'approchaient trop de la côte, avaient en outre l'avantage de battre la place et de pouvoir ouvrir des brèches du côté de la citadelle. Elles avaient exigé de grands travaux, par la nécessité où l'on s'était trouvé d'abattre beaucoup de bâtiments, et entre autres une vaste église, pour leur préparer de l'emplacement. Pendant cette opération, le canon de la place n'avait point cessé de tirer sur les travailleurs et de les incommoder fortement.

Les batteries de mortiers avaient été convenablement distribuées ; elles protégeaient les travaux contre le feu des chaloupes anglaises, et elles inquiétaient surtout plusieurs batteries de la place que le canon ne pouvait pas atteindre, notamment la batterie dite *de la Reine*, qui, par sa position, dominait celle des assiégeants, et avait causé jusqu'alors beaucoup de dommage aux travailleurs. Elle avait, dans l'origine, dix-huit embrasures, et les assiégés l'avaient prolongée, sur leur gauche, de douze autres, avec un épaulement de tonneaux et de sacs à terre.

L'artillerie ne fut placée, dans les batteries de siége, qu'au 1er juillet. Le maréchal Masséna, qui venait souvent de son quartier général de Portici examiner les progrès des travaux,

[1] Batterie n° 3. Voyez le plan du siége.

1806. Italie.

s'était décidé à ne démasquer ces batteries que toutes à la fois, contre l'avis des ingénieurs, qui pensaient qu'on devait d'abord faire jouer celles du plateau de la Torre-Atratina, garnies d'un certain nombre de mortiers de gros calibre, tandis qu'on travaillerait aux ouvrages plus avancés vers la place; mais la considération de la grande supériorité qu'aurait conservée l'artillerie des assiégés avait déterminé le maréchal Masséna et même le général commandant du génie Campredon à persister dans la première résolution.

Le feu des Français commença, ainsi que nous l'avons dit, le 7 juillet : cinquante pièces de canon du calibre de 24 et 33, et vingt-trois mortiers, tirèrent tous à la fois sur la place, et firent un tel ravage ce jour-là et les suivants, que, le 18 au matin, les assiégés furent réduits à capituler. Dès le 10, quatrième jour de ce feu terrible, auquel la place répondit avec vigueur, le prince de Hesse-Philipsthal, qui s'était porté au bastion des trois étages pour encourager par sa présence les canonniers napolitains, y avait été blessé grièvement à la tête par un éclat de bombe, et on l'avait conduit presque sur-le-champ à bord d'une des frégates anglaises qui croisaient devant le port. La perte que la garnison de Gaëte fit dans la personne de ce brave gouverneur doit être regardée comme l'une des causes qui accélérèrent la reddition de la place. Le 17 juillet, une brèche faite à la citadelle était assez large pour donner passage à 16 hommes de front; trois colonnes étaient prêtes à y monter successivement, et les grenadiers qui formaient la première attendaient impatiemment le signal de l'assaut. C'est alors que le maréchal Masséna, voulant éviter aux habitants les suites d'une pareille prise, fit sommer, pour la dernière fois, la garnison de se rendre. Par la capitulation, qui fut signée dans la journée du 18, les troupes chargées de la défense de Gaëte, au nombre de 7,500 hommes, obtinrent la faculté de s'embarquer pour la Sicile avec armes et bagages, sous la condition expresse de ne point servir contre la France pendant le terme d'un an et un jour. Huit pièces de campagne, que cette garnison eut la permision d'emmener avec elle, attestaient l'estime qu'elle avait inspirée à ses vainqueurs pår sa conduite.

La porte principale de la ville et la poterne du bastion dit

le Brescia furent remises, le 19, à cinq heures au matin, aux troupes françaises; mais celles-ci n'entrèrent dans la place qu'au moment où la garnison achevait son embarquement. 1806. Italie.

Les Anglais supportèrent aussi leur part des pertes que leurs intrigues faisaient essuyer à la maison royale déchue du trône de Naples. Ils avaient fait de grands frais pour l'approvisionnement de Gaëte, et dans le matériel de l'artillerie de cette place se trouvaient de superbes mortiers aux armes britanniques, qui tombèrent, avec le reste, au pouvoir des vainqueurs.

La prise de Gaëte fit honneur aux troupes qui y furent employées, et spécialement à l'arme du génie. Le général Campredon mérita les éloges du maréchal Masséna, autant pour sa bravoure et son activité que pour les talents qu'il avait développés en cette occasion. Cette heureuse issue du siége, le troisième que la place eût à soutenir depuis deux cents ans, rendait disponible un corps de 16,000 hommes, qui, dans la nouvelle situation des choses, allait être d'une grande utilité sur d'autres points.

L'enthousiasme réel ou simulé avec lequel un très-grand nombre de Napolitains avaient reçu le nouveau roi que leur avait imposé Napoléon commençait à se refroidir d'une manière très-sensible. Les principaux emplois du gouvernement confiés à des Français, le non-allégement des impôts, conservés pour subvenir aux frais de la guerre nationale et du luxe de la nouvelle cour, l'affluence à Naples d'une foule d'intrigants français et italiens qui venaient y chercher une existence brillante qu'ils n'avaient pu se procurer dans leur patrie : telles étaient les premières causes d'un mécontentement qui menaçait de devenir général, et qui ranimait toutes les espérances de l'ancienne cour. Trois mois étaient à peine écoulés depuis l'intronisation de Joseph, que déjà une fermentation sourde agitait la plupart des provinces. Les agents du gouvernement et même plusieurs généraux de l'armée française avaient, par des contributions levées arbitrairement, changé les dispositions pacifiques des habitants. Les Calabrois, surtout, peuple accoutumé, sous l'ancienne dynastie, à une sorte d'indépendance, et chez lequel se trouvaient, comme on l'a vu plus haut, les moteurs insurrectionnels que les Anglais avaient amenés de Si-

1806. Italie. cile, ou qui s'étaient réfugiés dans les montagnes de cette province, supportaient impatiemment le joug des dominateurs et se préparaient à un soulèvement.

La reine Caroline, bien informée de la disposition des esprits par les nombreux partisans qu'elle avait dans le royaume, crut le moment favorable pour tenter une attaque ouverte, dans laquelle, cette fois, les Anglais devaient lui prêter un secours encore plus direct que tous ceux qu'elle en avait reçus jusqu'alors.

Dans un conseil tenu à Palerme et auquel assistèrent les généraux anglais de terre et de mer, il fut résolu qu'une descente aurait lieu en Calabre, dont les habitants paraissaient enfin déterminés à se lever en masse pour la véritable cause royale.

Lors de l'entière occupation des provinces du royaume de Naples par l'armée française, on avait arrêté, emprisonné tous les chefs d'insurrection qui n'avaient pu parvenir à se cacher ou à passer en Sicile. La plupart de ces hommes, couverts de crimes et redoutés des habitants eux-mêmes par les excès auxquels ils s'étaient livrés dans l'insurrection de 1799, devaient être, en bonne justice, jugés suivant toute la rigueur des lois; mais Joseph, croyant se populariser en usant de clémence vis-à-vis de pareils individus, saisis presque tous les armes à la main, donna l'ordre exprès de les remettre en liberté. Ils ne tardèrent pas à prouver l'imprudence d'une pareille concession. Les uns furent chercher un asile auprès des Anglais; les autres restèrent dans le pays pour y continuer leur métier, en formant de nouvelles bandes. Bientôt réunis aux mécontents, ils ourdirent une conjuration qui s'étendait des rives du Calento jusqu'à Matera, et avait même des ramifications dans l'Apulie. Quelques bandits, qui infestaient la partie occidentale de la Basilicate et les frontières de la principauté de Salerne, eurent même l'audace d'entrer à main armée et tambour battant, le 18 juin, dans le bourg de Salo, qu'ils mirent au pillage, et où ils exercèrent leurs horreurs habituelles.

Aussitôt que le colonel napolitain prince Pignatelli fut informé de ce mouvement, il marcha sur les bandits avec un détachement de gendarmes provinciaux, et donna des ordres pour le rassemblement de deux bataillons de milice nationale : cette

démonstration suffit pour mettre en fuite les brigands. Plusieurs d'entre eux furent pris et livrés par les habitants. Des détachements français et napolitains parcoururent la Basilicate et la principauté de Salerne en chassant et traquant les fugitifs comme des bêtes fauves. En cette occasion, les habitants de Muro, d'Ovigliano et de Pierno, qui avaient plus ou moins souffert des ravages de la bande, se firent remarquer par leur courage et leur acharnement à poursuivre ses débris.

1806. Italie.

Jusqu'alors, les Anglais, occupés du soin de donner asile sur leurs bâtiments, ou de rallier ces rebelles quand ils étaient dispersés, pour les porter sur un autre point, s'étaient essayés sans péril au rôle qu'ils jouèrent depuis avec tant de succès auprès des *guerillas* espagnoles. Suivant, le long des côtes, tous les mouvements des bandes napolitaines, ils leur faisaient passer incessamment des armes, de l'argent et des munitions, ou envoyaient des chaloupes à terre pour recevoir ceux qui étaient poursuivis trop vivement.

La croisière principale des bâtiments britanniques était aux environs du détroit de Messine. Des frégates et des bâtiments légers couraient les côtes napolitaines sur l'Adriatique et la Méditerranée. Vers le 15 juin, une de ces frégates parut devant le cap d'Alise : les embarcations, qui s'approchèrent du rivage, annonçant un débarquement, la milice des villages voisins prit les armes pour repousser les dangereux protecteurs ou libérateurs qu'on leur amenait, et la contenance de cette troupe fit éloigner les chaloupes et prendre le large à la frégate.

De pareilles démonstrations se firent avec aussi peu de succès sur d'autres points. Quelques péniches s'étant présentées devant Majuri, l'officier anglais qui les commandait fit appeler les autorités locales pour leur remettre des vivres de toute espèce, espérant que cet appât séduirait au moins la classe la plus nécessiteuse, comme, dans les mers d'Amérique et de l'Océan indien, les navigateurs cherchent à gagner l'affection des sauvages au moyen de quelques bouteilles de rhum ou de tafia. Les magistrats refusèrent de se rendre à cette ignoble invitation, et le peuple ne témoigna pas grand désir de recevoir le présent qui lui était offert. Les Anglais se bornèrent donc à déposer sur la plage des proclamations,

1806. Italie. qui ne produisirent d'abord aucun effet, mais qui, répandues sur d'autres points, devinrent plus tard un moyen de ralliement pour les mécontents et les gens sans aveu.

Joseph se détermina à nommer des commissions militaires pour sévir contre les agents d'embauchage. La police napolitaine, à la tête de laquelle se trouvait l'ex-conventionnel français Salicetti, fit arrêter à Policastro dix-huit individus qui étaient prévenus de correspondre avec les Anglais et d'être leurs agents dans le pays. On découvrit dans leurs maisons des uniformes français reconnus pour avoir été portés par des officiers français, qui, forcés, en revenant d'Égypte, de relâcher dans ce port napolitain, y avaient été assassinés. Des papiers, saisis également dans le domicile des prévenus, prouvèrent que cet attentat au droit des gens avait été excité et récompensé par la police de l'ancien gouvernement.

Sur ces entrefaites, les Anglais et la cour de Palerme avaient achevé les préparatifs de l'expédition projetée en Calabre. Le 1[er] juillet, on vit sortir du port de Messine un convoi chargé de troupes, sous la protection de plusieurs vaisseaux anglais. Cette flotte fit voile vers Stromboli, et vint ensuite débarquer, vis-à-vis de Santa-Eufemia, 6,000 hommes de troupes britanniques et 3,000 hommes de troupes de ligne napolitaines, auxquels devaient se joindre très-promptement 4,000 insurgés qui se tenaient, depuis quelque temps, à portée. Cette armée était sous le commandement du général anglais Stuart. Le général Reynier, laissé en Calabre par le roi Joseph pour gouverner la province, s'empressa, au premier avis qu'il reçut de ce débarquement, de réunir toutes les forces dont il pouvait disposer. La division sous ses ordres se composait des 1[er] et 23[e] régiments d'infanterie légère, 42[e] de ligne, deux bataillons du 1[er] régiment suisse, du 6[e] de chasseurs à cheval, et d'une batterie d'artillerie à cheval. Ces troupes se trouvaient cantonnées à d'assez grandes distances, et le général anglais espérait profiter du retard qu'occasionnerait leur rassemblement, pour faire quelques progrès dans le pays et se renforcer de nouvelles bandes qui s'organisaient; mais, dès le 3, l'avant-garde française était en présence de l'armée anglo-napolitaine, bivouaquée au pied de la colline sur laquelle est bâtie Santa-Eufemia, sa gauche

appuyée à cette petite ville et sa droite à la mer. Le général Stuart avait choisi cette position comme la plus favorable pour préserver ses troupes de l'air pestilentiel qui règne en cette saison dans la plaine marécageuse qui entoure Santa-Eufemia. La division française passa la nuit du 3 au 4 sur la route de Nicastro, dans le bois de Fundaco del Fico. Le lendemain elle déboucha dans la plaine, en continuant de suivre la route au pied des hauteurs de Maida, à la rive gauche de l'Amato. 1806. Italie.

Le général Stuart, en quittant sa position, forma ses troupes en bataille parallèlement au rivage de la mer, appuyant sa droite vers l'embouchure de l'Amato. Le général Reynier donna l'ordre au général Compère, qui commandait l'avant-garde, de passer l'Amato. Ce mouvement fut protégé par des compagnies de voltigeurs qui éclairaient le petit bois et les broussailles qui bordent la rive droite; mais les nombreux tirailleurs que l'ennemi avait envoyés sur ce point repoussèrent les voltigeurs français avant que le général Compère eût achevé de former sa brigade. La ligne anglaise s'étant ébranlée en cet instant, il s'engagea une canonnade et une vive fusillade qui causèrent de grands ravages dans la brigade française, encore dans le désordre d'une formation précipitée : elle eut, en quelques minutes, 6 à 700 hommes hors de combat; le général Compère eut le bras cassé par une balle en ralliant ses troupes. Malheureusement le gros de la division était encore trop éloigné pour remédier à ce premier échec, et le mouvement rétrograde imprimé à l'avant-garde jeta de la confusion dans les autres troupes qui passaient alors l'Amato. Le 23e régiment d'infanterie légère eut seul la fermeté d'arrêter l'ennemi, et protégea la retraite de la division, qui s'effectua par la vallée de l'Amato sur Catanzaro. La belle conduite du colonel Abbé [1], qui commandait le 23e régiment, valut à cet officier le grade de général de brigade [2].

[1] Depuis lieutenant général, etc.

[2] L'air qu'on respire en été dans la plaine de Santa-Eufemia est si insalubre, qu'il suffit, dit-on, aux personnes non acclimatées de traverser cette plaine pour y prendre la fièvre. Ce grave inconvénient fit penser, dans le temps, à quelques généraux de l'armée de Naples que le général Reynier aurait dû, au lieu de se porter sur l'armée anglo-napolitaine, se placer sur les monta-

1806. Italie. Au bruit du canon tiré dans la plaine de Santa-Eufemia, on vit arriver de nombreux détachements de paysans armés; le tocsin sonna bientôt dans les villages environnants, et le drapeau blanc fut arboré sur tous les clochers. L'insurrection devint bientôt générale. Les artisans quittaient leur ouvrage, les pâtres abandonnaient leurs troupeaux pour grossir les bandes déjà organisées. En un mot, on se réunissait de toutes parts pour tomber sur les Français isolés; et comme cette populace effrénée manqua bientôt de victimes, elle se porta dans les maisons des riches habitants, qu'elle accusait d'être partisans des Français, et y conduisit avec elle le pillage, la mort et l'incendie. Les femmes et les enfants mêmes ne furent point épargnés. Les petits postes établis sur les routes pour la correspondance de l'armée furent égorgés. Toutefois, quelques-uns échappèrent, comme par miracle, à ce massacre général. Le commandant d'un détachement polonais en garnison dans un

gnes des environs, et attendre dans cette position l'armée anglaise. Ils supposaient que le général Stuart, n'osant point attaquer la division française, serait resté en observation devant elle, et qu'alors l'influence du climat s'exerçant sur les troupes anglaises, le grand nombre de malades qu'elles auraient eus en peu de temps aurait nécessité leur rembarquement. Cette opinion nous a paru fausse de tout point. D'abord, le général Reynier pouvait raisonnablement espérer, en se portant rapidement comme il le faisait sur le lieu du débarquement, que sa présence inattendue déconcerterait l'ennemi, et qu'il n'était point impossible de battre un corps d'armée dont les Anglais seuls faisaient toute la force. Ensuite, on ne peut pas supposer que le général Stuart, connaissant l'insalubrité des plaines de Santa-Eufemia, fût resté dans cette position, lorsqu'il avait la facilité d'en choisir une plus avantageuse, et même de tourner celle qu'aurait prise le général Reynier. Enfin, l'inaction des troupes françaises en cette circonstance favorisant l'insurrection générale de la province, comment le général Reynier aurait-il pu faire vivre sa division dans cette même position isolée, où l'on voudrait qu'il se fût placé?

Dans la nuit du 3 au 4, plusieurs déserteurs du régiment suisse de Watteville, à la solde de l'Angleterre, arrivèrent aux avant-postes français sur la route de Nicastro. Un d'eux, du grade de sergent, dit au général Reynier que tous les Suisses avaient résolu de déserter au premier coup de fusil, pour ne point se battre contre leurs camarades qui servaient dans la division française, et pour retourner dans leur patrie. La malheureuse issue du combat qui eut lieu le lendemain empêcha sans doute l'effet de cette résolution.

fort sur la côte, saisissant adroitement le moment d'indécision qui précède toujours ces sortes de soulèvements populaires, sortit avec sa troupe et traversa la ville tambour battant au milieu d'un rassemblement, qui laissa passer ces braves sans oser les insulter. Cependant quelques-uns des plus audacieux parmi les insurgés coururent se poster dans un défilé et blessèrent quelques hommes de ce détachement, qui réussit à gagner Cosenza.

1806. Italie.

Le général Verdier se trouvait dans cette dernière ville avec 8 à 900 hommes. Toute la population des environs, levée en masse, vint bientôt l'assiéger. Cosenza, sans remparts et située dans une espèce d'entonnoir, n'offrait aucun moyen de défense, et Verdier se détermina à l'évacuer pour se retirer, à la faveur de la nuit, sur Cassano. Cette ville était occupée par une bande considérable d'insurgés, que les Français dispersèrent en un moment. Les habitants de Cassano ayant lâchement assassiné quelques soldats qui étaient restés malades à l'hôpital, plusieurs maisons furent pillées et même incendiées par le détachement du général Verdier, qui parvint à atteindre le territoire de l'Apulie, où l'insurrection n'avait point encore gagné.

Cependant le général Reynier avait effectué sa retraite sur Catanzaro, dans le meilleur ordre et emmenant avec lui la plus grande partie des blessés du combat sur les bords de l'Amato [1]. Pendant cette marche, le général envoya au roi Joseph le rapport des événements qui venaient d'avoir lieu à Santa-Eufemia, et le courrier fut assez heureux pour traverser le pays sans être arrêté.

L'armée anglo-napolitaine avait été arrêtée sur les rives de l'Amato par l'intrépidité du 23e léger, si dignement commandé par le brave colonel Abbé. Le général Stuart n'avait point suivi la division française dans sa retraite, soit qu'il craignît de s'aventurer dans l'intérieur des terres, soit qu'il crût devoir laisser à l'exaspération des Calabrois le soin d'achever sa victoire sur des troupes qu'il supposait entièrement désorganisées : tel était du moins le langage des officiers anglais, pour justifier

[1] Le 9e régiment de chasseurs avait mis pied à terre, et chaque cavalier conduisait par la bride son cheval porteur d'un ou deux blessés.

1806. Italie. le séjour de leur armée sur l'Amato après le combat du 4 juillet. Mais le général Reynier avait encore assez de troupes pour ne pas craindre les efforts des insurgés, qui, au nombre de 12,000 hommes, vinrent le bloquer dans Catanzaro, quand il y fut arrivé.

Le général anglais profita de son séjour aux environs de Santa-Eufemia pour renvoyer en Sicile la partie de son artillerie qu'il jugea inutile dans un pays de montagnes, où les communications présentent beaucoup de difficultés pour le charriage des pièces; après avoir fait embarquer également ses blessés et ses prisonniers, il se mit en marche, le 8 juillet, sur Maida. Apprenant bientôt tous les excès auxquels se livraient les insurgés envers les Français qui tombaient entre leurs mains, il en parut affligé, et fit publier dans la province une proclamation, par laquelle il ordonnait qu'on cessât ces massacres, et promettait dix ducats pour chaque soldat et quinze pour chaque officier que les habitants amèneraient sains et saufs à son quartier général. Cette mesure, quoique tardive, sauva cependant la vie à plusieurs individus de l'armée.

Les garnisons des forts de Scilla et de Reggio, quoique très-faibles (la première était formée de 213 hommes du 23e d'infanterie légère, et la seconde de deux compagnies du 1er régiment de la même arme), paraissaient disposées à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Le général Stuart, informé qu'elles avaient résisté aux premières troupes envoyées contre elles, se détermina à marcher lui-même avec les troupes anglaises sur ces deux places qu'il lui importait de réduire, pour rendre libre la navigation du canal de Messine, et s'assurer un pied sur le continent. En effet, si ces garnisons s'obstinaient à tenir assez de temps pour que le roi Joseph eût le loisir d'envoyer des renforts au général Reynier, l'entière réoccupation de la Calabre par les Français n'était plus difficile. Le général anglais fit attaquer vivement les deux forts. Le vieux château de Reggio fut assez promptement rendu; mais le fort de Scilla, où commandait le chef de bataillon du génie Michel, homme de tête et de cœur, résista longtemps aux forces réunies de terre et de mer qui l'assiégèrent. Enfin, après avoir souffert pendant dix-neuf jours un bombardement non in-

terrompu, cette brave garnison, privée d'eau potable, et réduite à une centaine de combattants, fut obligée de capituler. Elle obtint les honneurs de la guerre et d'être conduite en France prisonnière sur parole[1]. 1806. Italie.

Lorsque le roi Joseph reçut la dépêche du général Reynier, qui lui annonçait à la fois le débarquement de l'armée anglo-napolitaine et la situation éminemment critique où se trouvait la division française, toutes les communications étaient interceptées. Il fallut donc faire passer les ordres à Tarente pour qu'on les envoyât de là par mer sur quelque point de la côte de Calabre encore occupé par les troupes françaises. La lettre du roi en réponse à celle du général Reynier parvint heureusement à Cortone. L'officier polonais qui commandait dans cette ville se trouva fort embarrassé : bloqué lui-même par les insurgés, il ne savait comment faire tenir cette dépêche importante à son adresse. Dans cette situation, il crut devoir ouvrir la lettre du roi et en faire lui-même quatre copies qu'il chargea quatre Napolitains affidés de porter à Catanzaro, par des chemins détournés et sous des déguisements différents. Un seul de ces émissaires arriva dans la nuit à sa destination, après avoir échappé avec adresse à la vigilance de ses compatriotes.

Joseph donnait l'ordre au général Reynier d'abandonner Catanzaro et de se replier jusqu'à Cassano, où il devait attendre l'arrivée du maréchal Masséna, qui allait se mettre en marche avec son corps d'armée pour le secourir : en effet, la prise de Gaëte permettait alors de disposer des troupes qui y avaient été employées. Les nombreuses bandes d'insurgés qui entouraient Catanzaro ne s'opposèrent que faiblement à la sortie de la division Reynier : elles se bornèrent à la suivre en tiraillant sans quitter les hauteurs; car ces misérables, qui ne montraient de l'audace que pour les assassinats partiels, n'osaient point des-

[1] Avant ces événements, on ne prévoyait pas que le fort de Scilla dût soutenir un siége par terre, et c'est ce qui en avait fait négliger les approvisionnements. La citerne, dégradée depuis longtemps, ne pouvait plus conserver l'eau. Lorsqu'après le combat du 4 juillet, le commandant Michel dut craindre de se voir bientôt assiégé, il avait rassemblé à la hâte quelques provisions, et surtout des barriques d'eau; mais cette dernière ressource était épuisée dès le douzième jour du siége.

1806. Italie. cendre sur le rivage par où s'avançait la colonne, dans la crainte d'être chargés par le 9e de chasseurs qui marchait sur ses flancs. Des bâtiments anglais suivaient également le mouvement des Français et tiraient sur ceux-ci quand ils en trouvaient l'occasion favorable, mais presque toujours infructueusement. La division fut ainsi convoyée jusqu'à Cortone, où le général Reynier laissa ses blessés. Les insurgés, de concert avec la croisière anglaise, ayant assiégé cette dernière ville aussitôt après le départ de la colonne française, la garnison ne se trouva point assez nombreuse pour résister à la fois aux attaques du dehors et au soulèvement général des habitants de la ville, qui en fut la conséquence naturelle. Au bout de deux jours, le commandant polonais fut forcé de capituler et de se rendre presque à discrétion.

Le général Reynier continuait à s'avancer aussi rapidement que la nécessité de procurer des vivres à sa troupe le lui permettait. Le village de Strongoli osa se refuser aux réquisitions qui lui furent faites à ce sujet. L'entourer, le prendre d'assaut[1], le piller et le brûler fut l'affaire de quelques heures. Avant le passage de la division, les habitants de Strongoli avaient arrêté 17 soldats français isolés, et les avaient plongés dans un cachot infect, sans presque leur donner de nourriture. Chaque jour, un de ces malheureux était tiré de sa prison et coupé en morceaux sous les yeux de ses camarades. Au moment où le village fut emporté, il restait encore dix de ces victimes que les brigands n'avaient pas eu le temps d'égorger.

La petite ville de Ciro, témoin du châtiment infligé à Strongoli[2], s'empressa d'offrir à la division française tout ce qui lui était nécessaire en vivres. Cette conduite sage, ou, si l'on veut,

[1] Les villes et les villages des côtes de la Calabre sont situés sur des hauteurs d'un difficile accès, et sont tous entourés d'une chemise ou muraille assez forte, dont la construction remonte presque généralement à l'année 1550. Don Fabrizio Pignatelli, alors gouverneur de cette province, les fit élever pour garantir les habitants des fréquents débarquements des Turcs qui infestaient à cette époque toutes les côtes du royaume. Les tours placées de distance en distance et en vue les unes des autres, que l'on remarque sur les deux rivages de la Méditerranée et de l'Adriatique, furent bâties dans le même temps et dans le même but.

[2] Elle n'en est qu'à peu de distance.

cette concession de la crainte, fut considérée comme un crime par tous les villages des environs; ils tournèrent leurs armes contre Ciro après le départ des Français, et saisirent ce prétexte pour ravager les propriétés rurales des habitants aisés. En effet, l'appât du pillage faisait seul mouvoir les prétendus défenseurs de l'ancienne royauté; cette guerre, qui paraissait dirigée contre les étrangers oppresseurs, se faisait réellement contre un grand nombre de riches Napolitains. On ne se bornait point à les piller et à les dépouiller, on les incarcérait, et on les forçait, par cette persécution atroce, à venir chercher un asile auprès de ces mêmes Français dont on voulait délivrer le pays. Ces malheureux émigrés, désignés par les insurgés sous le nom de *jacobini*, prenaient forcément parti pour le roi Joseph. Dans les endroits où le nombre des riches pouvait imposer au reste de la population, ils se déclaraient ouvertement contre les bandes qui prenaient le nom de *masses royales*, mais que les Français désignaient plus convenablement sous celui de brigands. Plusieurs villes ou villages, réduits à leur propre défense, soutinrent des siéges contre ces bandits avec un courage et une animosité que les révolutions et les guerres civiles peuvent seules donner aux habitants du même sol. Ciro fut de ce nombre: l'exaltation y était si grande, qu'un particulier, ayant osé proposer publiquement d'abandonner le parti des Français et d'entrer en accommodement avec les insurgés, reçut un coup de fusil tiré par l'un de ses auditeurs, et tomba mort aux acclamations générales du peuple, qui porta l'assassin en triomphe.

1806.
Italie.

Le plus grand nombre des bandes reconnaissait pour commandant en chef un nommé Gernalis, qu'ils appelaient, on ne sait trop par quel motif, le général anglais. Cet homme exerçait la plus grande influence sur toute cette canaille. Il donnait ses ordres au nom du roi d'Angleterre, et levait de fortes contributions en argent, qu'il envoyait à bord de la flottille anglo-sicilienne, commandée par le contre-amiral Sidney Smith, et qui suivait les côtes [1].

[1] Plusieurs Français durent la vie à ce chef des insurges. Il avait donné l'ordre qu'on lui amenât tous ceux qui seraient pris. Un officier, conduit ainsi au quartier général de Rossano, fut bien accueilli par Gernalis, qui le

1806 Italie. Le général Reynier, en arrivant sous Rossano, fit demander des vivres à cette ville, qui s'empressa de les lui fournir, malgré les injonctions des brigands, qui répandaient partout que les Français n'étaient plus à craindre et que tout acte de complaisance envers ces ennemis de la patrie serait puni avec le dernière sévérité. Les habitants de Rossano proposèrent même au général Reynier une somme considérable s'il voulait leur laisser 300 hommes de garnison, l'assurant qu'avec ce secours ils se faisaient forts de résister aux insurgés; mais le général refusa de satisfaire à leur demande, et leur conseilla même d'arborer le drapeau blanc après le départ de la division.

Les paysans des communes de Longebucco, d'Atri, de San-Demetrio, etc., étaient réunis à Corgliano lorsque la division française se présenta devant cette ville. Encouragée ou influencée par cette bande d'insurgés, la municipalité osa écrire au bas de la réquisition de vivres qui lui fut envoyée: « Venez « les chercher. » Le général Reynier donna l'ordre d'attaquer Corgliano, qu'un régiment tourna par les hauteurs après en avoir chassé les révoltés. La colonne qui marchait directement sur la ville parvint jusqu'aux premières maisons sans recevoir un coup de fusil; mais bientôt elle fut accueillie par une décharge très-vive, qui lui tua une vingtaine d'hommes. Le général Reynier se vengea de cette embuscade par une ruse qui fut bien funeste aux habitants. Il fit faire un mouvement rétrograde à sa troupe, comme si elle eût été découragée par cette première réception, ce qui engagea les insurgés à sortir de la ville et à se répandre dans la plaine en poussant des cris épouvantables; mais aussitôt le 9e régiment de chasseurs, qui at-

logea même dans sa maison pour le soustraire aux insultes et aux violences des brigands dont il était entouré. On assure que ce prétendu général anglais avait des manières qui annonçaient une éducation soignée; qu'il paraissait avoir de l'instruction, et parlait avec beaucoup de facilité les langues italienne, française, anglaise et allemande. C'était, suivant une relation, un officier de l'ancienne armée napolitaine, auquel le général Stuart et le contre-amiral Sidney Smith avaient reconnu assez d'activité et d'intelligence pour diriger cette masse de bandits et d'insurgés. Il s'acquittait bien de sa mission, surtout en ce qui concernait la levée des contributions.

tendait le moment favorable de charger cette canaille, tombe sur elle à l'improviste et en fait un grand carnage. Pendant ce temps, l'infanterie entre au pas de charge dans Corgliano et s'en empare. Cette ville fut livrée au pillage, et un certain nombre de maisons brûlées contre les ordres exprès du général Reynier. Les soldats français y firent un butin immense; on trouva dans une seule maison un trésor de quatre-vingt mille ducats. Les habitants, trompés par les promesses et la jactance de leurs prétendus défenseurs, ne s'attendaient point à cet événement, et n'avaient caché aucun de leurs effets les plus précieux. 1806. Italie.

Enfin, la division française atteignit Cassano: le général Reynier y fit tracer de suite un camp retranché, où le général Verdier ne tarda pas à se rendre avec sa petite colonne.

On sait que deux bataillons du 1er régiment suisse faisaient partie des troupes de Reynier : ils s'étaient fort bien conduits pendant la retraite; et la couleur de leur uniforme, qui les avait déjà fait prendre pour des Anglais par les insurgés, fournit au général l'idée d'un piége dans lequel ces derniers donnèrent complétement. Les deux bataillons suisses, sortis du camp de Cassano à la faveur des ténèbres, firent un grand détour et arrivèrent au point du jour devant un village, dans lequel se trouvait un rassemblement considérable d'insurgés. Ceux-ci, voyant venir du côté opposé au camp français une troupe vêtue de rouge qui ne faisait aucune démonstration hostile, ne doutèrent point qu'elle ne fût anglaise, et supposèrent qu'elle avait débarqué pendant la nuit. Ils furent donc au-devant de cette colonne en poussant des cris de joie; mais ils furent reçus par une fusillade très-vive, et bientôt après chargés à la baïonnette. Cette méprise funeste coûta près de 1,000 hommes aux insurgés, et la troupe suisse regagna le camp français avec deux drapeaux et chargée des dépouilles de l'ennemi.

Le général Reynier reçut enfin, par l'Apulie, l'avis que le maréchal Masséna était en marche sur Cassano avec un corps d'armée, composé des 52e et 102e régiments d'infanterie de ligne, 14e et 22e d'infanterie légère, 29e de dragons, de la légion corse et d'un détachement de sapeurs, avec une artillerie assez nombreuse.

Ce corps d'armée rencontra peu d'obstacles jusqu'à Lauria,

1806. Italie.

où s'était réunie une partie des insurgés de la Basilicate et de la Calabre citérieure pour s'opposer à son passage. Une attaque très-vive n'eut point d'abord de succès; mais le maréchal Masséna ayant fait tourner la position, tout le rassemblement prit la fuite. Les Français se mirent à sa poursuite, et passèrent au fil de l'épée tous ceux qui tombèrent en leur pouvoir : Lauria fut pillé et incendié.

Des bergers qui gardaient leurs troupeaux sur la Polina, haute montagne près de Castro-Villari, ayant entendu la fusillade de Lauria, et apprenant par les fuyards la défaite du rassemblement insurgé, descendirent dans la plaine et vinrent porter cette nouvelle aux habitants de Castro-Villari et de Morano. Ceux-ci se hâtèrent d'envoyer une députation au général Reynier, dans son camp de Cassano, pour le prier de leur envoyer quelques troupes ou de venir lui-même à leur secours, attendu que leur attachement bien connu pour les Français les exposait à tout le ressentiment des insurgés, dont un grand rassemblement se trouvait, disaient-ils, dans leur voisinage. Reynier, déjà informé, comme on l'a vu, de l'approche du corps d'armée de Masséna, ne fut point la dupe d'une démarche aussi tardive de la part de ces habitants, dont il connaissait les dispositions secrètes. Il feignit, toutefois, d'entrer dans leurs vues, et, le lendemain, il se porta à Castro-Villari avec une partie de ses troupes, en envoyant un fort détachement à Morano. L'avant-garde du général Masséna parut devant cette dernière ville peu de temps après l'arrivée des soldats de Reynier, et se disposa à une attaque de vive force : il y eut même quelques coups de fusil tirés dans le premier moment; mais les deux troupes se reconnurent bientôt et leur jonction s'opéra. C'est ainsi que Morano échappa au pillage. Ses habitants montrèrent, par la suite, beaucoup de reconnaissance du procédé généreux du général Reynier.

Masséna séjourna deux jours à Castro-Villari. Pendant ce temps, un nouveau rassemblement de 3 à 4,000 paysans s'étant formé dans les montagnes des environs, la légion corse fut envoyée pour le dissiper, ce qu'elle effectua avec une promptitude et un succès qui lui valurent les éloges du maréchal.

L'armée française se mit en mouvement sur Cosenza; la di-

vision Reynier marcha sur un camp d'insurgés, formé près de San-Demetrio; mais elle n'y trouva personne. Cette nuée de paysans fuyait épouvantée devant le corps formidable qui s'avançait sur elle. Le fameux Gernalis disparut dans cette déroute. Le bruit courut dans le temps qu'il avait été tué par les siens, qui voulurent, par ce meurtre, s'emparer de ses riches équipages. 1806. Italie.

Une partie de l'armée française campa à Cosenza, où le maréchal établit son quartier général. La division Reynier fut envoyée à Monteleone, et pénétra jusqu'à Seminara; mais elle ne put occuper tout le pays, qui exigeait de nombreuses garnisons, et surtout de fréquentes colonnes mobiles, pour forcer la plus grande partie de la population qui avait pris les armes à rentrer dans l'obéissance.

Le général Franceschi, qui avait sous ses ordres une partie de la cavalerie, fit plusieurs expéditions heureuses du côté de Catanzaro et dans la Scilla, montagne au midi de Cosenza, couverte de bois, au milieu desquels se trouvent plusieurs villages.

Le général de division Gardanne, avec le 102e régiment et quelques autres détachements, parcourut le littoral de la Méditerranée et le nettoya de tous les partis qui se mettaient en communication avec la flottille anglo-sicilienne.

Le général Verdier obtint aussi quelques succès sur divers points qu'il fut chargé de parcourir; mais, ayant voulu s'emparer de la ville d'Amantea, dont les insurgés avaient fait leur principale place d'armes, il fut repoussé et revint à Cosenza après avoir éprouvé quelque perte. Le général Peyri ne fut pas plus heureux dans une expédition qu'il fit à la tête de trois bataillons polonais pour prendre Cariati.

Dans toutes ces courses, bien qu'on livrât au pillage et qu'on brûlât même les villes et les villages qui osaient se défendre, l'acharnement des insurgés était tel, qu'il fallait presque toujours emporter de vive force les postes qu'ils occupaient. Peut-être aussi les moyens employés par les généraux français pour soumettre le pays étaient-ils impolitiques. Les Napolitains qui reconnaissaient le roi Joseph marchaient ordinairement avec les avant-gardes, et se faisaient un mérite de porter les pre-

1806. Italie. miers coups. Si la connaissance qu'ils avaient des localités rendait nécessaire l'emploi de ces hommes, du moins faut-il convenir que leur présence n'était point propre à ramener ceux qui les regardaient comme leurs plus mortels ennemis.

Cosenza, quartier général des Français, s'enrichissait au milieu des désastres de la province. Cette ville était devenue l'entrepôt du pillage de tous les environs. Les soldats revenaient de chaque expédition chargés de butin, qu'ils vendaient à vil prix : aussi, à l'arrivée des détachements, toutes les rues étaient-elles transformées en marchés, où les habitants venaient acheter les dépouilles de leurs compatriotes.

Les fièvres endémiques qui règnent pendant l'été dans les Calabres exercèrent, vers la fin d'août, de grands ravages parmi les troupes françaises. Le nombre des malades fut bientôt si grand, qu'on fut obligé, faute d'hôpitaux suffisants, d'entasser les soldats dans des églises et des couvents, et presque sans coucher, attendu que de fréquentes réquisitions avaient épuisé tout ce dont on pouvait disposer en paillasses, matelas, couvertures et draps.

A cette époque, une compagnie de voltigeurs du 52e régiment fut entièrement détruite à San-Pietro, petit village près de Cosenza, où elle était allée faire une réquisition de paille et de matelas pour les ambulances. Le capitaine commit la faute de faire mettre les armes en faisceaux sans établir un poste suffisant pour les garder; pendant que ses soldats étaient occupés à enlever des maisons les objets requis, une bande, cachée dans les environs, fondit sur le village, s'empara des armes, et fit presque toute la compagnie prisonnière. Les insurgés allumèrent ensuite un grand feu, où ils jetèrent les malheureux soldats et deux de leurs officiers. Le capitaine, qui aurait dû être la première victime de son impardonnable imprudence, parvint à se sauver avec trois ou quatre hommes seulement.

La mort avait déjà moissonné à Cosenza près de 2,000 Français, parmi lesquels se trouvaient le général Vintimille et le colonel du 102e régiment. L'armée était dans le découragement. Tous les jours les troupes se battaient contre les insurgés sans aucun résultat positif. Les colonnes mobiles avaient rarement des engagements bien sérieux sur les points où elles se por-

taient, souvent même elles n'y trouvaient personne à combattre; mais à peine avaient-elles quitté le terrain, que les bandes reparaissaient et massacraient sans pitié tous les soldats isolés ou les faibles détachements qu'elles rencontraient. 1806. Italie.

Le maréchal Masséna partit pour Monteleone, où il établit son quartier général, et laissa le général Verdier à Cosenza. Le général Reynier se porta à Mileto : sa division faisait de fréquentes excursions sur le rivage de l'Adriatique et dans la partie du pays qu'on appelle *la Pianura*, c'est-à-dire Casal-Nuovo, Oppido, etc., mais sans autre résultat que d'entraver momentanément la communication des insurgés avec les bâtiments anglo-siciliens qui croisaient sur la côte.

Les commissions militaires faisaient fusiller journellement un grand nombre de paysans pris les armes à la main; mais, comme les Napolitains ne regardaient point ce genre de mort comme une infamie, le maréchal ordonna d'établir des potences sur les places publiques des villages et sur les routes, pour y pendre désormais tous les condamnés. Ce mode de supplice, réservé aux malfaiteurs et aux brigands de profession, humilia l'orgueil des paysans, et, chose étonnante! arrêta un peu les progrès de l'insurrection sur certains points.

Chaque contrée avait ses chefs : les rivages de l'Adriatique étaient soumis à un berger de Longe-Bucco, nommé Corem-Cantore, qui avait son quartier général à Cariati. Un autre paysan, Mecco, commandait les insurgés de la Basilicate, et se tenait ordinairement à Maretea. Comme sa bande était très-nombreuse, elle inquiétait beaucoup la route de Naples à Monteleone; il osa même attaquer le poste de Lago-Negro, où les Français s'étaient fortifiés, et qui était le dépôt des munitions de l'armée; mais il fut vigoureusement repoussé et perdit 5 à 600 hommes dans cette tentative.

Sur ces entrefaites, les Anglais, croyant les Français assez occupés du soin d'apaiser l'insurrection, essayèrent de s'emparer de l'île de Procida, devant laquelle ils se présentèrent avec vingt-deux bâtiments de guerre, et sommèrent l'officier qui y commandait; mais celui-ci répondit en se préparant à une vigoureuse résistance. L'île était d'ailleurs dans un état de défense différent de celui dans lequel les Anglais avaient trouvé l'île de

1806. Italie. Capri, dont ils s'étaient emparés le 13 mai. Tous leurs efforts sur Procida n'aboutirent qu'à mettre hors de combat quelques hommes de la garnison.

Le général Stuart, désespérant de vaincre les forces qui lui étaient opposées en Calabre, et voulant ménager le sang précieux des soldats anglais, indigné d'ailleurs du genre de guerre à la fois ignoble et atroce que le ministère britannique le condamnait à faire, se rembarqua le 5 septembre pour la Sicile. Le 16 du même mois, Sidney Smith, rebuté du peu de succès de sa tentative sur l'île de Procida, quitta l'île de Capri, et fit voile, avec la flottille sous ses ordres, pour Messine. Avant son départ, il avait opéré sur divers points de la côte, entre Terracine et Gaëte, plusieurs débarquements de ces galériens et bandits dont l'île de Capri était devenue le quartier général pour le soulèvement des provinces septentrionales du royaume : ils furent promptement détruits et dispersés; mais l'un des plus déterminés chefs de ces brigands, le célèbre Fra-Diavolo, continua pendant quelque temps à désoler les environs d'Arpino, dans la province de Labour (Lavoro). Poussé par les détachements français, il s'était réfugié dans la ville de Sora, et s'y était retranché en murant les portes, détruisant tous les ponts établis sur le Garigliano, et établissant une batterie au seul endroit où cette rivière fût guéable.

Malgré toutes ces mesures défensives, qui annonçaient plus de talents qu'on n'avait lieu d'en attendre d'un moine apostat devenu chef de brigands, le général d'Espagne n'hésita point à marcher contre ce misérable avec le peu de forces qu'il avait à sa disposition et qui consistaient en un bataillon du 10ᵉ d'infanterie et un régiment de dragons commandé par le colonel Cavaignac. Le passage du Garigliano fut forcé, et Sora emporté d'assaut. Un grand nombre de brigands et d'insurgés furent passés au fil de l'épée, le reste se sauva dans les montagnes. Le général d'Espagne aurait bien voulu garantir la ville du pillage; mais il lui fut impossible d'arrêter la fureur du soldat; il réussit du moins à empêcher l'incendie.

Fra-Diavolo, qui avait disparu au milieu du combat, et dont on saisit la correspondance assez curieuse avec les Anglais et la cour de Palerme, erra encore pendant quelque temps, aban-

donné du plus grand nombre des siens, et finit par tomber entre les mains de la justice. Des habitants d'un village où il avait été chercher un asile, craïgnant de se compromettre en le cachant, le livrèrent aux Français. Condamné à mort par une commission militaire, Fra-Diavolo montra sur l'échafaud autant de lâcheté qu'il avait déployé de vigueur et de férocité lorsqu'il avait les armes à la main. 1806. Italie.

Le général Gouvion Saint-Cyr, qui commandait le corps d'armée destiné à occuper la Pouille, les Abruzzes, le littoral de l'Adriatique, Tarente et une partie de la Basilicate, était chargé de réduire la forteresse de Civitella del Tronto, dans l'Abruzze ultérieure, que le général Duhesme avait négligé d'enlever à son entrée dans le royaume. C'était la seule place de cette partie du territoire napolitain qui ne fût pas au pouvoir des Français. A son arrivée de Naples le général Saint-Cyr avait établi son quartier général à Chieti, chef-lieu de l'Abruzze citérieure. Son corps, le deuxième de l'armée était composé de deux divisions : celle du général Frégéville formée à Chieti, avec la légion hanovrienne, la légion dite de Latour-d'Auvergne et deux régiments de cavalerie; et la division du général Duhesme qui dut d'abord seconder les opérations du général Reynier en Calabre et fut ensuite chargé de l'expédition de la Pouille. L'importance du fort de Civitella, l'influence qu'il exerçait sur les provinces de Teramo et d'Aquila, l'espoir qu'il donnait aux malveillants par l'idée que l'on avait dans les Abruzzes que ce fort était imprenable, et la retraite que la ville assurait, sous la protection immédiate de cette citadelle, aux chefs de bandes les plus déterminés, rendaient d'une nécessité absolue l'occupation de la ville et du fort. La ville n'avait qu'un gros mur d'enceinte assez élevé et flanqué de petites tours; elle était occupée par une bande d'insurgés sous les ordres du fameux chef Sciabolone. Le fort, espèce de quadrilatère, formant crochet sur ses deux longs côtés, et taillé dans un rocher à pic, d'environ soixante-quinze mètres de hauteur, commande la ville sans en être dominé d'aucune part. Le torrent de Salinello, qui coule au pied d'escarpements très-roides, le rend inattaquable d'un côté; et deux enceintes élevées l'une au-dessus de l'autre, couvrent celui qui regarde

1806. Italie. la ville. Sur le troisième côté, un glacis à pente très-rapide présentait un obstacle sérieux, et le quatrième enfin qui est facilement accessible, avait, pour parer à cet inconvénient, un double système d'ouvrages enveloppés par un ouvrage à corne qui le rendait aussi formidable que les trois autres. La garnison de ce fort se composait de 4 à 500 hommes commandés par le colonel Woed.

A défaut des moyens ordinaires qu'offrent l'artillerie et le génie pour l'attaque des places fortes, le général Frégéville chargé du siége, suppléa par l'intelligence et l'audace à l'insuffisance de ceux qui furent mis à sa disposition. Conformément aux ordres du général Saint-Cyr, il fit escalader le mur d'enceinte de la ville par la légion de Latour-d'Auvergne et enleva tous les insurgés qui s'y trouvaient; puis il déboucha par une sape couverte, de la partie droite et supérieure de la ville, et, par ce travail hardi et court, il arriva au pied du rempart de la forteresse, y attacha le mineur, fit sauter une partie du mur, et entra par la brêche, l'épée à la main. La place était pourvue de vivres et de munitions pour une longue défense. On y trouva vingt-deux pièces de canon de gros calibre en batterie et quelques pièces de rechange qui n'étaient pas montées.

A partir de cette époque, il n'y eut pas d'autre événement dans le pays confié au commandement du général Gouvion Saint-Cyr, qui y maintint la tranquillité jusqu'à son départ pour la France qui eut lieu au mois d'août.

Telle était la situation du royaume de Naples vers la fin de l'année 1806. Nous dirons plus tard comment l'armée française parvint enfin à étouffer l'insurrection de la Calabre, où la campagne se prolongea jusqu'au mois de mars 1807.

FIN DU LIVRE TROISIÈME ET DE LA TROISIÈME COALITION.

LIVRE QUATRIÈME.

QUATRIÈME COALITION.

CHAPITRE PREMIER.

ANNÉE 1806.

Suite des événements politiques en Europe jusqu'à la déclaration de guerre de la Prusse contre la France; la Hollande érigée en royaume en faveur de Louis Bonaparte, frère de Napoléon; traité de la confédération du Rhin, dont l'empereur des Français est déclaré protecteur; traité de paix entre la France et la Russie, non ratifié par l'empereur Alexandre; mort du ministre Fox; premier mouvement de troupes en Allemagne; message de Napoléon au sénat conservateur pour annoncer la guerre avec la Prusse, etc. — Ouverture de la campagne; combats de Schleitz, de Saalfeld, etc.; bataille d'Iéna, etc. — Suites de la bataille d'Iéna; combat de Halle; Napoléon à Potsdam; entrée des Français à Berlin; déroute successive des différents corps de l'armée prussienne; capitulation de Spandau; combats de Zehdenick, de Wichmannsdorf, de Prentzlau; capitulation de Stettin; combats d'Anklam, de Lübeck, etc.; reddition de Custrin, de Magdeburg; opérations du maréchal Mortier dans la Hesse et le Hanovre; armistice accordé à l'armée prussienne; décret rendu à Berlin, par Napoléon, qui déclare toutes les îles Britanniques en état de blocus.

1806. France.

Suite des événements politiques en Europe jusqu'à la déclaration de guerre de la Prusse contre la France, etc. — Nous avons fait connaître, au commencement du chapitre précédent, les symptômes de la guerre qui était sur le point d'éclater entre la France et la Prusse. On a prétendu que, dès le principe de la guerre de 1805, le cabinet de Berlin, fidèle au traité de Bâle, avait résolu de garder la neutralité et de ne prendre aucune part à la troisième coalition; mais les deux cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg savaient bien que la neutralité armée de la Prusse n'était qu'un prétexte; qu'elle voulait attendre les événements et profiter d'une circonstance favorable pour se déclarer. Les armements de cette puissance et les assurances

1806. France. données à Vienne par le ministre du cabinet, comte de Haugwitz, prouvaient suffisamment qu'on pouvait compter sur son concours. Cependant le roi de Prusse avait rassemblé des troupes sur la Vistule pour appuyer le refus qu'il faisait de livrer passage à une armée russe sur son territoire.

Conformément au plan des opérations de guerre arrêté entre la Russie et l'Autriche, il avait été convenu, comme on le sait déjà, que le général Michelson, qui commandait en chef une armée de 90,000 hommes, composée de deux corps aux ordres de Benningsen, de Buxhoewden et d'Essen, y compris la garde, entrerait au commencement de septembre dans les États prussiens. Le ministre de Russie à Berlin, comte Alopæus, devait en obtenir la permission du roi. En cas de refus, Michelson devait entrer de vive force; en cas de résistance armée, il devait traiter la Prusse en ennemie. Les propositions faites à ce sujet par Alopæus à la cour de Berlin, propositions appuyées par le ministre d'Autriche, comte de Metternich, furent repoussées. Le ministre des affaires étrangères, baron de Hardenberg, déclara que la Prusse maintiendrait sa neutralité et la soutiendrait même à main armée. « Comptant sur l'amitié de « l'empereur Alexandre, répondit-il, le roi est persuadé que les « Russes ne franchiront pas ses frontières; mais si de votre côté « vous avez l'intention d'employer la violence pour y parvenir, « il résistera jusqu'à la dernière extrémité, afin de soutenir « l'honneur et la dignité de son pays; et, pour y parvenir, peut- « être se verra-t-il forcé de se réunir à Napoléon. Au nom de « Dieu, ajouta-t-il, ne nous forcez pas à augmenter l'armée de « Napoléon de 200,000 combattants[1]. »

Le plan de l'empereur Alexandre, ayant pour objet de forcer la Prusse à prendre part à la coalition en exigeant le passage de troupes russes sur son territoire, avait donné au cabinet de Berlin de l'inquiétude pour ses provinces de Franconie. On avait l'assurance que l'Autriche respecterait la neutralité de ces provinces; mais on craignait que Napoléon n'exigeât ce qu'on refusait à l'empereur de Russie. Pendant que le cabinet de Berlin s'occupait à trouver les moyens de prévenir une semblable de-

[1] Rapport d'Alopæus, du $\frac{16}{28}$ mars, 1805.

mande de la part du gouvernement français, et qu'il traçait au ministre de France, M. de Laforêt, la route que les troupes de Napoléon devaient suivre pour éviter de couper la ligne de neutralité, on apprit tout à coup que, sans demande préalable, le corps du maréchal Bernadotte avait traversé la principauté d'Anspach. En effet, une partie du premier corps de la grande armée franchit la ligne de neutralité, entra en Franconie par Uffenheim, Gunzenhausen et Weissenburg, et, malgré les assurances réitérées par le maréchal de respecter la neutralité de la Prusse, ses troupes pénétrèrent le 3 octobre dans le pays d'Anspach par Sikartshausen et, sans tenir compte des protestations des autorités prussiennes, le maréchal fit marquer les logements et frapper les réquisitions nécessaires pour la subsistance des hommes et des chevaux. Cette marche fut aussi rapide que l'exigeaient les circonstances, et toutes les divisions du 1er corps se trouvèrent réunies autour d'Eichstädt le 8 octobre. Le maréchal, qui jusqu'alors avait respecté la ligne de neutralité, ne l'avait franchie qu'après avoir reçu de l'empereur l'ordre positif de traverser le territoire prussien en Franconie, comme l'avaient fait le corps autrichien qui s'était présenté sur la Rednitz et les troupes de l'électeur de Bavière pendant leur retraite. Napoléon prétendait que les possessions excentriques de la Prusse en Franconie ne devaient pas être comprises dans la neutralité; que la principauté d'Anspach et les autres territoires prussiens enclavés dans cette partie de l'Allemagne ne pouvaient être compris dans la ligne qui avait été tracée; il alléguait du reste l'impossibilité de faire autrement, parce que cette impossibilité était réelle.

1806.
France.

On fit beaucoup de bruit à Berlin au sujet de cette soi-disant violation d'un territoire neutre. Le roi alla même jusqu'à assembler, le 8 octobre, un conseil composé du duc de Brunswick, du maréchal Möllendorf, et des ministres comtes de Hardenberg et de Schulenburg. Ce conseil déclara qu'il était de l'honneur de la Prusse de protester énergiquement contre une telle infraction des traités, et que si l'outrage fait à la nation avait eu lieu par ordre formel de l'empereur Napoléon, la guerre était inévitable.

Le roi de Prusse, qui, pour éviter de se brouiller avec Napoléon, avait résisté avec peine aux sollicitations de la Russie et de

1806. France.

l'Autriche et se retranchait derrière une stricte neutralité, trouva dès lors un prétexte de céder aux conseils de ses généraux et de ses ministres. Une note officielle remise le 14 octobre par le comte de Hardenberg à M. de Laforêt et au maréchal Duroc déclarait que, puisqu'on n'avait pas eu égard aux protestations des autorités de ses provinces de Franconie, il ne restait plus à Sa Majesté qu'à considérer comme non avenues ses conventions avec la France, et à prendre, pour la sûreté de ses États, les mesures que les circonstances exigeraient.

En effet, les troupes prussiennes dirigées sur la Vistule furent arrêtées dans leur marche et reçurent l'ordre de se porter sur l'Elbe et sur le Weser. Enfin le passage des troupes russes à travers les États prussiens fut accordé : le corps de Buxhoewden, suivi de celui d'Essen, eut ordre de marcher des environs de Pulawy vers Troppau, Olmütz et Krems pour rejoindre Kutusoff, et Benningsen eut ordre de marcher de Grodno vers Breslau par Warsovie et Nowemiasto. On forma quatre armées dans le Hanovre, en Westphalie, près de Bayreuth, et un corps de réserve aux environs de Berlin, mais le monarque prussien, malgré son feint mécontentement, ne s'engagea pas plus avant : il se borna à de vaines démonstrations et attendit les événements.

La violation de la neutralité du territoire prussien en Franconie, qui avait tant contribué au succès des armées françaises, avait beaucoup accru l'influence du parti russe à la cour de Berlin. La reine, qui le favorisait hautement, était secondée par l'opinion nationale et par les vœux de l'armée. L'empereur Alexandre, pour profiter de ces dispositions favorables à ses projets, se rendit à Berlin, dans l'espoir de décider le roi à se joindre à la coalition. Il arriva à Berlin le 25 octobre, le jour même où les corps d'armée français, concentrés autour de Munich, se mirent en marche vers l'Inn. Après quelques conférences entre leurs ministres, les deux souverains signèrent et ratifièrent à Potsdam, le 3 novembre, un traité d'alliance offensive et défensive pour le rétablissement de la paix de l'Europe. Les stipulations de ce traité resterent secrètes; la substance en était l'adhésion formelle de la Prusse à la coalition. Le roi Frédéric-Guillaume fit seulement cette réserve, qu'avant d'agir offensivement, il ferait connaître à l'empereur Napoléon à quelles

conditions il pouvait encore consentir à garder la neutralité. 1806.
Le ministre du cabinet, comte de Haugwitz, fut chargé de cette France.
mission délicate. On sait déjà comment elle fut remplie, et que le ministre prussien n'osa pas présenter au vainqueur d'Austerlitz l'*ultimatum* de Berlin.

La Prusse se trouvait alors dans une situation critique; sa conduite avant la bataille d'Austerlitz l'avait compromise, et Napoléon pouvait à bon droit lui déclarer la guerre sans craindre que sa marche à travers les États prussiens ne fût retardée par les débris de l'armée russe. Le comte de Haugwitz, sentant le danger de cette position, s'empressa de conclure à Vienne, le 15 décembre 1805, un traité de paix qui renversait complétement la politique suivie alors par la Prusse, et qui réglait des échanges de territoire entre cette puissance, la Bavière et la France. La Prusse cédait à la Bavière le pays d'Anspach, et à la France les principautés de Clèves et de Neuchâtel, en échange de l'électorat de Hanovre et des autres possessions du roi d'Angleterre en Allemagne, sur lesquels la France ne pouvait faire valoir qu'un droit de conquête devenu presque illusoire depuis que les troupes françaises avaient évacué l'électorat, dont Napoléon n'était déjà plus en mesure de garantir la possession.

La Prusse, dont l'irrésolution avait été si utile à l'empereur, affectait de rechercher son amitié. Secrètement liée avec l'Angleterre dont elle acceptait les subsides alors qu'elle méditait de s'emparer du Hanovre, elle était plus sincèrement dévouée à la Russie qui faisait tous ses efforts pour la déterminer à se déclarer et à rouvrir la campagne en Allemagne. Le parti russe et anglais, qui dominait à la cour de Berlin, voulait que le roi ne ratifiât le traité d'échange conclu avec la France par le comte de Haugwitz qu'à la paix générale et lorsqu'on aurait obtenu le consentement du roi d'Angleterre. Mais Napoléon rejeta avec hauteur de telles propositions et exigea que les échanges convenus se fissent immédiatement; et le 24 février 1806 le maréchal Bernadotte entra avec 20,000 hommes dans le pays d'Anspach, dont il prit possession au nom du roi de Bavière; le général Oudinot prit possession de Neuchâtel au nom de l'empereur Napoléon, et le prince Murat prit possession en

1806. France. son nom du grand-duché de Berg. En même temps la forteresse de Wesel fut remise à la France.

De son côté, le roi de Prusse proclama sa prise de possession du Hanovre. La mésintelligence survenue à cette occasion entre les cabinets de Londres et de Berlin s'était manifestée, dès le mois de mars, par des actes publics. Le roi d'Angleterre fit déclarer, à cette époque, par son ministre des affaires étrangères, qu'il n'acquiesçait point à la cession de ses États électoraux; mais les troupes prussiennes n'en occupèrent pas moins la forteresse de Hameln le 26, et quelques jours après le roi de Prusse ordonna, par un édit, la fermeture de ses ports aux navires anglais, *de la même manière que cela s'était pratiqué pendant l'occupation de ce pays par les Français*[1].

Le roi de Suède, inébranlable dans son affection pour les Anglais, et irrité des procédés du roi Frédéric-Guillaume, éclata en plaintes et en menaces; toutefois, ne voulant pas tenter le sort des armes avec une puissance aussi formidable, il jugea convenable de concentrer en Poméranie l'armée qu'il avait fait avancer pour prendre part aux opérations de la coalition dissoute par le traité de Presburg, et ne laissa que quelques détachements dans le duché de Lauenburg, qu'il s'était engagé à défendre par ses traités avec l'Angleterre.

Par suite de ces contradictions qui signalaient alors la conduite du roi de Prusse, au moment même où il se brouillait aussi ouvertement avec deux puissances naguère ses alliées intimes et qui l'étaient aussi de la Russie; quand il paraissait ainsi disposé à rester en paix avec la France, on vit ce prince se rendre en pompe avec toute sa cour à Stettin pour y passer en revue les troupes russes du comte Tolstoy qui venaient d'évacuer le Hanovre, et les combler de témoignages d'estime et d'affection. La reine de Prusse, qui assistait à ces revues, avait une grande influence sur les affaires; s'étant convaincue personnellement, en même temps que le roi, de l'état supérieur des troupes russes, ils eurent une égale confiance dans leur courage et leur fermeté, et là, sans doute, commença leur conviction qu'avec le secours d'une pareille armée la Prusse

[1] Ce sont les propres termes de l'édit.

pouvait hardiment se mesurer avec Napoléon. Cette conviction influa grandement sur la décision que la cour de Berlin prit bientôt après de se lier entièrement avec la Russie après la paix de Presbourg, et de déclarer la guerre à la France. 1806. France.

Dans les premiers jours d'avril, le gouvernement prussien ajouta les ports d'Embden et de l'Ost-Frise à ceux dont il avait déjà interdit l'entrée aux bâtiments anglais. L'occupation civile du Hanovre s'effectua définitivement à cette époque ; les autorités prêtèrent serment au roi, et les troupes prussiennes prirent une attitude hostile vis-à-vis de celles du roi de Suède, pour les forcer à évacuer le Lauenburg. De son côté, l'Angleterre mit l'embargo sur tous les navires prussiens. On ne cessa point cependant d'échanger entre les deux cabinets de Berlin et de Stockholm des déclarations et des notes jusqu'au 23 avril, jour où il y eut, entre les troupes prussiennes et suédoises, un engagement, à la suite duquel les dernières évacuèrent la Poméranie. Le 27, parut un manifeste du roi Gustave III contre la Prusse, et, vers le milieu de mai, ce prince fit sortir de Carlscronn une escadre de frégates pour croiser dans la Baltique, en déclarant tous les ports de Prusse en état de blocus.

Cependant le cabinet de Saint-Pétersbourg n'avait pas pu voir sans quelque peine la rupture de la paix entre la Suède et la Prusse, et avait offert son entremise pour rapprocher les deux souverains. Il en résulta des communications très-actives, soit directement, soit indirectement, qui se prolongèrent jusqu'au moment où le roi de Prusse prit enfin la ferme détermination de se déclarer contre la France. Au reste, après l'évacuation de la Poméranie, les mesures hostiles de ce prince contre la Suède se bornèrent à mettre l'embargo sur une douzaine de navires de cette nation qui se trouvaient dans les ports de la Prusse.

La guerre de cette dernière puissance avec l'Angleterre ne se poussait pas avec plus de vigueur qu'avec la Suède. Quoique la déclaration dont nous avons parlé plus haut eût été faite par le roi George dès le 7 avril, les habitants de Londres n'apprirent que le 11 juin, par une proclamation officielle, les mesures hostiles prises par le ministère britannique.

1806. France.

Ces lenteurs apportées, d'un côté par la Prusse dans ses opérations contre la Suède, et de l'autre par l'Angleterre dans les siennes contre la Prusse, ont fait penser aux politiques de cette époque qu'une pareille conduite était comme concertée entre ces puissances pour donner le change à la perspicacité de Napoléon, et fournir au roi de Prusse l'occasion de mettre son armée sur le pied le plus respectable avant d'entrer en campagne contre la France; mais c'est par trop présumer de l'habileté des cabinets anglais, prussien et suédois, que de leur prêter une combinaison aussi vaste, et tant de faits subséquents se sont élevés contre cette opinion que nous devons refuser à lui donner crédit.

Napoléon avait espéré que sa conduite généreuse envers l'empereur Alexandre ramènerait ce prince à des sentiments plus pacifiques; mais à peine l'armée russe en Moravie était-elle hors de sa position critique, à peine les généraux et les chevaliers-gardes, renvoyés sans échange, étaient-ils de retour auprès du monarque russe, que celui-ci donna l'ordre à ses troupes d'occuper les bouches du Cattaro, sur les côtes de l'ancienne Albanie vénitienne. Il ne se borna pas à cette seule violation du territoire cédé à la France par l'Autriche sur les côtes de l'Adriatique; après l'évacuation du royaume de Naples par les troupes russes, celles-ci reçurent l'ordre d'occuper l'île de Curzola, en Dalmatie, d'où elles furent chassées ensuite, comme nous le dirons plus tard, par les Français, qui les empêchèrent de s'emparer, vers la même époque, de l'île de Lesina. Ces agressions déterminèrent l'empereur à faire occuper de son côté la république de Raguse, où le général Lauriston eut à se défendre bientôt contre les efforts des Russes unis à la peuplade des Monténégrins. Toutefois, au milieu de cette situation hostile, des négociations étaient ouvertes à Paris entre la France et la Russie : on verra bientôt quelle en fut l'issue.

L'Europe était dans une fermentation sourde, et, malgré tous les travaux auxquels Napoléon se livrait alors, tant pour l'administration, la prospérité de la France et l'embellissement de la capitale, que pour l'établissement de sa famille et le bien-être des princes ses alliés, il surveillait constamment les menées des grandes puissances, et surtout celles de l'An-

gleterre, à l'abaissement de laquelle tendaient tous les efforts de sa politique. 1806. France

Le gouvernement de la Hollande, tel que Napoléon l'avait institué, se montrait alors en opposition aux vues de cet empereur. Le grand-pensionnaire Schimmelpenninck, persuadé que l'existence de la Hollande était attachée à la prospérité de son commerce, avait favorisé, autant qu'il était en lui, les spéculations de ses administrés à cet égard. Une navigation interlope s'était établie entre l'Angleterre et la république batave, et ce trafic était d'autant plus avantageux aux négociants hollandais, que, prohibées dans presque toute l'Europe, les marchandises anglaises leur offraient des bénéfices considérables; mais si le chef du gouvernement batave s'était, par cette conduite, rendu cher à ses concitoyens, il s'était rendu coupable aux yeux de l'empereur des Français, ou plutôt il fournissait à celui-ci le prétexte d'opérer en Hollande le changement politique qu'il méditait déjà depuis quelque temps, d'après le système monarchique adopté par lui à l'égard des républiques d'Italie, et pour l'établissement de sa famille.

Napoléon saisit donc cette occasion d'ériger en royaume l'une des plus illustres républiques de l'Europe, et de lui imposer pour souverain Louis Bonaparte, son troisième frère, jeune homme d'un caractère doux, qu'il espérait diriger à sa fantaisie, et qui cependant devait un jour démentir, d'une manière honorable, l'opinion conçue de lui par l'ambitieux empereur.

La circonstance était d'autant plus favorable, que le grand-pensionnaire venant d'être privé presque entièrement de la vue à la suite d'une maladie grave, les Hollandais se trouvaient dans la nécessité de lui donner un successeur. Napoléon ordonna à tous ses agents et à toutes les créatures qu'il avait dans l'armée et dans l'administration de la république d'exagérer aux yeux de la multitude la difficulté de trouver un homme qui pût remplacer dignement l'habile chef que l'on perdait; d'insinuer que, dans la situation présente de l'Europe, peut-être devenait-il urgent de mettre la constitution batave en harmonie avec celle des grands États; enfin de proposer, comme un moyen infaillible de s'assurer à jamais la protection de l'empereur et la constante amitié du peuple français, la forme du gouverne-

1806. France. ment monarchique, en appelant au trône un des frères du vainqueur de l'Europe. Les agents dont nous parlons se mirent en campagne, et le résultat de leurs intrigues fut tel que Napoléon le désirait. Le 5 juin, une ambassade extraordinaire des états fut envoyée à Paris pour communiquer à l'empereur le vœu émis par leurs Hautes Puissances : qu'il plût à Sa Majesté Impériale et Royale de permettre que la Hollande, constituée en gouvernement monarchique, offrît la couronne à son frère Louis. Napoléon, déjà préparé, comme on doit le penser, à cette démarche qu'il avait pour ainsi dire commandée, répondit sur-le-champ aux députés bataves : « J'ai toujours regardé comme le premier intérêt de ma couronne de protéger votre patrie. Toutes les fois que j'ai dû intervenir dans vos affaires intérieures, j'ai d'abord été frappé des inconvénients attachés à la forme incertaine de votre gouvernement. Gouvernée par une assemblée populaire, elle eût été influencée par les intrigues, et agitée par les puissances voisines ; gouvernée par une magistrature élective, tous les renouvellements de cette magistrature eussent été un moment de crise pour l'Europe, et le signal de nouvelles guerres maritimes. Tous ces inconvénients ne pouvaient être parés que par un gouvernement héréditaire. Je l'ai appelé par mes conseils lors de l'établissement de votre dernière constitution, et l'offre que vous faites de la couronne de Hollande au prince Louis est conforme aux vrais intérêts de votre patrie, aux miens, et propre à assurer le repos général de l'Europe......... Je proclame donc roi de Hollande le prince Louis.......

En faisant asseoir son frère sur ce nouveau trône, Napoléon lui conservait la dignité de grand connétable de l'empire, et la rendait transmissible à ses descendants légitimes et naturels, afin, disait le décret, que cette dignité leur retraçât les devoirs qu'ils auraient à remplir envers le chef régnant de l'empire, et leur rappelât sans cesse qu'ils ne régnaient eux-mêmes que sous les auspices et la protection du grand peuple. L'érection de la Hollande en monarchie fut annoncée le même jour au sénat de France par son président Cambacérès, archichancelier de l'empire, que l'empereur chargeait de la communication du traité conclu avec les états à ce sujet.

Cette communication fut suivie, quelque temps après, d'une autre plus importante encore, celle du traité qui organisait la confédération du Rhin. Napoléon, régnant à Naples sous le nom de son frère Joseph, et par lui-même à Milan et à Venise, était maître de l'Italie; ses alliances avec les rois de Bavière et de Würtemberg, sa situation présente avec la Prusse, ses possessions sur la rive droite du Rhin confiées à Murat, lui donnaient une influence directe sur les affaires d'Allemagne; enfin, le trône de Hollande dévolu à son frère Louis donnait à l'empire, du côté du nord, tout le développement désirable; mais, d'un moment à l'autre, l'ambition du souverain de l'Autriche, toujours chef de la confédération germanique, pouvait se réveiller, et l'espoir d'une chance heureuse pousser ce prince à employer contre la France les moyens que lui laisserait encore la qualité de suzerain de tous les petits princes faisant partie de cette confédération. Il importait donc à Napoléon de rompre les derniers liens qui tenaient encore ces princes attachés à leur chef naturel, et de les ranger sous sa propre dépendance, en anéantissant cette ligue germanique qui avait été si souvent fatale aux intérêts de la France. Ce projet, qu'aucun autre monarque avant lui n'avait osé concevoir, fut exécuté par le chef du gouvernement français. Il suffit, en quelque sorte, de la volonté de Napoléon pour dissoudre cette ancienne constitution germanique qui avait duré dix siècles, et pour la remplacer par un acte confédératif qui devait, pendant quelques années, devenir le principal appui de sa domination, et l'une des causes de l'immense développement donné à ses vues politiques. L'empereur François voulut vainement s'opposer à une mesure entièrement dirigée contre lui. Telle était l'influence qu'exerçait alors Napoléon, que des princes de la maison d'Autriche se montrèrent favorables à ses desseins, et entrèrent eux-mêmes par la suite dans cette ligue. Le monarque autrichien dut contenir son ressentiment et déposer l'orgueil du sang lorrain. Il fallut, pour comble d'humiliation, qu'il renonçât, par un acte formel, à la couronne des successeurs de Charlemagne, et se contentât du titre d'empereur d'Autriche. 1806. France.

Le ministre des relations extérieures, Talleyrand, récemment

1806. France. élevé à la dignité de prince de Bénévent, négocia le traité de confédération avec toute l'habileté que l'empereur des Français devait attendre d'un pareil agent. Cet acte, signé à Paris le 12 juillet, était ainsi conçu :

S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, d'une part, et d'autre part LL. MM. les rois de Bavière et de Würtemberg, LL. AA. SS. les électeurs archichancelier et de Bade, le duc de Berg et de Clèves, le landgrave de Hesse-Darmstadt, les princes de Nassau-Usingen et de Nassau-Weilbourg, les princes de Hohenzollern-Hechingen et Hohenzollern-Sigmaringen, les princes de Salm-Salm et Salm-Kyrburg, le prince d'Isenburg-Birstein, le duc d'Aremberg, le prince de Lichtenstein et le comte de la Leyen, voulant, par des stipulations convenables, assurer la paix intérieure et extérieure du midi de l'Allemagne, pour laquelle l'expérience a prouvé, depuis longtemps et tout récemment encore, que la constitution germanique ne pouvait plus offrir aucune sorte de garantie, sont convenus entre eux de se séparer à perpétuité du territoire de l'empire germanique, et de s'unir par une confédération particulière, sous le nom *d'États confédérés du Rhin.* — Cette convention était l'objet de l'article 1er du traité. Les art. 2 à 12 stipulaient l'annulation des lois de l'empire germanique en ce qui obligeait les princes confédérés et leurs sujets, sauf les droits acquis aux créanciers et pensionnaires, et les dispositions relatives à l'octroi de la navigation du Rhin; le titre de prince primat conféré à l'électeur archichancelier de l'empire germanique; l'établissement à Francfort d'une diète divisée en deux colléges; l'indépendance de toute puissance étrangère à la confédération, et l'obligation de ne prendre du service d'aucun genre que dans les États confédérés; la présidence de la diète dévolue au prince primat; l'empereur des Français proclamé protecteur de la confédération, et en cette qualité au décès de chaque prince primat nommant le successeur. Les art. 13 à 24 réglaient définitivement les possessions, les cessions récipropres, la délimitation respective des territoires, la reconnaissance des droits de souveraineté à exercer par chacun des rois et princes confédérés. Les art. 25 à 28 leur attribuaient la possession, en toute souveraineté, des terres équestres enclavées dans leurs États les princes ou comtes alors régnants ne

conservaient avec leurs domaines que les droits seigneuriaux et féodaux; ils perdaient sans retour tous les droits essentiellement inhérents à la souveraineté, c'est-à-dire ceux de législation, de juridiction suprême, de haute police, de conscription militaire et d'impôt. Ces domaines et ces droits seigneuriaux ne pouvaient être vendus à un souverain étranger à la confédération, ni autrement aliénés sans avoir préalablement été offerts au prince sous la souveraineté duquel ils se trouvaient placés. Les art. 29 à 33 concernaient les dettes des cercles et des petites souverainetés détruites ou des emplois supprimés et des ordres militaires ou religieux dépossédés; le lieu de la résidence des membres de la confédération, les droits de succession. Les art. 34 à 38 fixaient les effets et les conditions de l'alliance offensive et défensive, véritable objet de la confédération, en vertu de laquelle toute guerre continentale que l'une des parties contractantes aurait à soutenir devenait immédiatement commune à toutes les autres. Dans le cas où une puissance étrangère à l'alliance et voisine armerait, les hautes parties contractantes, pour ne pas être prises au dépourvu, devaient armer pareillement; il était réservé à la diète de déterminer combien de quarts du contingent devaient être rendus mobiles; mais l'armement ne pouvait être effectué qu'en conséquence d'une invitation adressée par S. M. l'empereur des Français à chacune des puissances alliées. Le contingent à fournir par chacun des alliés était fixé ainsi qu'il suit : la France, 200,000 hommes; la Bavière, 30,000; le Würtemberg, 24,000; le grand-duché de Bade, 8,000; le grand-duc de Berg, 5,000; le grand-duc de Darmstadt, 4,000; le duc et prince de Nassau, avec les autres princes confédérés, 4,000. En tout : 263,000 hommes de toutes armes. Enfin, les hautes parties contractantes se réservaient d'admettre, par la suite, dans la nouvelle confédération, d'autres princes et États d'Allemagne, qu'il serait trouvé de l'intérêt commun d'y admettre.

Cette confédération des États méridionaux de l'Allemagne fut consentie, comme nous l'avons dit, par l'empereur d'Autriche, qui crut devoir acheter par ce sacrifice une paix devenue indispensable pour ses États héréditaires après trois guerres aussi malheureuses. Le 6 août, ce prince publia la déclaration par la-

1806. France. quelle il renonçait aux titres et aux droits d'empereur d'Allemagne. La communication de ce traité de confédération ayant été mal accueillie à la cour de Berlin, on chercha à la flatter en lui permettant de former une confédération des États du nord de l'Allemagne qui serait sous la protection de la Prusse comme celle des États du Rhin était sous la protection de la France; mais comme la cour de Berlin voulait que les villes anséatiques fussent comprises dans sa confédération, Napoléon s'y opposa ainsi qu'à l'accession de la Saxe à la confédération prussienne. Cette opposition refroidit les relations établies alors entre les deux cabinets. Cependant le roi de Prusse reconnut également la nouvelle confédération, dans laquelle la force des armes devait le faire entrer lui-même plus tard.

Sur ces entrefaites, les négociations de paix entamées avec la Russie étaient arrivées à leur terme. Le comte d'Oubril, conseiller d'État de l'empire russe, accrédité auprès de l'empereur Napoléon comme commissaire chargé du détail des prisonniers de sa nation, avait reçu des instructions pour le cas où l'occasion se présenterait d'opérer un rapprochement entre la France et la Russie. Il se crut par là suffisamment autorisé à conclure avec le général Clarke, plénipotentiaire nommé à cet effet par le gouvernement français, un traité de paix, qui fut signé à Paris le 20 juillet. La bonne foi apportée par l'empereur des Français dans cette transaction était telle que, dès le 22, le ministre de la marine adressa une circulaire dans tous les ports, pour ordonner de traiter désormais en amis tous les vaisseaux russes; mais déjà l'influence anglaise avait triomphé de l'irrésolution du monarque russe : celui-ci refusa de ratifier le traité conclu par le comte d'Oubril, qui, suivant la note officielle insérée à ce sujet dans la Gazette de Saint-Pétersbourg, s'était écarté des instructions qu'il avait reçues, et avait agi contrairement au sens et au but de sa mission. Toutefois, l'empereur Alexandre, en annonçant officiellement cette non-ratification au gouvernement français, protestait qu'il était prêt à renouer les négociations sur des bases plus compatibles avec l'honneur et la dignité de sa couronne.

Cependant l'Angleterre avait, dès le mois de février de cette année, entamé elle-même une négociation directe avec la France. Le parti de l'opposition, devenu plus influent après la

mort de Pitt, avait déterminé le cabinet de Londres à faire quelques démarches pour obtenir une paix que les circonstances paraissaient rendre alors nécessaire. Fidèle aux opinions qu'il avait constamment manifestées, Fox, appelé au ministère, se hâta de saisir l'occasion que lui offrit la découverte d'un complot dirigé contre la personne du chef du gouvernement français. Il écrivit au ministre Talleyrand pour lui donner avis qu'un individu s'était présenté à lui et avait offert d'attenter aux jours de Napoléon. Cette générosité de la part du ministre anglais, jointe à la connaissance que l'empereur avait de son caractère personnel, dicta à M. Talleyrand une réponse telle qu'elle pût servir d'acheminement à de nouvelles négociations de paix. 1806. France.

Les bases en furent établies dans les lettres que s'écrivirent ensuite les deux ministres. Après des discussions franches et soutenues avec un ton de bienséance qui n'avait pas toujours été employé dans les négociations précédentes, il fut convenu en principe : 1° que les deux États, en négociant la paix, auraient pour objet commun qu'elle fût honorable pour eux et leurs alliés respectifs, en même temps qu'elle serait de nature à assurer, autant qu'on le pourrait, le repos futur de l'Europe; 2° qu'il serait reconnu, en faveur de l'une et de l'autre puissance, qu'elles auraient tout droit d'intervention et de garantie pour les affaires continentales et pour les affaires maritimes. Lord Yarmouth fut envoyé à Paris, et la négociation marcha d'abord assez rapidement à son but. Elle approchait de son terme, et les conditions arrêtées étaient avantageuses pour la Grande-Bretagne, puisque cette puissance gardait Malte et le cap de Bonne-Espérance, lorsque le ministre Fox tomba malade. Cet événement fâcheux, en redonnant du crédit aux partisans de la guerre, ralentit nécessairement les négociations. L'opinion d'ailleurs commençait à changer dans les Trois-Royaumes par le spectacle des nombreux accroissements de la puissance de Napoléon. Lord Yarmouth fut rappelé sous le prétexte frivole qu'il n'avait pas suivi exactement ses instructions, et il fut remplacé par lord Lauderdale, espèce de girouette politique, qui, voyant Fox en danger de la vie, et pressentant que la mort de ce ministre entraînerait la disgrâce du parti

1806. France. dont il était le chef, ne dissimula point son désir de se rallier à d'autres principes. La négociation se compliqua, et prit une marche rétrograde, qui donna le temps au parti de la guerre en Angleterre de se fortifier de plus en plus et de chercher des appuis à l'étranger. Lord Lauderdale eut la mission de prolonger, puis de rompre brusquement les conférences, dès que l'on serait parvenu à renouer un plan offensif.

Cette intrigue était déjà en assez bon train vers le milieu d'août, puisque la Russie refusait à cette époque, comme nous l'avons dit plus haut, de ratifier le traité conclu par son ministre à Paris. M. d'Oubril était allé beaucoup plus vite dans sa marche qu'une partie de la cour de Saint-Pétersbourg ne le voulait, et il avait eu le tort de ne pas deviner à temps les changements que la nomination d'un nouveau ministère devait apporter dans les négociations. Le roi de Suède, qui n'avait jamais dissimulé ses intentions hostiles envers la France, était prêt depuis longtemps à entrer en campagne; enfin, la Prusse, que les Anglais avaient choisie comme victime pour cette année, paraissait sérieusement décidée à diriger contre la France les préparatifs de la guerre qu'elle avait semblé vouloir faire à la Suède. Deux factions, dont l'une était dévouée à la Russie, et l'autre vendue à l'Angleterre, venaient de se réunir pour entraîner le roi Frédéric-Guillaume dans une entreprise qui allait ébranler la monarchie prussienne jusque dans ses fondements.

Jusqu'alors la Prusse n'avait eu qu'un but fixe, la possession définitive du Hanovre; et, après la victoire d'Austerlitz, elle en avait fait le gage de son alliance avec Napoléon et la compensation des cessions qu'il exigeait; mais dès les premières ouvertures de paix entre la France et l'Angleterre, l'ambassadeur de Prusse, marquis Lucchesini, avait découvert à Paris que le gouvernement français ne faisait aucune difficulté d'établir comme base de la négociation l'entière restitution du Hanovre, dont l'échange avec les principautés d'Anspach, de Clèves et de Neuchâtel était déjà effectué. Dès lors la guerre fut résolue dans les conseils du roi. La Prusse trompée et humiliée se rapprocha de l'Angleterre pour en obtenir des secours, et sollicita ceux de la Russie, qui lui furent accordés avec le

même empressement qu'ils lui avaient été offerts à la fin de la campagne de 1805. 1806. France.

Dans le même temps, le gouvernement anglais, pour augmenter le nombre des victimes de sa politique, envoyait une flotte à l'embouchure du Tage, pour décider le Portugal à entrer dans la coalition. Ses agents, réunis à ceux de la Russie à Constantinople, faisaient les plus grands efforts afin de changer les dispositions bienveillantes de la Porte pour les Français; mais l'arrivée du nouvel ambassadeur de France, le général Sébastiani, qui fit son entrée solennelle dans la capitale des Ottomans le 10 août, paralysa ces intrigues et changea les espérances des deux légations anglaise et russe en de vives inquiétudes, surtout lorsqu'on vit combler ce général de marques d'honneur et d'affection, et le sultan se déterminer enfin à destituer les hospodars de Moldavie et de Valachie, vendus à la Russie.

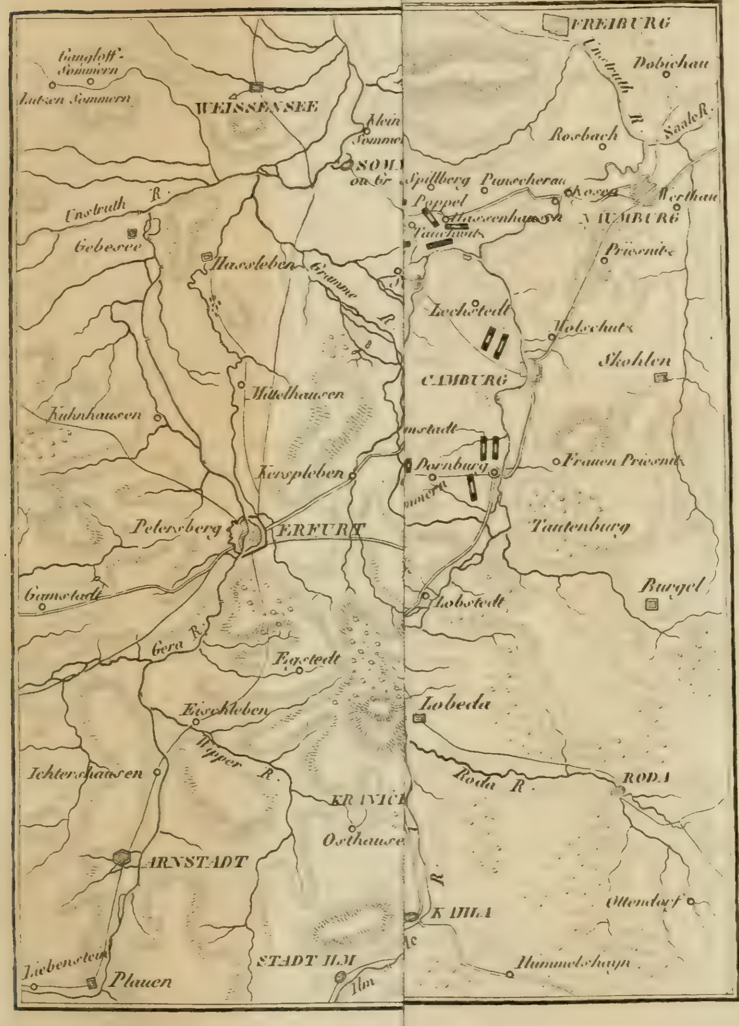
En dépit des protestations que le gouvernement prussien faisait renouveler chaque jour par son ministre à Paris, les préparatifs de guerre prirent, vers le 15 août, un caractère tellement prononcé, qu'il n'était plus possible d'en dissimuler le but. Les nominations de généraux, l'approvisionnement des places, les recrutements, les achats de remontes, les mouvements de troupes, se succédaient sans interruption et étaient annoncés officiellement, exagérés même, dans les gazettes du royaume. Ce fut à cette même époque que Napoléon fit prendre possession, en son nom, de la forteresse de Wesel sur le Rhin. Cette démarche, qui fut l'un des griefs allégués par le roi de Prusse en commençant plus tard les hostilités, ne l'empêcha point d'écrire, le 23 août, dans les termes les plus obligeants et les plus pacifiques, une lettre à l'empereur des Français, qu'il lui fit remettre par le général Knobelsdorf. Il est vrai que, dans le même moment, les papiers publics étaient remplis de diatribes contre la France et contre son chef; les jeunes officiers de l'armée, pleins de présomption, se vantaient de battre bientôt les Français et d'abaisser l'orgueil du vainqueur des Autrichiens et des Russes. La Hesse, la Saxe et les duchés du nord de l'Allemagne armaient, et toutes les gazettes annonçaient un rapprochement entre la Prusse, la Suède et l'Angleterre.

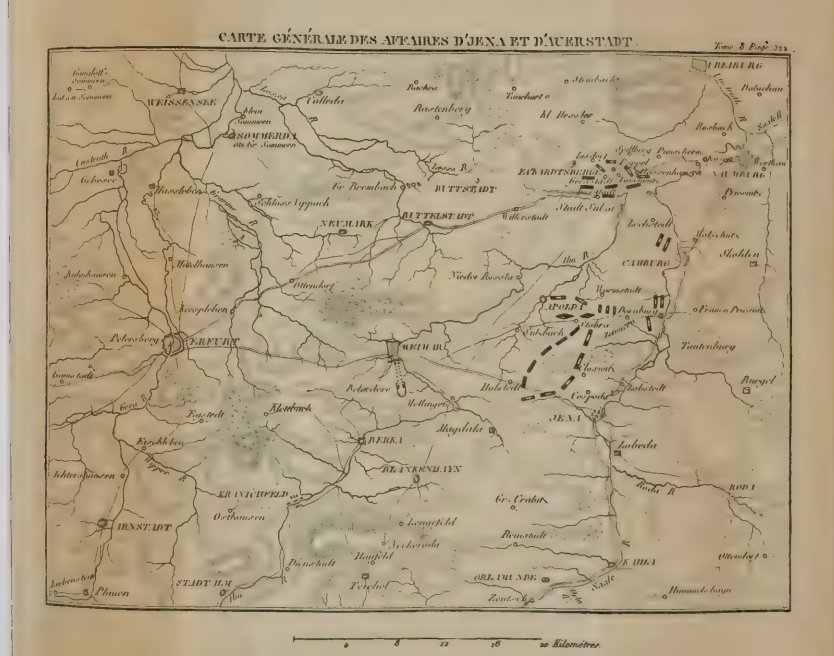
Malgré tous ces préparatifs de guerre, on doutait encore en

1806. France.

Prusse que le roi, qui, dix mois auparavant, n'avait pas voulu accéder à la coalition des cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg; qui luttait contre la Suède et contre l'Angleterre dans l'intérêt de la France, voulût seul et sans appui étranger entreprendre, sur les rives du Mayn et du Weser, une lutte sanglante et inégale où il s'agissait de l'existence de la monarchie. Ce changement subit d'une politique suivie jusqu'alors avec tant de persévérance semblait presque inexplicable, bien que les motifs ne manquassent pas à la Prusse d'agir d'une manière plus énergique qu'elle ne l'avait fait depuis la paix de Presbourg. La cour, l'armée et le peuple étaient entièrement dévoués au parti anglo-russe et nourrissaient la haine la plus violente contre la nation française et contre son chef, et, quoique le roi eût conservé encore quelque espoir d'entrer en accommodement avec Napoléon, ce monarque, entraîné par l'opinion publique, se vit forcé, presque malgré lui, de devancer l'époque opportune d'une déclaration de guerre à la France. La grande supériorité militaire de cette dernière puissance ne permettait pas de supposer, sans une folle témérité, que la Prusse seule pût longtemps conserver l'avantage; mais on espérait, dans les conseils de Berlin, que par des opérations rapides et bien conduites on parviendrait à surprendre l'armée française dans ses cantonnements, qu'on pourrait, en gagnant ainsi une grande bataille, attirer à soi les armées de la Russie, de l'Autriche et des autres princes de l'Allemagne. On verra bientôt comment se réalisa cet espoir de tromper la vigilance du chef de l'armée française.

A la fin d'août, les intentions de la Prusse ne furent plus douteuses. Les différends de cette puissance avec la Suède avaient cessé; les troupes suédoises revinrent occuper le duché de Lauenburg, et le roi Gustave leva le blocus des ports et l'embargo mis sur les navires prussiens. Dès lors il n'était plus possible de couvrir du prétexte de la guerre avec la Suède le but des armements, qui furent poussés avec une nouvelle vigueur. On vit, vers le 10 septembre, la nombreuse garnison de Potsdam et une partie de la garde royale se mettre en mouvement; les troupes placées sur les frontières de la Prusse septentrionale et de la Pologne prussienne furent mobilisées. Le conseil des


FREIBURG
Dobichau
Saale R.
Rosbach
WEISSENSEE
Klein
SOMM
Spillberg
Punscherau
Kosen
Werthau
Poppel
NAUMBURG
Unstruth R.
Gebesee
Hassleben
Lechstedt
CAMBURG
Skohlen
Mittelhausen
Kuhnhausen
Dornburg
Frauen Priesnitz
Kerspleben
Petersberg
ERFURT
Tautenburg
Burgel
Lobstedt
Gera R.
Egstedt
Lobeda
Eischleben
Wipper R.
Ichtershausen
Roda R.
RODA
Osthause
ARNSTADT
Ottendorf
KAHLA
STADT ILM
Hummelshayn
Plauen
Ilm


CARTE GÉNÉRALE DES AFFAIRES D'JENA ET D'AUERSTADT.
WEISSENSEE
Colleda
SOMMERDA
Rastenberg
BUTTSTADT
ECKARDTSBERGA
Gr. Brembach
BUTTELSTADT
NEUMARK
Schloss Vippach
Stadt Sulza
CAMBURG
APOLDA
Dornburg
Tautenburg
ERFURT
WEIMAR
Belvedere
JENA
Magdala
BERKA
BLANKENHAYN
KRANICHFELD
ARNSTADT
Lobeda
KAHLA
Saale
Plauen
STADT ILM
Teichel
Zeutsch
Ilm R.
Gera R.
Roda R.
4 8 12 16 20 Kilomètres.

ministres s'assembla presque tous les jours sous la présidence du roi, dont les gazettes annoncèrent le prochain départ pour l'armée : tandis qu'un gouverneur était nommé pour Berlin, un envoyé extraordinaire, M. de Krusemarck, se rendait à Saint-Pétersbourg, et l'objet de sa mission était bien connu. 1806. France.

L'empereur des Français avait observé sans inquiétude, mais non sans un certain étonnement, les tergiversations et l'aveuglement de la cour de Prusse : ses mesures étaient déjà prises pour le moment où l'orage éclaterait; il avait rassemblé, dans un camp formé à Meudon, tous les corps de la garde impériale et quelques autres troupes qui étaient à portée de la capitale, sous le prétexte des fêtes qui devaient avoir lieu, dans le courant de septembre, pour célébrer les triomphes de la grande armée dans la campagne de 1805. Le 5 de ce mois, le *Moniteur,* journal officiel, annonça la non-ratification du traité conclu avec le ministre russe d'Oubril. Toutefois, les esprits étaient encore incertains sur l'issue de cet état de choses extraordinaire. En effet, le roi de Prusse, en rappelant son ambassadeur le marquis Lucchesini, venait de le remplacer auprès de Napoléon par ce même genéral Knobelsdorf, porteur de la lettre amicale dont nous avons parlé plus haut; et, au milieu de toutes les démonstrations hostiles qui se faisaient à Berlin et dans toute la monarchie prussienne, le gouvernement continuait à traiter l'ambassadeur français, M. de Laforêt, avec le ton de la plus grande modération dans toutes les relations directes et diplomatiques. D'un autre côté, l'empereur des Français prenait le parti d'expliquer franchement à l'Allemagne entière, avant de donner un dernier développement aux mesures de précaution qu'il était dans la nécessité de prendre, le genre de protection qu'il comptait exercer sur la confédération du Rhin. Dans la lettre qu'il écrivit à ce sujet au prince primat, ex-électeur archichancelier de l'empire germanique, Napoléon donnait l'assurance qu'il ne s'immiscerait en rien dans les affaires intérieures des princes confédérés.

Sur ces entrefaites, la mort de Fox, arrivée le 13 septembre, acheva de laisser, dans le cabinet de Londres, le champ libre au parti de la guerre. Déjà le but de celui-ci était atteint, et l'entrée des troupes prussiennes en Saxe fut, comme l'avait été

1806 France. l'occupation de la Bavière en 1805, le signal du rassemblement pour l'armée française.

Les troupes de cette armée, cantonnées en Franconie et en Souabe, avaient déjà commencé à quitter leurs cantonnements dès le 12 septembre. Une note circulaire du prince primat, envoyée à la même époque à tous les membres de la confédération rhénane, proposait d'établir en principe l'inviolabilité de leur territoire, mesure qui tendait à avertir tout État voisin que violer le sol d'un seul de ces princes, c'était attaquer la confédération tout entière. Napoléon n'attendit point le résultat de la délibération de la diète de Francfort à ce sujet, et se hâta de ratifier, en sa qualité de protecteur, cette déclaration présumée. Le corps d'armée du maréchal Bernadotte (récemment nommé prince de Ponte-Corvo) commença, le 17, à se concentrer vers Bayreuth et vers Cobourg; le 18, la cavalerie de la garde impériale quitta, en partie, la capitale de la France et s'achemina vers le Rhin. Bientôt après, les équipages de l'empereur prirent la même direction, et l'infanterie de la garde partit en poste pour Mayence; le camp de Meudon fut entièrement levé.

Le 21, l'empereur, qui était encore à Saint-Cloud, écrivit aux rois de Bavière et de Würtemberg et à tous les princes confédérés, pour leur faire part de son entrée en campagne, et les inviter à presser eux-mêmes leurs armements. et à fournir leur contingent, aux termes du traité du 12 juillet. Le même jour, le *Moniteur* annonça officiellement l'adhésion de l'archiduc Ferdinand d'Autriche, grand-duc de Würtzburg, à la confédération du Rhin, en vertu d'un traité qui venait d'être signé à Paris. Enfin, le 25, Napoléon quitta sa résidence impériale pour se mettre à la tête de son armée. Il arriva à Mayence le 28, accompagné de l'impératrice Joséphine, et donna l'ordre de mettre sur-le-champ en activité les gardes nationales des départements des frontières du nord et de l'est. Le 1er octobre il passa le Rhin.

On ignorait encore dans la plus grande partie de la France que la guerre fût aussi imminente, et l'on ne connut la véritable situation des choses que lorsque, de Bamberg, où il était arrivé la veille, Napoléon adressa, le 7 octobre, au sénat con-

servateur, un message dans lequel il annonçait à la nation la nécessité de recommencer la guerre, et les dispositions qu'il venait de faire pour soutenir dignement cette nouvelle querelle avec une quatrième coalition. 1806. France.

« Nous avons quitté notre capitale, disait l'empereur dans son message aux sénateurs, pour nous rendre au milieu de notre armée d'Allemagne, dès l'instant que nous avons su avec certitude qu'elle était menacée sur ses flancs par des mouvements inopinés. A peine arrivé sur les frontières de nos États, nous avons eu lieu de reconnaître combien notre présence y était nécessaire, et de nous applaudir des mesures défensives que nous avions prises avant de quitter le centre de notre empire. Déjà les armées prussiennes, portées au grand complet de guerre, s'étaient ébranlées de toutes parts ; elles avaient dépassé leurs frontières ; la Saxe était envahie, et le sage prince qui la gouverne était forcé d'agir contre sa volonté, contre l'intérêt de ses peuples. Les armées prussiennes étaient arrivées devant les cantonnements de nos troupes. Des provocations de toute espèce et même des voies de fait avaient signalé l'esprit de haine qui animait nos ennemis, et la modération de nos soldats, qui, tranquilles à l'aspect de tous ces mouvements, étonnés seulement de ne recevoir aucun ordre, se reposaient dans la double confiance que donnent le courage et le bon droit. Notre premier devoir a été de passer le Rhin nous-même, de former nos camps et de faire entendre le cri de guerre : il a retenti au cœur de tous nos guerriers. Des marches combinées et rapides les ont portés en un clin d'œil au lieu que nous leur avions indiqué. Tous nos camps sont formés ; nous allons marcher contre les armées prussiennes et repousser la force par la force. Toutefois, nous devons le dire, notre cœur est péniblement affecté de cette prépondérance constante qu'obtient en Europe le génie du mal, occupé sans cesse à traverser les desseins que nous formons pour la tranquillité générale, le repos et le bonheur de la génération présente ; assiégeant tous les cabinets par tous les genres de séduction, et égarant ceux qu'il n'a pu corrompre, les aveuglant sur leurs véritables intérêts, les lançant au milieu des partis sans autre guide que les passions qu'il a su leur inspirer. Le cabinet de Berlin lui-même n'a pas choisi avec délibération

1806. France. le parti qu'il prend; il y a été jeté avec art et avec une malicieuse adresse. Le roi s'est trouvé tout à coup à cent lieues de sa capitale, aux frontières de la confédération du Rhin, au milieu de son armée et vis-à-vis des troupes françaises dispersées dans leurs cantonnements, et qui croyaient devoir compter sur les liens qui unissaient les deux États et sur les protestations prodiguées en toutes circonstances par la cour de Berlin. Dans une guerre aussi juste, où nous ne prenons les armes que pour nous défendre, que nous n'avons provoquée par aucun acte, par aucune prétention, et dont il nous serait impossible d'assigner la véritable cause, nous comptons entièrement sur l'appui des lois et sur celui des peuples que les circonstances appellent à nous donner de nouvelles preuves de leur dévouement et de leur courage. De notre côté, aucun sacrifice personnel ne nous sera pénible, aucun danger ne nous arrêtera, toutes les fois qu'il s'agira d'assurer les droits, l'honneur et la prospérité de nos peuples. »

Ce message, en fixant l'incertitude générale sur les bruits qui circulaient depuis longtemps, faisait connaître qu'il y avait urgence de donner aux troupes protectrices de la France toute la force qu'exigeaient les circonstances. Sur la demande de l'empereur, le sénat s'empressa de décréter le départ pour l'Allemagne de la réserve de la conscription de cette année.

Allemagne. *Ouverture de la campagne; combats de Schleitz, de Saalfeld*, etc.; *batailles d'Iéna et d'Auerstädt.* — Le roi de Prusse, entraîné à la guerre par les conseils de la reine et les intrigues des deux factions anglaise et russe réunies, qui dominaient dans le gouvernement, n'avait d'ailleurs aucune prétention à la gloire militaire de son illustre aïeul, et avait remis à un conseil le soin de dresser, de concert avec lord Morpeth, ministre envoyé *ad hoc* par l'Angleterre, le plan des opérations qu'il convenait d'entreprendre pour amener le triomphe de ses armes. Le vieux duc de Brunswick, dont les premières campagnes de la révolution n'avaient point diminué le crédit militaire, fut placé par le roi à la tête de ce conseil : de tous les chefs de l'armée prussienne, il était celui qui avait montré le plus d'acharnement contre la France. Secondé par les généraux Rüchel et Blücher, qui partageaient ses opinions et brûlaient de donner

quelque éclat à des noms jusqu'alors obscurs, le duc de Bruns- 1806. Allemagne.
wick, fier du titre de généralissime qui venait de lui être conféré, se livra avec ardeur à sa mission, et montra, à soixante et onze ans, cette même confiance qui l'avait égaré en 1792 et 1793, et qui devait, en 1806, attirer de si grands désastres sur l'armée qu'il commandait et sur le pays qu'il était chargé de défendre.

D'après le plan arrêté dans le conseil prussien, les opérations durent commencer par l'occupation volontaire ou forcée de la Saxe et de la Hesse : le roi se montra d'autant plus favorable à l'exécution de ce plan, que, son alliance avec l'Angleterre devant entraîner la restitution du Hanovre au roi George III, les cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg s'étaient engagés à lui donner des dédommagements aux dépens de la Saxe électorale.

Déjà le général Kalkreuth, qui commandait en chef les troupes stationnées en Poméranie et en Hanovre, les avait concentrées dans ce dernier pays; les troupes qui occupaient le duché de Lauenburg étaient passées sur la rive gauche de l'Elbe; les garnisons de Stade et de Haarburg avaient pris la route de Zeil, et d'autres corps s'étaient approchés, les uns de la Westphalie, les autres de la Saxe.

Tandis que le comte de Knobelsdorf cherchait encore à donner le change à l'empereur français sur les dispositions de son maître, celui-ci fit demander d'une manière positive à l'électeur de Saxe son adhésion à la nouvelle coalition formée contre la France, et le passage des troupes prussiennes sur le territoire saxon, déclarant qu'en cas de refus il emploierait la force et suivrait la marche adoptée par l'Autriche, dans la campagne précédente, à l'égard de la Bavière et de la Souabe.

L'électeur de Saxe répondit qu'il ne s'opposerait pas plus au passage des troupes prussiennes qu'à celui de toute autre puissance qui se présenterait en force pour violer son territoire; en même temps, comme ses dispositions pacifiques se trouvaient fortement contrariées par la demande impérative qui lui était faite, il crut devoir prendre des précautions contre les événements qui pouvaient en résulter. L'armée saxonne, forte de 20,000 hommes, sous les ordres du duc de Saxe-Wei-

1806. Allemagne. mar, fut mobilisée, et la forteresse de Kœnigstein, l'une des meilleures de l'Europe, fut mise dans le meilleur état possible de défense.

Le roi de Prusse fit les mêmes démarches auprès de l'électeur de Hesse-Cassel, et lui notifia l'ordre de suivre les mouvements de l'armée prussienne et de mobiliser ses troupes ; mais ce prince ne voulut prendre parti ni pour la France ni pour la Prusse, et garda une stricte neutralité.

La réunion des forces saxonnes augmenta le délire du gouvernement prussien : dans ses conceptions présomptueuses, il prétendait menacer à la fois tous les points. Ainsi, tandis qu'une armée considérable traversait la Saxe, les troupes de la Poméranie et du Hanovre s'avançaient par la Westphalie vers les frontières de la Hollande, que l'on espérait prendre au dépourvu pendant l'espèce d'agitation que produirait dans ce pays le changement qui venait de s'opérer dans la forme du gouvernement. Mais l'activité de Napoléon avait prévenu cet inconvénient : des ordres avaient déjà été donnés pour que les troupes françaises et nationales se concentrassent auprès de Groningue. Le roi Louis, arrivé le 17 septembre à la Haye, avec les instructions précises de son frère, arrêta, de concert avec ses ministres et les généraux, des dispositions promptes et convenables ; un camp fut formé à Zeist, et, dès le 25, la Hollande avait une armée prête à porter elle-même la guerre chez l'ennemi qui la menaçait.

Dès le 9 août les ordres avaient été donnés pour la mobilisation de l'armée prussienne, dont les corps étaient dispersés dans toutes les provinces de la monarchie. Tous les régiments qui n'étaient pas sur le pied de guerre, à l'exception de ceux de la Prusse orientale, reçurent l'ordre de se mettre en état de marcher sans délai. On établit des cantonnements ou camps d'assemblée assez en arrière pour qu'il fût impossible aux troupes françaises stationnées en Allemagne depuis la campagne précédente de les atteindre avant la réunion de toutes les forces disponibles dont devait se composer l'armée prussienne.

Suivant le premier projet, les troupes de la Prusse occidentale devaient être rassemblées derrière l'Oder ; celles de la Marche et de Magdeburg, derrière l'Elbe ; celles de la Silésie,

sur la rive orientale du Bober. On résolut de concentrer les différents corps dans les environs de Magdeburg, et d'y joindre en cas de besoin les troupes de la Westphalie et du Hanovre ; mais ces détails de rassemblements furent changés bien des fois avant que le mouvement commençât et avant les arrangements pris avec l'électeur de Saxe, qui d'abord avait voulu s'opposer à la marche des troupes prussiennes au travers de ses États.

1806. Allemagne.

Les forces mobilisées à cette époque par la Prusse peuvent être évaluées à environ 240,000 hommes, compris les bataillons de garnison, les milices et l'armée active, dont l'effectif était d'environ 154,000 hommes de toutes armes, divisés en trois corps : celui de l'aile droite, de 34,000 hommes, aux ordres du général Rüchel, sur les frontières de la Hesse; celui du centre, ou armée du roi, de 70,000 hommes, commandé par le duc de Brunswick, ayant sous lui le feld-maréchal Möllendorf et le général Kalkreuth, derrière l'Elbe aux environs de Magdeburg ; celui de l'aile gauche, ou armée de Silésie, de 50,000 hommes y compris 20,000 Saxons et 5,000 hommes du général Tauentzien, le tout sous les ordres du prince de Hohenlohe-Ingelfingen. Le prince Louis de Prusse, fils du prince Ferdinand, frère du grand Frédéric, commandait l'avant-garde de cette armée. Brave, mais impétueux et irréfléchi, ce prince avait, plus que personne, contribué à décider la cour de Berlin à la guerre dont il devint la première victime. Environ 18,000 hommes étaient restés dans la Prusse orientale, sous les ordres du général Lestocq.

L'armée prussienne, cantonnée dans la Silésie, passa l'Elbe du 10 au 12 septembre, sur les trois points de Meissen, Niederwartha et Dresde, et le 14 toute cette armée, à l'exception des troupes venant de la Prusse méridionale, fut établie dans des cantonnements entre Meissen et Rabenau. L'armée du roi se porta, presque en même temps, à Halle. Le corps de réserve aux ordres du duc Eugène de Würtemberg, d'environ 15,000 hommes, se trouvait, vers la fin de septembre, aux environs de Berlin ; et le général Rüchel avait rassemblé à Gœttingen la majeure partie des troupes qui occupaient le Hanovre et la Westphalie. Le prince de Hohenlohe eut l'ordre de lever, le 27 septembre ses cantonnements sur la rive gauche de l'Elbe, de se

1806. Allemagne. porter dans le pays de Bayreuth par Freyberg et Zwickau, et d'établir son quartier général à Hof, où se trouvait déjà sa première avant-garde commandée par le général Tauentzien.

Ainsi les trois armées prussiennes, ayant pour base le cours de l'Elbe et pour appui et places de dépôts Torgau, Wittenberg et Magdeburg, étaient prêtes à déboucher, celle de gauche par Bayreuth, celle du centre par Erfurt, celle de droite par la vallée de la Fulde. Les deux ailes, plus avancées que l'armée du roi, pouvaient en trois marches se concentrer avec elle sur un point donné de la principale ligne d'opérations.

Toutes ces dispositions d'entrée en campagne étant arrêtées, le roi partit de Potsdam le 21 septembre, accompagné de la reine, et porta d'abord son quartier général à Magdeburg et ensuite à Halle, où il avait été précédé par le duc de Brunswick.

Les troupes de la grande armée occupaient, à cette époque, les positions suivantes :

Le corps du maréchal Augereau (20,000 hommes), dont le quartier général était à Francfort, tenait les deux rives du Mayn, celles de la Lahn, et s'étendait jusqu'à la Sieg, à gauche, et jusqu'aux rives du Neckar, à droite. Une partie de ce corps était cantonnée sur la frontière du grand-duché de Würtzbourg.

Le corps du maréchal Bernadotte, prince de Ponte-Corvo (23,000 hommes), occupait le margraviat d'Anspach, la ville de Nuremberg et son territoire, et la principauté de Bamberg : le quartier-général du maréchal était à Anspach.

Les troupes du maréchal Lannes (22,000 hommes), qui avait son quartier général à Bischofstein, étaient cantonnées dans la partie occidentale du cercle de Franconie, y compris le duché de Würtzbourg et les États du grand-maître de l'ordre Teutonique.

Le maréchal Davoust avait son corps d'armée (35,000 hommes) dans la basse Souabe et la principauté d'Eichstädt, sur la rive gauche du Danube : le quartier général était placé à OEttingen.

Le corps aux ordres du maréchal Ney (33,000 hommes) occupait la haute Souabe, sur la rive droite du Danube, jusqu'aux frontières de la Suisse, du Vorarlberg et du Tyrol : le maréchal avait fixé son quartier général à Memmingen.

Les troupes du maréchal Soult (41,000 hommes), dont le quartier général était établi à Passau, occupaient la basse Bavière, la principauté de Passau, le haut Palatinat et la forteresse de Braunau, non encore remise à l'Autriche.

En exécution des ordres de Napoléon, ces différents corps furent mis en mouvement, vers le 20 septembre, par le maréchal Berthier, prince de Neuchâtel, chargé du commandement général des troupes restées en Allemagne après le traité de Presburg. Nous avons dit que, dès le 17, le maréchal Bernadotte avait fait un mouvement en avant vers Coburg. Le maréchal Augereau prit des positions près de Limburg, sur la Lahn, et y reçut le renfort de plusieurs bataillons venant de la rive gauche du Rhin. Les troupes aux ordres des maréchaux Lannes, Davoust, Soult et Ney s'avancèrent également vers le Mayn et la Rednitz.

Voici quelle était la position de ces troupes le 3 octobre, le jour même où l'empereur, parti de Mayence, arriva à Würtzburg :

1er corps, maréchal Bernadotte : aux environs de Lichtenfels, avec des avant-postes au delà de Kronach et aux débouchés de Coburg.

3e corps : maréchal Davoust, aux environs de Bamberg.

4e corps : maréchal Soult, entre Amberg et Bamberg.

5e corps : maréchal Lannes, en avant de Schweinfurt, avec une avant-garde à Königshofen.

6e corps : maréchal Ney, à Nuremberg.

7e corps : maréchal Augereau, à Würtzburg.

Réserve de cavalerie, grand-duc de Berg : entre Würtzburg et Kronach.

Garde impériale, maréchal Bessières : à Würtzburg.

Par cette position, l'armée française occupait les deux principales directions de Würtzburg à Gotha, et de Bamberg à Leipzig.

Dans le même temps, l'empereur faisait renforcer les garnisons de la Vétéravie, fortifier la place de Wesel, accélérer les réparations commencées à Venloo, et approvisionner ces deux places ainsi que celle de Maëstricht. Nous avons déjà dit que toutes les gardes nationales riveraines du Rhin et des côtes de l'Océan avaient été appelées pour faire le service de gar-

1806. Allemagne. nison, d'observation, et remplacer les corps de ligne, dont les dépôts eux-mêmes devaient être utilisés, et nous avons fait connaître également les dispositions prises à l'égard du royaume de Hollande.

Tandis que l'empereur Napoléon déclarait que les villes hanséatiques devaient rester indépendantes et isolées de la confédération du nord ainsi que la Saxe ; qu'il exigeait que la Prusse désarmât et que ses troupes évacuassent le territoire de cet électorat, le roi Frédéric-Guillaume, de son côté, exigeait que toutes les troupes françaises évacuassent l'Allemagne ; que l'empereur ne mît plus obstacle à la formation de la confédération du Nord qui devait comprendre, sans exception, tous les États non dénommés dans l'acte fondamental de la confédération du Rhin ; qu'on ouvrît immédiatement une négociation pour fixer les intérêts encore en litige, négociation dont les bases seraient la séparation de Wesel de l'empire français et la restitution par Murat de districts qui n'avaient jamais fait partie du duché de Clèves et que celui-ci s'était injustement appropriés. La cour de Prusse demandait, dans huit jours, une réponse à cet *ultimatum* que M. de Knobelsdorf avait adressé à M. de Talleyrand à Mayence, et qui parvint à l'empereur le 7 octobre à son quartier général de Bamberg, où il était arrivé la veille. La seule réponse du monarque français à ce défi du roi de Prusse fut sa proclamation à son armée, qu'on va lire ci-après. Presque en même temps Frédéric-Guillaume publiait à Erfurt son fameux manifeste, pièce singulière, comparable, par l'extravagance des idées, à celui du duc de Brunswick en 1792 : il intimait, pour ainsi dire, à l'empereur des Français l'ordre de repasser le Rhin, d'évacuer le territoire allemand et de renoncer aux couronnes d'Italie, de Naples et de Hollande ; la France était menacée, en cas de refus, de toute la vengeance des armées prussiennes. Napoléon ne voulut point achever la lecture d'une pareille production de l'orgueil en délire, et dit aux personnes qui l'entouraient : « Je plains le roi de Prusse ; il n'a certainement pas lu cette rapsodie qu'on m'envoie en son nom [1]. »

[1] On a dit que, se tournant vers le maréchal Berthier, qui venait d'arriver de Munich, l'empereur ajouta : « Maréchal, on nous donne un rendez-

L'armée prussienne se trouvait concentrée entre la Saale et la Werra, sa droite à Eisenach, le centre à Gotha et à Erfurt, la gauche à Weimar, appuyée sur les hauteurs qui couronnent le pays entre cette ville et Iéna; son front était couvert par les bois de la Thuringe et par la chaîne de montagnes qui borde la frontière de Saxe et traverse cette contrée, en se dirigeant vers le nord de la Hesse. De nombreux avant-postes assuraient cette ligne, dont la gauche était flanquée par un corps de troupes établi sur la rive droite de la Saale, et par les postes fortifiés de Schleitz, Saalfeld, Saalburg et Hof, tandis que le mouvement général de l'armée française s'opérait de Würtzburg et de Bamberg par les deux rives du Mayn pour se concentrer derrière la forêt de Thuringe vers les points de Coburg et de Kronach. 1806. Allemagne.

Le but de Napoléon était par là de laisser à l'ennemi le doute d'une manœuvre par la gauche sur Iéna, ou par le centre et la droite pour déboucher par Gera et prendre à revers les positions sur la Saale par Naumburg, et de l'obliger ainsi à changer sa ligne pour ne pas se laisser tourner entièrement et être coupé de ses communications; en un mot, l'empereur pensait que ce mouvement déterminerait les généraux prussiens à faire choix d'une position aux débouchés de la forêt de Thuringe ou derrière l'Unstrut pour y recevoir la bataille. Il est à croire, d'après les résultats de la journée d'Iéna, que, si l'armée prussienne s'était concentrée à Naumburg et Freyburg derrière la Saale et l'Unstrut, en défendant le plus longtemps possible les points de Zeitz et d'Eckartsberg par de fortes avant-gardes, le sort de la Prusse n'aurait pas été décidé en une seule bataille; et, quels qu'eussent été les succès des Français, l'armée prussienne aurait toujours conservé l'avantage de pouvoir prendre la ligne de l'Elbe et de soutenir ses forteresses sur ce fleuve.

Le jour même de son arrivée à Bamberg, Napoléon avait fait mettre à l'ordre de l'armée la proclamation suivante, rendue le 6 octobre :

vous d'honneur pour le 8, et jamais un Français n'y a manqué; mais comme on assure qu'il y a une belle reine qui veut être témoin du combat, soyons courtois, et marchons, sans nous coucher, pour la Saxe. »

1806. Allemagne.

« Soldats, l'ordre pour votre rentrée en France était parti; vous vous en étiez déjà rapprochés de plusieurs marches. Des fêtes triomphales vous attendaient, et les préparatifs pour vous recevoir étaient commencés dans la capitale.

« Mais, lorsque nous nous abandonnions à cette trop confiante sécurité, de nouvelles trames s'ourdissaient sous le masque de l'amitié et de l'alliance. Des cris de guerre se sont fait entendre à Berlin; depuis deux mois, nous sommes provoqués tous les jours davantage.

« La même faction, le même esprit de vertige qui, à la faveur de nos dissensions intestines, conduisit, il y a quatorze ans, les Prussiens au milieu des plaines de la Champagne, domine encore dans leurs conseils. Si ce n'est plus Paris qu'ils veulent brûler et renverser jusque dans ses fondements, c'est aujourd'hui leurs drapeaux qu'ils se vantent de planter dans les capitales de nos alliés; c'est la Saxe qu'ils veulent obliger à renoncer, par une transaction honteuse, à son indépendance, en la rangeant au nombre de leurs provinces; c'est, enfin, vos lauriers qu'ils veulent arracher de votre front. Ils veulent que nous évacuions l'Allemagne à l'aspect de leur armée. Les insensés!... qu'ils sachent donc qu'il serait mille fois plus facile de détruire la grande capitale que de flétrir l'honneur des enfants du grand peuple et de ses alliés. Leurs projets furent confondus alors; ils trouvèrent dans les plaines de Champagne la défaite, la mort et la honte; mais les leçons de l'expérience s'effacent, et il est des hommes chez lesquels le sentiment de la haine et de la jalousie ne meurt jamais.

« Soldats! il n'est aucun de vous qui veuille retourner en France par un autre chemin que celui de l'honneur. Nous ne devons y rentrer que sous des arcs de triomphe.

« Eh quoi! aurions-nous donc bravé les saisons, les mers, les déserts; vaincu l'Europe plusieurs fois coalisée contre nous; porté notre gloire de l'orient à l'occident, pour retourner aujourd'hui dans notre patrie comme des transfuges, après avoir abandonné nos alliés, et pour entendre dire que l'aigle française a fui épouvantée devant des armées prussiennes!....

« Mais déjà ils sont arrivés sur nos avant-postes... Marchons donc, puisque la modération n'a pu les faire sortir de cette éton-

nante ivresse. Que l'armée prussienne éprouve le même sort qu'elle éprouva il y a quatorze ans ! Qu'ils apprennent que, s'il est facile d'acquérir un accroissement de domaines et de puissance avec l'amitié du grand peuple, son inimitié, qu'on ne peut provoquer que par l'abandon de tout esprit de sagesse et de raison, est plus terrible que les tempêtes de l'Océan. » 1806. Allemagne.

Le 7 octobre, le roi de Prusse, de son quartier général, transféré le 4 à Erfurt, annonça à son armée, par la proclamation suivante, l'ouverture de la campagne :

« Tous vos efforts et ceux de vos plus proches alliés pour conserver la paix ont été vains ; et si nous ne voulons abandonner au despotisme d'un implacable ennemi et livrer à ses armées dévastatrices tout le nord de l'Allemagne, et peut-être toute l'Europe, la guerre est inévitable. Sa Majesté l'a résolue, parce que l'honneur et la sûreté de l'État sont en danger ; elle se serait estimée heureuse de pouvoir les maintenir par des moyens pacifiques ; mais c'est avec une entière confiance qu'elle va conduire son armée au combat pour la patrie et l'honneur national, parce que notre cause est juste.

« Sa Majesté avait reconnu que depuis longtemps l'armée souhaitait la guerre, et, alors même que des considérations qui ne peuvent être justement appréciées que d'après leur véritable point de vue l'empêchaient de céder aux vœux de l'armée, ces vœux l'honoraient d'autant plus à ses yeux qu'ils prenaient leur source dans les sentiments d'honneur et d'amour de la patrie qui jusqu'à ce jour ont distingué l'armée prussienne. La nation tout entière a manifesté le vif intérêt qu'elle prend à cette guerre, et cette manifestation a affermi Sa Majesté dans la pensée que ce qui arrive aujourd'hui n'était pas seulement inévitable, mais que c'est le vœu unanime de tous les peuples.

« Sa Majesté est convaincue que le soin de conserver intacts l'honneur national et la gloire que le génie du grand Frédéric répandit sur ses Prussiens, suffira pour exciter l'armée à combattre avec sa valeur accoutumée, et à supporter avec constance les fatigues inévitables ; mais cette guerre a encore pour objet un intérêt plus général.

« Nous avons affaire à un ennemi qui, tout autour de nous, a battu les armées les plus nombreuses, humilié les plus puis-

1806. Allemagne. sants Etats, anéanti les plus respectables constitutions, ravi à plusieurs nations leur indépendance, effacé même leur nom.

« Un sort pareil était destiné à la monarchie prussienne; des armées nombreuses menaçaient vos frontières et s'augmentaient de jour en jour; votre tour était venu de tomber dans le gouffre, de servir un dominateur étranger, et déjà son orgueil et sa rapacité rèvaient le partage de l'Allemagne du nord.

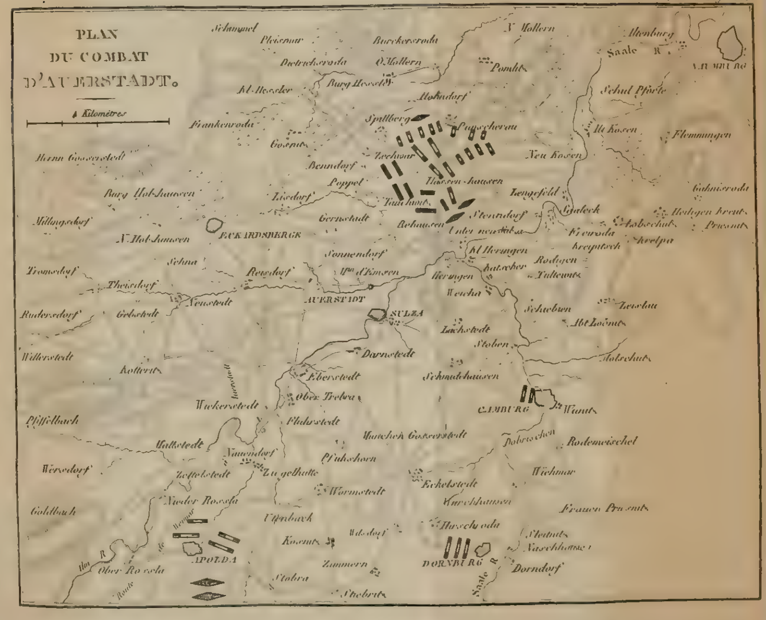
« Ainsi nous combattons pour notre indépendance, pour nos foyers, pour tout ce qui nous est cher; et si Dieu accorde la victoire à notre juste cause, à nos armes, au courage qui vit dans le cœur de tout Prussien, nous serons les libérateurs de milliers d'opprimés. Sans doute il n'y a pas un individu dans l'armée, depuis le général jusqu'au dernier soldat, dont le cœur reste froid devant de tels objets. Chaque guerrier qui tombera sur le champ de bataille aura sacrifié sa vie pour la sainte cause de l'humanité; chacun de ceux qui lui survivront aura acquis, outre une immortelle gloire, une belle part à la reconnaissance, au triomphe, aux larmes de joie de sa patrie libérée.

« Lequel d'entre nous pourrait supporter la pensée de devenir la proie de l'étranger? mais, pendant que nous combattons pour notre salut, pour nous défendre du plus profond avilissement dont une nation puisse être menacée, nous sommes les sauveurs, les libérateurs de tous nos frères, nos concitoyens allemands; les regards de tous les peuples sont fixés sur nous comme sur les derniers soutiens de toute liberté, de toute sécurité, de tout ordre social en Europe. »

Nous avons mis en parallèle ces deux proclamations pour faire mieux ressortir le caractère et le génie des deux nations. Les Français ne voyaient dans l'agression de la Prusse que l'occasion de voler à de nouveaux triomphes et à de nouvelles conquêtes. Le Prussiens, en attaquant l'armée française, croyaient ne combattre que pour leur propre salut, pour l'honneur national, et se considéraient comme les libérateurs de l'Allemagne asservie.

Outre sa force numérique, d'autres circonstances assuraient à l'armée française la prépondérance sur l'armée prussienne. Une longue expérience de la guerre avait habitué les soldats français à supporter les fatigues, à affronter tous les dangers,


P
DU C
D'AUE
N. Mollern
Altenburg
Saale R.
NAUMBURG
Pomlitz
Schul Pforte
Alt Kosen
Flemmingen
Neu Kosen
Lengefeld
Saaleck
Gahnisroda
Stenndorf
Heiligen Kreutz
Priesnitz
Freuroda
Kreipitzch
Krelpa
Kl Heringen
Rodigen
Katscher
Tultewitz
Weicha
Schieblen
Leislau
Lachstedt
Abt Loenitz
Stoben
Molschutz
CAMBURG
Wonitz
Dobrischen
Rodemeischel
Wichmar
Frauen Priesnitz
Hirschroda
Steitnitz
Vaschhausen
Dorndorf
Saale
Herrn Gos
Millingsdorf
Tromsdorf
Rudersdorf
Willerstedt
Pfiffelbach
Wersdorf
Goldbach



Tome 8 Page 535.
PLAN
DU COMBAT
D'AUERSTADT.
4 Kilomètres
Saale R.
Schul Pforte
Spillberg
Hassen-hausen
Tauchwitz
Stendorf
Eckardsberge
Reisdorf
Auerstadt
Sulza
Darnstedt
Eberstedt
Wickerstedt
Apolda
Camburg
Dornburg
Dorndorf
Wormstedt
Utenbach
Zimmern
Ober Rossla
Nieder Rossla
Pfiffelbach
Goldbach
Rudersdorf
Gebstedt
Neustedt
Kösen
Lengefeld
Flemmingen
Benndorf
Poppel
Gernstadt
Sonnendorf
Lachstedt
Schmiedehausen
Eckelstedt
Rodemeischel
Frauen Prissnitz

et donnait aux chefs comme aux subordonnés une grande confiance en eux-mêmes et dans leur manière de combattre. Les généraux, qui depuis 1792 s'étaient élevés et formés rapidement dans une suite non interrompue de campagnes, étaient encore dans toute la vigueur de l'âge [1]. La Prusse, qui depuis douze ans n'avait pas eu de guerre à soutenir, ne pouvait opposer aux vaillants lieutenants de l'empereur que des généraux sans renom ou qui avaient vieilli pendant la paix. Le commandement supérieur et absolu de l'armée française était entre les mains d'un chef unique réputé à juste titre le plus grand capitaine de son époque. Le roi de Prusse n'avait à opposer à un aussi redoutable adversaire que le duc de Brunswick ou le feld-maréchal Möllendorf, qui avaient acquis quelque gloire sous le grand Frédéric, mais que leur ignorance dans la tactique moderne autant que leur âge rendaient incapables d'entrer en lice avec le vainqueur des Autrichiens et des Russes. Après les événements, on a blâmé, peut-être injustement, le duc de Brunswick d'avoir accepté le commandement en chef de l'armée prussienne. Il aurait dû, a-t-on dit, se rappeler ses revers de 1792 et 1793. Sans doute, ce prince a méconnu ses forces morales et physiques et l'époque où il vivait ; mais on ne peut lui refuser le mérite d'avoir sacrifié le repos où le reléguaient son grand âge et le souvenir de ses malheurs, pour consacrer les derniers instants de sa vie au service de sa patrie adoptive pour laquelle il avait si longtemps combattu. Ce qu'il est impossible de lui pardonner, c'est d'avoir été le principal artisan d'une guerre qu'il pouvait et devait empêcher d'éclater, et que son souverain lui-même voulait éviter malgré les suggestions de la Russie.

1806.
Allemagne.

Tandis que tout était prêt dans l'armée française pour l'exécution la plus rapide du plan arrêté par l'empereur et dont lui

[1] Napoléon avait 37 ans, Augereau 49, Bernadotte 42, Macdonald et Oudinot 41, Bessières, Ney, Soult 37, Davoust 36, Lannes et Murat 35.

Le roi de Prusse avait 36 ans, le feld-maréchal Möllendorf 82, le duc de Brunswick 72, le général comte Kalkreuth 69, le prince de Hohenlohe 60, le lieutenant général comte Kunheim 74, les généraux Prittwitz 72, Arnim 66, Holzendorf 65, le comte Schmettau et le général Blücher 64, le comte Wartensleben et le général Grawert 60, le général Rüchel 52, le prince Louis de Prusse 34.

1806. Allemagne. seul avait le secret, rien n'était encore déterminé d'une manière absolue dans les conseils prussiens, où régnaient le vague et l'irrésolution qu'y entretenaient le caractère indécis du généralissime et sa crainte de compromettre sa responsabilité.

Avant le rassemblement des troupes françaises sur le Mayn, le prince de Hohenlohe-Ingelfingen, qui commandait l'aile gauche ou armée saxo-prussienne, dite armée de Silésie, avait proposé qu'au moyen d'un mouvement général et rapide, on transportât son armée au pied sud-ouest du Fichtelgebirge, et l'armée principale aux environs de Fulde, avec un corps intermédiaire destiné à garder les défilés de la forêt de Thuringe. Mais le duc de Brunswick fit prévaloir son plan d'opérations, qui consistait à rassembler la masse principale des forces disponibles sur le versant nord de la forêt de Thuringe. A partir du 10 octobre, elle devait franchir cette chaîne de montagnes sur six colonnes, par Kahlert, Frauenwald, Ohrdruf, Schmalkalden, Altenstein et Etterwinden, pour se réunir à Hildburghausen et Meiningen, tandis qu'une division resterait à Hof et que le corps du général Rüchel, attiré à Mühlhausen, marcherait sur Fulde. En conséquence de ce projet d'offensive par la forêt de Thuringe, le général Rüchel prit des cantonnements aux environs d'Eisenach ; l'armée du roi, qui s'était déjà portée à Naumburg, marcha à Erfurt ; le prince de Hohenlohe reçut l'ordre d'envoyer quelques renforts au petit corps qui occupait Bayreuth, et de diriger le reste de ses troupes sur la Saale, de manière à avoir, dans les premiers jours d'octobre, son aile droite à Iéna et à son aile gauche à Saalfeld.

Le duc de Brunswick s'était persuadé que l'empereur assemblerait son armée derrière la Saale de Franconie non loin de Königshofen, et que, dans cette forte position, il attendrait l'attaque des Prussiens. Mais, en considérant la difficulté et le danger d'une telle entreprise, on se borna à occuper des positions défensives en deçà de la forêt de Thuringe. Malgré les représentations du prince de Hohenlohe, qui signalait une attaque évidemment dirigée contre l'aile gauche de l'armée en Saxe, et qui demandait avec instance qu'on portât la majeure partie de l'armée sur la rive droite de la Saale, où elle pourrait prendre une attitude offensive ou éviter au moins d'être coupée

du cours de l'Elbe, l'opinion du duc de Brunswick prévalut encore dans un conseil de guerre assemblé à Erfurt le 5 octobre, où l'on décida que le général Rüchel prendrait position à Kraula non loin de Langensalza, l'armée du roi à Erfurt, et le prince de Hohenlohe à Hochdorf. Le duc, persistant à dire qu'il était informé que Napoléon avait réuni ses troupes derrière la Saale de Franconie dans une position dont il était important de prendre connaissance, proposa que chacun des trois grands corps de l'armée envoyât un fort détachement par la forêt de Thuringe pour reconnaître la position de l'ennemi; mais le roi s'opposa à ce qu'on poussât d'aussi fortes reconnaissances à vingt lieues de l'armée. 1806. Allemagne.

Le 8 octobre dans la matinée, le duc reçut l'avis certain que l'armée française avait quitté les environs de Königshofen et marchait sur Bamberg. Cet avis ne lui parut pas suffisant pour changer ses dispositions. La division d'avant-garde, placée à Tambach, reçut l'ordre de se porter sur la Werra par la forêt de Thuringe, et d'envoyer sa cavalerie en avant pour harceler les colonnes ennemies pendant leur marche. S'il restait encore quelques doutes sur les intentions de Napoléon après la réception de ce premier avis, ils durent entièrement cesser lorsqu'on apprit par le général Tauentzien, établi à Hof, qu'il se trouvait en face de forces très-supérieures, et que s'il était attaqué, il serait forcé de se retirer sur Schleitz. Malgré ce nouvel avis, le duc crut éviter le danger qui le menaçait en faisant établir le corps de Rüchel à Erfurt, l'armée du roi à Hochdorf, et celle du prince de Hohenlohe entre Hochdorf et la Saale. L'avant-garde fut rappelée et le corps de réserve du duc Eugène de Würtemberg, en marche pour Magdebourg, fut dirigé sur Halle.

Le prince de Hohenlohe, pensant qu'on avait l'intention de le porter sur la rive droite de la Saale, dirigea ses troupes de manière que le 10 au matin elles étaient en mesure de passer cette rivière sur quatre points à la fois; mais il reçut immédiatement l'ordre exprès de s'arrêter et de ne pas quitter la rive gauche. C'est ainsi qu'éclairé enfin sur le véritable but des mouvements de l'armée française, le duc de Brunswick resta indécis au moment même où Napoléon allait prendre sur lui l'initiative, le

1806. Allemagne. couper de ses communications et le forcer de commettre à une seule journée le sort de la campagne.

L'empereur quitta Bamberg le 8, à trois heures du matin, et arriva dans la même matinée à Kronach ; tous les corps de l'armée achevaient alors leur mouvement. La droite, composée des troupes aux ordres des maréchaux Soult et Ney et d'une division bavaroise (65,000 hommes), était partie d'Amberg et de Nuremberg pour se réunir à Bayreuth le 7, et se diriger ensuite, à marches forcées, sur Hof et sur Plauen, afin de tourner à la gauche toutes les positions que l'ennemi pouvait prendre sur la rive droite de la Saale. Le centre, composé de la grande réserve de cavalerie (20,000 hommes), aux ordres de Murat, grand-duc de Berg, du corps du maréchal Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, de celui du maréchal Davoust (50,000 hommes) et de la garde impériale (6,000 hommes), après avoir débouché par Bamberg sur Kronach, devait marcher par Lobenstein sur Saalburg, pour se porter ensuite sur Schleitz et Iéna. Cette colonne du centre, forte de 76,000 hommes, était conduite par l'empereur en personne. La gauche, formée des corps des maréchaux Lannes et Augereau (39,000 hommes), devait s'avancer de Schweinfurt sur Coburg, Gräfenthal et Saalfeld.

A l'approche de ces masses épaisses, le général Tauentzien, établi à Hof et au défilé de Saalburg avec 5 à 6,000 hommes, se replia sur Schleitz dans la nuit du 7 au 8 octobre. Le lendemain le maréchal Bernadotte, avec le 1er corps, et le prince Murat avec une brigade de cavalerie légère, quittèrent leurs positions de Lobenstein et d'Ebersdorf et marchèrent sur Saalburg occupé par un détachement du corps du général Tauentzien, composé de deux bataillons et deux escadrons, qui voulurent faire mine de défendre le passage de la Saale. Le prince avait avec lui quelques escadrons de chasseurs et de hussards, le 27e régiment d'infanterie légère, et quelque artillerie. Après une canonnade d'une demi-heure, l'ennemi, craignant d'être tourné, abandonna sa position et la rive droite de la Saale.

Le 9, avant le jour, le corps du maréchal Bernadotte, suivi de deux divisions de la réserve, et précédé de la brigade de cavalerie légère du général Lasalle, marcha sur Schleitz, où se trouvait le général Tauentzien avec une division composée de

6,000 Prussiens et de 3,000 Saxons, chargée de flanquer l'armée ennemie sur ce point. Dès le matin une nuée de tirailleurs attaqua dans les bois d'Oschitz les avant-postes prussiens, qui furent bientôt rejetés sur Schleitz. L'empereur arriva de Lobenstein au moment où le prince de Ponte-Corvo faisait reconnaître la position, et il ordonna l'attaque. Mais, informé que les Français passaient la Saale sur plusieurs points, et que l'avant-garde de l'aile droite, venant de Hof, où était entré le même jour le maréchal Soult, paraissait entre Mühltruf et Pausa, le général Tauentzien, menacé d'être débordé par sa gauche, se mit en retraite sur Auma, laissant pour la couvrir trois bataillons et six escadrons sur les hauteurs en arrière de Schleitz. Le général Maison, avec 2 régiments d'infanterie légère, attaqua et emporta la ville sans éprouver beaucoup de résistance, et l'arrière-garde fut poursuivie par la brigade de cavalerie légère du général Wathier, soutenue par la division d'infanterie aux ordres du général Drouet. Le maréchal Bernadotte, qui marchait avec la brigade Wathier, voyant que deux régiments de cavalerie saxonne faisaient mine de résister, sous la protection de quelques pièces d'artillerie qui venaient d'être mises en batterie, les fit charger par le 4e régiment de hussards commandé par le colonel Burthe. Cet officier fit les plus grands efforts pour rompre les escadrons ennemis et s'emparer des pièces; mais il fut ramené sur l'infanterie assez vivement pour mettre le maréchal en danger d'être pris. La brigade saxonne, soutenue par un régiment de cavalerie prussienne, poussait cet avantage, lorsqu'elle fut arrêtée par le feu de trois compagnies de voltigeurs du 94e, que le colonel Razout [1], qui était en colonne avec ce régiment, sur la route d'Auma, avait placées en embuscade derrière un petit mamelon, à la gauche de cette route. Ces compagnies, commandées par le capitaine Razout, frère du colonel, firent une décharge tellement meurtrière sur la cavalerie ennemie, que celle-ci eut d'abord plus de 50 hommes hors de combat. Cette fusillade inattendue donnant de l'hésitation aux Saxons, le 4e de hussards eut le temps d'aller se reformer derrière le 5e de chasseurs, à la tête duquel s'avançait

1806.
Allemagne.

[1] Depuis lieutenant général.

1806. Allemagne. le général Wathier. Cette brigade reprit bientôt l'offensive, et exécuta une charge brillante. Dans le même temps, le prince Murat, avec d'autre cavalerie et la brigade d'infanterie légère du général Maison, déboucha par le chemin de Krispendorf sur le flanc droit de l'ennemi qui se retirait en désordre par le village d'Œttersdorf, le poursuivit vigoureusement jusqu'à plus d'une lieue du champ de bataille, et, sans la nuit, sa déroute eût été complète. C'est pendant ce combat que quatre compagnies d'infanterie légère, chargées en plaine par un régiment de hussards prussiens, lui tuèrent près de 200 chevaux. Une partie de cette arrière-garde se retira à Neustadt, l'autre à Auma où le général Tauentzien en rallia les débris qui, réunis au corps principal, se retirèrent, à la faveur de la nuit, sur Triptis et ensuite à Mittel-Pöllnitz, abandonnant à Auma presque tous leurs bagages. Le résultat de ce combat, le premier de cette guerre, fut la prise de trois pièces de canon et de 300 hommes; 400 avaient été tués, et parmi eux un colonel.

Le même jour les corps des maréchaux Soult et Ney, qui formaient l'aile droite et se suivaient à une demi-marche de distance, étaient arrivés, le premier à Hof, comme on vient de le voir, et le second à Münchberg entre Bayreuth et Hof.

Voici quelles étaient les positions occupées par les différents corps de l'armée prussienne le 9 octobre au soir : le corps du général Rüchel entre Eisenach et Erfurt; la grande armée, celle du roi, en marche d'Erfurt à Hochdorf; l'avant-garde commandée par le duc de Weimar, au delà des montagnes, entre Frauenbreitungen et Zella. D'après les ordres du généralissime, l'armée du prince de Hohenlohe occupait Iéna et Magdala, Kahla et Orlamünde. L'avant-garde, commandée par le prince Louis de Prusse, était à Rudolstadt avec des postes avancés à Saalfeld, la droite à Blankenburg, la gauche à Pösneck. Un bataillon et dix escadrons, établis à Neustadt, entretenaient la communication avec treize bataillons et vingt escadrons saxons qui, de Roda, s'étaient avancés à Mittel-Pöllnitz et qui se rallièrent dans la nuit aux troupes repoussées de Schleitz.

Le lendemain 10, le maréchal Bernadotte établit son quartier général à Auma, tandis que Murat se portait sur Gera, poursuivant toujours la division battue la veille. Le général

Lasalle, avec sa brigade de cavalerie légère, atteignit l'escorte des bagages de l'ennemi, la culbuta, et s'empara de cinq cents caissons ou voitures, dans lesquelles les hussards français trouvèrent un butin immense. Un équipage de pont faisait également partie de ce convoi. 1806. Allemagne.

Le maréchal Lannes, qui, avec le cinquième corps, formait la tête de l'aile gauche de l'armée, avait sous ses ordres les divisions Suchet et Gazan et la division de cavalerie légère du général Treilhard. Pendant les journées du 8 et du 9 octobre, le cinquième corps s'était porté par Cobourg à Grëfenthal, et son avant-garde à Hoheneiche. Le maréchal avait l'ordre d'attaquer l'ennemi à Saalfeld s'il ne s'élevait pas à plus de 18,000 hommes, et dans le cas contraire d'attendre l'arrivée du maréchal Augereau avec le septième corps, et même celle de l'empereur qui, selon les nouvelles qu'il recevait, se proposait de marcher de Saalburg avec 25,000 hommes sur le flanc gauche de l'ennemi.

Le 9, le prince Louis de Prusse reçut du prince de Hohenlohe l'ordre formel de ne s'engager dans aucune action avec les Français avant d'avoir été rejoint par l'avant-garde de l'armée du roi, commandée par le général Blücher, et que s'il était attaqué, il se retirât près d'Orlamünde sur la division du général Grawert. Mais le même jour le prince Louis reçut du détachement posté à Saalfeld l'avis que l'ennemi avait repoussé les postes avancés de Hoheneiche, et que très-vraisemblablement il paraîtrait le lendemain devant la ville. Le prince, connaissant la résolution exprimée par son général en chef de franchir la Saale, jugea important d'empêcher l'ennemi de pénétrer dans la vallée et de conserver à Saalfeld la ligne de communication la plus courte avec le général Tauentzien, qu'il croyait être encore à Schleitz. En conséquence, ce jeune prince sans expérience marcha le 10 à 9 heures du matin à Saalfeld avec les troupes de son corps réunies à Rudolstadt. Il les forma en colonnes entre Grabe et Wöhlsdorf, ayant devant son front une montagne boisée et derrière lui la Saale. Ce fut dans cette position peu militaire qu'il attendit l'attaque des Français. Le détachement posté précédemment à Saalfeld était distribué au sud-ouest et au nord-ouest de la ville pour observer les deux côtés de la vallée.

1806. Allemagne. Saalfeld est sur la rive gauche de la Saale, rivière profondément encaissée, et le prince n'ignorait pas que l'empereur débordait de tous côtés sur la rive droite. Il ne lui restait de retraite que par Schwarza, bourg situé près du confluent d'une petite rivière de même nom, déversée par les hauteurs où il voyait se déployer l'avant-garde d'un corps d'armée de plus de 20,000 hommes. Il avait encore le temps, en se conformant à ses instructions, de se replier sur Rudolstadt ; mais rien ne put détourner ce prince de sa téméraire résolution de soutenir le combat au fond d'un ravin et adossé à deux cours d'eau, contre des forces bien supérieures aux siennes, qui ne s'élevaient pas à plus de 9,000 hommes d'infanterie, 3,000 hommes de cavalerie et trois batteries.

Vers 10 heures, les éclaireurs du maréchal Lannes repoussèrent les avant-postes de Gernsdorf, village bâti à 500 toises à gauche de Saalfeld. Le général Suchet, dont la division formait tête de colonne, eut l'ordre de déboucher par Gernsdorf avec une de ses brigades, tandis que le reste de la division, formant une ligne épaisse de tirailleurs, se déploya sur tout le développement de la montagne boisée en face de la position de l'ennemi, et, la tournant par sa droite, s'avançait pour gagner le défilé de la Schwarza. Le prince Louis reconnut alors le danger de sa position, et pour assurer son unique point de retraite il envoya un bataillon au village de Schwarza, huit pièces de canon, soutenues par un bataillon, sur la hauteur dite le Sandberg, deux bataillons dans l'intervalle entre Aue et Cröston ; et, dans l'espoir d'arrêter le mouvement de l'ennemi qui menaçait de le tourner, et de couvrir son flanc droit, il fit marcher en colonne, par bataillon et en échelons sur le bord de la forêt, les deux régiments saxons de l'Électeur et du prince Xavier ; mais, abordés de front et en flanc par le 34e de ligne et fusillés par les tirailleurs, ces deux régiments furent rejetés avec perte dans la plaine.

A une heure après midi, les troupes prussiennes qui combattaient en arrière et en avant de Saalfeld, pressées de toutes parts et foudroyées par l'artillerie, allaient succomber, lorsque le prince Louis, reconnaissant enfin, mais trop tard, la nécessité d'une prompte retraite, fit de vains efforts pour rallier ses troupes

d'infanterie engagées partout de trop près, et ses escadrons éparpillés dans la plaine. C'est alors que, se mettant à la tête de cinq escadrons qu'il était parvenu à réunir près de Wöhlsdorf, il fondit avec impétuosité sur le flanc gauche du 9e régiment de hussards que le général Treilhard avait envoyé à la charge sur l'infanterie prussienne. Les hussards français plièrent sous ce choc violent; mais le 10e régiment, se jetant rapidement sur les deux flancs de la cavalerie saxo-prussienne, la culbuta sur l'infanterie qui fut mise dans le plus grand désordre. L'inégalité du terrain coupé de chemins creux augmentait encore la confusion. Le prince Louis, au milieu de cette affreuse mêlée, faisait des efforts désespérés pour arrêter les fuyards; et, près de tomber dans les mains de l'ennemi, il s'aperçut que ses décorations le faisaient remarquer et poursuivre personnellement; il couvrit ses ordres avec son chapeau, et, pour sortir de la mêlée, il voulut franchir la haie d'un jardin dans laquelle son cheval s'entrava. Dans ce moment, il fut atteint d'un coup de sabre sur le derrière de la tête, et le maréchal des logis Guindé [1] du 10e de hussards, qui l'avait joint, lui cria plusieurs fois de se rendre; mais le prince, continuant à se défendre avec son épée et forçant le maréchal des logis à riposter, reçut dans la poitrine un coup mortel qui le fit tomber de son cheval. La déroute était telle que son corps ne put être enlevé par ceux qui accoururent à son secours [2]. Ainsi périt glorieusement, victime de sa témérité, ce prince, l'espoir de l'armée prussienne et l'un des plus ardents provocateurs de la guerre.

Le corps prussien étant coupé à son centre par cette charge de cavalerie, la retraite de tout ce qui se trouvait à gauche entre Wöhlsdorf et Saalfeld devint impossible. Privées de toute direction et attaquées de tous côtés par des forces supérieures,

[1] Napoléon fit entrer ce brave sous-officier dans le régiment des grenadiers à cheval de sa garde. Après s'être distingué dans toutes les campagnes suivantes, Guindé est mort glorieusement à la bataille de Hanau, en 1813. Il était alors officier de la Légion d'honneur, et capitaine dans ce corps.

[2] On trouva sur le prince Louis des lettres de Berlin qui prouvaient l'impatience où étaient les partisans de la guerre de voir commencer les hostilités, et leur crainte que le roi ne déjouât encore, par son irrésolution, les espérances qu'ils avaient conçues.

1806. Allemagne. les troupes battues cherchèrent leur salut par la Saale et par la Schwarza. Celles qui parvinrent à gravir les pentes escarpées de la vallée s'enfuirent à Kahla et dans la direction de Hochdorf. Le détachement resté à Blankenburg fut attaqué le même jour; il parvint à se retirer par Stadt-Ilm et Blankenhain à Kappellendorf où il rejoignit l'armée le 12. La confiance et l'ardeur des troupes qui s'échappèrent des combats de Schleitz et de Saalfeld furent fortement ébranlées; et par la suite le découragement, qui devint presque général dans l'armée, fit enfin évanouir les brillantes espérances des partisans de la guerre.

Le combat de Saalfeld valut à l'armée française 1,000 prisonniers et trente pièces de canon : 600 Prussiens étaient restés sur le champ de bataille.

Ces différentes affaires d'avant-garde ayant balayé la rive droite de la Saale rendaient les Français maîtres du cours de cette rivière et assuraient à l'empereur les moyens de tourner l'armée ennemie. En effet, l'armée française se trouvait alors en ligne et à cheval sur la Saale, ayant ses débouchés par la forêt de Thuringe ouverts; et l'empereur était à même d'opérer excentriquement sur Iéna sans craindre que l'ennemi pût manœuvrer par sa droite en suivant les routes de Gotha et d'Arnstadt, quoique déjà il refusât sa gauche devant le corps d'armée du prince de Ponte-Corvo et la cavalerie de Murat.

Malgré les ordres qu'il avait reçus du duc de Brunswick de se porter à la rive gauche de la Saale, dans la direction de Weimar, où l'armée du roi attendait le corps de Rüchel et celui du duc de Weimar, le prince de Hohenlohe, insistant pour que toutes les forces fussent rassemblées en masse entre la Saale et l'Elster à Mittel-Pöllnitz, et qu'on livrât une bataille générale, en couvrant les points de retraite sur les ponts de l'Elbe, se rendit le 10 à Neustadt pour reconnaître la position de Mittel-Pöllnitz. Là il apprit la défaite du général Tauentzien à Schleitz, et en même temps le bruit du canon de Saalfeld lui faisant craindre que l'ennemi, pénétrant dans la vallée de la Saale, ne rendît impossible la réunion de l'armée sur ce point, il fut forcé de renoncer à son projet. En conséquence les troupes rassemblées à Mittel-Pöllnitz reçurent l'ordre de marcher à Roda; le détachement posté à Neustadt dut y rester et, seule-

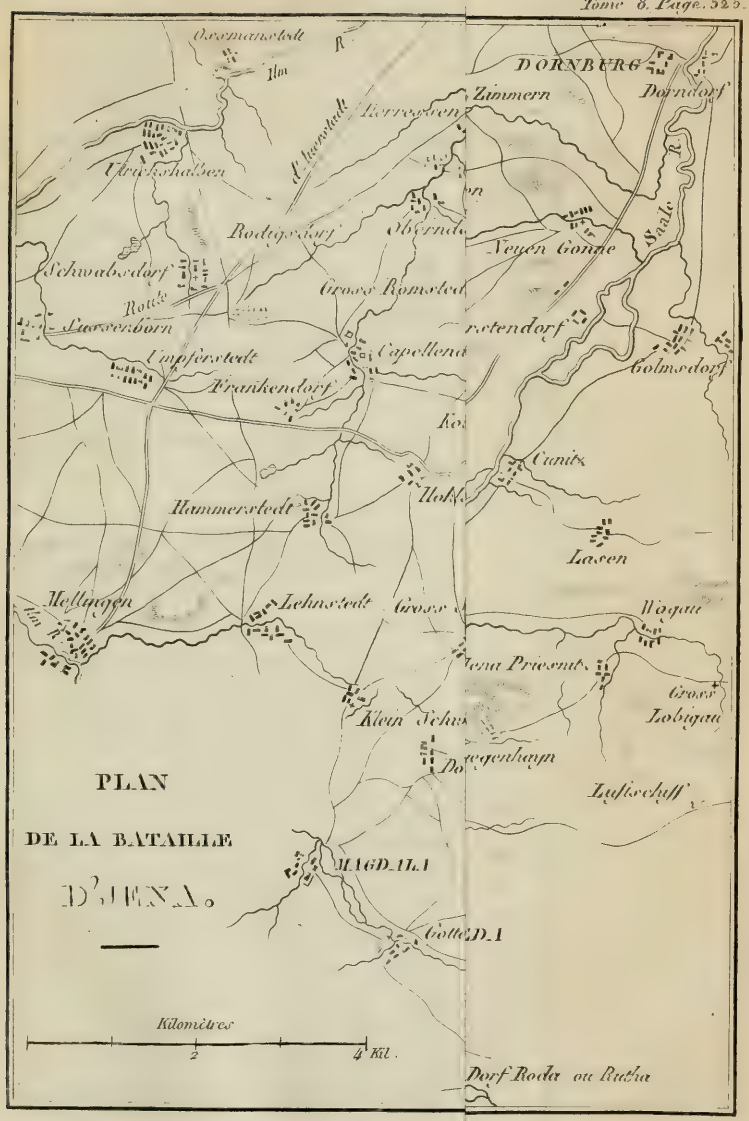
ment dans le cas où il serait attaqué par des forces supérieures, se retirer à Kahla où le prince se porta de sa personne. Informé, en route, de la marche du prince Louis à Saalfeld, et un peu plus tard de la défaite de son avant-garde, il donna l'ordre à la division établie à Orlamünde de se porter à Rudolstadt pour rallier les fuyards, tandis que l'armée se réunirait à Iéna. Le général Grawert, qui commandait cette division, lui avait déjà fait prendre position à Spahl, non loin de l'aile gauche de l'armée du roi. Par une marche de nuit il la porta à Rudolstadt, et le 11 à Magdala d'où il partit avec la cavalerie cantonnée près de cette ville, pour arriver le 12 à Kapellendorf. Les détachements établis à Pösneck et à Neustadt se replièrent par Kahla aux environs d'Iéna, où étaient arrivées, dans l'après-midi du 11, les troupes venant de Roda. Le général Tauentzien reçut le commandement d'une nouvelle avant-garde, chargée principalement d'observer la vallée de la Saale.

1806. Allemagne.

L'armée du roi n'était pas encore rassemblée entièrement à Hochdorf, lorsque la nouvelle de l'issue du combat de Saalfeld fit prendre au duc de Brunswick la résolution de se retirer le 11 à Weimar et d'y attendre l'arrivée du corps du général Rüchel, qui, le jour suivant, parvint jusqu'à Bechstädt. Le prince de Hohenlohe eut l'ordre de prendre position à Iéna. On ignorait absolument au quartier général prussien les mouvements qu'allait faire l'armée française. Parmi les diverses suppositions qui étaient émises à ce sujet, le duc de Brunswick crut que l'empereur allait droit à l'Elbe, et qu'en suivant la rive gauche de la Saale il y arriverait avant lui. Ce ne fut cependant que le 13 qu'il fit marcher une division pour s'assurer du défilé de Kösen. Plus tard, quand il ne resta plus de doute sur la présence d'un corps français à Naumburg et sur la perte des magasins rassemblés dans cette ville, la principale armée reçut l'ordre de suivre cette division.

Le 10 octobre, l'empereur avait réuni dans les environs d'Auma la majeure partie de la colonne du centre. Le maréchal Soult, qui était arrivé le même jour à Plauen, reçut l'ordre de gagner en deux marches Gera, où le corps du maréchal Bernadotte et une partie de la cavalerie de réserve se portèrent le 11. Le corps du maréchal Davoust fut établi à Mittel-Pöllnitz pour assurer

1806. Allemagne. ses communications avec celui du maréchal Lannes qui avait ordre de marcher à Neustadt. L'empereur, n'ayant pas une connaissance exacte de la position occupée par l'armée du roi, la croyait aux environs d'Erfurt, et résolut de porter sans délai la sienne à la rive gauche de la Saale pour livrer à l'ennemi une bataille décisive. Murat et Bernadotte eurent l'ordre de marcher le 12 par Zeitz sur Naumburg, et Davoust de s'y diriger directement de Mittel-Pöllnitz. La garde et le corps du maréchal Soult, qui étaient arrivés le même jour à Gera, se portèrent le lendemain sur Iéna. Le maréchal Ney reçut l'ordre d'y marcher le même jour, 13, d'Auma par Roda, ainsi que les divisions de dragons et de grosse cavalerie de la réserve qui n'avaient atteint Auma que le 12. Le maréchal Lannes, qui avait aussi l'ordre de se porter de Neustadt sur Iéna par la rive gauche de la Saale, y marcha le 12 de bonne heure et rencontra le soir à Winzerle, à une lieue et demie de la ville, trois bataillons de l'avant-garde prussienne qu'il fit attaquer et rejeter sur Iéna. La présence de forces très-supérieures et la nouvelle de l'occupation de la ville et du pont de Dornburg par l'ennemi déterminèrent le comte de Tauentzien à évacuer le 13 au matin la ville d'Iéna et la vallée de la Saale dans la crainte d'être coupé de l'armée dont il formait l'avant-garde. Le maréchal, faisant alors tourner la ville par le fond de la vallée du Mühl-Thal, avait couronné les hauteurs, fait replier par ses tirailleurs les avant-postes prussiens et porté son avant-garde sur le plateau élevé du Landgrafenberg négligé par l'ennemi. Le brouillard qui régnait alors s'étant dissipé, il avait découvert, à plus d'un mille de distance, le camp de Kappellendorf, et put facilement croire que toute l'armée prussienne se trouvait réunie sur la belle position élevée et découverte qui se déploie entre l'Ilm et la Saale. Le maréchal en donna sur-le-champ avis à l'empereur qui, à cette nouvelle, accéléra la marche de tous les corps destinés à marcher sur Iéna, où il se rendit de Gera le même jour, 13 octobre. En chemin, il envoya l'ordre à Murat de marcher de Naumburg à Iéna avec la cavalerie de réserve, à Bernadotte de passer à Dornburg sur la rive gauche de la Saale, et à Davoust de marcher contre l'aile gauche de l'ennemi si le combat s'engageait. Arrivé à Iéna, l'empereur tra-



PLAN

DE LA BATAILLE

D'JENA.


PLAN
DE LA BATAILLE
D'IENA.
Kilometres
2
4 Kil
DORNBURG
Zimmern
Stobra
Haynichen
Neuen Gonne
Saale
Klein Romstedt
Gross Romstedt
Capellendorf
Frankendorf
Closewitz
Cospoda
Hammerstedt
Mellingen
Lehnstedt
Remderode
JENA
Camsdorf
Ziegenhayn
Lasen
Burgau
Ober
LOBEDA
Coppanz
Bucha
Göttern
Dobritschen
Dorf Roda ou Rutha
Roda

versa la ville et se porta vers les quatre heures du soir sur le Landgrafenberg, où le maréchal Lannes avait posté son avant-garde. Il reconnut la position des Prussiens, et, partageant l'erreur du maréchal, il crut que l'armée du roi, réunie à celle du prince de Hohenlohe, était en présence. Résolu de livrer le lendemain une bataille générale, il ordonna au maréchal Davoust de se diriger par Apolda ou par tout autre point sur l'aile gauche de l'ennemi. Le garde à pied commandée par le maréchal Lefebvre, ainsi que tout le corps du maréchal Lannes, occupèrent le plateau du Landgrafenberg. L'empereur avait vu au premier coup d'œil toute l'importance de ce poste et le parti qu'il en pouvait tirer pour couvrir et assurer le débouché de ses colonnes. C'était en effet la tête et la clef de la position de l'ennemi, qui ne pourrait plus cacher le moindre de ses mouvements, tandis que ceux des colonnes françaises à la droite et à la gauche de ce point culminant, qui domine au loin la contrée, lui seraient dérobés.

1806. Allemagne.

Bataille d'Iéna. Le prince de Hohenlohe, qui ne s'attendait pas une attaque sérieuse sur la rive gauche de la Saale, n'avait fait encore aucune disposition pour y soutenir son avant-garde, et ce ne fut que vers dix heures du matin qu'il apprit, le 13, que le comte de Tauentzien avait été repoussé de la rive gauche par les divisions des généraux Suchet et Gazan, qui, en suivant la chaussée de Weimar, avaient pénétré dans le Mühl-Thal et tourné les hauteurs. Les troupes prussiennes, poursuivies sans relâche jusqu'à Kospoda et au bois de Closwitz par des nuées de tirailleurs répandus dans les vallons et sur les escarpements, n'avaient pu défendre le Landgrafenberg, déjà tourné des deux côtés. Le prince de Hohenlohe, sentant l'importance de l'occupation du Landgrafenberg et la faute qu'on avait commise en l'abandonnant, se porta sur ce point où il fit arriver onze bataillons et vingt-un escadrons pour renforcer le corps de Tauentzien et reprendre cette position, lorsqu'il reçut l'ordre exprès de ne s'engager dans aucun combat sérieux pendant la marche de l'armée du roi, et, pour couvrir cette marche, d'occuper par un fort détachement les ponts de Dornburg et de Camburg. Le prince, se renfermant dans ses instructions, dut renoncer à son projet, et forma, avec les troupes qu'il venait d'ap-

1806. Allemagne.

peler, le détachement ordonné par le roi et le dirigea lui-même sur Dornburg. N'ayant pas trouvé l'ennemi, il s'occupa d'établir une chaîne de postes qui, passant par Camburg, devait s'étendre jusqu'à l'Ilm. Le même soir le prince retourna à Kappellendorf où le général Rüchel lui annonçait son arrivée à Weimar et qu'il allait marcher pour le soutenir. Les hussards prussiens qui étaient entrés à Dornburg amenèrent au prince un officier français, M. de Montesquiou, chambellan de l'empereur, qui s'annonça comme parlementaire. Il était porteur d'une lettre pour le roi de Prusse ; mais, n'étant pas accompagné d'un trompette, il fut traité comme prisonnier et retenu jusqu'au lendemain au quartier général de Kappellendorf.

Malgré la présence des Français autour et sur le Landgrafenberg, le prince de Hohenlohe n'en conçut aucune inquiétude pour sa ligne de bataille qui ne pouvait être abordée que par le front du camp. Les quinze bataillons et dix-huit escadrons du général Rüchel couvraient sa droite. Sa gauche était gardée par le détachement du général Holzendorf (cinq bataillons et vingt-trois escadrons) cantonné dans les villages au nord de Nerkwitz jusqu'aux environs de Camburg, et en avant par une ligne de postes de cavalerie s'étendant jusqu'à Gross-Heringen sur l'Ilm ; enfin par les douze bataillons et dix escadrons postés à Closwitz, à Lützerode, dans les bois d'Isserstädt et aux environs, qui formaient l'avant-garde du comte de Tauentzien. Le corps de bataille, composé de trente bataillons et quarante escadrons, bivouaquait entre Kappellendorf et Isserstädt. Cette armée était forte d'environ 50,000 hommes, y compris les 14 à 15,000 hommes du corps de Rüchel qui n'arriva que le lendemain soir sur le champ de bataille, après la défaite de l'armée saxo-prussienne ; mais n'anticipons pas sur le récit des événements du 14.

Dans la nuit du 13 au 14, tandis que l'empereur attendait impatiemment le point du jour pour donner le signal d'une attaque générale, l'armée prussienne tournée par son aile gauche jusqu'à la hauteur de Naumburg était dispersée sur une étendue de trente-cinq lieues. Le duc de Weimar était à Ilmenau ; le général Rüchel à Weimar ; le prince de Hohenlohe devant Iéna ; l'armée du roi à Eckartsberg ; le corps de réserve du duc Eugène

de Würtemberg en marche de Magdeburg à Halle. Pendant cette même nuit, le maréchal Davoust, qui était à Naumburg, occupait le défilé de Kösen; le maréchal Bernadotte était en marche sur Dornburg; le maréchal Soult bivouaquait en avant d'Iéna à la droite du Landgrafenberg; le maréchal Augereau, qui de Kahla et d'Orlamünde avait suivi à une marche de distance le corps du maréchal Lannes, bivouaquait sur le Galgenberg et dans le fond de la vallée du Mühl-Thal à la gauche du Landgrafenberg; le maréchal Lannes, avec le 5e corps, bivouaquait sur la sommité et sur les pentes du Landgrafenberg; 4,000 hommes de la garde impériale aux ordres du maréchal Lefebvre formaient, en arrière du centre, un carré au milieu duquel l'empereur avait fait établir son bivouac; le maréchal Ney, qui avait dévancé son corps d'armée, bivouaquait, avec les 3,000 hommes dont il s'était fait suivre, dans le Mühl-Thal et autour d'Iéna. Le grand-duc de Berg, avec environ soixante-dix escadrons de la réserve de cavalerie, bivouaqua entre Camburg et Dornburg.

1806. Allemagne.

Le lendemain, 14 octobre, vers quatre heures du matin, les troupes prirent les armes. En passant devant le front des régiments, l'empereur leur adressa ces paroles qui furent accueillies avec enthousiasme :

« Soldats! l'armée prussienne est coupée comme celle de Mack l'était à Ulm, il y a aujourd'hui un an. Cette armée ne combat plus que pour se faire jour et pour regagner ses communications. Le corps qui se laisserait percer se déshonorerait. Ne redoutez pas cette célèbre cavalerie ; opposez-lui des carrés hérissés de baïonnettes. »

Effectivement l'armée prussienne se trouvait tournée à peu près comme l'avait été l'armée de Mack l'année précédente. Elle avait le dos au Rhin, tandis que l'armée française, bordant la Saale, avait l'Elbe derrière elle. Une bataille perdue était une chance dangereuse pour l'un ou l'autre parti. Mais l'empereur avait assuré ses points de retraite sur le Mayn et sur le Danube; l'armée prussienne, réduite à la défensive, ne pouvait refuser d'accepter le combat sur le terrain où elle se trouvait resserrée après avoir perdu ses communications.

Entre cinq et six heures, le général Tauentzien fit avancer, à

1806. Allemagne. environ quelques centaines de pas, contre les villages de Closwitz et de Kospoda, les bataillons établis autour de Lützerode, pour déposter quelques troupes qui se trouvaient en avant de la ligne française. Ces bataillons se heurtèrent bientôt contre les troupes du maréchal Lannes mises en mouvement pour déblayer l'entrée du champ de bataille et donner à l'armée l'espace nécessaire pour se déployer. Le brouillard épais qui couvrait toute la contrée empêchait qu'on ne distinguât les objets les plus rapprochés. Les tirailleurs avançaient en tâtonnant, et se fusillaient avec ceux de l'ennemi sans se voir ; mais le soleil ayant un peu dissipé le brouillard vers neuf heures, le général Suchet, chargé par le maréchal Lannes d'attaquer Closwitz avec les 17ᵉ léger, 34ᵉ et 40ᵉ de ligne, aperçut la lisière du bois et en délogea l'ennemi ainsi que du village. Au même instant la droite d'Augereau dépassa Kospoda; et Soult, tournant le bois de Closwitz, se jeta entre Tauentzien et Holzendorf, poursuivit ce dernier jusqu'en avant de Rödigen, où, après un combat de plus d'une heure, la majeure partie de ce détachement fut coupée, séparée de la ligne prussienne et forcée de se retirer sur les hauteurs de Stobra. Quant au corps de Tauentzien, entièrement culbuté et en partie dissous, il se retira auprès du village de Vierzehnheiligen. Les tirailleurs et la cavalerie légère le suivirent dans cette direction. Le maréchal Lannes fit marcher le gros de son corps, la gauche au delà de Lützerode, la droite dans la direction d'Alten-Gönne; la garde se porta sur le Dornberg ; le maréchal Ney et une partie des troupes du maréchal Augereau gravirent les hauteurs par les ravins de Kospoda.

Vers huit heures, au moment où un feu vif et soutenu se faisait entendre de Lützerode et de Closwitz, le général Grawert, sans en avoir reçu l'ordre, fit marcher à gauche, dans la direction de Klein-Romstädt, ses dix bataillons et quinze escadrons, campés près de Kappellendorf. Le prince de Hohenlohe approuva ce mouvement, bien que convaincu qu'il n'y aurait pas ce jour-là de combat sérieux ; il présumait que les principales forces de l'empereur se dirigeaient sur Naumburg et Leipzig, et il espérait que l'armée du roi continuerait sans opposition sa marche vers Freyburg, considérant d'ailleurs les mouvements et les attaques des Français en avant d'Iéna comme n'ayant d'au-

tre but que celui de flanquer les colonnes que Napoléon dirigeait lui-même vers l'Elbe. La cavalerie du général Grawert se porta par escadrons en bataille formés en échiquier de Klein-Romstädt sur le village de Vierzehnheiligen pour soutenir le corps de Tauentzien, et pour couvrir la formation en bataille de l'infanterie. Celle-ci, marchant à quelque distance des escadrons, fit halte à mille pas du village pour ne pas être tournée et pour attirer les Français dans la plaine, où la cavalerie pouvait agir librement. Vers dix heures un quart, cette infanterie s'avança en colonne d'attaque formée en échelons par la gauche. Les troupes légères qui poursuivaient le corps de Tauentzien, et qui étaient arrivées jusqu'en deçà de Vierzehnheiligen, furent d'abord repliées; mais, n'étant pas suivies, elle revinrent bientôt. Pendant longtemps le village ne fut occupé par aucun des deux partis.

1806.
Allemagne.

Entre dix et onze heures l'armée saxo-prussienne occupait les positions suivantes : quinze bataillons et trente-neuf escadrons devant Vierzehnheiligen ; en arrière de la droite de cette ligne, six bataillons et trois escadrons qui plus tard se rapprochèrent de la masse principale; neuf bataillons et quatre escadrons au pied des hauteurs d'Isserstädt, dont deux bataillons occupaient le village; un bataillon et deux escadrons en observation près du Schwabhäusen Grund (ravin de Schwabhäusen). Le corps de Rüchel devait attaquer l'aile gauche de l'ennemi tandis que Holzendorf agirait de Stobra sur l'aile droite; mais ce dernier ne reçut pas l'ordre qui lui fut envoyé, le porteur de cet ordre s'étant égaré.

Le maréchal Ney, qui avait précédé son corps d'armée avec tous ses grenadiers et ses voltigeurs, le 25e régiment d'infanterie légère et sa brigade de cavalerie, était arrivé sur le champ de bataille à dix heures et demie. Passant entre les divisions Suchet et Gazan, il arriva vers onze heures dans le bas-fond, entre Krippendorf et Vierzehnheiligen. Accueilli par le feu très-vif d'une batterie avantageusement placée sur la hauteur, le maréchal la fit enlever par le 10e régiment de chasseurs à cheval; mais, assailli et ramené presque aussitôt par la cavalerie ennemie qui soutenait cette batterie, le 10e régiment fut dégagé par le 3e régiment de hussards. Le maréchal fit alors former le carré à son

1806. Allemagne.

infanterie pour protéger le ralliement de sa cavalerie, jusqu'à ce que le général Bertrand, à la tête du 9e hussards et du 21e de chasseurs, eût repoussé la cavalerie prussienne. Pendant ce combat, les voltigeurs du maréchal Ney et le 40e de ligne de la division Suchet emportèrent le village de Vierzehnheiligen et s'y établirent. Le maréchal Lannes accourut avec le 21e régiment d'infanterie légère pour soutenir les troupes qui occupaient le village, tandis qu'à la tête du 100e de ligne soutenu par le 103e et le 34e, il cherchait à tourner l'aile gauche de l'ennemi, ce qui détermina le prince de Hohenlohe à renforcer cette aile par dix escadrons et à la faire converser à droite. Les Français ayant développé, à droite et à gauche de Vierzehnheiligen et jusqu'au bois d'Isserstädt, une épaisse ligne de tirailleurs soutenus par de l'artillerie, un feu violent s'engagea de part et d'autre. Celui de l'artillerie, à de si petites distances, fut des deux côtés des plus vifs et des plus meurtriers, surtout pour les troupes saxo-prussiennes, dont les tirailleurs, moins habiles et moins agiles que les tirailleurs français, furent repoussés sur tous les points. Les efforts du maréchal Lannes contre l'aile gauche de l'ennemi furent efficacement secondés par les mouvements audacieux du maréchal Ney, qui, portant son carré de grenadiers sur le centre de l'ennemi, attira l'attention de celui-ci et le feu de son artillerie sur cette partie du champ de bataille.

Après avoir tenté deux fois et vainement d'enlever le village de Vierzehnheiligen, l'ennemi y jeta des obus qui l'incendièrent, sans pour cela en chasser les troupes françaises, qui, au contraire, continuèrent, de ce point, à couvrir la ligne ennemie d'une grêle de boulets. Sous un pareil feu, les bataillons du prince de Hohenlohe s'éclaircirent sensiblement, et il était dès lors facile de voir par la tournure que prenait le combat que l'issue en serait funeste. Une charge générale de sa nombreuse cavalerie sur le flanc droit de l'ennemi pouvait peut-être avoir encore un résultat favorable, et le prince paraissait décidé à l'entreprendre en se mettant lui-même à la tête de ses escadrons ; mais, s'apercevant alors que le feu de mousqueterie qu'on avait entendu dans la direction de Nerkwitz et de Stobra avait entièrement cessé, et apprenant en même temps que l'empereur dirigeait des hauteurs de Closwitz sur le bois d'Isser-

städt les troupes fraîches et l'artillerie qui venaient d'arriver, il renonça à l'attaque de Vierzehnheiligen, et résolut de se maintenir dans sa position jusqu'à l'arrivée du général Rüchel qui se portait d'Umpferstädt à Kappellendorf, dont il n'était qu'à environ une lieue de distance. 1806. Allemagne.

Le général Holzendorf, qui s'était reformé sur les hauteurs de Stobra, et qui après un court engagement avec les troupes du maréchal Soult s'était mis, vers midi, en retraite sur Buttelstädt par Apolda, découvrait ainsi la gauche du prince de Hohenlohe, qui allait être débordée par les colonnes du maréchal qui marchèrent rapidement sur Hermstädt pour entrer dans la ligne de bataille. Le général saxon Zeschwitz reçut l'ordre d'assurer la droite du prince contre une attaque de flanc, en maintenant la position que jusqu'alors il occupait sur la Schnecke, à la gauche du Flöhberg. A ce moment la première division du corps du maréchal Augereau, forte de neuf bataillons et commandée par le général Desjardins, soutenue par la brigade du général Wedel, de la division Suchet, pénétra dans le bois d'Isserstädt, enleva le village de ce nom, et menaça le flanc droit de la position prussienne. La ligne ennemie, déjà éclaircie par de grandes pertes, sans seconde ligne, sans réserve pour la soutenir, fut débordée de toutes parts, lorsque le maréchal Soult, avec la division Saint-Hilaire, vint se joindre à la division Suchet en conversant sur la gauche dans la direction de Klein-Romstädt. Toute la ligne française se portant alors en avant, le combat devint si meurtrier entre Vierzehnheiligen et Klein-Romstädt, que plusieurs régiments prussiens furent presque entièrement détruits. La division Grawert fut rejetée jusqu'à Gross-Romstädt dans le plus grand désordre. Une brigade saxonne placée devant Isserstädt pour maintenir la communication de la ligne prussienne avec le corps saxon du général Zeschwitz qui tenait les rampes et le débouché de la Schneke, assaillie par les troupes de la division Desjardins et par celles du général Wedel, ne put soutenir ce choc, et les 6 bataillons dont elle était formée, après avoir consommé leurs munitions, se débandèrent successivement. La cavalerie ennemie se retira la première, et fut suivie, vers deux heures, par l'infanterie dont le mouvement rétrograde s'opérait avec assez

1806. Allemagne. d'ordre ; mais, poursuivie et attaquée sans relâche par les troupes victorieuses, il n'y eut que quelques divisions qui atteignirent en ordre les environs de Weimar ; le reste s'enfuit à la débandade vers cette ville et au delà de l'Ilm.

C'est alors que le général Rüchel, avec 18 bataillons et 18 escadrons [1], parut au delà de Kappellendorf, à droite de ce bourg. 15,000 hommes de troupes fraîches, arrivant sur le champ de bataille avant midi, auraient pu peut-être rétablir les affaires de l'armée saxo-prussienne ; mais ce secours venait trop tard. Posté dans une position avantageuse derrière le ravin de Kappellendorf, ce corps d'armée pouvait arrêter les assaillants assez longtemps pour favoriser la retraite de la division saxonne, encore établie sur la Schnecke, et qui ne fut sérieusement attaquée qu'une heure plus tard par la division du général Heudelet, du corps du maréchal Augereau. Le général Rüchel, laissant sept bataillons et six escadrons en arrière-garde sur différents points derrière le défilé de Kappellendorf, marcha avec le reste à droite de ce bourg, et forma son infanterie en bataille sur deux lignes sur le Sperlingsberg, sa cavalerie flanquant sa gauche en face du village de Gross-Romstädt, son aile droite appuyée par une partie de la cavalerie saxonne du général Zeschwitz. Après avoir achevé son déploiement, le général Rüchel forma une colonne d'attaque en échelons par son centre qu'il fit marcher contre la ligne française. Mais ses bataillons, accueillis d'abord par un feu dévorant d'artillerie, furent bientôt tournés sur leur flanc gauche par le maréchal Soult, dont l'artillerie les prenant d'écharpe les força de plier. Le général Rüchel, blessé dangereusement dès le commencement du combat, ne quitta le champ de bataille qu'après avoir été remplacé par le général Tauentzien, qui dirigea la retraite par Kappellendorf sur Ossmanstädt. Les premiers régiments de la cavalerie de réserve du grand-duc de Berg ayant débouché par Isserstädt, une brigade de dragons engagea une charge contre la cavalerie

[1] Le général Rüchel, qui cinq jours auparavant se trouvait à la tête de vingt-cinq bataillons et de quarante escadrons, n'arriva sur le champ de bataille qu'avec dix-huit bataillons et dix-huit escadrons, à cause des détachements qu'il fut obligé de faire à Eisenach, à Erfurt et à l'armée principale.

saxonne près de Kötschau ; les dragons furent ramenés ; mais les Saxons, voyant leur flanc droit menacé et instruits de la défaite de l'infanterie, se retirèrent à Hohlstädt. 1806. Allemagne.

Ainsi disparut en moins d'une heure le corps entier de Rüchel, sur lequel le prince de Hohenlohe avait fondé ses dernières espérances. Quelques bataillons saxons revenus en ordre de Vierzehnheiligen, avec la division de réserve du corps de Rüchel, avaient pris position à la lisière orientale du bois de Weibicht près de Weimar, en deçà de cette ville, pour couvrir le rassemblement des fuyards de toutes armes qui affluaient dans cette direction. Ces troupes en avaient déjà rallié un grand nombre et se disposaient à continuer la retraite, lorsque des masses de cavalerie française parurent à la fois sur leur front et sur leurs ailes. Le combat recommença ; mais après une courte résistance ces troupes furent poussées en désordre de l'autre côté de l'Ilm. Le prince de Hohenlohe faillit être pris dans cette échauffourée.

Après la retraite des troupes qui avaient combattu à Kappellendorf, les onze bataillons et six escadrons, en grande partie composés de troupes saxonnes, qui s'étaient maintenus dans leur position entre Isserstädt et le ravin de Schwabhausen, restaient seuls sur le champ de bataille. Le succès des attaques de Vierzehnheiligen et d'Isserstädt avait totalement séparé cette aile droite de la ligne prussienne. Coupée de Weimar par la défaite du corps de Rüchel et par la rapidité du mouvement du maréchal Soult, cette partie de l'armée saxo-prussienne n'avait plus de retraite. Toute communication étant interceptée, l'ordre de se retirer envoyé par le prince de Hohenlohe au général Zeschwitz ne put lui parvenir. Le sort réservé à ce reste de l'armée du prince ne pouvait être douteux quand entre 3 et 4 heures l'empereur le fit attaquer par la division Heudelet. Cette division, forte de dix bataillons, s'avançant du Flöhberg dans le Mühl-Thal, gravit près de la Schnecke le bord opposé du ravin et jeta dans les bois une masse de tirailleurs dont le feu soutenu fit reculer les quatre bataillons saxons qui défendaient la position ; en même temps, une partie de la division du général Desjardins tentait de franchir le ravin qui s'étend d'Isserstädt au Mühl-Thal pour arriver sur le flanc gauche de l'ennemi ; mais la marche de ces dernières troupes fut ralentie par un violent

1806. Allemagne.

feu de mitraille. Alors parut sur les derrières des Saxons la cavalerie de réserve du grand-duc de Berg, dont une partie seulement avait poursuivi les débris du corps de Rüchel dans la direction de Weimar. Le général Zeschwitz, reconnaissant enfin tout le danger de sa position, ordonna la retraite par sa gauche. Elle s'opéra d'abord en ordre sur Kötschau et devint bientôt le signal d'une attaque générale. Les divisions Heudelet et Desjardins attaquèrent avec fureur les troupes saxonnes pendant leur marche rétrograde. Celles-ci étaient parvenues à environ cinq cents pas de Kötschau, quand à l'instant elles furent enveloppées, d'un côté par les colonnes d'infanterie, et de l'autre par la cavalerie, qui, venant de Kappellendorf et d'Isserstädt, les chargeaient par les deux flancs et à dos. Les carrés formés à la hâte furent enfoncés; tout fut sabré ou pris. La cavalerie ayant pris la fuite, le général Zeschwitz ne put réunir que quatre escadrons, à la tête desquels il parvint à se faire jour à travers les escadrons français, et à rejoindre à Hohlstädt le reste de la cavalerie saxonne. Avec cette cavalerie, à laquelle se rallièrent encore quelques escadrons, le général Zeschwitz se retira par le pont de Frankendorf, du côté du bois de Weibicht, gagna, non sans peine, Dennstädt, où il passa l'Ilm, et dans la nuit arriva à Buttelstädt.

C'est dans cette dernière ville que s'étaient retirés les généraux Tauentzien et Holzendorf. Les bataillons saxons qui combattaient encore au Weibicht prirent le chemin de Cölleda; les débris de la division Grawert, avec une foule d'hommes isolés de leurs corps, se retirèrent sur Erfurt. Le prince de Hohenlohe, avec quelques régiments de cavalerie rassemblés en arrière de Weimar, voulait se porter à Liebstädt, dans l'espoir de reformer ses troupes à l'abri de l'armée principale, lorsqu'il apprit la défaite de cette armée à Auerstädt. Forcé de renoncer à tout projet ultérieur, si ce n'est d'éviter toute rencontre avec l'ennemi, il se dirigea par Daasdorf et Ollendorf à Schloss-Vippach, à quatre lieues de Weimar. Les vainqueurs poussèrent jusqu'à Weimar, Umpferstädt et Schwobsdorf; le corps du maréchal Bernadotte campa sur les hauteurs d'Apolda.

Bataille d'Auerstädt. On a vu précédemment que le duc de Brunswick, ayant eu connaissance, dans la journée du 12,

du mouvement d'une partie de l'armée française sur Naumburg, 1806.
s'était décidé à marcher dans cette direction avec l'armée du Allemagne.
roi, dite armée principale, pour prévenir l'arrivée des Français et occuper les défilés de Kösen, par où ils devaient déboucher. Cette armée était composée de trois divisions, chacune de 8,000 hommes : la première commandée par le prince d'Orange, la seconde par le lieutenant général comte Wartensleben, la troisième par le lieutenant général comte Schmettau; plus deux divisions de réserve commandées par les généraux comte Kunheim et d'Arnim, fortes d'environ 20,000 hommes, sous les ordres du feld-maréchal Kalkreuth. Comme la division d'avant-garde du duc de Weimar était trop éloignée pour arriver à temps, le général Blücher, employé au corps de Rüchel, fut appelé à l'armée du roi pour y commander une nouvelle avant-garde, composée de 2,000 hommes d'infanterie et de 4,000 de cavalerie. Le duc de Brunswick comptait qu'arrivant sur la Saale avant l'ennemi, il serait en mesure, réuni à sa réserve, de lui livrer une bataille décisive sur un terrain favorable au déploiement de sa nombreuse cavalerie; et, bien que la réussite de ce plan dépendît entièrement de la promptitude de l'exécution, l'armée du roi ne partit du camp de Weimar que le 13, à dix heures du matin, marchant par sa gauche. La division du comte Schmettau, qui formait tête de colonne, prit position à cinq heures du soir sur les hauteurs d'Auerstädt, à deux petites lieues des défilés de Kösen, ayant seulement une grand'-garde à une lieue plus près, dans le village de Gernstädt. Ce même jour, le grand quartier général prussien, où se trouvaient le roi, la reine et les principaux ministres, fut établi à Auerstädt. Deux prisonniers, faits par une des patrouilles du général Schmettau sur une reconnaissance française, apprirent au général en chef prussien qu'il y avait déjà beaucoup d'infanterie et de la cavalerie en avant et aux environs de Naumburg, et que le pont de Kösen était conservé; mais le vieux duc de Brunswick, sans tenir compte de cet avis important, resta aussi tranquille dans sa position que s'il n'eût dû rencontrer aucun obstacle dans son mouvement du lendemain.

Les quatre autres divisions arrivèrent successivement, de six heures du soir à minuit, et bivouaquèrent sur deux lignes en ar-

1806. Allemagne. rière d'Auerstädt. D'après l'ordre de marche donné par le généralissime pour le lendemain 14, deux divisions devaient passer l'Unstrut à Freyburg, deux à Laucha, tandis que la division Schmettau, établie sur les hauteurs de Kösen, couvrirait ce mouvement. La cavalerie de cette division, réunie à quelques régiments de la réserve, devait former l'avant-garde aux ordres du général Blücher.

Cependant le maréchal Davoust, après s'être emparé de Naumburg, avait pris position en avant de cette ville, dans la matinée du 13. Il avait fait occuper le pont sur la rivière d'Unstrut au-dessus de Naumburg, en donnant l'ordre de le couper si l'ennemi s'y présentait. Apprenant, par le retour de la reconnaissance à laquelle le général Schmettau avait fait les deux prisonniers dont nous venons de parler, que l'ennemi faisait un grand mouvement sur Naumburg, le maréchal se hâta d'envoyer deux bataillons du 25e régiment, faisant partie de la division Gudin, au défilé de Kösen, avec ordre de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité, et il s'occupa des dispositions à prendre pour soutenir ces bataillons.

La position où se trouvait le maréchal allait être extrêmement critique. Le grand-duc de Berg, qui avait appuyé jusqu'alors, avec sa cavalerie, les mouvements des corps d'armée, venait de recevoir l'ordre de se rapprocher d'Iéna; le maréchal prince de Ponte-Corvo devait, comme on l'a vu plus haut, se porter avec toutes ses troupes sur Camburg et Dornburg : ainsi, le maréchal Davoust, réduit aux seules troupes de son corps, formé des divisions Gudin, Friant et Morand, présentant un effectif de 26 à 27,000 combattants, dont 1,500 de cavalerie seulement, se voyait exposé à soutenir avec ces forces les efforts de la grande armée prussienne, composée en grande partie de corps d'élite, et forte de plus de 50,000 hommes, dont près de 10,000 de cavalerie. Avant de recevoir les dernières instructions de l'empereur, le maréchal Davoust, guerrier d'un caractère ferme et d'une intrépidité à l'épreuve, avait senti toute l'importance du poste qui lui était assigné, et la nécessité absolue de défendre le défilé de Kösen et le passage de la Saale jusqu'à la dernière extrémité. En effet, le duc de Brunswick, une fois maître de ces débouchés, se trouvait à même

de tourner l'armée française, et par conséquent de la placer entre deux feux. 1806. Allemagne.

Cependant l'empereur, qui n'avait encore, le 13 au soir, qu'une connaissance vague du mouvement de conversion opéré par le duc de Brunswick, envoya pendant la nuit au maréchal Davoust les instructions que nous avons rapportées, et le maréchal se disposa aussitôt à les mettre à exécution en se dirigeant sur Apolda, ainsi que l'empereur l'ordonnait. La division du général Gudin se mit en marche avant le jour, et à six heures elle était déjà formée au delà du défilé de Kösen qui conduit péniblement au sommet de la hauteur par où passe la route de Naumburg à Hassenhausen et de là à Eckartsberg, par les villages de Tauchwitz, Pöppel et Gernstädt. Les autres divisions débouchèrent successivement, mais elles furent longtemps à se mettre en ligne, à cause des difficultés que présentait un passage aussi long et aussi resserré que celui qu'elles avaient à franchir. Le brouillard était, comme à Iéna, tellement épais que le général Gudin s'avança jusqu'auprès de Hassenhausen sans apercevoir l'ennemi et sans en être aperçu. Cependant l'avant-garde prussienne arrivait à ce moment sur le même point, et les deux troupes se trouvaient à portée de fusil sans s'être encore reconnues. La tête de colonne ennemie avait déjà dépassé le village, lorsque le général Gauthier, qui marchait en tête de la division Gudin avec les 25e et 85e régiments de ligne, ayant entendu le mouvement des troupes prussiennes, fit avancer quelques pièces d'artillerie qui tirèrent dans cette direction. Cette canonnade imprévue et l'apparition des troupes du général Gauthier s'avançant en bon ordre et au pas de charge déconcertèrent tellement cette partie de l'avant-garde ennemie, forte d'à peu près 2,000 hommes, qu'elle rétrograda en désordre sur les troupes qui la suivaient. Trois compagnies de voltigeurs du 25e régiment et un escadron du 1er régiment de chasseurs se précipitèrent sur l'artillerie prussienne, tuèrent ou mirent en fuite ses canonniers, et s'emparèrent des pièces. Le même 25e poursuivit vivement la colonne ennemie sur la droite du village de Hassenhausen.

Le général Schmettau, qui suivait avec le gros de sa division cette première troupe culbutée, arriva sur ces entrefaites, et

1806. Allemagne. attaqua avec des forces supérieures le 25e régiment dans Hassenhausen. Dans ce même moment, le brouillard étant dissipé, la cavalerie de Blücher, qui avait tourné, à quelque distance, ce village, se trouva sur les derrières de la division Gudin, entre Spillberg et Punscherau, pour rompre par le flanc droit la colonne qui continuait à gravir l'escarpement. Le général français ne fut point déconcerté par ce mouvement, et forma sur-le-champ son infanterie en carrés pour donner à la division Friant, qui suivait, le temps d'arriver à sa hauteur. La cavalerie prussienne, au nombre de vingt escadrons, après avoir chargé inutilement, à plusieurs reprises, les carrés français, qui lui firent éprouver une perte considérable, se retira en désordre dans la direction d'Eckartsberg, à plus d'une lieue du champ de bataille, poursuivie par quelques escadrons de chasseurs. Les 12e, 25e et 85e régiments de ligne de la division Gudin avaient résisté plus d'une heure et demie aux efforts de la cavalerie de Blücher et de la division Schmettau, lorsque vers neuf heures la division Wartensleben, après avoir débouché de Gernstädt, arriva sur le champ de bataille. Cette division se déploya à droite de la division Schmettau, et sa cavalerie parvint à refouler sur Hassenhausen les tirailleurs français qui inquiétaient le flanc droit de ses colonnes, et qui étaient répandus dans le vallon qui sépare ce village de celui de Rehausen. A ce moment arrivait la division Friant, qui se forma rapidement à la droite des troupes de Gudin. Le 108e régiment de ligne reçut l'ordre d'attaquer et d'enlever une batterie de six pièces dont le feu meurtrier ralentissait le mouvement. En même temps, le village de Spillberg était attaqué par les troupes du général Friant, qui en chassèrent un détachement de la division du prince d'Orange. L'aile gauche de l'armée prussienne se trouvait ainsi débordée à la droite de Hassenhausen; mais à la gauche, un seul régiment, le 85e, soutenait tout l'effort de la division Wartensleben, et allait succomber, lorsque le maréchal Davoust le fit soutenir par la brigade du général Petit, formée des 12e et 21e de ligne.

Pendant ce temps, le général Friant s'avançait avec sa division sur le terrain abandonné par Blücher, et contenait le prince d'Orange, sur lequel il conservait l'initiative. Sa cavalerie força à la retraite deux bataillons postés près de Zeckwar; ses tirail-

leurs s'avancèrent jusqu'à Poppel sur les derrières de la ligne prussienne, et bientôt une attaque sur les flancs de la division Schmettau, déjà bien réduite, la força de se rejeter en arrière, son aile gauche à Tauchwitz, sa droite toujours liée aux troupes de la division Wartensleben qui continuaient le combat de pied ferme, mais sans parvenir à vaincre la résistance que lui opposait le général Gudin. Ce brave général tint ferme contre des forces plus que doubles. Profitant avec un admirable sang-froid des moindres plis du sol, il faisait éprouver à l'ennemi des pertes énormes qui l'arrêtaient.

1806. Allemagne.

Le duc de Brunswick, déconcerté par l'opiniâtreté du général français, et s'obstinant à faire enlever Hassenhausen, point capital et central de l'action, résolut de porter sur ce village tout l'effort de ses lieutenants. Cet assaut, qui semblait décisif, devait être soutenu par les deux divisions de réserve qui s'étaient déployées sur les hauteurs, en arrière de Gernstädt et de Rehausen; cependant il n'eut qu'un résultat désastreux pour l'armée du roi : la glorieuse division Gudin la tint en échec. Elle accabla les têtes de colonne d'un feu terrible. Brunswick et Schmettau furent blessés, ce dernier atteint mortellement; Wartensleben, démonté, resta confondu dans la mêlée; deux généraux de brigade et plusieurs officiers d'état-major furent mis hors de combat; enfin tout plia, tout s'entassa au pied de cet inexpugnable coteau. Le duc de Brunswick, le général Schmettau et plusieurs autres généraux, grièvement blessés, quittèrent le champ de bataille. Leur absence dans ce moment critique eut sans doute une influence fâcheuse sur l'ensemble de l'attaque; mais l'admirable constance des troupes de la division Gudin fut la véritable cause des revers de l'ennemi dans cette journée mémorable.

Cependant, au milieu de cet engagement critique, le maréchal Davoust avait envoyé des officiers pour s'assurer du mouvement que faisait le prince de Ponte-Cervo, espérant qu'une des divisions de ce corps d'armée déboucherait par Camburg, ce qui aurait singulièrement amélioré la situation où il se trouvait alors.

La division Dupont arriva effectivement à Camburg; mais elle avait ordre d'y prendre position. Le besoin d'être appuyé devenant plus pressant pour le maréchal Davoust, il renvoya

1806. Allemagne. un aide de camp au prince de Ponte-Corvo pour lui faire part de l'état des choses et l'engager à détacher cette division qui était à portée. Le maréchal Bernadotte, se renfermant dans la stricte exécution des instructions qu'il avait reçues, répondit qu'il ne croyait pas pouvoir se priver des troupes qu'on lui demandait. Ce fut une grande faute dans l'ensemble des opérations de la bataille. En effet, un seul régiment suffisait, à tout événement, pour défendre le pont et garder le défilé de Camburg, avec quelques pièces en batterie sur la rive droite de la Saale; et il est certain que si le général Dupont avait débouché par ce point avec sa division, moins le régiment dont nous venons de parler, et se fût porté sur Sulza, l'affaire engagée par le maréchal Davoust eût été décisive dès onze heures du matin, et encore plus brillante en résultats qu'elle ne le fut, par le nombre des prisonniers qu'on aurait faits et par la prise de plusieurs pièces d'artillerie, que l'ennemi put emmener. Le maréchal Davoust aurait eu alors toute facilité de manœuvrer par sa droite et de déborder les points de retraite du duc de Brunswick sur Rastenberg; mais, se voyant privé d'un secours sur lequel il devait naturellement compter, il se résigna à toutes les chances de sa position.

Engagé comme il l'était, Davoust pouvait se confier encore dans la vigueur des dignes généraux et chefs qui combattaient sous ses ordres, et surtout dans l'étonnante valeur de ses troupes. Le succès qu'il obtint à l'aide de ces moyens positifs passa toutes ses espérances [1].

Le combat durait depuis huit heures du matin, et, à onze heures, toute la partie de l'armée prussienne qui s'était portée au-devant du maréchal Davoust se trouvait engagée, à l'exception des deux divisions de la réserve.

Le roi de Prusse, voulant déboucher à tout prix, se rendre maître du plateau et couper à Davoust la retraite sur Kösen, ordonna une nouvelle attaque générale. Le prince d'Orange reçut

[1] Il circula, dans le temps, des bruits assez étranges sur la cause du refus de secours que le maréchal Davoust avait éprouvé de la part du maréchal Bernadotte. Il existait, a-t-on dit, entre ces deux chefs, une mésintelligence qui prenait sa source dans la jalousie de métier et leur situation respective auprès de Napoléon.

l'ordre de renforcer la ligne de bataille en faisant porter la moitié de sa division à l'aile gauche et l'autre moitié à l'aile droite de la ligne prussienne qui, bien qu'elle eût beaucoup souffert dans la précédente attaque, ne se maintenait pas moins en face de Hassenhausen et continuait son feu avec une grande vivacité. Le prince Henri de Prusse porta quatre bataillons à Poppel et à Tauchwitz, d'où il chassa les tirailleurs de la division Friant, et se lia par sa droite à la division Wartensleben; une partie de l'infanterie qui avait été repoussée le suivit en seconde ligne; le reste fut établi à la gauche de Tauchwitz.

1806. Allemagne.

Les Prussiens se reportèrent de nouveau en avant sur Hassenhausen, où le combat recommença entre dix et onze heures. La division Morand, qui venait d'arriver, s'appuya à la gauche de la division Gudin en arrière de Hassenhausen qu'elle protégeait contre toute attaque de flanc, ce qui donnait au maréchal Davoust la possibilité de défendre ce village de front avec la majeure partie de la division Gudin. Le maréchal dirigeait sur la masse d'infanterie prussienne rétablie devant Hassenhausen les colonnes de la division Morand, lorsque le prince Guillaume de Prusse, à la tête d'un corps nombreux de cavalerie formé de dix escadrons de la division du prince d'Orange et d'une partie des escadrons de la réserve, arriva à la droite de la ligne prussienne, tomba avec impétuosité sur la division Morand à l'instant où elle allait aborder l'infanterie de Wartensleben. L'aile gauche de la ligne française étant absolument dénuée de cavalerie, le prince se heurta contre les carrés de la division formés par bataillons disposés en échiquier, qui reçurent ses escadrons par un feu soutenu et meurtrier aux cris de *Vive l'empereur!* Cette belle cavalerie prussienne, foudroyée par l'artillerie tirant à mitraille et par le feu roulant des carrés, se dispersait, se ralliait et revenait échouer et périr au pied de ces redoutes mobiles hérissées de fer et inabordables par leur feu. Le prince Guillaume ayant été blessé fut entraîné loin du champ de bataille par ses troupes dispersées dans le plus grand désordre.

Pendant ce temps, le général Friant continuait à tourner l'ennemi par sa gauche. Il s'avançait entre Spillberg et Zeckwar, et marcha de nouveau sur Tauchwitz, protégé par une forte

1806. Allemagne. batterie établie au sud de Spillberg, qui, prenant d'écharpe l'aile gauche prussienne, lui fit éprouver de grandes pertes. Ses tirailleurs, pénétrant par les villages de Popel et de Tauchwitz, arrivèrent sur les derrières de la brigade du prince Henri de Prusse qui formait l'extrême gauche de la ligne prussienne. Cette brigade, attaquée de trois côtés à la fois, fut forcée de se retirer sur Rehausen.

L'armée prusienne, débordée sur ses ailes par les généraux Friant et Morand, repoussée sur son centre par le général Gudin, ne laissant plus au roi l'espoir de rétablir le combat avec quelques chances de succès, reçut l'ordre de se mettre en retraite par Rehausen et Sonnendorf. Vingt-deux bataillons et quinze escadrons de la réserve prussienne n'avaient pris aucune part à la bataille. Il fut d'abord question de courir de nouveau les chances d'un combat par une attaque générale avec ces troupes d'élite ; mais le roi pensa qu'il fallait auparavant opérer la réunion de l'armée avec les corps de Hohenlohe et de Rüchel, que l'on supposait avoir gardé leurs positions. En conséquence la retraite s'opéra dans la direction de Weimar. Elle devait être couverte par les divisions de la réserve, qui alors occupaient les positions suivantes : deux bataillons d'infanterie légère, destinés précédemment à couvrir le flanc droit de l'armée, étaient postés au moulin d'Emsen, en avant et en arrière du défilé du ruisseau d'Ems; quatre bataillons de la garde sur les hauteurs à droite de Sulza ; treize bataillons et quinze escadrons en arrière de Gernstädt; trois bataillons en arrière de Tauchwitz.

Aussitôt que les colonnes prussiennes commencèrent leur mouvement de retraite, la droite de la division Morand commença à gagner du terrain et suivit l'ennemi dans la direction de Rehausen, où son infanterie avait pris position, soutenue par une nombreuse artillerie qui tirait à mitraille et blessa mortellement le général Billy à la tète du 61e de ligne. Pour arrêter les progrès de l'aile gauche des Français, le roi fit renforcer sa droite par des troupes de la réserve, et voulut, par un dernier effort, enfoncer l'infanterie du général Morand qui arrivait sur les hauteurs de Rehausen et de Sonnendorf ; mais le général, à la tête du 30e de ligne et soutenu par son artillerie que protégeait le 17e, repoussa les colonnes prussiennes, foudroya les réserves

des hauteurs de Sonnendorf et précipita la retraite des troupes battues. 1806. Allemagne.

Cependant le feld-maréchal Kalkreuth, l'un des meilleurs généraux de l'armée prussienne, et qui n'avait eu d'abord qu'un commandement secondaire, parce qu'il s'était montré opposé au parti de la guerre, s'étant mis à la tête des treize bataillons et quinze escadrons de la réserve, qui, depuis le commencement de l'action, étaient restés en bataille entre Gernstädt et Auerstädt, les plaça en arrière du village de Tauchwitz, couvrant son front par le petit ruisseau qui coule de Popel à Rehausen. Sa gauche était flanquée par trois bataillons de grenadiers commandés par le prince Auguste de Prusse, et qui jusqu'alors avaient conservé leur position. Son but était de protéger le ralliement des divisions déjà battues : et, en effet, celles-ci, évacuant les hauteurs de Hassenhausen, cherchaient à se reformer derrière la nouvelle ligne. Mais ce dernier mouvement, forçant l'ennemi à abandonner une grande partie de son artillerie, redoubla l'ardeur des Français, qui s'avancèrent sans hésiter sur la réserve prussienne. Le maréchal Kalkreuth, repoussé bientôt de position en position, ne s'arrêta que sur la hauteur d'Eckartsberg, où, favorisé par le terrain et soutenu par les divisions qui s'étaient ralliées, il se flattait de mettre un terme à la poursuite et aux succès des Français.

Le maréchal Davoust, qui était loin de regarder comme décisif l'avantage qu'il venait d'obtenir après une lutte aussi opiniâtre, allait en effet tenter de nouveaux efforts pour déposter le feld-maréchal Kalkreuth. Pendant que les généraux Friant et Morand recevaient l'ordre de marcher rapidement sur les ailes de l'ennemi, le maréchal, marchant lui-même à la tête de la division Gudin, la dirigea sur le plateau central d'Eckartsberg. De cette dernière attaque dépendait la gloire de la journée pour le corps d'armée français : Davoust mit cette considération sous les yeux de ses troupes ; aussi, malgré toute la fatigue dont elles étaient accablées, ayant combattu pendant huit heures, elles se précipitèrent, plutôt qu'elles ne marchèrent, sur la nouvelle ligne prussienne. Le général Petit, à la tête de 400 hommes d'élite des 12e et 21e régiments, formant la tête de la division Gudin, leur fit gravir le plateau principal d'Eckartsberg, sous

1806. Allemagne. le feu meurtrier de l'artillerie et de la mousqueterie ennemies. Les Prussiens furent abordés à la baïonnette, sans que les assaillants tirassent un seul coup de fusil. Cette attaque impétueuse, soutenue par la brigade du général Grandeau-Dabaucour, eut tout le succès que le maréchal en espérait. Les Prussiens, enfoncés, culbutés, prirent la fuite avec tant de précipitation que le général Petit put s'emparer d'une batterie de vingt pièces de canon abandonnées, sans avoir été enclouées, par ceux qui les servaient; elle fut dirigée sur-le-champ contre les fuyards, et augmenta la confusion de leur déroute. Le feld-maréchal Kalkreuth, entraîné lui-même, ne put donner aucun ordre; et les Prussiens, poursuivis jusqu'au delà des bois d'Eckartsberg, se dispersèrent sans pouvoir se rallier. Les divisions Friant et Morand avaient obtenu un pareil succès sur les troupes qui leur étaient opposées. La poursuite dura jusqu'à la nuit; et le général Vialannes, avec sa brigade de cavalerie, poussa jusqu'à Buttelstädt, à trois lieues d'Eckartsberg, ramassant sur son chemin un grand nombre de prisonniers, de chevaux, et s'emparant de plusieurs drapeaux, sans éprouver de résistance.

Passons maintenant aux opérations du corps d'armée du prince de Ponte-Corvo.

Conformément à ses instructions, ce maréchal s'était avancé sur Dornburg; mais sa première colonne n'atteignit ce point que vers midi, en même temps qu'une division de dragons commandée par le général Beaumont, et une batterie d'artillerie légère que le prince Murat y avait dirigée par la rive droite de la Saale, lorsqu'il s'était porté lui-même sur Iéna. A ce moment de la journée, le feu du canon avait beaucoup diminué du côté d'Auerstädt, et l'on venait d'apprendre que non-seulement le maréchal Davoust s'était maintenu, mais encore qu'il était de nouveau en situation de gagner du terrain en prenant une vigoureuse offensive. On n'avait, à la vérité, aucun indice des succès du centre et de la gauche sur le point d'Iéna; mais on pouvait conjecturer que l'affaire était en bon train de ce côté. Dans cet état de choses, qui n'avait, comme l'on voit, rien d'alarmant, le maréchal prince de Ponte-Corvo fit faire halte aux divisions qu'il avait avec lui (le général Beaumont imita son exemple), tandis qu'il se faisait éclairer

en avant du débouché de Dornburg. Ce retard dans un mouvement si essentiel pour l'ensemble des opérations de la journée fut encore prolongé par les difficultés que l'on rencontra dans le défilé de Dornburg, où l'infanterie put à peine marcher sur trois rangs pour laisser un passage à l'artillerie dans un chemin fort étroit et sur les côtés duquel il était presque impossible de gravir, attendu l'escarpement. Il était plus de trois heures du soir lorsque la division Rivaud, qui marchait en tête, put se former en avant du débouché. Aucun ennemi ne se trouvait devant elle : sur la gauche, et dans la direction d'Iéna, on apercevait à la distance de deux lieues la fumée du canon, et l'on entendait les feux nourris et soutenus des troupes des maréchaux Soult et Lannes. La division Drouet, qui déboucha ensuite, se forma à côté de celle du général Rivaud. La division de cavalerie légère faisant partie du corps de Bernadotte, et que commandait le général Tilly, vint se placer à la droite de l'infanterie, et celle de dragons du général Beaumont à gauche. Sa ligne ainsi formée, le prince de Ponte-Corvo se porta rapidement sur Apolda.

La ligne du corps d'armée de ce maréchal étant arrivée sur les hauteurs qui dominent Apolda, au levant, le général prussien, qui manœuvrait dans cette direction, fit faire un mouvement offensif et avancer deux de ses batteries légères ; mais ces dispositions n'empêchèrent point les troupes françaises de déboucher par Apolda même, qui est situé dans un fond au milieu duquel coule un ruisseau bourbeux.

En débouchant d'Apolda, les deux divisions Drouet et Rivaud avaient pris à droite, vers la grande route d'Erfurt à Naumburg, flanquées et éclairées par la cavalerie légère du général Tilly, en même temps que le général Beaumont couvrait Apolda avec ses dragons. Quelques bataillons que le maréchal Kalkreuth avait placés sur la droite de la route pour couvrir la retraite qu'il effectuait alors, se voyant débordés par les troupes du prince de Ponte-Corvo qu'ils n'attendaient point de ce côté, mirent bas les armes [1].

[1] Le capitaine Leseur (depuis maréchal de camp, mort en 1818), aide de-camp du général Drouet, n'ayant avec lui que quelques cavaliers d'or-

1806. Allemagne.

Ainsi, avant six heures du soir, la victoire était complète sur tous les points; mais le principal honneur de cette journée si justement célèbre par le double combat d'Iéna et d'Auerstädt, appartenait peut-être au maréchal Davoust. Avec 26,000 hommes placés dans des positions désavantageuses, et dont l'entier développement ne s'était effectué que lorsque sa première division (celle du général Gudin) était déjà engagée depuis quatre heures, ce maréchal avait d'abord contenu, puis vaincu une armée de plus de 50,000 hommes, composée de l'élite des troupes prussiennes animées par la présence du roi, guidées par le duc de Brunswick, ayant 10,000 hommes d'excellente cavalerie, à laquelle Davoust ne pouvait opposer que 1,500 chevaux. Un grand nombre de drapeaux, plus de cent pièces d'artillerie, 15,000 hommes tués ou blessés, 3,000 prisonniers furent les trophées de ce mémorable combat d'Auerstädt, présenté dans les bulletins officiels comme un simple épisode de la bataille d'Iéna. Une pareille victoire avait été achetée, il est vrai, par la perte de 7,000 des braves qui formaient le corps d'armée de Davoust; mais si l'on considère l'acharnement du combat, la grande supériorité numérique de l'ennemi, la position éminemment critique où s'était trouvée la division Gudin, engagée seule pendant si longtemps avec une grande partie de l'armée prussienne, l'immense artillerie de celle-ci, et surtout sa nombreuse et formidable cavalerie, on pourra s'étonner que la perte éprouvée par le maréchal n'ait pas été plus considérable, bien que le succès ait couronné les efforts de ses troupes intrépides.

Ce même succès doit être regardé comme une des causes qui déterminèrent celui que Napoléon venait de remporter en personne à Iéna. En effet, si les cinquante et quelques mille Prussiens commandés par le roi lui-même et le duc de Brunswick eussent forcé les défilés de Kösen, en culbutant le corps

donnance, fit prisonnières de guerre quatre compagnies d'infanterie, qui se rendirent à discrétion, malgré la facilité qu'elles avaient de se jeter dans un bois très-fourré, qui aurait assuré leur retraite.

C'est ici le lieu de remarquer l'influence qu'exerce la victoire sur le moral de troupes vaincues. Après la bataille d'Iéna, il y eut des exemples encore plus extraordinaires que celui que nous venons de citer.

d'armée de Davoust, l'empereur se fût trouvé dans une situation fort embarrassante. 1806. Allemagne.

L'empereur avait refusé d'abord de croire à la vérité des détails que lui transmit le maréchal dans la soirée du 14, dans la persuasion où il était d'avoir eu lui-même affaire à la presque totalité de l'armée prussienne. Toutefois, lorsqu'il fut convaincu que le rapport de Davoust n'était point exagéré, il lui écrivit pour le féliciter sur sa victoire; et il le chargea de témoigner aux troupes valeureuses qui avaient combattu sous ses ordres toute la satisfaction qu'il éprouvait de leur belle conduite. Quelque temps après, Napoléon donna au maréchal Davoust une preuve encore plus éclatante de sa gratitude impériale en le créant duc d'Auerstädt, avec la faculté de transmettre ce titre honorifique à ses descendants. Le troisième corps obtint aussi, pour récompense générale, d'entrer le premier dans la capitale des États prussiens, comme on le verra plus bas. Mais l'oubli commis volontairement dans les bulletins officiels ne fut point réparé publiquement, et pendant longtemps les détails glorieux du combat d'Auerstädt restèrent inconnus à la France.

Au moment de la déroute d'Eckartsberg, le roi de Prusse, ignorant encore les succès obtenus sur la droite et sur le centre de son armée par Napoléon, chercha à gagner Weimar avec quelques troupes d'escorte; mais apprenant, dans sa marche, que le corps d'armée du maréchal Bernadotte occupait Apolda, et que les bataillons dirigés de ce côté par le feld-maréchal Kalkreuth venaient de mettre bas les armes, ce monarque s'empressa de rétrograder précipitamment. Presque cerné par les troupes victorieuses, il ne parvint à s'échapper que par une espèce de miracle en se jetant avec son escorte à travers champs et en gagnant les bois à la faveur de la nuit. Ce fut seulement à Sömmerda qu'il connut toute l'étendue de son infortune, en apprenant que son armée n'avait pas moins été maltraitée à Iéna qu'à Auerstädt. Dans cette situation désastreuse, Frédéric-Guillaume, abandonné à ses propres impulsions, pensa à la lettre que Napoléon lui avait écrite de Gera, l'avant-veille de la bataille, et qu'il avait reçue dans la soirée du 13 par M. de Montesquiou. Dans cette lettre, l'empereur disait au roi

1806. Allemagne.

de Prusse : « Vos troupes seront battues ; mais il en coûtera « le sang de mes enfants : je voudrais l'épargner par quelque « arrangement compatible avec l'honneur ; » mais la réponse que le roi crut devoir faire au monarque français était trop tardive pour en espérer quelque effet favorable.

Les mêmes obstacles qui venaient de faire courir tant de dangers au roi de Prusse dans sa retraite sur Sömmerda achevèrent la dispersion des troupes prussiennes qui suivirent la même direction. Égarés dans des chemins de traverse pendant une nuit obscure, plusieurs corps donnèrent dans les bivouacs français, qu'ils prenaient pour ceux de leurs propres troupes, et bon nombre de soldats et d'officiers furent faits prisonniers : de sorte que, de la partie de l'armée qui avait combattu à Auerstädt, à peine le feld-maréchal Kalkreuth put-il réunir 14 à 15,000 hommes de toutes armes, avec lesquels il gagna les bords de l'Unstrut dans la direction de Greussen.

La journée du 14 octobre venait de renouveler pour l'armée française les lauriers qu'elle avait cueillis, le 2 décembre de l'année précédente, aux champs glorieux d'Austerlitz. Cette superbe armée prussienne qui, huit jours auparavant, nourrissait de si grandes espérances, menaçait d'envahir le territoire de la confédération rhénane, et se présentait avec tant de confiance devant l'armée française qu'elle se flattait de contraindre à évacuer l'Allemagne, à chercher un abri derrière la barrière du Rhin ; toute cette armée, disons-nous, était comme anéantie, et ses tristes débris, poursuivis dans toutes les directions, couraient risque de tomber entre les mains des vainqueurs. Le soir même de la bataille, le roi de Prusse avait déjà perdu, tant à Iéna qu'à Aüerstädt, soixante drapeaux, trois cents pièces de canon, des magasins immenses, plus de 30,000 prisonniers dont 30 officiers généraux, 20 à 25,000 morts ou blessés : parmi ces derniers se trouvaient le duc de Brunswick, commandant en chef, le général Schmettau, le feld-maréchal Möllendorf et le général Rüchel. Les deux premiers moururent des suites de leurs blessures[1]. Du côté des Français, il y avait 10 à 11, 000 hommes

[1] Le duc de Brunswick, blessé d'un coup de feu dans les yeux, et forcé de quitter ses États héréditaires, mourut le 10 novembre à Ottensen, village

tués ou blessés ; mais, à l'exception du général Billy, tué à la tête du 61e de ligne, à l'attaque du village de Rehhausen, aucun autre officier général n'avait succombé. Le général de division Morand, les généraux de brigade Conroux, d'Honnières, Petit et Gauthier étaient au nombre des blessés. Les colonels la Motte-Houdard du 36e régiment, Viala du 88e, Higonet du 108e, Marigny du 20e de chasseurs, Barbanègre du 9e de hussards, avaient été tués sur le champ de bataille; et parmi les blessés on comptait les colonels Harispe, du 16e léger [1]; Burke [2], premier aide de camp du maréchal Davoust; Vergez du 12e de ligne; Nicolas du 61e; Guyardet du 13e léger; Coëhorn, adjudant-commandant; Brenon du 13e de chasseurs, et Doullembourg du 1er de dragons. 1806. Allemagne.

Un biscaïen avait rasé la poitrine du maréchal Lannes, en déchirant l'habit sans toucher au corps. Le maréchal Davoust, continuellement au milieu du feu le plus vif, parcourant sa ligne en se portant d'un carré à un autre pour encourager par sa présence et son exemple ses dignes compagnons de péril, avait eu ses habits criblés de balles et son chapeau emporté par un boulet, mais n'avait reçu d'ailleurs que quelques légères contusions.

L'infanterie française donna dans cette bataille une nouvelle preuve de sa valeur et soutint la réputation qu'elle s'était acquise, depuis longtemps, d'être la première du monde. Nous devons signaler plus particulièrement les régiments de cette arme qui formaient la division du général Gudin. Engagés seuls pendant plusieurs heures avec l'infanterie et la cavalerie prussiennes, ils s'étaient maintenus avec une égale fermeté contre les charges successives et réitérées de ces deux armes [3]. Napo-

danois près d'Altona. Le maréchal Möllendorf, fait prisonnier à Erfurt, ne mourut qu'en 1816.

[1] Depuis lieutenant général. Le Bulletin officiel le mettait au nombre des tués.

[2] Depuis lieutenant général.

[3] Il convient de citer aussi l'infanterie des divisions Friant et Morand. Dans une des charges que les bataillons de cette dernière division eurent à soutenir contre la nombreuse cavalerie que dirigeait sur elle le prince Guillaume, les soldats du 17e régiment de ligne placèrent, avant d'apprêter les armes, leurs shakos au bout de leurs baïonnettes, en criant *vive l'empereur!* « Mais tirez donc! » dit le colonel Lanusse, qui craignit que l'ennemi n'arrivât sur le premier rang avant qu'on fût en état de le recevoir.

1806. Allemagne.

léon rendit justice à la cavalerie française, en déclarant que, fortifiée par l'expérience des deux campagnes précédentes, elle avait prouvé à Iéna qu'elle n'avait plus d'égale. Parmi les officiers de cette arme qui s'étaient particulièrement distingués, les bulletins citèrent les généraux Durosnel et Colbert, qui, à la tête de leurs brigades, la première composée des 7e et 20e de chasseurs, et la deuxième du 3e de hussards et du 13e de chasseurs, avaient donné de grandes preuves de sang-froid et d'intrépidité. Le maréchal Davoust avait signalé à l'empereur le général Vialannes, de la même arme.

L'ardeur dont toutes les troupes furent animées dans cette grande journée était telle, que quelques corps, que les circonstances n'avaient pas permis d'employer, manifestèrent hautement leur dépit de ce qu'on leur refusait l'honneur de combattre. Parmi plusieurs traits qui viennent à l'appui de cette remarque, nous en choisirons un qui caractérise à la fois l'empereur et les soldats qui combattaient sous ses yeux. Pendant les premières heures du combat à Iéna, où la cavalerie française, impatiemment attendue sur ce point, n'était pas encore arrivée, Napoléon, voyant ses ailes inquiétées et menacées par la cavalerie ennemie, se portait partout au galop pour ordonner des manœuvres et des changements de front en carrés. L'infanterie de la garde impériale voyait, avec un dépit qu'elle ne dissimulait point, toutes les autres troupes engagées, tandis que l'empereur la laissait dans l'inaction. Plusieurs voix firent entendre les mots *en avant*? « Qu'est-ce? dit brusquement l'empereur en se présentant sur le front des bataillons; il n'y a qu'un jeune homme sans barbe qui peut vouloir préjuger ce que je dois faire. Qu'il attende qu'il ait commandé dans trente batailles rangées avant de prétendre me donner des avis. » C'étaient effectivement des vélites, dont le jeune courage était impatient de se signaler[1].

L'empereur passa la nuit à décerner des récompenses, à faire distribuer des secours de toute espèce, à veiller à ce que les

« — Oh! nous avons le temps, répondirent ces braves : à quinze pas, nous verrons. » En effet, à cette distance, une décharge meurtrière fit tourner bride aux cavaliers prussiens.

[1] Bulletin officiel.

blessés fussent soigneusement ramassés sur le champ de bataille et à recevoir les prisonniers qu'on amenait par milliers au quartier général. Parmi ces derniers se trouvaient 6,000 Saxons, dont 300 et quelques officiers. Ces alliés forcés de la Prusse eurent à se louer de l'accueil qu'ils reçurent. Napoléon déclara aux principaux d'entre eux qu'un des motifs qui lui avaient fait prendre les armes ayant été d'assurer l'indépendance de la nation saxonne, en empêchant que ce pays fût réuni à la monarchie prussienne comme c'était l'intention du roi Frédéric-Guillaume, encouragé dans ce dessein par la Russie et l'Angleterre, il renvoyait les troupes de l'électeur Frédéric-Auguste dans leurs foyers, sur parole. En effet, cette mesure eut lieu après que les officiers eurent souscrit une déclaration faite en leur nom, et qui devenait également obligatoire pour les sous-officiers et soldats, dans le cas même où leur souverain leur intimerait des ordres contraires[1].

1806. Allemagne.

Suites des batailles d'Iéna et d'Auerstädt; combat de Halle; Napoléon à Potsdam; entrée des Français à Berlin; déroute successive des différents corps de l'armée prussienne; capitulation de Spandau; combats de Zehdenick, de Wichmnnsdorf, de Prentzlau; capitulation de Stettin; combats d'Anklam, de Lübeck, etc. — Dès le soir même de la bataille d'Iéna, quelques partis de cavalerie française s'étaient portés, en poursuivant l'ennemi, sur la grande route de Weimar à Erfurt. Le lendemain, le grand-duc de Berg se dirigea sur cette ville avec un corps composé de cavalerie et des troupes des maréchaux Augereau et Ney, en même temps que le maréchal Soult s'avançait, avec le centre et une partie de la cavalerie, vers Weissensee, dans le but d'atteindre les débris de l'armée ennemie qui avaient pris cette route, tant de Weimar que d'Eckartsberg. Le maréchal prince de Ponte-Corvo marchait de son côté par Rastenberg et Bibra sur Querfurth au delà de la rivière d'Unstrut, avec son corps d'armée. Celui du maréchal Davoust, ayant le

7 novemb.

[1] Cela n'était plus à craindre. Déjà l'électeur de Saxe avait reçu de l'empereur l'assurance que sa souveraineté serait respectée; de son côté, il avait promis de favoriser les opérations de l'armée française, autant que le bien-être de ses sujets ne serait point compromis.

1806. Allemagne. plus souffert, fut occuper Naumburg et Freyburg, et les hauteurs qui sont entre ces deux villes sur la rive gauche de l'Unstrut, pour y prendre un jour de repos, nécessaire d'ailleurs à la réunion des troupes. Le maréchal Lannes s'avança également dans la direction de Freyburg.

Erfurt, investi le 15 à midi, était une des places d'armes des Prussiens, qui y avaient formé des magasins considérables. Il s'y trouvait alors 14,000 hommes, tant de l'ancienne garnison que des blessés et des fuyards de l'armée battue à Iéna. Le prince Murat fit sommer le commandant d'ouvrir ses portes : le même jour, à onze heures du soir, cet officier, du consentement du feld-maréchal Möllendorf et du prince d'Orange, qui s'étaient également réfugiés dans la place avec plusieurs autres officiers généraux blessés, conclut avec le colonel Préval, délégué à cet effet par le grand-duc de Berg, une capitulation, en vertu de laquelle la garnison et toutes les troupes prussiennes eurent la faculté de sortir de la ville avec tous les honneurs de la guerre pour se rendre à Halle, qui était la ville la plus proche des États prussiens. Tous les officers généraux, au nombre de six, qui se trouvaient dans la place, furent compris dans la capitulation. Avant qu'elle fût arrêtée, Murat, apprenant que le feld-maréchal Möllendorf était retenu dans son lit par suite des blessures graves qu'il avait reçues à la bataille de la veille, s'était empressé de lui envoyer son propre chirurgien. On trouva dans Erfurt cent vingt pièces d'artillerie, formant un parc parfaitement approvisionné, et des magasins immenses. L'empereur nomma le général Clarke gouverneur de la ville et citadelle d'Erfurt et de tous les pays environnants.

Napoléon, qui était encore le 15 à Iéna, y reçut la lettre dont nous avons parlé plus haut, et par laquelle le roi de Prusse faisait la demande d'un armistice de six semaines. La réponse du monarque français fut qu'il était impossible, après une victoire, de donner à l'ennemi le temps de se rallier.

Le bruit de cette démarche du roi de Prusse auprès de l'empereur des Français, répandu dans les différents corps de l'armée ennemie, servit de prétexte à plusieurs généraux pour échapper plus sûrement à la poursuite des troupes françaises. Le général Blücher, avec un corps de 6,000 chevaux, s'étant pré-

senté pour traverser Weissensee, trouve ce village déjà occupé par la division de dragons français aux ordres du général Klein. Le général prussien, *désappointé* par cette rencontre, et voulant éviter un engagement dont il craignait sans doute les résultats, affirma, sur son honneur, au général français, que Napoléon venait d'accorder un armistice à l'armée prussienne. Klein, ne pensant pas qu'un officier pût ainsi engager faussement sa parole, laissa passer le détachement ennemi, et ne reconnut son erreur que lorsqu'il ne fut plus possible de la réparer. 1806. Allemagne.

Le maréchal Soult, qui marchait dans la même direction, celle de Greussen, au-dessus de Weissensee, ayant devant lui les troupes que le maréchal Kalkreuth ramenait d'Eckartsberg, au nombre de 10 à 12,000 hommes, ne se laissa point tromper aussi facilement. Sur ce que le général ennemi lui fit dire de la conclusion d'un armistice, Soult répondit qu'il était impossible que l'empereur eût fait cette faute, et qu'il ne croirait à l'armistice qu'alors qu'il lui aurait été notifié officiellement : Kalkreuth sollicita alors une entrevue, qui lui fut accordée par son adversaire. Il représenta au maréchal Soult que le roi ayant fait la demande d'un armistice à Napoléon, il y avait tout lieu de croire que celui-ci ne le refuserait pas ; mais Soult rappela au vieux feld-maréchal ce qui s'était passé après la bataille d'Austerlitz, et la conduite subséquente de l'empereur de Russie, dont un pareil armistice avait sauvé l'armée. « Nous n'avons en rien provoqué la guerre injuste que vous nous faites, ajouta le maréchal français, vous l'avez déclarée de gaieté de cœur ; la bataille d'Iéna a décidé du sort de la campagne : notre métier est de vous faire le plus de mal que nous pourrons ; posez les armes, et j'attendrai dans cette situation les ordres de l'empereur. Les deux généraux se séparèrent, et les hostilités recommencèrent un instant après. Le village de Greussen fut enlevé, et les troupes prussiennes, culbutées, se jetèrent de nouveau dans des chemins de traverse, pour échapper à la poursuite des Français.

L'empereur établit, le 16, son quartier général à Weimar, dans le palais que la reine de Prusse occupait quelques jours auparavant[1]. Cette princesse suivait alors l'armée prussienne dans

[1] La présence de l'empereur dans Weimar, où les troupes françaises

1806. Allemagne.

sa retraite, et en partageait tous les dangers, vêtue en amazone, avec l'uniforme du régiment qui portait son nom. Sur le point d'être prise, ainsi que le roi son époux, elle n'échappa que par un hasard heureux, qui ne permit pas qu'elle reçût cette humiliation.

Le roi de Prusse, toujours poursuivi par le maréchal Soult après l'engagement qui avait eu lieu à Greussen, arriva le 17 à Nordhausen, et prit sur-le-champ la route de Magdeburg. Les Français continuèrent à s'avancer dans la même direction avec tant de célérité, qu'ils arrivèrent devant cette place au moment où l'arrière-garde ennemie venait d'y entrer. Pendant cinq jours que dura cette marche, le maréchal Soult enleva encore aux Prussiens 1,200 prisonniers, trente pièces d'artillerie et deux ou trois cents caissons.

Le concert qui s'établit dans les opérations des différents corps de l'armée française compléta la détresse de l'armée prussienne. Dans leurs marches combinées, les maréchaux Augereau, Soult, Ney, Davoust et le grand-duc de Berg forcèrent l'ennemi sur tous les points, firent de nombreux prisonniers et se rendirent maîtres de tous les magasins établis sur leur route.

Il est bien difficile de peindre la terreur que la grande catastrophe d'Iéna et d'Auerstädt avait répandue parmi les troupes et les habitants du pays ennemi. Rien ne saurait mieux démontrer la stupéfaction générale que cette phrase insérée, le surlendemain de la bataille, dans la gazette de Berlin : *L'armée du roi a été battue à Auerstädt; le roi et ses frères sont en vie.* En effet, après un pareil désastre, il ne restait plus d'espérance au gouvernement prussien; toutes les places, la capitale même, devaient bientôt ouvrir leurs portes à l'armée victorieuse :

étaient, comme on l'a vu, en même temps que les Prussiens, le soir même de la bataille, adoucit beaucoup le sort de cette ville, exposée à tous les excès qui accompagnent presque toujours ce genre d'occupation. Une scène touchante, qui se passa peu de temps après, le jour des funérailles du lieutenant général Schmettau, mort des suites de ses blessures, contribua beaucoup à rapprocher les habitants de Weimar des soldats français. Napoléon ordonna qu'un régiment entier prendrait les armes et accompagnerait le convoi en grande tenue. Quatre officiers supérieurs tenaient les coins du drap mortuaire, et l'un d'eux prononça, en des termes affectueux et honorables, un discours funèbre sur la tombe du général ennemi.

cinq jours avaient en quelque sorte décidé du sort de cette monarchie, fondée, agrandie par l'épée, et qui naguère encore était si florissante. 1806. Allemagne.

Au milieu de l'agitation qui régnait dans tout le pays, les débris épars de l'armée prussienne se rendaient par différentes directions sur Magdeburg, qui avait été indiqué par le roi comme point de ralliement général. Le corps de réserve sous les ordres du duc Eugène de Würtemberg, en marche pour venir joindre l'armée à Iéna, avait reçu ordre de s'avancer à marches forcées sur cette même place de Magdeburg, afin de protéger la réunion des autres corps. Toutes les troupes de la vieille et de la nouvelle Prusse, qui étaient restées sur les derrières, durent aussi s'ébranler pour accourir sur le même point.

L'empereur, étant informé que la réserve du duc de Würtemberg, forte d'environ 25,000 hommes, prenait position à Halle, donna ordre au maréchal prince de Ponte-Corvo de quitter Querfurth, où il était posté, pour marcher, dans la nuit du 16 au 17, sur ce corps ennemi, afin d'être en mesure de le combattre dans la matinée du 17, et d'empêcher qu'il ne se fortifiât sur la rive droite de la Saale. Avec des troupes comme les siennes, le maréchal Bernadotte pouvait compter sur le succès d'une pareille entreprise : elles avaient à peine combattu dans la journée du 14, et elles brûlaient du désir d'égaler les faits d'armes qui venaient d'illustrer les autres corps de l'armée française. Le 17, à neuf heures du matin, le maréchal avait achevé son mouvement et faisait ses dispositions d'attaque. La Saale, devant la ville de Halle, qui est située sur la rive droite, se divise en plusieurs branches, qui sont guéables en certains temps de l'année, comme elles l'étaient toutes alors. Le point le plus difficile de l'attaque était devant le pont long et étroit qui conduit à la ville ; et cependant il était essentiel de pénétrer par là en raison des obstacles nombreux qui se seraient présentés si l'on eût cherché à tourner Halle par la droite, couverte d'étangs, de marécages et d'autres difficultés de terrain : la chose devenait plus praticable par la gauche dans la direction de Giebchenstein ; aussi le maréchal, en envoyant la division Dupont prendre position vis-à-vis du pont, à la faveur des monticules

1806. Allemagne.

qui dominent l'embranchement des routes qui y conduisent, ordonna-t-il au général Drouet de se porter à gauche pour passer la Saale entre Halle et Giebchenstein, et occuper de suite la grande route de Magdeburg. Pendant ce mouvement de la droite et de la gauche des corps d'armée, la division de cavalerie légère du général Tilly fut se déployer devant Halle pour se montrer à l'ennemi en masquant une batterie d'artillerie qui la suivait; la division Rivaud fut placée au Zollhaus, afin de servir de réserve, et pour être à portée de soutenir le mouvement du général Drouet, dont le but principal était de déborder la droite du duc de Würtemberg, en commençant son attaque. Toutes ces dispositions faites, et la division Drouet étant près d'arriver sur le point déterminé pour le passage de la Saale, le maréchal prince de Ponte-Corvo donna ordre au général Dupont de commencer l'attaque et fit porter la division du général Tilly, que le canon de Halle inquiétait, vers l'endroit où le général Drouet allait traverser la Saale. Comme les troupes du général Dupont engageaient le combat devant le pont de Halle avant que celles du général Drouet eussent effectué leur passage, le duc de Würtemberg crut d'abord n'avoir affaire qu'à une division d'avant-garde, et, dans cette persuasion, il porta une partie de ses troupes à la défense du pont, les faisant soutenir par de fortes réserves. Mais rien ne résista à l'intrépidité du 96e régiment de ligne, commandé par le colonel Barrois, qui, s'étant avancé au pas de charge, enleva l'entrée du pont. Ce mouvement, appuyé par le 9e d'infanterie légère, ne rendit point les Français entièrement maîtres du passage, parce que l'ennemi était fortement retranché à l'autre extrémité. Une fusillade des plus vives se prolongea ainsi sur le pont de Halle. Pendant que le canon des Prussiens faisait de grands ravages dans les rangs du 96e régiment et du 9e léger, après quelques instants d'hésitation, occasionnée par ce feu meurtrier, le colonel Barrois, se plaçant à la tête de ses grenadiers, se précipita sur les barricades qui le séparaient de l'ennemi, et refoula avec tant de vigueur les Prussiens sur la ville, qu'ils n'eurent pas le temps d'en défendre l'entrée. Le 96e y pénétra la baïonnette en avant et sans presque tirer un coup de fusil. Au moment où le maréchal Bernadotte s'était aperçu que la première attaque

n'avait servi qu'à gagner l'entrée du pont sans pouvoir le franchir entièrement, il avait envoyé sur les lieux les capitaines de son état-major Berton et Pernet pour connaître les motifs de l'hésitation des troupes. Ces deux officiers traversèrent le pont de Halle avec le colonel et les grenadiers du 96e régiment, suivis d'un piquet de 50 hommes de cavalerie légère, que le maréchal avait mis à leur disposition pour éclairer la division Dupont, et entrèrent ainsi dans Halle. Prenant la tête de l'infanterie, le petit escadron des capitaines Berton et Pernet chargea sur la place de l'hôtel de ville, et fit 300 prisonniers. Pendant cette attaque de la division Dupont, le général Drouet, appuyé par la cavalerie du général Tilly, avait traversé la Saale; le duc de Würtemberg, qui n'avait été averti de ce mouvement qu'au moment où la tête de la colonne avait paru sur les bords de la rivière, ne doutant plus du véritable dessein du maréchal Bernadotte, fit avancer de suite des forces sur sa droite, et les déploya devant la division du général Drouet. Celui-ci aborda franchement cette ligne formidable, en conservant ses troupes en masse par divisions et par régiments, en même temps que l'artillerie légère se plaçait en batterie et que le général Tilly, dont les régiments firent plusieurs charges brillantes, se déployait à sa gauche et la couvrait. L'action s'engagea par une fusillade très-nourrie : l'ennemi avait l'avantage d'un front très-étendu ; mais le général Drouet, se voyant soutenu par la division Rivaud, qui arrivait en ce moment sur le terrain, n'hésita point à continuer son mouvement offensif. Il fit battre la charge et croiser la baïonnette pendant que les Prussiens tiraient toujours à bout portant. Le 27e régiment d'infanterie légère perça, le premier, et, comme il formait l'échelon le plus avancé, il se trouva un moment entouré par l'ennemi, qui osa le sommer de mettre bas les armes ; mais, les 94e et 95e régiments de ligne achevant leur charge, les Prussiens furent forcés à reculer par ce choc terrible. Aussitôt que ce mouvement rétrograde eut commencé, le général Werlé fit faire un changement de front à droite par la prompte manœuvre au 27e léger, qui se trouva par là en mesure de déborder cette partie de la ligne prussienne. 2,000 hommes durent alors mettre bas les armes devant les trois régiments de la division Drouet,

1806. Allemagne. et la position de la rive droite de la Saale sur la route de Magdeburg fut acquise aux Français.

Sur ces entrefaites, le général Dupont avait débouché de Halle par la porte de Leipzig pour arriver sur des hauteurs où l'ennemi avait eu le temps de s'établir. Le 9e régiment d'infanterie légère, ayant emporté cette position après une vive résistance de la part des troupes qui la défendaient, ne fut point assez fort pour s'y maintenir contre les réserves que le duc de Würtemberg fit avancer sur lui, et fut repoussé dans Halle avant que le 32e et le 96e eussent pu se porter à temps hors la porte pour le secourir. Les Prussiens regagnèrent alors un petit retranchement qui leur avait servi à prolonger leur résistance sur les hauteurs dont nous venons de parler, et s'avancèrent jusqu'à la porte de la ville; mais une nouvelle charge les rejeta bientôt sur le point d'où ils étaient partis; et la division Dupont, ayant couronné les hauteurs de Halle à la gauche de la route de Leipzig, se lia bientôt avec le général Drouet, déjà victorieux de son côté. Dès ce moment, le maréchal prince de Ponte-Corvo resta maître du champ de bataille.

Le duc de Würtemberg avait fait former sa cavalerie et ses réserves hors de la portée du canon pour soutenir sa retraite, qui s'effectuait sur Zorbig et Radegast; mais le 4e de chasseurs, le 95e de ligne et une batterie d'artillerie légère, que le maréchal fit avancer sur cette arrière-garde, suffirent pour l'éloigner. Le colonel Gérard, premier aide de camp du prince de Ponte-Corvo, dirigeait le détachement dont nous parlons. A la tête du 4e régiment de hussards, il fit une charge des plus brillantes sur la cavalerie ennemie en même temps que le colonel Pécheux [1], du 95e, en exécutait une autre avec son régiment sur l'infanterie.

Le maréchal, ne voulant pas poursuivre plus loin le duc de Würtemberg avec le gros de ses troupes, fit prendre position à une lieue en avant de Halle, observant la route de Magdeburg. Pendant la nuit, des partis de cavalerie et d'infanterie légère poussèrent jusqu'aux premiers villages sur le

[1] Depuis lieutenant général, etc.

chemin de Dessau, ramassant un grand nombre de prisonniers[1]. 1806. Allemagne.

Les résultats immédiats du combat de Halle furent très-brillants pour les troupes du maréchal prince de Ponte-Corvo et pour les généraux et les chefs qui les commandaient. Trente-cinq pièces de canon, environ 5,000 prisonniers et les deux drapeaux du régiment de Treskow, fait prisonnier en totalité par la division Drouet, étaient entre les mains des vainqueurs. Après avoir fait l'éloge des généraux et officiers supérieurs dont on a vu les noms dans le récit du combat, et des généraux Léopold et Rouyer, le prince de Ponte-Corvo citait particulièrement les deux officiers d'état-major Berton et Pernet, pour leur conduite à l'attaque du pont et de la ville de Halle.

Le 18, le maréchal Davoust entra dans Leipzig : cette ville renfermait un grand dépôt de marchandises anglaises, dont on fit servir une partie à l'habillement et à l'équipement des troupes de l'armée.

La retraite de l'armée prussienne sur Magdeburg était accélérée, comme nous l'avons déjà dit, par la vigueur que les différents corps de l'armée française mettaient dans leur poursuite. Dès le 19, le quartier général de Napoléon était à Halle, où l'on trouva des magasins de subsistances qui furent pendant longtemps d'une grande ressource pour les troupes. Le maréchal Soult arriva presque en même temps que le feld-maréchal Kalkreuth et le quartier général royal devant la place, où les autres débris de l'armée ennemie venaient chercher un refuge; et Magdeburg ayant été investi aussitôt par les Français, une partie de ces débris n'eurent pas le temps d'entrer dans la ville, et se jetèrent dans une espèce de camp retranché, où ils furent presque aussitôt attaqués par la division Legrand. Forcés dans cet asile après cinq engagements successifs, les Prussiens y perdirent encore beaucoup de monde en tués, blessés ou prisonniers, et ce qui leur restait d'artillerie de campagne. Le roi de Prusse, se voyant menacé d'un siége dans

[1] Un gendarme, qui accompagnait un détachement du 4e hussards comme volontaire et en amateur, chargea seul une pièce de canon attelée et gardée par sept ou huit éclaireurs ennemis; il la prit, et la ramena ainsi que trois prisonniers, au camp français.

1806. Allemagne. Magdeburg, ne songea plus qu'à sortir de cette place. Les troupes qui l'accompagnaient firent une trouée à travers le faible cordon que le maréchal avait d'abord établi autour de la ville. Le monarque ennemi, ne pensant, dans sa fuite, qu'à mettre l'Elbe et l'Oder entre ses vainqueurs et lui, négligea de prendre des mesures pour couvrir sa capitale d'une invasion désormais inévitable.

Le maréchal Soult compléta dès lors le blocus de Magdeburg. Les officiers prussiens, si arrogants au commencement de la campagne, avaient bien changé de contenance et de langage. Ils demandaient la paix à grands cris. Plusieurs généraux, et notamment le prince de Hohenlohe, dirent au général Belliard, dans une entrevue que celui-ci eut avec le gouverneur de Magdeburg : « Que veut donc votre empereur ? Nous poursuivra-t-il toujours l'épée dans les reins ? Nous n'avons pas un moment de repos depuis la bataille. » Ils avaient sollicité une trêve de trois jours pour enterrer les morts. L'empereur leur fit répondre : « Songez aux vivants, et laissez-nous le soin d'enterrer les morts ; il n'y a pas besoin de trêve pour cela. »

Après le combat de Halle, le maréchal prince de Ponte-Corvo s'était porté dans la direction d'Aschersleben par les rives de la Saale, observant la route de Magdeburg, pendant que le corps du maréchal Lannes marchait sur Dessau et que les premiers régiments de la garde s'acheminaient vers Leipzig. L'infanterie de Bernadotte occupa, le 20, Aschersleben, Calbe et Bernburg ; sa division de cavalerie légère poussa jusqu'à Neugartsleben ; le maréchal Lannes prit position à Dessau et Acken ; la garde et le quartier général arrivèrent à Leipzig ; et le maréchal Davoust, qui occupait cette dernière ville depuis le 18, s'avança, de concert avec une partie de la réserve de cavalerie légère, dans les directions de Torgau et de Wittenberg.

L'empereur était presque certain de l'impossibilité où se trouvait le feld-maréchal Kalkreuth de gagner à temps la rive droite de l'Elbe pour réunir ce qui se trouvait de troupes prussiennes encore disponibles, et les joindre aux débris du corps de réserve du duc Eugène de Würtemberg, qui paraissait s'être rallié à Rosslau ; mais, voulant toutefois prévenir cette

réunion, si par hasard elle pouvait encore s'effectuer, il ordonna au maréchal prince de Ponte-Corvo de disposer, dans la nuit du 21 au 22 octobre, de tous les moyens en barques, bateaux et radeaux qu'il pourrait trouver sur la basse Saale depuis Bernburg, et de les faire conduire vers l'embouchure de cette rivière pour passer l'Elbe à Barby avec deux divisions de son corps d'armée et de l'artillerie. Le maréchal devait ensuite se porter sur Zerbst et y prendre position sur la route qui conduit de Magdeburg à Rosslau et Wittenberg : ce mouvement s'effectua aussi promptement que les localités le permettaient. Arrivé le 22 à Barby avec les deux divisions Drouet et Dupont, tandis que la division de cavalerie du général Tilly, portée en avant d'Atzendorf, masquait cette marche, le prince de Ponte-Corvo fit passer ses troupes sur la rive droite de l'Elbe, et s'établit le soir même à Zerbst, s'éclairant par des partis de cavalerie sur son front et sur sa droite vers Leitzkau et Lindau, et sur ses derrières vers Rosslau. Le général Tilly avait reçu l'ordre de se porter rapidement sur Dessau, dont le maréchal Lannes faisait rétablir le pont, brûlé par le duc de Würtemberg dans sa retraite. La division Rivaud était restée à Bernburg et à Neugartsleben pour continuer d'observer la route de Magdeburg à Halle.

1806. Allemagne.

Le rétablissement du pont de Dessau fut achevé dans la nuit du 22, et, dès le lendemain, le maréchal Lannes établit sa communication avec le prince de Ponte-Corvo par Rosslau, d'où le duc de Würtemberg était déjà parti pour se retirer dans la direction de Potsdam, ne jugeant pas à propos de risquer un engagement avec les troupes qui le menaçaient sur son front et sur ses derrières.

Dès le 16, une suspension d'armes avait été tacitement arrêtée entre le major général de l'armée française et les généraux saxons, au moyen de laquelle, en renonçant à faire cause commune avec les Prussiens, les troupes de l'électeur Frédéric-Auguste se retiraient sur Meissen, après avoir remis aux Français la majeure partie des chevaux de leur cavalerie. Par cet arrangement, les États de l'électeur de Saxe, hormis la ligne par Leipzig, entraient en neutralité. Cette convention fut ratifiée par l'empereur Napoléon, qui se porta à Wittenberg

1806. Allemagne.

le 23, en même temps que le corps du maréchal Davoust et la cavalerie légère s'établissaient sur la rive droite de l'Elbe à Schmelkendorf, Zahna et Seyda. La réserve de grosse cavalerie et les parcs s'avançaient vers Düben et sur la Mulda, dans la direction de Wittenberg.

Le corps du maréchal Lannes ayant passé le pont de Dessau sur la Mulda et celui de Coswig sur l'Elbe pour s'avancer vers Belzig, la division du général Tilly, qui suivit ce mouvement pour le passage de l'Elbe, vint s'établir à Decht, dans la direction de Ziesar; le prince de Ponte-Corvo envoya la division Drouet sur le même point; et le général Rivaud, levant ses camps de Bernburg et de Neugartsleben, s'avança vers Dessau, afin de prendre, le lendemain, 24, la direction de Ziesar, et de se mettre en ligne avec les autres troupes du corps d'armée. Le maréchal prince de Ponte-Corvo avait marché sur ce point, poussant sa cavalerie légère à Beukenitz et à Paplitz; et, le 25, il entra à Brandenburg, en laissant sa cavalerie légère derrière la petite rivière de Plane et à Wolwitz, pour observer la route de Potsdam. Les corps des maréchaux Soult et Ney étaient toujours devant Magdeburg.

Ce même jour, 25, le maréchal Lannes prit possession de Potsdam, sans avoir éprouvé la moindre résistance de la part du duc de Würtemberg, dont les hussards français purent à peine apercevoir l'extrême arrière-garde; et le maréchal Davoust, précédé de la cavalerie légère, qui couvrait en même temps sa droite, entra dans la capitale des États prussiens sans avoir rencontré d'obstacles dans sa marche par Jüterbogk, Lükenwalde et Trebbin. Le corps du maréchal Augereau, que l'empereur avait appelé à la droite de l'armée après la bataille d'Iéna, suivit le mouvement des troupes du maréchal Davoust.

Napoléon arriva également à Potsdam le 25, dans l'après-midi, avec une partie de son quartier général, et fut visiter aussitôt toutes les positions qui environnent cette place, ainsi que le château royal de Sans-Souci [1]. La cour de Prusse

[1] En se rendant de Wittenberg à Potsdam, l'empereur des Français fut surpris par un orage, et mit pied à terre dans la maison du grand veneur de la cour de Saxe. Vêtu, suivant son usage, comme un simple officier, et

avait abandonné Potsdam et Berlin avec tant de précipitation, que rien n'avait été enlevé dans les palais du roi. A Potsdam, l'empereur trouva l'épée du grand Frédéric, la ceinture que ce prince avait portée dans la guerre de sept ans, et le grand cordon de ses ordres. Il dit avec enthousiasme, en saisissant ces nobles trophées : « J'aime mieux cela que vingt millions; je les enverrai à mes vieux soldats des campagnes de Hanovre; j'en ferai présent au gouverneur des Invalides, qui les gardera comme un témoignage mémorable des victoires de la grande armée, et de la vengeance qu'elle a tirée des désastres de Rosbach. » Personne assurément, à cette époque, n'était plus digne que Napoléon de mettre la main sur l'épée de Frédéric : il commençait, en effet, à remplir avec succès le rôle que le héros prussien avait envié, lorsque celui-ci disait, dans des termes si honorables pour notre nation : « Si j'avais l'honneur d'être *roi de France*, il ne se tirerait pas, en Europe, un seul coup de canon sans ma permission. »

1806. Allemagne.

Après avoir visité avec un religieux respect le caveau où les restes de Frédéric le Grand étaient déposés dans un cercueil de bois de cèdre recouvert en cuivre, sans ornements, sans trophées, sans aucune inscription qui rappelât les faits qui immortalisent ce roi guerrier, Napoléon quitta Potsdam pour se rendre à Berlin, où il fit son entrée solennelle le 27 octobre.

La magnificence des abords de cette capitale par l'avenue de Charlottenburg et de l'entrée de la porte du même nom ajoutait à l'éclat du triomphe du monarque français. Le corps de ville, présenté par le général Hullin, nommé commandant de place, vint au-devant de l'empereur pour lui faire hommage des clefs de la ville. Cette députation, composée du prince de

couvert de sa redingote grise, il fut fort étonné de s'entendre nommer par une jeune femme qui se présenta devant lui : c'était une Égyptienne, veuve d'un officier français, et qu'une suite d'événements avait conduite en Saxe, où elle était depuis trois mois, dans cette même maison dont le propriétaire l'avait accueillie et traitée honorablement. L'empereur lui accorda sur-le-champ une pension de douze cents francs, et se chargea de l'éducation d'un enfant qu'elle avait eu de son mari. « C'est la première fois, dit à ce sujet Napoléon, que je mets pied à terre pour éviter un orage ; j'avais le pressentiment qu'une bonne action m'appelait dans cet endroit. »

1806. Allemagne.

Hatzfeld, du président de Kercheisen, de MM. Büsching, Formey, Polzig, Ruck, Sieger, de Hermensdorf, Grote, de Vichnitz et d'Ekarlstein, fut admise ensuite à l'audience impériale, à l'exception, toutefois, du prince de Hatzfeld, auquel Napoléon fit dire de quitter Berlin pour se rendre dans ses terres[1].

[1] L'empereur regardait le prince de Hatzfeld comme l'un des principaux incitateurs de la guerre. Un autre gentilhomme prussien, le comte de Neale, auquel on faisait le même reproche, ayant osé paraître devant Napoléon, en reçut l'accueil le plus foudroyant :

« Eh bien ! monsieur, lui dit l'empereur, vos femmes ont voulu la guerre, en voici le résultat ; vous deviez mieux contenir votre famille. » Des lettres de ses filles avaient été interceptées, et, dans une, se trouvait cette phrase : « Napoléon veut la guerre, il faut la lui faire. » — « Non, ajouta l'empereur, je ne veux pas la guerre, non point que je me méfie de ma puissance, comme vous pourriez le penser, mais parce que le sang de mes peuples m'est cher, et que mon premier devoir est de ne le répandre que pour leur sûreté et pour leur honneur. Le peuple de Berlin est victime de la guerre, tandis que ceux qui l'ont attirée se sont sauvés. *Je rendrai cette noblesse de cour si petite, qu'elle sera obligée de mendier son pain.* » Napoléon avait également fort mal reçu à Potsdam le maréchal du palais du duc de Brunswick, chargé de présenter une lettre de ce prince, par laquelle il recommandait ses États à la générosité impériale. Il dit à cet envoyé : « Si je faisais démolir la ville de Brunswick, et si je n'y laissais pas pierre sur pierre, que dirait votre prince ? La loi du talion ne me permet-elle pas de faire à Brunswick ce qu'il voulait faire dans ma capitale ? Annoncer le projet de démolir les villes, cela peut être insensé ; mais vouloir ôter l'honneur à toute une armée de braves gens, lui proposer de quitter l'Allemagne par journées d'étape, à la seule sommation de l'armée prussienne, voilà ce que la postérité aura peine à croire. Le duc de Brunswick n'aurait jamais dû se permettre un tel outrage : lorsqu'on a blanchi sous les armes, on doit respecter l'honneur militaire, et ce n'est pas d'ailleurs dans les plaines de Champagne que ce général a pu acquérir le droit de traiter les drapeaux français avec un tel mépris. Une pareille sommation ne déshonorera que le militaire qui l'a pu faire. Ce n'est pas au roi de Prusse que restera ce déshonneur, c'est au chef de son conseil de guerre, c'est au général à qui, dans ces circonstances difficiles, il avait remis le soin de ses affaires ; c'est enfin le duc de Brunswick que la France et la Prusse peuvent accuser seul de la guerre. La frénésie dont ce vieux général a donné l'exemple a autorisé une jeunesse turbulente et entraîné le roi contre sa propre pensée et son intime conviction. Toutefois, monsieur, dites aux habitants du pays de Brunswick qu'ils trouveront dans les Français des ennemis généreux ; que je désire adoucir à leur égard les rigueurs de la guerre, et que le mal que pour-

Les ministres des puissances amies furent également admis à l'audience de l'empereur, ainsi que le clergé protestant des deux confessions d'Augsburg et de Genève. La ville de Berlin renfermait un grand nombre de ces familles anciennement françaises, que la révocation de l'édit de Nantes avait forcées de chercher un asile en Prusse. Les principaux d'entre les descendants de ces réfugiés reçurent des témoignages d'intérêt et de bienveillance de la part du souverain de la France, qui les assura de sa protection pour le maintien de leurs priviléges. Napoléon prit ensuite des mesures si efficaces pour assurer la tranquillité publique, que les habitants de Berlin ne s'aperçurent point que cette ville était occupée par une armée victorieuse. Les affaires reprirent bientôt leur cours ordinaire; les spectacles furent ouverts comme en pleine paix; des acteurs français y célébrèrent les exploits de la grande armée; mais, par une délicatesse toute 1806. Allemagne.

rait occasionner le passage des troupes serait contre mon gré. Dites au général de Brunswick qu'il sera traité avec tous les égards dus à un officier prussien, mais que je ne puis reconnaître dans un général prussien un souverain. S'il arrive que la maison de Brunswick perde la souveraineté de ses ancêtres, elle ne pourra s'en prendre qu'à l'auteur des deux guerres, qui, dans l'une, voulut saper jusque dans ses fondements la grande capitale, qui, dans l'autre, prétendit déshonorer deux cent mille braves, qu'on parviendrait peut-être à vaincre, mais qu'on ne surprendra jamais hors du chemin de l'honneur et de la gloire. Beaucoup de sang a été versé en peu de jours, de grands désastres pèsent sur la monarchie prussienne : qu'il est digne de blâme cet homme qui, d'un mot, pouvait les prévenir, si, comme Nestor, élevant la voix au milieu des conseils, il avait dit :

« Jeunesse inconsidérée, taisez-vous ; femmes, retournez à vos fuseaux, et rentrez dans l'intérieur de vos ménages ; et vous, sire, croyez-en le compagnon du plus illustre de vos prédécesseurs ; puisque l'empereur Napoléon ne veut pas la guerre, ne le placez pas entre la guerre et le déshonneur, ne vous engagez pas dans une lutte dangereuse avec une armée qui s'honore de quinze ans de travaux glorieux, et que la victoire a accoutumée à tout soumettre.

« Au lieu de tenir ce langage, qui convenait si bien à la prudence de son âge et à l'expérience de sa longue carrière, il a été le premier à crier aux armes ; il a méconnu jusqu'aux liens du sang, en armant un fils (le duc Eugène de Würtemberg) contre son père ; il a menacé de planter ses drapeaux sur le palais de Stuttgard, et, accompagnant ses démarches d'imprécations contre la France, il s'est déclaré l'auteur de ce manifeste insensé, qu'il avait désavoué pendant quatorze ans, quoiqu'il n'osât pas nier de l'avoir revêtu de sa signature. »

1806. Allemagne. nationale, au lieu d'humilier les vaincus par le souvenir de leurs récentes défaites, on s'étudia à ne rappeler que les faits qui étaient étrangers à la Prusse.

Nous avons dit que l'empereur, mécontent de la conduite du prince de Hatzfeld, avait refusé de le recevoir et l'avait exilé de Berlin. Des renseignements ultérieurs et des papiers saisis aux avant-postes apprirent que ce prince entretenait une correspondance d'espionnage avec les ministres du roi de Prusse. Napoléon ordonna qu'une commission militaire serait assemblée pour juger ce délit, conformément aux lois de la guerre. Déjà le procès s'instruisait, lorsque l'épouse du prévenu vint se jeter aux pieds de l'empereur des Français : « Vous connaissez l'écriture de votre mari, lui dit Napoléon, je vais vous faire juge. » Il fit apporter les papiers interceptés et les lui remit. La princesse de Hatzfeld, alors sur le point d'accoucher, s'évanouissait à chaque phrase qui lui découvrait jusqu'à quel point son époux était compromis. Le spectacle d'une douleur aussi légitime et des angoisses qu'éprouvait cette dame émut vivement l'empereur : « Eh bien, lui dit-il, puisque vous tenez cette lettre fatale, jetez-la au feu ; une telle pièce anéantie, on ne pourra plus condamner votre mari. » Cette scène, qui fait honneur à la sensibilité de Napoléon, et qui rappelle la conduite de l'empereur Trajan dans une pareille circonstance, se passait auprès de la cheminée du salon où l'empereur avait reçu la suppliante, qui ne se fit pas répéter deux fois l'invitation de livrer aux flammes la pièce de conviction qu'elle avait entre les mains. L'empereur ajouta encore à cet acte de clémence, en ordonnant au major général Berthier de mettre en liberté le prince de Hatzfeld : trois heures plus tard, il eût été fusillé.

Le lendemain de son entrée dans Berlin, Napoléon avait fait mettre à l'ordre de l'armée la proclamation suivante, destinée à instruire les soldats de la prochaine arrivée des Russes, et des motifs qui devaient les engager à redoubler d'ardeur pour vaincre ces nouveaux ennemis.

« Soldats ! vous avez justifié mon attente et répondu dignement à la confiance du peuple français. Vous avez supporté les privations et les fatigues avec autant de courage que vous avez montré d'intrépidité et de sang-froid au milieu des combats.

Vous êtes les dignes défenseurs de l'honneur de ma couronne et de la gloire du grand peuple; tant que vous serez animés de cet esprit, rien ne pourra vous résister. Je ne sais désormais à quelle arme je dois donner la préférence... Vous êtes tous de bons soldats. Voici le résultat de nos travaux.

« Une des premières puissances militaires de l'Europe, qui osa naguère nous proposer une honteuse capitulation, est anéantie. Les forêts, les défilés de la Franconie, la Saale, l'Elbe, que nos pères n'eussent pas traversés en sept ans, nous les avons traversés en sept jours, et livré dans l'intervalle quatre combats et une grande bataille. Nous avons précédé à Potsdam, à Berlin la renommée de nos victoires. Nous avons fait 60,000 prisonniers, pris soixante-cinq drapeaux, parmi lesquels ceux des gardes du roi de Prusse, six cents pièces de canon, trois forteresses, plus de vingt généraux; cependant, plus de la moitié de vous regrettent de n'avoir pas tiré un coup de fusil. Toutes les provinces de la monarchie prussienne, jusqu'à l'Oder, sont en notre pouvoir.

« Soldats! les Russes se vantent de venir à nous. Nous marcherons à leur rencontre; nous leur épargnerons la moitié du chemin; ils retrouveront Austerlitz au milieu de la Prusse. Une nation qui a aussitôt oublié la générosité dont nous avons usé envers elle après cette bataille, où son empereur, sa cour, les débris de son armée n'ont dû leur salut qu'à la capitulation que nous leur avons accordée, est une nation qui ne saurait lutter avec succès contre nous.

« Cependant, tandis que nous marchons au-devant des Russes, de nouvelles armées, formées dans l'intérieur de l'empire, viennent prendre notre place, pour garder nos conquêtes. Mon peuple tout entier s'est levé, indigné de la honteuse capitulation que les ministres prussiens, dans leur délire, nous ont proposée. Nos routes et nos villes frontières sont remplies de conscrits qui brûlent de marcher sur vos traces. Nous ne serons plus, désormais, les jouets d'une paix traîtresse, et nous ne poserons plus les armes que nous n'ayons obligé les Anglais, ces éternels ennemis de notre nation, à renoncer au projet de troubler le continent et à la tyrannie des mers.

« Soldats! je ne puis mieux vous exprimer les sentiments

1806. Allemagne. que j'éprouve pour vous qu'en disant que je porte dans mon cœur l'amour que vous me montrez tous les jours. »

On sait que l'habitude de Napoléon était, après une grande bataille, de passer successivement en revue les différents corps de son armée, à mesure que la suite des mouvements amenait ces troupes à portée du grand quartier général. En passant la revue du corps du maréchal Davoust, qui s'était si éminemment distingué dans la journée du 14, l'empereur fit former en cercle les officiers et sous-officiers du corps, et leur dit : « Vous vous êtes couverts de gloire à la bataille d'Iéna ; j'en conserverai un éternel souvenir. Les braves qui sont morts ont succombé avec gloire ; nous devons tous désirer de mourir dans des circonstances semblables. » En voyant ensuite défiler devant lui les 12ᵉ, 61ᵉ et 85ᵉ régiments de ligne, dont les pertes avaient été les plus fortes, il témoigna ses regrets d'être privé d'un si grand nombre de vieux soldats dont il connaissait la bravoure et le dévouement depuis quatorze ans. Le corps du maréchal Augereau n'avait pas beaucoup souffert à la bataille d'Iéna, où il tenait l'extrême gauche, sur laquelle l'ennemi n'avait fait que peu d'efforts. Lorsque ces troupes défilèrent devant l'empereur, il parut étonné de leur nombre, et satisfait de la belle tenue des régiments : « Votre corps seul, dit-il au maréchal, est plus fort que tout ce qui reste au roi de Prusse ; et cependant vous n'êtes que la dixième partie de mon armée. »

Cependant les opérations continuaient avec une incroyable rapidité. Nous avons dit que le maréchal prince de Ponte-Corvo avait pénétré jusqu'à Brandenburg, ancienne capitale de la Prusse. Le maréchal Soult, laissant le corps du maréchal Ney en observation devant Magdeburg, pour continuer le blocus de cette place, avait traversé l'Elbe, vers l'embouchure de la rivière d'Ohre, pour prévenir le passage vers Tangermünde d'un corps prussien aux ordres du duc de Weimar, qui cherchait à gagner les rives de l'Oder.

Dès le 25, c'est-à-dire le même jour où l'empereur entrait dans Potsdam, la place de Spandau, qui est à quatre lieues de cette dernière ville, et à trois lieues environ de Berlin, forte par sa situation au milieu des eaux, et défendue par une garnison de 1,200 hommes, avait ouvert ses portes aux troupes du ma-

réchal Lannes. D'après la capitulation, les officiers seuls eurent la faculté de se retirer où ils voudraient; et le général Victor, chef de l'état-major général du corps d'armée, leur délivra des passe-ports à cet effet. L'empereur chargea le général du génie Chasseloup-Laubat d'améliorer les ouvrages de la forteresse de Spandau. 1806. Allemagne.

Le général Savary, aide de camp de Napoléon, s'était porté avec un détachement de cavalerie sur Neustadt, par Bernau, pour gagner de vitesse la cavalerie ennemie, et lui couper sa retraite sur l'Oder qu'elle cherchait à atteindre ainsi que les autres débris de l'armée, en même temps que le grand-duc de Berg, Murat, arrivait dans le même dessein à Oranienburg avec la brigade de cavalerie légère du général Lasalle et les divisions de dragons Beaumont et Grouchy, et s'avançait dans la direction de Zehdenick. Ce mouvement de la cavalerie française forçait, en effet, le général Blücher, avec son corps de cavalerie, et le prince de Hohenlohe, avec une colonne assez nombreuse d'infanterie, à se jeter vers le Mecklenburg, pour, de là, gagner le bas Oder, vers Stettin, en évitant d'être trop inquiétés et harcelés.

Mais cette nouvelle direction des troupes prussiennes ne les mettait point à l'abri de la poursuite opiniâtre des Français. Dans cette circonstance, les généraux ennemis manquèrent de cette résolution si essentielle en campagne, surtout après les revers qu'ils venaient d'essuyer; puisqu'ils allaient être encore dans la nécessité de combattre, autant valait-il tenter alors un chemin plus court et plus direct.

L'empereur avait donné l'ordre au maréchal Bernadotte, à Brandenburg, de se porter également sur Oranienburg avec son corps d'armée, en prenant sa marche par Nauen, pour appuyer le mouvement que la cavalerie faisait sur le même point. Le 26, le grand-duc de Berg, à la tête de la brigade de l'infatigable général Lasalle, atteignit les Prussiens à Zehdenick, vers trois heures après midi, et réussit à les contenir jusqu'à l'arrivée des deux divisions Grouchy et Beaumont. En ce moment, le général Lasalle chargea avec impétuosité les troupes qu'il avait devant lui : c'était l'arrière-garde du prince de Hohenlohe. Malgré la disproportion énorme du nombre, la charge de Lasalle fut si

1806. Allemagne.

brusque et si impétueuse, qu'elle rompit, culbuta la ligne de l'ennemi, et rejeta celui-ci dans les défilés étroits qui se trouvent à la sortie du village de Zehdenick. Le régiment de dragons prussiens de la reine voulut se reformer; mais les dragons de la division Grouchy se présentèrent, chargèrent ce régiment et en firent une horrible boucherie De ces 6,000 hommes de cavalerie qui faisaient l'arrière-garde prussienne, partie fut culbutée dans les marais; 300 hommes restèrent sur le champ de bataille; 700 furent faits prisonniers, et parmi ces derniers le colonel du régiment de la reine et bon nombre d'officiers. L'étendard de ce même régiment, brodé des mains de la souveraine, tomba au pouvoir des vainqueurs.

Le 27 à midi, toutes les troupes du maréchal prince de Ponte-Corvo arrivèrent à Oranienburg; le prince Murat, après le beau combat de la veille, s'étant porté sur Templin et Prenzlau, le maréchal poussa jusqu'à Gransee que venait de quitter le prince de Hohenlohe.

Dans sa marche de Templin à Prenzlau, Murat avait détaché le général Milhaud avec le 13e régiment de chasseurs sur la gauche vers Boitzenburg, tandis que le général Lasalle se portait directement sur Prenzlau. Informé que l'ennemi était en force à Boitzenburg, le grand-duc de Berg, au lieu de suivre son avant-garde (le général Lasalle), marcha sur Wichmannsdorf : il était à peine arrivé en vue de ce village, qu'il s'aperçut qu'une brigade de cavalerie ennemie s'était postée sur la gauche dans l'intention de couper le 13e de chasseurs. Marcher sur cette brigade et la culbuter dans un lac qui se trouvait à portée, fut l'affaire d'un moment pour la division de dragons du général Grouchy. C'était le corps des gendarmes du roi, dont la jactance s'était plus particulièrement manifestée à Berlin lorsque la guerre avait été résolue. Cette troupe, réduite à se noyer dans le lac ou à capituler, implora la générosité de Murat, qui lui donna quartier. 500 hommes mirent pied à terre et remirent leurs chevaux entre les mains des dragons français. Les officiers obtinrent seuls la faculté de se retirer, sur parole, dans leurs foyers. Quatre étendards, magnifiquement brodés en or, furent le trophée de ce combat, qui n'était que le prélude de l'affaire plus sérieuse qui allait avoir lieu à Prenzlau.

Le prince de Hohenlohe avait appris à Gransee le résultat du combat de Zehdenick, et c'est ce qui l'avait déterminé, en quittant cette petite ville, à prendre la direction de Fürstenberg pour de là essayer d'atteindre Prenzlau, en débouchant par les défilés de Boitzenburg; mais la présence du grand-duc de Berg de ce côté, et l'issue du combat de Wichmannsdorf, le forcèrent à faire un détour sur sa gauche : pendant ce temps, la cavalerie française continuait à s'avancer sur Prenzlau. 1806. Allemagne.

Parvenu devant cette ville, le général Lasalle la trouva déjà occupée en force par l'ennemi, qu'il se contenta d'observer en attendant l'arrivée des divisions Grouchy et Beaumont, avec lesquelles marchait le prince Murat.

Le 28, à dix heures du matin, toute la cavalerie française se trouvant réunie, Murat donna l'ordre au général Lasalle d'attaquer les Prussiens dans les faubourgs de Prenzlau, et le fit soutenir par les deux divisions de dragons avec dix pièces d'artillerie légère. Trois régiments de dragons traversèrent, au village de Golmitz, la petite rivière d'Ucker, qui passe dans Prenzlau, et chargèrent le flanc de l'ennemi, tandis qu'une autre brigade tournait la ville. Cette attaque fut bien secondée par l'artillerie légère, dont le feu commença par jeter beaucoup d'incertitude dans le mouvement des troupes prussiennes. Le général Grouchy fit une charge si brillante et si heureuse, que l'ennemi, culbuté dans les faubourgs, se jeta en désordre dans la ville. Murat fit sommer sur-le-champ, par le général Belliard, le corps prussien de mettre bas les armes. Les portes de Prenzlau étaient déjà brisées, et si les troupes françaises n'entrèrent pas dans la ville à la suite de leurs adversaires, c'est que le grand-duc de Berg voulut épargner aux habitants les terribles résultats d'un pareil engagement. Le prince de Hohenlohe, mû par le même motif, n'hésita point à capituler, et défila devant la cavalerie française avec 16,000 hommes d'infanterie, presque tous de la garde royale ou des corps d'élite, six régiments de cavalerie, quarante-cinq drapeaux et étendards et soixante-quatre pièces d'artillerie attelées.

Ce combat, qui n'est pas l'un des moins remarquables de cette campagne, puisque le général d'un corps d'armée nombreux, soutenu par une bonne cavalerie et une artillerie formi-

1806. Allemagne. dable, se crut cependant dans l'obligation de mettre bas les armes, sans réfiéchir qu'avec de la résolution il lui était facile de s'ouvrir un passage à travers la cavalerie numériquement inférieure qui l'entourait; ce combat, disons-nous, mettait au pouvoir des Français tout ce qui avait échappé de la maison du roi, à la bataille d'Iéna ; outre le prince de Hohenlohe qui avait pris le commandement en chef après le duc de Brunswick et le feld-maréchal Kalkreuth, il se trouvait au nombre des prisonniers de marque un prince de Mecklenburg-Schwerin et plusieurs autres généraux.

En apprenant ce succès, Napoléon écrivit sur-le-champ a Murat : « Il n'y a rien de fait tant qu'il reste à faire ; vous avez débordé le corps de cavalerie du général Blücher : que j'apprenne bientôt que ces troupes ont éprouvé le sort de celles du prince de Hohenlohe. » Mais ce soin était principalement réservé, comme on le verra plus bas, au maréchal prince de Ponte-Corvo.

Le lendemain de la capitulation du prince de Hohenlohe, le général Milhaud, à la tête du 13e de chasseurs et du 9e de dragons, fit mettre bas les armes à 6,000 hommes du corps ennemi, qui avaient cherché à se retirer par Pasewalk au-dessus de Prenzlau. Cet événement procura encore à la cavalerie 2,000 chevaux sellés et bridés, avec les sabres des cavaliers ennemis. Pendant ce temps, le général Lasalle, qui s'était avancé avec sa brigade de hussards jusque sous les murs de Stettin, faisait capituler cette place sans éprouver de résistance. Une forteresse en bon état, bien armée et bien palissadée, cent soixante pièces de canon, des magasins considérables, une garnison de 6,000 hommes de belles troupes, prisonnière, ainsi que plusieurs généraux : tel fut le résultat de la sommation hardie du général Lasalle. La détermination prise par l'ennemi de se rendre ainsi sans coup férir ne peut s'expliquer, comme le dit fort bien le bulletin officiel qui rend compte de ce fait extraordinaire, que par l'extrême découragement que produisait sur l'Oder et dans tout les pays de la rive droite la disparition de la grande armée prussienne.

Sur ces entrefaites, la colonne ennemie à la tête de laquelle se trouvait le duc de Saxe-Weimar, composée de toutes les

réserves que ce prince avait pu réunir, venait de passer l'Elbe au-dessus de l'embouchure de la rivière de Havel pour se rendre, ainsi que les autres débris de l'armée, au rendez-vous général sur les bords de l'Oder. Nous avons dit plus haut que le maréchal Soult, après avoir laissé au maréchal Ney le soin de continuer le blocus de Magdeburg, avait manœuvré pour couper la retraite à cette même colonne. Soult rencontra à Rathenau cinq escadrons de cavalerie saxonne qui demandèrent à capituler aux mêmes conditions que celles qui avaient été accordées précédemment aux autres troupes de leur nation ; il eut à Wustherhausen un engagement qui lui donna quelques prisonniers : toutefois, le corps prussien put atteindre les frontières du duché de Mecklenburg, où la présence d'autres troupes françaises allait l'exposer à de nouveaux dangers. 1806. Allemagne

Le général Blücher, dont la colonne, forte de 5 à 6,000 hommes, infanterie et cavalerie, s'était trouvée, jusqu'à l'affaire de Zehdenick, en communication avec le corps du prince de Hohenlohe, avait alors marché de Gransee sur Neustrelitz, où il arriva le 30 octobre, et s'était porté ensuite sur Waren dans l'espoir de gagner le port de Rostock à l'embouchure de la rivière de Warnow dans la Baltique. Il put faire sa jonction avec la colonne commandée par le duc de Weimar, qui s'était retirée de Neustrelitz sur Wittstock, après avoir appris que la route de Stettin était occupée par les troupes françaises[1]. Ces restes de l'armée prussienne, dont Blücher prit le commandement en chef, coupés de toute retraite sur l'Oder, cherchaient à gagner la Baltique, qui pouvait leur offrir la ressource d'un embarquement.

Le grand-duc de Berg, pour remplir les intentions de l'empereur qui l'avait chargé, comme on l'a vu, de faire partager au corps de Blücher le sort des autres troupes prussiennes, vint se joindre, après la prise de Stettin, avec partie de sa cavalerie, aux corps qui opéraient déjà dans le Mecklenburg pour achever l'anéantissement de l'armée ennemie. Ces corps étaient,

[1] Le duc de Weimar, pressé par les intérêts de sa famille et du peuple qu'il gouvernait, laissa alors le commandement de sa division au général Blücher, et fit négocier auprès de Napoléon son retour dans ses États.

1806. Allemagne

ainsi que nous l'avons dit, ceux des maréchaux Bernadotte et Soult, auxquels il faut ajouter le détachement de cavalerie légère (1er de hussards et 7e de chasseurs), que commandait l'aide de camp de l'empereur, Savary, et qui servait aux communications des corps entre eux.

La cavalerie de Murat était arrivée, le 31 octobre, à Friedland, où le prince établit son quartier général. Ce même jour, apprenant qu'une colonne prussienne, commandée par le général Bila, cherchait à gagner Anklam, ville de la Poméranie prussienne à l'embouchure de la rivière de Peene, Murat ordonna au général Becker de se porter sur ce point avec une brigade de dragons. La colonne ennemie, composée d'infanterie et de cavalerie, fut bientôt atteinte et culbutée dans une plaine en avant d'Anklam : le général Becker entra dans cette ville avec les fuyards, et les força à capituler. 4,000 hommes mirent ainsi bas les armes; les officiers furent renvoyés sur parole, mais les soldats durent être conduits en France [1].

Le grand-duc de Berg porta, le 1er novembre, dans la soirée, son quartier général à Demmin, pour de là s'avancer sur Rostock, en poussant des partis vers Stralsund, et couper la retraite au général Blücher; mais celui-ci, qui s'avançait par Gustrow, se voyant prévenu par ce mouvement de la cavalerie française, se jeta par la gauche sur Schwerin.

Le 2 novembre, le maréchal prince de Ponte-Corvo, ayant le gros de ses troupes à Plau et à Lubz, poussa jusqu'à Crivitz avec sa cavalerie légère. Le 3, il était devant Schwerin, dans l'après-midi; mais il y trouva le général Blücher, qui, déployant 1,000 à 1,200 chevaux avec de l'artillerie sur la rive gauche de la Stör, paraissait résolu à défendre le passage de cette rivière par le grand lac de Schwerin. Le prince de Ponte-Corvo fit former sa cavalerie pour la porter en avant avec une batterie d'artillerie légère, en même temps qu'il faisait avancer le 27e d'infanterie légère de la division Drouet, pour appuyer l'attaque; mais ces dispositions et l'escarmouche qui s'ensuivit

[1] Parmi ces prisonniers se trouvait le régiment des hussards de la garde du roi de Prusse, qui, après la guerre de sept ans, avait reçu de l'impératrice de Russie, Catherine II, en témoignage de sa belle conduite, des pelisses de peau de tigre.

n'empêchèrent point le général Blücher de s'établir au défilé de Fähre et à Schwerin. 1806. Allemagne.

Il était à présumer cependant que cette démonstration du général prussien n'avait pour but que de couvrir sa retraite sur Lübeck, Schwerin ne lui fournissant pas un point de défense convenable pour retarder les progrès des troupes françaises, d'ailleurs assez nombreuses pour surmonter cet obstacle ; et l'on ne pouvait pas supposer que le projet de Blücher fût de s'embarquer ensuite à Wismar, port peu éloigné de Schwerin à la vérité, mais où Blücher ne pouvait pas rencontrer les moyens d'embarquement nécessaires, en admettant même que la cavalerie lui eût laissé faire tranquillement cette opération ; une autre considération venait encore à l'appui de cette opinion, c'était la présence du duc de Mecklenburg dans Schwerin, qui est la capitale des États de ce prince : on devait croire que le général prussien ne voudrait pas attirer sur cette ville les calamités qui suivent une attaque de vive force. Cependant le maréchal Bernadotte, afin de ménager lui-même cette ville dans le cas où, contre son attente, les Prussiens s'obstineraient à s'y défendre, fit, dans la nuit du 3 au 4, des dispositions pour refuser sa droite, et se mit, par sa gauche, à cheval sur la route de Lübeck, en tournant Schwerin et s'étendant vers Wismar. Mais, le 4 au matin, le maréchal apprit l'évacuation du poste de Fähre, et n'eut plus de doute sur la direction que prenait le corps prussien. Il fit, en conséquence, passer la Stör à ses troupes légères, pour harceler l'ennemi sur Gadebusch sans traverser Schwerin. Ce mouvement fut suivi par le gros des troupes et l'artillerie du corps d'armée; le maréchal entra avec quelques hussards d'escorte dans la ville, où il apprit que le général Blücher avait fait filer de la cavalerie et quelque infanterie sur Wismar, tant pour couvrir son mouvement que pour rallier quelques détachements prussiens et suédois, qui se trouvaient encore en présence de la cavalerie du grand-duc de Berg. Le général prussien avait aussi pour but, en envoyant quelques troupes sur Wismar, de favoriser l'embarquement de la garnison suédoise qui s'y trouvait, et de tout le matériel qu'on pourrait placer sur les bâtiments. Dans le même temps, le détachement de cavalerie commandé par le général Savary, ve-

1806. Allemagne. nant de Gustrow, s'avançait également sur Wismar. Un combat s'engagea, en avant de cette ville, entre les deux troupes; les Prussiens furent culbutés, rejetés dans Wismar et poursuivis jusqu'à une lieue au delà, sur le chemin de Grevesmühlen. Pendant cet engagement, les bâtiments chargés de troupes suédoises et d'effets de guerre, qui étaient dans le Walfisch, gagnèrent le large avant que les Français pussent les atteindre [1].

Le général Blücher, informé de l'échec éprouvé par son détachement de cavalerie à Wismar, sentit combien sa position était critique, d'autant mieux qu'il savait aussi que le corps du maréchal Soult, marchant à la poursuite du duc de Weimar, descendait l'Elbe dans la direction du canal de Stecknitz; il avait tout lieu de craindre qu'il ne fût lui-même devancé sur Lübeck s'il tardait à se retirer sur cette ville, où il espérait, à tout événement, tenir assez longtemps, en se fortifiant, pour pouvoir négocier une capitulation honorable, si des moyens sur lesquels il comptait ne lui arrivaient pas assez opportunément pour qu'il fût permis de s'embarquer à Travemünde, en abandonnant même les chevaux de sa cavalerie.

Dans cette situation, et pour ne pas être trop pressé sur Schönberg, par où il se retirait dans des chemins marécageux et difficiles, Blücher fit un second détachement de cavalerie sur Grewesmühlen, destiné à soutenir le premier, qui se retirait de Wismar dans cette même direction. La nouvelle colonne arriva à Grewesmühlen; celle qui venait de Wismar était aux prises avec la cavalerie française, qui l'avait poursuivie; mais ce renfort permit aux Prussiens, après un engagement de deux ou trois heures, de se replier en assez bon ordre sur Schönberg, en détruisant le pont de Burzow sur la Stepenitz.

Couvrant ainsi sa retraite, le général Blücher se hâta d'occuper Lübeck, dans la journée du 5 novembre, avec son infanterie [2], et de placer, sur les bastions qui défendent les portes

[1] Ces troupes, au nombre de 1,200 hommes, étaient celles qui avaient occupé le Lauenburg, et qui cherchaient à regagner la Poméranie suédoise, ou même la Suède proprement dite.

[2] On sait qu'après la capitulation de Prentzlau, le général Blücher, qui suivait le mouvement du prince Hohenlohe, ayant changé de direction, s'e-

dites de Ratzeburg (Mühl-Thor) et de Travemünde (Burg-Thor), une partie de son artillerie : résolu, dès lors, à se défendre et à ne capituler qu'à la dernière extrémité. 1806. Allemagne.

Lübeck, situé sur la rive droite de la Trave, au milieu d'une plaine marécageuse, avait eu autrefois une enceinte bastionnée et conservait encore les terre-pleins des remparts et les fossés profonds dans lesquels coulent la Trave et la Wacknitz. Le front de la Burg-Thor offrait au général Blücher les meilleurs moyens de défense, cette partie étant presque isolée, par le confluent des deux rivières, et le bastion de gauche séparé de la courtine par la Trave ; l'artillerie dont la courtine et les faces des bastions furent garnies enfilait la route de Schwerin, par où devait commencer l'attaque, et prenait d'écharpe celle de Travemünde. On avait construit, à la place de la demi-lune qui était détruite, un tambour en palissades espacées, placées sur un mur d'appui, et fermées par une barrière. De semblables dispositions furent faites à la Mühl-Thor. Une partie des troupes fut placée sur les remparts, et l'autre dans l'intérieur de la ville, en réserve. Le duc de Brunswick-Oels commandait à la Burg-Thor, le général Littow à la Mühl-Thor, et le général Natzemer était commandant de la ville.

En occupant ainsi Lübeck militairement, Blücher ne fut pas arrêté un moment par la considération des maux qu'il allait attirer sur cette ville neutre. Il ne s'attendait peut-être point à voir ses retranchements aussi promptement attaqués et aussi audacieusement forcés qu'ils le furent par les troupes du maréchal Bernadotte, et il espérait, ainsi que nous l'avons déjà dit, pouvoir obtenir une capitulation, qui, en sauvant son honneur, garantirait Lübeck des suites d'une résistance à laquelle ses habitants n'auraient point pris part.

Dans la soirée du même jour, 5 novembre, l'avant-garde et la première division du corps du prince de Ponte-Corvo occupèrent Schönberg, serrant de près l'arrière-garde prussienne, qui, ne voulant point risquer un engagement, se hâta de joindre le gros des troupes dans Lübeck. Dans la nuit du 5 au 6, un

tait réuni à la colonne prussienne aux ordres du prince de Brunswick-Oels, fils du vieux duc de Brunswick.

1806. Allemagne.

officier d'état-major, envoyé par le maréchal Soult, arriva au quartier général du prince de Ponte-Corvo, pour avoir des nouvelles de la position de ce corps d'armée. Le maréchal, qui était à Ratzeburg, n'avait pas jugé convenable de pousser plus loin avant d'avoir connaissance de ce qui se passait à Schwerin; mais, la lenteur que l'officier dont nous parlons mit dans son retour fut cause que les troupes de Soult ne purent arriver devant Lübeck que quelque temps après celles du prince de Ponte-Corvo, qui n'avaient plus d'ailleurs que deux lieues à franchir pour arriver à cette destination, tandis que les premières en avaient plus de six.

Les colonnes du prince de Ponte-Corvo se mirent en marche le 6, avant le jour, et se dirigèrent sur Lübeck par Selmsdorf et Schlutup. Le prince, ayant appris par des déserteurs les dispositions faites par Blücher pour la défense de Lübeck, crut un moment que le général prussien ne se décidait à tenir dans cette ville qu'en raison de la faculté qu'il avait pu obtenir des autorités danoises de se réfugier sur leur territoire [1], et pour donner aux troupes suédoises, qui étaient aussi dans Lübeck, le temps de gagner Travemünde et de s'y embarquer, comme avaient fait celles qui se trouvaient à Wismar; il résolut en conséquence de former une double attaque à Lübeck et sur la Trave, au-dessus de cette ville, afin d'être maître des deux rives. La division Drouet, formant tête de colonne, s'avança par la grande route de Schönberg à Schwerin, et, après avoir coupé à Selmsdorf une colonne d'équipages venant de Wismar, escortée par 1,000 hommes d'infanterie et deux escadrons de hussards qui furent tous faits prisonniers, elle arriva vis-à-vis de Schlutup, au moment où les bâtiments qui transportaient les Suédois parurent. Les Prussiens qui occupaient la rive gauche de la Trave, pour protéger le passage des Suédois, avaient engagé une vive fusillade d'une rive à l'autre. Le maréchal Bernadotte fit établir dans une anse quelques pièces d'ar-

[1] Au contraire un corps de troupes danoises, commandé par le général Ewald, était arrivé sur la frontière, pour faire respecter la neutralité du Danemark. Le corps Suédois s'était retiré de Lauenburg pour s'embarquer à Lübeck.

tillerie, dont le feu prolongeant les bâtiments de l'avant à l'arrière gênait et ne pouvait manquer d'arrêter leur navigation. Il continua sa marche sur Lübeck, laissant au général Rougère, avec une demi-brigade, le soin de continuer cette attaque, de ramasser les bateaux sur la basse Trave, d'entourer, d'aborder les bâtiments, et de forcer les Suédois à se rendre. Cette opération, bien conduite, eut un plein succès. Le général Rougère prit environ 1,500 hommes dont se composait ce convoi. On a dit depuis que le traitement généreux qu'éprouvèrent les Suédois dans cette circonstance, de la part du maréchal Bernadotte, contribua dans la suite à lui concilier la confiance et les suffrages qui l'élevèrent tout à coup des nobles rangs des soldats français au trône des Gustave.

1806. Allemagne.

Le 45e régiment, arrivé à Herrenfähre pendant que le 8e attaquait les embarcations suédoises, passa la rivière et s'établit sur la rive gauche. Maître de la route de Travemünde, le général Rivaud détacha sur ce port quelques compagnies de voltigeurs, qui forcèrent le peu de Suédois qui s'y trouvaient à se jeter dans les premiers bâtiments venus et à gagner le large. Ainsi le maréchal Bernadotte avait complétement réussi dans une partie de son plan; mais l'attaque sur Lübeck allait présenter plus de difficultés et exiger de plus grands efforts.

Pendant que le 1er corps, qui devait attaquer le front de la Burg-Thor, marchait entre la Wacknitz et la basse Trave, le 4e corps aux ordres du maréchal Soult et la réserve du grand-duc de Berg, qui devaient attaquer la Mühl-Thor, marchaient de l'autre coté, entre la Wacknitz et la haute Trave. Entre sept et huit heures du matin, les avant-postes prussiens furent attaqués en même temps sur les deux principales directions. Le prince de Ponte-Corvo, après avoir reconnu la position entre les deux routes de Schönberg et de Travemünde qui se joignent à la Burg-Thor, fit établir par le général Éblé un grand feu d'artillerie sur cette porte, à la faveur duquel il fit placer la division Drouet derrière les maisons et les jardins et hors de la portée du canon: le 27e léger, en colonne par demi-bataillon, tenait la droite; le 94e et le 95e de ligne, en colonne par bataillon, tenaient le centre et la gauche. La division Rivaud et la plus grande partie de celle de Dupont étaient établies en masse sur

37.

1806 Allemagne. le coteau, à cheval sur la route de Schönberg, la cavalerie sur les ailes et en arrière. Le prince fit ensuite attaquer la porte par les deux routes. Pendant que le 27e léger, conduit par le général Werlé et par le colonel Charnottet, longeait le bois qui se trouve entre les deux routes et traversait les marais pour gagner celle de Travemünde, le général Drouet, avec les 94e et 95e régiments, suivait la route de Schönberg.

Les compagnies de voltigeurs engagèrent le combat en tirailleurs. Le terrain compris entre la Trave et la Wacknitz, à l'extrémité duquel se trouve la presqu'île de Lübeck, est inégal, marécageux et coupé de fossés, ce qui dérangea un peu l'ensemble de la marche et la ralentit. Les postes prussiens tirèrent sur le premier peloton qu'ils aperçurent; mais ils furent bientôt repoussés, ainsi que quelques pièces mises en batterie sur un mamelon, à une demi-lieue de la ville. L'ennemi se replia sur la Burg-Thor; celle-ci ne fut emportée qu'à la suite d'une action vive et meurtrière; elle fermait la langue de terre très-étroite qui joint Lübeck au reste de la presqu'île. A gauche et en avant était le retranchement ou estacade, consolidé par des piliers en pierre. L'entrée principale aboutissait à la route de Travemünde. L'espace intérieur était rétréci par un corps de garde et l'octroi. Dix bouches à feu et un bataillon étaient destinés à défendre cette portion de terrain. Plus tard on y ajouta encore un bataillon. Ce poste était protégé par six pièces et un bataillon placés dans le bastion de Bellevue, de l'autre côté de la Trave. Le terrain s'élargit en avant, mais il est borné à l'ouest par le cours de la Trave, au nord par un bois qui traverse un beau chemin qui va de Lübeck au village d'Israelsdorf. La partie comprise entre cette route et la Trave est une petite plaine fort unie. Trois bataillons ennemis s'y trouvaient rangés en bataille avec leurs canons, ayant la porte de Burg à leur droite, la Trave à leur gauche; à l'est du chemin d'Israelsdorf, le terrain par lequel arrivait la division Drouet est resserré au nord par des bois marécageux, au sud par la Wacknitz, qui coule dans les fossés de Lübeck. Tout ce terrain était sous les feux croisés de l'ennemi.

Le 27e léger s'avança, à la faveur des bois, jusqu'à l'entrée de la petite plaine, entre l'allée d'Israelsdorf et la Trave; mais

là il fut foudroyé et arrêté un moment par la mitraille des six pièces du bastion de la Trave et les feux de l'infanterie placée à gauche de la porte. Le chef de bataillon d'Herbez-Latour, les officiers de la compagnie des carabiniers du premier bataillon et toute la tête de la colonne qui débouchait du bois, furent renversés et mis hors de combat. Le 27ᵉ fut obligé de se replier et d'appuyer un peu à droite. Les trois compagnies de voltigeurs du 94ᵉ, qui marchaient à sa hauteur sur la gauche, s'avancèrent sans tirer, partie en traversant les marais et les jardins, partie en suivant la route qui longe la Wacknitz, sous le feu le plus vif de mitraille et de mousqueterie, jusqu'à l'allée d'Israelsdorf; là, les voltigeurs commencèrent leur feu et se rassemblèrent à moins de quarante pas de l'ennemi; bien que les arbres les couvrissent un peu, ils furent, en un moment, criblés de boulets et de mitraille. Cependant, malgré le mouvement rétrograde du 27ᵉ et ces décharges meurtrières, les braves voltigeurs du 94ᵉ se maintinrent dans l'allée d'Israelsdorf. Le capitaine Cabaret, de la 2ᵉ compagnie, marchait à la tête de sa troupe : il reçoit deux biscaïens qui lui fracassent la main droite et jettent son sabre à dix pas en arrière ; il se retourne pour le ramasser, charge sur les pièces ennemies avec ses voltigeurs, et les force à reculer.

Dès que le 94ᵉ fut arrivé sur le terrain, la plus grande partie des feux du bastion fut dirigée sur ses colonnes; mais le régiment continua d'avancer malgré l'inégalité du terrain et la mort que le canon ennemi semait dans les rangs. Les marais, les fossés sont franchis sous le feu le plus terrible. Les voltigeurs, ranimés par ce renfort, s'élancent de nouveau sur les trois pièces de canon en batterie devant la porte de Burg. Le 27ᵉ revient lui-même à la charge et tombe sur la gauche des bataillons prussiens. Le 94ᵉ poursuit son attaque; la troupe ennemie est taillée en pièces, la porte est abandonnée; le premier bataillon du 94ᵉ s'y précipite et brise la barrière du tambour palissadé; le lieutenant de voltigeurs Janin franchit le premier cet obstacle. Tout ce qui se présente pour défendre l'entrée de la ville est tué. Les pièces de canon sont prises. Les divisions Drouet et Rivaud pénètrent en même temps dans la ville ; mais il faut encore passer la Trave pour arriver au bas-

1806. Allemagne.

tion qui foudroie le défilé et où s'était réfugiée l'infanterie qui avait défendu l'entrée de la Burg-Thor; il fallait occuper la porte appelée Holstein-Thor, où est le pont qui conduit à la rive gauche de la Trave et dans le Holstein.

Toutes les rues de Lübeck étaient garnies de pelotons ennemis, que l'on fut obligé d'attaquer et d'égorger l'un après l'autre. Le combat dura ainsi plus de trois heures dans la ville, jusqu'à ce que la tête de la division Drouet parvint à la porte du sud, appelée Mühl-Thor; cette porte se compose de deux tours, l'une intérieure et l'autre extérieure. Dans l'épaisseur de la première, qui est carrée, est un portail fermé par une porte ferrée et à guichet; au delà se trouve une avenue d'environ cent pas, qui se prolonge par un pont sur le canal; le côté gauche de cette chaussée est couvert par un mur, et à son extrémité par un corps de garde. Après celui-ci se trouve la seconde tour, à cheval sur la courtine de deux bastions qui font la principale défense extérieure de cette porte; elle est percée d'un portail comme la précédente, et au-dessus de fenêtres, de créneaux et de meurtrières qui donnent dans un autre corps de garde, dont l'entrée est sur le rempart; on y monte à droite et à gauche par deux passages étroits; enfin, au delà de cette seconde tour est encore un pont, une petite place d'armes, un corps de garde : le tout enfermé par des palissades, ou plutôt par une grille en bois comme à la porte de Burg.

Le général Blücher, entendant le redoublement des feux de canon, la fusillade dans les rues, et les cris venant du côté de la Burg-Thor, comprit que le danger devenait imminent; les Français s'avançaient si rapidement par la rue appelée Burgstrasse, qu'il eut à peine le temps de sortir de son logement avec son fils et un officier; tout le reste de son état-major fut pris au même instant. Blücher fit encore un dernier effort, et se mit lui-même à la tête des troupes qu'il put rallier; il fit venir du dehors de la ville, où se trouvait sa cavalerie, deux escadrons avec lesquels il chargea dans la Königstrasse; mais cette cavalerie fut repoussée et très-maltraitée par le feu de quelques pelotons d'infanterie : enfin il fut forcé de sortir de la ville. Déjà le pont de la Trave et la porte du Holstein étaient vivement attaqués par le général Drouet; ses tirailleurs, postés dans les

maisons voisines du pont et sur les remparts, fusillaient tout ce qui passait ; et comme le seul chemin par lequel le petit nombre de Prussiens qui avaient passé le pont pussent se retirer longeait le glacis, ils eurent beaucoup à souffrir du feu des Français qui couronnaient les remparts. Le général Werlé, à la tête d'un bataillon du 27[e] léger, avait filé le long du rempart et gagné le formidable bastion de la rive de la Trave et en avait fait cesser le feu meurtrier.

Pendant ce temps, quelques pelotons de voltigeurs du 94[c] avaient poursuivi les Prussiens jusque dans l'intervalle des deux tours ; mais le capitaine Razout, frère du colonel du 94[e] de ligne, et le lieutenant Janin, ne se trouvant point assez en force pour se maintenir contre leurs adversaires, jugèrent convenable de ramener leurs soldats dans l'intérieur en prenant la précaution de faire garder le passage de la première tour par quelques hommes. Dans ce mouvement rétrograde, ayant rencontré une colonne de la division Rivaud, commandée par le général Pacthod, les voltigeurs du 94[c] revinrent avec cette troupe pour tenter un dernier effort contre les Prussiens qui tenaient encore à la porte de Mühl ou de Ratzeburg.

La colonne française fut reçue en cet endroit par un feu très-nourri d'artillerie et de mousqueterie, tant sur son flanc droit, qui était découvert, que sur son front, par les fenêtres, les créneaux et les meurtrières du corps de garde ; elle perdit beaucoup de monde sans cependant ralentir sa marche, et s'avança jusqu'au pied du rempart ; mais tout ce qui se présentait à l'entrée des deux passages était mis hors de combat. Le capitaine Razout s'élança un des premiers dans celui de gauche et fut frappé d'un coup mortel. Le général Pacthod faisait des efforts incroyables pour emporter ce poste meurtrier, et avait déjà vu une partie de sa troupe hors de combat, lorsque le feu de l'ennemi se ralentit tout à coup ; un coup de canon, suivi de plusieurs autres, fit connaître que la porte de Ratzeburg était en ce moment attaquée à l'extérieur ; le courage de la colonne française se ranima ; elle franchit enfin les deux passages, et fondit sur les Prussiens à la baïonnette ; les premiers qui furent atteints perdirent la vie ; les autres mirent bas les armes au nombre de 2,000. Peu d'instants après, le prince Murat et le

1806. Allemagne. maréchal Soult se présentèrent à la porte, à la tête du 6e léger, et entrèrent dans la ville, au moment où le général Pacthod débouchait.

Ainsi se termina le combat dans la ville de Lübeck ; mais alors commencèrent les scènes de désordre qui sont la suite presque inévitable d'une prise d'assaut, et que les officiers généraux et autres ne purent parvenir à réprimer qu'avec les plus grandes difficultés, au bout d'un espace de temps malheureusement trop long. Qu'on se figure une ville envahie à la fois par trois corps d'armée différents, car l'avant-garde du prince Murat était arrivée presque en même temps que celle du maréchal Soult, le tout formant une masse de 30,000 hommes, auxquels il faut joindre près de 10,000 prisonniers prussiens, qui, négligés au milieu de cette bagarre par les vainqueurs, se joignaient à eux pour piller les maisons et se livrer à tous les excès [1].

Il était cinq heures du soir lorsque les Français se trouvèrent maîtres de Lübeck : à ce moment de la journée, toute l'infanterie prussienne, à l'exception de quelques compagnies de tirailleurs détachées sur la rive gauche de la Trave, entre la ville et le village de Herrenfähre, était prisonnière de guerre ; toute l'artillerie, moins une batterie légère que le général Blücher avait gardée avec lui, était au pouvoir du vainqueur ; il ne restait plus à combattre que la cavalerie. Celle-ci n'était point entrée dans Lübeck ; et Blücher l'avait disposée, pendant le combat, sur la rive gauche de la Trave, vers Schwartau, sur la route de Neustadt et d'Oldenburg, attendant l'issue de l'attaque des Français, et comptant beaucoup sur la résistance des 10,000 hommes de vieille infanterie auxquels il avait commis la défense de la ville. Trompé dans son attente, le général prussien se hâta de chercher un asile, avec la troupe qui lui restait, sur le territoire de Danemark.

Les maréchaux Soult, Bernadotte et Murat se concertèrent, pendant la nuit du 6, pour marcher le lendemain sur ce dernier débris de l'armée prussienne. On pouvait croire que le

[1] Le capitaine Clary, aide de camp du prince de Ponte-Corvo, eut l'épaule traversée par une balle en voulant rétablir l'ordre dans la maison qui lui avait été assignée pour logement.

général Blücher n'avait point attendu le consentement du gouvernement danois pour se retirer sur son territoire; et, dans cette hypothèse, comme dans le cas contraire, les chefs de l'armée française ne se firent point scrupule de violer un asile accordé ou pris contre les lois de la neutralité.

1806 Allemagne.

Le 7 novembre, la division Drouet se mit en mouvement, à la pointe du jour, se dirigeant sur Schwartau ; elle était suivie par la division Dupont; et le prince Murat, avec la brigade légère du général Lasalle et la division de cuirassiers du général d'Hautpoul, manœuvrait à droite de la route de Neustadt et d'Oldenburg. Le 27e régiment d'infanterie légère, qui marchait en tête des troupes du général Drouet, ne tarda pas à rencontrer les arrière-postes prussiens placés sur cette route, à demi-lieue de Lübeck. Environ 4 à 5,000 hommes d'infanterie prussienne attaqués à l'improviste dans Schwartau furent forcés de mettre bas les armes ainsi qu'un détachement établi à Krempersdorf en amont de la Trave. Le lendemain la majeure partie des troupes françaises marchèrent à Ratkau, où Blücher s'était retiré avec sa cavalerie. Menacé d'une attaque qu'il était hors d'état de soutenir, ce général se décida enfin à capituler. Il envoya un parlementaire aux généraux français, pour faire cesser le feu; et, en présence du prince Guillaume de Brunswick-Œls et de plusieurs autres généraux, il conclut avec le prince Murat une capitulation, par laquelle il se rendait prisonnier avec tout ce qui lui restait de troupes et de matériel.

La prise de Lübeck et la capitulation de Ratkau valurent aux Français 15,000 prisonniers environ, dont 4,000 de cavalerie, un grand nombre de drapeaux et d'étendards, et le reste de l'artillerie de l'armée prussienne, au total de quarante pièces attelées, avec leurs caissons et tout l'attirail de campagne.

« Ainsi, dit le Bulletin officiel, ces généraux prussiens, qui, dans le délire de leur vanité, s'étaient permis tant de sarcasmes contre les généraux autrichiens, avaient renouvelé, quatre fois dans l'espace de trois semaines, la catastrophe d'Ulm : la première, par la capitulation d'Erfurt; la seconde, par celle du prince de Hohenlohe; la troisième, par la reddition de Stettin ; la quatrième, par la capitulation de Ratkau. »

Le général Savary avait marché, pendant les mouvements

1806 Allemagne

dont nous venons de rendre compte, avec sa brigade de cavalerie légère, vers la frontière de la Poméranie suédoise, pour rejeter sur cette province tous les détachements suédois qui pouvaient encore tenir la campagne dans le nord du Mecklenburg. Le seul engagement qu'il eut fut à Rostock, où il s'empara de cinquante bâtiments appartenant à la Suède. Après cette expédition, Savary, rappelé au quartier général impérial, fut envoyé par Napoléon en Hanovre pour faire le siége de la forteresse de Hameln, à la tête d'un nouveau corps de troupes. Il fut remplacé dans le commandement de sa brigade légère par le général Reille, gendre de Masséna.

Reddition de Custrin, de Magdeburg; opérations du maréchal Mortier dans la Hesse et dans le Hanovre; armistice accordé à l'armée prussienne; décret rendu à Berlin par Napoléon qui déclare toutes les îles Britanniques en état de blocus.— Pendant ces opérations d'une partie de l'armée française dans le Mecklenburg, le maréchal Davoust avait passé l'Oder à Francfort, et s'était emparé de Custrin. Cette place, défendue par une garnison de 4,000 hommes et quatre-vingt-dix pièces en batterie sur les remparts, fut rendue, sans coup férir, à la division Gudin qui y entra le 1er novembre; elle était en aussi bon état que Stettin. Située au milieu d'un vaste marais, dont les eaux présentent de toutes parts un système d'inondation auquel l'art n'a ajouté que peu de choses, la forteresse de Custrin n'est abordable que par une langue de terre ou chaussée qui y conduit : on ne pouvait donc attribuer sa reddition qu'à cette terreur générale qui avait glacé les troupes prussiennes. Indépendamment de tous les avantages matériels qui résultaient de cette conquête, elle achevait de rendre les Français entièrement maîtres du cours de l'Oder; elle augmentait le nombre des places d'armes qui s'établissaient sur ce fleuve, et facilitait d'autant l'expédition que l'empereur venait de confier à son jeune frère Jérôme, déjà parti de Dresde vers la fin d'octobre à la tête des troupes alliées de la Bavière et du Würtemberg, pour s'emparer de Breslau et des autres places de la Silésie.

Les premiers jours de novembre furent également signalés par la reddition de l'importante forteresse de Magdeburg. Le maréchal Ney, chargé du blocus de cette place, l'avait telle-

ment resserrée, qu'au 1er novembre la garnison et les habitants commençaient à éprouver les effets de la privation de toute communication. Le maréchal, que son impatience et la fougue naturelle de son caractère ne disposaient point à supporter les lenteurs d'un siége régulier, voulut en accélérer l'issue par un bombardement. Ce moyen réussit au gré de celui qui en ordonnait l'emploi. Les obus et les bombes ayant incendié quelques maisons, les habitants s'ameutèrent, et, secondés par la terreur dont la garnison était elle-même frappée, ils forcèrent le gouverneur général comte de Kleist à demander une capitulation : elle fut accordée par le maréchal et signée le 8 novembre. Le lendemain, les principales portes furent remises aux troupes françaises, et, le 11, la garnison défila devant le corps d'armée dont elle égalait presque les forces. Elle présentait en effet un total de 22,000 hommes, parmi lesquels vingt généraux, huit cents officiers et deux mille artilleurs. Ces troupes à l'exception des généraux et officiers, restèrent prisonnières. La conquête de Magdeburg donnait en outre aux Français cinquante-quatre drapeaux, cinq étendards, près de huit cents pièces de canon, un approvisionnement considérable en poudre et en boulets, un superbe équipage de pont et un matériel immense d'artillerie.

Nous avons dit plus haut qu'un nouveau corps d'armée composé de troupes françaises et hollandaises avait été rassemblé en Hollande et se trouvait prêt à entrer en campagne dans les premiers jours d'octobre.

Le maréchal Mortier, auquel l'empereur avait confié le commandement de ce corps, s'avança bientôt vers les frontières de l'électorat de Hesse-Cassel, dont le souverain s'était uni, comme on sait, au roi de Prusse, tandis que son envoyé, à Paris, cherchait encore à tromper le cabinet de Saint-Cloud sur les intentions de son maître. Le moment était venu de tirer vengeance de cette conduite, et lorsque les débris de l'armée prussienne, complétement battue aux champs d'Iéna et d'Auerstädt, fuyaient devant les corps de l'armée française, il eût été imprudent de laisser sur les derrières des troupes encore intactes et prêtes à se jeter sur les vainqueurs dans le cas où ceux-ci éprouveraient quelque échec. Cette considération avait déter-

1806. Allemagne. miné l'empereur à faire marcher promptement des troupes disponibles pour s'emparer de la Hesse.

Mortier avait son quartier général aux portes de la ville de Cassel le 1er novembre : voulant éviter à cette capitale les suites d'une occupation de vive force, il la fit sommer de recevoir sans résistance les troupes gallo-bataves. La régence s'empressa d'obtempérer à cette sommation, et à midi le maréchal entra dans Cassel qu'il fit occuper en force. Le lendemain, il fit connaître aux habitants l'objet de sa mission par une proclamation, dans laquelle il déclarait qu'il prenait possession de la Hesse électorale au nom de l'empereur Napoléon, et ordonnait aux troupes hessoises de déposer les armes, comme prisonnières de guerre, laissant toutefois aux soldats la faculté de ne point quitter l'Allemagne s'ils voulaient prendre du service dans les rangs de l'armée française. Un grand nombre acceptèrent cette proposition, et plusieurs officiers même ne balancèrent point à faire partie d'une armée où ils étaient assurés de trouver un avancement rapide et de la gloire. L'empereur nomma le général de division Joseph Lagrange gouverneur du pays de Hesse-Cassel, et chargea le général de division Thiébault du commandement de l'évêché de Fulde.

Après avoir ainsi soumis la Hesse sans combat, l'armée gallo-batave, qui avait pris le nom de 8e corps de la grande armée, marcha sur le Hanovre et sur Hamburg pour fermer l'Elbe et le Weser.

Le Hanovre recélait encore quelques troupes prussiennes qui s'étaient renfermées dans les places de Hameln et de Nienburg lorsque les premiers échecs avaient forcé le roi Frédéric-Guillaume d'appeler à lui le corps du général Rüchel, qu'il avait d'abord dirigé sur la Westphalie. D'autres débris, qui n'avaient pas pu réussir à passer l'Elbe après la bataille d'Iéna, s'étaient aussi retirés de ce côté, et une partie avait également cherché un refuge dans celle de ces deux places qui se trouvait le plus à sa portée.

La marche du 8e corps d'armée dans la direction indiquée plus haut concourait, avec celle des autres corps qui se rapprochaient de la Westphalie, à cerner tous ces fuyards, dont un grand nombre couraient à la débandade, et d'autres, réu-

unis sous les ordres du général Lecocq, formaient encore un corps de 9 à 10,000 hommes renfermés dans Hameln. Le maréchal Mortier avait eu ordre de faire occuper Rinteln et Minden, afin de contenir les garnisons des places de Hameln et de Nienburg, et de maintenir la communication entre les deux rives du Weser. Deux colonnes parties de Warburg et de Paderborn, sous les ordres des généraux Michaud et Gobert, se portèrent vers Hameln : la première, en se dirigeant par Höxter et Pyrmont, suivit le cours du Weser; la seconde s'avança par Dryburg, Horn et Alverdissen. Ces troupes firent des marches forcées, afin d'être plus promptement à portée de contenir le camp retranché que l'ennemi occupait sous Hameln. Avant d'arriver à Artzen, le roi de Hollande, qui se trouvait avec cette partie du corps d'armée, avait formé une avant-garde, composée du 22e régiment de ligne français, d'un détachement de la garde royale à cheval, du 2e régiment de hussards hollandais et de deux pièces d'artillerie légère, le tout sous les ordres du général-major au service de Hollande, Debroc.

1806. Allemagne.

Cette troupe rencontra, au village de Gross-Barckel, un fort détachement ennemi, composé des dragons de Brunswick et d'un escadron des hussards de Blücher. Le général Debroc les fit charger par les hussards hollandais, qui furent ramenés; mais les voltigeurs du 22e régiment d'infanterie et la cavalerie de la garde s'étant avancés au soutien de ces hussards, le détachement ennemi fut bientôt rompu et culbuté, quoique deux bataillons d'infanterie fussent accourus pour le secourir. Les Prussiens furent poursuivis jusque sous les glacis. Le colonel français Loyer, adjudant du palais du roi de Hollande, périt dans cette rencontre.

Napoléon, connaissant l'importance de Hameln et ses moyens de défense, s'attendait à une résistance prolongée; et c'est dans cette persuasion qu'il avait fait partir, comme on l'a vu, son aide de camp Savary, pour presser avec vigueur le siége de cette place. Savary arriva, le 19 novembre, à Ebersdorf, et le lendemain il eut une conférence avec le général Lecocq et les autres généraux prussiens, que l'issue du combat de Gross-Barckel avait déjà découragés. Le général français réussit à leur persuader qu'il était urgent pour eux de capituler, malgré l'ex-

1806. Allemagne. trème disproportion qui existait entre les troupes assiégées et les forces assiégeantes (ces dernières comptaient à peine 4,000 hommes). 9,000 prisonniers, parmi lesquels six généraux; des approvisionnements pour nourrir 10,000 hommes pendant six mois; des munitions de toute espèce dans la même proportion, une compagnie entière d'artillerie et 300 chevaux de cavalerie: tels furent les avantages d'une capitulation qui donnait en outre aux Français la possession d'une place importante, parfaitement armée et dans le meilleur état.

Le général Savary se rendit ensuite devant la place de Nienburg, qui était déjà si étroitement bloquée que les postes et les diligences n'y entraient plus depuis le 1er novembre. Une garnison de 3,000 hommes la défendait, et, comme elle manquait de casemates, on avait pris la précaution de pratiquer des souterrains blindés, à l'épreuve de la bombe. Malgré tous ces préparatifs de défense et un bon approvisionnement en vivres et en munitions, Nienburg capitula le 25 novembre. La garnison vint encore augmenter le nombre des prisonniers que cette campagne avait fait tomber au pouvoir des vainqueurs, et la prise de cette place compléta l'occupation du Hanovre.

Sur ces entrefaites, le maréchal Mortier avait continué à s'avancer sur Hamburg avec une partie des troupes du 8e corps. Il occupa cette ville et celle de Bremen. Les Français se trouvèrent ainsi maîtres de toutes les villes anséatiques, des côtes de la mer du Nord et de la Baltique qui les avoisinent, et de toutes les rivières qui affluent dans ces deux mers. Dans cette position, ils interceptaient le commerce de l'Angleterre sur tous les points qui lui servaient d'entrepôt, et commençaient ainsi l'exécution du projet que Napoléon se disposait bientôt à mettre au jour de la manière la plus solennelle, projet qui devait avoir tant d'influence sur les événements postérieurs et sur la fortune même de l'homme qui l'avait conçu!

La guerre de Prusse était pour ainsi dire terminée. Des 150,000 hommes qui avaient formé la grande armée ennemie, les sept huitièmes avaient été tués, blessés ou faits prisonniers. Il ne restait plus au roi Frédéric-Guillaume que 20,000 hommes environ, infanterie et cavalerie, renfermés dans Glogau, Breslau, Brieg, Kœnigsberg et quelques autres places de la Silésie et du

duché de Varsovie, Le roi, la reine, les chancelleries et quelques généraux avaient été chercher un asile dans Kœnigsberg, capitale de la Prusse orientale. Il semblait donc que, dans une situation aussi déplorable, le roi de Prusse n'avait plus d'autre parti à prendre que d'implorer la générosité du vainqueur, en lui demandant la paix. 1806. Allemagne.

Bien que ce prince conservât encore l'espoir de voir enfin arriver sur les frontières de ses États presque entièrement envahis l'armée de son allié l'empereur Alexandre, l'exemple de l'Autriche, sacrifiée dans la campagne précédente, devait faire considérer le secours tardif de la Russie comme impuissant contre la redoutable armée française. Aussi le monarque prussien, se dérobant cette fois à l'influence de sa cour, jugea-t-il convenable d'entamer des négociations sans attendre que la présence de l'armée russe rendît les conditions d'un arrangement plus onéreuses pour lui. Le grand maréchal du palais impérial, Duroc, le marquis de Lucchesini et le général de Zastrow, envoyés du roi, s'abouchèrent à cet effet à Charlottenburg. Le résultat de leurs conférences fut la signature d'un traité d'armistice, prélude indispensable d'un acte plus positif que le gouvernement prussien semblait solliciter de bonne foi, mais que la Russie ne lui permit pas de conclure, en raison de la dépendance absolue dans laquelle il s'était placé vis-à-vis de cette puissance, soumise elle-même à toute l'influence tyrannique de l'Angleterre.

Par l'armistice signé le 16 novembre, le roi de Prusse s'engageait à remettre entre les mains du vainqueur à peu près toutes les places qui lui restaient, et cette clause n'avait pas peu contribué à accélérer la reddition des places de Hameln et de Nienburg, parce que le général Savary, parti de Potsdam le même jour de la convention arrêtée entre les plénipotentiaires français et prussiens, en avait informé les gouverneurs de ces deux places.

Le 18, la petite place de Czenstochau, à l'extrémité de la Pologne prussienne, avait ouvert ses portes à 150 chasseurs à cheval du 2e régiment, réunis à 300 Polonais confédérés. Elle renfermait des magasins considérables, dont on s'empara; et la garnison, forte de 800 hommes, resta prisonnière de guerre.

C'est en attendant la ratification de cette convention d'ar-

1806. Allemagne. mistice par le roi de Prusse que Napoléon rendit, dans son palais à Berlin, la fameux décret qui devait servir de base au système continental projeté par lui pour arriver au grand but de l'humiliation de l'Angleterre, de cette puissance colossale qui seule, en Europe, s'était jouée jusqu'alors de toutes les tentatives qu'il avait dirigées contre elle.

Voici quelle était la teneur de cet acte, si diversement jugé depuis, par lequel le chef du gouvernement français se flattait d'obliger la Grande-Bretagne à renoncer aux prétentions injustes et tyranniques consacrées dans sa législation maritime :

Napoléon, empereur des Français, roi d'Italie, considérant,

1° Que l'Angleterre n'admet point le droit des gens suivi universellement par tous les peuples policés ;

2° Qu'elle répute ennemi tout individu appartenant à l'État ennemi, et fait en conséquence prisonniers de guerre, non-seulement les équipages des vaisseaux armés en guerre et les navires marchands et même les facteurs de commerce, mais encore les équipages des vaisseaux de commerce et les négociants qui voyagent pour les affaires de leur négoce ;

3° Qu'elle étend aux bâtiments et marchandises du commerce et aux propriétés des particuliers le droit de conquête, qui ne peut s'appliquer qu'à ce qui appartient à l'État ennemi ;

4° Qu'elle étend aux villes et ports de commerce non fortifiés, aux havres et embouchures des rivières, le droit de blocus, qui, d'après la raison et l'usage de tous les peuples policés, n'est applicable qu'aux places fortes ;

Qu'elle déclare bloquées des places devant lesquelles elle n'a pas même de bâtiment de guerre, quoiqu'une place ne soit bloquée que quand elle est tellement investie qu'on ne puisse tenter de s'en approcher sans un danger imminent ;

Qu'elle déclare même en état de blocus des lieux que toutes ses forces réunies seraient incapables de bloquer, des côtes entières et tout un empire ;

5° Que cet abus monstrueux du droit de blocus n'a d'autre but que d'empêcher les communications entre les peuples, et d'élever le commerce et l'industrie de l'Angleterre sur la ruine de l'industrie et du commerce du continent ;

6° Que, tel étant le but évident de l'Angleterre, quiconque fait sur le continent le commerce des marchandises anglaises favorise par là ses desseins et s'en rend complice; 1806. Allemagne.

7° Que cette conduite de l'Angleterre, digne en tout des premiers âges de la barbarie, a profité à cette puissance au détriment de toutes les autres;

8° Qu'il est de droit naturel d'opposer à l'ennemi les armes dont il se sert, et de le combattre de la même manière qu'il combat, lorsqu'il méconnaît toutes les idées de justice et tous les sentiments libéraux, résultat de la civilisation parmi les hommes :

Nous avons résolu d'appliquer à l'Angleterre les usages qu'elle a consacrés dans sa législation maritime.

Les dispositions du présent décret seront constamment considérées comme principe fondamental de l'empire, jusqu'à ce que l'Angleterre ait reconnu que le droit de la guerre est un, et le même sur terre que sur mer; qu'il ne peut s'étendre ni aux propriétés privées, quelles qu'elles soient, ni à la personne des individus étrangers à la profession des armes, et que le droit de blocus doit être restreint aux places fortes réellement investies par des forces suffisantes.

Nous avons en conséquence décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1er. Les îles Britanniques sont déclarées en état de blocus.

2. Tout commerce et toute correspondance avec les îles Britanniques sont interdits.

En conséquence, les lettres et paquets adressés en Angleterre ou à un Anglais, ou écrits en langue anglaise, n'auront pas cours aux postes et seront saisis.

3. Tout individu sujet de l'Angleterre, de quelque état et condition qu'il soit, qui sera trouvé dans les pays occupés par nos troupes, ou par celles de nos alliés, sera fait prisonnier de guerre.

4. Tout magasin, toute marchandise, toute propriété, de quelque nature qu'elle puisse être, appartenant à un sujet de l'Angleterre, sera déclarée de bonne prise.

5. Le commerce des marchandises anglaises est défendu, et toute marchandise appartenant à l'Angleterre, ou provenant

1806. Allemagne. de ses fabriques ou de ses colonies, est déclarée de bonne prise.

6. La moitié des produits de la confiscation des marchandises et propriétés déclarées de bonne prise par les articles précédents sera employée à indemniser les négociants des pertes qu'ils ont éprouvées par la prise des bâtiments de commerce qui ont été enlevés par les croiseurs anglais.

7. Aucun bâtiment venant directement d'Angleterre ou des colonies anglaises, ou y ayant été depuis la publication du présent décret, ne sera reçu dans aucun port.

8. Tout bâtiment qui, au moyen d'une fausse déclaration, contreviendra à la disposition ci-dessus, sera saisi, et le navire et la cargaison seront confisqués comme s'ils étaient propriété anglaise.

9. Notre tribunal des prises à Paris est chargé du jugement définitif de toutes les contestations qui pourront survenir dans notre empire ou dans les pays occupés par l'armée française : relativement à l'exécution du présent décret, notre tribunal des prises de Milan sera chargé du jugement définitif desdites contestations qui pourront survenir dans l'étendue de notre royaume d'Italie.

10. Communication du présent décret sera donnée par notre ministre des relations extérieures aux rois d'Espagne, de Naples, de Hollande et d'Étrurie, et à nos autres alliés dont les sujets sont victimes comme les nôtres de l'injustice et de la barbarie de la législation maritime anglaise.

11. Nos ministres des relations extérieures, de la guerre, de la marine, des finances, de la police, et nos directeurs généraux des postes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Cette mesure, provoquée par les abus et la tyrannie de la législation maritime de la Grande-Bretagne, ne devait et ne pouvait être considérée que comme une représaille exercée par un peuple dont les Anglais avaient à la fin lassé la patience et la générosité. Si elle peut paraître, au premier coup d'œil, en opposition avec les idées reçues, il faut remarquer que le code maritime des Anglais est lui-même opposé au droit des gens, contraire à l'humanité, entièrement étranger à la civilisation actuelle de l'Europe. Les guerres continentales n'étaient-elles

pas, en effet, dans l'enfance des sociétés, ce que sont aujourd'hui les guerres maritimes? Dans les luttes barbares, les propriétés particulières n'étaient pas distinguées de la propriété publique : tout passait au vainqueur. Dans la situation présente de la civilisation, sur terre, le droit de conquête ne s'étend plus sur l'habitant paisible et sur sa propriété : vainement la France a-t-elle proposé, à plusieurs époques, en temps de paix, d'abolir l'usage de la course maritime; l'Angleterre, seule des puissances civilisées, s'y est toujours opposée; elle a voulu maintenir sur mer ces coutumes sauvages. D'après son code, les propriétés particulières sont pillées impunément, les individus non armés traînés en esclavage comme ceux qui portent les armes, les neutres même, sous mille prétextes, ne sont pas respectés; la législation maritime des Anglais, en un mot, est encore celle des pirates et des peuples barbares. Elle s'est fait sur ce point une morale exclusive, des lois qui ne sont que pour elle, et le droit monstrueux de blocus n'est pas une des moins iniques et des moins dérisoires. « Contre une puissance qui méconnaît à ce point toutes les idées de justice, disait M. de Talleyrand dans le rapport qu'il adressa à Napoléon relativement au blocus des îles Britanniques, que peut-on faire, sinon de les oublier soi-même un instant, pour la contraindre à ne les plus violer? Le droit de la défense naturelle permet d'opposer à son ennemi des armes dont il se sert, et de faire réagir contre lui ses propres fureurs. »

Ce décret fut envoyé au sénat avec un message, dans lequel l'empereur s'efforçait de démontrer que le système proposé était nécessité par les circonstances. « Nous avons pris pour principe invariable de notre conduite, disait-il, de ne point évacuer ni Berlin, ni Varsovie, ni les provinces que la force des armes a fait tomber entre nos mains, avant que la paix générale ne soit conclue; que les colonies espagnoles, hollandaises et françaises ne soient rendues; que les fondements de sa puissance ne soient affermis, et l'indépendance absolue de ce vaste empire, premier intérêt de notre peuple, irrévocablement consacrée......

« Nous avons mis les îles Britanniques en état de blocus, et nous avons ordonné contre elles des dispositions qui répugnaient à notre cœur. Il nous en a coûté de faire dépendre les intérêts

1806. Allemagne.

des particuliers de la querelle des rois, et de revenir, après tant d'années de civilisation, aux principes qui caractérisent la barbarie des premiers âges des nations. Mais nous avons été contraint, pour le bien de nos peuples et de nos alliés, à opposer à l'ennemi commun les mêmes armes dont il se servait contre nous. Ces déterminations, commandées par un juste sentiment de réciprocité, ne m'ont été inspirées ni par la passion ni par la haine. Ce que nous avons offert après avoir dissipé les trois coalitions qui avaient tant contribué à la gloire de mon peuple, nous l'offrons encore aujourd'hui que nos armes ont obtenu de nouveaux triomphes. Nous sommes prêts à faire la paix avec l'Angleterre, nous sommes prêts à la faire avec la Russie, avec la Prusse; mais elle ne peut être conclue que sur des bases telles, qu'elle ne permette à qui que ce soit de s'arroger aucun droit de suprématie à notre égard; qu'elle rende les colonies à leur métropole, et qu'elle garantisse à notre commerce et à notre industrie la prospérité à laquelle ils doivent atteindre... Et si l'ensemble de ces dispositions éloigne de quelque temps le rétablissement de la paix générale, quelque court que soit ce retard, il paraîtra long à notre cœur. Mais nous sommes certains que nos peuples apprécieront la sagesse de nos motifs politiques; qu'ils jugeront avec nous qu'une paix partielle n'est qu'une trêve qui nous fait perdre tous nos avantages acquis, pour donner lieu à une nouvelle guerre, et qu'enfin ce n'est que dans une paix générale que la France peut trouver son bonheur. »

Le sénat français ne manqua point d'applaudir au message et au décret qui en était l'objet. Il montra la même condescendance à l'égard de la demande que faisait l'empereur d'une levée de 80,000 hommes sur la conscription de 1807. Le sénatus-consulte qui ordonnait cette levée fut rendu sans aucune opposition. Ainsi, dans la même année, deux conscriptions, celles de 1806 et 1807, étaient mises à la disposition du chef du gouvernement. C'était un premier exemple de ces anticipations qui sont depuis devenues si fréquentes et si désastreuses; mais cette fois du moins encore les jeunes Français se levaient pour une guerre juste et légitime : la Russie, accourant de nouveau sur le champ de bataille, venait de faire évanouir les espérances de paix que l'on avait conçues.

OUVRAGES IMPRIMÉS ET DOCUMENTS MANUSCRITS

CONSULTÉS POUR LA RÉDACTION DES CAMPAGNES DE 1803 à 1806.

—

France.

Moniteur. — *Hist. de France.* — Mathieu Dumas. *Précis des événements militaires.* — *Annual Register.* — *Naval chronicle.* — *Journaux nautiques.* — *Life of Nelson.* — *Mémoires divers.* — *Documents manuscrits.* — *Pièces officielles.*

Allemagne, Autriche.

Moniteur. — *Dict. des siéges et batailles.* — Mathieu Dumas. *Précis des événements militaires.* — Jomini. *Vie politique et militaire de Napoléon.* — Kutusoff. *Relation officielle de la bataille d'Austerlitz.* — Mémorial du dépôt de la guerre, tom, VIII. *Campagne de l'empereur Napoléon en* 1805, *dans la Bavière et l'Autriche.* — Journal des sciences militaires, tom. V, *et* Journal de l'armée, ann. 1835. *Combat de Diernstein.* — Journal milit. autrichien. *Bataille d'Austerlitz.* — Kotzebue. *Relation de la bataille de Diernstein* (en allemand). — Massenbach. *Considérations et éclaircissements sur les événements des années* de 1805 et 1806 (id.). — Bulow. *Campagne de* 1805 (id.). — Général Mack. *Justification de sa conduite dans la campagne de* 1805 (id.). — *Mém. divers.* — *Pièces officielles.*

Relation de la campagne de 1805 (*Austerlitz*), par le lieutenant général Mikhaïlovski-Danilevski. Cette relation, publiée par ordre de l'empereur Nicolas, et traduite du russe par le général Narischkine, n'est qu'une longue apologie des faits de l'armée russe, et ne doit être consultée qu'avec une extrême circonspection. On y cite quelques documents originaux tant militaires que diplomatiques peu connus, tels que les rapports des généraux et des ministres, et surtout ceux de Kutusoff où les défaites des Russes sont exaltées à l'égal des succès. Tout dans cette relation est envisagé sous un jour constamment favorable aux vaincus et presque toujours défavorable aux vainqueurs.

Bataille d'Austerlitz, par le général Stutterheim. Relation plus digne de confiance que la précédente.

Prusse.

Moniteur. — *Hist. de France.* — Mathieu Dumas. *Précis des événements militaires.* — *Dict. des siéges et batailles.* — Jomini. *Vie politique et militaire de Napoléon.* — Mémorial du dépôt de la guerre, tom. VIII. *Campagnes de* 1806 *et de* 1807. — Venturini. *Examen critique du plan d'opérations de l'armée prussienne en* 1806 (en allemand). — Voss., *Ce qu'il y avait à faire pour le salut de la Prusse après la bataille d'Iéna* (id). — Villers. *Récit des événements qui se sont passés à Lübeck, le* 6 *nov.* 1806. — *Mém. divers.* — *Pièces officielles.*

Ruhl de Lilienstern. *Rapport d'un témoin oculaire sur la campagne des troupes prussiennes et saxonnes commandées par le prince de Hohenlohe pendant les mois de septembre et d'octobre* 1806 (en allemand) L'auteur se trou-

vait au quartier général du prince de Hohenlohe, et a dû être d'autant mieux renseigné qu'il avait toute la confiance du major général de cette armée.

Muffling. *Plan d'opérations de l'armée saxo-prussienne en* 1806. *Bataille d'Auerstadt et retraite jusqu'à Lübeck* (id.). Ce rapport contient l'histoire de l'armée du roi, dite armée principale, depuis le commencement de la guerre jusqu'à la destruction des derniers débris de cette armée. L'auteur, par sa position, était à même de bien connaître les événements et d'en apprécier les causes.

Plotho. *Journal de la guerre de la Russie et de la Prusse contre la France*, *de* 1806 à 1807 (id.). Ce journal renferme d'utiles renseignements sur tout ce qui concerne l'armée russe, au quartier général de laquelle l'auteur était attaché.

Colln. *Campagnes des Français et des alliés pendant les années* 1806 et 1807 (id.). Ce livre contient quelques notices utiles.

Hinke. *Relation de l'affaire de Halle le* 17 *oct.* 1806 *entre les Français et le corps de réserve prussien* (id). Relation détaillée de ce combat, par un témoin oculaire.

Berson. *Relation authentique de l'attaque et de la défense de la Burgthor à Lübeck le* 6 *nov.* 1806 (id.). Renseignements précieux sur les circonstances de localités et sur celles du combat.

Massenbach. *Considérations et éclarcissements sur les événements des années* 1805 *et* 1806 (id.).

— Id. — *Mémoires pour servir à l'histoire de la décadence de la Prusse* (id.).

— Id. — *Rapport détaillé sur les opérations de l'armée prussienne commandée en* 1806 *par le prince de Hohenlohe.* (id.). Le colonel Massenbach, major-général de l'armée du prince de Hohenlohe, était à même de fournir de précieux documents historiques sur la campagne de 1806; mais comme il est facile de remarquer qu'il s'efforce constamment à présenter les événements sous un jour qui lui est personnellement favorable, on ne doit consulter ses écrits qu'avec beaucoup de circonspection.

Höpfner. *Guerre de* 1806 *et* 1807. *Berlin* 1851. (id.). C'est l'ouvrage le plus complet qui ait été publié en Allemagne, sur ces campagnes. L'auteur a puisé la plupart de ses renseignements dans les archives de la guerre.

Histoire des guerres en Europe (id.). Cet ouvrage, souvent cité, est également utile à consulter pour les campagnes de 1806 et de 1807.

Combat de Saalfeld sur la Saale (id.). L'auteur, attaché au prince Louis de Prusse en qualité d'officier d'état-major, donne une relation fidèle de ce combat.

Rapport sur le combat de Saalfeld. Ce rapport est d'un officier saxon qui a assisté au combat.

Italie.

Moniteur. — *Dict. des siéges et batailles.* — Mathieu Dumas. *Précis des evénements militaires.* — Gouvion Saint-Cyr. *Mémoires pour servir à l'histoire militaire sous le directoire, le consulat et l'empire.* — *Histoire des guerres en Europe.* — Koch. *Mémoires de Masséna.* — Einsiedel. *Campagne des Autrichiens en Italie dans l'année* 1805. (en allemand). — Journal militaire autrichien. Année 1823, *Mémoire sur le siége de Gaëte.* — *Relation de ce siége,* par le général Campredon. — Spectateur militaire tom. IV, *Mémoire sur l'affaire de Maïda,* — *Annual Register.* — *Mémoires divers.* — *Pièces officielles.*

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE TROISIÈME.

Troisième coalition.

CHAPITRE PREMIER.

ANNÉES 1803 ET 1804.

CHAPITRE II.

ANNÉE 1805.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

ANNÉE 1805.

CHAPITRE V.

ANNÉE 1806.

LIVRE QUATRIEME.

—

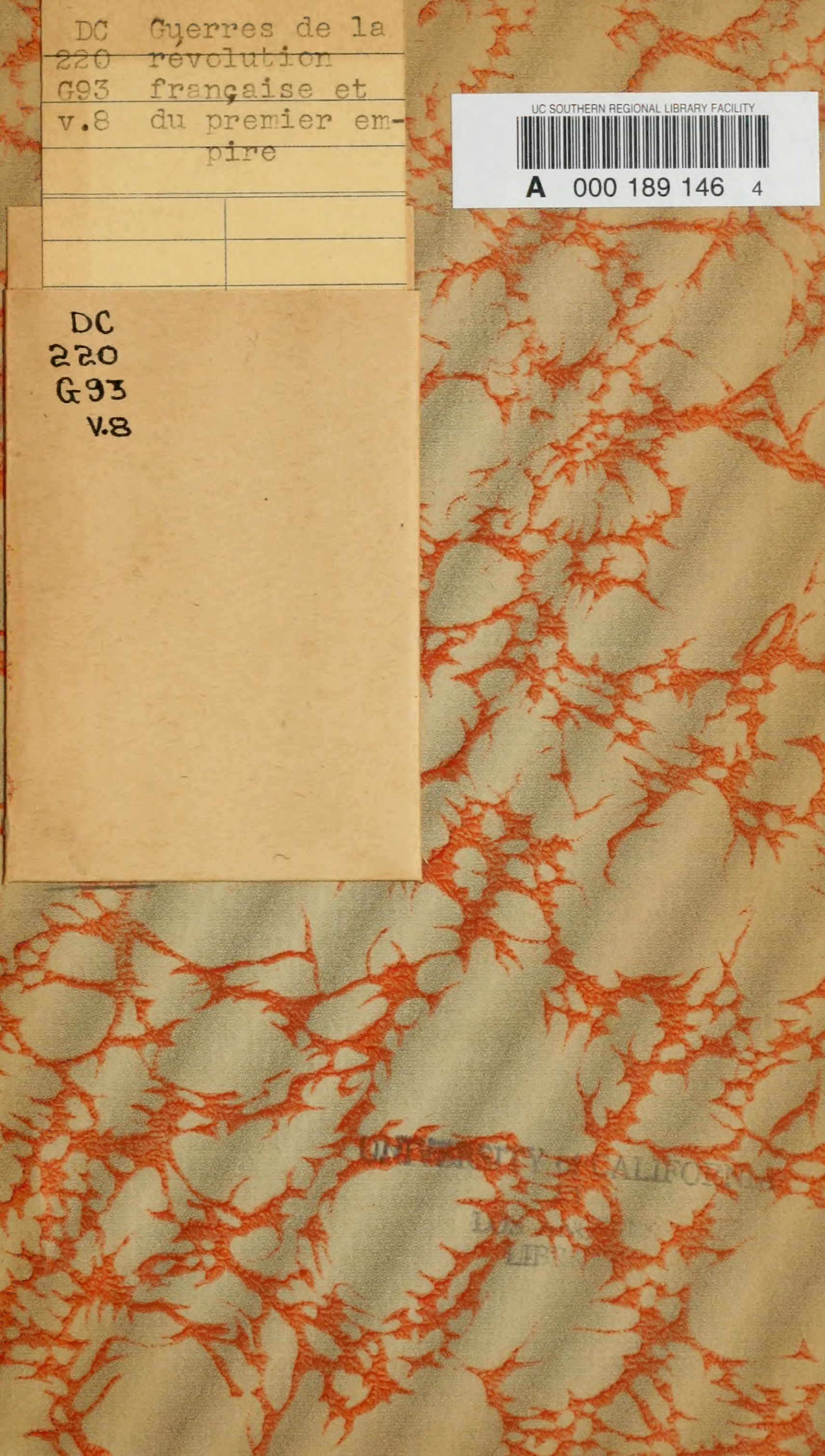
Quatrième coalition.

—

CHAPITRE PREMIER.

ANNÉE 1806.


This book is DUE on the last date stamped below
Form L-9–15m-11,'27



DC Guerres de la
220 révolution
G93 française et
v.8 du premier em-
pire
UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
A 000 189 146 4
DC
220
G93
V.8

